

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1889



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,  
Membre de l'Institut de Droit international.

Avec la collaboration de M. JOSEPH CHAILLEY, Docteur en Droit,  
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

---

DEUXIÈME SÉRIE

---

TOME XXX

AVRIL, MAI, JUIN

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECHERCHES ARCHÉOLOGICO-HISTORIQUES  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

M. LOUIS RENAUD

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

THE UNIVERSITY OF ILLINOIS

TOOK XXX

1911, MAR 10

PARIS

RENAUD RENAUD

A PARIS

RENAUD-THOMSON DELAUNAY & CO. LIMITED

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

---

#### BULGARIE — SERBIE

##### Convention pour le raccordement des Lignes de chemins de fer.

(14 septembre 1887)

Le Gouvernement du Royaume de Serbie et le Gouvernement de la Principauté de Bulgarie, désirant régler, par une Convention spéciale, les conditions dans lesquelles devront se raccorder les lignes des chemins de fer Serbes et Bulgares entre Pirot et Tzaribrod, et fonctionner les stations frontières, ont nommé pour leurs délégués, à cet effet, savoir :

Le Gouvernement royal de Serbie :

M. Demètre Stoyanovitch, directeur de la division des chemins de fer au Ministère des travaux publics ; et M. Milan Milachinovitch, ingénieur au Ministère des travaux publics ;

Le Gouvernement de la Principauté bulgare :

M. Petko Popoff, directeur des travaux publics, et M. Demètre Ivanof, chef de section au Ministère des finances,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

#### EXPLOITATION

Article premier. — La station de Tzaribrod sera la station de jonction pour le service d'exploitation des deux pays.

Par conséquent, la remise et réception des trains ainsi que toutes les opérations de frontières relatives au service d'exploitation de deux pays seront faites à cette station de Tzaribrod.

Art. 2. — Le service d'exploitation dans la station de Tzaribrod sera fait aux frais et par le personnel de l'administration bulgare qui en aura la direction et toute la responsabilité.

Art. 3. — L'administration des chemins de fer serbes sera représentée à la station de Tzaribrod par un employé et son adjoint.

Ce représentant n'aura le droit de donner aucun ordre direct concernant le service proprement dit de la station, mais il aura à communiquer ses avis et observations au chef de station qui relève de l'administration bulgare.

Toutefois, aucune expédition de trains vers Pirot ne pourra être effectuée sans l'avis et l'autorisation préalable du représentant serbe.

En outre, la composition des trains à destination de Pirot sera faite sur la demande et avec l'assistance du même représentant.

Les départs des trains de Pirot ainsi que les retards seront portés, chaque fois et à temps, à la connaissance du chef de station par le représentant serbe.

Art. 4. — Les horaires pour la correspondance des trains seront fixés, d'un commun accord, par les deux administrations sans déroger aux stipulations de la convention à quatre, du 9 mai 1883 (1).

En cas de retard des trains, les deux parties contractantes sont, dès à présent, tombées d'accord de s'accorder mutuellement un temps d'attente de 20 minutes pour les trains directs de voyageurs et de 30 minutes pour les autres trains de voyageurs au cas où une correspondance aura lieu pour ces derniers.

Les modifications aux horaires et itinéraires des autres trains du service local ainsi qu'aux tarifs ne pourront être mises en vigueur par l'une des deux administrations de chemins de fer, qu'après avoir été dûment portées, quinze jours à l'avance, à la connaissance de l'autre administration et du public.

Art. 5. — Pour assurer la correspondance des trains, il est fixé, dès à présent, que la différence de l'heure, sauf les modifications ultérieures à intervenir, sera, entre Sofia et Belgrade, de 35 minutes, et entre Sofia et Budapest, de 41 minutes.

Art. 6. — Les tarifs à employer sur le tronçon de jonction entre Pirot et Tzaribrod seront ceux éventuellement en vigueur sur les lignes principales du chemin de fer de l'Etat serbe.

Les deux administrations participeront aux recettes de cette ligne de jonction suivant le nombre des kilomètres situés sur leur territoire.

Art. 7. — Les stipulations de la convention à quatre garantissent aux parties contractantes le droit de fixer à leur gré leurs tarifs locaux ; mais, prenant en considération l'obligation prise par les parties contractantes d'adopter les mêmes tarifs dans le trafic international, le Gouvernement bulgare consent, dès à présent, à adopter pour son trafic la même division des tarifs qui est en vigueur en Serbie.

Il est bien entendu que le Gouvernement bulgare conserve toute sa liberté de fixer les prix de transport pour son trafic local de même que la classification des marchandises.

Art. 8. — La traction sur le tronçon de chemin de fer situé entre la frontière serbo-bulgare et la station de Tzaribrod, sera faite gratuitement par l'administration des chemins de fer de l'Etat serbe.

Art. 9. — L'administration des chemins de fer de l'Etat serbe restera seule responsable des avaries et dégâts au matériel roulant, aux personnes et marchandises, occasionnés par les accidents de l'exploitation sur

(1) V. cette Convention, *Archives*, 1884, I, p. 137.



le tronçon entre la frontière et la station de Tzaribrod, à l'exclusion de cette dernière station.

Seront exceptées les avaries provenant de force majeure ainsi que celles résultant des défauts d'entretien dûment constatés, qui seront à la charge du Gouvernement bulgare.

L'administration serbe sera également responsable des avaries résultant des fautes commises par son personnel dans la station de Tzaribrod et dûment constatées.

Au cas où la responsabilité serait partagée entre les deux administrations, soit à cause de la participation de leur personnel respectif, soit à cause de la défectuosité du matériel leur appartenant respectivement, les frais qui en résulteraient seront répartis entre elles par moitié.

Art. 10. — Le Gouvernement bulgare mettra à la disposition de l'administration des chemins de fer de l'Etat serbe, un local devant servir de bureau au représentant serbe et à son adjoint, et dans lequel seront installés les appareils de télégraphe de l'administration serbe ; en outre, un logement pour le représentant, composé de deux chambres, cuisine, antichambre et une petite cave, sans réclamer de ce titre aucun dédommagement, location ou indemnité du Gouvernement serbe.

Ledit appareil de télégraphe sera affecté exclusivement à l'expédition des dépêches concernant le service d'exploitation.

Art. 11. — Le Gouvernement bulgare prend l'engagement de donner à la station de jonction de Tzaribrod toute l'extension nécessaire pour pouvoir suffire aux exigences de l'exploitation.

Art. 12. — Le signalement, sur le tronçon de la ligne, compris entre la frontière serbo-bulgare et la station de Tzaribrod, sera identique au système adopté par l'administration des chemins de fer de l'Etat serbe.

Le Gouvernement serbe, en tenant compte des engagements pris par l'article 8, alinéa 3, de la convention à quatre, a adopté les signaux en usage en Autriche-Hongrie avec une légère modification pour l'emploi de la couleur rouge, et le Gouvernement bulgare consent à adopter la même modification.

Art. 13. — L'administration des chemins de fer bulgares fera à ses frais l'entretien du tronçon de la ligne entre la frontière et la station de Tzaribrod.

L'administration des chemins de fer serbes, qui fera la traction sur ledit tronçon et étant en même temps responsable des avaries et des dégâts prévus par l'article 9 de la présente Convention, se réserve le droit de prendre connaissance de l'état de la voie par l'intermédiaire d'un de ses agents délégué à cet effet et notifié à l'administration bulgare, et dont les visites seront annoncées d'avance à ladite Administration.

Art. 14. — La remise et la réception des marchandises en wagons pleins et colis dans la station de Tzaribrod, ainsi que le procédé pour les réclamations se feront d'après des règlements à établir d'un commun accord par les deux administrations dans un délai de six mois à partir de la date de la signature de la présente Convention.

Art. 15. — Pour assurer le transport direct des marchandises et l'échange du matériel, les deux administrations de chemin de fer devront établir un règlement pour l'usage et la circulation sur l'un des deux ter-

ritoires, du matériel venant de l'autre, dans le même délai prévu dans l'article 14.

Ce règlement déterminera la façon dont le matériel sera livré ou rendu, le temps pendant lequel il pourra séjourner sur l'autre territoire, le prix de location et les indemnités pour dégâts et amendes pour retard, etc.

Art. 16. — Pour assurer l'uniformité du service de transport des voyageurs et des marchandises, et dans le but de faciliter le trafic entre les deux pays, le Gouvernement bulgare promet d'adapter son règlement d'exploitation, autant que possible, à celui en vigueur en Serbie.

Art. 17. — Les décomptes d'exploitation entre les deux administrations, seront réglés chaque mois, et d'après le mode qui sera fixé ultérieurement, par elles.

Art. 18. — Toutes les communications verbales ou par écrit, concernant le service d'exploitation, seront faites, entre les deux Administrations, en langue française.

#### DOUANE

Art. 19. — La manipulation douanière se fera de la part de la Serbie, à Pirot, et de la part de la Bulgarie, à Tzaribrod ; ceci n'exclut pas toutefois que les organes douaniers d'une des parties contractantes procèdent sur le territoire de l'autre et dans la proximité du bureau douanier de la frontière, à des actes émanant de leurs fonctions afin de faciliter le trafic et de sauvegarder les intérêts des deux fisci. Il sera cependant pris à cet égard, selon les besoins, un arrangement particulier.

En outre, les deux Gouvernements se réservent le droit de faire escorter les trains, entre Pirot et Tzaribrod, par des employés de douane, qui y seront transportés gratuitement dans les trains.

Art. 20. — Les employés des douanes des deux pays feront mutuellement et conjointement leurs efforts pour prévenir ou découvrir toute tentative de fraude ou de contrebande et se communiqueront réciproquement tous les renseignements propres à intéresser le service.

Art. 21. — Les bureaux de douane, établis dans les stations respectives des deux pays, communiqueront, sans déplacement des pièces, en tout temps et sur première demande, aux employés supérieurs des douanes de l'autre pays, les registres d'entrée et de sortie avec les pièces à l'appui.

Art. 22. — Les employés d'un pays, résidant en vertu de la présente Convention sur le territoire de l'autre, seront exempts de toute contribution directe et personnelle ainsi que du service de toute espèce de milice.

Le matériel nécessaire au service de l'Administration serbe et la station de Tzaribrod, aussi bien que les objets destinés à l'ameublement des employés et de leurs familles obligés d'y résider, seront exempts de taxe de douane.

La formalité du passe-port ne sera pas imposée à ces employés ; il suffira qu'ils justifient de leur qualité.

Art. 23. — Ni dans les locomotives ou tenders, ni dans les wagons à marchandises destinés à passer la frontière ne doivent se trouver des compartiments secrets ou difficiles à découvrir, propres à recevoir des marchandises.

Les wagons à voyageurs ne doivent contenir aucun compartiment pro-



pre à recevoir des marchandises ou des effets, sans autorisation spéciale des autorités douanières.

Art. 24. — Les marchandises placées à leur point de départ dans des wagons plombés, et destinées au transit ou à une douane intérieure du pays où elles entrent, seront dispensées de la visite par les douanes frontières et pourront, s'il y a lieu, être transbordées dans de nouveaux wagons à plomber. Ces transbordements se feront dans le délai de 24 heures.

Les marchandises ne pourront franchir la frontière, dans les deux directions, que dans des wagons fermés à coulisses; l'emploi des wagons découverts n'étant admis que dans le cas où la nature de la marchandise excluerait le transport dans des wagons à coulisses.

Exceptionnellement; dans le cas où les colis ne pourraient remplir un wagon, on pourrait faire usage de caisses ou paniers agréés par la douane du pays d'entrée et propres à être plombés.

Art. 25. — En général, la révision et l'expédition douanière des bagages des voyageurs et des colis à grande vitesse transportés par des trains de voyageurs, seront faites dans les deux douanes frontières.

Art. 26. — Toutes les fois que la demande en sera faite, soit par les administrations des deux chemins de fer, soit par les voyageurs, les visites douanières à la station frontière des bagages enregistrés des voyageurs pourront être réservées à des douanes intérieures autorisées à cet effet.

La demande ci-dessus sera accompagnée de la remise à la douane d'entrée d'une feuille de route pour les bagages des voyageurs et d'une liste de chargement et des lettres de charge pour les colis à grande vitesse.

Art. 27. — Les marchandises à grande vitesse arrivant par les trains de voyageurs et destinées au transit ou à une douane intérieure du pays d'entrée, seront expédiées comme les bagages de voyageurs.

Art. 28. — Tous les autres colis, transportés par les trains de voyageurs, restent soumis aux conditions pour les convois de marchandises.

Art. 29. — Les administrations de douane des deux pays prendront les mesures nécessaires pour que le nombre des employés des douanes respectives ainsi que les heures de travail soient mis, autant que possible, en rapport avec les besoins sagement appréciés du service des chemins de fer et de manière à assurer, tant de nuit que de jour et aussi bien les dimanches et jours fériés, que les autres jours :

1° L'expédition des bagages des voyageurs et des marchandises à grande vitesse par les trains directs et correspondants, lorsqu'il devra s'écouler entre l'arrivée et le départ un délai minimum de vingt minutes pour les trains à grande vitesse et de trente minutes pour les autres trains de voyageurs.

2° La décharge des acquits à caution et la vérification des marchandises pendant la durée du service effectif de la station frontière, de telle sorte que les transbordements nécessaires puissent dans tous les cas être effectués dans un délai de 24 heures.

Art. 30. — Pour les colis postaux, le contrôle douanier se fera simultanément avec la remise de ces colis d'une administration postale à l'autre, selon les règlements et lois en vigueur dans chaque pays.

Art. 31. — Il est bien entendu que par la présente convention, il n'est dérogé en rien aux lois des deux pays en ce qui concerne les pénalités



encourues en cas de fraude et de contravention, pas plus qu'à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit et que l'administration des douanes de chaque pays reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et à d'autres formalités au bureau frontière en cas de soupçon de fraude.

#### POLICE

Art. 32. — La station de Tzaribrod n'étant qu'une station de jonction sous le rapport du service de l'exploitation, la Bulgarie y exercera, ainsi que sur le tronçon situé entre cette station et la frontière serbo-bulgare, la pleine souveraineté territoriale y compris le droit de justice et de police.

Art. 33. — Les deux parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder sciemment aucun emploi dans les postes créés en vertu de la présente convention, sur le territoire de l'autre partie, à des individus qui auraient été condamnés pour crimes ordinaires ou délits, pour contrebande ou contravention grave aux lois de finances.

Elles s'engagent à imposer les mêmes obligations aussi aux concessionnaires respectifs.

Art. 34. — Dans le cas où l'employé d'un pays, admis par son service à fonctionner ou à résider sur le territoire de l'autre pays, serait reconnu coupable d'un crime ou délit, soit civil, soit politique, ou de simple contravention, les deux Gouvernements s'engagent réciproquement à le remplacer sans retard.

En cas de simple contravention, le remplacement aura lieu sur la demande de l'autre partie.

Art. 35. — En ce qui concerne le service et la discipline, les fonctionnaires et employés de l'un des Etats contractants, stationnant en vertu de cette Convention sur le territoire de l'autre, dépendent et relèvent exclusivement du Gouvernement qui les a nommés.

Quant à ce personnel, le propre Gouvernement se réserve la faculté de faire des enquêtes contre ceux de ses propres sujets qui seraient employés dans le propre service, pour tout crime ou délit dont ils se seraient rendus coupables dans cet Etat ; de connaître de toutes les affaires civiles de tutelle et de curatelle notamment de régler la succession et de déclarer en état de faillite la fortune desdits fonctionnaires ou employés et de procéder à la liquidation éventuelle.

Les Gouvernements contractants fourniront, réciproquement, dans tous ces cas, l'assistance nécessaire et légale aux autorités respectives.

#### TÉLÉGRAPHES

Art. 36. — La ligne télégraphique du chemin de fer serbe sera reliée à la ligne télégraphique du chemin de fer bulgare au point de raccordement des chemins de fer, à la frontière même.

Art. 37. — La voie télégraphique des chemins de fer, serbe et bulgare, créée en vertu des dispositions de l'article 36 ci-dessus, sera ouverte au service de l'exploitation des chemins de fer, et les avis échangés par cette voie seront exempts de taxe.

Les deux Gouvernements se réservent le droit de contrôler les avis de service échangés entre les deux administrations de chemin de fer, de

manière cependant qu'ils ne subissent, autant que possible, aucun retard dans leur transmission.

Art. 38. — Les bureaux télégraphiques des deux pays seront établis dans leurs stations frontières, à Pirot et Tzaribrod.

POSTES

Art. 39. — La remise et la réception de la poste et des colis postaux, entre officiers postaux des deux parties contractantes, se feront à Tzaribrod.

Le nombre des expéditions et les heures convenables pour le service de la poste seront adaptés à l'itinéraire pour le service des chemins de fer et des postes et sans qu'ils puissent donner lieu à des retards dans le service régulier des chemins de fer.

Les deux Administrations postales auront à s'entendre pour déterminer les trains qui serviront pour le transport de la poste et des colis postaux. Il est cependant convenu dès à présent que les courriers seront au moins journaliers.

Art. 40. — Dans aucun cas les malles closes ou envois cachetés ne pourront être ouverts par les agents des deux Administrations.

Dans le cas de soupçon de fraude ou autre, les envois en question seront vérifiés par les agents des deux administrations qui dresseront un procès-verbal de part et d'autre.

Art. 41. — La remise des malles closes et des colis postaux, entre les agents des deux administrations, sera accompagnée des relevés et formulaires nécessaires qui seront dûment signés de part et d'autre. Il en sera de même des envois d'argent ou autres, qui seront ultérieurement établis.

Art. 42. — Les malles postales ou autres envois échangés devront être dûment cachetés au plomb ou à la cire à cacheter.

Aux cachets des bureaux d'origine, les agents de poste respectifs ajouteront, à la station de Tzaribrod, leurs propres cachets,

Art. 43. — Les plis de service, relatifs à l'exploitation du chemin de fer sur le parcours de la voie ferrée des pays contractants, seront exempts de taxe pourvu que ces plis soient conditionnés de manière à pouvoir être reconnus comme tels.

Art. 44. — Toutes les clauses de la convention postale et du règlement de détail de Paris, du 1<sup>er</sup> juin 1878, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne, du 21 mars 1885, de l'arrangement et du règlement de détail concernant l'échange des lettres avec valeur déclarée, conclu à Paris, le 1<sup>er</sup> juin 1878, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne, du 21 mars 1885 et de la convention et du règlement de détail de Paris, du 3 novembre 1880, concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur modifié par l'acte additionnel de Lisbonne, du 21 mars 1885, seront appliquées aux échanges entre la Serbie et la Bulgarie, auxquels ces pays servent d'intermédiaires (1).

Art. 45. — Les arrangements existant entre la Serbie et la Bulgarie pour les échanges des correspondances et autres seront conservés et adaptés à la nouvelle voie postale.

Les modifications nécessaires pourront faire l'objet d'un règlement de détail entre les administrations intéressées.

(1) Pour les divers actes internationaux cités, v. *Archives*, 1886, II, p. 129 et suiv.

Art. 46. — Les administrations ou compagnies de chemins de fer, serbe et bulgare, seront invitées par les deux Gouvernements à se conformer strictement aux stipulations de la présente Convention et seront tenues de la faire observer par tous les agents, en ce qui peut les concerner.

Art. 47. — Les employés des deux parties contractantes ainsi que des deux administrations de chemins de fer, qui, en vertu des stipulations de la présente Convention, pour l'accomplissement de leurs fonctions, auraient à se rendre du territoire d'un pays sur celui de l'autre, auront droit de voyager dans la deuxième classe, à titre gratuit, sur la ligne de jonction entre Pirot et Tzaribrod.

Art. 48. — La correspondance et en général toutes pièces qui seront échangées entre les stations et les administrations des deux pays, seront écrites en français, ou seront accompagnées d'une traduction en cette langue.

Art. 49. — Les parties contractantes se réservent la faculté d'introduire en tout temps, et d'un commun accord, dans la présente convention toute modification ou addition dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 50. — La présente convention, rédigée en langue française, entrera en vigueur après les ratifications qui seront échangées à Sofia après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux pays contractants et au plus tard le 25 novembre 1887 (v. s.).

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs y ont apposé leurs signatures et le sceau de leurs armes.

Fait en double, à Sofia, le quatorzième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-sept.

*Les Délégués Serbes :*

D. STOJANOVICH (M. P.)  
M. MILASINOVICH (M. P.)

*Les Délégués Bulgares :*

P. POPOFF (M. P.)  
D. IVANOFF (M. P.)

---

## SERBIE — TURQUIE

### Convention pour le raccordement de lignes de chemins de fer.

(4 juin 1887.)

Le Gouvernement royal de Serbie et le Gouvernement impérial ottoman, désirant régler par une Convention spéciale les conditions dans lesquelles devront se raccorder les lignes des chemins de fer ottoman et serbe entre Uskub et Vranja et fonctionner leurs stations-frontières sur ces lignes, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté le roi de Serbie, le sieur Stoyan Novakovitch, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Constantinople, grand'croix de Takovo, commandeur de l'ordre de l'Aigle-Blanc, grand'croix de St. Sava, etc., etc., etc.

Et Sa Majesté l'empereur des Ottomans, Mehemmed Said Pacha, son



ministre des affaires étrangères, décoré du grand cordon de l'Osmanié en brillants et du grand cordon du Medjidié, etc., etc.,

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il sera établi sur le point de jonction des lignes serbo-turques déterminé dans le troisième procès-verbal en date du 25 décembre 1884 (6 janvier 1885) de la Commission *ad hoc*, réunie à Vranja, deux stations distinctes dont la distance comptée entre leurs aiguilles extrêmes sera de 300 mètres au maximum et où seront installés les services respectifs de l'exploitation, de la douane, de la police, des télégraphes et des postes des deux pays, suivant les dispositions générales du plan ci-annexé.

#### EXPLOITATION

Article 2. — Le service de l'exploitation de chacune des deux stations-frontières sera fait respectivement par le personnel de chaque administration de chemins de fer.

Article 3. — Les deux voies principales entre les stations-frontières devront se réunir normalement à l'axe au point de jonction déterminé dans le troisième procès-verbal en date du 25 décembre 1884 (6 janvier 1885) de la Commission *ad hoc* réunie à Vranja.

La construction et l'entretien des jonctions des rails sur cette ligne normale seront à la charge de chacune des deux administrations de chemins de fer, en ce qui regarde la voie d'entrée de l'autre.

Article 4. — Les deux voies principales sont fermées par des portes qui ne seront ouvertes qu'au passage des trains, sur les ordres des chefs de gare ou de leurs représentants.

La construction, l'entretien et la surveillance de ces portes seront à la charge de chacune des deux administrations de chemins de fer, en ce qui regarde la voie d'entrée de l'autre.

Article 5. — Pour faciliter les divers services d'exploitation, de douane, de police et de poste, les trains de chemin de fer venant de Turquie seront admis à passer dans la station-frontière serbe et les trains de chemins de fer venant de Serbie seront admis à passer dans la station-frontière ottomane, sous les conditions stipulées dans la présente Convention.

Article 6. — L'usage par l'une des deux parties des voies et accessoires dans la station-frontière de l'autre ne donnera lieu à aucun dédommagement location ou indemnité.

Les frais de chargement, de déchargement, de transbordement et de petites réparations du matériel roulant seront réglés d'après une entente ultérieure entre les deux administrations de chemins de fer.

Article 7. — Les deux administrations de chemins de fer devront faire un règlement pour l'usage et la circulation sur l'un des deux territoires du matériel venant de l'autre. Ce règlement déterminera la façon dont le matériel sera livré ou rendu, le temps pendant lequel il pourra séjourner sur l'autre territoire, le prix de location et les indemnités pour dégâts et amendes, pour retard, etc.

Un règlement sera également fait pour le trafic direct des marchandises. Ces deux règlements devront être soumis à l'approbation des Gouvernements respectifs avant la mise en exploitation des deux lignes.

Article 8. — Les employés chargés de la revision du matériel roulant d'une station-frontière dans l'autre, seront réciproquement autorisés à surveiller dans cette station le maniement réglementaire du matériel roulant, chargement, déchargement et transbordement, pour prévenir toute avarie du matériel venant du territoire auquel ils appartiennent. Ils assisteront aux opérations de revision faites par l'autre partie et reconnaîtront les défauts constatés.

Article 9. — De part et d'autre, il ne sera admis à circuler que des wagons satisfaisant aux conditions arrêtées par lesdits règlements.

Le matériel que l'employé technique chargé de la révision dans la station-frontière d'entrée n'admettrait pas à la circulation, sera ou déchargé ou renvoyé à la station-frontière de sortie.

Article 10. — Les administrations des chemins de fer ottoman et serbe donneront à l'organisation de leur service dans les deux stations-frontières toute extension que pourra exiger le trafic, et accorderont au public dans les dites stations toutes les facilités qui seront nécessaires.

Les administrations se conformeront pour les délais de transport des marchandises aux règlements qui seront établis ultérieurement entre elles, règlements qui seront soumis à l'approbation préalable des deux Gouvernements respectifs.

Article 11. — Les employés de l'une des deux administrations de chemins de fer en service dans la station-frontière de l'autre se conformeront aux règlements à arrêter entre les dites administrations, règlements qui devront être soumis à l'approbation préalable des Gouvernements respectifs.

Ils seront également soumis aux lois du pays où ils se trouvent et seront exempts de la formalité du passeport pourvu qu'ils justifient de leur qualité.

Article 12. — Les avaries et dégâts résultant des fautes commises par le personnel de l'une des deux administrations de chemins de fer dans la station-frontière de l'autre ou résultant du mauvais état du matériel, seront supportés par l'administration dont relève ce personnel ou à laquelle appartient ce matériel.

Au cas où la responsabilité serait partagée par les deux administrations, soit à cause de la participation de leur personnel, soit à cause de la défectuosité du matériel leur appartenant, les frais qui en résulteraient seront répartis entre elles par moitié.

L'enquête nécessaire à ce sujet sera immédiatement faite par l'administration du chemin de fer du pays où l'accident aura eu lieu, en présence d'un délégué de l'autre administration dûment prévenue, qui doit s'y faire assister sans que pour cela l'enquête puisse être retardée.

Les actes dressés à ce propos seront communiqués à cette administration sur sa demande.

Si les deux administrations de chemins de fer n'arrivent pas à s'entendre, le différend sera réglé par voie administrative entre les deux Gouvernements, le recours judiciaire expressément réservé pour les particuliers.

Article 13. — Les deux administrations de chemins de fer se communiqueront réciproquement leurs instructions et règlements spéciaux concernant le service actif dans les deux stations-frontières, la composition des trains, les signaux, etc., etc.



Article 14. — Les modifications aux horaires, itinéraires et tarifs ne pourront être mises en vigueur par l'une des deux administrations de chemins de fer qu'après avoir été dûment portées à la connaissance de l'autre administration et du public.

Article 15. — Les deux administrations de chemins de fer devront se garantir mutuellement sous leur responsabilité, la concordance parfaite entre les indications des lettres de voiture et des autres papiers et le contenu des wagons ou colis.

Les règlements y relatifs sont réservés à un accord ultérieur entre ces deux administrations et seront soumis à l'approbation préalable des Gouvernements respectifs.

Article 16. — Les recettes provenant du transport de voyageurs, bétail, marchandises, etc., entre les deux stations-frontières appartiendront à l'Administration du chemin de fer du pays d'où seront sortis les trains qui auront effectué ce transport.

Article 17. — Toutes les fois que les administrations de chemins de fer de l'un ou de l'autre pays ne parviendront pas à s'entendre, soit sur les différents points prévus dans cette Convention, soit sur les moyens d'assurer la continuité de service, les deux Gouvernements contractants interviendront pour prescrire les mesures nécessaires.

#### DOUANE

Article 18. — Les administrations des deux chemins de fer mettront gratuitement à la disposition des employés de la salle de revision des bagages, les locaux nécessaires d'une superficie égale dans les deux stations-frontières.

Ces locaux pourront être désignés par l'apposition des armes de leur pays.

Article 19. — La fermeture, l'emploi et la surveillance de ces locaux seront réglés et ordonnés exclusivement par les autorités du pays à l'usage desquelles ils seront affectés.

Article 20. — Les agents de la douane de l'une des parties contractantes en fonction dans la station-frontière de l'autre auront le droit de porter leur uniforme et leurs armes.

Article 21. — Les employés de la douane de l'une des parties contractantes fonctionnant dans la station-frontière de l'autre seront, pendant toute la durée de leur séjour sur le territoire étranger, soumis aux lois de ce pays, mais exemptés de toute contribution directe et personnelle, ainsi que du service de toute espèce de milice.

Le matériel nécessaire au service des administrations de l'autre, aussi bien que les objets destinés à l'ameublement des employés et de leurs familles, obligés d'y résider, seront exemptés des taxes de douane.

La formalité du passeport ne sera pas imposée aux employés de douane fonctionnant dans la station frontière de l'autre, non plus qu'aux agents supérieurs de contrôle des administrations ottomane et serbe.

Il suffira qu'ils justifient de leur qualité.

Ces employés jouiront pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de l'autre pays de tous les droits et privilèges que les lois nationales accordent à leurs propres agents officiels.

Article 22. — Les employés des douanes des deux pays feront mutuellement et conjointement leurs efforts pour prévenir ou découvrir

toute tentative de fraude ou de contrebande dans l'enceinte de la gare et se communiqueront réciproquement tous les renseignements de nature à intéresser le service.

Article 23. — Les bureaux de douane établis dans chacune des stations-frontières des deux pays communiqueront sans déplacement des pièces, en tout temps et sur première demande aux employés supérieurs des douanes de l'autre pays, les registres d'entrée et de sortie avec les pièces à l'appui.

Article 24. — Les deux administrations douanières détermineront les opérations que leurs douanes à la gare-frontière seront respectivement autorisées à faire pour les marchandises.

Dans les douanes susdites, les marchandises seront vérifiées premièrement par les employés du pays d'où elles sortent, et ensuite par les employés du pays dans lequel elles doivent entrer. S'il est possible, les visites seront faites simultanément par les employés des deux douanes.

Article 25. — Les contraventions douanières commises au préjudice de la douane ottomane dans la station-frontière serbe seront réglées d'après les lois et par les autorités ottomanes et réciproquement les contraventions douanières commises au préjudice de la douane serbe dans la station-frontière ottomane seront réglées d'après les lois et par les autorités serbes.

En général, en matière de contravention aux lois et règlements de douane, les autorités compétentes des deux pays seront tenues réciproquement de prêter, à la requête des autorités ottomanes ou serbes, leur concours pour faire entendre des témoins, pour procéder à des recherches ou informations, ainsi qu'aux poursuites et enquêtes judiciaires.

Article 26. — Dans le cas où un employé ottoman ou serbe admis par son service à fonctionner ou à résider sur le territoire de l'autre pays, serait reconnu coupable de crime ou délit soit civil, soit politique ou de simple contravention, les deux Gouvernements s'engagent réciproquement à le remplacer sans retard.

En cas de simple contravention, le remplacement aura lieu sur la demande de l'autre partie.

Article 27. — Les voyageurs ainsi que toutes marchandises venant de Serbie à destination de Turquie ou de Turquie à destination de Serbie, pourront être transportés sur les voies ferrées reliant les deux stations-frontières tant de nuit que de jour, les vendredis, les dimanches et jours fériés comme tout autre jour.

Les deux administrations de chemins de fer communiqueront d'avance les itinéraires des trains aux administrations-frontières des douanes et postes de l'autre pays. De même, elles donneront avis en temps utile à ces administrations des trains non réglementaires et des retards considérables auxquels les trains seraient exposés.

Les transports se feront sous les réserves et aux conditions stipulées dans les articles suivants.

Article 28. — Chaque convoi de marchandises sera accompagné d'une feuille de route unique pour le convoi tout entier et d'un modèle uniforme pour les deux Etats. Cette feuille de route préparée par les soins de l'administration de la station-frontière du chemin de fer du pays

de sortie, qui en sera responsable, sera soumise au visa des employés de la douane de sortie et servira de base à toutes les opérations ultérieures.

Cette feuille de route ne sera pas exigée à la station de sortie pour les bagages et les marchandises à grande vitesse transportés par les trains de voyageurs.

Article 29. — Les deux administrations douanières se réservent de faire régler dans la station-frontière du pays où ils entrent, les formalités douanières concernant les wagons ou colis expédiés pour l'exportation, sous fermetures douanières, par une douane de leur pays.

Tout convoi pourra être escorté par les employés douaniers d'une station-frontière à l'autre. A cet effet, les employés douaniers des deux pays seront réciproquement admis dans la station-frontière de l'autre.

Article 30. — Les employés escortant des convois doivent être transportés gratuitement dans une place libre et dans un wagon à leur choix.

Les employés douaniers retournant d'une escorte à la douane de départ, seront également transportés gratuitement et auront droit à la seconde classe.

Article 31. — Les trains de voyageurs passeront sans revision douanière par la voie serbe à la station-frontière ottomane et s'arrêteront en face de la salle de revision de la douane dans laquelle se fera la visite des bagages et des autres effets des voyageurs, si l'expédition en transit ou à une douane intérieure n'est pas demandée. Il en sera de même pour les convois allant de Turquie à la station-frontière serbe.

Article 32. — Ni dans les locomotives ou tenders, ni dans les wagons à marchandises destinés à passer la frontière ne doivent se trouver des compartiments secrets ou difficiles à découvrir, propres à recevoir des marchandises.

Les wagons à voyageurs ne doivent contenir aucun compartiment propre à recevoir des marchandises ou des effets sans autorisation spéciale des autorités douanières.

Article 33. — Les marchandises placées à leur point de départ dans les wagons plombés, et destinées au transit ou à une douane intérieure du pays où elles entrent, seront dispensées de la visite par les deux douanes-frontières et pourront, s'il y a lieu, être transbordées dans de nouveaux wagons à plomber. Ces transbordements se feront dans le délai de 24 heures.

Les marchandises ne pourront franchir dans les deux directions la frontière que dans des wagons fermés à coulisses, l'emploi de wagons découverts n'étant admis que dans le cas où la nature de la marchandise excluerait le transport dans des wagons à coulisses.

Exceptionnellement, dans le cas où les colis ne pourraient remplir un wagon, on pourrait faire usage de caisses ou paniers agréés par la douane du pays d'entrée et propres à être plombés ou cadénassés.

Article 34. — Les marchandises à grande vitesse arrivant par les trains de voyageurs et destinées au transit ou à une douane intérieure du pays d'entrée seront expédiées comme les bagages des voyageurs.

Article 35. — Toutes les fois que la demande en sera faite, soit par les administrations des deux chemins de fer, soit par les voyageurs, les visites douanières à la station-frontière des bagages enregistrés des

voyageurs pourront être réservées à des douanes intérieures autorisées à cet effet.

La demande ci-dessus sera accompagnée de la remise à la douane d'entrée d'une feuille de route pour les bagages des voyageurs et d'une liste de chargement et des lettres de charge pour les colis à grande vitesse.

Article 36. — La revision et l'expédition douanière des bagages des voyageurs et des colis à grande vitesse transportés par des trains de voyageurs seront faites simultanément par les employés des deux douanes-frontières dans la station-frontière d'entrée.

Article 37. — Tous les autres colis transportés par les trains de voyageurs restent soumis aux conditions établies pour les convois de marchandises.

Article 38. — Les administrations de douane des deux pays se communiqueront réciproquement les instructions et circulaires adressées à leurs agents concernant l'exécution des présentes dispositions et prendront de concert les mesures nécessaires pour que le nombre des employés des douanes respectives ainsi que les heures de travail soient mis autant que possible en rapport avec les besoins sagement appréciés du service des chemins de fer et de manière à assurer tant de nuit que de jour et aussi bien les vendredis, les dimanches et jours fériés que les autres jours :

1. L'expédition des voyageurs, des bagages et des marchandises à grande vitesse par les trains directs et correspondants, lorsqu'il devra s'écouler entre l'arrivée et le départ un délai minimum de trente minutes pour les trains à grande vitesse et d'une heure pour les autres trains de voyageurs.

2. La décharge des acquits à caution et la vérification des marchandises pendant la durée du service effectif des stations-frontières, de telle sorte que les transbordements nécessaires puissent dans tous les cas être effectués dans le délai de 24 heures.

Article 39. — Pour les colis postaux, le contrôle douanier se fera simultanément avec la remise de ces colis d'une administration postale à l'autre.

Article 40. — Il est bien entendu que par la présente convention, il n'est dérogé en rien aux lois des deux pays en ce qui concerne les pénalités encourues en cas de fraude et de contravention, pas plus qu'à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit et que l'administration des douanes de chaque pays reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et à d'autres formalités au bureau frontière, en cas de soupçon de fraude.

#### POLICE

Article 41. — La police intérieure de chacune des stations-frontières sera assurée par un poste d'agents du pays sur lequel se trouve la station et exercée en nombre suffisant et suivant les exigences du service.

Article 42. — Un local convenable sera affecté pour les employés de la police ottomane dans la station-frontière serbe près des locaux réservés à la douane ottomane et sous les mêmes conditions, et réciproquement, un local sera affecté dans la station-frontière ottomane pour



les employés de la police serbe, près des locaux réservés à la douane serbe.

Ces locaux pourront être désignés par l'apposition des armes des autorités auxquelles ils sont affectés.

Article 43. — La revision des passeports des voyageurs franchissant la frontière ottomane et entrant dans la station-frontière serbe se fera sans interruption, d'abord par les agents de la police ottomane, ensuite par ceux de la police serbe, et réciproquement, la revision des passeports des voyageurs franchissant la frontière serbe en entrant dans la station-frontière ottomane, se fera d'abord par les agents de la police serbe, ensuite par ceux de la police ottomane.

Article 44. — Les agents de police d'un pays dans la station-frontière de l'autre auront recours pour l'exercice de leurs fonctions, aux agents de police de ce pays chaque fois qu'il s'agira d'arrêter un individu venant de l'autre pays, et les agents du pays sur lequel la station-frontière se trouve, sont tenus de prêter leur concours sans opposition ou objection quelconque sur la simple demande qui leur est faite à cet égard pour l'autre partie.

Article 45. — En cas de nécessité urgente, telle qu'incendie, attaque, etc., sur la réquisition du chef de la police de l'une des stations-frontières, le poste de police de l'autre station-frontière sera obligé de lui prêter secours en se plaçant sous ses ordres, sans toutefois sortir de l'enceinte des stations.

Article 46. — Les agents de police auront le passage gratuit sur tous les trains entre les deux stations-frontières. En outre, ils pourront, en suivant les voies, passer à pied d'une station-frontière à l'autre, en prévenant le poste de garde-frontière.

Article 47. — Les dispositions prescrites dans les articles 20, 21 et 26 de la présente Convention, seront également appliquées aux agents de police de l'une des parties lorsqu'ils se trouvent dans la station-frontière de l'autre.

Article 48. — En attendant l'entente à intervenir entre elles, les parties contractantes se réservent le droit de prendre les mesures ou d'établir les règlements nécessaires dans leurs stations-frontières respectives, pour se garantir contre toutes épidémies, épizooties et maladies quelconques pouvant frapper les récoltes.

Les administrations des chemins de fer ottoman et serbe seront particulièrement tenues de se conformer à ces règlements ou mesures et seront responsables des infractions qui seraient commises à cet égard de leur propre fait.

#### TÉLÉGRAPHES

Article 49. — La ligne télégraphique du chemin de fer ottoman de jonction sera reliée à la ligne télégraphique du chemin de fer serbe de jonction au point de raccordement des chemins de fer.

Article 50. — Le réseau de l'administration télégraphique ottomane sera également relié au réseau de l'administration télégraphique serbe au point de raccordement des chemins de fer.

Article 51. — La voie télégraphique des chemins de fer ottoman et serbe créée en vertu des dispositions de l'article 49 ci-dessus, sera ouverte au service de l'exploitation des chemins de fer, et les avis échangés par cette voie seront exempts de taxe.



La section de cette voie reliant les deux stations-frontières turque et serbe ne pourra être employée à la transmission d'autres télégrammes que ceux qui concernent exclusivement le service de l'exploitation du chemin de fer.

Les avis de service échangés entre les deux administrations de chemins de fer en franchissant la frontière seront respectivement soumis au contrôle des administrations télégraphiques des deux Etats, de manière, cependant, à ce qu'ils ne subissent, autant que possible, aucun retard dans leur transmission.

Article 52. — La voie télégraphique turco-serbe créée en vertu de l'article 50 ci-dessus, sera ouverte à toutes les correspondances télégraphiques en général.

Article 53. — Les correspondances à échanger par la voie télégraphique turco-serbe créée en vertu des dispositions de l'article 50 ci-dessus, seront transmises par une ligne à un ou plusieurs fils, suivant la nécessité du service et conformément à un accord entre les administrations télégraphiques ottomane et serbe.

Article 54. — Les bureaux télégraphiques des deux pays seront établis dans leurs stations-frontières respectives.

Article 55. — Les correspondances de la télégraphie internationale échangées par la voie turco-serbe seront soumises aux mêmes dispositions réglementaires et aux mêmes tarifs que ceux en vigueur sur les autres voies turco-serbes ouvertes au service télégraphique international.

Article 56. — Des registres de contrôle servant de base au dressement des comptes relatifs aux télégrammes échangés par la susdite voie seront tenus par chacun des deux bureaux sus-indiqués.

#### POSTES

Article 57. — Les administrations des deux Etats contractants, ainsi que celles des chemins de fer, n'admettront sur le réseau du chemin de fer le transport d'aucune valise postale et d'aucun colis postal autre que les valises et colis échangés entre les administrations des deux Etats contractants ou en transit par leurs territoires respectifs à destination ou provenance des pays de l'Union, le tout en conformité de l'article 59 ci-après.

Le nombre des expéditions et les heures convenables pour le service de la poste seront adaptés à l'itinéraire qui sera arrêté par les deux Gouvernements contractants pour le service des chemins de fer et des postes et sans qu'ils puissent donner lieu à des retards dans le service régulier des chemins de fer.

Les deux administrations postales auront à s'entendre pour déterminer les trains qui serviront pour le transport de la poste et des colis postaux. Il est cependant convenu, dès à présent, que les courriers seront au moins journaliers.

Article 58. — Les opérations postales à effectuer dans les bureaux-frontières devront être limitées uniquement à l'échange pur et simple des envois entre les administrations représentées aux bureaux-frontières par les officiers des postes respectives.

Ces bureaux correspondront aussi entre eux en malles closes pour toutes les correspondances et autres envois déposés à leurs guichets ou provenant d'autres localités relevant de leurs administrations respectives.

Les malles postales et les colis postaux à échanger dans les bureaux-frontières seront seulement ceux que les agents des postes serbes remettront aux agents ottomans, soit originaires de la Serbie, soit originaires des pays de l'Union en transit par la Serbie à destination de la Turquie ou des pays de l'Union en transit par la Serbie à destination de la Turquie ou des pays auxquels celle-ci sert d'intermédiaire, ainsi que seulement ceux que les agents ottomans remettront aux agents serbes, soit originaires de la Turquie, soit des pays auxquels elle sert d'intermédiaire et destinés à la Serbie ou aux autres pays de l'Union, Tout autre transport postal sera interdit.

Article 60. — Dans aucun cas, les malles closes ou envois cachetés ne pourront être ouverts par les agents des bureaux-frontières.

Dans le cas de soupçon de fraude ou autre, les envois en question devront être portés au bureau-frontière relevant de l'administration à laquelle le paquet est destiné.

Là, les agents des deux administrations procéderont à la vérification et dresseront procès-verbal qui sera signé de part et d'autre.

Article 61. — La remise des malles closes et des colis postaux entre les agents des bureaux-frontières sera accompagnée des relevés et formulaires nécessaires qui seront dûment signés de part et d'autre.

Il en sera de même des envois d'argent ou autres qui seront ultérieurement établis.

Article 62. — Les malles postales ou autres envois échangés devront être dûment cachetés au plomb ou à la cire à cacheter.

Aux cachets des bureaux d'origine, les agents de postes respectifs des bureaux-frontières ajouteront leurs propres cachets.

Article 63. — Les plis de service relatifs à l'exploitation du chemin de fer sur le parcours de la voie ferrée des pays contractants seront exempts de taxe, pourvu que ces plis soient conditionnés de manière à pouvoir être reconnus comme tels.

Article 64. — Les dispositions prescrites dans les articles 20, 21, 26 et 30 de la présente Convention seront également applicables aux agents de poste de l'une des parties, toutes les fois qu'ils se trouveraient dans la station-frontière de l'autre.

Article 65. — Toutes les clauses de la Convention postale et du règlement de détail de Paris, du 1<sup>er</sup> juin 1878, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885, de l'arrangement et du règlement de détail concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, conclu à Paris le 1<sup>er</sup> juin 1878, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885, et de la Convention et du Règlement de détail de Paris du 3 novembre 1880, concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885, seront appliquées aux échanges entre la Turquie et la Serbie auxquels ces pays servent d'intermédiaire (1).

Article 66. — Les arrangements existant entre la Turquie et la Serbie pour les échanges des correspondances et autres, seront conservés et adaptés à la nouvelle loi postale.

Les modifications nécessaires pourront faire l'objet d'un règlement de détail entre les administrations intéressées.

Article 67. — Les Administrations ou Compagnies des chemins de

(1) Pour les divers actes internationaux cités, v. *Archives*, 1886, II, p. 129 et suiv.

fer ottoman et serbe seront invitées par les deux Gouvernements à se conformer strictement aux stipulations de la présente Convention, et seront tenues de la faire observer par tous les agents en ce qui peut les concerner.

Article 68. — La correspondance et en général toutes pièces qui seront échangées entre les stations et les Administrations des deux pays seront écrites en français ou accompagnées d'une traduction en cette langue.

Article 69. — La présente Convention demeurera en vigueur pendant cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Au-delà de cette période, elle continuera à être obligatoire tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas annoncé, six mois à l'avance, l'intention d'en faire cesser les effets.

Toutefois, les parties contractantes se réservent la faculté d'introduire en tout temps et d'un commun accord dans la présente Convention toute modification dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Article 70. — La présente Convention sera ratifiée et mise en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications qui aura lieu à Constantinople au plus tard le 4 juillet 1887.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs y ont apposé leurs signatures et le sceau de leurs armes.

Fait en double à Constantinople le quatrième jour du mois de juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-sept.

(L. S.) St. NOVAKOVICH, m. p.

(L. S.) M. SAID, m. p.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

## NOUVELLE CORRESPONDANCE

RELATIVE

AUX AFFAIRES DE BULGARIE ET DE LA ROUMÉLIE ORIENTALE (1)

---

**Sir R. Morier au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 6 juin).

Saint-Petersbourg, le 31 mai 1887.

My Lord,

Le *Journal de Saint-Petersbourg* d'aujourd'hui publie le texte de la circulaire turque du 21 courant. Il accompagne cette publication de remarques de son cru dont j'ai l'honneur d'inclure une copie et qui s'accordent avec les observations que m'a faites M. de Giers à ce sujet, — comme il est dit dans ma dépêche du 25.

J'ai, etc.

Signé : R. B. D. MORTIER.

---

### ANNEXE

**Extrait du « Journal de Saint-Petersbourg » du 19 mai 1887.**

La circulaire turque ayant trait à la situation de la Bulgarie que le télégraphe nous avait signalée vient d'être publiée par les journaux, et on en trouvera le texte plus loin. Elle rappelle les différentes tentatives faites pour créer un Gouvernement provisoire représentant exactement tous les partis, ainsi que le demande le Statut organique, et qui ont toutes échoué. La circulaire attire maintenant l'attention sérieuse et amicale des puissances sur la nécessité d'un échange de vues entre elles, afin de trouver une solution capable d'écarter les difficultés de la situation actuelle, et elle propose de le faire en présentant au choix de la population bulgare un ou deux candidats au trône de Bulgarie et de satisfaire aux réclamations que le Gouvernement provisoire adresse sans cesse à la Porte à ce sujet.

Nous ignorons quel accueil les Cabinets feront à cette démarche et quel succès on s'en promet à la Corne d'Or. Pour ce qui est de la Russie, il nous semble que son refus dûment connu et suffisamment motivé de ne pas traiter avec la Régence actuellement installée à Sophia n'est point de nature à être altéré par la circulaire que nous mentionnons.

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 301.



**M. O'Connor au marquis de Salisbury.**

(Reçue par télégraphe le 11 juin).

Sophia, le 11 juin 1887.

My Lord,

J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que dans un conseil tenu hier, le Gouvernement bulgare a décidé le rejet de la proposition soumise par la Russie quant à la nomination d'un lieutenant princier, par le motif que cet acte ne serait pas conforme aux stipulations du Traité de Berlin.

Cette décision a été communiquée ce matin par M. Natchevitch, le ministre des affaires étrangères, à la Sublime Porte et aux représentants des grandes puissances.

J'ai aussi l'honneur de vous rendre compte que la Grande Assemblée nationale est convoquée pour le 3 juillet à Tîrnova.

J'ai eu l'honneur de communiquer l'information ci-dessus à Votre Seigneurie aujourd'hui par télégramme et à l'Ambassade de Sa Majesté à Constantinople.

J'ai, etc.

(Signé) : N. R. O'CONNOR.

**M. O'Connor au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 12 juin).

(Extrait).

Sophia, le 5 juin 1887.

L'article ci-inclus de la « *Neyavissima Bulgaria*, » réputé l'organe du premier ministre, établit que le prince Alexandre a déclaré à ses partisans qu'il ne retournerait en Bulgarie qu'avec le consentement d'au moins cinq des grandes puissances et avec l'assurance que l'indépendance du pays serait prochaine. Le rédacteur, comme Votre Seigneurie le verra, prend Son Altesse à partie, pour n'avoir pas accepté sans conditions l'appel qui lui avait été fait par ses partisans et pour n'être pas prêt à supporter les conséquences personnelles qui pourraient résulter de son retour. Mais je pense que ceci n'est qu'un sentiment de « pique » exprimé peut-être dans un langage assez bizarre pour un journal jusqu'ici si dévoué à Son Altesse. Les sentiments qu'il avoue ne sont certainement pas ceux d'une fraction importante de son parti, et encore moins du premier ministre, qui dit que Son Altesse est le seul candidat possible actuel ou futur.

Quoi qu'il en soit, je ne crois pas que l'attitude de Son Altesse ait sensiblement refroidi l'enthousiasme de ses adhérents militaires. J'ai même des raisons de croire que de nouveaux « pourparlers » ont été ouverts avec lui et j'ai entendu dire de bonne source que le major Popoff, le commandant militaire de Sophia, a été dernièrement en mission spéciale à Darmstadt avec l'espoir d'amener Son Altesse à fixer une date définitive pour sa rentrée en Bulgarie.

## ANNEXE

**Extrait du « *Neyavissima Bulgaria* » du 2 mai 1887.**

*Est-ce possible?* — De plusieurs côtés on nous demande si le prince Alexandre a vraiment refusé de retourner en Bulgarie. Une pareille chose est-elle à croire? nous demandent nos amis de province. En effet, la chose paraît impos-



sible. Après les sympathies dont notre peuple a donné des preuves depuis le 21 août, un homme avec un peu plus ou un peu moins d'amour-propre ne devait pas les mépriser (les sympathies); au contraire, c'était son devoir de se montrer au milieu de ce peuple et de partager avec lui son mauvais ou son bon sort, sa joie et ses douleurs, même s'il aurait fallu faire les plus grands sacrifices. Cela l'aurait fait gagner une plus grande affection. Nous avions cru qu'il serait ainsi; c'est pourquoi, pendant qu'à Tirnova on s'occupait de l'élection de Waldemar, nous haussions d'ici notre voix en protestant et en demandant le retour du prince Alexandre, car nous aimions à croire que le Prince était prêt de venir et de mourir, s'il le fallait, avec ce peuple qui lui a gagné tant de gloire. Nous avons été trompés dans notre attente, hélas! Alors que nous nous trouvions dans le plus grand embarras, la nouvelle que le Prince refuse de retourner a été pour nous un coup de foudre. Il nous a montré que son retour dépendait de la disposition de l'Europe, qu'il devait avoir à cet effet le consentement d'au moins cinq grandes puissances, qu'il voudrait avant tout voir la Bulgarie élevée en royaume, et seulement alors y retourner en triomphe au son des cornemuses. Nous avons reçu cette nouvelle, bien entendu, avec circonspection, car nous croyions que le retour du Prince ne constitue nullement une violation des Traités existants, et qu'il n'a pas été renié par le peuple. Mais après quelque temps, nous avons eu le malheur de lire une lettre du Prince adressée à une haute personne militaire, où il était dit, d'une manière catégorique, que son nom ne devait plus être prononcé, puisque son retour en Bulgarie était impossible, les puissances de l'Europe étant contre lui. « Si je me décidais, alors même, d'y retourner, » disait encore cette lettre, « je ne pourrais pas rester plus d'une semaine, car dans ce temps-là on me forcerait de nouveau de quitter le pays. »

Après la lecture de cette communication, il est évident que le retour du Prince est presque impossible. Les curieux savent à quoi s'en tenir.

Il faut chercher ailleurs un remède pour nos maux. Cela est triste, mais que peut-on faire quand l'instinct du désintéressement est moins développé chez quelques hommes que celui de leur propre préservation? Comme peuple, nous avons demandé davantage. Celui qui nous aime, qu'il vienne parmi nous. Nous ne voulons pas des Princes avec conditions; nous chercherons de même à ne pas ruiner notre pays en agissant d'après le désir de qui que ce soit.

### M. O'Connor au marquis de Salisbury.

(Reçu par télégraphe le 25 juin).

Sophia, le 14 juin 1887.

My Lord,

J'ai eu l'honneur d'informer Votre Seigneurie aujourd'hui et par télégraphe que Riza Bey, le commissaire impérial ottoman, a fortement conseillé au Gouvernement bulgare d'ajourner la convocation de la Grande Assemblée Nationale qu'on a décidé de réunir à Tirnova le 3 prochain.

M. Natchevitch, le ministre des affaires étrangères, a déclaré en réponse qu'il était nécessaire que le Gouvernement de la Principauté mette l'Assemblée au courant de la situation politique, qu'il devait obtenir son approbation pour sa manière de conduire les affaires du pays, et son assentiment en certains changements ministériels qui avaient été rendus nécessaires par le désaccord entre les ministres et le Régent.

M. Natchevitch a aussi informé Riza Bey que le Gouvernement bulgare n'avait pas décidé d'une proposition définitive à soumettre à l'Assemblée eu égard à l'élection d'un prince.

J'ai communiqué par télégraphe l'information ci-dessus à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Constantinople.

J'ai, etc.

(Signé) : N. R. O'CONOR.

**M. O'Conor au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 27 juin).

Sophia, le 18 juin 1887.

My Lord,

J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que M. Stambouloff a fait allusion, ce matin, dans une conversation, à la question de l'élection d'Aleko Pacha, ou de von der Goltz Pacha, comme Régent temporaire de Bulgarie.

Il a répété que Son Altesse le prince Alexandre avait spécialement recommandé l'élection de l'un ou de l'autre comme étant la meilleure solution provisoire du présent état de choses au cas où ils ne parviendraient pas à trouver un candidat possible au trône. M. Stambouloff a ajouté que le Gouvernement bulgare accepterait volontiers ou Aleko Pacha ou von der Goltz Pacha, si les puissances amies le leur recommandaient, mais il ne croyait pas que leur élection satisferait le pays.

J'ai, etc.

(Signé) : N. R. O'CONOR.

**M. O'Conor, au marquis de Salisbury.**

(Reçue par télégraphe le 29 juin).

Sophia, le 29 juin 1887.

My Lord,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Seigneurie que je suis informé que, en réponse à une offre faite au prince Alexandre avec la possibilité de régler et diriger les affaires de Bulgarie depuis Darmstadt ou ailleurs hors la principauté, Son Altesse a envoyé une réponse dont voici le sens.

Il serait déloyal d'accepter l'offre d'élection sans avoir l'intention de venir en Bulgarie, et en conséquence s'il était impossible que l'état de choses continue, il serait sage que le peuple bulgare élise tout prince qui serait prêt à venir dans la principauté.

J'ai eu l'honneur de communiquer cette réponse à Votre Seigneurie aujourd'hui par télégraphe.

J'ai, etc.

(Signé) : N. R. O'CONOR.

**M. O'Conor au marquis de Salisbury.**

(Reçue par télégraphe le 7 juillet).

Sophia, le 7 juillet 1887.

My Lord,

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Seigneurie que M. Natchevitch, le ministre des affaires étrangères, vient de m'informer que au « *meeting*, » tenu ce matin par la Grande Assemblée Nationale à Tirnova, le prince Ferdinand de Cobourg avait été à l'unanimité élu prince de Bulgarie.

J'ai eu l'honneur aujourd'hui par télégraphe de communiquer la dépêche ci-dessus à Votre Seigneurie.

J'ai aussi informé les Ambassadeurs de Sa Majesté à Constantinople et à Vienne.

J'ai, etc.

(Signé) : N. R. O'CONOR.

ANNEXE

**Télégramme du prince de Cobourg en réponse à l'annonce de son élection.**

*Aux Régents de la Bulgarie et au Conseil des Ministres*

Tirnova, le 8 juillet 1887.

Messieurs,

Recevez mes remerciements pour les nobles paroles que vous m'adressez en m'annonçant le vote de la Grande Assemblée et mon élection au Trône de Bulgarie. Je suis prêt à témoigner ma reconnaissance à la nation Bulgare en lui consacrant ma vie. Je compte sur votre zèle, votre habileté, et votre dévouement pour m'aider à assurer sa prospérité. Dès que mon élection aura été approuvée par la Sublime Porte et reconnue par les Puissances, je répondrai à l'appel de la nation Bulgare en me rendant au milieu d'elle.

(Signé) : Prince FERDINAND DE SAXE-COBOURG.

**M. O'Conor au marquis de Salisbury**

(Reçue le 9 juillet par télégraphe)

Sophia, le 9 juillet 1887.

My Lord,

J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que la nouvelle de l'élection de Son Altesse le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg par la Sobranjé comme Prince de Bulgarie a été accueillie à Sophia sans enthousiasme marqué. La décision de l'Assemblée Nationale paraît avoir été acceptée par l'armée et ses chefs, mais j'ai entendu dire que cela avait causé quelque mécontentement.

La ville était partiellement illuminée la nuit dernière en l'honneur de cette circonstance.

J'ai eu l'honneur de communiquer la dépêche ci-dessus à Votre Seigneurie aujourd'hui par télégraphe.

J'ai, etc.

(Signé) : N. R. O'CONOR.

**Sir A. Paget au marquis de Salisbury**

(Reçue par télégraphe le 10 juillet)

Vienne, le 10 juillet 1887.

My Lord,

J'ai fait aujourd'hui visite au Comte Kalnoky qui est revenu dans la nuit d'avant-hier d'un court séjour à sa campagne en Moravie, pour m'assurer des vues de Son Excellence sur l'élection du prince Ferdinand de Saxe-Cobourg par la Grande Assemblée Nationale à Tirnova.

Son Excellence me dit qu'elle se réjouirait, si par l'élection du prince l'état de choses provisoire en Bulgarie était amené à une fin satisfaisante, qu'il n'y avait aucune objection politique contre le prince, lequel avait été

librement choisi par les Bulgares, que si son élection était confirmée par la Porte, aucune difficulté ne serait faite par l'Autriche pour le reconnaître.

Son Excellence a été jusqu'à me dire confidentiellement que le prince Ferdinand était venu le voir dans la soirée d'avant-hier, mais qu'il n'avait eu qu'une courte conversation officielle avec Son Altesse Sérénissime, laquelle avait paru grandement satisfaite de son élection.

Son Excellence m'a dit qu'elle avait demandé au prince quelles étaient ses intentions présentes, et que sa réponse avait été parfaitement correcte, à savoir qu'elle resterait où elle est (Son Altesse Sérénissime est en ce moment au château d'Ebenthal, à quelques heures de Vienne), jusqu'à ce que son élection eût été confirmée par la Porte, et reconnue par les puissances, quoiqu'il ait déclaré, en réponse à d'autres questions, que s'il était fortement pressé par les Bulgares de venir plus tôt à Sophia, si son élection avait été acceptée par la Porte et la majorité des Puissances, il ne croirait pas nécessaire d'attendre l'assentiment de toutes.

Le prince, a ajouté le comte Kalnoky, avait dit qu'il ne savait rien de ce que pourraient être les intentions de la Russie par rapport à son élection.

J'ai télégraphié la substance de cette dépêche à Votre Seigneurie et aussi à M. O'Connor.

J'ai, etc.

(Signé) : A. PAGET.

**Sir R. Morier au marquis de Salisbury**

(Reçue le 11 juillet)

St-Petersbourg, le 4 juillet 1887.

(Extrait)

Hier étant la date fixée pour la réunion de la Sobranjé, je m'attendais naturellement à ce que, en réponse à mon éternelle demande pour savoir s'il y avait quelque chose de nouveau, M. de Giers aurait fait quelque réflexion sur ce qui se passait en Bulgarie. Il répondit pourtant qu'il n'y avait rien de nouveau. Le Gouvernement Russe maintiendrait, quoi qu'il arrive, l'attitude qu'il avait prise au commencement, celle de négation et de refus de reconnaître tout ce qui serait fait en Bulgarie sous le présent régime.

**M. Milbanke au marquis de Salisbury**

(Reçue le 11 juillet)

Cobourg, le 8 juillet 1887.

My Lord,

Divers journaux ont rapporté que le prince Ferdinand de Cobourg aurait obtenu le consentement de son Altesse Royale le duc de Cobourg comme chef de sa famille, pour accepter l'offre du trône Bulgare.

J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que la « Coburger Zeitung » d'hier publie un *communiqué* officieux dans lequel il est dit « qu'un prince Allemand, ce qu'est à n'en pas douter le prince Ferdinand, ne pourrait pas, même si une couronne lui était offerte, l'accepter sans la permission du chef de sa maison et le consentement de l'empereur d'Allemagne. Jusqu'à ce que cette permission soit accordée, tous rapports touchant l'élection prochaine du prince Ferdinand devront être considérés comme parfaitement vagues ; indépendamment de l'agrément nécessaire de toutes les Grandes Puissances. »

J'ai, etc.

(Signée) : Ralph. MILBANKE.



**M. O'Conor au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 16 juillet.)

Sophia, le 5 juillet 1887,

My lord,

J'ai l'honneur d'envoyer ci-inclus à votre Seigneurie des copies du rapport officiel des actes de la grande Assemblée nationale, à Tirnova, du 3 au 4 courant.

Ces rapports sont envoyés aux représentants étrangers en cette ville, par le Ministre des affaires étrangères.

J'ai, etc.

Signé : N.-R. O'CONOR.

ANNEXE

**Télégramme officiel du Gouvernement Bulgare de Tirnova.**

Le 22 juin (v. s.), 1887.

Aujourd'hui, à 1 heure 1/2 après midi, séance, grande Assemblée, Tirnova. Liste des Députés, 474 ; présents, 436 ; absents, 38. Prêtèrent serment 40 Députés qui n'avaient pas assisté aux séances d'automne passé. On procéda après à l'élection du Président ; fut élu comme tel, le Vice-Président Tontchef, avec 274 voix contre 74 données à Vatcheff, et 74 à M. J. Ev. Guechoff, candidat de l'Opposition. D'autres reçurent nombre de voix insignifiant. Pour Vice-Présidents, élus Saharia Stojanoff et Dr. Vatcheff à l'unanimité et par acclamations ; furent lus 200 télégrammes de tous les côtés de la Bulgarie, priant Députés d'élire un Prince digne du trône Bulgare et présentant toutes les garanties qu'il défendra l'indépendance de la Bulgarie et la liberté intérieure, et exprimant aux Régents et Ministres la reconnaissance du Peuple pour leur conduite patriotique pendant les jours difficiles traversés par la Patrie. Séance close à 4 heures 1/2 ; seconde séance demain, 9 heures du matin.

Le 23 juin (v. s.), 1887.

La deuxième séance de l'Assemblée fut ouverte ce matin à 9 heures. Absents, 49 Députés. M. Kaltcheff, un des délégués de cette assemblée auprès des Gouvernements des grandes Puissances, lut de la tribune le compte-rendu de la délégation sur l'exécution de leur mission. M. Kaltcheff a dit que tous les Cabinets, à l'exception de celui de St-Pétersbourg, reçurent la députation avec beaucoup de sympathies, que les populations de Budapesth, Londres et Rome la reçurent avec beaucoup d'enthousiasme, et qu'aujourd'hui, la situation politique de la Bulgarie est 70 pour cent meilleure qu'en octobre passé — circonstance qui donne la possibilité de terminer la crise par l'élection d'un Prince. L'Assemblée écouta avec attention et applaudissements le compte-rendu en question, et prit la résolution d'exprimer la gratitude du Peuple Bulgare aux grandes Puissances qui daignèrent recevoir ladite délégation et lui exprimer leurs sympathies pour la Bulgarie. Un député de l'Opposition, M. Jean Slaveikoff, essaya de combattre la conclusion du Rapport en alléguant que la députation ne pouvait obtenir aucun résultat, puisqu'elle n'a été reçue, par les Cabinets, qu'officieusement.

Ministre Stoïloff lui répondit que, la Bulgarie étant une Principauté vassale, ses délégués ne pouvaient pas être reçus autrement ; qu'autrefois, lorsque la Roumanie et la Serbie se trouvaient dans la même situation de vassalité, les Souverains mêmes de ces Principautés n'étaient reçus qu'officieusement, mais que cela ne les empêchait pas de travailler souvent avec succès dans l'intérêt de leurs Etats.

La prochaine séance aura lieu jeudi prochain.

**M. O'Connor au marquis de Salisbury.**

(Reçu le 16 juillet.)

Sophia, le 7 juillet 1887.

My lord,

J'ai l'honneur de transmettre ci-inclus, à votre Seigneurie, copie d'une note circulaire du Ministre des Affaires étrangères, envoyant les remerciements de la grande Assemblée nationale, à Tirnova, aux grandes Puissances qui ont reçu les délégués Bulgares, pour la bonté et la sympathie montrées à la Bulgarie par la manière de les recevoir.

J'ai, etc.

Signé : N.-R. O'CONNOR.

## ANNEXE

**M. Natchevitch à M. O'Connor, ministre des Affaires étrangères.***(Circulaire.)*

Sophia, le 25 juin (7 juillet) 1887.

M. l'Agent,

M. le Président de la grande Assemblée nationale m'informe que, dans la séance d'hier, à la suite de la lecture du rapport de la délégation Bulgare, les représentants du Peuple, touchés des témoignages de bienveillance et de sympathie qu'ont accordés à la Bulgarie les grandes Puissances auprès desquelles se sont rendus les délégués de cette Assemblée, décidèrent unanimement de transmettre à ces Puissances l'expression de la profonde reconnaissance du peuple Bulgare pour leurs sympathies envers la Bulgarie et pour le cordial accueil fait à ses Délégués.

En vous priant de vouloir bien communiquer cette Résolution de la Grande Assemblée nationale au Gouvernement que vous avez l'honneur de représenter, je suis heureux de profiter de cette occasion, etc.

Signé : G.-D. NATCHEVITCH.

**M. O'Connor au marquis de Salisbury**

(Reçu le 16 juillet.)

Sophia, le 17 juillet 1887.

My lord,

Me référant à ma dépêche du 5 courant et à mon télégramme d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de transmettre ci-inclus à votre Seigneurie, copie d'un nouveau compte-rendu des actes de la grande Assemblée nationale à Tirnova.

Le rapport établit que, hier soir, après une réunion privée des députés, le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg était unanimement élu prince de Bulgarie.

J'ai, etc.

Signé : N.-R. O'CONNOR.

## ANNEXE

**Rapport des séances de la grande Assemblée nationale de Tirnova.**

Hier soir, réunion privée, députés à Tirnova. Après les explications données par M. le Régent Stanbouloff et M. le Ministre Stoïloff sur la marche des négociations avec leurs Altesses le Prince Alexandre et le Prince Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, les représentants du pays, y compris les Membres de l'Opposition, prirent la résolution de procéder le lendemain à l'élection de Son Altesse le Prince Ferdinand comme Prince de Bulgarie. En exécution de cette décision, la grande Assemblée fut ouverte ce matin à 9 heures et acclama à l'unanimité Son Altesse Prince de Bulgarie.

**Télégramme de Tirnova.**

Le 9 juillet 1887.

Aujourd'hui, à 4 heures 1/2, la grande Assemblée nationale confirma MM. les Régents dans leurs fonctions actuelles, en refusant d'accepter la démission qu'ils avaient présentée.

La réponse de Son Altesse Royale le Prince de Cobourg, qui fut lue dans la même séance, a été reçue avec un grand enthousiasme par les représentants du peuple et le nombreux public, dont les tribunes de l'Assemblée regorgeaient. On procéda ensuite à l'élection de la députation qui devra se rendre à Durnkrut pour porter à Son Altesse l'acte de l'élection. Furent élus M. Tontcheff, Président de l'Assemblée, et les Députés Kaltcheff, Nicola Stranski, Elie Stoikof, Dr. Mihailoff, et Zacharia Stojanoff.

La prochaine séance de l'Assemblée se tiendra le jour où la députation sus-mentionnée aura télégraphié son rapport sur son entrevue avec le Prince Ferdinand.

**Nouveaux renseignements sur la session à Tirnova.**

Après l'élection de Son Altesse le Prince Ferdinand, le Ministère, ayant considéré que la tâche qui lui avait été imposée était terminée, présenta sa démission à la Régence, qui eut la bonté de l'accepter. MM. les Régents décidèrent que les affaires courantes des Ministères seraient expédiées par les Secrétaires généraux de chaque Ministère.

**Saïd Pacha aux Représentants Turcs à l'étranger. (Communiqué au marquis de Salisbury par Rustem Pacha, le 16 juillet).**

Constantinople, le 13 juillet 1887.

Le Gouvernement provisoire Bulgare vient de porter à notre connaissance l'élection par l'Assemblée générale de Son Altesse le Prince Ferdinand de Cobourg-Gotha comme Prince de Bulgarie.

La question de l'élection Princièrè devant réunir l'assentiment des grandes Puissances, nous désirons avant tout connaître les impressions et l'attitude du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité à l'égard de l'élection sus-mentionnée.

Je vous prie, en conséquence, de vous énoncer, dans ce sens, auprès de M. le Ministre des Affaires étrangères, et de me communiquer la réponse de son Excellence.

Signé : Saïd.

**Sir R. Morier au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 18 juillet.)

Saint-Pétersbourg, le 13 juillet 1887.

My lord,

M. de Giers a reçu le Corps diplomatique aujourd'hui au lieu de lundi, l'Empereur ayant reculé son retour, à Saint-Pétersbourg, jusqu'à vendredi, et Son Excellence étant venue ici pensant voir Sa Majesté aujourd'hui. Il y avait foule au *Foreign-Office*, dans l'espoir d'avoir des nouvelles au sujet de l'élection du Prince de Cobourg. Ce fut le premier sujet auquel Son Excellence fit allusion, et presque sa première réflexion fut : « Je pense que le Gouvernement de Sa Majesté est enchanté de cela ». Je répondis : « Loin de là. » Je venais de recevoir un télégramme de Votre Seigneurie à M. O'Connor, lui donnant comme instructions de désavouer toute responsabilité par rapport à la candidature de Son Altesse sérénissime. Mais ce ne fut pas tout. J'ai recueilli des observations dont Votre Seigneurie

rie avait fait précéder ses instructions que dans l'opinion de Votre Seigneurie, la candidature était de celles que, dans les circonstances présentes, vous ne considériez pas comme étant faites pour assurer un arrangement définitif, et qui pourraient même amener à de sérieuses divergences d'opinion. Je pensais donc que je pouvais parfaitement résumer l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté en disant que cela est une attitude de neutralité, n'impliquant ni assentiment actif ni dissentiment.

Mais avec une tendance à apprécier les inconvénients possibles qui pourraient résulter de cette candidature, M. de Giers paraît très satisfait de cette déclaration.

**M. Fleischmann à sir A. Paget.**

15 juillet 1887.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence le texte de la réponse que Son Altesse Mgr. le Prince de Saxe-Cobourg a faite aujourd'hui à la Députation qui lui apportait l'Acte d'élection de la nation Bulgare.

Je prie, etc.

Signé : Conseiller FLEISCHMANN.

### Réponse du Prince Ferdinand de Cobourg aux Députés Bulgares.

Monsieur le Président, Messieurs,

Je reçois avec reconnaissance l'acte que vous m'apportez. Je reste fidèle à mes promesses et aux résolutions que j'ai, dès le premier jour, fait connaître à la nation qui m'appelait.

S'il m'était permis de suivre l'impulsion de mon cœur, j'accourrais au milieu de vous pour me mettre à la tête de la nation Bulgare et prendre en main les rênes de l'Etat ! Mais le Prince élu de Bulgarie doit respecter les Traités ; ce respect fera la force de son Gouvernement, et assurera la grandeur et la prospérité de la nation Bulgare. J'espère que nous réussirons à justifier la confiance de la Sublime Porte, à reconquérir avec le temps les sympathies de la Russie, à laquelle la Bulgarie doit son émancipation politique, et par conséquent une grande reconnaissance, et à obtenir l'adhésion de toutes les Puissances.

Comptez sur moi, sur mon dévouement à votre pays, dévouement dont j'espère pouvoir lui donner la preuve lorsque je jugerai le moment venu !

Courage, prudence, union patriotique ! Que Dieu bénisse la Bulgarie et lui donne un brillant avenir !

**M. Natchevitch à M. O'Conor.**

(Circulaire.)

Sophia, le 30 juin 1887.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Cabinet a été constitué de la manière suivante :

M. le Dr. Stoiloff, Président du Conseil, Ministre de la Justice, et *ad interim*, Ministre des Finances ;

M. Natchevitch, Ministre des Affaires Etrangères ;

M. le Dr. Stranski, Ministre de l'Intérieur ;

M. le Major Petroff, Ministre de la Guerre ;

M. le Dr. Ichomocoff, Ministre de l'Instruction Publique.

Veillez, etc.

Signé : G.-D. NACHEVITCH.



**Extrait du « Fremdenblatt » du 5 août 1887.**

(Traduction.)

Vienne, le 4 Août 1887.

Nous trouvons dans l'« Opinione » un rapport daté de Vienne, établissant que le Prince de Cobourg, dont l'intention était de refuser le trône de Bulgarie, fut dissuadé de prendre cette décision par le Gouvernement Austro-Hongrois. Nous sommes en mesure d'assurer positivement à nos lecteurs que le journal ci-dessus mentionné, quoique généralement bien informé, est, en cette circonstance, complètement dans l'erreur, le Gouvernement Austro-Hongrois n'ayant ni conseillé au Prince de Cobourg d'accepter la candidature offerte par la Bulgarie, ni bien moins encore dissuadé Son Altesse de sa prétendue intention de la refuser.

**M. O'Connor au marquis de Salisbury.**

(Reçu le 13 août)

Sophia, le 7 août 1887.

My lord,

J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que le Ministre des Affaires étrangères m'a informé, hier, que le Commissaire Turc, Riza-Bey, avait, sur l'ordre de son Gouvernement, sérieusement prié le Gouvernement Bulgare de ne rien faire pour hâter l'arrivée du Prince de Cobourg, et l'avait exhorté à s'en fier aux bons offices de la Puissance suzeraine pour un règlement satisfaisant de leurs difficultés.

Le Dr Stranski m'a donné à entendre que la politique de temporisation de la Porte était impraticable, en raison de l'agitation dans le pays; et M. Stoïloff n'a pas caché à quelques-uns de mes collègues son opinion que si le prince Ferdinand n'arrivait pas bientôt, la position du gouvernement serait intenable d'ici un mois, et qu'il n'y aurait d'autre parti pour eux que de réélire le prince Alexandre et de proclamer leur indépendance.

J'ai, etc.

Signé : N. R. O'CONNOR.

**Sir A. Paget au marquis de Salisbury.**

(Reçu le 13 août.)

Vienne, le 11 août 1887.

My Lord,

J'ai l'honneur de transmettre ci-inclus à Votre Seigneurie une note qui m'a été apportée au moment du départ du courrier, du prince Ferdinand de Cobourg, dans laquelle Son Altesse Sérénissime établit les raisons qui l'ont décidé à partir pour la Bulgarie.

J'ai, etc.

Signé : A. PAGET.

ANNEXE

**Prince Ferdinand de Saxe-Coburg à Sir A. Paget.**

Château d'Ebenthal, ce 10 août 1887.

M. l'Ambassadeur,

Relativement à ma réponse faite, le 15 juillet, à la députation Bulgare, je me permets de porter à la connaissance de Votre Excellence la note ci-jointe.

Lorsque la Grande Assemblée de Tirnova m'a élu à l'unanimité prince de Bulgarie, j'ai déclaré à la députation qui m'a apporté l'acte de l'élection que, reconnaissant la suzeraineté de Sa Majesté le Sultan, je voulais attendre, avant de prendre une décision définitive, les réponses que les Puissances Signataires du Traité de Berlin feraient à la circulaire par laquelle la Sublime Porte leur donnait connaissance de mon élection.

De ces réponses, qui me furent communiquées officieusement, j'ai pu constater qu'aucun des Gouvernements des Grandes Puissances n'avait témoigné d'hostilité envers ma personne, et que, s'il y a quelques divergences de vue, elles se rapportent à la légalité de ladite Assemblée, c'est-à-dire à une question qui regarde les affaires intérieures de la Bulgarie et qui ne touche que le Prince élu.

Ayant promis au peuple Bulgare de lui donner la preuve de mon dévouement lorsque le moment serait arrivé, je me suis résolu de répondre aux cris de détresse d'une nation qui ne demande qu'à vivre et à se développer en paix dans les limites de sa constitution, et je suis parti pour aller prendre en mains les destinées d'un peuple vaillant, au bonheur et à la prospérité duquel j'ai dit que je consacrerai ma vie. Je prends possession du Trône de Bulgarie, sur lequel m'a élevé le vœu national, fermement résolu de travailler à la consolidation de l'ordre et de la paix dans ma nouvelle patrie et avec l'espoir inébranlable que Sa Majesté le Sultan, en s'empressant de confirmer mon élection, voudra contribuer à mettre fin à la crise que traverse, depuis un an, la Bulgarie.

Confiant dans la sainteté de la cause que j'ai prise en mains et dans mes intentions honnêtes et loyales, j'ai le ferme espoir que le Dieu Tout-Puissant bénira ma résolution et m'aidera dans l'accomplissement de ma tâche.

Signé : Prince FERDINAND SAXE-COBOURG.

**Sir R. Morier au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 15 août.)

Oranienbaum, le 11 août 1887.

(Extrait.)

L'annonce du départ du prince Ferdinand de Cobourg pour la Bulgarie a inspiré au « Journal de Saint-Petersbourg » l'article ci-inclus. L'idée principale est, comme Votre Seigneurie le verra, que l'aventure du prince n'amène aucunement la solution de la question bulgare, tandis que son illégalité manifeste et son inconvenance mettent les puissances dans l'impossibilité de donner leur adhésion à la conduite téméraire où on l'a entraîné.

Les autres journaux traitent le sujet à peu près de la même manière, sauf qu'ils prédisent la chute du prince sur un ton en quelque sorte plus dédaigneux et plus assuré.

M. de Giers, dans une conversation que j'ai eue hier avec lui, a brièvement passé sur l'incident : il n'avait rien à ajouter à ses déclarations réitérées sur la résolution de son pays de s'en tenir à son attitude de protestation passive. J'ai dit que, pour notre part, jusqu'à ce que l'élection de Son Altesse Sérénissime ait reçu un *imprimatur* dû et légal, nous ne pourrions le considérer que comme qualifié pour être traité par nos agents en Bulgarie avec le respect qui était dû à son caractère privé de prince allié à Sa Majesté la Reine, mais n'ayant pas un caractère public.

ANNEXE

Extrait du « Journal de Saint-Petersbourg », du 11 août 1887.

Il résulte de nos dépêches que le prince Ferdinand de Cobourg s'est mis en route pour la Bulgarie. Nous avons déjà taxé d'aventure ce voyage lorsqu'il en fut question une première fois. Nous ne pouvons que renouveler cette qualification. Le prince Ferdinand lui-même, en recevant la députation, il y a près d'un mois, avait si parfaitement défini les conditions préalables nécessaires pour qu'il pût être donné suite à son élection qu'il serait oiseux de les rap-peler. On peut s'étonner seulement et regretter en premier lieu pour le prince lui-même qu'il les ait si promptement oubliées.

Ce ne sera certainement pas cet oubli de toutes les conditions de légalité comme de toutes les convenances qui pourrait, à notre avis, amener la Russie à modifier ses vues sur la non-validité d'une élection accomplie par une Assem-blée dont elle a toujours contesté la légalité.

Quant aux autres Grandes Puissances et à la Sublime Porte, l'illégalité et l'inconvenance à leur égard de la résolution à laquelle le Prince Cobourg s'est laissé entraîner sont trop manifestes pour qu'aucun de ces Gouvernements puisse y donner son adhésion.

Il nous semble donc que le voyage que le prince Ferdinand vient d'entre-prendre constitue un incident regrettable à ajouter à tous ceux dont la jeune histoire de la Principauté de Bulgarie est déjà si riche, qu'à aucun titre et à aucun point de vue il ne constitue une solution, et qu'au demeurant il convient d'attendre le développement que prendront les événements dans ce pays si éprouvé.

**M. O'Conor au marquis de Salisbury.**

(Reçue par télégramme, le 15 août.)

Sophia, le 15 août 1887.

My Lord,

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Seigneurie que Son Altesse le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg a prêté le serment constitutionnel comme prince de Bulgarie hier à Tirnova.

La proclamation de Son Altesse, qui a été affichée dans la ville de Sophia dans la nuit d'hier, fait allusion à « notre peuple libre », parle de monter sur le Trône « des glorieux rois Bulgares », et termine par les mots suivants : « Vive la libre et indépendante Bulgarie ».

Je me propose d'envoyer par la poste à Votre Seigneurie le texte complet de cette proclamation.

L'armée Bulgare a prêté ce matin le serment de fidélité à « Son Altesse le prince de Bulgarie ».

Le prince Ferdinand quitte Tirnova pour Philippopoli demain, et est attendu à Sophia le 18 ou le 19 courant.

J'ai eu l'honneur d'envoyer l'information ci-dessus à Votre Seigneurie aujourd'hui par télégraphe.

J'ai, etc.

Signé : N.-R. O'CONOR.

**Saïd Pasha à Rustem Pacha. — Communiqué au marquis de Salisbury par Rustem Pacha, 16 août.**

Constantinople le 14 août 1887.

Votre Excellence connaît les conditions dans lesquelles s'est effectuée l'élection du prince Ferdinand de Cobourg comme prince de Bulgarie.

Vous n'ignorez pas non plus les déclarations faites par Son Altesse de ne quitter Vienne qu'autant que son élection aurait obtenu, aux termes du Traité de Berlin, la sanction de la Cour Suzeraine et l'assentiment des autres Puissances Signataires.

Au moment où des pourparlers étaient engagés entre le gouvernement Impérial et les grandes Puissances au sujet de cette élection, nous apprîmes que le prince Ferdinand, contrairement à ses déclarations précédentes, se proposait de quitter sa résidence d'Ebenthal pour se rendre en Bulgarie; et ce projet intempestif nous imposa le devoir de lui adresser, par le canal de notre ambassadeur à Vienne et par d'autres intermédiaires, des conseils énergiques réitérés, l'engageant à ne point s'écarter de la voie qu'il s'était tracée, et qu'il nous avait annoncée à diverses reprises.

Nonobstant ses déclarations précitées, le prince a cru devoir abandonner son projet primitif et quitter sa résidence à l'improviste pour aller prendre possession de l'administration de la Principauté, où il se trouve actuellement.

Je crois superflu de signaler à la haute et sérieuse attention du gouvernement près duquel vous êtes accrédité la gravité de ce fait aussi inattendu que contraire aux prescriptions du Traité de Berlin.

Dans cette occurrence la Sublime Porte, tout en s'abstenant de toute relation officielle avec le prince Ferdinand, désirerait connaître le point de vue auquel les grandes Puissances envisagent cette manière d'agir de Son Altesse, la nature des instructions qu'elles ont dû donner à cet effet à leurs Agents diplomatiques à Sophia, et leurs vues et appréciations touchant les moyens de résoudre la question et d'aplanir les difficultés politiques qui viennent de se produire.

Veuillez donner communication et copie de la présente dépêche à M. le ministre des Affaires Etrangères et me communiquer la réponse de Son Excellence.

Signé : SAÏD.

---

**M. Egerton au marquis de Salisbury.**

(Reçu le 17 août.)

Paris, le 16 août 1887.

My Lord,

Se référant au télégramme du 12 courant de Votre Seigneurie à Sir R. Morier au sujet d'un télégramme lu à Votre Seigneurie par l'ambassadeur Russe, condamnant fortement l'apparition du prince Ferdinand en Bulgarie, M. Charmes m'a informé aujourd'hui que le gouvernement Français avait immédiatement télégraphié à Saint-Petersbourg sa réponse à une communication similaire que lui avait faite le Chargé d'Affaires Russe en cette ville.

Le point principal de cette réponse du gouvernement Français est qu'il partage entièrement les vues du gouvernement Russe en ce qui concerne l'illégalité de l'acte du prince Ferdinand, et donne comme instructions à ses agents de ne reconnaître en rien cette violation en prenant part aux fêtes, et de s'abstenir de tout déploiement de drapeaux en son honneur.

La réponse française ne touche pas à la question de la légalité de l'élection du prince Ferdinand.

J'ai, etc.

Signé : Edvin-H. EGERTON.

---



**M. O'Connor au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 22 août.)

Sophia, le 12 août 1887.

My Lord,

Me référant à mon télégramme du 11 août, j'ai l'honneur de joindre ci-inclus pour Votre Seigneurie, copie d'un avis qui a été envoyé aux Représentants étrangers par le ministre des Affaires étrangères, annonçant l'arrivée de Son Altesse le prince Ferdinand à Widdin le 11 courant. Cette communication parle d'un manifeste au peuple Bulgare qui a été fait par Son Altesse Royale après avoir reçu les congratulations du métropolitain Anthime, de laquelle j'ai également l'honneur d'envoyer copie à Votre Seigneurie.

Son Altesse s'est rendue de Widdin à Lom Palanka.

Ce matin un *Te Deum* a été célébré à la cathédrale de Sophia. J'entends dire que le discours du métropolitain, M<sup>sr</sup> Clément, critiquant fortement le dernier régime, et défendant la suprématie de l'influence Russe, a été très mal reçu par les militaires présents.

J'ai aussi l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie traduction du discours de M. Stambouloff à l'arrivée de Son Altesse à la frontière.

J'ai, etc.

Signé : N.-R. O'CONNOR.

## ANNEXE

**Avis.**

Son Altesse le Prince Ferdinand est arrivée à Widdin le 30 juillet à 6 heures du soir où, après avoir reçu les félicitations du Métropolitain Anthime, elle lança son Manifeste au peuple Bulgare.

Ensuite Son Altesse a continué le voyage pour Lom.

Aujourd'hui, à 11 heures du matin, un *Te Deum* solennel sera célébré à la Cathédrale de Sophia, à la suite duquel le Manifeste Princier sera lu et distribué à la population.

Sophia, le 31 juillet 1887.

## ANNEXE

**Manifeste au Peuple Bulgare.**

Unanimement élu par les Représentants de la nation Bulgare pour son Souverain, je considère comme mon devoir sacré de mettre un moment plus tôt le pied sur le territoire de ma nouvelle patrie et de consacrer ma vie pour le bonheur, la grandeur et le progrès de mon cher peuple.

En remerciant du fond de mon cœur la vaillante nation Bulgare pour la confiance qu'elle me témoigne, ainsi que pour les sentiments de dévouement et de fidélité qui l'animent à mon égard, je suis pleinement persuadé qu'elle me soutiendra dans mes efforts pour rendre notre pays grand et florissant et pour atteindre un avenir plein d'honneur et de gloire.

Que le Très-Haut protège la Bulgarie et qu'il nous soit en aide dans toutes nos actions !

Donné à Widdin, le 30 juillet 1887.

Signé : FERDINAND.

**Sir A. Paget au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 22 août.)

(Extrait.)

Vienne, le 20 août 1887.

En réponse à la récente circulaire de la Porte, demandant l'opinion et l'avis des puissances sur l'apparition du Prince Ferdinand en Bulgarie, le comte Kalnoky a déclaré : —————

1° Qu'il considère la venue du Prince comme une violation du traité de Berlin et comme tel, a donné des ordres aux Agents et Consuls autrichiens de ne rien faire qui pourrait impliquer une reconnaissance officielle.

2° Quant à la voie à suivre maintenant, il faut s'abstenir par dessus tout d'employer des mesures coercitives qui, dans le présent état d'esprit des Bulgares, pourraient facilement les pousser à des mesures désespérées, telles que la proclamation de leur indépendance et peut-être d'un appel à l'insurrection en Macédoine, ce qui serait extrêmement dangereux pour les intérêts de la Turquie elle-même et pour le maintien de la paix de l'Europe, et de s'abstenir également d'entrer en arrangement avec n'importe quelle puissance européenne séparément, mais en communiquer librement avec toutes.

3° Quant à une solution finale, le comte Kalnoky serait heureux de communiquer avec les autres Puissances sur ce sujet, mais n'en connaissant pas en ce moment une qui pourrait être acceptable par toutes les parties intéressées, il n'avait pas de proposition à faire.

**M. O'Connor au marquis de Salisbury.**

(Reçue par télégraphe, le 22 août.)

Sophia, le 21 août 1887.

My Lord,

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Seigneurie que M. Natchevitch, le ministre des Affaires étrangères, vient de me dire qu'il avait reçu une note de M. Flesch, l'agent et le consul général de France, déclarant que, d'après les instructions de son Gouvernement, il avait à notifier l'inter ruption de relations officielles et même officieuses avec le gouvernement bulgare, mais qu'il resterait à Sophia de manière à expédier toute affaire courante qui pourrait être de nature urgente.

J'ai eu l'honneur de faire parvenir l'information ci-dessus aujourd'hui, par télégraphe, à Votre Seigneurie.

J'ai, etc.

Signé : N.-R. O'CONNOR.

**M. Egerton au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 23 août.)

Paris, le 22 août 1887.

My Lord,

M. Charmes m'a informé aujourd'hui, quand je l'ai vu, de la réponse de M. Flourens à la circulaire turque, relative à la prise de pouvoir du prince Ferdinand en Bulgarie.

Elle avait pour effet de faire connaître que le gouvernement français considérait l'élection du prince Ferdinand comme nulle, privée de tout effet,

que sa présence en Bulgarie était une infraction flagrante au traité de Berlin, « qu'il invitait la Sublime Porte à user de toute son autorité pour faire que le prince Ferdinand quitte la Bulgarie, et pour constituer une Régence provisoire, dans les conditions suggérées par la Russie ».

J'ai demandé à M. Charmes ce qu'il voulait dire « user de toute son autorité ». Il me dit que cette réponse avait été écrite par M. Flourens qui était à la campagne et qu'il ne pouvait par conséquent donner une réponse précise à ma question.

J'ai, etc.

Signé : EDWIN H. EGERTON.

**Le marquis de Salisbury à sir R. Morier.**

Foreign-Office, le 25 août 1887.

Sir,

L'Ambassadeur de Russie est venu au Foreign-Office aujourd'hui, et a renouvelé la déclaration qu'il avait déjà faite relativement à l'objection soulevée par l'empereur de Russie, à une occupation militaire de la Bulgarie. En même temps, Son Excellence a beaucoup insisté sur le danger de laisser la question bulgare pendante comme elle est actuellement.

En réponse à Son Excellence, je me suis étendu avec insistance sur la gravité des résultats qui suivraient une occupation de la principauté.

J'ai dit que l'avis du gouvernement de Sa Majesté était qu'aucune mesure ne devait être présentée par le gouvernement russe ou par le gouvernement turc contre le prince Ferdinand, une telle action tendant inévitablement à faire de Son Altesse un héros populaire.

Je suis tombé d'accord avec M. de Staal que l'établissement d'un seul Régent pour la Bulgarie et la Roumélie orientale serait le meilleur arrangement temporaire, mais j'ai dit que le gouvernement de Sa Majesté ne pourrait probablement agréer le choix d'un Russe ou d'un Turc pour ce poste.

M. de Staal a appuyé le choix du général Ernroth, mais je n'ai encouragé aucunement Son Excellence à penser qu'il serait acceptable.

Notre conversation, pendant toute l'entrevue, a eu un caractère parfaitement amical.

J'ai, etc.

Signé : SALISBURY.

**M. O'Conor au marquis de Salisbury.**

(Reçue par télégraphe, le 2 septembre.)

Sophia, le 1<sup>er</sup> septembre 1889.

My Lord,

J'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Seigneurie, aujourd'hui, par télégraphe, que malgré les courageux efforts de M. Stambouloff, aucun ministère n'a encore été formé et que ce retard produit une très mauvaise impression et tend à rendre la situation ici loin d'être satisfaisante.

J'ai, etc.

(Signé) N.-R. O'CONOR.

**Note verbale du Ministère des Affaires étrangères.**

Sophia, le 21 août (2 septembre) 1887.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance



de l'Honorable Agence Royale d'Angleterre que, par Décret Princier en date d'hier, le Ministère est constitué comme suit :

M. Stambouloff, Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur ;  
 M. le Colonel Moutkouroff, Ministre de la Guerre ;  
 M. Georges Jifkoff, Ministre de l'Instruction publique ;  
 M. C. Stoïloff, Ministre de la Justice ;  
 M. G. D. Natchewitch, Ministre des Finances ;  
 M. le Dr Stranski, Ministre des Affaires étrangères et des Cultes.

### M. O'Conor au marquis de Salisbury,

(Reçue le 10 septembre.)

Sophia, le 31 août 1887.

My Lord,

A cause des difficultés rencontrées par M. Toutcheff dans la formation d'un ministère, auquel mon télégramme du 26 courant faisait allusion, M. Stambouloff est retourné à Sofia le 28 courant.

M. Stambouloff a eu la bonté de venir me voir hier et j'ai l'honneur de rapporter à Votre Seigneurie la substance de ses remarques.

Il a attribué l'échec de M. Toutcheff dans la formation du ministère, en partie au fait que les élections de la Soubranjé sont aussi proches et en partie à la mauvaise volonté des principaux hommes d'Etat d'attacher leur nom à un ministère qui ne serait probablement pas de longue durée. Il me dit que la tâche serait probablement entreprise par M. Stoïloff ou M. Jifkoff, et s'ils refusaient ou ne réussissaient pas dans leurs efforts, par lui-même, et il avait confiance dans le succès. Ce retard était préjudiciable et il leur convenait de montrer qu'ils appréciaient la noble conduite du Prince Ferdinand qui répondait à l'appel de la nation dans une heure de détresse. Le pays et l'armée soutiendraient leur prince et il croyait que l'élection de la Soubranjé ratifierait et confirmerait pleinement la Grande Assemblée Nationale à Tirnova. Ils étaient accablés par la désapprobation des grandes Puissances, mais lui espérait, se rappelant tout ce qu'ils avaient souffert et traversé, que les Puissances admettraient dans un temps donné que leur conduite était justifiable et reconnaîtraient finalement le Prince qu'ils avaient élu.

M. Stambouloff a ensuite parlé de la proposition russe, de prendre le général Ernroth pour Régent. Il la considérait comme une insulte à la nation entière qui, il y a un peu plus d'un mois, avait élu le Prince Ferdinand, et il dit que, quelles que puissent être les conséquences, il était convaincu que le pays ne s'y soumettrait pas. Mais en tout cas, ils étaient décidés à ne pas laisser le général Ernroth passer la frontière à moins qu'il ne soit accompagné de forces auxquelles ce serait une folie pour les Bulgares de résister. C'était une audacieuse tentative pour russifier le pays, mais le conflit d'intérêts entre les grandes Puissances les sauverait de ce terrible sort.

Par rapport à la situation intérieure, M. Stambouloff a exprimé sa confiance dans le maintien de l'ordre et de la tranquillité.

J'ai, etc.

Signé : N.-R. O'CONOR.

**Sir R. Morier au marquis de Salisbury**

(Reçue par télégraphe le 13 septembre)

St-Petersbourg, le 13 septembre 1887.

My Lord,

M. de Giers étant venu ici pour le service en l'honneur de la fête de l'Empereur, célébré le dimanche au monastère de St-Alexandre Newski, a reçu le corps diplomatique hier. Son Excellence m'a sur ma demande donné le résumé succinct suivant de la dernière phase de la question Bulgare.

La proposition de nommer un régent avait été faite à la Porte avant l'arrivée du Prince Ferdinand à Sophia, en vue d'éviter une situation qui était devenue intolérable, et le général Ernroth avait été fortement recommandé comme étant un homme que la Porte aurait proposé pour ce poste.

La Porte avait remis de jour en jour et n'avait pas pu se décider. Pendant ce temps le prince Ferdinand était arrivé, événement qui n'aurait pas pu avoir lieu si les idées suggérées par la Russie avaient été précédemment acceptées. La Porte avait alors donné son assentiment à la proposition, mais avait demandé à l'Allemagne de la soumettre aux puissances. L'Allemagne avait répondu que ce n'était pas son affaire, mais exclusivement celle du Suzerain. La Porte avait alors informé la Russie de sa réponse, et avait demandé son opinion, exprimant en même temps le désir de savoir quelle voie le Gouvernement Russe jugeait bon de prendre maintenant. M. de Giers avait répondu que la conduite proposée par l'Allemagne était la seule possible en ces circonstances, que c'était à la Porte et à la Porte seule à prendre l'initiative. Tel était l'état actuel de la question.

J'ai dit que, en admettant que la proposition soit faite et agréée par les puissances, je ne voyais pas, si le prince Ferdinand insistait pour rester à Sophia et que les Bulgares le soutiennent, comment elle pourrait être réalisée sinon par l'emploi de la force, ce que je ne pensais pas entrer dans le programme d'aucune des puissances signataires. Son Excellence était d'avis qu'on ne pouvait douter que si le prince et les Bulgares étaient mis en face de l'unanimité Européenne, ils verraient qu'il est dans leur intérêt de céder.

J'ai, etc.

(Signé) : R. B. D. MORIER.

**M. O'Connor au marquis de Salisbury**

(Reçue le 19 septembre)

Sophia, le 11 septembre 1887.

My Lord,

La levée de l'état de siège que j'ai eu l'honneur d'annoncer à Votre Seigneurie dans mon télégramme du 9 courant, a été suivie par la réapparition des journaux de l'Opposition qui avaient été longtemps suspendus, et le premier en ligne à Sophia a été la Tirnovska Constituzia, l'organe de M. Karaveloff, qui est maintenant soupçonné de représenter les intérêts Zankoffistes. A cause de la suppression motivée d'un violent article de tête, la publication de ce journal a été retardée jusqu'à ce matin, mais les articles qu'on y a laissés paraître, sont encore empreints d'une profonde hostilité contre le Prince et le Gouvernement.

J'ai, etc.

(Signé) : O'CONNOR.

**M. Egerton au marquis de Salisbury**

(Reçue le 31 octobre)

Paris, le 12 octobre 1887.

*(Extrait)*

J'ai saisi l'occasion, quand j'ai vu aujourd'hui M. Flourens, de faire allusion à ses vues touchant la Roumélie orientale et la Bulgarie. Les vues qu'il a exposées sont celles qu'il m'a toujours montrées à savoir que le présent état de choses est illégal, que plus tôt on reviendra à une situation sanctionnée par les arrangements internationaux, mieux cela vaudra. Ainsi il serait porté à soutenir la proposition de revenir à l'état de choses arrangé à Berlin. — La Roumélie est un état distinct de la Bulgarie, quoiqu'il ne soit pas contraire à une union personnelle, telle que l'avait sanctionnée la conférence à Constantinople en 1886.

**M. O'Connor au marquis de Salisbury**

(Reçue le 24 octobre)

Sophia, le 12 octobre 1887.

My Lord.

Les élections générales pour l'Assemblée Nationale qui ont eu lieu le 9 courant dans tout le pays ont eu pour résultat, non-seulement à Sophia, mais ailleurs, la nomination d'une immense majorité en faveur de M. Stambouloff.

Beaucoup de personnes néanmoins qui avaient été témoins des dernières élections dans la capitale, ont remarqué le petit nombre de gens qui se sont assemblés au scrutin, l'absence des paysans des districts d'alentour, et le manque d'enthousiasme des électeurs; et ces circonstances rapprochées de la réélection des candidats officiels avec une si grande majorité, dans une ville où l'opposition Zankoffiste aussi bien que l'opposition Radoslaviste est nombreuse et puissante, confirme l'opinion qu'une pression officielle a été exercée d'une manière extraordinaire pour influencer le vote.

J'apprends que M. Radoslavoff se plaint amèrement de la conduite du gouvernement en ce qui concerne ses partisans, plusieurs desquels, il affirme, ont été secrètement pris et emprisonnés avant les élections. Je crois que le Gouvernement ne nie pas que dans quelques circonstances des mesures sévères aient été prises contre ses adversaires, mais il prétend et maintient qu'elles étaient nécessaires pour maintenir l'ordre, et prévenir des troubles qui ont si fréquemment marqué les élections dans ce pays. Quoi qu'il en soit, je crois que les électeurs, s'ils avaient été laissés entièrement sans intervention officielle — chose rare dans ce pays — auraient nommé une immense majorité de députés avec mandat de soutenir la politique nationale, soit sous M. Stambouloff ou M. Radoslavoff, dont les divergences portent plutôt sur des questions personnelles que sur des questions politiques, et qui ne paraissent certainement pas varier, jusqu'à présent au moins, en ce qui concerne la question de l'élection au prince Ferdinand.

Malgré les violentes dénonciations du Gouvernement par le parti des Zankoffistes, comme cela résulte de la lettre ci-incluse qui a été envoyée aux divers représentants étrangers à Sophia par le comité secret de l'opposition, et leur déclaration disant qu'ils s'abstiendraient de voter, ils n'ont pas hésité à entrer dans l'arène politique, sitôt qu'ils ont eu quelque chance de succès. Mais ni M. Zankoff lui-même, ni aucun des chefs de son



parti ne paraissent avoir été réélus, quoique ses adhérents dans la nouvelle assemblée paraissent être environ trente.

On dit que quelques troubles ont eu lieu à Koutlovitza, Plevna, Loftcha, et une ou deux autres villes, et le nombre de morts dans ces différentes villes est, pense-t-on, de trente-cinq. De ce nombre, dix-sept ont été tués à Koutlovitza où la foule était conduite par un prêtre récemment revenu de Russie. Cet ecclésiastique a fait appel aux passions du peuple, et est parvenu à réunir une foule considérable qui a attaqué les autorités et les a forcées à se barricader dans l'Hôtel-de-Ville, qu'elle a ensuite attaqué et brûlé. Après avoir tiré en l'air sans aucun résultat, la gendarmerie a finalement tiré sur la foule, et avec l'aide d'un détachement de cavalerie, qui est arrivé à point sur les lieux, elle est parvenue à disperser les émeutiers.

Dans quatre ou cinq villes où les partis politiques étaient presque balancés, les intérêts opposés ont empêché toute élection d'avoir lieu. Dans une de ces villes Loftcha, M. Radoslavoff espère être élu au prochain scrutin.

L'élément conservateur de l'assemblée a été sensiblement augmenté par les élections actuelles.

J'ai, etc.

(Signé) : N. R. O'CONOR.

#### ANNEXE.

#### Manifeste secret.

Le peuple bulgare proteste auprès des Puissances Européennes, qui ont garanti son existence politique par l'acte du Congrès de Berlin, après sa délivrance par le peuple russe son frère aîné.

Le peuple bulgare qui proteste n'est pas celui dont un Gouvernement usurpateur prétend représenter les aspirations, les tendances et les sentiments; c'est le vrai peuple bulgare qui élève sa voix opprimée pour exprimer ses griefs contre une poignée d'hommes qui le tyrannisent et qui l'ont déjà conduit à deux doigts de sa perte.

Il proteste maintenant qu'il voit le pays à la veille de nommer des représentants à la Chambre.

Les motifs qui guident l'opposition à protester contre les prochaines élections sont de notoriété publique. Il ne sera toutefois pas superflu de rappeler ici quelques-uns des actes arbitraires et des abus des gouvernants actuels contre les libertés publiques.

Le lendemain de la guerre serbo-bulgare, lorsque le gouvernement de Battemberg convoqua, le 11 (23) mai 1886, les électeurs de la Bulgarie du Sud pour envoyer leurs mandataires à la Chambre, ce Gouvernement viola la Constitution en convoquant les seuls électeurs de la Bulgarie du Sud, et en maintenant la Chambre de Sophia élue sous un régime différent. Après ce premier accroc donné à la Constitution, le même gouvernement prit les mesures les plus violentes pour empêcher la nation d'exprimer librement ses vœux.

Le 4 (16) mai de la même année, les citoyens de Plovdiv étaient convoqués à un grand meeting en vue de dresser la liste des candidats. La veille même, le Gouvernement mettait sur pied deux bataillons d'infanterie, un escadron de cavalerie, la gendarmerie entière et tous les mercenaires du Gouvernement connus sous le nom de « gourdineurs. » Cette horde entourait le lieu du meeting, ayant ordre de battre et d'assommer tous ceux qui oseraient y paraître. Cet ordre fut exactement exécuté le lendemain : plus de vingt malheureux furent étendus sur le terrain à demi-morts, pour être ensuite conduits à l'hôpital.

Les mêmes scènes eurent lieu à Tatar-Bazardjik, où pourtant le peuple réussit

à repousser la troupe et la gendarmerie, à Haskeui, à Tchirpan, à Kazanlik, à Karlova, à Stara-Zagora, à Slivno, à Jamboli, etc.

En conséquence, la population ne put prendre part aux élections; là où elle y participa, tel qu'à Nova-Zagora et Aadjl Eless, on fut témoin de scènes sanglantes, la mort d'un officier, de dix soldats et électeurs; vingt à trente autres personnes furent blessées. Tout cela ne prouve-t-il pas les violences exercées sur les électeurs?

Depuis ce jour, la terreur a atteint son plus haut degré. Tous les citoyens notables, par leur position sociale ou par leur culture intellectuelle, étaient, de la part des autorités militaires, l'objet d'une inquisition d'un nouveau genre. Dans chaque village, le sous-préfet ou le commissaire de police, accompagné de soldats, s'emparait des paysans notables et les battait jusqu'à la mort. Aucun Bulgare bien pensant ne put éviter ces mauvais traitements. Aussi personne n'osait élever la voix.

C'est sous la même terreur, et sous les yeux des Représentants de l'Europe, qu'eurent lieu les élections pour la Grande Sobranjé. Et nous assistons aujourd'hui aux conséquences néfastes que ces élections ont produites pour notre malheureuse patrie.

Cependant, cela ne suffisait pas. Le fruit de cette Assemblée gouvernementale, Ferdinand de Cobourg, s'est volontairement rallié à ce régime de terreur, le seul appui de son trône. Toute l'Europe sait aujourd'hui ses encouragements à cette poignée de mauvais drôles qui avait lapidé la maison de Karaveloff et démoli l'imprimerie de son journal « La Tirnovska Constitutzia. »

Le soi-disant Gouvernement, sous son nouveau chef de bande, le prince de Cobourg, afin de se concilier l'opinion publique européenne, et de lui faire accroire qu'il représente réellement la nation bulgare, convoque aujourd'hui les électeurs, qu'il charge de nommer des Représentants à la Chambre, trente jours après la levée de l'état de siège. Pour atteindre son but, celui d'avoir une Chambre à sa dévotion, ce Gouvernement prend les mesures qu'il croit les meilleures.

L'état de siège est levé, mais en réalité il est remplacé par le régime des gourdiueurs, inspirés et conduits par Zaharia Stoianoff, le conseiller intime du prince Ferdinand. Le trône de ce dernier est en péril; donc, tous les moyens sont bons pour qu'il se maintienne contre la volonté nationale, contre l'Europe et au mépris des Traités.

L'état de siège est levé, mais le ministre de l'intérieur, par sa circulaire du 2 (14) septembre, défend à tous les imprimeurs de publier tous journaux, écrits périodiques et brochures traitant de matières politiques, excepté, bien entendu, les journaux du Gouvernement.

L'état de siège est levé, et le Cabinet noir n'en fonctionne que mieux.

L'état de siège est levé, mais le Gouvernement fait arrêter furtivement les hommes marquants de l'opposition, les maltraite, les expulse, ou les interne.

Comme couronnement de ces mesures inqualifiables, le Gouvernement du prince Ferdinand, en vue de ruiner complètement ses adversaires politiques, invite officiellement la population rurale à ne point s'acquitter de ses dettes envers des particuliers avant qu'elle ait payé les impôts publics.

Le Gouvernement n'a jamais pensé à consulter la volonté de la nation lorsqu'il lui demandait des sacrifices. Il n'a jamais fait la lumière sur ses actes, de crainte de soulever des protestations publiques contre sa politique antinationale. Aussi il s'efforce d'avoir des députés opinant du bonnet et votant tout à l'aveugle. Il sait qu'il ne peut arriver à ce résultat au moyen d'élections libres, c'est pourquoi il fait tout son possible pour avoir entre ses mains des instruments dociles, se pliant à ses désirs, comme à ses haines. Et cependant le prince de Cobourg prétend être venu en Bulgarie pour faire régner l'ordre, la paix, la justice.

Le vrai peuple Bulgare ne saurait répondre à l'appel d'un tel Gouvernement. Il ne saurait pactiser avec des hommes qui, imitant l'exemple de l'Etat qui les inspire aujourd'hui, étonnent le monde par leur ingratitude envers la Libéra-

trice de la Bulgarie. Le peuple Bulgare ne saurait participer à des élections où le bâton règne en maître, où la volonté nationale est foulée aux pieds sans merci et sans honte par un Gouvernement usurpateur. Le peuple Bulgare, qui connaît le caractère sacré du vote, ne pourrait à aucun prix le prostituer par sa présence devant les urnes. Pour lui, de pareilles élections sont nulles et non avenues. C'est pourquoi le peuple Bulgare renouvelle solennellement devant l'Europe ses protestations contre les actes d'un Gouvernement illégal et tyran nique.

(Signé) : *Le Comité Secret de l'Opposition.*

Sophia, le 20 septembre (2 octobre) 1887.

### M. O'Connor au marquis de Salisbury.

(Reçu le 19 novembre).

Sophia, le 27 octobre 1887.

My Lord,

Me référant à mon télégramme en date de ce jour, annonçant que le prince Ferdinand avait ouvert la session de l'Assemblée Nationale ordinaire ce matin, j'ai l'honneur de joindre ci-inclus pour Votre Seigneurie copie du discours du trône de Son Altesse.

Aucun des membres du corps diplomatique n'était présent en cette occasion officielle, mais j'apprends que le discours de Son Altesse a été bien reçu par l'Assemblée.

Après la fin de la première cérémonie, l'Assemblée a procédé à l'élection d'un président, et M. Toutcheff, qui était soutenu par le gouvernement, a été élu par 173 voix sur 204.

Les autres candidats étaient M. Grekoff, un membre marquant du parti conservateur, qui a obtenu 14 voix, et M. Ivantchoff, un membre partisan de M. Radoslavoff, qui a obtenu 5 voix.

M. Toutcheff était président de la Grande Assemblée Nationale à Tirnova, qui a élu le prince Ferdinand le 7 juillet dernier, et sa réélection pour le même poste élevé dans l'Assemblée actuelle est une preuve évidente de l'influence et de la puissance de M. Stambouloff, et du soutien que lui donne le gros du parti conservateur qui forme une importante partie de la Chambre actuelle.

J'ai, etc.

(Signé) : N. R. O'CONNOR.

#### ANNEXE

### Discours du prince Ferdinand en ouvrant la session de l'Assemblée nationale ordinaire, 27 octobre 1887.

(Traduction.)

Messieurs les Députés,

Après les événements auxquels notre patrie a survécu, je m'estime heureux de pouvoir féliciter, dans ma capitale, les Représentants de mon peuple bien-aimé qui sont chargés de la tâche tout à la fois difficile et agréable de travailler conjointement avec mon Gouvernement pour le bonheur et la grandeur de la Bulgarie, ainsi que pour la réglementation des affaires de notre Etat.

Unaniment élu par la nation bulgare prince de Bulgarie, j'ai cru de mon devoir sacré de venir un moment plus tôt dans ma nouvelle patrie et de prendre les rênes du Gouvernement. Dès le premier jour de mon avènement au Trône bulgare, l'ordre, la tranquillité et la sécurité publiques ont été complètement rétablis, et c'est avec une grande joie que je constate que mon cher peuple

s'est voué à ses paisibles travaux dont dépendent son relèvement moral et matériel, et le raffermissement des sympathies de Sa Majesté Impériale le Sultan et des Grandes Puissances envers la Bulgarie.

Messieurs les Députés,

L'amour et le dévouement que m'ont témoigné et me témoignent mon vaillant peuple et ma brave armée me donnent force et courage pour me consacrer entièrement à la grande œuvre nationale et pour travailler sans relâche au progrès, à la gloire et au bonheur de notre chère patrie.

Mon Gouvernement vous présentera quelques projets de lois importants, ainsi que des propositions touchant les affaires de notre Etat, et je suis persuadé qu'à l'examen et à la solution de ces questions vous mettrez tous les efforts, l'attention et l'expérience nécessaires.

En invoquant la bénédiction du Très-Haut sur vos actes et sur vos travaux pour le bonheur de la patrie, je déclare ouverte la première session de la cinquième Assemblée nationale ordinaire.

---

**M. O'Conor au marquis de Salisbury.**

(Reçue le 12 novembre).

Sophia, le 5 novembre 1887.

My Lord,

J'ai l'honneur d'inclure ci-joint une copie, traduite, de l'adresse de la Chambre bulgare au prince Ferdinand, en réponse au discours du trône de Son Altesse. Cette adresse a été présentée au Prince, hier matin, par une nombreuse députation de la Chambre comprenant le président, le vice-président et le bureau.

J'ai, etc.

(Signé) : N. R. O'CONOR.

---

ANNEXE.

**Adresse de la Chambre bulgare au prince Ferdinand en réponse au discours du trône de Son Altesse.**

(Traduction).

Altesse Royale,

Les Représentants du peuple Bulgare, convoqués en session ordinaire, après tant de rudes épreuves qu'a subies notre patrie, sont heureux de pouvoir déposer aux pieds de Votre Altesse Royale les sentiments de profonde reconnaissance et d'ardent amour que le peuple nourrit envers son Souverain.

Nous ne trouvons pas de mots pour exprimer notre gratitude envers Votre Altesse Royale et pour la remercier de la magnanimité et de l'abnégation qu'elle a montrées en acceptant son élection comme Prince de Bulgarie et en venant dans sa nouvelle patrie prendre les rênes du Gouvernement et sauver ainsi le pays des dangers auxquels il était exposé.

Monseigneur,

Dès votre avènement au trône bulgare, l'ordre, la tranquillité et la sécurité publiques dans notre Etat ont été complètement rétablis; tous les citoyens Bulgares se sont livrés à leurs paisibles travaux, et chacun, après des temps aussi troublés et pleins de dangers, en retrouvant le calme et la tranquillité, a foi dans un avenir heureux et grand.

Altesse Royale,

C'est avec une vive satisfaction que nous avons entendu les paroles de votre Altesse Royale touchant les sympathies de Sa Majesté Impériale le Sultan et des autres Grandes Puissances envers la Bulgarie; nous espérons que le Gouvernement, sous votre sage et haute direction, emploiera tous ses efforts pour faire accroître ces sympathies et pour conserver de bonnes et amicales relations avec toutes les Puissances.



Monseigneur,

L'amour et le dévouement du peuple et de la brave armée bulgares envers la personne de Votre Altesse Royale augmenteront chaque jour et sont un gage pour la défense de la Couronne Bulgare que vous portez avec éclat et dignité ; il n'est point de sacrifices devant lesquels le peuple puisse s'arrêter quand il s'agit de soutenir son vaillant chef dans ses actions et ses efforts pour le bonheur, la grandeur et la gloire de notre chère patrie, ainsi que pour la sauvegarde de ses droits et de ses intérêts.

Altesse Royale,

En reconnaissant pleinement combien il est nécessaire et important de mettre le bon ordre dans les affaires intérieures de notre pays, nous étudierons avec soin et attention tous les projets de lois et propositions que le Gouvernement de Votre Altesse Royale présentera à l'Assemblée, et nous ferons tout ce qui nous sera dicté par notre devoir et par les intérêts de la patrie.

Vive Son Altesse Royale Ferdinand 1<sup>er</sup>, Prince de Bulgarie !

Sir R. Morier au marquis de Salisbury.

(Reçue le 23 décembre.)

Saint-Pétersbourg, le 17 décembre 1887.

My Lord,

Comme j'espère être assez bien pour partir demain matin pour l'Angleterre, j'ai été cette après-midi faire une dernière visite à M. de Giers. J'ai dit que le télégramme publié dans les journaux de ce matin, à propos d'une révolution en Bulgarie et d'une insurrection partielle de Sophia, me remplissait d'anxiété, une recrudescence de la question bulgare, sous une forme aiguë, dans l'état d'excitation de l'esprit public, pouvant être l'origine de grandes calamités. Un tel mouvement serait certainement attribué, par une portion de la presse anglaise, à de secrètes machinations russes, et en face de cela, il me serait difficile d'obtenir parfaite créance pour les convictions avec lesquelles je quitte Saint-Pétersbourg, que la Russie ne nourrissait pas de plans secrets hostiles à la paix de l'Europe, mais était aussi loyalement décidée, qu'aucun des membres de la Triple Alliance, à prévenir une guerre européenne.

Son Excellence me dit que ces rumeurs couraient depuis environ trois jours, mais que l'on n'en avait reçu aucune confirmation et qu'il ne croyait pas qu'elles eussent aucune vérité. Chaque jour pourtant pouvait amener des troubles dans ce pays, et, d'après ce qu'il savait, il n'était pas improbable que les partis rivaux n'en vinssent à se couper la gorge. « Mais vous pouvez aller en Angleterre » me dit-il « l'esprit parfaitement tranquille. Ils peuvent faire tout ce qui leur plaira, se couper la gorge les uns aux autres ou se déclarer Empire ; nous ne bougerons pas un doigt pour les en empêcher. Nous nous lavons les mains de toute cette affaire. »

Un autre homme d'Etat éminent, dont les vues ne concordent généralement pas avec celles de M. de Giers, surtout sur la question bulgare, m'a parlé dans le même sens aujourd'hui ; et, en conséquence, résumant les diverses impressions que j'ai reçues depuis l'entrevue de Berlin, je suis arrivé à cette conclusion, que, autant qu'il est possible de prédire quoi que ce soit à propos de ce pays, les derniers bruits de guerre avaient une origine artificielle, et s'éteindront probablement comme ils sont nés, et que l'attitude du gouvernement de Saint-Pétersbourg, que j'ai toujours cru être un gouvernement expectant et réservé, nourrissant le désir de ne rien faire pour précipiter l'explosion d'une guerre, n'a pas changé.

J'ai, etc.

Signé : R. B. D. MORIER.

# CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES

*Suite (1)*

---

**Sixième séance. — Vendredi 16 Décembre 1887.**

**PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.**

**Etaient présents :**

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède. M. White, premier secrétaire de la Légation des Etats-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de Représentant officieux du Gouvernement des Etats-Unis.

Le procès-verbal de la quatrième séance est adopté.

Les Délégués espagnols remettent la Note ci-après, dans laquelle est formulée, dans sa forme définitive, la motion faite au cours de la dernière séance par M. Dupuy de Lôme :

## **« PROPOSITION DES DÉLÉGUÉS DE L'ESPAGNE.**

« Les Délégués de l'Espagne croient que la Conférence ne doit pas se limiter à abolir les primes ; elle doit aussi chercher une garantie de cette abolition.

« L'Espagne a eu beaucoup à souffrir par le système des primes, ayant perdu presque totalement entre autres le marché de la Grande-Bretagne, ne pouvant pas y lutter contre les sucres primés. Les Délégués de l'Espagne considèrent que les primes, dans la pratique, équivalent à l'imposition d'un droit différentiel dans un marché tiers ; ils doutent que la clause de la nation la plus favorisée soit justement appliquée dans les pays qui admettent aux mêmes conditions les produits primés et ceux qui ne le sont pas. Ils croient même qu'il ne sera pas possible, à l'avenir, de faire des Traités de commerce sans une garantie contre les primes.

« Sans vouloir donner à cette manifestation la portée d'une proposition formelle, ils croient néanmoins qu'il serait très important que MM. les Délégués soumissent ces idées à leurs Gouvernements respectifs, afin de pouvoir considérer la situation qui sera faite dans tous les marchés aux sucres des pays qui ne donnent pas de primes et à ceux des pays qui les donnent.

« Dans cet ordre d'idées, ils proposent que les Hautes Parties contractantes considèrent s'il n'y aurait pas lieu à décider que les nations formant l'Union sucrière s'engageassent à prohiber l'importation des sucres provenant des pays qui accorderaient des primes ou à imposer un droit compensateur qui ne serait pas plus bas que le montant de ces primes. »

(1) V. *Archives*, 1889, I, p.

M. le Président soumet à la Conférence un projet de Protocole accompagné d'un projet de Convention.

La discussion s'ouvre sur le projet de Protocole.

M. Jordan propose de modifier le deuxième paragraphe de manière à établir que le projet de Convention soumis à la Conférence émane de l'initiative de MM. les Délégués britanniques.

M. le Président fait remarquer que les clauses du projet de Convention sont empruntées aux procès-verbaux des séances de la Conférence et au rapport de la Commission. La rédaction proposée par M. Jordan laisserait supposer que les procès-verbaux des séances n'ont pas été adoptés par tous les Délégués.

M. Jordan fait remarquer que le projet de Convention contient des dispositions nouvelles qui n'ont été l'objet d'aucune délibération ; telles sont les clauses relatives aux colonies et aux pays dans lesquels le sucre n'est pas imposé. M. Jordan hésite à se rallier au projet de Protocole parce qu'il donne lieu de supposer que les Délégués de l'Allemagne aient pris part à la rédaction du projet de Convention.

M. le Président fait remarquer qu'on a cru conforme à l'intérêt de toutes les Puissances de faire entrer les Colonies dans le régime conventionnel et de reconnaître à celles qui sont autonomes le droit d'y adhérer. Quant aux pays où il n'y a pas d'impôt, il n'y aurait pas à en faire mention, si, dans une convention, il n'était pas nécessaire de prévoir toutes les éventualités. En résumé, le projet de Convention est le résultat logique des discussions auxquelles tous les Délégués ont pris part.

M. Jordan tient à ce que le Protocole soit modifié dans le sens de sa proposition, parce qu'il n'a pas reçu mission de prendre part à la rédaction d'une Convention.

M. Kennedy expose les précédents. Les Délégués rédigent d'abord un Projet ; c'est seulement ensuite que les Gouvernements nomment des Plénipotentiaires pour signer l'Acte définitif.

M. le Président cite à l'appui les Protocoles de clôture de 1877.

M. Jordan croit qu'il ne serait pas contraire aux habitudes diplomatiques de dire, dans le Protocole, que le Projet de convention a été rédigé par les Délégués britanniques, et que ceux-ci invitent leurs Collègues à le soumettre, à le recommander même à leurs Gouvernements. M. Jordan s'engagerait volontiers à soumettre le Projet présenté sous cette forme, et son Gouvernement déciderait s'il y a lieu d'en faire l'objet de négociations ultérieures.

M. Dupuy de Lôme fait remarquer que, si une Convention ne devait pas être le résultat des délibérations, la Conférence aurait été sans objet. Il croit que M. le Président a présenté les projets qui sont soumis à la Conférence comme Président de cette Assemblée, et non pas en qualité de Délégué britannique.

M. le Président déclare que cette interprétation est parfaitement exacte.

M. Dupuy de Lôme ajoute qu'il appartient maintenant à la Conférence de discuter le Projet et de décider si M. le Président a bien rendu les idées qui ont prévalu dans les discussions.

M. le comte de Kuefstein exprime l'avis qu'il y aurait lieu de mentionner dans le Protocole les travaux de la Commission. Pour tenir compte des scrupules qui viennent de se produire et pour faciliter en même temps

un accord général, il propose une nouvelle formule pour les alinéas 2, 3 et 4.

Une conversation s'engage à ce sujet entre M. le Président, M. Sans-Leroy, M. Batanero et M. Jordan.

L'amendement de M. le comte de Kuefstein, modifié à la suite de cet échange d'idées, est substitué à la rédaction primitive des deuxième et troisième paragraphes du Protocole.

M. Kamensky demande à faire insérer dans le Protocole que l'établissement du régime de l'entrepôt est inutile en Russie, le régime actuel donnant toutes les garanties nécessaires.

M. Sans-Leroy demande à M. le Délégué russe quel inconvénient il voit à accepter la fabrication et le raffinage en entrepôt, puisque c'est précisément ce régime qui est en vigueur dans les usines de son pays. Exercice ou entrepôt sont deux termes à peu près synonymes. M. Sans-Leroy en appelle à l'expérience de M. Pistorius.

M. Pistorius se rallie aux observations de son Collègue. Sauf les primes directes accordées pour les sucres exportés en Asie, le système russe est précisément celui que la Conférence désirerait voir adopter par tout le monde.

M. Sans-Leroy complète sa pensée en expliquant la différence qu'il y a, d'après lui, entre l'exercice proprement dit et l'entrepôt. L'exercice suppose que la matière imposable est suivie dans toutes ses transformations; le régime de l'entrepôt peut se borner à la constatation des entrées et des sorties. La Russie possède à la fois l'exercice et l'entrepôt.

M. Kamensky se déclare satisfait.

M. Verkerk Pistorius dit que, d'après la rédaction du Protocole, il semblerait que les Délégués sont tous tombés d'accord sur la clause du Projet de Convention concernant le régime applicable à la Belgique; c'est là une manière de voir que M. Pistorius ne saurait accepter.

M. le Président pense que les opinions à cet égard pourront se produire lorsqu'on discutera l'article 3 du Projet de Convention.

M. Jordan reproduit les réserves qu'il a déjà faites quant à la date à laquelle les Gouvernements devront adresser les Projets qui leur sont demandés au Gouvernement britannique.

À la suite d'une conversation entre M. le Président, MM. Pistorius et du Jardin, il est entendu que le Gouvernement britannique communiquera à tous les Gouvernements qui prennent part à la Conférence, non seulement les Projets qui lui auront été transmis, mais encore les critiques auxquelles ces différents Projets auront donné lieu.

Le Projet de Protocole est adopté.

M. du Jardin soulève la question de savoir si, dans l'intervalle des deux sessions de la Conférence, les résultats de ses premières délibérations pourront, sans inconvénient, être livrés à la publicité.

L'examen de cette question est renvoyé à la prochaine séance.

M. le Président propose de commencer l'examen du Projet de Convention.



Sur l'article premier, il est entendu que les Hautes Parties contractantes n'auront pas satisfait à la condition qui leur est imposée, par le seul fait d'avoir proposé à leurs législatures des mesures que celles-ci n'auraient pas sanctionnées. Sous le bénéfice de cette observation, l'article premier est adopté.

Sur l'article 2, il est entendu qu'il n'y aura pas lieu de soumettre les fabriques de glucose au régime de l'exercice dans les Pays où ce produit n'est pas imposé.

La discussion s'engage sur l'article 3.

M. Verkerk Pistorius expose que les termes de cet article attribuent aux Délégués une opinion qu'ils n'ont jamais émise, à savoir que la Belgique ne se trouve pas dans les mêmes conditions que les autres Pays au point de vue du système d'impôt sur les quantités de sucre produites.

M. du Jardin fait remarquer que l'article 3 du Projet de Convention reproduit les termes du rapport de la Commission.

M. Verkerk Pistorius répond que, dans le rapport de la Commission, la même idée est exprimée sous la forme d'une réserve faite par les Délégués de Belgique. Dans le Projet de Convention, elle est présentée comme une constatation de fait acceptée par tous les Délégués.

M. Pistorius croit qu'il y aurait une manière plus simple d'exposer la vérité de la situation. Tous les Délégués, à l'exception des Délégués belges, sont d'accord sur ce point que l'impôt à la consommation est le seul moyen d'abolir les primes. Dans ces conditions, il serait plus logique de supprimer l'article 3, sauf, pour les Délégués de Belgique, à faire leurs réserves au procès-verbal de clôture. M. Pistorius ne saurait admettre que les réserves faites par un seul Pays soient formulées comme article conventionnel.

M. du Jardin fait remarquer que si l'article 3 vient à disparaître de l'avant-projet, la Belgique semble, par le fait, exclue de l'Arrangement en négociation avant que les Gouvernements se soient prononcés sur la valeur des équivalents présentés par les Délégués belges. Il ajoute qu'il ne peut y avoir aucun inconvénient à maintenir l'article 3 dans l'avant-projet, puisqu'il a déjà été entendu que les Délégués se borneront à soumettre cet avant-projet à leurs Gouvernements respectifs sans en recommander l'adoption.

M. Sans-Leroy partageait d'abord la manière de voir de M. Pistorius ; il lui semblait peu logique qu'un article de la Convention fût soumis à l'examen des Gouvernements par la totalité des Délégués, alors que les dispositions en sont considérées comme inacceptables par la grande majorité. Cependant, il serait possible que, dès le principe, la Belgique eût mis pour condition de sa présence à la Conférence qu'elle ne serait pas forcée de changer son *modus vivendi*. Dans la pensée de M. Sans-Leroy, ce serait faire acte de déférence envers le Gouvernement belge que de laisser subsister la rédaction, sauf à faire, sur ce point, toutes les réserves nécessaires.

Les Délégués sont successivement appelés à faire connaître s'ils acceptent ou non l'article 3.

Les Délégués de Belgique, de Danemark et de Suède l'acceptent sans réserves.

M. Sans-Leroy formule dans les termes suivants sa manière de voir et celle de ses Collègues :

« Les Délégués français, ne croyant pas que le régime proposé pour la Belgique présente, pour la suppression des primes, les garanties dont les Hautes Parties contractantes ont le devoir de s'entourer, font, sur l'art. 3, les plus expresses réserves. »

M. Verkerk Pistorius croit qu'il ne suffit pas de s'en tenir à une simple mention dans le procès-verbal, et qu'il conviendrait de faire ces réserves au Protocole de clôture.

Sous le bénéfice de cette observation, les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie se rallient aux réserves formulées par les Délégués français.

Après une conversation entre MM. Dupuy de Lôme, Batanero, Pistorius et Sans-Leroy, conversation dans laquelle les Délégués de l'Espagne ont tenu à constater que l'interprétation de l'article 4 comporte la liberté d'imposer des droits de douane, pourvu que l'on n'accorde pas de drawbacks, les articles 4 et 5 sont adoptés.

M. de Smet fait connaître que M. le premier Délégué de Belgique, présent à la séance, mais atteint d'une aphonie complète qui l'empêche de prendre part aux débats, l'a prié de donner lecture de la Note suivante qu'il a préparée :

« L'opinion exprimée dans la séance du 14 par M. le Premier Délégué des Pays-Bas, sur la nécessité de supprimer toute surtaxe ou protection sur les sucres entre les Pays contractants, n'ayant pas semblé être partagée par les Délégués de plusieurs Pays, je me suis demandé si l'on ne pourrait, par un *mezzo termine*, donner satisfaction, dans la limite du possible, aux divers intérêts engagés dans la question.

« En principe, j'adhère complètement aux idées développées par M. Pistorius. Il est vrai que la suppression des protections douanières n'est pas inscrite dans le programme des Conférences, qui ne comprend que la suppression des primes directes ; on ne peut, cependant, admettre que le lendemain du jour où la Convention sera signée, chaque Pays ait le droit de fermer ses frontières par des droits prohibitifs et d'accorder ainsi, indirectement à son industrie, des avantages équivalant à des primes.

« Si, toutefois, on ne parvenait pas à se mettre d'accord sur ce point, ne pourrait-on tout au moins décider que les surtaxes existant aujourd'hui ne seront pas augmentées ?

« Dans le cas où la Conférence adopterait cette proposition, on pourrait intercaler dans le Projet de Convention, entre les articles 5 et 6, la disposition suivante :

« Article 5 *bis*. -- Il ne pourra être établi sur les sucres importés d'un des Pays contractants dans un autre, aucune surtaxe nouvelle. Les surtaxes existant actuellement ne pourront être augmentées.

« Il semble d'autant plus nécessaire d'introduire une disposition de ce genre dans le Projet de Convention que cela amènera les différents Pays à se prononcer sur la question. »

M. Verkerk Pistorius déclare que, tout en sachant gré à son honorable Collègue le premier Délégué belge de l'appui qu'il a bien voulu lui prêter et de son intention conciliatrice, il ne saurait souscrire à un Protocole qui contiendrait la proposition énoncée dans la note de M. Guillaume ; il ne

peut accepter la mission d'engager son Gouvernement à se rallier, sur ce point, à une solution qui consisterait dans le maintien des surtaxes actuelles.

M. Du Jardin réplique qu'il donnerait la préférence à la solution préconisée par M. Pistorius, c'est-à-dire à la suppression totale des surtaxes.

La proposition belge est présentée subsidiairement comme une transaction dans le cas où une entente ne pourrait se produire sur les bases proposées par M. Pistorius.

M. Verkerk Pistorius craint que l'adoption de la formule proposée par les Délégués belges ne préjuge la question ; il préfère que les Gouvernements soient simplement appelés à examiner la question des surtaxes au même titre que les autres.

M. Dupuy de Lôme propose de laisser cette question en dehors de toute discussion.

M. Sans-Leroy ne peut se rallier entièrement à cette manière de voir. Il comprend la nécessité d'éviter les questions irritantes ; mais il y a quelques points sur lesquels il n'est pas inutile de laisser pressentir l'opinion des Gouvernements, si l'on ne veut pas s'exposer, lors de la reprise des conférences, à des surprises désagréables. Il ne lui paraît pas possible d'obtenir de tous les Gouvernements l'engagement de n'établir aucune surtaxe.

M. le Président déclare que le Gouvernement britannique n'a pas eu le désir de soulever cette question ; mais, si l'on est d'accord pour la discuter, il n'y mettra pas d'obstacles.

M. Du Jardin craint qu'on ne puisse obtenir des Chambres belges la sanction d'une Convention laissant aux contractants la faculté de mettre n'importe quelles surtaxes sur les sucres provenant d'un pays signataire du Traité.

M. Sans-Leroy dit qu'il a envisagé la question à un point de vue purement spéculatif. La France, en effet, exporte beaucoup plus de sucre raffiné que de sucre brut. Les surtaxes sur les sucres bruts sont plutôt une gêne qu'un avantage pour les raffineurs. Dans la discussion de la loi de 1886, les raffineurs ont déclaré qu'ils abandonneraient volontiers la surtaxe qui pèse sur les sucres raffinés, si l'on supprimait celle qui frappe les sucres bruts et restreint leurs facilités d'approvisionnements. Dans cette question, M. Sans-Leroy est guidé par le désir de faciliter un accord, et non par la pensée de garder un avantage que les principaux intéressés seraient prêts à sacrifier.

M. Du Jardin ne comprendrait pas qu'une Convention ne contînt que des charges ou des obligations pour les contractants, sans leur accorder aucun avantage. Il invoque les précédents de 1875 et de 1877.

M. Sans-Leroy expose que la situation se trouve, à cet égard, complètement changée ; ce qui était possible dans un arrangement entre un petit nombre de contractants, ne l'est plus dans une Convention qui réunit presque tous les Etats producteurs. Il lui paraît impossible d'amener tous ces Pays à aliéner le droit de réserver à leurs industriels le marché national. Le but auquel doit tendre la Conférence, c'est que les sucres de toutes provenances puissent arriver sur les marchés tiers, dans les mêmes conditions de protection.

M. Du Jardin insiste pour que l'on mette aux voix la proposition de M. Pistorius et, subsidiairement, la proposition belge.

M. Verkerk Pistorius déclare qu'il n'a pas voulu formuler de proposition définitive, parce que la Conférence n'est pas actuellement en mesure de résoudre la question. Il demande donc qu'elle soit réservée pour être soumise aux Gouvernements et discutée à la prochaine session de la Conférence.

M. Kamenky se rallie complètement à la manière de voir qui a été exprimée par le Délégué français et ne croit pas que la Russie abolisse les surtaxes. Les tarifs resteront tels qu'ils sont.

M. Dupuy de Lôme déclare que, dans la pensée de son Gouvernement, la question des surtaxes ne devait pas entrer dans le programme de la Conférence. Aussi n'a-t-il pas d'instructions à cet égard. Il dira, cependant, que l'Espagne a toujours entendu garder le marché métropolitain pour les sucres de ses provinces d'outre-mer, que Cuba et Porto-Rico sont des provinces espagnoles, et que l'abolition de tout droit d'entrée sur les sucres de Cuba n'est qu'une faible compensation pour la crise dont souffre cette île et des sacrifices qu'a imposés à cette province l'abolition de l'esclavage sans indemnité.

M. Jordan désire réserver complètement à l'appréciation de son Gouvernement la question qui vient d'être discutée, de même que les dispositions contenues dans les articles 4 et 5 du Projet de Convention.

M. le comte de Kuefstein dit qu'en présence d'une proposition nouvelle il ne peut pas se prononcer. La question devra être encore étudiée. En conséquence, il ne pourrait pas se rallier à l'article 5 *bis*.

On passe à la discussion de l'article 6.

M. Verkerk Pistorius demande s'il n'y aurait pas lieu d'établir un bureau international pour la publication non seulement des lois et règlements, mais encore d'une statistique officielle sur le mouvement des sucres dans tous les pays.

M., le Président dit que cette question pourrait être examinée par le Congrès sur la publication des tarifs qui se tiendra à Bruxelles au mois de mars prochain.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Après quelques observations faites par M. Kennedy sur la forme de l'article 8, M. le comte d'Onslow fait connaître que, parmi les colonies britanniques, deux seulement donnent des primes, la Nouvelle-Zélande et Victoria. La première de ces colonies a offert une prime directe de 1/2 penny par livre ; mais cette prime n'a jamais été ni demandée ni payée. La colonie de Victoria a établi un droit qui permettrait une prime de 3s. 6d. par hundredweight. Le Gouvernement a l'espérance qu'avant le mois de mars, les deux colonies seront entrées dans la Convention.

M. Sans-Leroy expose l'impossibilité de conclure un arrangement qui ne lierait pas les possessions et colonies britanniques.

M. le comte d'Onslow déclare que le Gouvernement s'engage à faire aux colonies autonomes, nominativement désignées à l'article 8, les représentations nécessaires, et qu'il espère une réponse favorable.

L'article 8 est adopté.

La discussion s'engage sur l'article 9.

M. Sans-Leroy croit impossible de fixer la date du 1<sup>er</sup> août 1888 comme



point de départ de la Convention. Il cite l'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie qui ont laissé s'écouler plus d'une année entre la présentation des lois et leur application. Il propose de laisser la date en blanc, afin que les divers Etats soient mis à même de fournir leur avis sur l'époque à laquelle la Convention pourrait entrer en vigueur.

M. Jordan adhère à cette proposition.

M. du Jardin dit que les fabricants de son pays s'émeuvent ; qu'il serait important de savoir dès maintenant qu'un changement de législation paraît peu probable pour la campagne prochaine. Il explique l'impossibilité matérielle de faire voter une loi par le Parlement belge avant cette époque.

M. le Président résume cette discussion en disant que la Conférence sera mise en mesure de fixer la date au cours de sa deuxième session.

L'article 9 est adopté sans indication de date.

L'article 10 est adopté.

L'ensemble du Projet est adopté sous toutes les réserves formulées dans la discussion qui est consignée dans le présent procès-verbal.

La prochaine séance est fixée à trois heures, lundi 19 décembre

La séance est levée à cinq heures et demie.

*Les Secrétaires,*

*Le Président de la Conférence,*

H. FARNALL, A. E. BATEMAN, E. BOIZARD.

HENRY DE WORMS.

### Septième séance. — Lundi 19 décembre 1887.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède. M. White, premier secrétaire de la légation des Etats-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de représentant officieux du Gouvernement des Etats-Unis.

Le procès-verbal de la cinquième séance est adopté sauf une rectification signalée par M. le premier Délégué des Pays-Bas.

A la suite d'un échange d'idées entre M. le Président, M. Du Jardin, M. Dupuy de Lôme et M. Pistorius, il est entendu que les réserves formulées par les Pays-Bas en ce qui concerne les surtaxes d'importation, et par l'Espagne en ce qui concerne les moyens de défense contre l'importation des sucres primés, ne figureront pas au Protocole de clôture, mais resteront insérées dans les procès-verbaux.

Sur l'article 5 du projet de Convention, il est entendu, à la demande de M. Pistorius, que les Pays contractants auront le droit d'abolir leur impôt tout en restant dans la Convention.

M. Catalani rappelle qu'à la dernière séance, M. le Président a réservé sur cette question l'opinion du Gouvernement britannique.

M. le Président répond qu'en se référant aux dépêches échangées entre le marquis de Salisbury et le prince de Chimay, il a vu que, dès le principe, la Belgique, en acceptant l'invitation de participer à une Conférence, avait annoncé que ses Délégués ne seraient pas autorisés à accepter le

principe de l'impôt à la consommation. Le Gouvernement britannique ayant accepté cette adhésion conditionnelle ne saurait aujourd'hui exprimer une opinion sur les réserves formulées à cet égard par les Délégués de plusieurs pays.

A la demande de M. Du Jardin, il sera mentionné au procès-verbal que les Délégués belges se sont abstenus sur le paragraphe du Protocole relatif à l'article 3 du projet de Convention.

M. Du Jardin rappelle qu'à la dernière séance, la question a été posée de savoir si, dans l'intervalle des deux sessions de la Conférence, les résultats de ses premières délibérations, c'est-à-dire les procès-verbaux, le Protocole et le projet de Convention, pourraient être livrés à la publicité.

M. le Président répond qu'après avoir consulté M. le marquis de Salisbury, il lui paraît impossible, en présence des exigences du régime parlementaire, de tenir secrets les résultats de la Conférence.

Le procès-verbal de la sixième séance est lu et adopté.

Il est procédé à la signature du Protocole annexé au présent procès-verbal.

M. le Président prononce l'allocution suivante :

« Messieurs et chers Collègues,

« Je dois vous faire part d'une lettre que je viens de recevoir du marquis de Salisbury. En voici la traduction :

« Le 17 décembre 1887.

« Mon cher baron de Worms,

« Un engagement politique, dont la date a été fixée depuis longtemps, m'empêche de me rendre à Londres lundi prochain ; c'est à mon plus vif regret que je me trouve dans l'impossibilité d'assister à la dernière séance de la Conférence sur le régime des sucres. Je vous prie de faire toutes mes excuses à MM. les Délégués et de les féliciter en mon nom sur l'heureux résultat de leurs travaux. La suspension des Conférences n'est qu'un ajournement ; à la reprise des négociations, au mois de mars, lorsque les Délégués reviendront, comme je l'espère, armés des pouvoirs nécessaires à donner un effet pratique à leurs délibérations, je compte avoir l'honneur de leur souhaiter personnellement la bienvenue.

« Tout à vous.

« SALISBURY. »

« Dans quelques moments nous allons nous séparer. Nous sommes arrivés à un moment d'arrêt dans nos travaux.

« Les divers Etats nous avaient donné mandat de discuter la suppression des primes sur le sucre. La mission n'était pas sans difficultés. On cherche une solution de cette question depuis vingt-sept ans. Nous avons tous eu des intérêts divers, quelquefois divergents, à ménager ; mais il a été bientôt manifeste que nous visions tous le même but, et l'unanimité n'a pas tardé à se produire. C'est ainsi que nous avons préparé un projet de Convention qui résume les décisions que nous avons prises et les recommandations que la Commission nous a faites. Nous pouvons hardiment le soumettre à l'approbation de nos gouvernements. J'ai la confiance qu'il sera accepté. Nous saurons, dans ce cas, que nous avons contribué à un grand acte de justice à l'égard du commerce international, acte qui ne manquera pas de fortifier les bonnes relations que ce commerce établit entre les peuples.

« Notre œuvre peut laisser subsister quelques lacunes, mais elle pose les véritables principes de l'Union que nous voulons former. Permettez-moi, en ma qualité de Président de cette Conférence, de faire quelques observations sur ce qui me paraît être la vraie portée du projet que nous allons soumettre à nos gouvernements. Tout en se préoccupant de l'uniformité, il ne formule aucun projet de loi ou de règlement, qui doive être adopté par tous les Etats. Mais il affirme les seuls principes qui puissent assurer l'uniformité des résultats. Je crois qu'on ne saurait atteindre cette uniformité de résultats par la voie de l'uniformité de législation. L'esprit des lois et des règlements diffère d'un pays à l'autre. Les mœurs administratives ne diffèrent pas moins. Je vous avouerai qu'il est incontestable pour moi que les caractères de la fraude sont loin d'être les mêmes partout.

« Il est des pays où l'administration fera tous ses efforts pour prévenir un procédé frauduleux qui sera presque inconnu dans un autre pays. Ici on ne déjouera les tentatives de fraude que par telle ou telle disposition qui serait inutile ailleurs. Je conçois, même, que l'uniformité de législation pourrait bien ne pas assurer les résultats que nous désirons obtenir, notamment la cessation de la prime.

« Nous laissons à chaque pays la responsabilité de déterminer, selon les besoins de ses industriels et selon ses habitudes administratives, quelles sont les dispositions législatives qui assureront le fonctionnement régulier des systèmes d'impôts que décrètera la Convention.

« Cette responsabilité individuelle de chaque Etat est la meilleure de toutes les garanties. Tous les gouvernements ont résolu, soyons-en convaincus, de faire disparaître la prime; ils le désirent sincèrement. Voilà la vraie base de l'Union.

« La loi que le gouvernement de chaque Etat formulera devra établir nettement que la prime cessera désormais d'exister chez lui. Il incombe à chaque gouvernement d'agir comme si la réalisation du désir commun dépendait de lui seul; il faut que les dispositions de chacune des lois soient d'une efficacité si complète et si évidente que les autres gouvernements n'aient aucune difficulté à y trouver toutes les garanties qu'ils ont le droit de demander, et sans lesquelles ils ne voudraient pas, de leur côté, faire partie de l'Union.

« Il me reste, mes chers Collègues, à vous remercier, en mon nom personnel; la bienveillance cordiale que vous n'avez cessé de me témoigner a rendu bien facile la tâche de présider à vos délibérations. Je vous en dois une profonde gratitude. Je n'ai aujourd'hui qu'un regret, c'est que nous soyons contraints de suspendre pour un temps nos Conférences. Cette interruption même marque combien sont grands les progrès que nous avons déjà faits.

« Si nous nous séparons, ce n'est que pour préparer les lois qui donneront un corps au projet de Convention que nous venons de rédiger.

« Je dois aussi exprimer à M. Boizard les meilleurs remerciements de la Conférence, et tout particulièrement ceux du Foreign Office, pour la gracieuse obligeance avec laquelle il s'est mis à notre disposition pour la rédaction des procès-verbaux. Son concours nous a été précieux. »

M. le Comte de Kuefstein répond en ces termes à M. le Président :

« Après le discours de M. le Président, je n'oserais certainement plus prendre la parole s'il ne s'agissait pas d'un devoir impérieux à remplir en

lui offrant nos plus chaleureux remerciements pour la manière courtoise dont il a dirigé les travaux, et pour la grande obligeance qu'il n'a cessé d'apporter dans ses relations avec nous. C'est un devoir du cœur que je suis heureux de pouvoir remplir.

« Quand nous nous sommes réunis ici pour répondre à l'invitation du gouvernement de Sa Majesté Britannique, on pouvait prévoir de nombreuses difficultés. Aujourd'hui nous nous séparons après avoir trouvé les éléments d'un accord général.

« Si, dans nos pays respectifs, on approuve ce que nous venons de faire, nous aurons la satisfaction d'avoir contribué au rapprochement des nations représentées ici, relativement à une des questions les plus délicates. Nous le devons certainement à l'esprit de conciliation dont chacun de nous s'est inspiré, mais nous le devons aussi, et surtout, à la direction habile et éclairée de notre très honoré Président, grâce à laquelle nous avons obtenu un résultat qui peut avoir de très heureuses conséquences.

« Je crois donc être l'interprète des sentiments de tous mes collègues en lui exprimant nos plus chaleureux remerciements, et suis également sûr de l'approbation générale en étendant nos remerciements à tous les membres de la délégation de la Grande-Bretagne, qui nous ont donné des témoignages continuels d'obligeance et de sympathie.

« Et, *the last, but not the least*, nous désirons dire à MM. les Secrétaires de la Conférence, auxquels M. Boizard a bien voulu se faire adjoindre, combien nous leurs sommes reconnaissants de l'habileté et de la patience avec laquelle ils ont reproduit nos paroles et rédigé les procès-verbaux de nos discussions. »

M. Sans-Leroy exprime, à son tour, à M. de Kufstein les remerciements de la Conférence.

M. le Président propose de fixer la date de la prochaine séance, qui ouvrira la deuxième session, au jeudi 5 avril prochain.

Cette date est adoptée sans observation.

Le procès-verbal de la séance actuelle est lu et adopté.

La séance est levée à 6 heures.

*Les Secrétaires,*

*Le Président de la Conférence,*

H. FARNALL, A.-E. BATEMAN,  
E. BOIZARD.

Henry de WORMS.

### Protocole.

Les soussignés, Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède, se sont réunis à Londres le 24 novembre 1887, afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux des séances, ils sont tombés d'accord sur les principes énoncés dans le Rapport de la Commission. Pour donner à cette énonciation une application pratique, le Président de la Conférence leur a communiqué un projet de Convention qu'ils ont examiné et qu'ils s'engagent à soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements, en les priant de faire connaître au Gouvernement de Sa Majesté Britannique avant le 1<sup>er</sup> mars s'ils adhèrent aux principes de ce projet de Conven-



tion, qui est annexé au présent Protocole. En cas affirmatif, chaque Gouvernement communiquera au Gouvernement Britannique, avant ladite date, un projet indiquant les bases d'application du système de l'impôt sur les quantités de sucre produites. Ce projet mentionnera dans quelles limites et dans quels cas on ferait usage de la saccharimétrie. Chaque Gouvernement fera connaître en même temps si, pour réaliser l'uniformité, il serait disposé à admettre la méthode dite française, généralement usitée dans le commerce de plusieurs nations.

En ce qui concerne l'article 3 dudit projet de Convention, les Délégués français, ne croyant pas que le régime proposé pour la Belgique présente, pour la suppression des primes, les garanties dont les Hautes Parties contractantes ont le devoir de s'entourer, font sur cet article les plus expresses réserves. Les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie adhèrent aux réserves faites par les Délégués français.

Fait à Londres, le 19 décembre 1887.

Ch. SANS-LEROY, FLORIAN, JORDAN, JAEHNIGEN,  
KUEFSTEIN, GUILLAUME, DU JARDIN, D. DE  
SMET, LANGE, ANTONIO BATANERO, DUPUY  
DE LOME, HENRY DE WORMS, ONSLOW, C.-M.  
KENNEDY, F.-G. WALPOLE, T. CATALANI,  
PISTORIUS, G. ESCHAUZIER, B. REIGER,  
C. VAN DE VEN, G. KAMENSKY, ROBERT  
DICKSON.

---

ANNÉE AU PROTOCOLE DU 19 DÉCEMBRE 1887.

**Projet de Convention.**

Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer la suppression totale des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à l'exportation des sucres.

Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à adopter ou à proposer à leurs législatures respectives un système d'impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, comme le seul qui permette d'arriver à la suppression des primes en question, et à soumettre au même régime les fabriques de glucoses et les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

Art. 3. — La Belgique ne se trouvant pas dans les mêmes conditions, au point de vue de l'application du système d'impôt sur les quantités de sucre produites, le régime actuellement établi dans ce Royaume pourra être maintenu, sauf les modifications suivantes :

La quotité de l'impôt sera ramenée de 45 à 25 fr., à partir de la mise en vigueur de la présente Convention. La prise en charge des fabriques abonnées sera portée de 1,500 à 1,700 grammes.

Art. 4. — Seront également admis à la Convention les Etats ou les Colonies et Possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'article 2, n'imposent pas d'impôts sur les sucres, ou qui s'engagent à n'accorder aux sucres bruts ou raffinés qu'i



du Danemark et des Pays-Bas, au gouvernement de Sa Majesté en retour du désir qu'il avait exprimé de recevoir un exposé de leurs vues, conformément aux conclusions insérées dans le Protocole et le projet de Convention rédigés par la Conférence qui s'est tenue à Londres, au sujet des primes sur les sucres, au mois de novembre dernier ; j'ai l'ordre, en même temps, de faire connaître que les réponses des gouvernements autrichien et allemand ont été reçues et seront prochainement envoyées, de même que celles des autres Pays, dès qu'elles parviendront au gouvernement de Sa Majesté.

Je dois ajouter que l'Espagne adhère en principe à la Convention et que le gouvernement des Indes désire y participer. Les réponses des Colonies autonomes mentionnées dans l'article 8 de la Convention projetée ne nous sont pas encore parvenues, mais il ne paraît pas douteux que les espérances entretenues par le gouvernement de Sa Majesté se réaliseront et que les possessions britanniques désignées dans cet article prendront part aux engagements du Traité.

Dans l'état actuel de la question, le Secrétaire d'Etat de Sa Majesté est heureux de pouvoir proposer aujourd'hui, d'une manière formelle, que la prochaine session de la Conférence s'ouvre, comme on l'avait suggéré, dès l'origine, le 5 du mois prochain, et je suis chargé, par Sa Seigneurie, de demander au gouvernement de la République de vouloir bien permettre à ses Délégués de se rendre à cette date à la nouvelle réunion de la Conférence. Le gouvernement de Sa Majesté a la confiance que la Convention, pour la suppression des primes, obtiendra à ce moment l'assentiment des Représentants des Puissances. En vue d'obtenir ce résultat le plus tôt possible, lord Salisbury propose que les divers gouvernements veuillent bien procéder, dès maintenant, à la nomination de leurs Plénipotentiaires respectifs pour la signature de la Convention et leur remettre les pleins pouvoirs nécessaires à cet effet.

J'ai l'honneur, etc.

LYTTON.

---

**M. Flourens, ministre des affaires étrangères au comte Lytton,  
ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris.**

Paris, le 29 mars 1888.

Monsieur l'ambassadeur, j'ai l'honneur de transmettre ci-jointe à Votre Excellence une Note accompagnée d'un projet préparé par l'Administration française pour satisfaire au vœu exprimé dans le Protocole signé à Londres, le 19 décembre dernier, par les Délégués des différents Etats représentés à la Conférence sur le régime des sucres.

Je serai obligé à Votre Excellence de vouloir bien faire parvenir ces documents à son gouvernement et de lui faire connaître que le gouvernement de la République n'a pas d'objection à ce que la date de l'ouverture de la prochaine session de la Conférence soit fixée au 5 avril.

Agréez, etc.

FLOURENS.

---

ANNEXE A LA LETTRE DE M. FLOURENS DU 29 MARS 1888.

**Note.**

Le projet ci-joint (1) a été préparé par l'administration française pour satis-

(1) Voir Appendice.

faire au vœu exprimé par le Protocole de la Conférence de Londres sur le régime des sucres aux termes duquel chaque Gouvernement représenté devait communiquer « un projet indiquant les bases d'application du système de l'impôt sur les quantités produites, etc. »

En présentant le Projet ci-annexé qui assurerait la suppression des primes, on doit ajouter que dans la pensée du Gouvernement français il est indispensable que la Convention projetée ait l'adhésion de tous les Pays producteurs ou raffineurs de sucres, quelle que soit l'origine de ces sucres.

D'autre part, l'arrangement à intervenir doit reposer, autant que faire se pourra, sur la base de l'identité des systèmes dans tous les Pays contractants, et il va de soi que tous les Etats contractants demeureront ou se placeront dans une égalité complète par la constatation effective intégrale de la production. Il devra, de plus, être entendu que la Convention future ne portera aucune atteinte à la faculté que chacun des Etats contractants se réserverait de fixer, suivant ses intérêts, la quotité de l'impôt intérieur ou des droits de douane sur le sucre indigène et sur les sucres des colonies et de l'étranger.

Pour la suppression des primes, le Projet ci-joint offre les garanties les plus efficaces.

Avec ce système, qui est emprunté à la loi française de 1880, la surveillance du service, énergiquement concentrée sur la production et sur l'importation du sucre, s'oppose à tout détournement : le sucre fabriqué en France et le sucre venu des colonies ou de l'étranger sont en totalité soumis à l'analyse des laboratoires de l'Administration. Le rendement au raffinage est déterminé avec des garanties très supérieures à celles que pourrait offrir tout autre système, notamment l'exercice des raffineries, s'il devait se borner à des mesures sommaires et sans contrôle.

La seule objection qu'on puisse élever contre la saccharimétrie, c'est que les coefficients que la loi de 1880 a admis pour les cendres et la glucose exacts à la date de la loi, seraient devenus, assure-t-on, trop élevés depuis que les procédés d'extraction du sucre des mélasses se sont généralisés ; mais les chimistes les plus autorisés ont été chargés de procéder à une revision des coefficients. Si le résultat de leurs travaux ne pouvait pas être en temps utile communiqué à la Conférence, on pourrait recourir, comme cela s'est fait en 1864 quand on a voulu classer les sucres d'après les types, à des expériences internationales qui pourraient se faire sous les yeux des Représentants des Etats, ou constituer, comme l'a proposé M. Teisserenc de Bort dans les Conférences de 1876, un Comité scientifique permanent qui se réunirait périodiquement pour reviser ces coefficients.

Enfin, il est actuellement fait toutes réserves quant à la date d'application de la Convention à intervenir et quant à sa durée.

29 mars 1888.

**Le comte de Lytton, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris,  
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 2 avril 1888.

Monsieur le Ministre, les gouvernements d'Autriche, de Belgique, de Danemark, de France, d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas et d'Espagne, ayant accepté la date du 5 courant pour la nouvelle réunion à Londres de la Conférence des sucres, le premier Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères me prie d'informer Votre Excellence que cette date peut être considérée désormais comme définitive, et j'ai, en conséquence, l'honneur de demander que le gouvernement français veuille bien donner à ses Délégués les instructions nécessaires pour leur permettre d'assister, ce jour-là, à la réunion de la Conférence.

J'ai l'honneur, etc.

LYTTON.



**M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République à Londres.**

Paris, le 4 avril 1888.

Monsieur, je vous serai obligé de vouloir bien remettre au Conseiller de votre Ambassade, chargé de représenter mon Département à la prochaine réunion de la Conférence de Londres, la Note ci-jointe, qui a été préparée par le Ministre des finances et qui contient le résumé des instructions sur lesquelles il devra, comme les autres Délégués français, régler son attitude dans la Conférence. Vous trouverez également ci-annexées, pour votre information et pour celle de M. Jusserand, deux Notes (1) que j'ai fait parvenir à l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique avec un projet préparé par l'Administration française pour satisfaire au vœu exprimé dans le Protocole signé à Londres le 19 décembre dernier.

FLOURENS.

---

ANNEXE A LA LETTRE DE M. FLOURENS DU 4 AVRIL 1888.

**Note.**

Conformément aux délibérations de la Commission instituée au Ministère des finances, à l'effet de préparer la réponse à faire au Gouvernement britannique en vertu du Protocole de clôture de la Conférence relative au régime des sucres, les instructions à donner aux Délégués chargés de représenter la France à la reprise des travaux de la Conférence sont les suivantes :

1<sup>o</sup> La France consent à adhérer au principe de la suppression des primes pour la perception de l'impôt sur le produit fabriqué, mais à la condition qu'un délai de... ans soit laissé au Gouvernement pour réaliser cette suppression ;

2<sup>o</sup> Aucun système d'abonnement ne saurait être considéré, au point de vue de la suppression des primes, comme l'équivalent de l'impôt sur le produit fabriqué.

---

**M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte de Lytton, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris.**

Paris, le 4 avril 1888.

Monsieur l'Ambassadeur, en me référant à la lettre de mon Département du 29 mars, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Ministère des finances a fait choix, pour le représenter à la prochaine réunion de la Conférence sur le régime des sucres, de MM. Saus-Leroy, député, Pallain, directeur général des douanes, et Catusse, directeur général des contributions indirectes. De son côté, le Ministère des affaires étrangères sera représenté par M. Jusserand, conseiller de l'Ambassade de la République en Angleterre, le comte de Florian devant s'absenter de Londres.

J'ai d'ailleurs prié M. Waddington de notifier ces diverses désignations au gouvernement de sa Majesté britannique.

Je saisis cette occasion pour accuser réception à Votre Excellence des lettres en date des 30 mars et 2 avril par lesquelles elle fait connaître que la première séance de la prochaine réunion de la Conférence reste fixée au 5 du présent mois, et que la Note qui accompagnait ma dépêche du 29 mars a été transmise au Cabinet de Londres.

Pour faire suite à cette Note, Votre Excellence trouvera ci-joints les

(1) Voir, pour le texte de ces notes et du Projet, le n° 4 (annexe) et l'Appendice.

renseignements que, sous la date du 2 janvier, elle a exprimé le désir de recevoir pour son gouvernement, concernant le régime des impôts sur le sucre dans les colonies françaises et le mode de contrôle dont ils sont l'objet.

Agréé, etc.

FLOURENS.

ANNEXE A LA LETTRE DE M. FLOURENS, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
EN DATE DU 4 AVRIL 1888.

#### Note.

*Régime des impôts sur le sucre en vigueur dans les Colonies françaises et mode de contrôle dont ils sont l'objet.*

Le seul impôt en vigueur est un droit de sortie. Ce droit est :

A la Réunion, de 2 francs par 100 kilogrammes ;

A la Martinique, de 50 centimes par 100 kilogrammes, sauf pour les sucres bruts expédiés aux États-Unis, qui sont exempts ;

A la Guadeloupe, de 1 fr. 34 par 100 kilogrammes.

Dans nos établissements des rivières du Sud, sur la côte occidentale d'Afrique, il est de 5 p. 100, comme pour toutes les autres marchandises.

Ce droit est perçu par le service des douanes dans les ports ouverts au commerce.

**Le comte de Lytton, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris,  
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 19 avril 1888.

Monsieur le Ministre, dans une lettre datée du 17 mars, j'ai eu l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères proposait que les divers gouvernements intéressés voulussent bien procéder à la nomination de leurs Plénipotentiaires en vue de la signature de la Convention pour la suppression des primes sur les sucres et leur remettre les pleins pouvoirs nécessaires à cet effet.

J'ai maintenant l'honneur d'informer Votre Excellence que les Plénipotentiaires britanniques seront le marquis de Salisbury et le baron Henry de Worms, que les gouvernements du Danemark et de la Russie ont désigné des Plénipotentiaires, et que l'Autriche et l'Espagne ont fait des nominations provisoires ; et je suis de nouveau chargé de prier le Gouvernement de la République de vouloir bien désigner des Plénipotentiaires le plus tôt possible, si ce choix n'a pas encore été fait.

J'ai l'honneur, etc.

LYTTON.

**M. Goblet, ministre des Affaires étrangères, au comte de Lytton,  
ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris.**

Paris, le 21 avril 1888.

Monsieur l'Ambassadeur, Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'annoncer sous la date du 19 de ce mois que son Gouvernement avait désigné comme Plénipotentiaires britanniques, pour signer la Convention qui serait adoptée par la Conférence sur le régime des sucres, Son Excellence le Marquis de Salisbury et M. le Baron Henry de Worms.

Pour satisfaire au désir que vous m'exprimiez en même temps, je

m'empresse de vous faire connaître, Monsieur l'Ambassadeur, que le Gouvernement de la République a, de son côté, désigné comme Plénipotentiaires son Ambassadeur à Londres, M. Waddington, et M. Sans-Leroy, Député, qui recevront incessamment les pleins pouvoirs nécessaires.

Agrérez, etc.

GOBLET.

**M. Goblet, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 5 mai 1888.

CONFÉRENCE DES SUCRES. — *Instructions complémentaires.*

En ce qui concerne la date à laquelle la Convention devrait entrer en vigueur, la Délégation française, s'il lui est impossible de faire adopter celle du 1<sup>er</sup> septembre 1892, pourrait se rallier comme concession absolument extrême à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1891. Nous pensons que la durée ferme de la Convention ne doit pas être de plus de deux ans avec faculté de dénonciation, un an d'avance et d'année en année à partir de la fin de la première année.

À l'égard de la question du raffinage en entrepôt, nous maintenons l'emploi de la saccharimétrie. L'expression de raffinage en entrepôt n'implique que l'indication générale d'un système dont l'efficacité dépend du mode de surveillance adopté. On ne peut donc se prononcer sur le principe sans savoir en présence de quelles mesures d'application on se trouvera placé. Nous examinerions la question à nouveau si des renseignements complets étaient fournis sous ce rapport.

L'examen des projets de législation déposés par les différentes Puissances ne doit pas être confié à la Commission internationale qui serait constituée pour assurer l'exécution de la Convention, mais réservé à la Conférence elle-même. Nous ne pouvons, en effet, donner notre adhésion à un instrument diplomatique sans connaître exactement les conditions qui nous seront faites.

GOBLET.

**Le comte de Lytton, Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris, à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 26 mai 1888.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joints à Votre Excellence trente-cinq exemplaires du compte-rendu des procès-verbaux de la Conférence relative à la question des primes sur les sucres, qui s'est réunie à Londres du 5 avril au 12 courant.

En me conformant aux instructions du premier Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, je dois en même temps porter à la connaissance du Gouvernement de la République les vues du Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai l'ordre tout d'abord d'exprimer au nom du Gouvernement de Sa Majesté le désir très vif que les délibérations de la Conférence et les négociations en cours soient tenues secrètes pour le moment. Il est des cas sans doute où il pourra être nécessaire de communiquer certaines parties

du projet de Convention et des procès-verbaux aux divers Départements administratifs spécialement compétents sur la question, ainsi qu'aux Chambres de commerce dont les avis paraîtraient utiles; mais, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, il est très important, dans l'intérêt d'un arrangement définitif entre les Puissances, qu'on évite la publication prématurée des détails du projet de Convention et des discussions insérées aux procès-verbaux. Le Gouvernement de Sa Majesté propose en conséquence aux puissances que jusqu'à la signature de la Convention, ces documents soient considérés comme confidentiels.

J'ajouterai que le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à signer la Convention dans sa teneur actuelle, et qu'il lui serait indifférent d'adopter l'une ou l'autre des rédactions de l'article 3 qui serait acceptée par les puissances. Je dois émettre l'opinion qu'il y aurait lieu, peut-être, d'autoriser les Plénipotentiaires à signer celle de ces deux versions qu'on reconnaîtrait être la plus propre à satisfaire aux vœux des puissances qui sont plus spécialement intéressées dans cette partie de la question. Quant aux articles 2 et 3, on observera qu'il y aurait peut-être avantage à les adopter dans leurs termes actuels sans entrer dans de plus longs détails sur les divers systèmes de fabrication et de raffinage des sucres. Il y aurait, en effet, de sérieuses objections à fixer par un engagement conventionnel les procédés si minutieux qu'exige la fabrication du sucre dans les sucreries et raffineries. Ces procédés doivent, jusqu'à un certain point, varier suivant les différents pays, et si on les définissait minutieusement par un traité, ils ne pourraient plus être modifiés qu'au moyen d'engagements supplémentaires de même nature. Il devrait être sous-entendu que dans tous les cas la sincère exécution de la Convention serait confiée à la bonne foi des Agents de l'Administration, dont le devoir est de veiller à l'observation de ces prescriptions, et au zèle avec lequel ces agents doivent accomplir leur tâche. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas l'intention de faire opposition aux systèmes spéciaux demandés en faveur de la Belgique et de la Russie dans le cas où les autres Puissances seraient également désireuses de les accepter. Le Gouvernement de Sa Majesté estime que l'on pourrait s'en remettre à la Commission internationale qui doit être instituée en vertu de l'article 6, pour découvrir les défauts de fabrication inhérents aux systèmes employés à l'industrie et au raffinage des sucres dans les différents pays. Il estime de même qu'on devrait laisser aux puissances, parties à la Convention, le soin de remédier immédiatement aux abus qui pourraient être mis en lumière.

L'article 7, qui oblige les Etats contractants à exclure de leur territoire les sucres provenant de pays qui continueraient à accorder des primes, répond aux demandes de l'Espagne, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Russie, qui craignaient que le fait d'abandonner leur système de primes n'encourageât d'autres Puissances à utiliser ce moyen pour anéantir leur commerce légitime. Le régime des sucres en transit pourrait être examiné plus tard à propos de cet article.

Au sujet de l'article 9, j'ai l'ordre de faire connaître que la date du 1<sup>er</sup> août 1890 est la limite extrême à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté peut consentir pour la mise à exécution de la Convention. En acceptant cette date en vue de satisfaire à des engagements conclus par d'autres pays, il pense avoir fait sur ce point une concession considérable. Les stipulations relatives à la durée de la Convention, aux dates et au



mode de son expiration, sont empruntées à la Convention du 11 août 1875, avec quelques modifications toutefois dont l'objet est de permettre de prolonger sa durée au delà de la date spéciale fixée par le traité et sans avoir recours à un nouvel arrangement à discuter entre les puissances pour opérer cette prolongation.

Il apparaîtra, d'après les procès-verbaux, qu'une discussion, dont les Délégués des Pays-Bas ont pris l'initiative, s'est élevée au sujet des surtaxes imposées aux sucres dans plusieurs des Etats représentés à la Conférence et aussi des droits de douane auxquels ils sont soumis. Le Gouvernement de Sa Majesté, d'accord sur ce point avec la majorité des puissances, estime que les questions de cet ordre échappent à l'examen de la Convention à conclure. Il est important d'observer que dans le cas de la Belgique, les stipulations concernant les droits d'accise n'ont été réclamées ni par le Gouvernement anglais, ni par aucun autre, mais ont été offertes par la Belgique qui insistait en même temps pour les faire accepter de la part des autres Etats à la place du système général proposé dans la Convention.

J'ai l'honneur d'annexer ici un document qui rappelle brièvement les réserves faites par les Délégués du Gouvernement français et qui contient les remarques que le Gouvernement de Sa Majesté croit devoir faire à ce sujet.

En recommandant la présente communication à la sérieuse attention du Gouvernement de la République, j'ai l'ordre d'ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté serait très reconnaissant de recevoir dans le plus bref délai possible la réponse complète qu'elle comporte, et serait également heureux d'apprendre que le Gouvernement français n'a pas d'objections à ce que les Représentants des puissances se réunissent pour la signature de la Convention dans la première semaine d'août, au lieu du 16 de ce mois.

J'ai l'honneur, etc.

LYTTON.

---

ANNEXE A LA LETTRE DU COMTE DE LYTTON, AMBASSADEUR D'ANGLETERRE A PARIS, EN DATE DU 26 MAI 1888.

### Réserves.

Article premier. — Doit être soumis à la condition de l'adhésion de tous les Etats contractants. (Procès-verbaux ; 14<sup>e</sup> séance.)

Art. 2. — Le mot « Entrepôt » devra être remplacé par « Exercice » ; au lieu de « Une ou plusieurs phases », mettre « toutes phases. (Procès-verbaux ; 18<sup>e</sup> séance.)

Art. 3. — (Procès-verbaux ; 18<sup>e</sup> séance, etc.)

Art. 4. — Exception belge. (Procès-verbaux ; 18<sup>e</sup> séance.)

Art. 5. — Exception russe. (Procès-verbaux ; 18<sup>e</sup> séance.)

Art. 6. — Tendait à fixer à Londres le siège de la Conférence. (Procès-verbaux ; 14<sup>e</sup> séance.)

Attributions de la Commission. (Procès-verbaux ; 15<sup>e</sup> séance.)

Art. 7. — Comme à l'article premier. (Procès-verbaux ; 18<sup>e</sup> séance.)

Art. 9. — Date de la Convention. (Procès-verbaux ; 13<sup>e</sup> séance, procès-verbaux ; 14<sup>e</sup> séance.)

### Remarques.

Art. 1 à 6. — Il est très possible que toutes les Puissances intéressées dans la question des primes sur les sucres ne soient pas en mesure d'autoriser leurs Plénipotentiaires à signer la Convention en août prochain. Les stipulations

concernant l'adhésion ultérieure des Etats non contractants, la création d'une Commission internationale et l'obligation d'exclure les sucres protégés par les primes paraissent suffisantes pour remplir le but que les Délégués français avaient en vue.

Art. 2 et 3. — Le Gouvernement de Sa Majesté désire adopter ces articles dans leur forme présente en acceptant celle des deux versions du second qui serait agréée par les Puissances principalement intéressées. Il pense que les points désignés par les Délégués français devront être examinés dans un esprit de conciliation, afin de faire concorder les désirs et les convenances de toutes les Puissances principalement intéressées dans cette partie de la question ; il pense également qu'il y aurait lieu d'adopter les mesures qui seront reconnues les plus propres à assurer la suppression des primes sur les sucres.

Art. 4 et 5. — Le Gouvernement de Sa Majesté ne désire pas élever d'objection contre les systèmes spéciaux proposés par la Belgique et la Russie, et il est d'avis que les autres Puissances pourraient s'en remettre à la Commission internationale du soin de trouver les moyens d'accommodement propres à régler les difficultés qui pourraient s'élever sur ce point.

Art 6. — Il ne semble pas que les attributions de la Commission internationale puissent être plus exactement indiquées et définies jusqu'à ce que son « règlement d'ordre intérieur » soit rédigé. Le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas dans l'intention d'insister sur le choix de Londres comme siège de chaque congrès ; mais il paraît y avoir des avantages à tenir ces congrès et à fixer le siège du bureau dans une capitale où il est aisé de se procurer les statistiques et autres informations relatives aux sujets en discussion, et qui peut être considérée comme neutre au regard des réclamations contradictoires des Etats producteurs de sucres primés.

Le Gouvernement de Sa Majesté attache beaucoup d'importance à ce que la Convention soit mise en vigueur à une date aussi rapprochée que possible. Il ne serait pas disposé à accepter une date plus éloignée que celle du 1<sup>er</sup> août 1890.

**Note remise à M. Goblet par le comte de Lytton, le 30 mai 1888.**

Lord Lytton désire attirer l'attention toute particulière de M. Goblet sur la Note qu'il a eu l'honneur d'adresser à Son Excellence le 26 courant au sujet de la Conférence des sucres.

Le Gouvernement de la Reine attache la plus haute importance à ce que la réponse du Gouvernement français y soit donnée le plus tôt possible pour éviter tout retard à la réunion de la Conférence à la date fixée et à la signature définitive de la Convention. Il se peut qu'avant la réunion de la Conférence toutes les difficultés qui ont pu surgir n'aient pas été aplanies. Mais dans la pensée du Gouvernement de la Reine ce ne devrait pas justifier la prorogation de la Conférence, puisque par voie de transaction ou de conciliation, les Délégués des puissances ne trouveront pas de difficultés à mettre d'accord leurs opinions divergentes.

Quant à l'examen préalable des lois et règlements auquel, comme a déjà dit M. Goblet, le gouvernement français attache la plus haute importance, le gouvernement de la Reine est d'avis que, vu les modifications qui devront être portées à la suite de la Convention aux lois actuelles, cette tâche, pour le moment, devient peu nécessaire, et du reste l'article 6 du projet de Convention stipule la création d'une Commission internationale qui aura pour mission d'examiner les lois relatives à l'imposition des sucres. Il serait par conséquent plus logique d'attendre la ratification de la Convention avant de se mettre à cette œuvre. Mais pourtant, pour répondre

aux désirs des Gouvernements à ce propos, le gouvernement de la Reine ne s'opposerait pas à la création d'une Commission spéciale pour l'étude des questions soulevées, qui devra se réunir entre les dates fixées pour la signature et la ratification de la Convention. L.

**M. Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte de Lytton, ambassadeur d'Angleterre à Paris.**

Paris, le 6 juillet 1888.

Monsieur l'Ambassadeur, en réponse à la communication qui m'a été adressée par Votre Excellence au nom de son gouvernement, sous la date du 26 mai dernier, j'ai l'honneur de lui faire parvenir ci-annexée une note résumant les vues du gouvernement de la République à l'égard de la Convention projetée sur le régime des sucres.

Je serai obligé à Votre Excellence de vouloir bien transmettre cette Note à son Gouvernement.

Agréez, etc.

GOBLET.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. GOBLET, EN DATE DU 6 JUILLET 1888.

Les différents points traités dans la communication de l'Ambassade de Sa Majesté britannique, en date du 26 mai 1888, et concernant le projet de Convention sur le régime des sucres, élaboré par la Conférence de Londres, ont été, de la part du Gouvernement de la République, l'objet d'un examen approfondi, dont les observations suivantes font connaître le résultat :

1<sup>o</sup> Pour satisfaire au désir exprimé, lors de la clôture de la deuxième session de la Conférence, au nom du Gouvernement britannique, en ce qui concerne le secret à observer pour le moment sur les travaux de la Conférence et l'état des négociations, le Gouvernement français est disposé à conserver, autant qu'il lui sera possible, aux procès-verbaux de la Conférence et au projet de Convention, un caractère confidentiel, sous la réserve, formulée d'ailleurs par Son Excellence le comte de Lytton, des communications qu'il pourrait être utile de faire aux représentants des industries intéressées. On doit toutefois ajouter, qu'en présence des demandes du Parlement, le Gouvernement de la République pourrait se trouver dans la nécessité de donner connaissance aux Chambres du Protocole et des réserves faites par les Délégués français ; en ce cas, il en informerait préalablement le Gouvernement britannique. D'autre part, il est évident que, si d'autres Etats ne conservaient pas aux documents dont il s'agit le même caractère confidentiel, le Gouvernement français ne saurait, de son côté, se considérer comme engagé à cet égard.

2<sup>o</sup> En ce qui concerne l'article 1 de la Convention, le Gouvernement britannique, envisageant le cas où tous les Gouvernements intéressés dans la question ne seraient pas en situation d'autoriser leurs Plénipotentiaires à signer la Convention au mois d'août prochain, est d'avis que, dans cette éventualité, il n'y aurait pas lieu de proroger la Conférence.

Les dispositions prises en vue de l'adhésion subséquente des Etats non contractants, l'institution d'une Commission internationale de surveillance et l'obligation d'exclure les sucres primés des marchés des Pays contractants, lui paraissent constituer des garanties suffisantes pour justifier le retrait des réserves formulées à cet égard par les Délégués français.

Le Gouvernement de la République, malgré son désir de faciliter l'accord projeté, se voit dans l'obligation de maintenir, sur ce point, la réserve qu'il a faite dès le début de la négociation. Il ne lui paraît pas possible, en effet, d'admettre que certains des Etats qui accordent des primes puissent rester, même temporairement, en dehors de la Convention, car les sucres de ces Etats

se présenteraient alors sur certains marchés dans des conditions qui ne permettraient pas aux sucres français de soutenir la concurrence. La Convention se trouverait ainsi avoir atteint un but contraire à celui qu'elle s'est proposé.

3° La Convention doit-elle stipuler les conditions de détail relatives au travail des fabriques et des raffineries, ou convient-il de laisser à la Commission internationale, dont l'institution est prévue par l'article 6 du projet de Convention, le soin de corriger les imperfections des systèmes de raffinage et de fabrication adoptés par les Pays contractants ?

Dans l'opinion du Gouvernement anglais, l'examen préalable des lois et règlements concernant l'industrie sucrière dans chaque pays n'aurait qu'une importance secondaire, d'abord parce que des modifications aux lois actuelles devront être introduites dans divers pays, à la suite et en conséquence de la signature de la Convention ; et, en second lieu, parce que la Commission internationale de surveillance aura pour mission d'examiner ces lois et règlements.

Il ne semble pas possible, au contraire, d'éviter une réglementation des détails ; car, sans mettre en doute la loyauté et l'impartialité des Agents des Administrations respectives, qui ne sauraient faire l'objet d'une discussion, il paraît nécessaire de connaître les instructions qui leur seront données et la législation qu'ils seront chargés d'appliquer. En effet, dans des matières aussi délicates, alors que les moindres différences dans les prix de revient peuvent ouvrir ou fermer des débouchés, il suffirait d'un contrôle insuffisant ou de concessions en apparence peu importantes pour que les résultats de la Convention fussent forts différents de ceux que chaque partie contractante est en droit d'en attendre.

Le Gouvernement de la République estime, en outre, qu'en présence des termes de l'article 6 du Projet de Convention, il n'est pas possible d'attribuer à la Commission internationale le pouvoir de déterminer les conditions et les règles du fonctionnement de la Convention. Ce pouvoir appartient à la Conférence elle-même, la Commission internationale n'ayant qu'une mission de surveillance et d'examen, laquelle ne doit prendre naissance qu'après la ratification de la Convention.

Sur ce point, l'impression du Gouvernement français est donc que les Puissances doivent être exactement fixées sur le fonctionnement du système dans chaque pays avant la signature de la Convention. Cette manière de voir, qui paraît d'ailleurs avoir été unanimement adoptée par tous les Délégués signataires du Protocole du 19 décembre 1887, est la conséquence de l'impossibilité d'admettre qu'un engagement puisse être pris sans que les conditions de cet engagement soient clairement et explicitement définies.

Les réserves faites, en ce qui concerne le rôle à attribuer à la Commission internationale de surveillance, s'appliquent également à la proposition suggérée, dans une note remise officieusement, par son Excellence le comte de Lytton, de créer une Commission spéciale qui se réunirait entre la date de la signature et celle de la ratification de la Convention. Dans l'opinion du Gouvernement français, une Commission instituée, pendant cette période, ne pourrait avoir pour mission que de préparer les éléments des travaux de la Commission internationale et du Bureau permanent dont l'adjonction a été proposée, mais non de se substituer à la Conférence, pour l'examen des législations actuelles de l'industrie sucrière, dans les Etats contractants.

4° En ce qui concerne l'article 3, relatif à l'exercice des raffineries, les Délégués français ont fait d'expresses réserves, motivées par l'absence de renseignements précis sur les mesures d'application qui seraient prises, dans chaque pays, pour assurer l'efficacité de ce système. Les considérations exposées plus haut justifient le maintien de ces réserves jusqu'à ce que la réglementation adoptée par chaque Puissance ait pu être examinée.

5° Les Délégués français ont exposé à la Conférence les motifs qui, dans l'opinion de leur Gouvernement, rendraient incompatible avec la suppression des primes le maintien en Belgique du système d'impôt par abonnement, basé sur la quantité des jus produite. La conservation du drawback, qu'on retrouve



également dans le système russe, paraît, d'ailleurs, contraire au principe même de la Convention (§ 1, art. 2), et il serait désirable que son abolition fût générale.

6° Les droits compensateurs proposés comme sanction pénale dans le Projet de Convention (art. 7) ne peuvent être considérés, dans l'opinion du Gouvernement de la République, comme équivalant à l'adhésion d'une nation qui produit ou qui exporte des sucres. La France a, d'ailleurs, déclaré expressément, dès le début, qu'elle n'acceptait de prendre part à la Conférence qu'à la condition que tous les pays sucriers adhèreraient à la Convention à intervenir.

D'autre part, le Gouvernement de la République est prêt à admettre que les droits compensateurs pourraient être introduits comme sanction entre des Etats contractants qui violeraient la Convention ou qui en sortiraient; cette sanction s'appliquerait également aux nations qui, ne produisant pas de sucres actuellement, viendraient à en produire et n'adhèreraient pas à la Convention; mais, en ce cas, il serait nécessaire que des dispositions spéciales et précises établissent que tous les Gouvernements contractants entendent ne pas appliquer, dans l'espèce, la clause du traitement de la nation la plus favorisée, soit entre eux, soit vis-à-vis de Pays tiers.

7° Enfin, en ce qui concerne la date de la mise en vigueur de la Convention, celle du 1<sup>er</sup> août 1890 ne pourrait être acceptée par le Gouvernement français, en raison du préjudice considérable que la suppression des primes à une époque aussi rapprochée entraînerait pour l'agriculture et l'industrie française. Entrée la dernière dans le système des primes, la France est loin d'avoir récupéré les sacrifices considérables qu'elle a faits pour l'amélioration des racines et le perfectionnement de l'outillage. Les dépenses ne seraient pas encore amorties à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1891, et, si le Gouvernement de la République s'est rallié à cette dernière date, c'est, de sa part, une concession qu'il considère comme fort importante. La France n'est pas seule d'ailleurs à réclamer un égal délai, puisque la Russie n'entend abolir ses primes sur la frontière d'Asie qu'à compter du 1<sup>er</sup> mai 1891, c'est-à-dire après la campagne sucrière 1890-1891.

En présentant ces observations, conformément au vœu inséré dans le Protocole de clôture de la deuxième session de la Conférence de Londres, le Gouvernement de la République exprime l'espoir que l'accord pourra être établi. Les réserves qu'il formule à l'égard de la Convention projetée sont inspirées par le désir de donner à cet arrangement les bases solides et le caractère équitable qui seuls peuvent en garantir la durée et le bon fonctionnement.

**Le comte de Lytton, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris,  
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 5 août 1888.

Monsieur le Ministre, en me référant à ma lettre du 3 courant, j'ai l'honneur de transmettre ci-joints à Votre Excellence quelques exemplaires du projet de Convention pour la suppression des primes sur les sucres annexé au Protocole du 12 mai 1888, avec les modifications que les négociations qui ont eu lieu postérieurement à cette date ont paru comporter. Le gouvernement de Sa Majesté désire soumettre ce projet révisé à l'appréciation des Puissances avant de le présenter à la Conférence dans sa session du 15 courant.

Quatre Puissances ont refusé d'accepter le système spécial proposé en faveur de la Belgique; une seule s'est déclarée prête à soutenir la proposition belge; les autres n'ont fait aucune remarque à ce sujet. Dans ces conditions, il ne semble pas possible d'obtenir l'assentiment général au système particulier de la Belgique, et, en conséquence, l'article qui le concernait a été supprimé dans le projet révisé. A sa place et pour com-

plaire aux vœux de certaines Puissances, on a inséré un nouvel article dont le but est d'imposer les mêmes droits aux sucres de canne et de betterave dans le Royaume-Uni, ainsi que dans les colonies et possessions britanniques. Des changements de mots ont été faits dans les articles 3, 6 et 7 pour satisfaire aux vœux de diverses Puissances. Des deux versions proposées pour l'article 3, la première a paru devoir être la plus facilement admise. Un ou deux gouvernements n'auraient pas été éloignés d'accepter la seconde version, mais celle-ci n'était défendue que par deux Etats. Dans ces conditions, la première a été conservée dans le projet de Convention révisé.

On a exprimé avec beaucoup de force le désir que la Commission internationale de surveillance eût à se réunir peu de temps après la signature de la Convention en vue de prévenir la possibilité de malentendus que pourrait provoquer l'exécution des lois destinées à mettre la Convention en vigueur. Afin de satisfaire à ce désir dont on ne peut méconnaître la valeur, on propose maintenant que la Commission internationale se réunisse dans les trois mois qui suivront la signature de la Convention. Cet intervalle laissera un temps suffisant pour l'élaboration des projets de lois qui doivent être préparés et qui seront remis aux Délégués des Puissances pour être discutés dans la Commission au mois de novembre prochain.

En transmettant à Votre Excellence le projet révisé ci-annexé, avec les explications précédentes, j'ai l'ordre de lui faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté a la confiance que dans les circonstances présentes, ce projet donnera satisfaction aux vœux du Gouvernement de la République.

J'ai l'honneur d'ajouter que le gouvernement de Sa Majesté serait heureux de recevoir, le plus tôt possible, une réponse du Gouvernement français à ma lettre du 3 courant et à la présente communication.

J'ai l'honneur, etc.

LYTTON.

---

#### ANNEXE

### Projet de Convention.

Les hautes Parties contractantes, désirant assurer, par des engagements réciproques, la suppression totale des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, le très honorable Robert-Arthur-Talbot-Gascoyne-Cecil, marquis de Salisbury, comte de Salisbury, vicomte Cranborne, baron Cecil, pair du Royaume-Uni, chevalier du très noble ordre de la Jarretière, membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des affaires étrangères, etc.; et le baron Henry de Worms, membre du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, sous-secrétaire d'Etat pour les colonies ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie ;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le baron Solvyns, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; M. Guillaume, directeur général à son Ministère des finances, et M. du Jardin, inspecteur général à son Ministère des finances ;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. de Barner, son chambellan, inspecteur général des douanes ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en son nom la Reine régente du Royaume,

M. del Mazo, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire ; M. Batanero, député, et M. Dupuy de Lome, son Ministre résident ;

Le Président de la République française, M. Waddington, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire ; M. Sans-Leroy, député ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, le chevalier Catalani, son chargé d'affaires ;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, M. le Chevalier de Staal, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, et M. Kamensky, son Conseiller d'Etat actuel ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète : qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres.

Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent :

A percevoir l'impôt sur les quantités de sucre destinées à la consommation, sans apporter à l'exportation aucun drawback ou remboursement de droits, ni aucune décharge qui puisse donner lieu à une prime quelconque.

Dans ce but, elles s'engagent à soumettre au régime de l'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques de sucre et les fabriques-raffineries, de même que les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

A cette fin, les usines seront construites de manière à donner toutes les garanties contre l'enlèvement clandestin des sucres, et lesdits employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

Des livres de contrôle seront tenus sur une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

Par exception au principe mentionné au premier alinéa de cet article, on pourra accorder le remboursement ou décharge de droits pour le sucre employé à la fabrication des chocolats et autres produits destinés à l'exportation, pourvu qu'il n'en résulte aucune prime.

Art. 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries de sucre au même régime que les fabriques de sucre.

En outre, chaque Pays pourra tenir un compte de raffinage, à titre de contrôle, par le moyen de la saccharimétrie, ou tout autre contrôle subsidiaire, afin de s'assurer contre une prime à l'exportation.

Art. 4. — Le Gouvernement de Sa Majesté britannique consent à ne pas imposer des droits différentiels aux sucres, soit de canne, soit de betterave, provenant des pays, des provinces d'outre-mer, des colonies ou des possessions étrangères faisant partie de la Convention. Tant que celle-ci durera, les sucres de betterave ne seront donc pas frappés d'un droit plus élevé que les sucres de canne, à l'importation dans le Royaume-Uni ou dans les colonies et possessions de l'Empire britannique faisant partie de la Convention.

Art. 5. — Les Hautes Parties contractantes et leurs provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères, qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres, ou qui n'accordent à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés, des mélasses ou des glucoses aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités, sont dispensées de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, pourvu qu'elles s'engagent à conserver un de ces systèmes pendant la durée de la convention ou, en cas de changement, à adopter le système établi aux articles 2 et 3.

La Russie, qui perçoit l'impôt d'après un taux unique sur la totalité de la fabrication et qui accorde à l'exportation de toutes espèces de sucre une restitution qui n'excède pas ce taux, est, tant qu'elle maintient le régime actuel, assimilée aux Puissances désignées par le paragraphe précédent.



Art. 6. — Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission internationale des sucres, qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et il lui sera adjoint un Bureau permanent.

Les Délégués auront pour mission :

1<sup>o</sup> D'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par les articles précédents, et si, dans la pratique, il n'est accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres, mélasses ou glucoses ;

2<sup>o</sup> D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

3<sup>o</sup> D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention.

Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner, et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les Pays contractants, mais également dans tous les autres pays.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté britannique, qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué adjoint.

La première réunion de la Commission aura lieu à Londres, dans un délai de trois mois après la signature de la présente Convention.

La Commission est chargée de préparer à sa première réunion un projet de règlement déterminant le lieu et la date de ses réunions ultérieures, ainsi que le siège du Bureau permanent.

Dans sa première réunion, la Commission arrêtera son règlement d'ordre intérieur et rédigera un rapport sur les lois ou projets de lois qui lui auront été soumis par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

La Commission n'aura qu'une mission de contrôle et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement de Sa Majesté britannique, lequel la communiquera aux Puissances intéressées et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des Délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs — seront supportés par tous les Pays contractants et répartis entre eux, d'après un mode à régler par la Commission.

Art. 7. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, tout sucre brut, sucre raffiné, mélasse ou glucose provenant des pays, provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères, qui maintiendraient le système des primes ouvertes ou déguisées à la fabrication ou à l'exportation des sucres, sera exclu des territoires des Hautes Parties contractantes.

Toute Puissance contractante, pour exclure de son territoire les sucres bruts, sucres raffinés, mélasses ou glucoses qui auront profité de primes ouvertes ou déguisées, sera tenu soit à les frapper d'une prohibition absolue, soit à les soumettre à un droit spécial qui devra nécessairement excéder le montant de la prime, et qui ne sera pas supporté par les sucres non primés provenant des Etat contractants.

Les Hautes Parties contractantes se concerteront sur les mesures principales à prendre pour obtenir ces résultats ainsi que pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit un pays contractant ne jouissent pas des avantages de la Convention.



Le fait de l'existence dans un pays, province d'outre-mer, colonie ou possession étrangère, d'un système donnant des primes ouvertes ou déguisées sur le sucre brut, sucre raffiné, mélasse ou glucose, sera constaté par un vote de majorité des Puissances signataires de la présente Convention. De la même manière sera évalué le montant minimum des primes dont il s'agit.

Art. 8. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande, à la condition que leurs lois et règlements, sur le régime des sucres, soient d'accord avec les principes de la présente Convention, et aient été soumis, préalablement, à l'approbation des Hautes Parties contractantes dans les formes prescrites à l'article 6.

Art. 9. — La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> août 1890.

Elle restera en vigueur pendant dix années, à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; mais les autres Puissances conservent jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer à leur tour à partir du 1<sup>er</sup> août de l'année suivante.

Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en dénonçant la Convention douze mois à l'avance, y mettre un terme à son égard à l'expiration de la deuxième, de la cinquième et de la huitième année de ladite période de dix années.

Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances concordataires se réunirait à Londres dans les trois mois pour aviser sur les mesures à prendre.

Art. 10. — Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes.

Dans le cas où une de ces provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes désirerait se retirer séparément de la Convention, une notification à cet effet sera faite aux Puissances contractantes par le Gouvernement de la Métropole, de la manière et avec les conséquences indiquées à l'article 9.

Art. 11. — L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des Pays contractants.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres, le 1<sup>er</sup> août 1889, ou plus tôt, si faire se peut.

---

**M. Goblet, ministre des affaires étrangères, à M. Egerton,  
ministre d'Angleterre à Paris.**

Paris, le 9 août 1888.

Monsieur, vous avez bien voulu me faire parvenir, sous la date du 3 août, une proposition du Gouvernement de la Reine tendant à réunir à Londres, le 16 du présent mois, la Conférence internationale pour la signature d'une Convention sur le régime des sucres. J'ai reçu également la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 5 août et qui était accompagnée d'un nouveau texte du projet de Convention annexé au Protocole signé le 12 mai 1888.

Le Gouvernement de la République s'est empressé de soumettre ces communications à un premier examen ; mais il lui paraîtrait difficile de prendre une décision définitive, relativement à la signature de la Convention et aux réserves qu'il devra formuler, sans connaître la teneur des réponses adressées par les autres Puissances au Gouvernement britannique. M. le Baron de Worms a, d'ailleurs, bien voulu me faire savoir que le Cabinet de Londres était en possession de ces réponses et qu'elles seraient transmises au Gouvernement de la République par voie diplomatique.

Je vous serai, en conséquence, très obligé, Monsieur, de vouloir bien faire connaître à votre Gouvernement que j'attacherais un prix particulier à recevoir communication de ces documents le plus tôt possible.

Agréé, etc.

GOBLET.

---

**M. Egerton, ministre d'Angleterre à Paris, à M. Goblet,  
ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 11 août 1888.

Monsieur le ministre, en me référant aux communications du comte de Lytton, en date des 3 et 5 courant, relatives à la Convention des primes sur les sucres, j'ai l'honneur d'adresser ci-joints, à Votre Excellence, pour son information, trois exemplaires des réponses envoyées (1), au sujet du projet de Convention annexé au Protocole du 12 mai dernier, par les Gouvernements des Etats représentés aux sessions de la Conférence tenues en 1887 et 1888. Je dois ajouter que l'époque tardive à laquelle quelques-uns de ces documents ont été communiqués, ainsi que la nécessité d'obtenir dans certains cas des traductions authentiques, ont occasionné un retard inévitable dans l'envoi de ces documents.

J'ai l'ordre d'ajouter encore que certaines des idées émises dans quelques-unes de ces réponses ont été modifiées dans des communications postérieures, et l'on doit prévoir que le projet de Convention que lord Lytton a eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence avec sa Note du 5 courant exprime les vues de la majorité des Puissances.

J'ai l'honneur, etc.

EGERTON.

(A suivre.)

---

1) Voir Appendice, annexe D, au procès-verbal de la 23<sup>e</sup> séance.

## SUISSE

**Note-circulaire du Conseil fédéral aux Gouvernements des Etats industriels de l'Europe concernant la conclusion d'une Convention internationale sur le travail dans les fabriques.**

(Du 15 mars 1889.)

Excellence,

En 1881 déjà, nous avons pris la liberté de faire pressentir les Gouvernements de quelques-uns des principaux Etats industriels de l'Europe, par l'entremise de nos agents diplomatiques et consulaires, sur la question de savoir s'ils seraient disposés à prêter la main à la conclusion d'une convention internationale sur le travail dans les fabriques.

Les réponses que nous avons reçues nous ont convaincus qu'il régnait sur cet objet des manières de voir passablement divergentes.

D'une part, on appuyait sur les difficultés que rencontrerait notre initiative, tandis que, de l'autre, on désirait tout d'abord voir préciser dans un programme, de l'examen duquel dépendrait la décision ultérieure, les points propres à être introduits dans une convention.

Dans ces conditions, nous n'avons pas cru devoir, pour le moment, donner de suite à cette affaire. Mais, dans l'intervalle des huit années qui se sont écoulées dès lors, les circonstances ont pris, sans aucun doute, une tournure plus favorable. Plusieurs états ont adopté des lois sur le travail industriel; d'autres se préparent à le faire. Divers corps législatifs se sont occupés de projets sur cette matière et ont même discuté spécialement la question de conventions internationales y relatives. Cette question a été traitée d'une manière très approfondie dans la littérature; dans la vie publique même, elle acquiert un intérêt croissant, qui a pour effet de mettre à néant nombre d'appréhensions antérieures. Il s'est produit aussi d'importantes manifestations, dont nous ne citerons que l'une des plus récentes, les décisions du sixième congrès international d'hygiène et de démographie qui a eu lieu à Vienne en 1887. Partout — on ne peut pas le méconnaître — les rapports de la production et du travail se présentent dans des conditions telles qu'il n'est réellement pas permis de refuser à cette question une véritable importance d'actualité.

Aussi ne croyons-nous pas agir d'une façon inopportune en venant de nouveau agiter l'objet qui nous occupe auprès des gouvernements des états industriels de l'Europe. Les circonstances actuelles mieux définies le permettant, nous présenterons la question sous une forme plus positive, tout en tenant compte des vœux exprimés précédemment déjà par quelques-uns de ces gouvernements.

D'après notre manière de voir, il ne devrait pas s'agir ici uniquement de conventions internationales dans l'intérêt pur et simple des ouvriers et de leurs familles — l'expression généralement usitée de « législation internationale sur la protection des travailleurs » ne nous paraît pas heureusement choisie, surtout à cause même du mot « législation » employé ici — mais il nous semble que l'on devrait tenir compte plus particulièrement de deux points spéciaux: d'une part, une certaine réglementation de la production industrielle et, de l'autre, l'amélioration des conditions de la vie de l'ouvrier.

Quant au premier point, qu'il nous soit permis de nous référer au fait que, pour beaucoup de gens, les traités internationaux paraissent être le moyen le plus efficace pour restreindre la production, qui aujourd'hui s'étend bien au-delà des besoins, et, par conséquent, pour diminuer le mal qui résulte de cet état de choses, et ramener ainsi les conditions réciproques de production dans des limites naturelles et rationnelles.

Il est vrai de dire que, de ce premier point, dépend aussi le second, c'est-à-dire l'amélioration de la situation de l'ouvrier. En effet, la législation nationale ne peut pas étendre sa bienfaisante influence, pour la sauvegarde des familles ouvrières, au-delà d'une certaine mesure. Toutefois, il est urgent que l'état agisse aussi d'une manière efficace dans cette direction. Ce qui le prouve bien, ce sont les lois existant aujourd'hui dans un grand nombre d'états, en partie même depuis plusieurs dizaines d'années, et les mauvais résultats qu'ont fournis les enquêtes auxquelles on s'est livré dans ce domaine au point de vue de l'hygiène, de la statistique et de la science sociale. L'humanité, aussi bien que le souci d'améliorer la force armée des états, affaiblie par la dégénérescence de nombreuses classes de population, interdit de laisser subsister plus longtemps cet état de choses.

Les progrès que l'on cherche à obtenir ne pourront certainement pas se réaliser d'un seul coup ; aussi ne s'agira-t-il, sans doute, que d'arriver aux résultats réalisables dès l'abord. Dans cet ordre d'idées, nous désirerions, avant tout, voir régler avec succès, par une union internationale, le travail du dimanche et le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels, afin que la famille ne soit pas livrée à la dépravation physique et morale et, en un mot, ruinée par le fait d'une exploitation trop considérable et trop précoce des forces de l'ouvrier, exploitation contraire aux lois de la nature et à la moralité.

La marche à suivre pour arriver à une entente internationale sur cette importante question devrait être, selon nous, de convoquer, tout d'abord, une conférence ne portant aucun caractère diplomatique et réunissant des délégués des différents états intéressés. Cette conférence, se basant sur un programme adopté d'avance, étudierait la question et fixerait les points dont l'exécution paraîtrait désirable et que l'on soumettrait ensuite aux gouvernements des états participants, en leur proposant de les sanctionner par une convention internationale.

Pour le programme de la conférence préparatoire en question, nous prenons la liberté, en nous référant à l'exposé qui précède et en tenant compte de la législation existant actuellement déjà dans les divers états, de vous proposer les points suivants :

- 1° Interdiction du travail du dimanche.
- 2° Fixation d'un minimum d'âge pour l'admission des enfants dans les fabriques ;
- 3° Fixation d'un minimum de la journée de travail pour les jeunes ouvriers ;
- 4° Interdiction d'occuper les jeunes gens et les femmes dans des exploitations particulièrement nuisibles à la santé et dangereuses ;
- 5° Restriction du travail de nuit pour les jeunes gens et les femmes ;
- 6° Mode d'exécution des conventions qui pourront être conclues.

Lorsque la conférence se sera entendue sur ces points ou sur certains



d'entre eux, les résultats en seront communiqués aux gouvernements sous forme de propositions pures et simples ne liant encore personne. Alors, dans le cas où l'un ou l'autre des gouvernements ne trouverait acceptable pour lui qu'une partie seulement de ces propositions, on pourrait conclure des conventions internationales spéciales entre ceux des états qui tomberaient d'accord sur la solution d'un même groupe de questions. Ces conventions n'auraient pas pour but de remplacer les lois nationales ; elles obligeraient seulement les parties contractantes à introduire dans leur législation nationale certaines prescriptions de minimum. Il va de soi qu'il resterait toujours loisible aux états qui voudraient aller plus loin de le faire. Ainsi, par exemple, la Suisse ne pense nullement à affaiblir, mais bien plutôt à développer encore davantage sa législation sur les fabriques, à laquelle elle s'est complètement accoutumée dans cette période de douze années depuis sa mise en vigueur. Pour les états dont la législation ne renferme pas encore de ces prescriptions de minimum, il n'est pas douteux que, s'ils voulaient entrer dans l'union internationale, on stipulerait, en leur faveur, une période transitoire d'une durée convenable. On réserverait, enfin, à des conférences ultérieures spéciales, auxquelles participeraient les états qui y seraient disposés, le soin de fixer définitivement les textes des conventions à conclure.

Nous prenons donc la liberté de soumettre aux gouvernements des états industriels européens nos vues sur cette grave question, et nous les prions, en même temps, de bien vouloir nous informer s'il leur serait agréable de se faire représenter par des délégués à une conférence préalable, qui aurait lieu, dans ce but, à Berne, au mois de septembre de l'année courante

Si, comme nous l'espérons, nos ouvertures rencontrent un accueil favorable, nous nous réservons de communiquer ultérieurement un programme détaillé, pour servir de base aux discussions de la conférence.

Nous saisissons cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de notre haute considération.

Berne, le 15 mars 1889.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

*Le Président de la confédération :*

HAMMER.

*Le Chancelier de la confédération :*

RINGIER.

---



## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

#### Constitution

(16 décembre 1888)

#### TITRE PREMIER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier. — La République d'Haïti, ayant la ville de Port-au-Prince pour capitale et siège du Gouvernement, est une et indivisible, essentiellement libre, souveraine et indépendante.

Son territoire et les îles adjacentes qui en dépendent sont inviolables et ne peuvent être aliénés par aucun traité ou convention.

Ces îles adjacentes sont :

La Tortue, la Gonave, l'Île-à-Vaches, les Cayemittes, la Navaze, la grande Caye et toutes les autres qui se trouvent placées dans le rayon des limites consacrées par le droit des gens.

Art. 2. — Le territoire de la République qui a pour limites-frontières toutes les positions actuellement occupées par les Haïtiens, est divisé en arrondissements et chaque arrondissement est subdivisé en communes.

Le nombre et les limites de ces divisions et subdivisions sont déterminés par la loi.

Art. 3. — Nul, s'il n'est Haïtien, ne peut être propriétaire de biens immeubles en Haïti.

Néanmoins, le pouvoir législatif peut, sur la proposition du pouvoir exécutif, concéder le droit de propriété immobilière aux établissements étrangers reconnus d'utilité publique. Dans ce cas, les dommages et contestations survenus à l'occasion des biens immeubles ainsi acquis suivant la condition juridique de la propriété haïtienne, ne peuvent donner lieu à aucune intervention diplomatique.

Art. 4. — En cas de pertes éprouvées par suite de troubles civils et politiques, nul Haïtien ou étranger ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 5. — Les couleurs nationales sont : le bleu et le rouge placés horizontalement ; les armes de la République sont : le palmiste surmonté du bonnet phrygien et orné d'un trophée avec la légende : « L'Union fait la force. »

Art. 6. — Les fêtes nationales sont : celle de l'Indépendance d'Haïti et de ses héros, au 1<sup>er</sup> janvier, et celle de l'Agriculture, au 1<sup>er</sup> mai.

## TITRE II. — DES HAÏTIENS ET DE LEURS DROITS.

### *Section première*

Art. 7. — Sont Haïtiens :

1<sup>o</sup> Tous individus qui, jusqu'à ce jour, ont été reconnus en cette qualité ;

2<sup>o</sup> L'enfant légitime ou naturel né en Haïti ou en pays étranger d'un père Haïtien ;

3<sup>o</sup> L'enfant né hors mariage, même à l'étranger, reconnu seulement par sa mère Haïtienne.

Art. 8. — Tout étranger est habile à devenir Haïtien ; la loi règle les formalités de la naturalisation.

Art. 9. — L'étrangère qui aura épousé un Haïtien suivra la condition de son mari.

La femme haïtienne qui aura épousé un étranger perdra sa qualité d'haïtienne.

Si elle possédait des immeubles avant son mariage, elle sera tenue de les vendre, un an au plus tard après ce mariage.

### *Section deuxième. — DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES.*

Art. 10. — Tout citoyen âgé de 21 ans accomplis exerce les droits politiques s'il réunit d'ailleurs les conditions déterminées par la loi.

Néanmoins, les étrangers devenus haïtiens ne sont admis à cet exercice qu'un an après leur naturalisation.

### *Section troisième. — DU DROIT PUBLIC.*

Art. 11. — Il ne peut être porté aucune atteinte à la liberté individuelle que dans les cas expressément déterminés par la loi.

Art. 12. — Nul ne peut être distrait des juges que la constitution ou la loi lui assigne.

Art. 13. — Le jury est établi pour délits politiques commis par la voie de la presse ou autrement, ainsi qu'en matière criminelle, sauf les cas prévus par l'art. 313 du code d'instruction criminelle.

Néanmoins, en cas de troubles civils et dans celui d'une invasion étrangère imminente, nécessitant la mise en état de siège du territoire de la République en tout ou en partie, les tribunaux criminels ou correctionnels compétents connaîtront, sans assistance du jury, de tous délits ou crimes politiques commis dans la circonscription de l'état de siège, à l'exclusion de tous tribunaux extraordinaires, qu'il est interdit de créer sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 14. — La peine de mort est abolie en matière politique. Elle est remplacée par la détention perpétuelle dans les prisons de la République.

Art. 15. — La peine de la confiscation des biens ne peut être établie.

Art. 16. — La Constitution consacre et garantit :

La liberté des Cultes ;

Le droit de réunion ;

Le droit d'association ;



Le droit pour chacun d'exprimer ses opinions en toutes matières, d'écrire, d'imprimer et de publier ses pensées ;

Le droit de pétition exercé par un ou plusieurs individus, mais jamais au nom d'un corps.

L'abus de ces droits est réprimé par la loi.

Art. 18. — L'instruction publique est gratuite à tous les degrés.

L'instruction primaire est obligatoire.

La liberté d'enseignement s'exerce sous la haute surveillance de l'Etat.

### TITRE III. — DES POUVOIRS AUXQUELS EST DÉLÉGUÉ L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE.

Art. 19. — L'exercice de la Souveraineté nationale est délégué à trois pouvoirs.

Ces trois pouvoirs sont :

Le Pouvoir législatif, le Pouvoir exécutif et le Pouvoir judiciaire. Ils forment le Gouvernement de la République, lequel est essentiellement démocratique et représentatif.

Art. 20. — Les conseils communaux élus par les Assemblées primaires règlent, sous le contrôle du Pouvoir exécutif, les intérêts qui touchent exclusivement les communes.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du Pouvoir législatif.*

Art. 21. — La Puissance législative, tant pour la confection des lois que pour leur interprétation par voie d'autorité, s'exerce par deux assemblées, la Chambre des Représentants et le Sénat.

Art. 22. — La Chambre des Représentants se compose de membres élus par le suffrage universel.

Art. 23. — Le Sénat se compose de membres élus par le suffrage au second degré.

La loi déterminera le mode d'élection des membres des deux Chambres, leur nombre, leurs attributions et la durée de leur mandat.

Art. 24. — Les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale :

1<sup>o</sup> A l'ouverture et à la clôture de chaque session ;

2<sup>o</sup> Pour élire le Président de la République et recevoir de lui la prestation de serment au jour que l'Assemblée aura fixé ;

3<sup>o</sup> Pour déclarer la guerre sur le rapport du Pouvoir exécutif ;

4<sup>o</sup> Pour approuver ou régler les traités de paix ;

5<sup>o</sup> Pour terminer tous dissentiments entre la Chambre des Représentants et le Sénat touchant les lois budgétaires, celles concernant l'assiette, la quotité et le mode de perception des impôts et contributions, celles ayant pour objet de créer des recettes ou d'augmenter les dépenses de l'Etat ;

6<sup>o</sup> Pour élire les membres de la Chambre des comptes ;

7<sup>o</sup> Pour choisir un comité permanent chargé de convoquer les deux chambres dans tous les cas d'urgence.

Art. 25. — Les membres du Corps Législatif sont inviolables du jour de leur élection jusqu'à l'expiration de leur mandat.

CHAPITRE II. — *Du Pouvoir exécutif.**Section première. — DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.*

Art. 26. — La Puissance exécutive est exercée par un citoyen qui est élu pour sept ans, sous le titre de Président de la République.

Il ne peut être réélu que sept ans après l'expiration de son mandat.

Art. 27. — Pour être Président d'Haïti, il faut :

1<sup>o</sup> Etre né Haïtien et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité ;

2<sup>o</sup> Etre âgé de 40 ans.

Art. 28. — Cette élection se fait au scrutin secret et à la majorité absolue du nombre légal des membres des deux Chambres réunies en Assemblée nationale.

Si après trois tours de scrutin, aucun des candidats n'a obtenu le nombre de suffrages ci-dessus fixé, il est procédé à un quatrième tour de scrutin auquel cas celui qui obtient la majorité relative sera proclamé.

En cas d'égalité de suffrage le sort décidera de l'élection.

Art. 29. — Le Président de la République prête devant l'Assemblée Nationale le serment suivant :

« Je jure devant Dieu, devant la Nation, d'observer, de faire observer fidèlement la Constitution et les Lois de la République, de respecter ses droits, de maintenir l'Indépendance nationale et l'Intégrité du territoire ».

Il entre en fonction du jour de sa prestation de serment.

Art. 30. — Le Président de la République nomme et révoque les Secrétaires d'Etat.

Il nomme aux emplois civils et militaires, à moins d'une disposition expresse de la loi.

Il dispose des forces de terre et de mer.

Il préside aux solennités nationales. Les Envoyés et les Ambassadeurs des Puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Il pourvoit, d'après la loi, à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.

Il fait des traités de paix, d'alliance, de neutralité, de commerce et autres conventions internationales, sauf la sanction des deux Chambres ou de l'Assemblée nationale.

Il a le droit de grâce et de commutation de peine en toutes matières.

— Il accorde aussi toute amnistie en matière politique.

Art. 31. — Le Président de la République a l'initiative des lois concurremment avec les deux Chambres.

Il promulgue les lois votées par les deux Assemblées et les actes et décrets de l'Assemblée nationale, dans le délai de huit jours.

Il surveille et en assure l'exécution.

Néanmoins, dans le délai fixé pour la promulgation, il a le droit de demander aux deux Chambres, par un message motivé, une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

Art. 32. — En cas de dissentiment grave survenu entre le Pouvoir exécutif et l'une des deux Chambres, le Président pourra, sur l'avis conforme de l'autre Assemblée, émis à la majorité absolue du nombre légal de ses membres, en séance publique, dissoudre la Chambre dissidente.

En ce cas, le Décret de convocation pour les nouvelles élections devra être publié dans le délai d'un mois au plus.

Art. 33. — Aucun acte du Président, autre que l'arrêté portant nomi-

nation ou révocation des Secrétaires d'Etat, ne peut avoir d'effet s'il n'est contresigné par un Secrétaire d'Etat.

Art. 34. — Le Président est responsable de tous les abus d'autorité et excès de pouvoir commis par lui.

Il est aussi responsable dans le cas de haute trahison.

Art. 35. — Si le Président se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, le Conseil des Secrétaires d'Etat est chargé de l'autorité exécutive tant que dure l'empêchement.

Art. 36. — Un mois au moins avant le terme légal des pouvoirs du Président de la République, les Chambres, sur la convocation du Comité permanent, devront être réunies en Assemblée nationale pour procéder à l'élection d'un nouveau Président. A défaut de convocation, cette réunion aura lieu de plein droit, le quinzième jour avant l'expiration de ces pouvoirs.

En cas de vacance de l'office du Président, l'Assemblée nationale se réunit immédiatement et de plein droit. Dans l'intervalle, le Conseil des Secrétaires d'Etat est investi de l'autorité exécutive.

A défaut du Conseil des Secrétaires d'Etat, le Comité permanent de l'Assemblée nationale le remplace.

Art. 37. — Si l'une des Chambres se trouvait dissoute au moment où la Présidence de la République deviendrait vacante, il serait procédé aux élections dans les vingt jours et l'autre Assemblée se réunirait immédiatement de plein droit.

Art. 38. — Le Président de la République perçoit pour tous traitement et frais une indemnité annuelle de vingt-quatre mille gourdes.

#### *Section deuxième. — DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT.*

Art. 39. — Nul ne peut être Secrétaire d'Etat s'il n'est âgé de trente ans accomplis et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

L'étranger naturalisé ne peut être nommé aux fonctions de Secrétaire d'Etat.

Art. 40. — Les Secrétaires d'Etat, qui peuvent être au nombre de cinq, sont solidairement responsables de la politique générale du Pouvoir Exécutif, et individuellement, tant des actes du Président qu'ils contresignent que de ceux de leur département.

Art. 41. — Toutes les mesures que prend le Pouvoir Exécutif devant être préalablement délibérées en Conseil des Secrétaires d'Etat, les délibérations seront consignées sur un registre et signées par les membres du Conseil.

Art. 42. — Chaque Secrétaire d'Etat perçoit une indemnité annuelle de six mille gourdes.

#### *CHAPITRE III. — Du Pouvoir judiciaire.*

Art. 43. — Nul Tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établi qu'en vertu d'une loi.

Art. 44. — La loi détermine le mode de création des tribunaux, leurs attributions respectives, leur ressort et le lieu où ils sont établis.

Art. 45. — La Constitution consacre l'immovibilité des juges, sauf les exceptions déjà établies par la loi.

Art. 46. — Les tribunaux doivent refuser d'appliquer une loi inconstitutionnelle.

Ils n'appliquent les arrêts et règlements généraux d'administration publique qu'autant qu'ils seront conformes aux lois.

Art. 47. — Tout délit civil commis par un militaire, à moins qu'il ne soit dans un camp ou en campagne, est jugé par les tribunaux criminels ordinaires.

Il en est de même de toute accusation contre un militaire dans laquelle un individu non militaire est compris.

Art. 48. — En cas de forfaiture, tout juge ou officier du ministère public est mis en état d'accusation par l'une des sections du Tribunal de cassation. S'il s'agit d'un Tribunal entier, la mise en accusation est prononcée par le Tribunal de cassation, sections réunies.

S'il s'agit du Tribunal de cassation, de l'une de ses sections ou de l'un de ses membres, la mise en accusation est prononcée par la Chambre des Communes et le jugement par le Sénat.

La peine à prononcer par le Sénat ne peut être que la révocation des fonctions, et l'inadmissibilité, pendant un certain temps, à toute charge publique ; mais le condamné est renvoyé, s'il y a lieu, par devant le Tribunal ordinaire et puni conformément aux lois.

#### TITRE IV. — DES FINANCES.

Art. 49. — Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par la loi.

Aucune charge, aucune imposition communale, ne peut être établie que du consentement du Conseil.

Art. 50. — Les impôts au profit de l'Etat, sont votés annuellement.

Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an.

Art. 51. — Aucune émission de monnaie ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi qui en détermine l'emploi et en fixe le chiffre.

Art. 52. — Aucune pension, aucune gratification, aucune allocation, aucune subvention quelconque à la charge du Trésor public ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi.

Art. 53. — Le cumul des fonctions publiques salariées par l'Etat est formellement défendu, excepté celui des fonctions de l'enseignement secondaire ou supérieur.

Art. 54. — Les comptes généraux et le budget de chaque Secrétaire d'Etat doivent être annuellement soumis aux Chambres par le Secrétaire d'Etat des Finances au plus tard dans les huit jours de l'ouverture de la session législative.

Art. 55. — L'année administrative commence le 1<sup>er</sup> octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante.

Art. 56. — L'examen et la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous comptables envers le Trésor public sont confiés à la Chambre des comptes, dont les membres, au nombre de sept, sont nommés par l'Assemblée nationale.

Cette Chambre présente à la Chambre des Représentants et au Sénat un rapport sur les comptes généraux de l'Etat, au plus tard dans les huit jours de l'ouverture de la session législative.

#### TITRE V. — DE LA FORCE PUBLIQUE.

Art. 57. — Le contingent de l'armée est voté annuellement.

Art. 58. — Le recrutement de l'armée ne peut se faire que d'après le mode déterminé par la loi.



Art. 59. — Tout Haïtien de 21 à 50 ans inclusivement, qui ne sert pas dans la troupe soldée, doit faire partie de la garde nationale, sauf les exceptions établies par la loi.

#### TITRE VI. — DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Art. 60. — Le Pouvoir législatif, sur la proposition de l'une des deux Chambres ou du Pouvoir exécutif, a le droit de déclarer qu'il y a lieu de réviser telles dispositions constitutionnelles qu'il désigne.

Cette déclaration, qui ne peut être faite qu'à la fin d'une session, est publiée immédiatement dans toute l'étendue de la République.

En cas de désaccord des deux Chambres soit entre elles, soit avec le Pouvoir exécutif, la déclaration de révision sera publiée de la même façon, mais sous forme de projet avec l'exposé des motifs et les objections auxquelles elle a donné lieu.

Ces objections seront contenues dans un rapport rédigé et publié, soit par le Pouvoir exécutif si le Corps législatif a l'initiative de la déclaration de révision, soit par l'une des deux Chambres qui aura voté le rejet.

Art. 61. — A la session suivante, les deux Chambres, dès leur réunion et avant de procéder aux travaux législatifs, délibèrent sur la prise en considération de la déclaration de révision.

En cas d'admission, le Corps législatif statue sur les points soumis à la révision.

Art. 62. — La présente Constitution, qui abroge toutes les dispositions de loi qui lui sont contraires, sera publiée et exécutée dans toute l'étendue de la République.

#### TITRE VII. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 63. — L'inamovibilité des Juges est suspendue pour un an.

Art. 64. — L'Assemblée constituante exercera la puissance législative jusqu'à la réunion des Chambres.

Article unique. — Le citoyen François-Denys Légitime, élu le 16 décembre 1888, Président d'Haïti, pour sept ans, entrera en charge le 18 dudit mois pour en sortir le 18 décembre 1895.

Fait, à la Maison Nationale Constituante, à Port-au-Prince, le 16 décembre 1888, an 85<sup>e</sup> de l'Indépendance.

---

#### FRANCE

#### RAPPORTS RELATIFS A L'INCIDENT DE SAGALLO (1)

I. — Le contre-amiral Olry, commandant en chef la division navale du Levant, à M. le ministre de la marine et des colonies.

Port-Saïd, le 4 mars 1889.

Conformément aux ordres contenus dans votre télégramme du 8 février,

(1) *Journal officiel* du 4 avril. V. *Archives*, 1889, I, p. 354.

j'ai porté mon pavillon sur le *Seignelay*, et j'ai quitté Port-Saïd, le 11, avec ce bâtiment, pour me rendre à Obock, où je suis arrivé dans la soirée du 16 et où le *Primauguet*, le *Météore* et le *Pingouin* se trouvaient déjà au mouillage.

Je me suis aussitôt mis en communication avec le gouverneur qui m'a fait part des instructions qu'il avait reçues et m'a mis au courant de différentes démarches qu'il avait déjà faites en vue d'assurer la soumission d'Atchinof et de ses compagnons, établis à Sagallo. Toutes ces tentatives étaient demeurées infructueuses, et en raison de l'arrogance croissante d'Atchinof, en présence de ses procédés sommaires à l'égard des indigènes, au sujet desquels de nombreuses plaintes lui étaient déjà parvenues, le gouverneur, estimant qu'il y avait intérêt impérieux à mettre fin le plus tôt possible à une pareille situation, me demanda d'agir en conséquence.

Il me parut que les choses ne pouvaient rester en cet état sans compromettre sérieusement notre influence sur les populations environnantes, qui assistaient depuis un mois à notre longanimité et étaient sur le point de croire à notre faiblesse.

Je me décidai, en conséquence, à une action immédiate, suivant en cela les directions que vous m'aviez adressées, et je pris mes mesures pour que le lendemain matin Atchinof fût contraint à amener son pavillon.

A cet effet, le commandant du *Primauguet* reçut les instructions dont vous trouverez ci-joint copie (annexe n° 1), et le *Météore* appareilla aussitôt pour surveiller la côte pendant la nuit, avec ordre de rallier ensuite le *Primauguet*.

Ce dernier bâtiment partit le lendemain matin pour Sagallo, avec le gouverneur et le *Pingouin*. Quant au *Seignelay*, il dut rester au mouillage pour réparer une avarie survenue dans sa mise en train.

Le lendemain soir, 17 février, le *Météore* rentrait à Obock et m'apportait le rapport du commandant Véron, dont vous trouverez également une copie ci-jointe (annexe n° 2).

Les trois bâtiments s'étaient présentés vers midi devant l'ancien fort égyptien de Sagallo, sur lequel flottait le pavillon de commerce russe. Le gouverneur avait aussitôt fait remettre à Atchinof une dernière sommation, en lui laissant une demi-heure pour obéir; cette démarche n'avait amené aucun résultat, et le délai s'était écoulé sans qu'aucun indice de soumission se fût produit.

On a su, d'ailleurs, depuis, qu'Atchinof s'était bien gardé de communiquer cet ultimatum à ses compagnons, en vue de les entretenir dans l'erreur, ainsi qu'il l'avait fait jusque-là, au sujet de sa situation vis-à-vis des autorités françaises et de ses démêlés avec le gouverneur; il leur avait déclaré que nous venions le voir en amis, et s'était abstenu de toute autre explication.

Notre attitude cependant, et surtout la présence de plusieurs bâtiments réunis avaient alarmé un certain nombre de Russes qui sortirent alors du fort et se tinrent prudemment à l'écart; mais, ainsi qu'on l'apprit plus tard, les femmes et les enfants avaient été retenus de force dans le fort, où s'étaient également enfermés ceux qu'aveuglait leur confiance dans leur chef. Ces circonstances ne pouvaient toutefois pas être encore connues du commandant du *Primauguet*.

Il me paraît inutile, monsieur le ministre, d'insister davantage sur la

responsabilité encourue de ce chef par Atchinof qui, sachant qu'on allait tirer sur le fort, a fait tout ce qui dépendait de lui pour empêcher ses compagnons de se mettre à l'abri.

Aucune précaution n'avait cependant été négligée pour détromper ces malheureux et prévenir tout accident. Ainsi que vous l'avez sans doute déjà appris par les rapports de M. le gouverneur, plusieurs Russes se trouvaient déjà à Obock au moment de mon arrivée, soit qu'ils eussent volontairement déserté la troupe d'Atchinof, soit qu'ils eussent été faits prisonniers et livrés par les Danakils. J'avais fait embarquer ces hommes sur deux boutres, qui furent remorqués par le *Pingouin* jusqu'à Sagallo, où ils mouillèrent à quelques mètres de la plage, de façon à leur permettre d'entrer en communication avec les gens d'Atchinof, de les appeler et de leur donner asile s'ils se laissaient persuader.

Cet essai de dislocation n'eut, sans doute, pas tout l'effet qu'on pouvait souhaiter; une vingtaine de Russes, cependant, tant dans la journée du 17 que dans la matinée du 18, se réfugièrent à bord des boutres et quelques autres se jetèrent à la nage pour être recueillis par nos embarcations.

Le commandant Veron laissa s'écouler encore plus d'une demi-heure au-delà du délai assigné et ouvrit ensuite le feu. Le tir fut continué lentement, en le dirigeant sur la partie gauche du fort qui, ainsi que vous pourrez vous en rendre compte d'après les croquis ci-joints, ne paraissait pas occupée. La partie droite fut, au contraire, épargnée, à cause de l'indice d'habitation révélé par une tente qui s'élevait au-dessus des murailles : de plus, c'était de ce côté que leur église et une partie de leurs logements avaient été aménagés. Trois obus de 14 centimètres traversèrent successivement le mur de gauche. Cinq personnes furent tuées et quatre ou cinq blessées.

Enfin, on vit agiter un drapeau blanc. Bien que le pavillon russe n'eût pas cessé de flotter au-dessus du fort, le commandant du *Primauguet*, s'inspirant des recommandations de modération qu'il avait reçues, fit aussitôt cesser le feu et envoya un officier à terre. Alors seulement le pavillon russe fut amené. Quant aux injonctions qui lui avaient été adressées par le gouverneur, Atchinof maintint son refus de s'y soumettre. Il se déclara contraint par la force à amener son pavillon, mais ne consentit ni à remettre ses armes, ni à évacuer le fort.

Telle était la situation le soir du 17 février, au moment où le *Météore* avait quitté Sagallo pour me rejoindre à Obock. Le *Seignelay* ayant de son côté utilisé la journée écoulée pour réparer son avarie de machine, je pus appareiller le lendemain matin avec les deux bâtiments et rejoindre devant Sagallo le *Primauguet* et le *Pingouin* sur lequel le gouverneur était resté.

A mon arrivée, les Russes n'avaient pas modifié leur attitude de la veille; je décidai alors que les compagnies de débarquement seraient mises à terre et qu'elles contraindraient Atchinof et ses compagnons à une complète soumission.

Bien que ceux-ci, avisés de cette décision, eussent enfin pris le parti de prévenir le gouverneur, vers deux heures, qu'ils n'opposeraient aucune résistance et consentaient même à être transportés à Obock, je n'en maintins pas moins les ordres donnés, en vue d'assurer une exécution immédiate de l'évacuation du fort et le transport du personnel et du matériel à bord des bâtiments.

Les compagnies de débarquement prirent terre devant le fort à l'heure indiquée, sous le commandement de M. le capitaine de vaisseau Escande. Les Russes avaient disposé quelques armes en faisceaux devant la porte et se laissèrent désarmer sans résistance. Ils étaient au nombre de 175 dont 145 en état de porter les armes et le reste popes, femmes et enfants.

Il y avait, en particulier, parmi les premiers, trente Cosaques de l'Ukraine et une douzaine de Circassiens spécialement engagés pour le service militaire de la troupe. Les autres, à part les popes et quelques officiers, paraissaient plutôt être de pauvres artisans ou paysans. Bon nombre de ces gens ne cachaient pas leur satisfaction de voir leur expédition avoir ce dénouement. Aucun d'eux ne tenta de s'enfuir; ils savaient d'ailleurs que c'eût été folie d'y songer, la brousse et la plage étant déjà semées de Danakils armés, attirés par l'espoir de quelque aubaine, et dont les intentions à leur égard leur étaient déjà trop connus.

C'était même plutôt vis-à-vis des indigènes que contre les Russes, que les précautions militaires étaient les plus utiles. Aussi, le premier soin du commandant Escande fut-il de placer des postes autour du fort et de les relier par une ligne de factionnaires. Ces mesures assurèrent la protection des Russes et de leurs bagages et prévinrent tout délit.

Les médecins s'étaient portés, d'autre part et aussitôt débarqués, auprès des blessés de la veille qu'ils firent transporter à bord du *Primauguet*, où les soins les plus dévoués leur furent prodigués. On s'occupa ensuite d'embarquer la troupe d'Atchinof, qui fut partagée entre les différents bâtiments. Atchinof et sa femme furent déposés à bord du *Primauguet*, et on garda seulement à terre l'archimandrite et une quinzaine de gens désignés par lui en vue de les faire assister à l'embarquement du matériel et d'obtenir d'eux les renseignements nécessaires pour que rien ne fût oublié.

Ainsi que vous le verrez par le rapport du commandant Escande et le rapport annexe du lieutenant de vaisseau de Lapeyrère, dont les copies sont ci-jointes (annexes n<sup>os</sup> 3 et 4), cet embarquement était par lui-même assez délicat, en raison de l'impossibilité d'accoster les canots à la plage, où la mer brisait avec assez de force pour rouler à différentes reprises les embarcations légères qui faisaient le va-et-vient. Le matériel contenu dans le fort se composait principalement d'une grande quantité de caisses pesant peut-être ensemble une soixantaine de tonneaux, et pour la plupart très encombrantes et peu maniables.

Outre les bagages personnels, elles renfermaient une grande quantité d'armes et de munitions, de provisions de toute sorte, d'instruments aratoires ou autres, d'outils, de matériaux de construction ou de transport, etc., etc. Les plus grandes précautions furent prises pour préserver ce matériel pendant l'embarquement. Les équipages travaillèrent toute la nuit et pendant la matinée suivante, sous la direction de leurs officiers et le commandement de M. de Lapeyrère, qui avait relevé le commandant Escande dans la soirée. Invités à plusieurs reprises à faciliter ce travail, au moins par leurs indications, quelques-uns des Russes restés à terre concoururent à activer l'évacuation; mais la plupart d'entre eux, et en particulier l'archimandrite, ont paru se désintéresser des travaux exécutés sous leurs yeux, et n'ont songé qu'à dormir jusqu'au jour.

A neuf heures du matin, le 19 février, le fort et la plage étaient entièrement évacués, l'archimandrite et ses compagnons envoyés à bord des bâtiments et les derniers colis embarqués sur les embarcations. Avant de



m'éloigner, et sur la demande du gouverneur, je fis alors procéder à la destruction d'une partie du fort, dont la façade et le mât de pavillon se sont effondrés à neuf heures douze minutes, sous l'explosion de quelques kilogrammes de fulmi-coton.

Il ne me restait plus qu'à déposer ce personnel et ce matériel à Obock ; les bâtiments appareillèrent donc au fur et à mesure qu'ils étaient prêts et je me disposai à les suivre avec le *Seignelay*.

C'est au moment où je prenais les dernières dispositions pour quitter Sagallo, que le *Scorpion* a rallié mon pavillon. Je le renvoyai aussitôt à Obock, et je partis moi-même avec le *Seignelay* pour Tadjourah, où le gouverneur m'avait déjà précédé avec le *Pingouin*, en vue de donner des instructions au chef de la localité et de recueillir les Russes qui auraient pu être capturés par les indigènes.

Vers deux heures de l'après-midi, le *Seignelay* rejoignait le *Pingouin* devant Tadjourah, et je remettais au gouverneur votre télégramme du 16 au soir dont il me donnait aussitôt communication. Les indications qu'il contenait me sont, par suite, parvenues trop tard pour que j'aie pu m'y conformer, et je suis rentré le soir même à Obock où le personnel et le matériel embarqués ont été déposés à terre et remis à M. le gouverneur.

Les bâtiments avaient reçu l'ordre d'embarquer les réfugiés comme passagers à la ration. Pendant leur séjour à bord, ces hommes se sont montrés très dociles. Ils ont même tenu à me faire parvenir, avant leur débarquement, l'expression de leur reconnaissance pour les traitements dont ils avaient été l'objet. Seuls, Atchinof et sa femme ont conservé une attitude nettement hostile et n'ont pas cessé de se plaindre et de protester contre tous nos actes. Il est certain que ce personnage cherchera à travestir les faits et s'efforcera d'accréditer une version entièrement contraire à la vérité.

C'est ainsi qu'il a déjà fait signer par l'archimandrite plusieurs protestations rédigées en français par sa femme ; or cet archimandrite ne sait ni lire, ni écrire même en russe ! Il a, au surplus, lui-même reconnu la fausseté des allégations contenues dans ces pièces lorsqu'elles lui ont été traduites. Il est en fin de compte évident que dans toute cette affaire, bien que l'archimandrite fût le chef nominal de la mission, son autorité n'était qu'un masque au service d'Atchinof et que lui-même n'était qu'un jouet au service de ce dernier.

Le *Primauguet* a appareillé dans la soirée pour Aden, pour vous expédier un télégramme et pour y attendre vos ordres. Les membres de la troupe russe ont été logés à terre, mais Atchinof et sa femme, dont l'influence sur leurs compagnons paraissait dangereuse, ont été séparés d'eux et embarqués à bord du *Pingouin*. Sur la demande du gouverneur et en vue de prévenir tout conflit, j'ai envoyé à terre une section de la compagnie de débarquement pour concourir à l'exécution de ces mesures. Depuis ce moment, le gouvernement n'a plus eu besoin de mon concours.

Le *Primauguet* est revenu d'Aden le 24, à huit heures trente minutes. Les dispositions furent aussitôt prises de concert avec le gouverneur pour exécuter les mesures prescrites. Atchinof et ses compagnons furent embarqués avec leur matériel sur le *Primauguet* et le *Seignelay* qui quittèrent Obock le 25, à cinq heures et demie du soir.

Je suis arrivé sans incident à Suez, le 2 mars, avec le *Seignelay* et le *Primauguet*.

J'ai été aussitôt mis en relation par l'intermédiaire du consul de France avec le délégué russe, M. Ivanof, qui m'a annoncé que le croiseur *Zabiaka* était attendu le lendemain à Suez où il avait été envoyé pour prendre les membres de la troupe Atchinof.

Le 3 mars, à trois heures du matin, le *Zabiaka* arrivait à Suez et le transbordement des passagers et de leur matériel était effectué dans la matinée, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en rendre compte par un télégramme du même jour.

Je suis parti le soir pour Port-Saïd, et j'ai reporté aujourd'hui mon pavillon sur le *Vauban*.

Le *Primauguet*, n'étant pas muni de projecteurs électriques, n'a pu transiter de nuit dans le canal ; il arrivera sans doute demain à Port-Saïd.

Je suis avec le plus profond respect, monsieur le ministre, votre très obéissant serviteur.

Signé : L. OLRÉ.

#### ANNEXE I

##### Instructions remises au capitaine de vaisseau commandant le « *Primauguet* ».

Obock, le 16 février 1889.

Mon cher commandant,

Vous allumerez demain matin les feux en temps utile, et vous appareillerez à cinq heures. M. le gouverneur d'Obock prendra passage à votre bord.

Vous ferez route pour Sagallo, où M. le gouverneur entrera en communication avec le cosaque Atchinof et le sommerà de se soumettre aux injonctions du gouverneur.

Si Atchinof ne se rend pas à ces sommations, vous l'y contraindrez par la force.

Vous traiterez aussi humainement que possible les personnes inoffensives faisant partie de la troupe d'Atchinof, vous pourrez même, après entente avec le gouverneur et sur leur demande, leur accorder passage et les conduire à Obock.

Le *Météore*, qui croise cette nuit près de la côte, doit rallier au fort votre bâtiment et vous prêter son concours pour la durée de cette opération.

Signé : OLRÉ.

#### ANNEXE II

##### Rapport adressé par M. le capitaine de vaisseau, commandant le « *Primauguet* », à M. le contre-amiral, commandant en chef la division navale du Levant.

Sagallo, le 17 février 1889.

Amiral,

Conformément à vos instructions, j'ai quitté Obock à huit heures ce matin, me rendant à Sagallo et ayant à bord le gouverneur d'Obock, qui devait entrer en communication avec le cosaque Atchinof et le sommer d'amener le pavillon russe.

L'arrivée à Sagallo fut retardée par la nécessité d'attendre un boutre remorqué par le *Pingouin* et qui portait l'interprète indigène que le gouverneur avait choisi comme messager pour remettre à Atchinof la sommation écrite portant trois conditions :

- 1° Faire disparaître le pavillon russe ;
- 2° Evacuer le fort ;

3° Déposer à un endroit désigné, près du fort, les armes non nécessaires à la sécurité du parti.

A 1 heure 10, le boutre porteur de l'interprète, avec la sommation, a quitté le *Primauguet*.

A 1 h. 43, l'interprète débarquait, remettait la sommation et se rembarquait à 2 h. 07 sur le boutre, qui prenait le large.

En comptant de 2 h. 07 la remise de la sommation, le délai d'une demi-heure accordé à Atchinof pour se soumettre allait jusqu'à 2 h. 37.

A partir de cette heure, le pavillon russe n'étant pas amené, et la première condition n'étant pas remplie, il ne me restait plus qu'à contraindre par la force, suivant vos instructions, Atchinof à se soumettre.

De ma propre initiative, j'ai porté le délai de trente minutes fixé par le gouverneur jusqu'à 3 h. 19', soit à une durée de une heure douze minutes.

Le délai écoulé depuis la remise de la sommation (une heure douze minutes) devait avoir permis à Atchinof l'évacuation du fort par son monde.

Je voyais aux alentours du fort quelques personnes, dont plusieurs avaient des fusils.

A 3 heures 19, comme dernier avertissement, bien significatif, un coup de canon à boulet, tiré intentionnellement trop haut, envoyait un projectile par dessus le fort.

Le pavillon est resté en place.

Un dernier délai de cinq minutes environ a encore été accordé avant que le tir fût repris; tout le personnel du fort qui n'avait pas à prendre part à la résistance devait être évacué à ce moment.

Le tir a été repris, après cinq minutes, sérieux cette fois et dirigé sur les murailles du fort.

Un mouvement dans le pavillon a été observé; un instant il a été un peu abaissé, puis il a été rehissé.

A un certain moment nous avons vu quelques personnes s'échapper dans les broussailles; d'autres, armées de fusils, se retiraient sur la droite. On n'a tiré sur personne, ni mousqueterie, ni canons revolvers.

Un instant après, un drapeau blanc a été agité à l'extérieur du fort sur la droite.

Interruption immédiate du feu.

M. Receveur, enseigne de vaisseau, a été envoyé à terre avec une baleinière pour entrer en communication avec Atchinof.

Au moment où la baleinière débordait, le pavillon russe a été amené.

M. Receveur n'a pas vu Atchinof, mais seulement Mme Atchinof, qui s'exprime facilement en français et qui s'est donnée comme mandataire de son mari.

A la répétition des conditions imposées à Atchinof, sa femme a répondu qu'ils ne pouvaient se désarmer par crainte des indigènes.

Comme M. Receveur lui proposait de les recevoir à bord, il a été répondu qu'il ne pouvait abandonner sa mission.

Telle est la situation à l'heure actuelle, amiral, et j'attends votre arrivée à Sagallo.

M. Receveur a annoncé que les projectiles éclatés dans le fort avaient tué ou blessé plusieurs personnes.

Je décline formellement la responsabilité de ces malheurs et je la rejette tout entière sur Atchinof, qui, s'il avait eu le plus vulgaire sentiment d'humanité, les eût évités en faisant évacuer le fort par les personnes inoffensives, car il a eu tout le temps nécessaire pour cela.

Signé : VÉRON.

## ANNEXE III

**Rapport adressé par M. le capitaine de vaisseau commandant le « Seignelay » à M. le contre-amiral, commandant en chef la division navale du Levant.**

Obock, le 19 février 1889.

Amiral,

Ayant été chargé d'organiser l'embarquement du matériel contenu dans le fortin de Sagallo, j'ai l'honneur de vous rendre compte que cette opération a été exécutée avec le plus grand soin par les détachements de marins du *Seignelay*, du *Primauguet* et du *Pingouin*, sous la direction de leurs officiers. Afin de sauvegarder tous les intérêts, l'archimandrite et des délégués choisis par lui sont restés à terre jusqu'au dernier moment, et c'est sous leurs yeux que le travail a été accompli.

J'ai été relevé dans mon service par M. le lieutenant de vaisseau de Lapeyrère, second du *Seignelay*; j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint son rapport :

« Le soir, quand les Russes recueillis à bord ont appris qu'ils descendraient à terre demain matin, ils ont chargé spontanément un des leurs, le nommé Nicolas Alexieieff, de Batoum, de venir vous présenter les remerciements de tous pour les bons traitements dont ils ont été l'objet à bord du *Seignelay*; cet homme que vous m'avez chargé de recevoir, m'a déclaré, en outre, que ses camarades étaient très reconnaissants des soins apportés par nos hommes au travail d'embarquement des bagages, opération à laquelle il avait assisté en personne pendant tout le temps. »

Signé : ESCANDE. »

## ANNEXE IV

**Rapport de M. le lieutenant de vaisseau Boné de Lapeyrère, officier en second du « Seignelay ».**

Obock, le 19 février 1889.

Commandant,

Conformément à vos ordres, le 18 février, à huit heures du soir, j'ai continué l'évacuation du fortin de Sagallo et l'embarquement du matériel appartenant aux Russes de la mission Atchinof.

Les opérations, rendues délicates par la difficulté de l'accostage des embarcations, ont été faites avec les plus grandes précautions et tous mes efforts ont eu pour but la conservation du matériel très encombrant et peu maniable. Une garde armée n'a pas cessé de veiller durant toute la nuit et jusqu'à l'évacuation complète afin de tenir écartés les maraudeurs indigènes qui étaient du reste très nombreux. Aucun d'eux n'a pu pénétrer en dedans de nos lignes de surveillance.

Quinze Russes seulement, les seuls restant à terre à partir de huit heures, parmi lesquels l'archimandrite, ont assisté à ces diverses opérations et ont été non-seulement admis, mais même invités, par mes ordres, à veiller sur les divers objets. Quelques-uns ont donné des renseignements qui ont permis d'activer l'évacuation, mais la plupart et en particulier l'archimandrite ont paru se désintéresser des travaux exécutés sous leurs yeux et sont restés endormis jusqu'au jour.

L'embarquement des bagages de Mme Atchinof a été fait au jour seulement, avec des précautions toutes particulières et d'après les indications d'un jeune Russe qui m'a dit avoir la confiance de son chef et la garde de son bagage personnel.

Le 19 février, à huit heures du matin, le fort ne contenait plus rien, les hommes du *Primauguet* et les derniers Russes étaient embarqués et dirigés sur le *Primauguet*. Il restait encore sur la plage quelques objets et en particulier, les bagages d'un nommé Nicolas Alexieieff que je gardais près de moi pour qu'il pût assister à l'embarquement des derniers colis.



Pendant ce temps, conformément aux ordres de l'amiral, M. le lieutenant de vaisseau Ballé prenait les dispositions pour faire miner la porte du fortin, et à neuf heures douze minutes la plage et le fortin étant absolument évacués, l'explosion se produisit.

Le nommé Nicolas Alexicieff assista à cette explosion et tint à se rendre compte par lui-même des dégâts produits.

Quelques minutes avant onze heures, les dernières embarcations accostaient le *Seignelay*, où je vins rendre compte verbalement de ma mission.

Signé : DE LAPEYRÈRE.

---

## II. — Le contre-amiral Olry, commandant en chef de la division navale du Levant, à M. le ministre de la marine.

Port-Saïd, le 6 mars 1889

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme d'hier soir, par lequel je vous ai annoncé l'envoi d'un rapport supplémentaire au sujet de l'affaire de Sagallo.

Par mon rapport du 4 de ce mois, je vous ai déjà fait connaître les raisons qui m'avaient engagé, dès mon arrivée à Obock, à contraindre immédiatement Atchinof à se soumettre et à évacuer notre fort.

Relativement au choix des moyens que j'ai employés, je crois devoir vous exposer les considérations qui suivent et me paraissent répondre plus spécialement à la demande contenue dans votre télégramme d'hier.

Si j'ai tout d'abord écarté l'idée d'un débarquement en armes, c'est parce que les dispositions connues d'Atchinof me donnaient lieu de croire que la mise à terre des compagnies de débarquement amènerait un conflit. Or, une fois le premier coup de fusil tiré, il eût été bien difficile d'arrêter l'effusion du sang, et les victimes eussent été certainement nombreuses de part et d'autre, car notre débarquement eût dû s'effectuer dans de mauvaises conditions, tandis que les gens d'Atchinof étaient retranchés derrière des murs percés de meurtrières.

En procédant comme je l'ai fait, j'ai eu précisément en vue d'éviter ces conséquences. Atchinof prévenu, on lui laissait le temps nécessaire, non-seulement pour se soumettre, mais encore pour se mettre à l'abri, lui et ses compagnons, dans le cas où il persévérerait dans sa résistance illégale. Ainsi donc, dans ces deux hypothèses contraires, le résultat devait être également obtenu et cela sans qu'il y eût de sang répandu.

Si, d'autre part, le lendemain, la menace d'un débarquement en armes est devenue un moyen d'action efficace, cela est uniquement dû à l'effet moral produit par l'action de la veille. A ce moment, nous n'avions plus devant nous qu'un chef dont le prestige était détruit, et qu'une troupe disloquée, incapable d'obéir à un ordre. Il est hors de doute que, la veille, la même démonstration eût amené un résultat tout différent.

En résumé, toutes les mesures avaient été prises pour dissuader Atchinof et ses compagnons d'une vaine résistance et pour recueillir ceux qui viendraient à nous. Tout le temps nécessaire avait été donné pour permettre d'évacuer le fort, tout devait nous faire croire qu'il ne pouvait y rester que des gens résolus à pousser la résistance jusqu'au bout. En tirant un coup de canon intentionnellement trop haut et en laissant s'écouler un assez long délai avant de continuer le feu, on devait lever tous les doutes chez Atchinof et ses compagnons ; ils pouvaient se convaincre de notre inten-

tion bien arrêtée d'agir par la force. S'ils avaient, à ce moment, amené leur pavillon, tout était dit. En tirant ensuite coup par coup à de longs intervalles, on était prêt à s'arrêter au premier signe de soumission de leur part. Ils avaient donc tous les moyens, d'abord d'empêcher tout accident et ensuite d'arrêter à volonté notre action.

Il me paraît impossible de prendre des mesures plus humaines. Si elles n'ont pas eu tout le succès désirable, c'est à Atchinof qu'il faut s'en prendre.

Signé : L. OLRV.

### III. — Le contre-amiral Olry à M. le ministre de la marine et des Colonies.

Port-Saïd, le 8 mars 1889.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les Russes de la mission Atchinof ont été débarqués hier du croiseur *Zabiaka* et embarqués sur un paquebot de la Compagnie impériale russe, qui est aussitôt parti pour les Dardanelles. Atchinof et sa femme, l'archimandrite et quelques Circassiens ont seuls été gardés à bord du bâtiment de guerre, qui a appareillé quelques instants plus tard pour la même destination.

Je ne crois pas inutile de vous signaler, à cette occasion, qu'en se rendant à bord du paquebot, tous les membres de la mission se sont découverts en passant le long du *Seignelay* et du *Primauguet*. Cette démonstration, toute spontanée et autour de laquelle de nombreux faits isolés viennent se grouper, peut être considérée comme un reflet des sentiments dont ces gens sont animés à notre égard et du souvenir qu'ils gardent des procédés dont ils ont été l'objet à bord de nos bâtiments. Elle peut également être mise à l'appui de l'opinion dont je vous ai fait part dans un précédent rapport, et suivant laquelle le plus grand nombre des compagnons d'Atchinof auraient accueilli la fin de l'expédition avec un véritable soulagement.

Signé : OLRV.

### IV. — Le capitaine de vaisseau commandant le « Primauguet, » à M. le vice-amiral commandant en chef, préfet maritime.

Brest, le 27 mars 1889.

Amiral,

En réponse à la communication que vous m'avez faite, d'une dépêche ministérielle du 23 mars, relative à des actes de pillage qui auraient été commis à Sagallo par des marins placés sous les ordres de l'amiral Olry, j'ai l'honneur de vous présenter les observations et réflexions suivantes que m'inspire la lecture du document communiqué.

L'accusation de pillage est absolument injuste, et rien n'a pu la motiver.

Dans le déménagement du matériel de la troupe Atchinof du fort de Sagallo, nos hommes ont montré au contraire beaucoup de dévouement ; presque nus, travaillant dans l'eau pour transporter des colis du rivage dans nos youyou qui les transbordaient dans les canots et chaloupes, qui ne pouvaient accoster la plage, ils ont accompli toute la nuit un travail très pénible.

Les Russes qui se trouvaient là en étaient étonnés et les engageaient même à ne pas se donner tant de mal pour beaucoup d'objets de très peu de valeur.

J'ai assisté, à bord du *Primauguet*, à la naissance de la campagne, à d'injustes réclamations entreprises par Atchinof. L'archimandrite, homme qui paraît bon, mais faible, s'y est associé sous l'inspiration de celui-ci, quoique l'impression générale de la troupe Atchinof fût qu'ils étaient traités avec égard et même sympathie.

L'amiral Olry, mis au courant des plaintes d'Atchinof, a fait prendre des renseignements sur ce qui s'était passé à terre, et a constaté que les accusations de pillage étaient calomnieuses.

Avec sa haute autorité, l'amiral Olry pourra confirmer ce que j'avance ; mais sa dénuégation au sujet du pillage ne pourra être plus énergique que la mienne.

J'ai pour garant le témoignage de quatre officiers du *Primauguet* qui, concurremment avec des officiers du *Seignelay*, ont assisté au démenagement des bagages de la troupe Atchinof.

Quant au témoignage spécial de l'archimandrite, qui a, paraît-il, affirmé avoir constaté *de visu* des actes répréhensibles de pillage, la vérité est que ce religieux, pendant ces opérations d'embarquement, a semblé indifférent à tout ce qui se passait autour de lui.





## QUATRIÈME PARTIE

---

# CHRONIQUE

---

### ALLEMAGNE

Le Reichstag a discuté, le 15 mars, le budget supplémentaire pour la réorganisation de l'artillerie et de la marine, budget qui se monte à 27 millions. Pour une partie, on aura recours à l'emprunt ; 9 millions seront demandés à un supplément de contributions matriculaires à payer par les divers Etats de l'Empire.

M. de Bennigsen demande l'examen de ce projet de budget supplémentaire par une commission.

M. Richter se demande où l'on s'arrêtera. Cette demande de crédits supplémentaires est motivée principalement par une augmentation du personnel de l'artillerie : 52 officiers, 3,000 hommes et 4,000 chevaux. On fait prévoir, de ce chef, la construction de nouvelles casernes d'artillerie. Ne va-t-on pas demander bientôt de nouvelles batteries ? C'est le système de la vis sans fin, que l'on serre toujours.

Cependant, la situation militaire est meilleure qu'il y a deux ans. L'augmentation d'effectif de 40,000 hommes en France, qui était projetée en 1887, n'a pas eu lieu. Il y a eu à peine une augmentation de 18,000 hommes, et Boulanger n'est plus ministre.

Les attelages d'artillerie sont plus nombreux, dit-on, en France et en Russie qu'en Allemagne. Avec le projet actuel, ces deux pays seront, il est vrai, distancés ; mais ils auront recours à de nouvelles augmentations pour être à jour. Cela peut aller indéfiniment. On devrait s'en tenir au septennat et compenser l'augmentation des dépenses de matériel par une réduction de l'effectif de paix.

M. Richler se prononce contre la séparation du commandement en chef et de la haute administration de la marine. Ce sera une source de conflits, et on ne remédiera pas à cette situation en confiant le commandement à un prince du sang.

Les conservateurs, comte Behr et de Helldorf, appuient le projet.

M. Bebel (démocrate-socialiste) demande à quoi servent les alliances de l'Allemagne, puisqu'il faut armer sans cesse ! Il rappelle les embarras financiers de l'Italie et fait un tableau des plus sombres de la prochaine guerre où 14 millions de soldats se combattront à outrance avec les armes les plus redoutables. Les cris de douleur et les larmes des mères, des sœurs et des femmes protesteront contre le système actuel, qui s'écroulera. La prochaine guerre sera la dernière de toutes.

M. Windthorst fait ressortir que le Reichstag a dû concéder pour sept ans les dépenses pour l'armée, tandis que le gouvernement n'a contracté aucun engagement et présente continuellement de nouvelles demandes de crédits.

« Le peuple, dit M. Windthorst, demande avec insistance qu'on soit mesuré

dans les dépenses militaires. Il faut donc que la commission examine sérieusement s'il ne serait pas possible de satisfaire les vœux du pays dans cette circonstance. »

Quant à la séparation de l'administration et du commandement de la marine, l'orateur trouve qu'elle est insuffisamment justifiée.

Le ministre de la guerre Bronsart de Schellendorff fait remarquer que le projet de loi ne rendra pas les attelages d'artillerie supérieurs comme nombre à ceux de la France et de la Russie.

Le septennat est maintenu dans son organisation, mais cela n'exclut pas la nécessité de certaines dépenses supplémentaires.

On a parlé d'une vis à pression continue, mais, en Allemagne, cette vis est plus facile à tourner qu'ailleurs. (Hilarité.) Personne n'aura le courage de demander que l'Allemagne affaiblisse son système militaire et compromette les succès des dernières années. C'est en étant bien préparé et redoutable que l'on épargnera le mieux aux femmes, sœurs et mères allemandes, les douleurs prédites par M. Bebel. En terminant, le ministre cite le vieux proverbe allemand : *Wehrlos, ehelos* (Sans armes, sans honneur).

Le contre-amiral Heusner et M. Richter entrent dans une assez longue discussion sur les mérites respectifs de l'ancienne et de la nouvelle organisation de l'administration supérieure de la marine.

M. Bebel reprend deux fois la parole pour développer la pensée de son premier discours. Il proteste contre l'imputation du ministre de la guerre de vouloir désarmer l'Allemagne en face de ses voisins. Il voudrait seulement que la politique de l'empire s'appliquât à rendre inutile le système actuel de paix armée qui est insoutenable. L'état actuel provient surtout de l'issue de la guerre 1870-1871, c'est-à-dire de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Si l'on avait renoncé à cette annexion, il eût été possible de rétablir des rapports amicaux entre la France et l'Allemagne.

« Je réponds au ministre, dit M. Bebel à la fin de la séance. Certainement, j'ai le courage de demander à l'Allemagne de renoncer d'abord à serrer la vis et ensuite d'établir de meilleures relations avec ses voisins et en premier lieu avec la France. Cela ne peut plus continuer ainsi. Je sais bien aussi ce qu'il y aurait à faire. Mais, comme je suis certain que mes projets soulèveraient seulement l'hilarité, je ne m'explique point. » (Rires.)

Le Reichstag vote la proposition de M. de Bennigsen renvoyant à l'examen d'une commission le projet de budget extraordinaire pour l'artillerie et l'administration de la marine.

La discussion a repris dans la séance du 21 mars.

Au cours de la discussion du budget supplémentaire de la guerre, M. de Ellrichshausen (parti de l'empire) remercie le gouvernement d'avoir, en proposant les mesures en discussion, contribué à la défense des frontières.

M. Richter déclare ne pas pouvoir voter les dépenses extraordinaires que nécessitera l'augmentation des attelages de l'artillerie. Le gouvernement, dit l'orateur, n'a pas essayé de compenser ces dépenses par des économies sur d'autres chapitres, soit en augmentant le nombre des congés dans l'infanterie, soit en convoquant les recrues à une date postérieure, ou autres mesures analogues.

A propos du supplément du budget motivé par le projet de séparation du commandement supérieur de la marine et de l'administration de ce département, M. de Franckenstein (centre) déclare que lui et ses amis voteront contre la réforme, dont ils ne voient pas l'urgence. On pourra très bien attendre le prochain exercice budgétaire.

M. Richter reprend la parole pour combattre la réorganisation proposée. La division des pouvoirs (commandement, administration) a déjà existé de 1861 à 1870 ; elle a eu les résultats les plus fâcheux. Beaucoup de questions sont à la fois du ressort du commandement et du ressort de l'administration. Scinder les deux pouvoirs, c'est préparer le terrain à de continuelles conflits.

Une institution analogue à celle que l'on veut créer n'existe pas en Angleterre, où la marine est cependant une puissance. L'orateur, faisant allusion au projet de confier le commandement supérieur de la marine au frère de l'empereur, conclut ainsi : « La séparation ne me semble nullement motivée par les besoins de l'administration ; elle me paraît répondre plutôt à certaines considérations personnelles. On ne dit pas si le domicile du futur commandant supérieur sera à Berlin ou à Kiel (séjour du prince Henri). S'il est à Kiel, comme on peut le supposer, il n'y aura pas de rapports directs entre le commandement supérieur et l'administration supérieure, ce qui ne simplifiera pas les affaires. Nous voterons contre le projet. »

Le contre-amiral Heussner défend le projet en disant que les conflits signalés par M. Richter dans l'organisation d'avant 1870 n'existeront pas, la réforme actuelle assurant la haute main au commandement supérieur et laissant à l'administration des attributions purement exécutives.

M. de Bismarck parle en faveur du projet et appuie sur l'urgence : « Certes, je ne désire pas que l'application de ces mesures soit urgente, car l'urgence voudrait dire que les prévisions de paix, que nous avons maintenant, nous auraient trompés. L'organisation de 1861 à 1870 n'a pu subsister que grâce à l'esprit d'abstention en matière militaire d'un chancelier qui a le culte de l'armée.

« Le chancelier de l'empire a devant lui deux administrations bien distinctes : le commandement, qui est entre les mains de l'empereur, en paix comme en guerre ; puis, l'administration proprement dite, le ressort financier, qui est en relations intimes avec le chancelier, lequel, à son tour, ne peut bouger sans l'assentiment du Reichstag. Dans ces conditions, vous accorderez que la séparation des pouvoirs est très désirable pour bien fixer, et les droits de l'empereur, et ceux du Reichstag vis-à-vis de l'administration. Le commandement de la marine doit être, à mon avis, une personnalité militaire trop élevée pour qu'elle doive dépendre en quoi que ce soit du chancelier et de ses arrêtés.

« La réunion des deux pouvoirs était possible tant que notre marine était à l'état embryonnaire. Aujourd'hui qu'elle a pris un grand développement, le commandement absorbe les forces d'un homme. Il n'a le temps de s'occuper ni d'administration ni de responsabilité vis-à-vis de la chancellerie.

« La situation actuelle est anormale. C'est comme si un ministre de la guerre, responsable envers le Landtag et le Reichstag, était en même temps commandant effectif d'un corps d'armée.

« C'est dans l'intérêt du Reichstag et conformément à la Constitution que le chancelier demande la séparation des pouvoirs. Si on avait eu affaire à un chancelier autoritaire (Hilarité.), il y aurait eu des conflits permanents.

« Si le projet était repoussé, le chancelier déclinerait toute responsabilité et confierait l'administration de la marine à un remplaçant. »

M. de Frankenstein déclare qu'après les explications de M. de Bismarck le centre renonce à son opposition et votera pour le projet.

M. Richter dit que la droite n'est partisan du projet que depuis qu'elle connaît l'opinion de l'empereur, qui désire diviser les pouvoirs. Si cette théorie devait prévaloir, le Reichstag ne serait plus qu'un rouage inutile.

Le prince de Bismarck réplique que la théorie de M. Richter n'est pas soute-

nable. On pourrait dire avec tout autant de raison : « Si nous n'avions qu'un Reichstag, nous pourrions nous dispenser d'avoir un empereur. » M. Richter n'estime pas à sa juste valeur l'autorité de l'empereur. Dans l'espèce, il s'agit purement et simplement de rendre applicables à la marine des règlements dont l'efficacité a été prouvée dans l'armée de terre.

Dans l'armée comme dans la marine, l'empereur reste chargé du commandement en chef, et il a aussi sous ses ordres l'amiral commandant, de même qu'il est placé au-dessus du général commandant dans l'armée.

Le projet est voté à une grande majorité. Les progressistes et quelques membres du centre ont voté contre.

Un nouveau *Livre blanc* a été distribué sur les affaires de Samoa. On y trouve tout d'abord un rapport du consul allemand à Apia, daté du 31 janvier 1889, et relatif à la situation à Apia depuis le 1<sup>er</sup> janvier, avec des détails sur le pillage des plantations allemandes, l'incendie du consulat allemand et la proclamation de l'état de guerre.

Entre autres pièces, se trouve la correspondance échangée entre le commandant allemand de l'*Adler* et les commandants des navires américains *Royalist* et *Nipsic*, au sujet de la proclamation sommant les indigènes de livrer leurs armes.

Le recueil se termine par une communication du prince de Bismarck au consul général allemand, M. Stuebel, datée du 9 mars.

M. de Bismarck désavoue formellement la conduite du consul Knappe et lui inflige un blâme sévère pour avoir voulu appliquer l'état de guerre aux citoyens anglais et américains et avoir ordonné l'arrestation et la détention, à bord de l'*Adler*, d'un sujet anglais. Si M. Knappe a déclaré, à plusieurs reprises, qu'il était autorisé à proclamer l'état de guerre sur tout le territoire de l'île indistinctement, ou même à déclarer la guerre aux indigènes, il a commis un abus de pouvoir, ou il a agi en vertu d'un grave malentendu. Le roi Matasese, reconnu comme souverain légitime par l'Allemagne, était en paix avec l'empire, et, selon le droit des gens, sa souveraineté reconnue couvrait les étrangers, vivant dans son Etat, de toutes les suites de l'état de guerre.

Le consul Knappe a manqué du sang-froid et du calme qui sont la première condition des relations internationales.

L'état de guerre ne devait s'appliquer qu'aux insurgés, mais, en aucun cas, aux ressortissants d'autres nations, avec lesquelles l'Allemagne entretient de bonnes relations.

Le chancelier rejette la proposition de M. Knappe, concernant l'annexion de Samoa, comme contraire à la ligne de conduite politique de l'Allemagne.

La dépêche conclut ainsi :

« Les considérations du rapport, disant que l'annexion du groupe d'îles serait bien accueillie des indigènes de Samoa, et que cependant il y a bien peu de chances de soumettre les rebelles, paraissent se combattre ou manquent de sens pratique, car un changement de la situation politique de Samoa, sans l'assentiment de l'Angleterre et des Etats-Unis, ne peut être effectué par traité. Je ne puis comprendre que M. Knappe soit encore revenu sur ses idées d'annexion, quand sa collaboration au ministère des affaires étrangères, ses instructions et la correspondance qu'il avait récemment échangée avec le département devaient lui démontrer que tout désir d'annexion était en contradiction directe avec la pensée qui guide la politique impériale.

« Je vous prie donc de vous abstenir de toutes négociations à ce sujet et d'attendre des instructions ultérieures. »

Le *Livre blanc* publie les protestations des autorités anglaise et américaine contre les agissements de M. Knappe ; mais il ne contient rien sur les excuses qui auraient été faites par le capitaine de l'*Adler* au sujet de la détention d'un citoyen anglais.



## BELGIQUE

Le ministère des affaires étrangères a fait afficher dans toutes les villes et les communes un avis pour mettre en garde les populations contre les individus qui parcourent la Belgique, engageant leurs compatriotes à émigrer, leur dépeignant la vie dans les contrées d'outre-mer sous des couleurs trompeuses, et faisant auprès des campagnards et des ouvriers l'office d'agents racoleurs, sans s'inquiéter s'ils possèdent ou non les qualités et les conditions nécessaires pour réussir dans l'expatriation. Il en est qui, pour mieux capter la confiance, se parent d'un titre consulaire usurpé.

Les personnes qui sont disposées à émigrer commettent la plus grave des imprudences en acceptant, sans les contrôler, les dires de ces racoleurs.

Comme le rappelle l'avis aux populations, il existe des bureaux de renseignements, établis dans chaque chef-lieu de province, où chacun peut trouver de précieuses informations.

Le Gouvernement a recueilli par les consuls des renseignements sur les pays où l'on émigre le plus habituellement et en a dressé des tableaux, mis à la disposition du public dans ces bureaux.

On émigre, en effet, beaucoup en Belgique. Il y a même un accroissement considérable. D'après les statistiques officielles, il y avait comme émigrants belges en 1885 : 1,286 personnes, dont une seule pour l'Amérique du Sud ; en 1886, 2,048 (dont 282 pour l'Amérique du Sud), et en 1887, 3,324 (dont 286 pour l'Amérique du Sud). Nous voyons ce chiffre s'élever pour 1888 à 7,794 (dont 4,724 pour l'Amérique du Sud), et la progression s'accroître surtout à partir du dernier trimestre de l'année, pendant lequel il est parti 4,548 Belges (pour l'Amérique du Sud, 4,144). Pour le mois de janvier de la présente année, les départs se chiffrent déjà par plusieurs milliers.

## ÉTATS-UNIS

Le nouveau président, M. Harrison, a pris possession de la Maison-Blanche le 4 mars. Voici les parties principales de son message :

La période d'exercice du pouvoir présidentiel, qui s'ouvre aujourd'hui, est la vingt-sixième depuis l'établissement de la Constitution, et Washington est entré en fonction le 30 avril 1789.

La nation a déjà célébré le centenaire de la déclaration d'indépendance, celui de la bataille de York-Town et de l'adoption de la Constitution. Il lui reste encore à célébrer le centenaire de l'institution du pouvoir judiciaire qui a été dévolu à la Cour suprême. Après cette cérémonie, la nation comptera véritablement un siècle d'existence.

La population du territoire de Dakota est actuellement plus considérable que ne l'était, à l'origine, celle de chacun des Etats confédérés (Virginie exceptée) et elle dépasse le chiffre total des habitants des cinq plus petits Etats de l'Union en 1790. Le centre de la population, qui se trouvait à l'est de Baltimore, s'est avancé progressivement vers l'ouest. En 1880, il se trouvait près de Cincinnati ; le prochain *census* montrera qu'il a continué à marcher dans cette même direction.

Ainsi le territoire s'est étendu, la population s'est développée, la richesse publique aussi. La prospérité nationale a profité à la masse du peuple qui est mieux nourrie, mieux habillée, mieux logée qu'elle ne l'était autrefois. L'instruction populaire a été élargie et plus répandue ; l'influence de la religion a été fortifiée ; la bienfaisance fait des progrès ; on estime davantage la tempérance. Cependant il reste encore beaucoup à désirer. Mais, d'une manière générale, en travaillant, il est maintenant beaucoup plus facile qu'il y a cent ans de se procurer une part de bien-être.

La politique protectionniste a été tout d'abord nécessitée par la politique commerciale de la mère-patrie qui cherchait à arrêter le développement de notre marine commerciale et à empêcher ou à retarder la croissance de nos manufactures, de façon à s'assurer le marché américain et le monopole de ses transports. Le patriotisme de notre population a été ainsi amené à déployer toute son énergie pour équiper la jeune République et la mettre à même de défendre son indépendance, en permettant à ses habitants de ne compter que sur eux-mêmes. Aujourd'hui, nous voyons, à la fin du siècle, revivre le même patriotique intérêt, engagé au maintien et au développement de nos industries domestiques et à la défense de nos populations travailleuses que menace la concurrence étrangère, et il y a là un incident digne d'attention : ce n'est pas une direction nouvelle, c'est un retour à une direction ancienne.

L'esprit de protection n'a pas été universel dans ce pays, il ne se dessinait d'abord que dans certains Etats ; cela tient à ce que l'esclavage n'a existé que dans quelques-uns d'entre eux. Sans cela, il n'y aurait eu aucune raison pour que les Etats où l'on cultive le coton ne marchent pas côte à côte avec ceux de la Nouvelle-Angleterre où on le file. C'est cette seule raison qui a retardé le développement des ressources minérales dans les Etats montagneux de l'ouest. Les fourneaux des manufactures se sont allumés au bûcher de l'esclavage. La proclamation de l'émancipation a été entendue dans les profondeurs de la terre, les hommes sont devenus libres, en même temps que les choses devenaient nos esclaves soumis. Dans la discussion du tarif, les préoccupations d'ordre sectionnel (c'est-à-dire provenant de la distribution dans le pays de l'esprit protectionniste) ont été écartées. Nous n'avons plus d'Etats qui ne soient nécessairement que des Etats agricoles ; aucun d'eux ne rencontrera d'obstacle dans la tendance naturelle à s'approprier les divers moyens de richesse et de satisfaction. Chaque nouvelle mine, chaque nouveau fourneau, chaque nouvelle manufacture accroît la capacité productive de l'Etat d'une façon plus efficace que ne ferait l'adjonction d'un Territoire. Est-ce que les préjugés et la paralysie de l'esclavage continueront à se pendre aux jupes du progrès ? J'envisage avec espoir le maintien du système protectionniste et le développement qui s'en suivra des manufactures et de l'industrie minière dans des Etats jusqu'ici entièrement agricoles ; j'y vois une puissante influence pour la parfaite unification de notre population.

J'ai déjà rejeté l'idée d'une politique spéciale de l'Exécutif dans quelque branche que ce soit. L'Exécutif a pour devoir de promulguer et de mettre en vigueur par les méthodes et avec les moyens d'exécution qu'a établis la Constitution les lois votées par le Congrès. Ces lois sont générales, et leur promulgation et leur application doivent être égales et uniformes. De même qu'un citoyen ne doit pas choisir entre les lois celles auxquelles il obéira, de même l'Exécutif ne doit pas choisir lesquelles il mettra en vigueur. Obéir et exécuter, cela s'applique à la Constitution tout entière et aux lois votées conformément à la Constitution.

Une communauté qui, par une entente secrète ou publique de certains de ses membres, dénie à une portion d'entre eux l'égalité des droits que leur concède la loi, cette communauté abat la seule barrière sûre de l'ordre social et de la prospérité. Il résulte de cette conduite deux sortes de maux. Elle démoralise ceux qui la pratiquent et elle détruit la foi de ceux qui souffrent de l'impuissance de la loi à les protéger. D'autre part, un expédient illégal ne peut pas devenir une règle permanente de gouvernement. Si les classes instruites et influentes de la communauté ou pratiquent ou tolèrent une violation systématique des lois, que peuvent-elles espérer le jour où les classes ignorantes auront recueilli cet enseignement que le bon plaisir ou l'intérêt d'une classe est une cause suffisante pour ne pas respecter la loi ? Il n'y a pour attirer le travail honnête et les capitaux qu'une communauté où la loi est la règle et où ce sont les tribunaux, non la foule, qui l'appliquent.

Nos lois sur la naturalisation devront être amendées de façon à exiger une enquête plus exacte et plus approfondie sur le caractère des personnes qui demandent le titre de citoyen des Etats-Unis. Nous le leur conférons actuellement sans rien savoir de leur *habileté* à le posséder et ils en acceptent les charges sans savoir ce qu'elles sont. Les privilèges de ce titre sont si grands et les devoirs si lourds qu'il peut être bon d'exiger une connaissance suffisante de nos institutions de la part de ceux qui le sollicitent, comme aussi de les connaître eux-mêmes personnellement. Nous ne saurions cesser d'être accueillants pour les immigrants, et, en même temps, nous ne saurions continuer à nous désintéresser de la qualité de ces immigrants. Il faut que les hommes de toutes races, dont la venue est un fardeau pour nos revenus ou une menace pour l'ordre, soient discernés et exclus.

Nous avons, jusqu'à présent, évité toute intervention dans les affaires européennes, nous sommes restés les spectateurs désintéressés de leurs compétitions diplomatiques.

Nous sommes seulement restés prêts à offrir nos bons offices pour faciliter le maintien de la paix. Jamais nous n'avons cherché à imposer nos conseils ; jamais nous n'avons tenté de mettre à profit les difficultés des autres puissances dans le but d'obtenir pour nous-mêmes des avantages commerciaux.

Il est si manifestement incompatible avec notre tranquillité et notre sécurité qu'un canal reliant nos côtes de l'Est et de l'Ouest, soit soumis à l'autorité de quelqu'un des Gouvernements étrangers, que nous pouvons en toute confiance admettre qu'aucune puissance amie ne nourrit un dessein de cette nature.

A l'avenir comme par le passé, nous emploierons tous nos efforts à maintenir, à étendre nos relations amicales avec toutes les grandes puissances, mais elles ne sauraient attendre de nous que nous envisagions déboussairement un projet qui nous rendrait sujets à une observation et à un voisinage hostiles.

Nous n'avons pas cherché à dominer ni à absorber des voisins plus faibles que nous. Nous avons donc un droit bien évident de compter qu'aucun Gouvernement européen n'essayera d'établir des dépendances coloniales dans ces Etats américains indépendants. Il ne faudrait pas cependant supposer que nous soyons si exclusivement Américains, que nous restions entièrement inattentifs à ce qui se passe ailleurs. Nos compatriotes, établis pour des raisons de commerce dans tous les pays continentaux et dans un grand nombre d'îles, doivent sentir leur personne et leurs droits convenablement protégés.

Des ports, des stations de charbon utilement placés, nous sont nécessaires. Mais nous avons le devoir de ne chercher à obtenir ces privilèges que par des moyens pacifiques, quelque faible que puisse être le Gouvernement duquel nous aurions à les solliciter. Seulement, une fois que nous les aurons obtenus par ces moyens, dans un but parfaitement en harmonie avec nos dispositions les plus amicales à l'égard des autres puissances, notre consentement deviendra indispensable pour toute modification des concessions dont il s'agit.

Nous ne manquerons jamais au respect du pavillon des puissances amies et des justes droits de leurs nationaux. Nous ne faillirons pas davantage à exiger un traitement semblable pour nous-mêmes.

Le calme, la justice, la considération, telles sont les qualités qui doivent caractériser notre diplomatie.

Les services d'une diplomatie intelligente ou d'un arbitrage amical doivent pouvoir amener le règlement pacifique de toutes les difficultés internationales.

Un service honorable, sous les auspices d'un parti politique, ne saurait certainement être un titre à une disgrâce pour les fonctionnaires publics, mais en aucun cas, le service de l'Etat ne servira d'abri aux négligents, aux incompetents et aux coupables. Tous les fonctionnaires publics qui, par leurs fonctions, sont soumis aux lois sur le service civil, seront astreints à en observer les dispositions pleinement et sans aucun échappatoire. Et outre cela, qui est évident,



j'ai le ferme espoir de faire quelque chose de plus pour assurer la réforme du service civil. L'idéal, ou même seulement mon propre idéal, je ne l'atteindrai probablement pas. Nous ne serons, j'en ai la conviction, capables d'établir le service civil sur une base où l'esprit de parti n'entrera pour rien que le jour où nous aurons formulé une règle dont l'impartialité et l'équité seront proclamées par les hommes équitables de l'opposition.

L'excédent du Trésor n'est pas le plus grand des maux, mais c'est un mal sérieux. Il faut que les recettes soient assez amples pour suffire aux dépenses annuelles ordinaires et faire face aux dépenses extraordinaires. Les dépenses doivent être conduites avec économie et nécessitées par l'intérêt public. Le gaspillage, la prodigalité, le favoritisme, en matière de dépenses publiques, sont criminels ; mais, dans la situation présente du pays ou de sa population, il n'y a rien qui puisse faire admettre que quelque chose nécessaire à notre prospérité, à notre sécurité, à notre honneur, soit ajourné sans motif.

Ce sera le devoir du Congrès d'évaluer strictement les dépenses extraordinaires et d'établir les lois de finances de telle sorte que l'excédent de chaque année soit peu important. D'ailleurs tout excédent, si modique soit-il, peut être affecté au rachat de la dette. Cela vaut mieux que de réduire le revenu au-dessous des dépenses nécessaires, pour en venir plus tard à n'avoir qu'à le choix entre voter d'autres recettes ou accroître la dette publique. J'ai la conviction qu'il est parfaitement possible d'effectuer les réductions nécessaires sans démanteler notre tarif protecteur ou causer un grave préjudice à l'industrie indigène.

Le Congrès a le devoir constitutionnel de surveiller les opérations des élections au Congrès, si les lois des nouveaux Etats sont insuffisantes ou appliquées avec partialité ou injustice. Les peuples de tous les districts qui envoient des représentants au Congrès ont un intérêt égal à ce que, dans chacun d'eux, l'élection représente vraiment les vues et le désir de la majorité. Les résultats de ces élections ne sont pas locaux, et ce n'est pas à tort que des électeurs d'autres districts insistent pour que les élections soient libres et pures de toute illégalité.

Si dans quelques Etats on redoute que la sécurité publique ne soit menacée par l'ignorance, le remède évident à cela est l'éducation. La sympathie et l'assistance ne feront pas défaut à une communauté qui lutterait contre des difficultés spéciales ou des déficiences intéressant le suffrage, si les remèdes qu'elle propose, reposant sur une base légale, sont appliqués dans un honorable esprit de justice.

— Le Sénat avait à se prononcer, le 12 mars, sur le maintien ou la suppression de la commission spéciale formée dans son sein et chargée de surveiller les rapports avec le Canada. La majorité s'est prononcée pour le maintien, mais l'intérêt de la séance était dans les débats qui se sont engagés sur la question proprement dite de l'union des deux pays.

La plupart des orateurs qui ont pris part à la discussion semblent considérer cette union comme une affaire de temps : les opinions varient seulement quant à l'époque où elle pourra se réaliser.

M. Sherman (Ohio) ne croit pas qu'avec leurs frontières communes si étendues, le Canada et les Etats-Unis puissent continuer longtemps à vivre dans une paix absolue. Le développement de la grande nation du Nord nécessiterait bientôt la création d'armées permanentes et mettrait en danger la forme républicaine des Etats-Unis. M. Sherman croit que les deux peuples se fondront graduellement sous un seul Gouvernement et un même drapeau.

M. Morrill (Vermont) est d'avis que la présente agitation est prématurée, que jamais le Canada n'a été plus qu'en ce moment loyalement attaché à l'Angleterre.

En somme, l'opinion générale est qu'il faut se garder de hâter par aucune mesure une évolution qui doit se faire d'elle-même.



## FRANCE

Le *Journal officiel* du 15 mars a publié les documents qui suivent :

## I

*Rapport au Président de la République française.*

Paris, le 14 mars 1889.

Monsieur le Président,

Les expéditions lointaines étant arrivées à leur terme, le moment nous paraît venu de pourvoir nos colonies d'une administration spécialement organisée en vue de la mise en valeur et du développement des richesses de toute nature qu'elles renferment.

C'est en se plaçant à ce point de vue que, sous le ministère Gambetta, en 1881, les colonies avaient été rattachées au ministère du commerce.

Cette mesure n'a pas survécu au ministère qui en avait pris l'initiative; mais on peut dire que, depuis cette époque, la nécessité de confier à une administration civile la direction des affaires coloniales a été généralement admise. C'est qu'en effet les questions de tout ordre que soulèvent la création et l'emploi de la nouvelle flotte, les incessants progrès qui se produisent dans les diverses branches de l'art naval, ne permettent plus au ministre de la marine, absorbé par les soins de la défense, d'apporter une attention suffisante à l'examen des questions multiples qui intéressent l'administration de nos possessions coloniales.

Depuis 1882, toute une série de mesures a été prise pour préparer la séparation des services de la marine et des services coloniaux. Le rattachement de ces derniers services au ministère du commerce peut donc se faire actuellement sans difficulté en maintenant l'organisation et les attributions actuelles de l'administration des colonies, tout en conservant au ministre de la marine le rôle qui lui est dévolu au point de vue de la garde de nos établissements d'outre-mer.

La défense de nos colonies continuera d'être assurée au moyen des troupes appartenant à ce ministère; elles relèveront exclusivement de son autorité en ce qui concerne le commandement proprement dit, la discipline et les questions techniques, mais elles seront administrées, comme elles le sont actuellement, par les soins du service colonial pendant la durée de leur séjour aux colonies.

C'est, en un mot, le maintien pour les troupes de la marine, pour les stations et divisions navales, du système qui fonctionne sans aucune difficulté depuis plusieurs années, et notamment depuis 1887, en Indo-Chine.

Les commandants des troupes resteront placés sous la haute autorité des gouverneurs; mais il est bien entendu que ceux-ci s'abstiendront de toute ingérence dans les questions d'ordre purement militaire et ne pourront jamais exercer un commandement effectif.

D'autre part, aucune expédition militaire ne sera entreprise sans que le conseil des ministres en ait donné l'autorisation, conformément au décret du 21 octobre 1887.

Ces principes nettement posés, il y aura des mesures de détail à prendre pour régler la séparation des services restés communs au ministère de la marine et à l'administration des colonies.

Ces mesures feront l'objet d'arrêtés pris de concert entre les ministres intéressés et, s'il y a lieu, de décrets que nous soumettrons ultérieurement à votre approbation.

Si vous approuvez ces propositions, conformes à la décision qui avait été prise par le conseil des ministres le 12 courant, sur la demande de l'amiral

Jaurès, nous vous prions, monsieur le président, de vouloir bien revêtir de votre signature le décret ci-joint.

*Le président du conseil, ministre du commerce et de l'industrie,*  
P. TIRARD.

*Le ministre de la guerre, chargé par intérim du ministère  
de la marine et des colonies, C. DE FREYCINET.*

## II

Le président de la République française.

Sur le rapport du président du conseil, ministre du commerce et de l'industrie, et du ministre de la marine et des colonies,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les services relevant actuellement de l'administration centrale des colonies sont rattachés au ministère du commerce et de l'industrie, qui prendra le titre de ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 mars 1889.

CARNOT.

Par le Président de la République : le président du conseil, ministre du commerce et de l'industrie,

TIRARD.

Le ministre de la guerre, chargé par intérim du ministère de la marine et des colonies,

C. DE FREYCINET.

## III

Le Président de la République française,

Sur la proposition du président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Etienne, député, est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.

M. Etienne est spécialement chargé de l'administration des colonies.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris le 14 mars 1889.

CARNOT.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,*  
P. TIRARD.

### L'expiration du Traité de commerce franco-turc.

Dans la séance de la Chambre des députés du 2 mars, M. Turrel a posé une question au ministre des affaires étrangères sur le point de savoir quand expire ce Traité de commerce. Voici comment il s'est exprimé :

Messieurs, le traité de commerce qui nous lie avec la Turquie, a été signé le 29 avril 1861. Son article 47 est ainsi conçu :

« Le présent traité sera valable pour vingt-huit ans; toutefois chacune des hautes parties contractantes se réserve la faculté de proposer, au bout de la septième, de la quatorzième et de la vingt-et-unième année, les modifications que l'expérience aura suggérées. »

Et plus loin dans le même article :

« Le nouveau tarif établi restera en vigueur pendant sept ans à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1861. »

« Chacune des hautes parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration de ce terme, d'en demander la revision. Mais si, à cette époque, ni l'une ni l'autre n'use de cette faculté, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept autres années à dater du jour où la première période aura été accomplie, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de sept années. »

Si l'on s'en remettait au texte même et à la lettre du traité, les tarifs douaniers qui nous lient actuellement avec la Turquie devraient prendre fin vingt-huit ans après le 1<sup>er</sup> octobre 1861, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> octobre 1889. Mais une note insérée à la partie non officielle du *Moniteur universel* de l'époque, à la date du 25 septembre 1861, est ainsi conçue :

« Les négociations ouvertes entre la Porte et les diverses puissances, pour la conclusion des traités de commerce conformes à ceux qu'elle a récemment signés avec la France, l'Angleterre et le royaume d'Italie, n'étant pas terminées, le gouvernement ottoman a demandé que l'application de ces dernières conventions, qui avait d'abord été fixée au 1<sup>er</sup> octobre prochain, fût reportée au 13 mars 1862. Cette proposition qui a pour objet de prévenir les perturbations que jetterait dans le service des douanes turques, ainsi que dans les transactions commerciales, la diversité qui succéderait tout à coup à l'uniformité qu'ont présentée jusqu'ici le régime conventionnel et le système économique de la Turquie, a été accueillie par le gouvernement de l'empereur.

« Il a donc été convenu, à la suite d'un accord entre la France et la Porte, que la mise en vigueur du traité de commerce signé à Constantinople le 29 avril dernier, et du nouveau tarif des douanes turques, qui devait être appliqué simultanément, serait reportée dans les pays respectifs au 13 mars 1862. »

La première question que je veux poser à M. le ministre des affaires étrangères est celle-ci : Quelle est la date exacte de l'expiration du traité ? C'est-à-dire, à quel moment prendront fin les tarifs douaniers qui nous lient avec la Turquie ? Est-ce le 29 avril 1889 ? Est-ce le 1<sup>er</sup> octobre 1889, ou bien, d'après le texte de la note que j'ai lue au *Moniteur universel*, le 13 mars 1890 ?

Je veux en outre, monsieur le ministre des affaires étrangères, vous demander, — comme le texte du traité qui nous lie avec la Turquie ne fait pas mention, ainsi que cela a eu lieu pour plusieurs autres traités, du point de savoir si ce traité ne devait finir que tout autant qu'il aurait été dénoncé un an à l'avance, je viens vous demander s'il faut appliquer au traité de 1861 les règles mentionnées explicitement dans d'autres traités, à savoir, comme je viens de le dire, que le traité ne prendra fin que tout autant qu'il aura été dénoncé un an à l'avance, ou si, au contraire, vous estimez qu'il prendra fin de plein droit l'année prochaine, à la date que vous indiquerez tout à l'heure, sans que cette dénonciation en soit nécessaire.

Dans le cas où la première solution serait admise, je demanderai à M. le ministre quelles sont les intentions du Gouvernement sur la dénonciation du traité turc.

M. Eugène Spuller, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, notre honorable collègue M. Turrel m'a posé deux questions auxquelles je vais apporter deux réponses qui seront également, je l'espère, brèves et précises.

Première question : Quelle est la date précise à laquelle le traité turc prendra fin ?

Dans l'opinion du ministère des affaires étrangères, ce traité prendra fin le 13 mars 1890, c'est-à-dire après l'expiration de la période de vingt-huit ans pendant laquelle il doit durer, et ce, aux termes de la note qui a été publiée dans le *Moniteur universel* du 25 septembre 1861.

Deuxième question : Le traité a-t-il besoin d'être dénoncé ? Non. Il résulte, en effet, de l'art. 17 du traité passé avec la Porte, dont M. Turrel vous a donné lecture, que ce traité est valable pour vingt-huit ans, qu'il n'est soumis à aucune clause de tacite reconduction et qu'il n'a pas besoin, pour prendre fin, d'être dénoncé.

M. Adolphe Turrel. — Je remercie très sincèrement M. le ministre des affaires étrangères de la réponse qu'il m'a faite. J'en prends acte et me déclare absolument satisfait.

M. le président. — L'incident est clos.

### **Travaux de la Commission des archives diplomatiques pendant les années 1887 et 1888.**

Ils sont indiqués dans le rapport suivant présenté le 6 février 1889 au ministre des affaires étrangères au nom de cette Commission (*Journal officiel* du 9 mars).

#### *1° Mesures de classification et de conservation.*

Sur la demande de la Commission, un de vos prédécesseurs, M. de Freycinet, avait décidé que tous les registres du dépôt seraient soumis à un foliotage régulier et spécial, et que chaque pièce contenue dans ces registres serait estampillée d'un timbre nouveau, une ou plusieurs fois, suivant ses dimensions. Malgré le nombre très appréciable des volumes qui depuis lors ont chaque année subi cette utile opération, l'atelier du foliotage, composé de deux personnes attentives et ponctuelles, est loin d'avoir épuisé les séries considérables des archives de votre département. Pendant 1887 et 1888, on a folioté 1,900 volumes; on en a estampillé 1,980, et 200 ont été numérotés pour être placés dans leurs fonds respectifs. Ces chiffres correspondent à ceux des années précédentes, et nous constatons avec plaisir qu'il n'y a point eu de ralentissement dans cette partie du service.

#### *2° Communications de documents au public.*

Les chercheurs érudits, qui sont les clients naturels du dépôt, ne l'ont pas moins fréquenté durant ces deux dernières années que pendant les précédentes. En 1887, on a autorisé 77 personnes à consulter les documents de nos archives et 67 seulement en 1888. D'un autre côté, 113 lecteurs ont eu communication de 2,871 volumes en 1887, tandis que l'an dernier 3,102 volumes ont été consultés par 114 personnes. Ces différences dans le nombre des lecteurs et dans celui des volumes mis à leur disposition n'ont donc point d'importance; elles prouvent au contraire que le niveau des recherches se maintient, et que l'accès, libéralement accordé, des archives de votre département, pour la partie historique, continue à rendre de réels services aux travailleurs sérieux. Nous ferons remarquer à cette occasion que, parmi les personnes qui sollicitent l'autorisation de consulter ces archives, se trouvent les membres de l'Université qui viennent y préparer leurs thèses de doctorat ès-lettres, dont les sujets, sur les conseils du savant doyen de la Faculté des Lettres de Paris et de l'éminent directeur de l'Ecole normale supérieure, sont empruntés à l'histoire diplomatique des derniers siècles.

#### *3° Inventaires.*

La collection des inventaires de la correspondance politique pendant le xvi<sup>e</sup> siècle s'est continuée avec le volume de la correspondance politique d'Odet de Selve publié par M. Germain Lefèvre-Pontalis. Ce volume forme le tome second de la série d'Angleterre commencée par l'ambassade de MM. de Castillon et de Marillac. Il comprend le texte ou l'analyse des dépêches envoyées de Londres à la cour de France de 1546 à 1549, pendant la fin des règnes de Henry VIII et de François I<sup>er</sup> et les trois premières années de ceux d'Edouard VI et de Henri II. La remise temporaire de Boulogne à l'Angleterre, comme gage de la paix qui venait d'être conclue à Ardres, la surveillance des relations de l'Angleterre et de l'Empire, l'alliance de l'Ecosse avec la France, qui continuait néanmoins pendant la minorité de Marie Stuart à demeurer en paix avec le Gouvernement anglais, rendaient cette mission particulièrement délicate. La préface dont M. Lefèvre-Pontalis a fait précéder cette publication retrace la vie et la



carrière politique d'Odet de Selve, jusqu'ici confondu par tant d'érudits avec d'autres personnages de la même maison.

Les tomes II et III de l'*Inventaire analytique des papiers de Barthélemy*, parus en 1887 et 1888, comprennent la correspondance de cet ambassadeur depuis le mois de janvier 1793 jusqu'au mois de mars 1794 inclusivement. Les dépêches de 1792 ont fait connaître les difficultés de tous genres que Barthélemy eut à surmonter pendant les premiers mois de son séjour en Suisse. Après la journée du 10 août, les relations politiques de la France avec le Corps helvétique avaient même été complètement interrompues. Les deux nouveaux volumes, publiés par M. Kaulek, nous font assister à leur rétablissement. On y trouve d'importantes pièces sur la Révolution de Genève, les intrigues autrichiennes, et principalement sur l'enlèvement des ambassadeurs français Sémonville et Maret, arrêtés sur le territoire des Grisons par des sbires à la solde du Gouvernement de Milan. Les détails intéressant la politique générale de l'Europe tiennent dans ces deux volumes une place plus considérable que dans le précédent. Les premières rumeurs relatives à la prochaine conclusion de la paix, les détails sur les mouvements et les projets des armées coalisées remplissent de nombreuses pages de ce recueil, où abondent aussi des détails curieux sur l'émigration.

Le quatrième volume, actuellement sous presse, paraîtra dans le courant de l'année. Il contiendra les préliminaires de la paix de Bâle.

#### 4<sup>e</sup> Instructions aux ambassadeurs.

Dans le dernier rapport que nous adressions à votre prédécesseur, nous annonçons la très prochaine apparition du volume des Instructions aux ambassadeurs de France en Portugal, publié par M. de Cayx de Saint-Aymour. Cette prévision s'est en effet réalisée dans les premiers mois de 1887. Ce volume devait être suivi à bref délai par celui des Instructions des ambassadeurs de France en Pologne, confié à M. Louis Farges, sous chef du bureau historique à la division des Archives. L'importance considérable des affaires de Pologne dans la politique internationale de l'Europe au <sup>xvii</sup>e et au <sup>xviii</sup>e siècle a donné à ce travail une extension plus grande que celle sur laquelle on avait primitivement compté, et le recueil préparé et annoté par M. Louis Farges s'est trouvé offrir la matière de deux beaux volumes, où l'on peut suivre de la façon la plus saisissante le rôle de la France dans les affaires du Nord et dans la question d'Orient.

Encore plus importante doit être la série de volumes qui constituera le recueil des Instructions aux ambassadeurs de France près le Saint-Siège, dont M. Hanotaux a publié l'an dernier le tome I<sup>er</sup> : cette série comprendra vraisemblablement trois volumes. On s'explique aisément ce chiffre si l'on considère que les ambassadeurs à Rome ne recevaient point seulement, comme d'usage, une instruction générale au moment de leur départ, mais qu'il leur en était envoyé une nouvelle à chaque conclave. M. Hanotaux a fait précéder le volume qu'il a publié d'une magistrale étude sur les rapports de la papauté avec la monarchie française, qui éclairera singulièrement l'ensemble du recueil des Instructions pour Rome. Nous sommes en mesure de vous assurer que cette publication va être poursuivie sans arrêt : M. Hanotaux nous promet le manuscrit de son deuxième volume pour l'automne prochain.

Le Recueil des Instructions aux représentants de la France en Bavière et auprès de la maison Palatine, dont M. André Lebon avait été chargé, s'imprime en ce moment, et notre collègue M. Alfred Rambaud nous fait espérer qu'il nous remettra cette année le manuscrit des instructions à nos ambassadeurs en Russie, dont il a bien voulu accepter la préparation.

### GRANDE-BRETAGNE

CHAMBRE DES COMMUNES (Séance du 7 mars). — Lord George Hamilton, pre-

mier Lord de l'Amirauté, dépose un projet de loi ayant pour objet la construction de 70 nouveaux bâtiments de guerre, et dont voici le résumé :

La dépense est évaluée à 21,500,000 livres sterling (soit 537 millions et demi de francs). La construction de ces bâtiments devra être terminée dans un délai de quatre ans et demi.

Ces 70 bâtiments de guerre comprendront :

Huit cuirassés de premier rang ;

Deux cuirassés de deuxième rang ;

Neuf croiseurs de première classe ;

Vingt-neuf croiseurs type *Medea* ;

Quatre croiseurs type *Pandora* et 18 canonnières torpilleurs.

Le tout représentant 318,000 tonneaux.

Les bâtiments qui seront confiés à l'industrie privée représenteront une dépense de 10 millions de livres sterling (250 millions de francs).

Les autres navires, représentant le surplus de la dépense, soit 11,500,000 livres sterling (287 millions et demi de francs), seront construits dans les chantiers de l'Etat.

Trente-deux bâtiments seront demandés cette année aux ateliers privés, l'Etat en mettra vingt sur chantier.

La construction des autres sera entreprise pendant l'exercice 1890-1891.

L'achèvement complet du programme du gouvernement devra être effectué dans le délai de quatre ans et demi, à dater du commencement de la construction du premier bâtiment.

En présentant ce projet, Lord G. Hamilton a rappelé que la politique de l'Angleterre, dans le passé, a toujours été basée sur le principe que sa force navale devait être au moins égale à celle des flottes de deux puissances réunies. Aujourd'hui les circonstances sont changées. Il faut se rappeler que ce n'est plus seulement une ou deux puissances européennes comme autrefois, mais quatre ou cinq nations qui font de grandes dépenses pour leurs armements militaires.

Le premier Lord de l'Amirauté a dit en terminant que le projet du gouvernement doit être adopté ou rejeté en entier. Il a fait appel aux chefs de l'opposition pour qu'ils ne traitent pas la question comme une question de parti.

Lord Randolph Churchill a fait observer que le projet du gouvernement pourrait provoquer de l'inquiétude à l'étranger.

M. Goschen, chancelier de l'Echiquier, a exposé ensuite les moyens financiers que le gouvernement emploiera pour faire face à la dépense.

**CHAMBRE DES LORDS (Séance du 22 mars).** — Lord Salisbury dit qu'il ne peut supprimer le journal arménien (1) dont l'ambassadeur de Turquie lui a demandé la suppression et qui attaque vivement le gouvernement turc. Il ignore, du reste, si ce journal est publié à Londres ou à Paris.

**CHAMBRE DES LORDS (Séance du 25 mars).** — Lord Aberdeen ayant demandé des renseignements sur la prétendue arrestation, dans la région du lac Nyassa, du colonel Ross, vice-consul anglais, Lord Salisbury a répondu qu'il n'a pas entendu parler de cet incident.

« La Société des lacs africains, a-t-il dit, ne rencontre de l'hostilité qu'auprès des Arabes, qui craignent que le succès de cette société n'interrompe la traite des esclaves.

« La position de l'Angleterre et du Portugal dans ces régions continue à être l'objet d'un échange de vues entre les deux gouvernements.

(1) Il s'agit du journal « Le Haïasdan », organe de l'Association patriotique arménienne, qui paraît à Londres sous la direction de M. Jean Broussali. Nous rendrons compte prochainement de cette intéressante publication.

« Il convient donc de ne pas insister davantage. Il résulte des informations prises par l'Angleterre qu'aucun des obstacles qui s'opposent à la prospérité de la société n'a été soulevé par l'agence portugaise.

« Le gouvernement favorisera de son mieux les entreprises de ses nationaux ; mais le territoire n'appartenant pas à l'Angleterre et n'étant pas non plus placé sous le protectorat anglais, l'action du cabinet se trouve limitée par les circonstances auxquelles il a fait allusion. »

Répondant ensuite à une question de Lord Dundonald, Lord Salisbury a dit que la politique du Portugal, comme celle des autres puissances, doit consister à empêcher l'introduction d'armes ou de munitions dans l'intérieur de l'Afrique :

« L'Angleterre ne peut, d'une manière générale, faire d'objection à cette politique ; mais des observations ont été adressées au gouvernement portugais pour le prier de se départir des sévérités de son règlement, afin de permettre à la Société des lacs africains d'importer librement des armes et des munitions.

« Le ministre regrette que le Portugal n'ait pas apporté d'empressement à accéder à cette demande basée sur des motifs d'humanité. Toutefois, des quantités considérables d'armes ont été passées par les Portugais, et Lord Salisbury n'a pas connaissance que les agents de la société souffrent pour l'instant des obstacles mis à l'importation des munitions par les douanes portugaises. »

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 26 mars*). — M. Sydney Buxton a demandé que des démarches aient lieu dans le but de convoquer une Conférence des puissances à Londres pour l'abolition de la traite des esclaves.

Après plusieurs discours en faveur de la proposition de M. Buxton, Sir James Fergusson a dit que le gouvernement avait amené la Belgique, au mois de septembre dernier, à agir comme intermédiaire auprès des puissances pour réunir la Conférence. La Belgique s'était déclarée prête ; mais les évènements malheureux de l'Afrique orientale interrompirent les négociations. Celles-ci ont donc été suspendues, mais non pas ajournées *sine die*. Le gouvernement n'est pas hostile à la motion, et il est prêt à l'accepter, si elle est modifiée en ce sens que le gouvernement soit simplement invité à s'informer si les autres puissances sont disposées à se réunir en Conférence.

La motion, ainsi modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

Un *Livre bleu*, contenant 356 dépêches relatives aux **Affaires de Samoa**, a été distribué au Parlement.

La correspondance diplomatique échangée comprend la période d'avril 1885 à février 1889 ; elle présente l'historique des différends qu'elle a soulevés par l'abolition du conseil municipal à Apia, les réclamations faites par les sujets britanniques, et traite de plusieurs autres questions qui ont déjà été exposées dans un premier *Livre blanc* soumis au Reichstag allemand.

Au nombre des dépêches publiées se trouve un télégramme du prince de Bismarck proposant, à la date du 19 janvier, au Gouvernement des États-Unis, que la Conférence au sujet des Affaires de Samoa tienne ses séances à Berlin.

Lord Salisbury appuie cette proposition, à condition qu'elle soit agréée par le Gouvernement des États-Unis.

Ce gouvernement s'opposa d'abord à la réunion de la Conférence ; mais il finit par y consentir, et nomma les délégués américains qui doivent le représenter à la Conférence.

On se rappelle la surprise causée en Angleterre par la déclaration, faite le 26 janvier à la tribune du Reichstag par M. de Bismarck : que les deux Gouvernements Anglais et Allemand étaient parfaitement d'accord quant à la question de Samoa, et qu'ils marchaient la main dans la main.

Presque aussitôt après la publication par les journaux anglais du discours du chancelier allemand, Lord Salisbury adressa la dépêche suivante à Sir E. Malet, ambassadeur d'Angleterre à Berlin :

Foreign Office, 29 janvier.

Sir,

Causant aujourd'hui, avec le comte Hatzfeldt, du discours prononcé, samedi dernier, par le chancelier au Reichstag, je lui ai exprimé la satisfaction que j'avais ressentie en lisant ce discours. L'importance qu'il a attachée à la bonne entente entre les deux gouvernements m'a particulièrement frappé.

La seule réserve que je dusse exprimer à l'ambassadeur est celle touchant les paroles du chancelier déclarant que les deux gouvernements, dans les affaires de Samoa, marchaient la main dans la main.

Certainement, nos vues étaient identiques quant à l'accord devant intervenir dans l'avenir sur le gouvernement de ces îles ; mais, dans le conflit existant actuellement entre le gouvernement allemand et une certaine partie des habitants de Samoa, il n'est pas possible de dire que nous marchons la main dans la main avec l'Allemagne.

Nous observons une attitude entièrement neutre et ne sommes en aucune façon responsables des mesures que le Gouvernement Allemand a jugé opportun de prendre.

Le comte Hatzfeldt a reconnu la correction de mes observations et m'a dit qu'il était convaincu que si le chancelier s'était servi de cette expression, il entendait parler des vues des deux gouvernements quant à l'accord susceptible d'intervenir dans l'avenir.

Je suis, etc.

SALISBURY.

## ITALIE

M. Crispi a répondu, le 19 mars, à la Chambre des députés, à l'interpellation de MM. della Valle et di Rudini au sujet de la proclamation du protectorat italien à Hoppia.

Le Président du Conseil a fait l'historique des rapports existant entre Zanzibar et l'Italie et dit qu'il s'occupe de réaliser la concession du territoire de Kisimajo, qui avait été faite à l'Italie par le précédent sultan de Zanzibar.

Le protectorat de Hoppia, ajoute le ministre, ne nous coûtera ni un homme ni un centime ; nous ne favoriserons là-bas que la formation de sociétés commerciales et industrielles, comme le font l'Angleterre et l'Allemagne.

Au Sénat, dans la séance du 28 mars, M. Rossi ayant interrogé le gouvernement sur la politique économique du cabinet, M. Crispi a répondu :

L'Italie a des traités de commerce avec toutes les nations, sauf avec la France. La réponse faite par le Gouvernement Français aux dernières ouvertures de l'Italie ne permet pas d'espérer que la Chambre des députés actuelle approuve un traité quelconque avec l'Italie, sous quelque forme que ce soit.

Le Gouvernement italien a toujours été animé de dispositions favorables ; mais c'est maintenant à la France qu'il appartient de faire des propositions. Quoi qu'il arrive, jamais le gouvernement ne compromettra la dignité du pays.

M. Crispi reconnaît que l'Italie est en proie à un malaise économique ; mais cet état de souffrance est général. « Il produit seulement une impression plus grande sur nous autres méridionaux, ajoute le ministre, qui sommes plus prompts à nous passionner ou à nous laisser abattre. »

M. Crispi reconnaît les souffrances de l'agriculture, dont les produits sont restés invendus quand les débouchés du marché français lui ont fait défaut. C'est pourquoi il est nécessaire d'édicter un ensemble de lois de prévoyance ; mais le ministre estime que c'est surtout au bon sens des capitalistes, des ouvriers et des agriculteurs qu'il faut faire appel, car le gouvernement ne peut intervenir que pour faciliter la solution des différentes questions en litige.



M. Crispi a terminé en déclarant que le gouvernement a conscience de sa responsabilité et qu'il ne faillira pas à son devoir de rechercher la solution favorable du problème économique.

M. Rossi a remercié le ministre de ces explications.

Le projet autorisant le gouvernement à modifier éventuellement jusqu'au 31 décembre le tarif douanier, par décrets royaux délibérés en conseil des ministres, est accompagné de l'exposé des motifs suivants :

En présentant le projet de loi qui validait le décret royal du 29 février 1888, relatif à des modifications du tarif général pour les marchandises de provenance française, le gouvernement ne pouvait point ne pas déplorer la guerre de tarifs avec un pays voisin et ami, lié à l'Italie durant de longues années par des rapports économiques très importants. Le gouvernement ne désespérait pas de pouvoir substituer au système douanier actuel un régime plus libéral, plus conforme aux intérêts réciproques des deux pays.

Voulant maintenant nous employer à ce que les aspirations des deux peuples vers un arrangement douanier amical soient enfin traduites en faits, nous venons vous demander d'accorder au gouvernement, comme vous l'avez déjà fait autrefois, un mandat de confiance pour toute l'année courante.

Fidèles au culte de la paix dans le camp économique, persuadés que les peuples y puisent une plus grande vigueur pour atteindre les buts élevés que leur prescrit la civilisation moderne, nous vous proposons de nous mettre à même de réahser cette paix par l'approbation du présent projet de loi.

Tout en sauvegardant notre dignité, nous désirons n'être pas accusés de négliger le grand devoir de tenter au moins la pacification des intérêts économiques de deux grandes nations.

## PORTUGAL

Au cours de la première session législative de 1889, le Cabinet portugais a fait remettre aux deux Chambres deux *livres blancs*, renfermant des documents officiels relatifs aux affaires d'Afrique (1).

### I

Le premier de ces recueils se rapporte au blocus de la côte orientale de l'Afrique, entrepris par l'Allemagne et l'Angleterre. Les documents qu'il contient sont au nombre de 8, allant du 8 novembre au 10 décembre de l'année dernière ; la plupart sont déjà connus, en substance au moins, ayant été publiés, résumés ou analysés dans la relation des faits auxquels ils ont trait. Ils comportent uniquement la correspondance échangée entre le Cabinet de Berlin et celui de Lisbonne pour déterminer ce dernier à prendre part au blocus de la côte de Zanzibar.

Le Gouvernement portugais a répondu à la demande du Gouvernement allemand par un décret prohibant provisoirement l'importation, l'exportation, la réexportation et la vente des armes et des munitions de guerre dans les divers districts de la province de Mozambique, et étendant le blocus jusqu'à la baie de Pemba inclusivement.

### II

Le second *Livre blanc* est plus volumineux ; il se compose de 45 documents, datés du 12 août 1888 au 14 novembre suivant.

Il s'agit d'un conflit de marins portugais avec les autorités marocaines, survenu le 8 août dans le port de Larache, et, par suite, d'un manque de respect au pavillon portugais.

Un témoin impartial, M. Clarembaux, agent consulaire de Belgique à Lara-

(1) Nous empruntons cette analyse au *Mémorial diplomatique*.

che, dans une lettre du 18 août au vice-consul du Portugal, en donne le compte-rendu succinct suivant :

« D'après la relation qu'on lui a donnée, un marin maure ayant démarré une barque portugaise sans avis, les marins de celle-ci se sont opposés; les Maures, ayant un motif d'agression, ont alors bombardé les barques avec des pierres; les Portugais se sont jetés à l'eau pour se protéger derrière leur barque; d'autres se sont enveloppés dans le pavillon, pensant que ce moyen ferait cesser le combat; point du tout, on n'a pas respecté le pavillon portugais ».

L'agent consulaire belge fait observer ensuite que « quand un navire amarré au môle empêche le mouvement des barques de chargement et de déchargement, il est d'habitude que le capitaine du port donne avis au capitaine du navire de changer de place; si celui-ci résiste, il doit en référer au vice-consul et ne pas envoyer brutalement des marins démarrer les barques qui pourraient aller à la dérive et se perdre... »

C'est contre ce dernier procédé que le Gouvernement portugais a protesté. Dès qu'il eut été informé des faits par M. José Daniel Colaço, son représentant à Tanger, le 12 août, il a dépêché une corvette de guerre pour Larache et adressé une réclamation au Gouvernement marocain.

Les pourparlers se sont prolongés jusqu'au mois d'octobre. Le Gouvernement marocain consentait volontiers à la destitution ou au déplacement de certains fonctionnaires de Larache; mais le Gouvernement portugais demandait, en outre, que son pavillon fût salué d'une salve de vingt-et-un coups de canon dans le port où avait eu lieu l'offense.

Enfin le Sultan du Maroc acquiesça à cette dernière condition, et le 4 novembre, à 2 heures 12 de l'après-midi, au moment où les deux corvettes portugaises de guerre *Vasco de Gama* et *Rainha de Portugal* mouillaient en face du port de Larache, les batteries de la citadelle tirèrent vingt-et-un coups de canon, auxquels répondit une des corvettes portugaises par un même nombre de bordées.

Depuis, les relations entre les deux pays n'ont plus éprouvé aucune difficulté.

## RUSSIE

### L'Affaire Atchinoff (1).

Le *Messenger officiel* de Saint-Petersbourg, organe du Gouvernement russe, a publié, à la date du 12/24 février 1889, la communication suivante :

On annonce de la possession française d'Obock qu'une collision a eu lieu entre des sujets russes, récemment débarqués sous la direction du soi-disant « ataman des cosaques libres » Atchinoff sur la côte du golfe de Tadjoura, et les autorités françaises. D'après les renseignements parvenus au Ministère des affaires étrangères, cette collision a été provoquée par des actes arbitraires d'Atchinoff lui-même.

Des voyages réitérés ont été entrepris par Atchinoff, dans l'Afrique, sans autorisation et sans le moindre concours du Gouvernement impérial. Au sujet des résultats de son premier voyage (de Massaouah en Abyssinie), Atchinoff a fourni certaines données à nos représentants à Constantinople, données qui ont toutefois été contredites par des renseignements parvenus plus tard d'autre source. Quant aux voyages qu'il a entrepris à Tadjoura, le Ministère des affaires étrangères se renseignait à ce sujet d'après les nouvelles de source privée que publiaient les journaux russes et étrangers. C'est ainsi que, par la voie de la Presse, on a répandu le bruit, évidemment lancé par Atchinoff même, que ce dernier avait fondé au printemps de 1888, dans cette contrée, une station (*stanitsa*) portant le nom de Moscou.

(1) V. plus haut, p. 87.

Bien plus tard, au mois de novembre dernier, l'ambassade de Russie à Constantinople a fait parvenir au Ministère des dépositions faites à notre consulat général, dans cette ville, par deux compagnons d'Atchinoff, le sergent-major en retraite Etienne Samoussélew et Platon Schélipenko, natif d'Ackermann. Ces deux hommes ont déclaré qu'ayant débarqué le 6 ou le 7 avril à Tadjoura, Atchinoff y est resté à peine quelques jours et est reparti ensuite pour la Russie, en laissant à Tadjoura les sept hommes qui l'accompagnaient et en leur promettant de revenir au bout de trois mois avec de nouveaux volontaires, des armes et des munitions. Ayant épuisé leurs faibles approvisionnements, Samoussélew et Schélipenko ont été obligés de s'adresser au commandant d'Obock, qui leur a fourni des ressources pour le voyage à Aden, d'où ils ont été dirigés ensuite par Port-Saïd sur Constantinople. Deux autres compagnons d'Atchinoff, le sergent en retraite Athanase Litvine et Jean Pavlow, ont été admis en traitement à l'hôpital d'Obock. Les dépositions de ces deux hommes, transmises par le Gouvernement français et demandant leur rapatriement, étaient parfaitement conformes aux déclarations faites par Samoussélew et Schélipenko.

Des journaux ont également répandu la nouvelle que le second voyage à Tadjoura avait été entrepris par Atchinoff avec l'archimandrite Paissi, qui, au dire des journaux, se serait proposé de pénétrer dans l'Abyssinie pour enseigner aux Abyssins les dogmes de l'Eglise orthodoxe. Cette nouvelle n'a pas tardé à être confirmée par notre Ambassade à Constantinople et notre Agent diplomatique en Egypte. Ce dernier a annoncé, le 18 décembre 1888, qu'Atchinoff et ses compagnons, parmi lesquels se trouvait aussi l'archimandrite Paissi, étaient arrivés à Alexandrie, s'étaient immédiatement embarqués dans ce port pour Port-Saïd sur un vapeur, d'où ils avaient gagné Tadjoura à bord du vapeur *Amphitrite*, du Lloyd austro-hongrois. Comme, d'après les renseignements fournis par notre Agent diplomatique, Atchinoff s'était permis d'assurer au Consul de France que son entreprise était approuvée par le Gouvernement impérial, le conseiller d'Etat actuel Koïander a été chargé de déclarer à l'Agent diplomatique français au Caire que les assertions d'Atchinoff étaient absolument fausses et que son expédition avait été entreprise à ses propres risques et sans aucun concours du Gouvernement.

Sous la date du 24 janvier 1889, notre chargé d'affaires à Paris a transmis par télégraphe, au Gouvernement impérial, une communication qui lui avait été faite au sujet de l'entreprise Atchinoff par le Ministre français des affaires étrangères. Ce télégramme constatait qu'à l'arrivée d'Atchinoff à Tadjoura, les autorités françaises de cette localité avaient exigé qu'aux termes des règlements établis, Atchinoff leur livrât toutes les armes dont il était porteur en sus du permis légal. Après avoir ref. de faire droit à cette demande, Atchinoff s'est rendu de Tadjoura à Sagallo, localité également soumise au protectorat français, a occupé une ancienne fortification et y a arboré le pavillon de commerce russe, en déclarant qu'en vertu d'une convention conclue avec le chef des indigènes, il prenait possession de cette localité. Désirant savoir si notre Gouvernement s'intéressait à l'entreprise Atchinoff, M. Goblet a porté le fait à la connaissance du conseiller d'Etat actuel Kotzebue, en ajoutant que dans le cas d'une réponse affirmative, le Gouvernement français demanderait notre concours afin d'obliger Atchinoff à se soumettre aux injonctions qui lui avaient été faites, mais que, dans le cas contraire, les autorités françaises se considéreraient comme étant en droit d'agir selon leur propre appréciation. Notre chargé d'affaires a reçu l'ordre de répondre au Gouvernement français dans le sens des instructions susmentionnées, antérieurement transmises à notre Agent diplomatique au Caire.

Par un télégramme en date du 2 février, le conseiller d'Etat actuel Kotzebue a de nouveau porté à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères qu'Atchinoff persistait dans son refus de se conformer aux exigences des autorités françaises et que, prévoyant la nécessité de recourir prochainement à la force, le Gouvernement français désirerait qu'on ordonnât préalablement de

notre part à Atchinoff de livrer les armes et de reconnaître les droits souverains de la France, après quoi il serait autorisé à rester à Sagallo. Le télégramme annonçait en outre que, d'après des renseignements parvenus à Paris, Atchinoff attendait un nouvel envoi d'armes d'Odessa. Quoiqu'il fût difficile de mettre à exécution le désir du Gouvernement français, la Russie n'ayant pas de représentants dans les contrées en question, notre chargé d'affaires à Paris a reçu l'ordre de déclarer à M. Goblet que nous nous serions empressés de trouver le moyen de transmettre à Atchinoff une injonction conforme aux vues du Gouvernement français, mais que, vu la grande distance à parcourir jusqu'au golfe de Tadjoura, cet ordre ne saurait arriver à destination qu'avec un certain retard. Comme il n'existe pas de communications télégraphiques avec la baie de Tadjoura, notre réponse a été transmise par le Gouvernement français à Aden, d'où elle devait être envoyée par bateau à vapeur à Obock.

Mais, comme il appert des renseignements reçus par l'Ambassade de France à Saint-Petersbourg, de nouvelles complications, qui ont surgi à Sagallo, n'ont pas permis aux autorités d'Obock d'ajourner plus longtemps le recours à des mesures répressives. D'après ces renseignements, la conduite d'Atchinoff a eu pour effet de répandre parmi les indigènes des bruits défavorables à la France. En outre, plusieurs compagnons d'Atchinoff, qui avaient abandonné ce dernier, se sont adressés à l'amiral Olry en le priant de les protéger. Par suite de cet incident, une nouvelle injonction écrite a été transmise à Atchinoff. Aucune réponse n'ayant été reçue par les autorités, un navire de guerre français, mouillé dans la baie de Tadjoura, a ouvert le feu sur Sagallo. Le bombardement, qui n'a duré que quelques minutes, a cessé dès qu'un drapeau blanc eut été hissé à Sagallo par un des compagnons d'Atchinoff. Toutefois, il y a eu des victimes. Parmi les Russes qui se trouvaient à Sagallo, cinq ont été tués et cinq blessés. Le pavillon de commerce russe arboré à Sagallo a été amené. Mais Atchinoff ayant fait, le lendemain, une nouvelle tentative de résistance aux ordres des autorités françaises, l'amiral Olry a été obligé de prendre des mesures pour prévenir de nouveaux actes arbitraires. Après avoir fait annoncer que tous ceux qui le désireraient seraient reçus à bord du navire français, l'amiral a donné l'ordre d'embarquer toutes les armes saisies à Sagallo chez les Russes et tout leur avoir.

En communiquant ce qui précède, l'Ambassade de France a déclaré au Ministère des affaires étrangères que les autorités d'Obock n'ont pas de difficulté à permettre aux Russes de séjourner librement sur le territoire français, pourvu qu'ils observent strictement les conditions qu'on leur propose, ou à laisser libre à ceux qui le désirent le passage en Abyssinie. En même temps, l'Ambassade de France s'est déclarée prête à faciliter à nos compatriotes le voyage de retour jusqu'à Suez. On se propose d'envoyer dans ce but, à Suez, un officier de marine russe chargé de pourvoir au rapatriement, à Odessa, de tous les Russes qui lui seront consignés.

Prenant en considération les faits susmentionnés, le Gouvernement impérial est d'avis qu'il n'y a pas de raison de rendre les autorités françaises d'Obock responsables de l'effusion de sang qui a eu lieu à Sagallo et que toute la responsabilité de ce chef doit retomber sur Nicolas Atchinoff, qui s'était avisé de troubler la tranquillité dans un territoire dépendant d'une puissance qui est en relations amicales avec la Russie. D'après des renseignements notoirement et qui ont été portés à la connaissance publique, le territoire de Sagallo a été cédé en 1882, par le chef indigène Ad-Ali, à la France qui a occupé ce territoire en 1884. En conséquence, le Gouvernement français avait parfaitement le droit d'exiger qu'Atchinoff et ses compagnons se conformassent aux règlements établis dans les contrées soumises au protectorat français et de prendre, en cas de désobéissance de leur part, des mesures répressives. Les troubles qui ont eu lieu à Sagallo n'auront aucun effet sur les relations qui existent entre la France et la Russie.

---



## SAINT-SIÈGE

Au mois d'octobre 1888, le président Florès de l'Equateur a adressé au Pape la lettre suivante :

*A S. S. le Pape Léon XIII, Antoine Florès, Président de la République de l'Equateur.*

Très Saint Père,

Un des principaux soucis qui ont toujours préoccupé le Gouvernement de l'Equateur a été de s'inquiéter de l'évangélisation et de la civilisation des nombreuses tribus sauvages qui habitent les lointaines et vastes forêts du territoire de l'Amazonie, partie malheureusement encore inculte de la République. Dans ce but, aussi utile que chrétien, notre modique Trésor public n'a pas épargné la dépense pour l'établissement des RR. PP. Dominicains et Jésuites et des Sœurs du Bon-Pasteur dans cette région. Les fruits d'aussi salutaires efforts ont été les florissantes missions du Napo, du Canelas et du Macas, où, grâce à la constante prédication des ouvriers du Christ et aux écoles d'enfants des deux sexes, la civilisation évangélique va se développant, alors que jusqu'ici l'ignorance et la barbarie y avaient régné.

L'administration actuelle désire, pour sa part, contribuer de toutes ses forces et de la manière la plus efficace à la prompte et universelle diffusion de notre sainte foi catholique dans ces lointaines solitudes. A cet effet, elle recourt à la bienveillance du Saint-Siège pour qu'il répande une portion de ses richesses apostoliques sur ces fils déshérités de l'Amérique, qui deviendront promptement, nous l'espérons, de dociles sujets de la Croix.

Je prie donc Votre Sainteté de daigner m'accorder, conformément à la loi ci-annexée votée par le dernier Congrès de notre République, les grâces suivantes :

1° Que tout le territoire oriental de l'Equateur soit distribué entre les quatre vicariats apostoliques suivants : du Napo, — du Canelas et Macas, — de Mendez et Gualaquira. — de Zamora.

2° Que les deux premiers continuant d'être attribués aux RR. PP. Jésuites et Dominicains, comme ils le sont déjà, le troisième vicariat, de Mendez et Gualaquira, soit confié aux Pères de la pieuse Société salésienne de D. Bosco, d'heureuse mémoire, et celui de Zamora aux religieux Franciscains, dernièrement établis dans la ville de Loja.

3° Que, à l'exception du Napo, dont la Compagnie de Jésus a la charge, les trois autres vicariats restent sous la dépendance immédiate de la S. Congrégation de la Propagande et soumis en tout aux salutaires et sages lois ecclésiastiques qui régissent les missions placées sous ce haut patronage.

4° Enfin, que la charge de Vicaire apostolique de ces pays soit toujours donnée à des missionnaires revêtus du caractère épiscopal, qui, sans nul doute, à cause de la plénitude des grâces sacerdotales dont il jouit, communique à l'apostolat un pouvoir et un ascendant irrésistibles.

J'espère fermement que Votre Sainteté daignera concéder dans toute leur ampleur les grâces demandées, parce que certainement le Siège Apostolique ne se refusera pas à étendre à l'Equateur cette inépuisable charité avec laquelle, dans tous les temps, et plus particulièrement dans les nôtres, il embrasse tous les peuples pour les faire entrer tous dans les splendeurs de la foi et de la civilisation.

En cette occasion, j'ai la satisfaction et l'honneur de présenter à Votre Sainteté le respectueux hommage de ma vénération et de mes sentiments personnels, et l'assurance que, comme Magistrat catholique d'un peuple sincèrement catholique, je ne négligerai aucun moyen de témoigner ma filiale adhésion à la sainte Eglise catholique et le dévouement avec lequel, Très Saint Père, j'ai l'honneur et le bonheur d'être, de Votre Sainteté,

Le fils très obéissant,

(Signé) : A. FLORÈS. François S. SALAZOR.

Palais du Gouvernement, à Quito, le 6 octobre 1888.

A cette lettre était annexé un décret du Congrès de la République de l'Equateur invitant le chef du Pouvoir exécutif à adresser au Saint Père les demandes qui sont formulées dans la lettre présidentielle.

Ce décret assigne pour la dotation de chacun des trois premiers vicariats la somme annuelle de six mille *sucres* (trente mille francs), et pour la dotation du quatrième, trois mille *sucres*, également annuels.

Voici la traduction, faite sur le texte latin, de la réponse du Saint Père au Président de la République de l'Equateur :

Cher Fils, noble et illustre Président, salut et bénédiction apostolique !

Votre exquise piété et le zèle dont vous brûlez pour que la salutaire influence de la religion s'étende de plus en plus parmi les habitants du pays à la tête duquel vous êtes placé, brillaient d'un grand éclat dans la lettre que vous Nous avez adressée la veille des nones d'octobre. Cette lettre Nous a merveilleusement réjoui, et d'autant plus qu'elle Nous montrait que les sentiments et les désirs qui y étaient exprimés n'étaient pas seulement les vôtres, mais encore ceux des Membres des deux Chambres. Il n'était donc pas douteux pour Nous qu'elle contenait l'expression des sentiments de la volonté et des vœux de toute la nation.

Ce commun souci que, par le moyen de vicariats apostoliques établis dans les régions de l'Amazonie, le règne de Jésus-Christ fût agrandi sur la terre n'est pas moins consolant pour Nous que méritoire et glorieux pour vous. Il témoigne, en effet, clairement de la vivacité de la foi qui anime le peuple et prouve que chez vous et chez vos auxiliaires dans le Gouvernement existe une piété unie à la sagesse, égale à la gravité de votre charge et au degré d'honneur où vous êtes élevés.

Assurément, rien n'est plus digne de chrétiens et de chefs d'Etat vraiment sages, rien également n'est plus utile à la chose publique que de consacrer vos efforts à ce que les multitudes d'hommes qui habitent dans le voisinage de vos villes et de vos places, ayant secoué les ténèbres de l'ignorance et dépouillé la rudesse sauvage de leurs mœurs, soient éclairés par la lumière de la doctrine évangélique et initiés aux coutumes de la civilisation.

C'est pourquoi vous ne devez pas douter, cher Fils, noble et illustre Président, que, conformément à Notre devoir, Nous n'ayons tenu le plus grand compte de votre désir et que les demandes contenues dans votre lettre n'aient été l'objet de Notre grande sollicitude. Déjà, en effet, Nous avons chargé des hommes prudents et choisis, dont Nous employons les lumières et le concours dans les affaires de ce genre, d'étudier celle-ci et de chercher le meilleur moyen de la conduire facilement et selon les formes voulues à bonne fin. Aussi nous avons l'heureux espoir et que vos désirs seront réalisés, et que leur réalisation sera féconde en fruits abondants de salut.

Bien plus, Nous croyons que la récompense du bien accompli ne fera défaut ni à vous, ni au peuple dont vous êtes le chef. Ces tribus sauvages et leur postérité, qui auront dépouillé, grâce à vous, leur ancienne barbarie et, avec la religion, auront reçu tous les arts de la civilisation, ne pourront manquer de vous en avoir une reconnaissance éternelle, et elles solliciteront et obtiendront de Dieu, le souverain dispensateur des biens, que vous soyez récompensés du don si excellent que vous leur aurez fait.

En attendant, cher Fils, noble et illustre Président, Nous vous félicitons du fond du cœur, d'être entré, par le zèle que vous montrez pour la religion, dans la voie qui conduit à la vraie et solide gloire, et Nous avons l'assurance que vous ne vous démentirez jamais et que vous vous montrerez en tout temps le fils aussi soumis de l'Eglise que son auxiliaire dévoué. Enfin, comme témoignage de Notre paternelle tendresse, Nous accordons à vous, aux deux Chambres et à tout le peuple dont vous êtes le président, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 30 janvier 1889, la onzième année de Notre Pontificat.  
LÉON XIII, Pape.

A l'occasion du double anniversaire de sa naissance (2 mars 1810) et de son couronnement (3 mars 1878), le Souverain Pontife a reçu, le 2 mars, en audience solennelle, le Sacré Collège des cardinaux. S. Em. le cardinal Monaco La Valetta, doyen des cardinaux de la Curie, a exprimé les vœux et les félicitations de tous. Sa Sainteté a répondu par un discours en langue italienne, dont nous empruntons la traduction au *Monde* :

« Le dévouement et l'affection dont sont empreintes les paroles que vous venez de nous adresser, Monsieur le Cardinal, au nom du Sacré Collège, et les vœux que vous formez pour notre conservation, et notre prospérité ne peuvent moins faire que de nous toucher vivement. Nous sommes consolé et encouragé en voyant le Sacré Collège prendre la part la plus sincère à nos joies et à nos douleurs, joies et douleurs qui s'entremêlent toujours dans la vie, mais qui, cette dernière année, se sont manifestées avec un plus vif contraste.

Nous sommes infiniment redevable au Seigneur pour l'assistance toute particulière qu'il nous a accordée, non-seulement pendant cette année-ci, mais aussi pendant tout le cours des onze années déjà écoulées de notre Pontificat ; et, en commençant la quatre-vingtième année de notre âge, nous ressentons plus que jamais le besoin que nos humbles forces soient puissamment soutenues par la grâce d'en-haut ; nous le ressentons d'autant plus que les difficultés du gouvernement de l'Eglise, en des temps si critiques, exigent de la part de celui qui en porte le poids des sollicitudes nombreuses et très graves et de tous les moments.

Les conditions générales de l'Europe et du monde, comme le Sacré Collège le sait bien, sont on ne peut plus incertaines et redoutables, et le douloureux contre-coup en est ressenti par le Saint-Siège. Privé d'une souveraineté vraie qui en assure l'indépendance et assujetti au pouvoir d'autrui, il ne peut éviter d'éprouver l'effet des incertitudes, des périls, des maux auxquels l'Italie est exposée à l'intérieur et au dehors. De là vient que toute agitation qui surgit à l'intérieur, et particulièrement à Rome, tout désastre qui la menace de l'étranger, suscite parmi les catholiques du monde entier des appréhensions, des anxiétés et des craintes sur le sort suprême de leur Chef.

A cette cause que l'on peut appeler fondamentale de nos préoccupations, il s'en ajoute d'autres également très graves, par suite du lamentable état des choses religieuses en Italie. On a dit et on a même répété en haut lieu que l'Eglise jouit en Italie de la plus grande liberté et de la situation la plus enviable. Mais comment écouter sans une juste indignation de semblables énonciations ?

Le fait même d'avoir ravi au Saint-Siège, par l'occupation du Principat civil, sa souveraine indépendance constitue à lui seul une offense qui comprend et embrasse toutes les autres. Cette offense atteint directement le Chef suprême de la catholicité et la liberté de son action dans le monde ; or, une fois cette liberté violée ou entravée de quelque façon que ce soit, tout le gouvernement de l'Eglise en souffre nécessairement.

Mais, outre celle-là, nous avons à déplorer d'autres atteintes à notre pouvoir spirituel en Italie. Ici, l'exercice du ministère épiscopal de la part des pasteurs que nous nommons souffre des retards et des entraves par le fait de ce qu'ils appellent *exequatur* différé toujours et systématiquement de plusieurs mois et qui devient pour l'autorité laïque le moyen d'assujettir les personnes choisies par nous avec le soin le plus scrupuleux à des inquisitions fiscales parfois du plus bas caractère. Plus d'une fois aussi, on a vu dénier la possession de la messe à des personnes très dignes et jugées aptes par nous aux besoins spéciaux de certains diocèses ; ce qui, outre la privation des moyens nécessaires de subsistance, entraîne aussi de funestes effets pour beaucoup d'actes de la juridiction épiscopale, indispensables au gouvernement d'un diocèse.

Mais il y a plus encore : car, pour quelques nominations, on impose de plus fortes entraves, sous le prétexte de droits de patronage, d'abord abandonnés et

non exercés pendant plusieurs années, puis repris et durement maintenus. Ces droits, que nous ne pouvons admettre en aucune façon, parce qu'ils manquent de tout fondement juridique et des conditions voulues par les Saints-Canons pour être exercés, auraient pour effet de laisser indéfiniment sans Pasteurs un nombre assez considérable de diocèses. De fait, il y en a plusieurs maintenant qui restent vacants depuis plusieurs années et qui sont tous extrêmement désireux d'avoir au milieu d'eux les évêques que nous avons nommés depuis longtemps.

Ce n'est pas tout : mentionnons encore en passant les difficultés apportées au recrutement du clergé et aux vocations ecclésiastiques ; la privation de tant d'ouvriers évangéliques par la dispersion des ordres religieux ; l'exclusion de l'Eglise de l'enseignement public ; les dispositions du nouveau Code pénal contre le clergé ; la confiscation d'une grande partie des biens ecclésiastiques ; les actes déjà résolus et ceux que l'on est en droit de craindre au préjudice des Œuvres pies, des confréries et de toutes les institutions catholiques ; la faveur accordée aux sectes, ennemis jurés du nom chrétien. Seraient-ce là, par hasard, les preuves de la prétendue liberté dont jouit présentement l'Eglise en Italie ?

Cette situation, si elle est nuisible à l'Eglise, est très funeste à l'Italie et lui fait subir tous les dommages dont est cause pour les peuples le mépris de la religion. Nous avons rappelé, il n'y a pas longtemps, le grand intérêt qu'ont les nations à ne pas s'éloigner du Christ et de son Eglise, sans la souveraine vertu de laquelle on espérerait en vain contenir les peuples dans le devoir et leur assurer les bienfaits inestimables de la paix. Cela s'applique d'une façon toute particulière à l'Italie, qui, établie par Rome, centre de la religion divine, et favorisée de la Providence entre toutes les nations, devrait éprouver d'autant plus gravement les conséquences de son éloignement du Christ que plus grande serait son ingratitude.

Les nations, de même que les individus, si elles s'écartent de la voie qui leur a été tracée par la divine Providence, tombent misérablement dans la décadence et vont à une ruine certaine. C'est folie d'espérer que l'Italie puisse avoir la paix, la sécurité, la tranquillité tant que durera la lutte contre la Papauté, qu'on en foulera aux pieds les droits et qu'on lui refusera cette condition de vraie souveraineté qui est la garantie efficace de son indépendance. Que le peuple italien ouvre les yeux et qu'il reconnaisse enfin où et quels sont ses vrais amis ; et que, suivant l'impulsion de son caractère profondément religieux et chrétien, il se rattache à jamais aux glorieuses traditions de ses meilleurs temps.

En attendant, au milieu des difficultés qui nous environnent, confiant dans l'assistance du Ciel et dans la sainteté de la cause que nous soutenons, assuré de la constante coopération du Sacré-Collège, nous continuerons courageusement notre œuvre, hâtant de nos vœux et de nos prières l'heure de la miséricorde pour l'Eglise et pour la société. Et, renouvelant l'expression de notre gratitude envers le Sacré-Collège, comme gage de notre très particulière affection, nous lui accordons, à lui et à chacun des membres qui le composent, ainsi qu'aux évêques et aux prélats qui sont ici présents, la bénédiction apostolique.

## RENSEIGNEMENTS DIVERS

### Conférence pour l'Arbitrage international.

L'invitation suivante a été adressée à tous les membres du parlement britannique et du parlement français :

Monsieur,

Le 31 octobre dernier, un certain nombre de membres du parlement britannique et du parlement français, agissant au nom de plusieurs centaines de leurs



collègues, se réunissaient à Paris, à l'effet de travailler à la consolidation des relations pacifiques entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, par la préparation de traités d'arbitrage pour la solution des difficultés qui pourraient survenir entre ces nations.

Entre autres résolutions adoptées à l'unanimité, et pour l'exécution desquelles nous avons eu l'honneur d'être constitués en comité, ils décidaient qu'une réunion ultérieure, à laquelle seraient invités à prendre part non-seulement les membres des parlements ci-dessus visés, mais aussi les membres des autres parlements connus pour s'intéresser aux mêmes idées, aurait lieu à Paris pendant l'Exposition de 1889, pour compléter l'œuvre commencée dans cette première conférence.

En conséquence de cette résolution, nous venons vous prier, Monsieur, de vouloir bien prendre part avec les autres membres des divers parlements, qui, comme vous, nous l'espérons, nous feront l'honneur de répondre à notre appel, à la réunion qui aura lieu à Paris, le 29 et le 30 juin prochain. Un second avis vous fera connaître le lieu et l'heure de cette réunion.

Dans l'espoir d'être favorisés de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations empressées.

Au nom du Comité :

*Les Membres du Parlement français :* Jules  
SIMON, sénateur, Frédéric PASSY, Jules  
GAILLARD, Jules SIEGFRIED, Yves GUYOT,  
députés.

*Les Membres du Parlement britannique :*  
W.-R. CREMER, Sir Georges CAMPBELL,  
BURT, PROVAND, SCHWANN, de la Chambre  
des Communes.

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> mars. — *Loris-Mélikof. Notes d'histoire contemporaine*, par E.-M. de Vogüé. (Etude attachante sur un homme qui, après avoir joué le premier rôle en Russie, est mort presque oublié à Nice il y a quelques mois. L'auteur sait à merveille les choses de Russie et de plus, il a connu personnellement Loris-Mélikof.) — *Un Roi de l'Inde au III<sup>e</sup> siècle avant notre ère : Açoka et le Bouddhisme*, par Emile Senart. — *Un magistrat breton, gentilhomme rural : Noël du Fail*, par Henri Baudrillart (beaucoup de traits curieux de la vie rustique au XVI<sup>e</sup> siècle.). — *Lamennais, libéral et révolutionnaire*, par Paul Janet. (L'auteur s'attache à démontrer qu'il n'y a pas eu entre les deux parties de la vie de Lamennais l'abîme que l'on croit : la phase nouvelle qui a tant étonné les contemporains, n'a été que le développement logique de sa pensée.) — *L'arbitrage international et la paix perpétuelle*, par G. Valbert. (A propos d'un Congrès projeté pour cet été par les Sociétés de la paix et aussi de l'excellent livre de M. Milovanowitch sur les *Traité de garantie au XIX<sup>e</sup> siècle*. L'auteur, comme à son ordinaire, exprime une foule d'idées justes sous une forme piquante.)

15. — *La reconstruction de la France en 1800 (1<sup>re</sup> partie)*, par H. Taine. — *La liberté religieuse en Russie. I. Les cultes chrétiens, arméniens, protestants, catholiques*, par An. Leroy-Beaulieu. — *La femme aux Etats-Unis*, par C. de Varigny. — *Lamennais métaphysicien et esthéticien*, par Paul Janet. — *L'Allemagne il y a cent ans*, par Lévy-Bühl (à propos de diverses publications allemandes récentes). — *Un pèlerinage à Delphes*, par Paul Lefavre.

---

## Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> mars. — *La dernière campagne présidentielle aux Etats-Unis*, par L.-V. Serre. — *Robert Burns*, par M<sup>lle</sup> Marie-Anne de Rovet. — *L'Indo-Chine*, par L. Richard (d'après le livre de M. de Lanessan qui a le même titre). — *Signification, portée scientifique et influence sur la Russie du calendrier républicain*, par Cés. Tondini de Quarenghi.

15. — *Lettre inédite de Gambetta sur la politique extérieure*, publiée par M<sup>me</sup> Adam. — *Le haut commandement allemand en 1870*. — *Solidarité des intérêts franco-russes dans l'Extrême-Orient*, par A. Tchernoff. — *Après dix ans de République*, par E. Masseras.

## Le Correspondant.

25 janvier. — *Le Prince de Galles : sa jeunesse, ses voyages, ses discours*, par M. Dronsart. — *O'Connell d'après sa correspondance inédite*, par An. Langlois (fin d'une très intéressante étude). — *Trois ambassadeurs français à Londres au XVI<sup>e</sup> siècle*, par René Doumic (à propos de diverses publications de la Commission des archives diplomatiques). — *L'amiral Courbet, d'après ses lettres*, par H. de Gaillard.

10 février. — *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon*, par Léon Lavedan. (Compte-rendu de la publication de M. Bertrand; la mémoire du prince gagne à la connaissance de sa correspondance : Le trait dominant est la constante recommandation d'une politique de paix, ménageant les forces de notre pays comme la légitime fierté des autres, et donnant à notre grandeur, contenue dans de justes limites, la garantie durable de solides alliances.). — *Le Centenaire de 89*, par L. de Gaillard. — *La lutte actuelle entre le Vatican et le Quirinal : les lois persécutrices, le Code pénal*, par Fr. Carry. — *L'entente cordiale entre la France et l'Angleterre* (septembre 1843 — février 1844), par P. Thureau-Dangin. — *Colons anglais et allemands dans l'Afrique orientale*, par Ch. Demay.

25 février. — *Mémoires et correspondance du comte de Villèle : L'expédition d'Espagne*, par Léon Lavedan. (Analyse et extraits du 4<sup>e</sup> volume des Mémoires. M. de Villèle fut le seul à correspondre officiellement avec le duc d'Angoulême pendant l'expédition; il peut donc fournir des renseignements particulièrement instructifs. Les justes éloges de M. Lavedan n'avaient pas besoin d'être accompagnés de retours amers sur les ministres de nos jours.). — *La lutte actuelle entre le Vatican et le Quirinal : Kultur-Kampf, France et Italie, Guillaume II à Rome*, par Fr. Carry. — *L'entente cordiale entre la France et l'Angleterre : Taïti et le Maroc* (février-septembre 1844), par P. Thureau-Dangin.

10 mars. — *Le parti monarchiste pendant l'année du Coup d'Etat (1851)*, par le comte de Ludre. — *Le roi de Hollande : sa succession, la question du Luxembourg*. (Article anonyme dont voici la conclusion : la mort du Roi des Pays-Bas aura pour effet de provoquer de nouveaux empiètements de l'Allemagne. En Luxembourg, le mal est irrémédiable; en Hollande, il peut encore être prévenu. Quels que soient les événements, la France ne doit pas se départir de l'attitude expectante qu'elle a gardée jusqu'ici. Peut-être même doit-elle désirer que l'Allemagne poursuive sa marche ascendante *per fas et nefas*. Peut-être faut-il que le colosse grandisse encore pour que l'Europe, si longtemps patiente, recommence l'histoire et fasse encore une fois cesser la domination d'un seul.) — *L'entente cordiale entre la France et l'Angleterre* (octobre 1844 — juin 1845), par P. Thureau-Dangin. — *Napoléon III et le Saint-Siège*, d'après la correspondance de M. Thouvenel et du duc de Gramont, par Léon Lavedan. (Voici l'appréciation que fait M. Lavedan de la publication récente de cette correspondance : s'il avait pu subsister un doute sur le caractère hypocrite de la politique de Napoléon III à l'égard du Saint-Siège et sur sa complicité secrète dans la série d'attentats qui ont consommé la ruine du pouvoir temporel de la papauté, dépossédé les souverains légitimes de la péninsule et créé à nos portes, contre tous les intérêts français, une puissance

nouvelle et redoutable, ce doute serait entièrement dissipé par l'étonnante correspondance diplomatique qui vient d'être mise au jour. Il est impossible d'imaginer une publication plus démonstrative, plus lumineuse, plus foudroyante. La duplicité de la politique impériale, sa fourberie, sa déloyauté y éclatent à chaque page, en provoquant la tristesse, le malaise, la honte même des agents qu'elle emploie.)

25. — *La lutte contre l'esclavage*, par le vicomte de Meaux. — *L'Exposition universelle de 1889*, par A. Morillon. — *Le parti monarchiste pendant l'année du Coup d'Etat (fin)*, par le comte de Ludre. — *Parnell et le Times*, par Martin. (La défaite du *Times* est avant tout la victoire de l'Irlande.). — *Le dimanche et les Chemins de fer*, par R. Lavollée. — *Révélations d'un diplomate*, par Ch. Gavard (à propos du livre de M. de Chaudordy). — *Un nouveau livre de M. de Talleyrand*. (Publication de M. Pallain).

### Revue britannique.

Mars. — *Cavaliers puritains* (à propos de la publication récente d'une correspondance). — *Le jeu et les paris en Angleterre* (article de *The Quarterly Review*, demandant l'intervention du législateur pour amener la réforme du présent état de choses qui est un scandale permanent, un grave danger pour une nation). — *Le télégraphe sous-marin entre la France et l'Angleterre*.

### Revue internationale.

10 mars. — *P.-S. Mancini*, par Fides. (Etude intéressante sur la vie d'un homme qui fut un grand patriote, un grand orateur et un grand jurisconsulte. Le droit international lui est particulièrement redevable.). — *Les dernières années de Michel-Ange*, par G. Fornasini (d'après de nouvelles recherches).

25. — *Le chemin de fer transcontinental sud-américain Pernambouc-Valparaiso*. (Travail fait d'après des données officielles et ayant pour but de montrer les avantages qui résulteraient de la réalisation de cette vaste entreprise.). — *La pia casa di lavoro de Gênes*, par E. Maurice.

### Revue politique et littéraire.

2 mars. — *La crise italienne : le mouvement pour la paix*, par G. Giacometti. — *Un poème inédit de Benjamin Constant*, par Victor Waillet (poème de plus de 4,000 vers, consacré à Bonaparte et conservé dans les archives d'une Société littéraire de province). — *L'alliance française à la Sorbonne : discours du général Tcheng-Kitong*. — *L'Académie française : M. Claretie ou l'optimisme*, par J. Darmesteter; *M. Renan ou le pessimisme*, par P. Desjardins.

9. — *La crise italienne : les responsabilités de M. Crispi*, par G. Giacometti. (L'auteur voit dans l'union latine, dans l'union franco-italienne notamment, une sorte de paix de famille. Il espère qu'il y aura une période d'années non troublées par les incidents quotidiens qui ont rendu si difficiles les relations des deux États au cours de l'année 1888. Le temps est un grand maître, et les traités d'alliance ont leur limite dans le temps.) — *Choses vécues : la semaine des barricades à Prague en 1848*, par Sacher-Masoch.

16. — *Six mois de la vie du Grand Condé*, par le duc d'Aumale. — *L'influence française dans le Levant*, par Gaston Deschamps. (Très intéressante conférence faite à la Sorbonne dans l'intérêt de l'alliance française.) — *Le secret de l'Empereur*, par A. Philis (à propos de la publication de la correspondance de M. Thouvenel avec Napoléon III. Le titre de l'ouvrage n'en donne pas une idée vraie. Le « Secret de l'Empereur », c'est l'histoire de ses tribulations diplomatiques, de sa longanimité poussée jusqu'à la faiblesse, de ses illusions, de ses mécomptes, devenus plus tard la source d'embarras profonds pour la France. Le livre est intéressant, il éclaire un chapitre de notre histoire, mais il ne nous révèle rien.) — *Atchinof et la presse russe*, par Halpérine-Kaminsky.

23. — *Le martyr d'Agnès Duchesne, roman historique*, par Ch. Normand.

— L'hiver qui précéda la Révolution (1788-1789), par G. Depping (étude historique d'après le journal inédit d'un bourgeois de Paris et les documents du temps). — *Un révolutionnaire italien : le comte Carlo Pepoli*, par A. Levinck (d'après un ouvrage publié récemment en Italie). — *Souvenirs de la Commune : le ministère de la guerre et le général Cluseret*, par Louis Barron.

30. — *Le Japon constitutionnel*, par A. Moireau. — *La France en 1789*, par Ch. Benoist (à propos du livre du comte de Chaudordy). — *L'Aïssoua, souvenir de voyage*, par Brethous-Lafargue.

---

### Revue d'histoire diplomatique.

1889, II. — *Examen des droits de Philippe V et de ses descendants au trône de France*, par Alfred Baudrillart. (Dans plusieurs articles de la *Revue des Deux-Mondes* (juillet-septembre 1888), réunis en volume, le marquis de Courcy a fait l'histoire des renonciations de Philippe V lors du traité d'Utrecht. M. Baudrillart ne refait pas cette histoire, il examine la validité de ces renonciations et est appelé ainsi à étudier un problème important d'histoire et de droit public. Il a eu la chance de trouver en Espagne un mémoire fort curieux, rédigé par un religieux au siècle dernier pour combattre les prétentions de la Cour d'Espagne.). — *Un emprunt des huguenots français en Allemagne et en Suisse* (1562), par F. Decrue de Stoutz (documents). — *Un ambassadeur turc à Paris sous la Régence*, par Em. d'Aubigay. (Récit fait d'après la relation de l'ambassadeur lui-même et les documents inédits des affaires étrangères de France.). — *Rapports diplomatiques de la Hongrie avec la France au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle*, par G. Fraknoi. — *L'archiduc Rodolphe*, par J. d'Anethan. — *L'Empereur Paul et Bonaparte, premier Consul*, par A. Tratchewski (à propos d'un document très important pour la politique russe vers 1800, publié par le duc de Broglie dans le numéro précédent de la *Revue*). — Comptes-rendus de divers ouvrages relatifs à l'histoire diplomatique.

---

### Revue maritime et coloniale.

Mars. — *Tourville et la marine de son temps* (suite), par J. Delarbre. — *De Tamatave à Tananarive*, par Le Fournier (d'après les rapports des officiers de l'escorte du Résident général de France à Madagascar). — *Souvenirs d'une campagne à bord du Jean-Bart, école d'application de la marine*, par le contre-amiral Mottez.

---

### Annales de droit commercial.

1889, I. — *A propos de Panama*, par E. Thaller. (Exposé des diverses questions que soulève la déconfiture de la Compagnie formée pour le percement du Canal interocéanique.) — *Des opérations et jeux de bourse dans les différents Etats et notamment en Espagne*, par Victor-P. Brugada. — Chronique suisse de législation et de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel. — Jurisprudence française (nombreuses décisions annotées).

---

### Revue algérienne et tunisienne.

Mars. — *Exposé théorique et pratique du système Torrens* (suite). — Décisions du Tribunal de Tunis sur la situation des étrangers plaideurs en Tunisie.

---

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Mars. — Etude par M. Albert Rivière sur *le système pénitentiaire du nouveau Code pénal des Pays-Bas* (suivie d'une intéressante discussion). — Chronique législative : Chambres italiennes; analyse de la nouvelle Constitution d'Haïti.

---



### Le Mémorial diplomatique.

2 mars. — *L'incident de Sagallo*. — La question de l'Indo-Chine à la Chambre des députés.

9. — *La crise serbe*. — Lettre du Pape à l'épiscopat autrichien (28 janvier); discours du Pape au Sacré-Collège (2 mars).

16. — *La doctrine Monroe et l'Europe* (à propos du message du nouveau Président). — La rentrée en France du duc d'Aumale (discussion à la Chambre des députés).

23. — *Printemps de paix*. — La crise du cuivre (discussion à la Chambre des députés).

30. — *L'Angleterre et la politique continentale*. — Documents concernant les relations du Portugal en Afrique. — Lettre du Président de la République de l'Equateur au Pape et réponse du Souverain Pontife.

### Bulletin de statistique et de législation comparée.

Mars. — *France* : Recettes et dépenses comparées des exercices 1876 à 1887; le frai des monnaies dans la circulation française; les fabriques de sucre et leurs procédés de fabrication en 1887-88 (travail important à raison de la conférence internationale de Londres); produits des contributions indirectes pendant les années 1887 et 1888; le budget de la ville de Paris; les recettes de la ville de Paris de 1876 à 1887; le commerce extérieur de la Tunisie. — *Angleterre* : les crédits pour la réorganisation de la flotte; les dettes publiques des colonies anglaises. — *Autriche* : le monnayage en 1887 et 1888. — *Allemagne* : le monnayage en 1887 et 1888; le régime des alcools, les charges de l'assistance publique. — *Italie* : le commerce extérieur en 1887 et 1888. (L'année 1888 présente, par rapport à la précédente, une diminution de 593 millions, soit de 448 millions à l'importation et de 145 à l'exportation.). — *Etats-Unis* : le message présidentiel, le commerce extérieur.

### Bulletins consulaires.

#### I. — FRANÇAIS (mars 1889).

Royaume de Siam. — Commerce de Bangkok en 1889.

Possessions espagnoles des Indes Orientales. — Commerce et navigation aux îles Philippines en 1886 et 1887.

Japon. — Commerce et navigation en 1887.

#### II. — ANGLAIS.

N<sup>os</sup> 120. *Turquie*. — Note sur l'absence de communication directe entre les ports de la mer Noire et ceux de la Grande-Bretagne.

459. *Autriche-Hongrie*. — Rapport sur l'agriculture en Hongrie en 1888.

460. *Portugal*. — Rapport sur le commerce de Madère en 1888.

461. *Russie*. — Rapport sur le commerce de Varsovie en 1888.

#### II. — ITALIEN.

N<sup>os</sup> 9. *Etats-Unis* (Récolte des céréales). — Rapport du 13 février 1889.

29. *Inde*. — Tableau du mouvement de la navigation dans le port de Bombay, 31 décembre 1888.

37. *Birmanie*. — Rapport sur la navigation nationale de 1887 à 1888. (Rangson, 6 janvier 1889.)

41. *Sainte-Hélène (Grande-Bretagne)*. — Etat de la navigation italienne dans ce port durant l'année 1888.

41. *Suède et Norvège*. — Le chemin de fer Transcaspien et la Russie dans l'Asie Centrale, novembre 1888.

41. *Grande-Bretagne et Indes*. — Notice sur l'état du commerce, impor-

- tations et exportations, durant le 4<sup>e</sup> trimestre 1888 du port de Bombay.
43. France (Colonies, Alger). — Etat récapitulatif de la navigation nationale dans les ports des résidences consulaires, année 1888.
45. Inde. — Bombay. Rapport sur le commerce d'importation et d'exportation durant l'année administrative 1887-1888.
53. Pays-Bas. — Prix des principaux genres de ventes sur le marché d'Amsterdam, 4<sup>e</sup> trimestre 1888, comparé au 4<sup>e</sup> trimestre 1887.
65. — Suède et Norvège. — Projet de loi pour : Assurance obligatoire, accidents des travailleurs, institution Caisse d'assurance gouvernementale (Stockolm, décembre 1888).
69. Honduras. — Commerce, agriculture, industrie, navigation, développement possible des intérêts italiens dans cette République.
73. Etats-Unis. — La construction des chemins de fer dans les Etats-Unis durant l'année 1888.
77. Maroc. — Etat du commerce dans le port de Mazagran et conditions de la campagne pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1888.
1. Pays-Bas et Colonies. — Données statistiques sur la fabrication du sucre à Java.
49. Suède et Norvège. — Navires en construction dans les chantiers de Norvège au 1<sup>er</sup> janvier 1889.
53. Turquie. — Navigation italienne dans le district consulaire de *Prevesa*.
57. France. — Mouvement de la navigation en France dans l'année 1888, spécialement dans le port de Bordeaux.
61. Pérou. — Mouvement maritime du port de *Callao*.
65. Turquie. — Etat de la navigation sur le canal de Suez pour le second trimestre de 1888.
77. Paraguay. — Le Paraguay à l'Exposition de Paris.
81. Etats-Unis. — Rapport sur l'émigration italienne à Boston.
81. Grande-Bretagne. — Données statistiques sur le commerce dans le port de Clyde.
81. Grande-Bretagne. — Mouvement général du port de Malte.
89. France. — Prospectus statistique de l'exportation des vins de Bordeaux en 1888.
93. Grande-Bretagne. — Statistique de la navigation italienne à Gibraltar en 1888.
97. Madagascar. — Aperçu commercial, industriel et agricole pendant l'année 1888.
97. Grande-Bretagne. — Rapport sur la construction navale dans le port de *Clyde* durant l'année 1888.
105. Brésil. — Recensement statistique de l'Empire du Brésil.
105. Russie. — Rapport commercial de la place d'Odessa en 1888 et tableau du mouvement commercial du port de Berdianska, même année.
105. Maroc. — Etat général du commerce et de la navigation dans le port de Casablanca.
109. Tunisie. — Navigation dans les différentes escales de la régence dans les années 1884-85, 1885-86, 1886-87.
113. Grande-Bretagne. — Le 1<sup>er</sup> Congrès artistique en Angleterre.

---

*Le Gérant : FÉCHOZ.*

---

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie LÉON FRÉMONT.

# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

---

### PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

##### Convention concernant l'établissement du service des mandats-poste

18 Décembre 1888 (1)

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, animés du désir de faciliter les envois d'argent entre la Belgique et le Royaume-Uni, à l'aide de mandats postaux, ont résolu de signer, dans ce but, une Convention, et à cet effet ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, le Baron Solvyns, Grand-Officier de son Ordre, et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour d'Angleterre, etc.

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Robert Arthur Talbot Gascoyne, Marquis de Salisbury, Comte de Salisbury, Vicomte Cranborne, Baron Cecil, Pair du Royaume-Uni, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Membre du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères, etc.

Art. I. — Il y aura entre la Belgique et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande un échange régulier de mandats-poste.

Aucun mandat ne peut excéder 10 livres sterling s'il est émis dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et l'équivalent de cette somme en monnaie belge d'après le taux de conversion à fixer en exécution de l'article V suivant, s'il est émis en Belgique.

(1) *Moniteur Belge* du 23 Janvier 1889. — L'échange des ratifications a eu lieu à Londres le 17 Janvier 1889.

Ce maximum peut toutefois être élevé de commun accord par les administrations.

Art. II. — Il est perçu pour chaque envoi de fonds une taxe que détermine l'administration du pays d'origine, et qui est à la charge de l'expéditeur des fonds. Le produit des taxes fixées demeure acquis à l'administration qui émet le mandat, mais cette administration tient compte à l'administration qui le paie d'un droit d'un demi pour cent ( $1/2\%$ ) calculé sur le montant total des mandats annoncés.

Art. III. — Des envois de fonds par mandats-poste peuvent être échangés par l'entremise de l'administration du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande entre la Belgique et les pays pour lesquels la dite administration peut servir d'intermédiaire pour les envois de l'espèce.

Ces mandats sont soumis aux mêmes conditions et taxes que ceux qui sont échangés entre la Belgique et le Royaume-Uni, mais un droit de commission est déduit de leur montant en compensation de la taxe à allouer à l'office payeur; le montant de ce droit est fixé par l'administration des postes britanniques pour les mandats de l'espèce créés en Belgique.

Des envois de fonds peuvent être échangés, dans les mêmes conditions, par l'intermédiaire de l'administration des postes belges entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les pays pour lesquels l'administration des postes belges peut servir d'intermédiaire.

Art. IV. — Les mandats émis de part et d'autre et les acquits donnés sur ces mandats ne peuvent, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à une taxe ou à un droit quelconque à la charge des destinataires des fonds, sauf le droit de commission prévu par l'article III précédent, pour les mandats échangés par intermédiaire.

Art. V. — Chaque administration fixe, selon sa convenance, le taux de conversion monétaire applicable aux versements effectués pour l'obtention des mandats-poste, sous la condition de porter ce taux à la connaissance de l'autre administration. Lorsque la conversion fait ressortir des fractions de 10 centimes ou d'un penny, ces fractions sont négligées.

Art. VI. — Les sommes converties en mandats-poste sont garanties aux déposants jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux bénéficiaires, ou aux mandataires de ceux-ci, ou bien remboursées aux déposants eux-mêmes.

Les mandats créés dans chacun des deux pays sont payables pendant les douze mois qui suivent le mois pendant lequel ils ont été émis. Les mandats qui n'ont pas été payés en dedans les douze mois qui suivent celui de l'émission deviennent nuls et les sommes versées sont remboursées à l'administration du pays d'origine, pour être restituées aux intéressés ou versées au trésor, selon les règles établies par les lois de chaque pays.

Art. VII. — Les deux administrations dressent à des époques et dans la forme à convenir entre elles des comptes où sont récapitulés les mandats émis de part et d'autre.

Ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés, sauf arrangement contraire, en monnaie métallique du pays créancier, par l'administration qui est reconnue redevable envers l'autre.



A cet effet, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux de 25 fr. 20 c. pour une livre sterling.

Art. VIII. — Chacune des administrations des postes des deux pays contractants peut, dans les circonstances extraordinaires de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux d'une manière générale ou partielle sous la condition d'en donner immédiatement avis (au besoin par le télégraphe) à l'autre administration.

Art. IX. — Les administrations des postes de Belgique et du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande arrêtent d'un commun accord les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

Art. X. — La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux administrations conviendront.

Seront abrogées à partir du même jour, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les deux pays, au sujet des mandats-poste.

Cette convention demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait fait connaître à l'autre, mais au moins trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. XI. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 18 décembre, en l'an de grâce 1888.

(L. S.) SOLVYNS.

— SALISBURY.

## BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

### Convention relative aux Correspondances télégraphiques

1<sup>er</sup> Janvier 1889 (1)

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, et le gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Considérant que les relations télégraphiques entre la Belgique et l'Angleterre sont régies par des conventions conclues, d'une part, entre le gouvernement belge et la « Submarine Telegraph Company », et, d'autre part, entre le gouvernement anglais et la même Compagnie, ainsi que par la convention télégraphique signée, le 19 mars 1880, entre la Belgique et l'Angleterre et prorogée par la convention du 26 juin 1886;

Que ces conventions prennent fin le 2 janvier 1889;

Qu'il est, par conséquent, nécessaire de réglementer à nouveau les relations télégraphiques entre la Belgique et l'Angleterre;

Qu'il est, au surplus, désirable que ces relations soient directes et exemptes de tout intermédiaire, afin de les rendre plus régulières, plus rapides et plus satisfaisantes pour le public;

(1) *Moniteur Belge* du 9 Janvier 1889.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont, en vertu de l'article 17 de la convention télégraphique internationale signée le 10/22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, arrêté les dispositions suivantes :

Art. I. — Le gouvernement belge et le gouvernement anglais s'engagent mutuellement à ne pas renouveler ni proroger les concessions accordées à la compagnie privée de télégraphes, nommée la « Submarine Telegraph Company » et constituée pour l'établissement et l'exploitation de câbles télégraphiques sous-marins entre la Belgique et le Royaume-Uni, ni à accorder aucune autre concession à une compagnie privée ou à une personne quelconque, sauf de consentement mutuel. Il est néanmoins convenu que les dispositions existantes resteront en vigueur jusqu'au 31 mars 1889.

Art. II. — Le gouvernement belge et le gouvernement britannique procéderont, à frais communs, à l'acquisition de deux câbles anglo-belges existants entre Midelkerke près Ostende (Belgique) et Ramsgate (Angleterre), et entre La Panne, près Furnes (Belgique), et Douvres (Angleterre), ou, si ces câbles n'étaient pas acquis, à l'achat et à la pose d'au moins trois nouveaux câbles contenant chacun quatre conducteurs, afin d'assurer, dans les meilleures conditions possibles, les relations télégraphiques entre les deux pays.

L'acquisition desdits câbles existants, ou l'achat de nouveaux câbles en remplacement de ceux-ci, ainsi que leur entretien, feront l'objet d'un arrangement spécial entre l'administration belge et l'administration anglaise, sur la base d'une commune propriété des câbles et d'un partage égal entre les deux pays des frais d'immersion et d'entretien.

Les lignes nécessaires au raccordement des câbles aux réseaux télégraphiques intérieurs seront construites et entretenues, en Belgique, par l'administration des télégraphes belges et, en Angleterre, par l'administration anglaise des télégraphes.

Art. III. — Si, dans la suite, il devient nécessaire d'établir un ou plusieurs nouveaux câbles directs, afin d'être en mesure de transmettre un plus grand nombre de télégrammes, ce câble ou ces câbles seront construits et posés aux frais communs des gouvernements belge et Anglais, chaque gouvernement supportant la moitié de la dépense. Les frais résultant du maintien de ce ou de ces câbles en bon état de fonctionnement seront supportés, par parts égales, par les deux pays. Les lignes terrestres en communication avec ces câbles seront construites et entretenues, en Belgique, par l'administration belge des télégraphes, et, en Angleterre, par l'administration anglaise des télégraphes.

Art. IV. — L'administration belge et l'administration anglaise s'engagent réciproquement à faire desservir d'une manière permanente et au moyen des meilleurs appareils en usage les fils qui relient la Belgique et l'Angleterre.

Les deux administrations régleront de commun accord l'affectation et le mode d'exploitation des câbles.

Il reste entendu que la manœuvre sera confiée aux agents de l'administration belge, en Belgique, et à ceux de l'administration anglaise, en Angleterre, sans l'intermédiaire d'aucune compagnie privée.

Art. V. — A moins de dispositions contraires mutuellement admises, la taxe des télégrammes ordinaires échangés entre la Belgique, d'une

part, et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et l'Irlande, d'autre part, sera fixée uniformément et par mot :

Dans la Grande-Bretagne, à 2 pence (2 l.) ;

En Belgique, à vingt centimes (fr. 0.20).

Chacune des deux administrations aura le droit de percevoir la taxe susdite sous la forme qui lui conviendra, à la condition de se conformer à l'article XXI du règlement de service international signé à Berlin, le 17 septembre 1885 (1).

Sur le montant de la taxe perçue par l'office d'origine, il sera prélevé, pour le parcours sous-marin, une taxe de 5 centimes (fr. 0.05) par mot, qui sera partagée par moitié entre la Belgique et la Grande-Bretagne. L'excédent sera réparti d'après les bases admises par le règlement de service international en vigueur.

En conséquence, la taxe de 20 centimes, prévue au § 1<sup>er</sup> de cet article, sera décomposée comme il suit :

11.5 centimes pour la Grande-Bretagne ;

8.5 centimes pour la Belgique.

Chaque administration conservera la somme entière qu'elle aura perçue, y compris les taxes des télégrammes avec réponse payée et les autres taxes accessoires.

Toutefois, la Grande-Bretagne créditera la Belgique de 8.5 centimes par mot transmis en Belgique, et la Belgique créditera la Grande-Bretagne de 11.5 centimes par mot transmis à la Grande-Bretagne.

Art. VI. — Les télégrammes échangés entre la Belgique et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et l'Irlande, qui, par suite d'interruption des lignes directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère ne seront soumis à aucune surtaxe, le prix de transit étant supporté par l'administration dont les lignes terrestres seraient interrompues, et par les deux administrations dans le cas où les câbles sous-marins seraient hors de service.

Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe, à la demande de l'expéditeur, seraient soumis aux taxes et aux dispositions de la convention télégraphique internationale.

Rien, dans cet article, ne doit être considéré comme aliénant la liberté de l'Angleterre de conclure des arrangements avec la France, la Néerlande et l'Allemagne, ou avec tous ces pays au sujet du partage des taxes des câbles pour les télégrammes transmis par les câbles anglo-français, anglo-néerlandais ou anglo-allemand, ni comme annulant aucun droit que, en raison de sa propriété de ces câbles, elle pourrait avoir de s'attribuer tout ou partie des taxes en question.

Art. VII. — La taxe qui sera attribuée aux câbles anglo-belges pour tous les télégrammes transmis en transit par ces câbles sera partagée par parts égales entre les deux pays.

Art. VIII. — Les dispositions de la convention télégraphique internationale en vigueur et du règlement de service y annexé seront applicables aux relations directes entre la Grande-Bretagne et la Belgique dans tout ce qui n'est pas prévu par le présent arrangement.

Art. IX. — Le présent arrangement, à l'exception de l'article 1<sup>er</sup>, qui entrera en vigueur immédiatement, sera applicable le 1<sup>er</sup> avril 1889 et

(1) V. ce règlement, *Archives*, 1886, IV, p. 252.

sortira ses effets jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où il aura été dénoncé par une des parties contractantes.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, en double expédition, le 1<sup>er</sup> janvier 1889.

(L. S.) SOLVYNS.  
— SALISBURY.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

### BOLIVIE — PARAGUAY

---

#### NOTES ÉCHANGÉES ENTRE LA CHANCELLERIE PARAGUAYENNE ET LA LÉGATION BOLIVIENNE

AU SUJET DE LA QUESTION DES FRONTIÈRES DANS LE CHACO BORÉAL. (1)

(Octobre-Novembre 1888.)

---

**Mr. Claudio Pinilla, chargé d'affaires de Bolivie, à S. E. le  
ministre des relations extérieures, colonel D. Juan C. Centurion.**

Assomption, 1<sup>er</sup> octobre 1888.

Monsieur le ministre,

Depuis trois jours, se trouvent en état d'arrestation dans la maison de police et prison de cette ville, les sieurs Enrique Moscoso, Claudio Rodriguez, Marcos Pesoa, Pantaléon Sosa et Léon Palma, appréhendés dans le territoire de la juridiction bolivienne de *Puerto Pacheco* par ordre de l'officier paraguayen Angel Gimenez.

Ce fait, dont la gravité n'échappera pas à la haute sagacité de Votre Excellence, a été commis au milieu de circonstances qui constituent une véritable offense pour la Bolivie et une violation de sa souveraineté.

Je ne puis, ni ne veux croire, Monsieur le Ministre, que les actes dont je m'occupe, profondément perturbateurs de la cordialité et de la bonne harmonie avec lesquelles nous nous appliquons de maintenir les relations internationales de nos pays respectifs, aient émané d'ordres supérieurs de l'administration de Votre Excellence, et je dois supposer logiquement que votre Excellentissime Gouvernement, qui sait et connaît quel est l'état légal dans lequel se trouvent nos questions territoriales touchant les frontières, est absolument étranger au déplorable incident dont je m'occupe.

C'est avec cette conviction intime et le souvenir des facilités et de la

(1) Traduit de l'espagnol. Publié par la *Revuo du Paraguay*, numéro du 24 novembre 1888.

bonne volonté qu'en toute occasion m'a gracieusement témoignées cette chancellerie, que je me permets de prier Votre Excellence de vouloir bien ordonner les mesures nécessaires pour qu'immédiatement soient mis en liberté les employés boliviens sus-désignés.

En outre, obligé de transmettre à mon Gouvernement des renseignements véridiques sur tout ce qui se réfère à un incident aussi inattendu qu'incorrect et au sujet duquel je manqué, par cela même, d'instructions précises, je me borne à prier également Votre Excellence de vouloir bien me faire part des mesures qui, j'ai tout lieu de l'espérer, auront été adoptées par l'Exme. Gouvernement de Votre Excellence en satisfaction du fait arbitraire que je viens de porter à votre connaissance.

Je profite de cette occasion pour réitérer à Votre Excellence l'assurance de ma considération la plus distinguée.

CLAUDIO PINILLA.

**Le Ministre des relations extérieures du Paraguay, à  
Mr. le chargé d'affaires de Bolivie.**

Assomption, 3 octobre 1888.

Monsieur le chargé d'affaires,

J'ai pris connaissance de votre note du premier courant, et me permets de vous informer que mon Gouvernement n'a pu ne pas trouver étranges les termes dans lesquels elle est conçue, surtout alors que le fait d'avoir conclu un pacte amical entre les deux pays ne peut être invoqué comme un motif dont on tirerait cette conséquence que le Paraguay aurait renoncé à la souveraineté que, depuis un temps immémorial, il a exercée sur la rive droite du rio Paraguay jusqu'à *Bahia Negra*.

Pour cette raison, le Gouvernement de la République, en dépit des sentiments d'amitié dont il est animé et dont il a donné des preuves nombreuses, ne peut admettre aucune réclamation qui, se fondant sur un droit que n'a jamais eu la Bolivie, tende à porter atteinte à la souveraineté de la République sur le territoire auquel il est fait allusion.

Les personnes indiquées par V. S. dans la note sus-mentionnée se trouvent sous l'action des tribunaux comme ayant violé les lois du pays, et resteront dans cette situation jusqu'à ce que la justice, ensuite des formalités légales, ait prononcé sur elles.

C'est là tout ce que, par une condescendance spéciale eu égard aux bonnes relations qui, heureusement, existent entre les deux pays, je puis faire savoir à V. S., fermement persuadé que l'Exem. Gouvernement de Bolivie, par les raisons expliquées dans les notes antérieures de cette chancellerie, trouvera que l'attitude de mon Gouvernement est strictement conforme au droit et à la justice, sans qu'un moment soit entrée dans son esprit l'idée de produire aucun incident qui puisse diminuer en quelque façon que ce soit les sentiments d'amitié sincère qu'il professe pour une République sœur.

Je profite de cette occasion pour réitérer à Votre Seigneurie, l'assurance de mon estime et de ma considération distinguée.

Juan C. CENTURION.

**Mr. le chargé d'affaires de Bolivie à Son Excellence le Ministre  
des relations extérieures.**

Assomption, 15 octobre 1888.

Monsieur le ministre,

C'est avec un profond regret que j'ai pris connaissance de la communication de Votre Excellence, datée du 3 courant, dans laquelle, répondant à ma note du premier, touchant les événements survenus dans le territoire de Puerto Pacheco, Votre Excellence veut bien me faire savoir, *par une condescendance spéciale*, que son gouvernement, « en dépit des sentiments d'amitié dont il est animé et dont il a donné des preuves nombreuses, ne peut admettre aucune réclamation qui, se fondant sur un droit que n'a jamais eu la Bolivie, tende à porter atteinte à la souveraineté de la République sur le territoire auquel il est fait allusion. »

Devant une réponse négative si concluante, qui non-seulement se refuse aux explications demandées par cette Légation, mais ferme aussi la voie à toute discussion amicale et à tout arrangement raisonnable ; ensuite des dernières dispositions prises par le gouvernement de Votre Excellence, tendant à l'occupation politique et militaire du territoire de juridiction bolivienne de *Puerto Pacheco*, je crois qu'il ne me reste d'autre parti que celui d'accepter la suspension de relations que m'imposent ces actes.

Dans cette intention, et pour qu'il conste des antécédents et des circonstances de cette malheureuse conjoncture, Votre Excellence me permettra de les exposer brièvement ci-après :

Je commencerai par rappeler à Votre Excellence que le territoire du Chaco, vaste et inhabité, a été, dès les premiers jours de notre indépendance, l'objet d'un litige international pour les différents Etats qui l'entourent.

La Bolivie sans rejeter, *pour sa part*, les prétentions et droits allégués par ses voisins en désaccord, ce qui eût constitué une offense à l'honorabilité et à la bonne foi que l'on doit supposer chez toute nation civilisée, a cru toujours avoir les meilleurs droits à la domination de ce vaste territoire, en vertu de titres indéniables et de toute évidence.

Les titres sur lesquels se fonde son droit indiscutable de propriété sur tout le territoire du Chaco dérivent d'une multitude de cédulas royales émanant du pouvoir espagnol dans le parcours des trois siècles de l'époque coloniale et dans lesquelles on attribue le susdit territoire, et la possession absolue de ces domaines, à la juridiction de l'audience de Charcas. A différentes reprises, des traités internationaux ont été conclus et la Bolivie a toujours soutenu son droit que les Etats voisins ont approuvé et reconnu, comme il est mentionné expressément dans le protocole additionnel au traité de la Triple Alliance du 1<sup>er</sup> mai 1865 et de plus, admis tacitement dans les règlements du Gouvernement impérial du Brésil avec le Gouvernement du Paraguay concernant la navigation du fleuve Paraguay. L'explication naturelle de cette dernière réserve est contenue dans le memorandum que le chancelier de l'Empire adressa, à la date du 20 juin 1872, à S. E. M. le Ministre des Affaires étrangères de la République Argentine.

En ce qui concerne le Paraguay, le droit de la Bolivie a toujours été reconnu en différentes occasions par le seul fait d'admettre un débat territorial, et d'accepter des transactions amicales sur ce débat.

Comment le Paraguay pourrait-il dire aujourd'hui que la Bolivie ne

possède aucun droit quand, dans les documents dénommés, on proclame la nécessité et la convenance de définir ces droits par des conventions qui fixeraient les frontières du Chaco.

Ces antécédents exposés, les droits de la Bolivie ne sont plus une nouveauté, ni un fait dédaigné dans les rapports internationaux de la Bolivie et du Paraguay. Le droit de propriété existe du moment qu'existe le titre sur lequel il se fonde et il n'est pas annulé par le fait d'être discuté. D'après ce principe et dans l'exercice de son droit de propriété, la Bolivie a contracté, en 1844, avec une Compagnie belge, la colonisation du Chaco et la navigation du Pilcomayo. En 1874, elle autorisa l'entrepreneur Don Miguel Suarez Arana pour l'établissement et la création d'un port sur la rive occidentale du fleuve Paraguay ; de plus, cette République décrétait, en 1855, l'établissement de la première colonie nationale du nom de Nouveau-Bordeaux (aujourd'hui villa Hayes), sur la même rive occidentale du dit fleuve.

Dans un tel état de choses mutuellement toléré, les deux Gouvernements, animés du désir de terminer la question des limites en litige, conclurent une convention par laquelle on reconnut et assigna à la Bolivie la zone comprise entre « Bahia Negra et Fuerte Olimpo », et au Paraguay celle qui s'étend entre la ligne de l'Apa et le confluent du Pilcomayo, réservant la partie intermédiaire à la décision d'un arbitre. Votre Excellence sait et elle ne pourrait le nier, que tout traité amical dans lequel se règlent les différends territoriaux implique toujours pour chacune des hautes parties contractantes la renonciation de la souveraineté exercée sur un territoire qu'elle reconnaît comme la propriété de l'autre.

La transaction implique préexistence de droits discutables sur le tout et conséquemment abandon d'une partie de ces mêmes droits.

Les souverainetés respectives étant ainsi fixées et délimitées sur le terrain légal, la stipulation du traité de limites, du 16 février 1878, a créé un *statu quo* dans la possession et régularisé la juridiction des deux Etats dans leurs limites respectives.

Par la nature même des faits, la Bolivie qui avait formé et administré directement le noyau de population dénommé Puerto Pacheco, et dont le droit de propriété avait été reconnu sur cette région auparavant inhabitée et déserte devait logiquement exercer sa juridiction sur ce territoire comme le Paraguay l'exerçait sur la région qui lui avait été assignée.

Toute la zone de Bahia Negra au Pilcomayo avait été en litige, et c'est sur elle que portaient les transactions amiables intervenues ; il ressort que si la Bolivie accepte et tolère l'autorité du Paraguay au sud de la ligne du rio Apa, elle ne reconnaît pas de motif pour qu'on n'admette pas sa juridiction au nord de Fuerte Olimpo.

La grande expérience de Votre Excellence et l'esprit élevé d'équité qui vous anime me dispensent de plus amples explications et me font espérer que Votre Excellence ne pourra manquer de convenir que pour l'appréciation correcte de la limite de ces juridictions on ne doit rechercher d'autre point de départ que la conclusion du traité de limites.

Selon ce principe, ce qui était occupé par le Paraguay, resterait administré par le Paraguay et ce qui était possédé par la Bolivie resterait aussi administré par elle : la célébration du traité crée, *ipso facto*, pour la juridiction, un *uti possidetis* temporaire. Sous ce régime légal et dans le terme non échu du délai accordé pour échange des ratifications respectives du traité du 16 février 1887, survint le débarquement, à Pacheco, d'une force para-



guayenne qui prit possession du port au nom de cette République, arracha l'écusson de Bolivie de la maison de l'administration, arrêta le gouverneur dudit port, ainsi que des péons qui allaient chercher des vivres et les conduisit à cette ville, laissant en danger la vie des travailleurs boliviens occupés, dans l'intérieur du Chaco, au percement des voies de communication.

Au reçu de cette nouvelle, je ne pus ni vouloir croire, comme je le manifestai à Votre Excellence, que des faits aussi déplorables émanassent du Gouvernement paraguayen et je me hâtai de demander la liberté des détenus, ainsi que les explications sur ce cas.

Je me basais en cela sur ce que, d'après la loi des nations, les délits commis même sur son propre territoire, par des agents qui obéissent aux ordres d'un Gouvernement étranger, ne peuvent ni ne doivent être punis comme les faits délictueux des individus particuliers, mais qu'une réparation doit être demandée au Gouvernement dont ils dépendent.

S'il en est ainsi des faits accomplis dans l'intérieur du territoire national, que dirons-nous pour les employés boliviens qui agissaient d'après les ordres de leur Gouvernement dans un territoire soumis à sa juridiction ?

Si le Paraguay se croyait offensé ou reconnaissait ses droits lésés par l'occupation bolivienne de Puerto Pacheco, rien n'était plus correct que de demander les satisfactions dues par voie diplomatique.

La Bolivie possède, dans cette capitale, une légation permanente disposée à répondre à toute chose et faire rendre justice pour tout délit.

Au contraire, loin de cela, votre Gouvernement a cru ne devoir admettre aucune négociation fondée sur les droits de la Bolivie et a envoyé une expédition militaire des trois armes pour occuper et garder le territoire de Pacheco.

Sur ce territoire, qui rappelait jusqu'au jour de l'occupation bolivienne les premiers jours de la nature et dans lequel on ne trouvait aucune trace positive et tangible d'occupation antérieure, mon Gouvernement forma un noyau de population, entreprit la construction de chemins et persistant toujours dans son attitude tendant à terminer les différends territoriaux avec le Paraguay, dans des termes fraternels et amiables, il s'abstint d'établir aucune force militaire.

Avant de connaître l'attitude qu'adoptera votre Gouvernement en face d'un traité international dont les délais de ratification ne sont pas encore échus, je proteste solennellement et respectueusement contre les graves incidents qui viennent de se produire et qui élèvent et ajournent la solution satisfaisante d'une question d'une importance capitale pour les deux pays.

En résumé, Monsieur le Ministre, qu'il me soit permis de proclamer une fois de plus l'esprit de modération et la loyauté dont a toujours fait preuve mon pays dans le règlement de ses questions de limites.

Comme preuve de ces sentiments de profonde amitié envers une nation sœur et amie, ce Gouvernement a envoyé, jusqu'à présent, quatre légations de 1<sup>re</sup> classe chargées d'arriver à un accord et n'a pas hésité, même au préjudice de ses droits, à faire deux conventions par lesquelles la Bolivie cédait une bonne partie de ses domaines légitimes.

Mon pays, désireux de maintenir ses intérêts commerciaux avec le Paraguay, n'a pas vu, en toutes ces négociations, une simple question de territoire, et pour cela a cédé toujours de ses légitimes prétentions en hommage aux sentiments mutuels et aux intérêts économiques et politiques

d'une amitié durable, mais ferme dans son droit et avec le sentiment de la justice sur laquelle il s'appuie, il ne peut accepter ce qu'il juge incompatible avec sa dignité et son prestige.

C'est pour ce motif et avec le plus vif regret que je prie Votre Excellence de vouloir bien me remettre mes passe-ports pour me retirer. Je profite de cette occasion pour vous réitérer l'assurance de ma considération très distinguée.

Claudio PINILLA.

Assomption, 3 novembre 1888.

Monsieur le chargé d'affaires,

Dans ma dernière note, je m'étais réservé de répondre aux considérations contenues dans votre note du 15 octobre dernier, me promettant de le faire directement à votre Gouvernement.

Si j'ai manifesté cette intention, c'était dans la pensée que vous partiriez directement pour votre pays, mais ayant été assuré que vous deviez rester quelques mois à Buenos-Aires, je viens aujourd'hui tenir ma promesse.

Dans votre communication précitée, vous exposiez que le refus de la part de mon Gouvernement, d'admettre aucune réclamation où vous prendriez comme base un droit que la Bolivie ne possède pas, tendant à porter atteinte à la souveraineté de la République sur la rive droite du *rio* Paraguay jusqu'à Bahia Negra et que les dispositions gouvernementales tendant à l'occupation politique et militaire du centre de population de Bahia Negra, ne vous laissaient d'autre parti que celui d'accepter la suspension de relations que vous imposaient ces mesures.

Pour ce motif et pour qu'il conste des antécédents et circonstances de ce que vous qualifiez d'*événement malheureux*, vous avez cru de votre devoir d'entrer dans des considérations étendues, bien que d'une façon vague et incertaine, sur l'ensemble des faits qui, selon votre appréciation, constituent le fondement des droits de la Bolivie, en tirant comme conséquence définitive que le centre de population de Bahia Negra, que M. Suarez Arana, de sa propre autorité, avait baptisé du nom de « Puerto Pacheco », se trouvait enclavé dans le territoire de la juridiction de Bolivie.

Quoique vous eussiez déclaré dans votre note n'avoir pas d'instructions pour entrer en discussion avec mon Gouvernement concernant les bases sur lesquelles s'appuient les prétentions de la Bolivie, je crois cependant utile, afin de dissiper toute ombre de doute sur le droit incontesté du Paraguay et prouver à la fois qu'il n'esquive ni ne refuse jamais l'occasion qui s'offre pour démontrer avec toute franchise, loyauté et modération, les raisons qui servent de mobile à ses actes, je me permets à mon tour d'entrer dans quelques détails afin de rétablir la vérité et de faire ressortir, par la relation des faits, la justice sur laquelle repose le procédé de mon Gouvernement.

Vous commencez par établir, à l'appui de vos arguments, « que le vaste et inhabité territoire du Chaco a été, dès les premiers jours de notre indépendance, l'objet d'un litige international entre les Etats voisins.

« Que, pour sa part, la Bolivie, sans repousser les prétentions et droits allégués par ses voisins (ce qui constituerait une offense à l'honorabilité et bonne foi qui doit exister chez une nation civilisée), a toujours cru avoir le meilleur droit à la propriété et possession de ce vaste territoire, propriété établie par des titres clairs et évidents.

« Que ces titres de son indiscutable droit de propriété sur tout le territoire du Chaco émanent d'une foule de « cédules royales » émises par le Gouvernement espagnol dans le long espace de trois siècles de l'époque coloniale et dans lesquels le susdit territoire est représenté comme faisant partie, à titre de propriété absolue, de la juridiction de l'audience de Charcas ; et qu'ils sont légitimés et soutenus par l'exercice constant de cette même juridiction de la susdite audience dans les limites de laquelle a été constituée et organisée la souveraineté indépendante de la Bolivie, de même que le Paraguay a été organisé dans les limites de l'ancienne province qui portait le même nom.

« Qu'en différentes occasions où ont été conclus divers pactes internationaux sans sa participation, la Bolivie a toujours soutenu son droit et que les autres Etats voisins n'ont cessé de le reconnaître, comme il est arrivé particulièrement dans le protocole additionnel au traité de la Triple Alliance en date du 1<sup>er</sup> mai 1865 et dans les stipulations par lesquelles le Gouvernement impérial du Brésil réгла, avec le Gouvernement du Paraguay, la navigation du fleuve Paraguay.

« Une dernière reconnaissance de ce droit est contenue dans le memorandum que le chancelier de l'Empire adressa en date du 20 juin 1872 à Son Excellence le Ministre des affaires étrangères de la République Argentine.

« En ce qui concerne le Paraguay, le droit de la Bolivie a été en outre reconnu, en différentes occasions, par le seul fait d'admettre une discussion de territoire, et par le fait plus évident encore d'avoir accepté des transactions amicales pour le règlement du différend.

« Comment le Paraguay pourrait-il dire aujourd'hui que la Bolivie n'a aucun droit, lorsque dans différents documents on proclame la nécessité de définir lesdits droits par des traités fixant les limites du Chaco ?

« Ces antécédents exposés, le droit de la Bolivie ne peut être une nouveauté ni moins encore être mis de côté dans les rapports internationaux entre la Bolivie et le Paraguay. Le droit de propriété existe dès qu'il repose sur une base fondamentale, et n'est pas détruit parce qu'il se trouve indéfini ou qu'il se trouve en litige.

« Que c'est dans cette conviction et dans l'exercice de son droit de propriété, que la Bolivie contracta, en 1844, un traité avec une Compagnie belge ayant trait à la colonisation du Chaco et à la navigation du Pilcomayo et que de plus, en 1874, dont Miguel Suarez Arana fut autorisé à créer et établir un port sur la rive occidentale du fleuve Paraguay, pendant que cette République décrétait, en 1855, l'établissement de la première colonie nationale du nom de Nueva Burdeos, aujourd'hui Villa Hayes, située sur la même rive occidentale dudit fleuve. »

Il est regrettable que vous n'ayez pas produit les titres dont vous faites mention, en affirmant qu'ils donnent à la Bolivie le droit de propriété sur tout le territoire du Chaco, car cela aurait donné plus de poids à votre argumentation.

Puisque vous n'en avez pas produit, je me vois dans l'impossibilité de pouvoir apprécier leur validité.

Je me permettrai de vous faire observer que je ne puis admettre, comme une vérité reconnue dans le droit international américain, que la Bolivie se soit constituée dans les limites de l'audience de Charcas. D'après l'opinion autorisée de R. Trelles, elle s'est légitimement organisée dans les limites des

provinces de Potosi, la Paz, la Plata et Cochabamba, l'adjonction à son territoire de Tarija, de Mojos, de Chiquitos étant en litige.

Il eût convenu davantage, pour éviter de fausses interprétations sur les prétentions de la Bolivie, que vous eussiez établi pourquoi cette puissance avait une juridiction à exercer dans les confins de l'audience de Charcas après l'émancipation américaine. J'aurais eu ainsi l'occasion et l'honneur de répondre comme il convenait sur ce point et de montrer pour quelles raisons les promesses de Votre Seigneurie ne peuvent être considérées comme vérités incontestables.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la Bolivie possède les domaines qui ont été ceux des Gouvernements par lesquels elle a été constituée en Etat souverain, et qu'elle ne peut avoir une juridiction plus étendue que celle qu'ont possédée les éléments qui la composent. En effet, auquel d'entre les Gouvernements précités qui ont constitué la Bolivie, a appartenu le rio Paraguay au Sud de Bahia Negra? La réponse se fait d'elle-même : à aucun. Je conviens avec vous que le Paraguay, en se constituant indépendant, resta organisé dans les limites de l'ancienne province du même nom ; cette déclaration confirme le droit du Paraguay au territoire qui se trouve à la droite du rio jusqu'à Bahia Negra ; l'occupation et la possession de ce territoire vont des premiers jours de l'époque coloniale jusqu'à l'époque actuelle et après la sanction de plus de trois siècles d'une possession pacifique, je crois inutile de rechercher des titres en faveur des Gouvernements de l'époque coloniale espagnole, ce qui ne veut pas dire que nos Archives nationales soient dépourvue de cédulas royales confirmant notre droit.

Votre assertion que la Bolivie, en différentes occasions où ont été conclues des conventions internationales sans sa participation, a *toujours* sauvegardé ses droits, n'est pas plus en concordance avec la vérité historique et avec un peu plus d'attention, grâce au jugement éclairé qui vous caractérise, vous n'auriez pas manqué de voir que les preuves même que vous apportiez à l'appui de votre dire, le condamnent. Exemple : dans le protocole additionnel du Traité de la Triple Alliance du 1<sup>er</sup> mai 1865, il n'est pas fait mention de la Bolivie, tandis qu'au contraire, à l'art. 16 du même Traité, Bahia Negra est désignée comme frontière du Paraguay, au nord de la rive droite du rio du même nom, sans que la Bolivie ait jamais protesté contre cette stipulation, ni même qu'elle ait demandé une simple explication à ce sujet.

Vous affirmez aussi que le droit bolivien a été reconnu en différentes occasions par le seul fait d'admettre un débat territorial et par l'acte plus évident encore, selon vous, d'accepter des transactions amicales sur ce débat.

Effectivement, le Paraguay, animé de sentiments fraternels envers le peuple bolivien, lequel se trouvait renfermé dans ses limites sans avoir une sortie et envisageant d'un autre côté la perspective d'un développement futur du commerce et des intérêts économiques des deux pays, s'était prêté sans difficulté à conclure des pactes *ad referendum*, en témoignage d'amitié, de bonne foi et de fraternité, mais sans faire aucunement abstraction de ses droits de propriété. Mais lesdits pactes n'acquiescent pas la force obligatoire tant qu'ils n'ont pas obtenu la ratification ou confirmation des Pouvoirs législatifs des deux Républiques.

Tout litige ou débat présuppose nécessairement une demande ou une



réclamation. Ici, il n'y en a pas eu de la part de la Bolivie, et il ne pouvait y en avoir sur le fleuve Paraguay, parce que ce que vous appelez la question territoriale ne se rapporte qu'aux limites extrêmes du Chaco, là où les frontières des deux Etats se confondent, et ne pouvait signifier rien autre que la détermination de la ligne de démarcation de la souveraineté respective des deux Républiques dans ce vaste territoire.

La réponse négative du Paraguay, pour admettre ou reconnaître aucune prétention de possession ou de juridiction sur la rive droite du fleuve, se fonde précisément sur cette vérité incontestable qu'il a maintenu la possession de ce territoire depuis les premiers temps de la conquête, exerçant constamment des actes de véritable souveraineté comme vous ne pouvez le nier.

La prétention de la Bolivie, manifestée par vous, d'étendre son droit de possession jusqu'au fleuve Paraguay, sera toujours une nouveauté, et repoussée dans les négociations internationales entre les deux pays, tant qu'elle ne s'appuiera sur d'autre base que les traités que vous invoquez, lesquels n'ont pas encore reçu la ratification des parties contractantes. Un traité qui n'est pas ratifié ne donne aucun droit ; c'est comme s'il n'existait pas, et cela est une vérité incontestable fondée sur le principe reconnu par les plus respectables auteurs qui aient écrit sur le Droit international.

Le droit de propriété existe, dites-vous, dès que le titre sur lequel il repose existe, c'est-à-dire quand il n'est pas annulé par la prescription ou l'usurpation, ce qui est la loi naturelle aussi bien entre les nations qu'entre les particuliers. A la vérité, où serait la sécurité si on permettait d'en rechercher l'origine dans l'obscurité des temps ? A l'incertitude du temps supplée la raison qui, considérant les circonstances de chaque cas, les interprète et les applique, comme base du droit universel qui, par lui-même, selon Bello et Vattel, est vague et indéterminé.

Comme justification du droit de propriété de la Bolivie, vous faites mention du contrat passé par elle avec une Compagnie belge pour peupler le Chaco et rendre le fleuve Pilcomayo navigable ainsi que l'autorisation donnée, en 1874, à P. Miguel Suarez Arana pour établir et créer un port sur la rive occidentale du fleuve Paraguay, tandis qu'en 1855, le Paraguay avait décrété l'établissement de la première colonie nationale appelée Nueva Burdeos, aujourd'hui Villa Hayes, sur la même rive occidentale dudit fleuve.

Il me semble que vous n'avez pas suffisamment étudié cette question, car s'il en était autrement, avec votre pénétration éclairée, vous auriez vu que ces faits de récente origine en comportaient d'autres dont la simple relation vous aurait prouvé avec évidence l'erreur dans laquelle vous êtes tombé en citant les premiers comme base du droit de la Bolivie.

La colonie « Nueva Burdeos, Villa Occidentale ou Villa Hayes », ne fut pas la première, mais la dernière qui s'établit sur la rive Occidentale du fleuve Paraguay, comme je vais vous le démontrer en rappelant quelques faits historiques.

En 1786, il y a maintenant cent deux ans, le prêtre paraguayen et missionnaire P. Francisco Amancio Gonzalez y Escobar, curé du bourg d'Emboscada, avec l'aide des habitants et à son propre compte, établit une grande « Reduction » au Chaco dans le parage dénommé *Remanzo* où est située aujourd'hui Villa Hayes, avec des Indiens des différentes tribus qui

habitaient cette contrée et réussit à augmenter et maintenir la population avec assez de prospérité durant plusieurs années, dissipant dans une si importante entreprise un gros patrimoine, comme cela est prouvé par des documents existant dans nos archives nationales. A part d'autres colonies que le Paraguay fondait et établissait sur différents points du territoire du Chaco, dépensant pour ces colons des sommes d'argent versées par les Paraguayens eux-mêmes, et maintenant ainsi son pouvoir sur ledit territoire, le gouverneur D. Joaquim de Alos y Brù décréta, en 1792, l'établissement d'une forteresse (Fort Borbon) sur la frontière nord du territoire paraguayen dans la partie occidentale du fleuve, non seulement pour veiller et parer à une usurpation du territoire, mais aussi pour indiquer et signaler d'une manière fixe et permanente que la rive droite du fleuve appartenait au Paraguay de fait et de droit.

L'existence de la susdite forteresse, construite, fondée et maintenue par la République sur le point déjà signalé de la rive occidentale du fleuve Paraguay, sans participation d'aucun autre gouvernement, prouve d'une manière incontestable le droit de souveraineté et de propriété sur cette partie du territoire du Chaco.

Dans l'exercice parfait de cette souveraineté, le Paraguay, en plus des dépenses qu'il fit pour établir les fortifications dans le Chaco, avec toute sorte de sacrifices (hommes et argent), fit effectuer, en 1721, aux frais des Paraguayens une exploration du Pilcomayo par les Pères Jésuites Patina et Niebla, avec deux embarcations sur un parcours de près de 200 lieues.

Plus tard, en 1740, le colonel don José Espinola fit une exploration dans l'intérieur du Chaco. Tels sont les faits que vous ne devez pas ignorer et sur lesquels cependant vous gardez le mutisme le plus absolu.

Quand le Paraguay s'est rendu indépendant, il a acquis par héritage, ainsi que vous l'avez fort bien déclaré, le *dominium* de fait et de droit sur tous les territoires qui revenaient à la province avant qu'elle fût indépendante.

Une autre preuve de l'effectivité de la souveraineté du Paraguay sur le territoire dont il s'agit, est le fait suivant que vous connaissez peut-être.

En 1855, vint s'établir dans le parage nommé *Saladillo*, à peu près au même endroit que vous appelez *Puerto-Pacheco*, une compagnie ou entreprise brésilienne pour travailler et exploiter le sel que l'on y rencontre en abondance. Le Gouvernement de la République poursuivit diplomatiquement le délogement du lieu et, ne pouvant parvenir à aucun résultat satisfaisant, y procéda de vive force. Le Gouvernement impérial, convaincu de la légitimité des titres du Paraguay à la possession de ce territoire, non seulement ne fit aucune réclamation à ce sujet, mais trois ans plus tard, c'est-à-dire en 1858, dans le protocole spécial sur l'interprétation et l'exécution de l'art. 12 de la convention du 12 février de la même année, signée entre le Gouvernement de D. Carlos et Lopez et le plénipotentiaire Brésilien, D. José M. da Silva Paranhos, cette déclaration péremptoire fut consignée au parag. 5 : « que jamais il n'y avait eu de contestation entre l'Empire et la République au sujet du territoire de la rive droite du *rio* Paraguay, les deux Gouvernements RECONNAISSANT *Bahia-Negra* comme limite des deux pays de ce côté. »

Ces brèves considérations vous convaincront qu'il est impossible de soutenir, dans la vérité historique, l'assertion que *Nueva-Burdeos*, aujourd'hui Villa-Hayes, ait été la *première* colonie fondée par le Paraguay dans cette

partie du fleuve de ce nom, et qu'il reste avéré, par ces mêmes raisons, et d'une manière incontestable, que le territoire du Chaco, jadis depuis *les tres bocas*, aujourd'hui depuis le Pilcomayo jusqu'à Bahia-Negra, a toujours été occupé par le Paraguay, peuplé et fortifié par lui, de l'époque coloniale au temps présent, sans que la Bolivie y ait jamais fait aucune objection.

L'autorisation, accordée à D. Miguel Suarez Arana, d'établir un port sur la rade occidentale du *rio* Paraguay et les termes qu'emploie à ce sujet la note de Votre Excellence, le présentent comme un agent officiel du Gouvernement de la Bolivie, alors que le caractère ostensible, sous lequel il s'est présenté, en 1884, au port de l'Assomption, a été celui d'un entrepreneur particulier.

A la vérité, la nationalisation de cette entreprise survint bientôt, les intéressés ayant cédé leurs droits et actions au Gouvernement Bolivien. En cet état de choses, la parole de l'entrepreneur et ses démarches auprès du Gouvernement du Paraguay, dans le but de pouvoir continuer son voyage vers le haut Fleuve, en viennent à acquérir, à mon avis, un poids et une autorité indiscutables dans la circonstance présente, d'autant plus que tout se fit avec l'intervention du Dr Quijarro, citoyen Bolivien, aussi distingué qu'influent, lequel, comme le sait Votre Excellence, représentait il y a quelque temps la Bolivie dans notre pays.

Le général D. Bernardino Caballero, alors Président de la République, s'opposa péremptoirement à ce que l'expédition passât outre sans la permission préalable et expresse du Gouvernement du Paraguay.

M. Suarez Arana, reconnaissant la justice de cette exigence, présenta la demande suivante au Ministre des relations extérieures.

Monsieur,

Je soussigné, Miguel Suarez Arana, propriétaire et unique gérant de l'Entreprise Nationale de Bolivie, me présente à l'Excellentissime Gouvernement du Paraguay, par l'organe de M. le Ministre des relations extérieures, pour exposer ce qui suit : Pour l'exécution des différents travaux de communication internationale dont je suis chargé depuis plusieurs années, je me propose actuellement de pratiquer une reconnaissance de l'endroit qui serait le plus convenable pour établir un port sur le *rio* Paraguay ; il est bien entendu que si le point choisi était au-dessus de Bahia-Negra, je ne pourrais l'établir sans le consentement préalable du Gouvernement du Paraguay. Ensuite, je pénétrerai dans l'intérieur du pays pour effectuer l'étude d'un trajet qui relie le point choisi avec la capitale de la Bolivie, au moyen d'une route charretière, tout d'abord, et plus tard, de la construction d'un chemin de fer. — Il me sera aussi nécessaire de construire une ligne télégraphique, pour la sécurité des explorateurs aussi bien que pour faciliter l'exécution des travaux et il me sera indispensable de pourvoir à des moyens de défense contre les attaques possibles des tribus sauvages qui parcourent ces régions. — Ensuite de tout ce que je viens d'exposer, j'espère, avec confiance, que l'excellent Gouvernement de la République et son digne Cabinet voudront bien me permettre d'effectuer les travaux indiqués, eu égard à cette circonstance que la question des frontières est encore pendante. — Aussi bien la coopération morale de l'excellent Gouvernement paraguayen a-t-elle été sollicitée par mon Gouvernement dans la note officielle que le Ministre des relations extérieures, M. Jorge Oblitas, a adressée à son collègue de cette République. — Assomption, 4 juillet 1885.

Signé : M. SUAREZ ARANA.

Voici la réponse qui fut faite :

Assomption, 4 juillet 1885.

Est accordé le permis sollicité pour l'étude du meilleur trajet pour une route charretière qui, partant des rives du *rio* Paraguay, traverse le territoire de la République jusqu'à la Bolivie, sans pouvoir établir aucun port ou douane sans l'autorisation préalable de l'hon. Congrès de la Nation. — Soit déposée, aux archives, la présente demande ; qu'il en soit délivré copie et passé inscription au Registre officiel.

Signé : CABALLERO.

Ces documents, comme ne pourra le nier Votre Seigneurie, contiennent une reconnaissance explicite, péremptoire, qui ne laisse aucun doute, de la souveraineté du Paraguay jusqu'à Bahia-Negra.

M. Suarez Arana, d'autre part, en remettant l'entreprise au Gouvernement de la Bolivie, n'a pu lui céder plus de droits et d'actions qu'il n'en avait, vu que c'est un principe de droit incontesté que nul ne peut donner ce qu'il n'a pas. Dans cet état de choses, sur quoi vous fondez-vous pour affirmer, pour la première fois, que Bahia-Negra, c'est-à-dire le noyau de population que vous appelez Puerto-Pacheco, se trouve sur le territoire de la juridiction bolivienne ? Sur le traité Tamayo-Aceval ? J'ai déjà eu l'honneur de vous déclarer, d'accord avec l'un des principes les plus positifs du droit international, que tant que ce traité n'est pas ratifié, il ne peut être invoqué comme argument à l'appui de l'abandon par le Paraguay de son droit et de sa souveraineté.

Le nom, dont M. Suarez Arana a baptisé ce parago, est simplement l'expression d'un caprice et n'a pas plus d'importance que celui de *Port-Casado* donné par M. Casado à son établissement.

La création d'un port est un acte de la souveraineté d'une nation ; aussi, dans le permis accordé à M. Suarez Arana, lui a-t-il été complètement interdit d'établir un port ou une douane sans autorisation préalable du Congrès national.

Vous continuez par la recherche d'une base qui pourrait servir d'appui à un droit qui manque de fondement, du moment qu'il se trouve dépourvu des éléments essentiels qui pourraient le constituer, et dans votre empiètement, vous établissez la doctrine que « toute célébration d'un pacte amical dans lequel se tranchent des difficultés territoriales comporte tous jours, pour chacune des Hautes Parties contractantes, la renouciation à la souveraineté alléguée sur le territoire qu'elle reconnaît comme propriété de l'autre.

« Les souverainetés respectives ainsi fixées (ajoutez-vous) et délimitées sur le terrain légal, les stipulations du traité de limites, du 16 février 1887, ont créé un *statu quo* dans la possession et ont régularisé la juridiction des deux Etats dans leurs assignations respectives. »

Le soussigné se permet de vous faire observer, d'accord avec des déclarations antérieures, que le traité auquel vous faites allusion ne possède et ne saurait avoir aucune force obligatoire avant d'avoir été dûment ratifié. Tant qu'il ne possède pas cette condition essentielle et n'est pas revêtu de la formalité qui seule lui imprime le caractère d'une loi, le Paraguay reste libre de continuer à maintenir la possession et le *dominium* qu'il a sur le territoire en question, ce qui constitue légitimement son *statu quo*. — Le *statu quo* est antérieur au traité et celui-ci ne peut le créer. — Comme confirmation de cette vérité, il existe dans notre Chancellerie une note confidentielle d'un des représentants boliviens par laquelle il proposait que les conditions stipulées par voie d'accord définitif pour les limites fussent con-



sidérées comme le *statu quo* entre les deux pays; cette proposition, comme vous le comprendrez bien, n'a pas été acceptée, comme étant contraire à tout procédé rationnel et équitable. La doctrine que vous vous efforcez d'établir n'est sanctionnée par l'autorité d'aucun écrivain qui ait traité du droit international, et ne peut non plus se soutenir par le raisonnement.

Le pacte même, intervenu entre les parties, ne contient aucune disposition qui méconnaisse ou modifie en quoi que ce soit le droit du Paraguay, grâce à la fixation exprimée d'un nouveau *statu quo* conventionnel. De telle sorte que, s'il fallait admettre votre doctrine dans le sens que vous lui donnez, on se trouverait dans le cas actuel en présence de plusieurs *statu quo*. Si le traité Tamayo-Aceval, à l'état de projet, a créé un *statu quo*, quelle raison aurait-on de ne pas admettre que le traité Quijarro-Decoud en ait engendré un autre? Votre jugement si éclairé ne manquera pas de comprendre que ce serait là une absurdité.

Dans ce concept, toutes les autres considérations que contient le reste de votre communication, manquent de base et dispensent le soussigné de continuer une réfutation oiseuse et sans objet.

La disposition prise par mon Gouvernement en créant des autorités civiles et militaires sur les territoires mentionnés, en vertu de la souveraineté qu'il y exerce depuis un temps immémorial, ne peut ni ne doit être interprétée comme une offense contre la République de Bolivie et ne pourra être un obstacle à la solution de la question sur le terrain d'une discussion pacifique.

Vous n'avez d'abord pas mis en doute le droit parfait et légitime du Gouvernement du Paraguay d'ordonner la création de la *comandancia* de Olimpo. Autrement, vous ne vous seriez pas borné à demander le sens et la portée du décret du 13 janvier dernier, par rapport au traité du 16 février 1887, et plus tard, la suspension de cette disposition, vous fondant sur cette circonstance que les nouveaux délais accordés pour la ratification du traité n'étaient pas encore écoulés. Tout au contraire, vous auriez depuis longtemps protesté, car vous n'ignorez pas que la *poblacion* de Bahía-Negra (Pacheco) se trouvait comprise dans la juridiction précitée et que par conséquent elle était soumise à l'autorité paraguayenne; que, de plus, il vous avait déjà été déclaré dans la forme la plus catégorique que, tant que le traité ne serait pas ratifié, le Paraguay ne renoncerait pas à maintenir l'occupation de ce territoire.

Vous n'avez cependant pas considéré tout cela comme une offense à la dignité et à l'honneur de votre Gouvernement. La conduite que vous avez tenue a donc été strictement conforme aux principes de la raison, de la justice et de la modération, car on comprend bien qu'il ne saurait y avoir aucune offense, quand un gouvernement, dans l'exercice de la souveraineté nationale, use de son autorité dans les limites de son propre territoire.

À la vérité, quand, le 5 février de cette année, le citoyen argentin José Rodriguez fut tué dans ce même endroit, l'administrateur des ouvriers, M. Calvimonte, arrêta Ruffino Marciel comme auteur présumé de l'attentat, et après nous en avoir préalablement informé, le remit à la capitainerie du Port de l'Assomption, c'est-à-dire à l'autorité nationale, à l'effet de procéder à l'instruction du fait; et le juge de paix de Villa Concepcion fut commissionné pour se rendre sur les lieux et procéder à l'exercice de ses fonctions, ce qu'il fit sans que vous ayez considéré comme violée la souveraineté

de votre pays ou sa dignité comme offensée, car vous n'avez même pas protesté contre l'exercice de la juridiction paraguayenne.

En son absence, M. Calvimonte fut momentanément remplacé par D. Ricardo Urdininea qui, selon la dénonciation de D. Miguel L. Aceredo, *poblador* du même endroit, viola son domicile à main armée, dans la nuit du 26 au 27 février, pour l'assassiner avec les péons à ses ordres. Il parvint à échapper à l'attentat en se cachant, mais son péon, Juan Antonio de Rua, brésilien, fut traîtreusement assassiné. Dans sa déposition devant les tribunaux, Aceredo déclare qu'il s'était plaint à Votre Seigneurie et que vous lui aviez répondu que vous alliez poursuivre le châtimement des coupables par-devant les autorités paraguayennes; mais devant votre silence, il s'était résolu à faire la déclaration et à se constituer partie dans le procès y relatif. Pour ce motif, le juge du crime donne commission au juge de paix de la Cathédrale qui se transporta sur les lieux pendant le mois de juillet dernier et procéda à l'instruction dont on l'avait chargé. Mais, constatant que M. Urdininea avait disparu, il fit comparaître entr'autres M. Enrique Moscoso qui l'avait remplacé en qualité de *capataz* ou administrateur de l'équipe des ouvriers.

Dans cette occasion, vous n'avez pas vu non plus d'attentat à l'intégrité et à l'honneur de la Souveraineté de la Bolivie, puisque vous n'avez fait aucune réclamation diplomatique sur la présence de l'autorité paraguayenne dans ces parages, bien que vous y eussiez envoyé, à l'occasion du voyage du juge-commissaire, le secrétaire de la légation bolivienne, D<sup>r</sup> Canedo, qui conseilla Moscoso et écrivit pour lui, de sa main, quelques notes qui font partie du dossier. L'instruction terminée, la prison préventive fut ordonnée contre les coupables présumés, Ricardo Urdininea et ses péons, comme ayant commis le crime perpétré contre le sujet brésilien sus-mentionné, et ordre fut donné au commandant de Fort Olimpo, le sergent-major don Angel Gimenez, sous la juridiction duquel se trouve Bahia-Negra, de s'y transporter pour procéder à l'arrestation des criminels et de ceux qui les tenaient cachés. Le major Gimenez se conforma à l'ordre qui lui avait été donné; mais, à son arrivée dans la *poblacion* et à sa grande surprise, M. Moscoso, obéissant probablement à de secrètes instructions, se refusa à reconnaître l'autorité paraguayenne, considérant Gimenez comme un étranger qui aurait envahi, avec une force armée, un territoire d'une juridiction étrangère.

Le major Gimenez, comprenant qu'il avait affaire à quelqu'un qui, non seulement se révoltait contre l'autorité paraguayenne, mais encore, d'après ses renseignements, cachait les criminels inculpés dans l'assassinat d'un sujet brésilien, se conforma à son devoir, et arrêta aussi M. Moscoso. Voyant qu'il avait sur la porte de sa maison un écusson bolivien, il lui donna l'ordre de l'enlever; M. Moscoso s'y étant refusé, le major Gimenez qui ne pouvait ni ne devait tolérer que l'on arborât aucun symbole d'une autorité étrangère dans l'intérieur de notre territoire, le fit enlever.

Vous n'ignorez pas ces détails, car vous avez communiqué avec Moscoso, dont vous demandiez la liberté en tout état de cause sans vous inquiéter du reste. Le Pouvoir exécutif a regretté de ne pouvoir vous satisfaire, la Constitution du pays lui interdisant de s'arroger des attributions judiciaires, et d'intervenir de quelque manière dans les affaires du Pouvoir judiciaire. Les intéressés ont tout droit de faire valoir les exceptions sur lesquelles ils croient pouvoir fonder l'incompétence et ce n'est qu'au cas où les tribu-

naux ne leur rendraient pas justice, que pourrait se présenter le droit à une réclamation.

A propos de l'écusson bolivien que l'on a fait enlever, circonstance à laquelle vous donnez, dans votre note, la plus grande importance, vous me permettrez d'entrer dans quelques détails relatifs non-seulement à l'écusson, mais aussi au drapeau bolivien que l'on avait prétendu arborer dans le parage qui nous occupe. Lorsque mon Gouvernement eut connaissance que le drapeau bolivien avait été arboré, il demanda des explications et on lui affirma que le fait n'avait aucune signification officielle, mais simplement un caractère tout privé. Plus tard, quand il fut informé qu'on avait aussi placé un écusson au-dessus du portail de l'administration, il voulut avoir des renseignements véridiques à ce sujet, et chargea le commandant de la canonnière nationale la *Pirapo*, D. Domingo Antonio Ortiz, d'aller avec son vaisseau jusqu'à Bahia-Negra pour vérifier les faits dénoncés. Le résultat de cette Commission est contenu dans les deux notes que je me plais à transcrire en entier ci-après, bien que peut-être vous en ayez eu connaissance.

A bord de la canonnière paraguayenne la *Pirapo*, à l'ancre dans le rio Paraguay, en face de la *poblacion* dénommée Puerto Pacheco, 23 décembre 1887.

A M. l'Administrateur des intérêts de l'entreprise bolivienne des routes en cet endroit, Don Ricardo Urdininea.

Le soussigné, commissionné par l'excellent. Gouvernement de la République du Paraguay, a l'avantage de s'adresser à M. l'Administrateur pour le prier de vouloir bien lui faire savoir si la *poblacion* de ce lieu, à laquelle on a donné la dénomination de colonie, ainsi que le drapeau bolivien que l'on hisse ou que l'on y hissait, remplacé aujourd'hui par l'écusson placé à la partie extérieure de l'édifice principal de l'Administration, obéissent aux ordres de l'excellent. Gouvernement de la Bolivie, au détriment de la souveraineté que le Paraguay exerce légitimement sur les contrées occidentales du rio de son nom jusqu'au confluent du rio Negro ou Bahia-Negra.

Le soussigné espère avec confiance que M. l'Administrateur, rendant hommage aux devoirs de parfaite amitié que la nation paraguayenne professe envers la nation bolivienne, voudra bien répondre aux questions contenues dans la présente note ; il le prie en même temps de vouloir bien agréer, etc.

Signé : DOMINGO A. ORTIZ.

Pacheco, 24 décembre 1887.

Monsieur,

J'ai l'honneur de répondre à la respectable note que vous avez bien voulu adresser au soussigné, à la date d'hier, pour satisfaire ainsi aux demandes qu'elle renferme et rendre hommage aux devoirs de parfaite et cordiale amitié qui unissent heureusement la Nation paraguayenne au Peuple de Bolivie.

Le soussigné ne connaît pas les ordres du suprême Gouvernement de Bolivie, et la charge qu'il remplit par intérim se limite à l'administration du personnel des travailleurs dans le campement, pour veiller aux expéditions qui se font à l'intérieur ; mais le suprême Gouvernement de Bolivie possède actuellement son représentant dans la capitale du Paraguay, et c'est à lui qu'il appartient de satisfaire loyalement aux légitimes demandes de l'excellent. Gouvernement du Paraguay, dont M. le commissaire est le digne représentant.

Nonobstant les justes raisons que j'invoque, touchant le représentant de Bolivie dont dépend le soussigné, je puis affirmer à M. le commissaire que la déno-

mination de ce noyau de population est campement de travailleurs et non colonie.

Le drapeau Bolivien ne se hisse pas, ou, s'il se hissait, c'était seulement aux jours de fête et parce que l'administrateur était bolivien, comme on hissait aussi les drapeaux Paraguayens, Argentins, Italiens, parce qu'il se trouvait dans la localité des sujets appartenant à ces nationalités. L'écusson, auquel fait allusion M. le commissaire, a été peint par un employé dans ses moments de loisir et placé à la porte de l'habitation de l'administrateur pour indiquer, comme un signal, le côté d'où part le chemin à l'intérieur de la Bolivie.

M'empressant ainsi de satisfaire aux légitimes désirs de M. le commissaire, pour qu'il puisse en référer à l'excellent Gouvernement de sa patrie, et espérant que le Représentant de la Bolivie donnera ample satisfaction à ce sujet, c'est tout ce que je puis déclarer pour rendre hommage à la cordiale harmonie que forment étroitement les intérêts communs et les sympathies qui existent heureusement entre la République du Paraguay et la Bolivie.

• Agréez, etc.

Signé : RICARDO URDINEA, administrateur intérimaire.

Dans ces circonstances, et en conséquence des faits ci-dessus relatés qui confirment et légitiment sa juridiction sur le territoire en question, comment vouliez-vous que mon Gouvernement écoutât et admit pour un moment votre réclamation *demandant* la mise en liberté immédiate de prisonniers soumis à l'action des tribunaux compétents, fondée sur ce fait inadmissible qu'ils auraient été arrêtés sur un territoire de juridiction bolivienne?

L'admettre, c'était pour le Paraguay abdiquer son droit légitime en faveur de la Bolivie ; c'était déclarer illégitime et usurpée une possession traditionnelle et jamais contestée depuis l'époque de la découverte ; c'était, enfin, nous déclarer coupables d'un délit que nous avons conscience de ne pas avoir commis.

L'excellentissime gouvernement de la Bolivie ne pourra se plaindre de cette République qui a fait preuve de circonspection, loyauté, modération et franchise pendant la période de la négociation pour le règlement définitif de leurs limites respectives.

Les deux traités ou projets de traités plus proprement dits, par lesquels elle fait le sacrifice de céder les immenses zones de son légitime domaine, démontrent d'une manière indiscutable la disposition favorable et hautement conciliatrice dont a toujours été animé le Paraguay envers sa sœur et amie, la République de Bolivie.

Le Paraguay, animé de sentiments fraternels à l'égard du peuple bolivien, sans avoir même reçu aucune réclamation, ne fit aucune difficulté pour céder à la Bolivie (quand vint M. Quijarro), une grande portion de son territoire dans le Chaco afin de lui faciliter une sortie vers le Rio de la Plata, et s'il était certain, comme vous l'assurez, que la Bolivie ne voulait rien autre que de développer ses intérêts commerciaux avec le Paraguay, et que pour cette raison elle n'avait vu dans toute négociation aucune question de territoire, elle n'aurait pas refusé d'accepter le traité Quijarro-Decoud, très avantageux pour elle et très préjudiciable pour le Paraguay.

Cependant mon gouvernement, toujours désireux de consolider la paix et les bonnes relations entre les deux pays, n'eut aucune difficulté à renouer les négociations, poussant cette fois la générosité jusqu'à mettre en doute son propre droit, puisqu'il consentit à reconnaître à la Bolivie une part de territoire, qui lui assurait une sortie sur le fleuve Paraguay, soumettant à un arbitre l'autre partie du territoire lui appartenant par des titres



indiscutables. C'est dans ces conditions que se signa le traité *ad referendum* du 16 février 1887.

Mais la Bolivie ne parut pas satisfaite de cet arrangement amiable et laissa expirer le délai nécessaire pour la ratification de ce pacte ; de plus, mon gouvernement, toujours animé des mêmes sentiments de bonne harmonie, n'hésita pas un instant à accorder un nouveau délai qui prendra fin le 14 courant sans que jusqu'à présent il se soit manifesté de la part de cette République aucune disposition qui fasse prévoir qu'on obtiendra son approbation.

Toutes ces circonstances prouvent d'une manière indiscutable la fermeté et la constance du Paraguay dans ses sentiments de cordiale amitié envers le pays que vous représentez, sans qu'il puisse, en conscience, se reprocher quoi que ce soit qui puisse altérer les bonnes relations existant entre les deux États.

Malgré tout, mon gouvernement persévère et persévéra toujours dans les mêmes sentiments, disposé à donner une solution satisfaisante à la question, conformément aux principes du droit et de la justice et sans faillir à son honneur et à sa dignité.

Je profite de cette occasion pour vous présenter l'assurance de ma considération distinguée.

JUAN C. CENTURION.

---



## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### SUISSE

**RAPPORT** présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral  
sur sa gestion en 1888.

---

### DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

#### INTRODUCTION

En vertu de la nouvelle organisation du Conseil fédéral, que vous avez approuvée, à titre d'essai, par votre arrêté du 9 juin 1887 (1), le département des affaires étrangères se compose, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1888, de l'ancien département politique et des divisions du commerce et de l'émigration, qui faisaient précédemment partie du département du commerce et de l'agriculture.

On a voulu réunir par là les services qui s'occupent principalement de nos rapports avec l'étranger. Bien qu'il soit prématuré de juger cette innovation sur un seul exercice, on peut cependant constater qu'en général le nouvel agencement a bien fonctionné et a répondu au but que l'on s'était proposé.

Vers la fin de l'année, une quatrième division a dû être créée, celle de la propriété intellectuelle qui, jusque-là, rentrait dans la division du commerce et qui en a été détachée après l'adoption de la loi sur les brevets d'invention ; cette branche n'étant pas en connexité étroite avec les autres divisions qui s'occupent surtout des relations extérieures, on pourra voir par la suite à quel département elle doit être définitivement attribuée.

Peut-être sera-t-il possible de simplifier encore l'organisation du département en réduisant le nombre de ses divisions.

---

#### PREMIÈRE DIVISION

#### Division politique.

*Observations préliminaires.* — Les effets du nouvel ordre de choses par suite duquel l'ancien département politique est devenu la division politique du département des affaires étrangères, se sont essentiellement manifestés dans le domaine de nos relations avec l'étranger et dans celui de nos rapports avec nos légations et consulats.

Dans le premier domaine, la division politique a été appelée à suivre toutes nos négociations et, selon les cas, à y prendre une part directe. Elle ne peut, pour remplir son but, rester étrangère à aucune stipulation internationale intéressant notre pays. La nouvelle organisation lui a facilité cette tâche.

(1) Cf. *Archives*, 1887, III, p. 343.

Nos agents diplomatiques et consulaires s'étant trouvés pendant plus d'une année sous la même direction, leurs rapports avec la division politique ont gagné en esprit de suite. La connaissance des personnes qu'il est impossible d'acquérir en une année a permis une utilisation plus complète de leurs services. Sur ce terrain, la nouvelle organisation a donc marqué un progrès.

Il en a été de même dans le domaine de notre administration centrale où nous avons pu, grâce à elle, introduire des simplifications. Par contre, le champ de travail de la division politique s'est étendu et a dépassé les limites qui étaient tracées à l'activité de l'ancien département politique.

*Relations avec l'étranger.* — En 1888, la Suisse a entretenu les meilleures relations avec toutes les puissances.

Les incidents qui se sont produits, au début de l'année, dans nos rapports avec l'Allemagne, ont fait l'objet de notre message du 12 mars et de vos délibérations dans les sessions de mars et de juin 1888. L'approbation que vous avez donnée à notre conduite a certainement contribué à écarter toute cause nouvelle de mésintelligence entre les deux pays, en même temps qu'elle a confirmé, vis-à-vis du dehors comme vis-à-vis du dedans, les principes qui dirigent la Suisse dans ses rapports internationaux. La réussite de nos négociations pour le traité de commerce avec l'Allemagne a, dès lors, fourni la preuve que l'entente parfaite entre les deux états était rétablie.

Nous devons relever ici, avec satisfaction, les manifestations qui se sont produites, de la part des gouvernements étrangers, à l'occasion de l'événement si douloureux qui, vers la fin de novembre, vint plonger notre pays dans le deuil. A propos de la mort de notre regretté président, monsieur le colonel Guillaume-Frédéric Hertenstein, nous reçûmes, de presque tous les souverains et chefs d'état du monde civilisé, les témoignages de la plus affectueuse sympathie.

De notre côté, nous n'avons pas négligé les règles de la courtoisie internationale, auxquelles nul gouvernement ne peut se soustraire, s'il tient à maintenir des relations cordiales avec les autres états. C'est ainsi que nous avons pris part au deuil de l'Allemagne, qui a perdu en peu de semaines ses deux premiers empereurs et que nous avons adressé nos félicitations au pape à l'occasion de son jubilé sacerdotal.

*A. Traités conclus ou ratifiés.* — *a.* Les négociations avec la République de l'Equateur, pour la conclusion d'un traité d'amitié, d'établissement et de commerce, conduites, à Paris, par les ministres plénipotentiaires des deux états, ont abouti à un résultat satisfaisant. Le traité a été signé à Paris dans le courant du mois de juin.

*b.* Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, la division politique a collaboré à un certain nombre de traités et conventions qui figurent aux rapports de gestion d'autres départements. Nous croyons inutile de les énumérer ici.

*B. Déclarations, dénonciations et modifications de conventions existantes, adhésions, etc.* — *a.* Le 28 février, nous avons autorisé le chef du département des affaires étrangères, de négocier et signer, sous réserve de ratification, une disposition additionnelle à la convention phylloxérique du 3 novembre 1881. Nous avons lieu de croire que nos propositions seront agréées par les puissances intéressées.

*b.* Le gouvernement grand-ducal du Luxembourg a adhéré, en date du 5 octobre, à la convention internationale conclue à Genève le 22 août 1864 (Rec. off., VIII, 483 et suivantes) pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne.

L'acte d'accession, dressé en la forme habituelle, a été signé à Luxembourg par Son Excellence le ministre d'Etat, président du gouvernement grand-ducal. Nous l'avons communiqué aux Etats de la convention de Genève.



*C. Traités projetés.* — *a.* A l'occasion d'une circulaire adressée le 13 novembre 1887 (style russe) par M. le gérant du ministère des finances de l'empire moscovite aux chambres des finances, concernant les sociétés anonymes étrangères qui exercent leurs opérations en Russie, nous avons examiné s'il y aurait lieu de faire des ouvertures au gouvernement impérial dans le but de conclure une convention pour fixer les conditions moyennant lesquelles les sociétés anonymes d'un Etat seraient reconnues et autorisées à ester en justice dans l'autre et réciproquement. Nous avons abouti à des conclusions négatives.

*b.* La division politique nous a représentés dans les pourparlers avec la légation d'Angleterre, au sujet d'une convention sur la réciprocité pour l'exercice de la médecine dans les deux Etats (voir le rapport de gestion du département fédéral de l'intérieur.)

*c.* M. Frey, notre ancien ministre à Washington, a fait, avant son départ, un dernier mais infructueux effort pour obtenir du gouvernement des Etats-Unis de l'Amérique du Nord une réponse favorable à nos propositions concernant un traité permanent d'arbitrage entre les deux Etats (rapport de gestion du département politique pour 1883, F. féd. 1884, II. 4). Le gouvernement de l'Union qui négocie avec tous les Etats des deux Amériques la conclusion d'un pareil traité, ne paraît pas désireux de se lier de la même manière vis-à-vis d'une République de l'ancien monde. Après l'accueil si favorable que le président Arthur avait fait, en 1883, aux ouvertures de M. Frey et l'invitation qu'il nous avait adressée de lui communiquer un projet de traité d'arbitrage, qui pût servir de base aux négociations, nous étions en droit d'attendre qu'il fût au moins entré en matière sur nos propositions.

Le peu de succès que nous avons obtenu jusqu'ici dans cette affaire nous a engagés à ne pas charger notre nouveau ministre à Washington de reprendre les négociations.

*d.* Nous avons eu à nous occuper des nouvelles propositions que la légation des Etats-Unis d'Amérique nous a soumises, en 1886, relativement à la conclusion d'un traité sur la naturalisation des citoyens suisses en Amérique et des citoyens américains en Suisse (F. féd. 1887, I, 570). La question est actuellement à l'étude auprès de notre département de justice et de police.

*D. Cas spéciaux.* — *a.* Notre consul général et nos mandataires spéciaux à Madrid ont poursuivi leurs instances auprès de la commission de la dette publique du royaume, pour obtenir le paiement de ce qui reste dû sur les créances des anciens régiments suisses au service de la couronne d'Espagne. Jusqu'ici, leurs nouveaux efforts n'ont pas été couronnés de succès, et, dans le courant de l'année dernière, ils n'ont pu opérer aucun encaissement.

En novembre 1887, leurs pouvoirs ont été prolongés pour deux ans; ils expireront donc encore cette année. Nous verrons alors s'il y a lieu de les renouveler, et, d'ici là, nous allons faire étudier les mesures à prendre pour la répartition, entre les intéressés, des sommes perçues, ainsi que de celles que nous pourrions percevoir ultérieurement (voir notre dernier rapport de gestion).

*b.* Nous avons eu à nous occuper, pendant l'exercice écoulé, d'un certain nombre de demandes de libération pour des engagés volontaires dans la légion étrangère. Conformément à nos précédentes indications, nous avons invariablement refusé de nous intéresser à celles de ces demandes que le gouvernement de la République française n'aurait pas pu prendre en considération.

*c.* Le gouvernement français a rendu, le 2 octobre, sur la proposition du ministre de l'intérieur, un décret astreignant tous les étrangers établis ou qui viendraient s'établir en France à déposer à la mairie de la commune qu'ils habitent des papiers constatant leur nationalité, leur profession et leurs moyens d'existence, le nom et le nombre ainsi que la nationalité de leurs enfants.

Les autorités de police françaises s'étant montrées extrêmement faciles dans les détails d'application de ce décret, il ne nous est parvenu aucune réclamation contre sa mise à exécution. Notre ministre à Paris a fait néanmoins toutes

ses réserves quant à la question de savoir s'il était compatible avec les termes du traité d'établissement franco-suisse.

d. En 1887, la société de navigation du lac de Lugano nous informa que le gouvernement italien avait l'intention de prélever une taxe sur tous les billets de voyageurs et bulletins de marchandises qu'elle émet aux stations de la rive italienne; elle sollicita notre intervention pour empêcher l'application de cette mesure.

La question nous paraissant connexe à celle de la réglementation de la navigation sur les lacs de Lugano et Majeur, prévue à notre traité de commerce avec l'Italie comme devant faire l'objet de négociations entre les deux Etats, notre ministre à Rome fut chargé de demander que le gouvernement royal voulût bien surseoir à l'imposition de la société de navigation, jusqu'après les négociations. Dans l'intervalle, le traité de commerce nous fut dénoncé par l'Italie; le gouvernement italien consentit néanmoins à ne pas percevoir la taxe, pour le moment, ce dont M. Bavier fut informé par note du 21 janvier 1888.

Nous aurons à revenir sur cette affaire dans un prochain rapport de gestion.

e. Le 22 mai, le gouverneur d'Alsace-Lorraine rendit une ordonnance prescrivant, entre autres, que tous les étrangers qui voudraient pénétrer en Allemagne par la frontière française, devraient être munis d'un passeport visé par l'ambassade allemande à Paris. Cette mesure ayant eu pour conséquence de faire transiter par la Suisse une partie des voyageurs de France à destination de l'Allemagne, le bruit se répandit bientôt que les employés des douanes impériales à la gare du Central, à Bâle, ne laissaient passer que les personnes munies d'un semblable passeport. L'enquête que nous fîmes immédiatement instruire, établit que ce bruit était dénué de tout fondement.

Nous eûmes aussi, dans une foule de cas, à renseigner nos nationaux établis en Allemagne et en France sur la portée exacte de l'ordonnance précitée; grâce surtout aux indications de notre légation à Berlin, nous fîmes toujours à même de le faire.

f. Dans une contestation intéressant la succession d'un Suisse décédé en Roumanie, notre consul général à Bucarest, cité à comparaître en justice en sa qualité officielle, s'est vu dans le cas de se placer au bénéfice des stipulations de l'article IV de notre traité avec la Roumanie, du 14 février 1880 (Rec. off., nouvelle série, V. 266) qui dispensent les fonctionnaires consulaires non ressortissant au pays dans lequel ils résident, de se rendre à des citations judiciaires.

Le déclinatoire de M. le consul général fut admis comme bien fondé.

g. Par note du 16 mars, l'ambassade de la République française nous a informés, qu'en vertu de déclarations datées des 13 novembre 1842 et 29 septembre 1887, ratifiées par un décret de M. le président de la République du 16 février 1888, l'île Futuma, située dans le voisinage de l'archipel Wallis, avait été placée sous la protection de la France. Nous avons pris note de cette information.

h. Le ministre d'Italie nous a donné communication, le 4 août, d'une dépêche du ministère royal des affaires étrangères notifiant l'établissement du protectorat italien à Zoula, conformément aux termes de l'article 34 de l'acte général de la conférence de Berlin, du 26 février 1885. Nous avons pris acte de cette communication.

i. Malgré tout le bon vouloir et les efforts du gouvernement, la sécurité paraît être fort troublée dans les colonies du sud du Chili; les colons suisses, qui en souffrent, s'en plaignent amèrement.

Cette partie du pays est sillonnée de bandes qui pratiquent le vol à main armée et l'assassinat. En 1888, deux familles suisses, la famille Bridevaux à Quilen, composée de six personnes, et la famille Färiswyl, une femme et son enfant, dans la colonie de Punta-Arenas, sont tombées sous leurs coups. Les poursuites, immédiatement introduites et vigoureusement menées, grâce à l'intervention énergique de notre consul à Valparaiso, ont conduit à l'arresta-

tion de cinq des meurtriers. Nous aurons à revenir sur ces affaires dans un prochain rapport de gestion.

En juillet dernier, l'assassin d'un colon suisse, du nom de Charles Locher, d'Aussersihl, a été exécuté sur la place publique de Victoria. Locher avait été tué dans sa ferme, située près de cette ville, pendant la nuit du 28 au 29 avril 1887. Notre consul, qui avait reçu pour instructions de suivre avec attention cette affaire, fut chargé d'exprimer au gouvernement chilien notre satisfaction à propos de la punition du coupable.

Dans différents districts, les colons s'organisent pour aider à la police et la faire eux-mêmes, au besoin. La récente création d'un poste consulaire à Traingnen contribuera, il faut l'espérer, à donner plus de cohésion à notre colonie et à faciliter cette organisation.

k. François-Alexandre Gilier, journalier, originaire de Vuadens, canton de Fribourg, se trouvant en état d'ivresse, eut à subir, dans la soirée du 19 mai 1886, de la part d'agents de la police de Baradero (République argentine), des mauvais traitements graves qui entraînèrent sa mort. Après une enquête judiciaire qui a duré plus de deux ans et au cours de laquelle nous avons eu à insister auprès du gouvernement argentin pour que justice fût faite, le principal coupable a fini par être condamné, le 22 août dernier, à trois ans d'emprisonnement.

l. Malgré les sollicitations d'une maison suisse à Massouah, nous avons refusé de faire des démarches auprès du gouvernement italien, pour qu'elle fût libérée de l'impôt municipal établi dans cette ville par le général commandant les troupes d'occupation.

m. Sur nos instances, le gouvernement anglais a autorisé un de nos ressortissants, M. l'ingénieur Alfred Ilg, au service du roi Ménélik de Choa, à traverser la colonie de Zeïlah muni des armes et des munitions nécessaires pour défendre sa caravane contre les attaques des tribus nomades habitant les vastes territoires qui séparent le royaume de Choa de la côte.

n. Sous la rubrique protection des intérêts suisses à l'étranger, nous avons eu à nous occuper encore d'une foule d'affaires, dont l'énumération serait trop longue. Nous n'avons jamais refusé d'intervenir en faveur de nos nationaux partout où une intervention était possible et où nous pouvions espérer qu'elle serait utile, qu'il s'agit de poursuivre la réparation de dommages causés à leur personne ou à leur propriété, de liquidations de successions, de rapatriements, d'informations de toute espèce, ou même de simples recommandations.

o. Notre légation à Rome a été informée par note du 1<sup>er</sup> juin, que le gouvernement royal ratifiait le procès-verbal de description de la frontière italo-suisse près de Chiasso, dressé le 20 octobre 1886. Les frais occasionnés par les opérations d'abornement furent partagés entre les deux Etats.

p. Le 15 juin, nous avons approuvé le procès-verbal de rectification de la frontière près de Schleithem, dressé par les délégués des deux Etats intéressés. Cette rectification était devenue nécessaire par suite des travaux de correction de la Wuttach. Le Gouvernement grand-ducal de Bade lui avait antérieurement accordé son approbation.

q. La Commission internationale, nommée pour fixer la frontière le long du ruisseau de la Raçonnière, a terminé ses travaux. Le 11 septembre, elle a dressé un procès-verbal de délimitation que nous avons approuvé. Nous attendons encore la ratification de la France.

r. Ainsi que nous vous le faisons prévoir dans notre dernier rapport de gestion, nous avons pu nous entendre avec le Gouvernement français sur l'étendue de la ligne frontière à vérifier entre le Valais et la Savoie et sur le mode d'y procéder. Il a été convenu que toute la ligne de démarcation comprise entre le lac Léman et le mont Dolent, serait soumise à une vérification contradictoire par une Commission composée de délégués des deux Etats; que les Commissaires, après s'être mis d'accord sur le terrain, dresseraient une carte à grande échelle sur laquelle ils traceraient la ligne à considérer comme frontière et qu'ils soumettraient à l'examen de leurs Gouvernements respectifs.



Les conditions spéciales dans lesquelles les travaux de vérification devaient s'opérer étaient les suivantes : les Commissaires commenceraient par la reconnaissance des bornes existantes ; ils s'assureraient en premier lieu si l'emplacement de ces bornes répond aux traités en vigueur, après quoi celles-ci serviraient de points de repère pour les levés topographiques nécessaires. Partout où les bornes-frontières feraient défaut et où leur ancien emplacement ne pourrait plus être constaté, les Commissaires recourraient aux données des cartes et des plans régionaux ainsi qu'aux stipulations des conventions ; exceptionnellement enfin, et dans les cas absolument douteux, ils se fonderaient pour établir la frontière à la fois sur les conventions existantes et sur la configuration du sol.

Le Gouvernement de la République nomma pour son Commissaire M. le lieutenant-colonel Bécot, du service d'état-major. Nous désignâmes pour cette mission M. Dumur, colonel du génie, à Lausanne, et M. Chappex, conseiller d'Etat à Sion, auxquels fut adjoint M. le capitaine Held, du bureau topographique.

Pendant le courant de l'été, la Commission parcourut toute la frontière, du lac Léman au mont Dolent. Malheureusement les instructions de M. le délégué français étant plus restreintes que celles des Commissaires suisses et s'écartant, dans une certaine mesure, du mode de procéder convenu, elle dut borner ses travaux à rechercher ou constater les limites internationales, sans en contrôler et vérifier l'authenticité d'une manière suffisante sur le terrain.

Le résultat des opérations de la Commission fut consigné dans un volumineux protocole, dressé à Genève le 29 décembre, et intitulé « procès-verbal de reconnaissance de la frontière franco-suisse entre le Valais et la Haute-Savoie ». Ce document ne contient, en somme, que l'exposé contradictoire des points de vue particuliers à chaque délégation et n'est nullement l'expression d'un accord entre parties.

L'issue des travaux de la Commission n'a donc pas répondu à notre attente. Il est cependant incontestable que la question a fait un pas en avant. Les points litigieux étant maintenant bien déterminés et circonscrits, nous pourrions la reprendre par la voie de négociations diplomatiques. Nous aurons ainsi à revenir sur cette affaire.

3. Le Gouvernement d'Alsace-Lorraine fait enlever, sur toutes les bornes internationales le long de la frontière suisse, les armoiries et suscriptions françaises, pour les remplacer par un D (Deutschland). Lorsque cette opération à laquelle les autorités allemandes procèdent unilatéralement sera terminée, une Commission internationale sera chargée de vérifier la frontière et de faire les constatations d'usage. A cette occasion, toute la ligne frontière sera soumise à une revision et les signes de démarcation seront renouvelés et remis en état partout où cela sera nécessaire. Les cantons intéressés, sauf Berne, ont déjà désigné leurs délégués à cet effet.

4. Par décision du 11 octobre, le Gouvernement d'Alsace-Lorraine supprima son bureau des douanes à Lucelle et interdit l'usage de la route qui conduit de Charmoille à Bourrignon en passant par Lucelle, pour le transit d'objets soumis à des droits d'entrée en Allemagne. Notre département des péages et le Gouvernement de Berne nous ayant immédiatement informés de cette mesure, nous chargeâmes notre Ministre à Berlin de demander qu'elle fût rapportée, en se basant sur les stipulations des traités (convention du 15 août 1782 et procès-verbal de délimitation du 12 juillet 1826).

La réponse de l'Allemagne nous parvint au commencement de l'année courante ; nous aurons donc à vous en rendre compte dans un prochain rapport, mais nous voulons d'ores et déjà relever qu'elle fut de nature à nous satisfaire.

5. Afin d'opérer l'arrestation d'un individu poursuivi pour contrebande et coups et blessures graves, un agent des péages fédéraux s'embusqua sur le territoire allemand à quelques pas de la frontière, près de Bonfol. L'arrestation elle-même eut lieu sur sol suisse.

La légation d'Allemagne nous signala cette irrégularité, en ajoutant que l'agent suisse paraissant avoir simplement commis erreur relativement à la



direction de la ligne frontière, très compliquée à cet endroit, son Gouvernement renonçait à présenter une réclamation quelconque à ce sujet.

Tenant compte de ces circonstances, nous nous bornâmes à adresser une réprimande à l'agent fautif.

v. Le 20 octobre au soir, un douanier autrichien stationné à la gare internationale de Buchs, poursuivit, jusque dans le village de ce nom, un individu suspect de contrebande.

Nous avons chargé notre Ministre à Vienne de porter cette infraction à la connaissance du Gouvernement impérial et de demander la punition de l'agent coupable.

w. Incident de Ponte-Tresa. — Nous avons eu l'honneur de vous exposer, l'an dernier, qu'à l'occasion de ce regrettable incident les Gouvernements suisse et italien s'étaient adressés réciproquement des réclamations.

La juridiction sur la pêche dans la Tresa appartenant sans conteste à la Suisse, la question essentielle pour l'Italie était d'établir que l'incident avait eu lieu en dehors de la Tresa, c'est-à-dire sur le lac de Lugano. C'est ce que son représentant, à Berne, essaya de faire dans la note verbale que vous trouvez relatée à notre précédent rapport de gestion.

Mais nous ne pûmes admettre cette manière de voir. La Tresa découle, comme l'on sait, du lac de Lugano, près du village de Ponte-Tresa ; sur une partie de son cours, elle forme la ligne frontière entre la Suisse et l'Italie, et va, plus à l'ouest, se déverser dans le lac Majeur. Or, le régime fluvial de la Tresa commence à l'endroit même où elle quitte le lac de Lugano, c'est-à-dire à environ 80 mètres en amont du pont de Ponte-Tresa ; c'est vrai tant au point de vue hydrographique qu'au point de vue historique. L'incident s'étant produit à quelques mètres en amont du pont, ce qui n'était pas contesté, il avait donc eu lieu sur la rivière et dans les limites de notre juridiction exclusive. En ces circonstances, la conduite des agents italiens, notamment celle de leur chef, le lieutenant Rusconi, qui par sa précipitation avait provoqué le conflit, méritait un blâme sévère.

Ces considérations furent développées à la légation royale en réponse à sa note verbale prérappelée. Nous refusâmes aussi d'introduire, en Suisse, des poursuites contre les individus impliqués dans cette affaire — pour résistance aux agents italiens de la force publique et contravention aux lois sur la pêche — à moins que l'action pénale dont ils étaient l'objet en Italie, à raison des mêmes faits, ne fût définitivement abandonnée. La restitution de l'arme qui avait été enlevée dans la lutte à un agent italien, fut par contre ordonnée.

Sans s'occuper des autres circonstances de l'incident, la légation d'Italie nous fit parvenir, le 22 décembre, un nouveau mémoire pour fournir la preuve que la partie de la Tresa comprise entre le pont de ce nom et le lac de Lugano avait toujours été considérée comme formant partie du lac.

Nous aurons donc à revenir sur cette affaire.

x. L'année s'est écoulée sans que nous ayons pu obtenir, malgré les démarches réitérées de notre Ministre à Rome, une réponse du Gouvernement royal à nos dernières communications relatives à l'arrestation de Colombo et Salaroli dans les eaux communes du lac de Lugano. La réponse nous est, toutefois, parvenue au commencement de l'exercice courant, et nous y reviendrons dans notre prochain rapport de gestion.

y. Dans la soirée du 2 février, un jeune italien, Joseph Bianchi, fut blessé d'un coup de feu par un garde des douanes italiennes, à la frontière, près de Vacallo. D'après les rapports que nous transmit le Conseil d'Etat du Tessin, le douanier était embusqué et Bianchi fut frappé sur territoire suisse.

Notre Ministre à Rome fut donc chargé de prier le Gouvernement royal de reconnaître les faits révélés par l'enquête suisse, de demander la punition sévère du coupable et les satisfactions usuelles. En même temps, M. Bavier reçut pour instruction d'exprimer le désir, motivé par une recrudescence des cas de violations de frontière, que les douaniers italiens fussent rappelés au respect de notre territoire.

Le Gouvernement royal, dans une première enquête, aboutit à un résultat contraire aux constatations des autorités tessinoises : son agent n'était pas embusqué sur sol suisse et le coup de feu qui blessa Bianchi partit contre sa volonté, son arme s'étant heurtée à un cep. En réponse à notre réclamation d'ordre général, il observa que, dans une précédente occasion, les instructions les plus précises avaient été réitérées à ses gardes de douane de ne pas passer sur territoire suisse (Rapport de gestion du département politique pour 1886, F. féd. 1887, I. 576).

Les actes de l'enquête italienne furent communiqués au Conseil d'Etat du Tessin, lequel, après une nouvelle information et une vérification minutieuse, maintint son premier exposé.

Les instructions que nous avions données à M. Bavier au point de vue du cas spécial furent donc confirmées.

5. Pendant la nuit du 30 novembre au 1<sup>er</sup> décembre, des douaniers italiens, postés à la frontière, ouvrirent un feu suivi contre le village de Seseaglio. Une de leurs balles traversa le toit du corps de garde des douaniers suisses et d'autres vinrent frapper sur la place publique du village. Il y a lieu de supposer que le but de ce tir était d'empêcher des convois de contrebande de passer la frontière.

Nous adressâmes immédiatement à Rome de vives réclamations contre un procédé aussi contraire au droit des gens.

aa. — Nous jugeons inutile de relever ici quelques autres cas moins importants de violation de territoire suisse à la frontière italienne.

#### AFFAIRES DIVERSES

a. La convention avec le Saint-Siège pour régler définitivement la situation religieuse des paroisses du canton du Tessin fut signée, à Berne, le 16 mars 1888 (1). Le 29 juin suivant, vous avez bien voulu lui accorder votre ratification (Rec. off., nouv. série, X. 634). Le Saint-Siège l'ayant approuvée par décision du 13 juillet, l'échange des ratifications eut lieu, à Rome, le 15 du même mois, entre M. Théodore Wirz, landamman d'Unterwald-le-haut, Membre du Conseil des Etats, notre délégué spécial, et Son Eminence le cardinal Rampolla, secrétaire d'Etat pontifical.

A teneur de l'article 6 de la Convention, celle-ci est entrée en vigueur le 16 janvier dernier.

Dans son article 3, elle prévoit que les dispositions de la Convention du 26 mars 1828 concernant la nomination de l'évêque de Bâle, seront étendues à l'église cathédrale réunie, c'est-à-dire au Tessin, si les autres parties intéressées y consentent. Jusqu'ici un accord n'est pas intervenu sur ce point.

b. Il nous est parvenu, dans le courant de l'année, un certain nombre de plaintes contre des agents consulaires suisses. A propos de l'une d'entre elles, nous avons même dû vous adresser un rapport circonstancié (F. féd. 1888, IV. 953). Nous ne reviendrons pas sur cette question qui est, nous osons l'espérer, en voie de trouver une solution conforme aux désirs que vous avez exprimés et aux intérêts de notre pays.

Si, dans cette affaire, nous n'avons pu admettre comme bien fondés les griefs des recourants, nous avons reconnu, par contre, que d'autres plaintes, ne concernant pas du reste le même Consulat, étaient justifiées.

Pour apprécier l'administration de nos Consuls, il ne faut jamais perdre de vue qu'ils ne sont pas des fonctionnaires réguliers du département, des hommes de la carrière, mais simplement des personnes de bonne volonté, qui consentent à se charger de la protection des intérêts suisses à l'étranger, dans des circonstances généralement onéreuses pour elles. Il en résulte que nous sommes naturellement portés à examiner plutôt avec indulgence qu'avec sévérité les erreurs et les fautes qu'ils commettent, sans néanmoins que nous puissions consentir à les excuser et à les couvrir dans tous les cas.

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 24.

D'autre part, il faut considérer aussi que les circonstances peuvent devenir telles, dans nos colonies les plus importantes, qu'un Consul négociant soit matériellement incapable de suffire à sa tâche. Nous aurons alors à vous proposer des mesures pour remédier à cet état de choses.

c. Par office du 5 septembre, la division politique a transmis à toutes nos légations et consulats un appel du Comité de secours en faveur des inondés du canton d'Uri. Bien que nos ressortissants en pays étrangers aient été trop souvent mis à contribution, pendant ces dernières années, pour des œuvres de charité par la Mère-Patrie, leurs collectes ont produit encore cette fois un très beau résultat. Cependant, de divers côtés, le désir nous a été exprimé qu'on veuille bien, à l'avenir, faire moins souvent appel à leur générosité.

d. La division politique, appelée à émettre son préavis sur la question du mode de percevoir la taxe militaire de nos nationaux établis à l'étranger, s'est prononcée dans le sens de la centralisation de cette perception entre les mains du Conseil fédéral.

e. Dans une contestation internationale relative à une question de frontière, nous avons nommé les délégués suisses sans recueillir le préavis du canton intéressé. Ce dernier protesta, revendiquant comme un droit de désigner lui-même son représentant, dès qu'il s'agissait de son territoire.

Nous n'avons pas pu admettre cette protestation comme bien fondée; elle ne nous a paru justifiée ni au point constitutionnel ni par des raisons d'utilité. Au point de vue constitutionnel, chargés des relations extérieures de la Confédération (C. F., article 102, 8), nous n'avons pas à en partager la direction avec les cantons, même lorsqu'ils sont intéressés à la solution de questions internationales. Seuls, nous représentons la Confédération vis-à-vis de l'étranger, pour lequel il n'y a plus, du reste, de territoire cantonal et de frontières cantonales, mais seulement un territoire et des frontières suisses.

Nous comprenons, par contre, fort bien le désir des cantons de participer par des délégués de leur choix au règlement de questions intéressant leurs frontières. Aussi avons-nous généralement tenu compte de ce désir et ne pensons-nous pas agir autrement dans l'avenir, mais sans qu'il puisse dériver un droit pour les cantons de la pratique suivie jusqu'à ce jour.

#### NATURALISATIONS.

La division politique a eu à s'occuper, en 1888, de 867 requêtes en autorisation d'acquérir la nationalité suisse (982 en 1887), dont 165 remontent aux précédents exercices.

Ce nombre de requêtes est inférieur à celui de l'année précédente parce que nous avons liquidé l'an dernier, en retournant leurs actes aux requérants, une centaine de demandes pendantes depuis longtemps, afin de n'avoir pas à les reporter chaque année.

C'est pourquoi nous n'avons que 163 requêtes, au lieu de 272 en 1887, qui remontent aux exercices précédents.

De ces 867 demandes en autorisation de naturalisation, 601 ont été agréées (664 en 1887), 23 ont été rejetées ne satisfaisant pas aux conditions de la loi (23 en 1887), 20 ont été retirées par les requérants, 3 ont été liquidées, les intéressés ayant négligé de fournir les justifications prévues par la loi, 220 étaient encore en instance le 31 décembre; 867 en total.

Nous avons, en outre, traité 39 cas d'une portée générale concernant des questions de naturalisation.

Dans 3 cas, nous nous sommes vus obligés d'annuler l'autorisation accordée, les requérants n'ayant pu acquérir la naturalisation dans un canton ou dans une commune suisse et réclamant les pièces déposées aux archives du département pour recouvrer leur nationalité originaire.

De même qu'en 1887, la plupart des requérants étaient ressortissants allemands. Des 867 requêtes mentionnées ci-dessus, 543 concernent des Allemands;

les Français suivent au nombre de 184, puis viennent les Italiens (59), les Autrichiens (35), les Russes (12), les Américains (11), les Anglais (4), les Hollandais (3), un Espagnol, un Portugais, un Belge et un Danois.

Dans 12 cas, la nationalité des requérants n'a pu être établie d'une manière absolument certaine.

123 requérants étaient mineurs, 333 étaient célibataires (les mineurs y compris), 474 étaient mariés, 46 veufs ou veuves et un divorcé. Dans 13 cas, l'état civil n'a pu être constaté.

Dans les 867 requêtes étaient compris 1,323 enfants, dont 789 garçons et 534 filles.

Le nombre total des candidats en naturalisation a donc été en 1888, y compris les femmes mariées, de 2,664 (2,828 en 1887).

Les 601 autorisations de naturalisation accordées en 1888 se répartissent entre 407 Allemands, 120 Français, 42 Italiens, 15 Autrichiens, 6 Américains, 4 Anglais, 3 Russes, 3 Hollandais, 1 Belge et 1 Danois.

Dans ces 601 autorisations étaient compris 1,112 enfants, dont 661 garçons et 451 filles.

Le nombre total des personnes auxquelles nous avons accordé l'autorisation de naturalisation, y compris les femmes mariées, a donc été de 2,095 pour l'exercice écoulé (1,971 en 1887).

Quant aux certificats de domicile délivrés aux candidats en naturalisation, qui ont obtenu l'autorisation, ils se répartissent comme suit entre les cantons : Zurich 180, Bâle-ville 102, Genève 83, Neuchâtel 46, Berne 45, Vaud 27, Thurgovie 23, Valais 19, Saint-Gall 16, Schaffhouse 9, Tessin 9, Bâle-campagne 9, Soleure 8, Argovie 8, Grisons 6, Fribourg 5, Glaris 4, Lucerne 3, Appenzell 3, Obwald 2, Nidwald 2, Schwyz 1, Zoug 1.

Nous mentionnerons encore deux décisions de principe que nous avons prises sur les propositions de la division politique :

1. Conformément à la pratique suivie jusqu'ici, les enfants nés en Suisse de parents étrangers et y ayant toujours été domiciliés, peuvent obtenir sans difficulté le permis de naturalisation. Par analogie, nous avons décidé, qu'à l'avenir, les enfants nés à l'étranger d'une mère suisse et d'un père étranger jouiraient de facilités égales pour se faire autoriser à acquérir la naturalisation.

2. Le gouvernement de Zurich nous ayant demandé de charger la division politique de communiquer aux autorités de leur pays d'origine les autorisations de naturalisation, accordées à des Allemands qui auraient acquis le droit de cité dans ce canton, nous avons écarté cette demande en raison des conséquences qu'elle pourrait entraîner.

#### OPTIONS.

Ensuite de l'arrêté du conseil fédéral du 8 juillet 1887 sur la nouvelle organisation des départements, les affaires d'option ont passé, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1888, du département de justice et police au département des affaires étrangères, division politique. Nous sommes en mesure de donner les renseignements suivants sur la statistique des options en 1888 :

Les déclarations d'option en faveur de la nationalité suisse, conformément à la convention conclue le 28 juillet 1879 entre la Suisse et la France pour régler la nationalité et le service militaire des enfants de Français naturalisés Suisses, et les avis d'intention d'option qui les précèdent, accusent, pour l'année écoulée, un chiffre de 104 déclarations (91 en 1887) et de 53 avis (77 en 1887). Aucune déclaration d'option pour la nationalité française n'a été faite en 1888 (4 en 1887).

Dans plusieurs cas, nous avons dû, avant de transmettre ces documents à l'ambassade de France, les retourner aux gouvernements cantonaux par l'entremise desquels nous les avons reçus pour les faire rectifier.

Il est arrivé de même à plusieurs reprises que l'ambassade de France a refusé d'accepter des déclarations, parce que les parents des optants, Alsaciens



d'origine, ayant négligé d'opter, en 1872, pour la France, avaient acquis, aux termes du traité de Francfort, la nationalité allemande.

#### RENONCIATION A LA NATIONALITÉ SUISSE

Nous avons eu à nous occuper de 6 demandes de renonciation à la nationalité suisse. Bien que la liquidation de semblables demandes soit, en vertu de la loi fédérale du 3 juillet 1876, de la compétence des cantons, il serait vivement à désirer, à raison des questions d'ordre international qu'elles peuvent soulever, que nous en soyons chaque fois informés et appelés à les préavisier.

#### DEUXIÈME DIVISION

#### Commerce

**TRAITÉS DE COMMERCE.** — Les traités de commerce existant actuellement (mars 1889) sont les suivants :

#### Traités de commerce suisses, en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 1889.

**Allemagne.** — Date de la conclusion : 23 mai 1881. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> juillet 1881. — Durée : 1<sup>er</sup> février 1892. — Publication : R. o., n. s. V. 426.

**Allemagne :** Convention additionnelle. — Date de la conclusion : 11 novembre 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 1889. — Durée : 1<sup>er</sup> février 1892. — Publication : R. o., n. s. X. 743.

**Autriche-Hongrie.** — Date de la conclusion : 23 novembre 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 1889. — Durée : 1<sup>er</sup> février 1892. — R. o., n. s. X. 751.

**Belgique (1).** — Date de la conclusion : Echange de notes, 11-16 novembre 1879. — Date de l'entrée en vigueur : 18 novembre 1879. — Durée : Jusqu'à dénonciation. — Publication : R. o., n. s. IX. 383.

**Danemark.** — Date de la conclusion : 10 février 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juillet 1875. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 612.

**Espagne.** — Date de la conclusion : 14 mars 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 18 août 1883. — Durée : Prolongé jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892. — Publication : R. o., n. s. VII. 203 et X. 116.

**Etats-Unis d'Amérique.** — Date de la dénonciation : 25 novembre 1880. — Date de l'entrée en vigueur : 8 novembre 1885. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 189.

**France :** Traité de commerce. — Date de la conclusion : 23 février 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : 1<sup>er</sup> février 1892. — Publication : R. o., n. s. VI. 293.

**France :** Rapports de voisinage. — Date de la conclusion : 23 février 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : 1<sup>er</sup> février 1892. — Publication : R. o., n. s. VI. 413.

**France ; Genève et zone franche.** — Date de la conclusion : 14 juin 1881. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 1883. — Durée : 30 ans. — Publication : R. o., n. s. VI. 455.

**Grande-Bretagne.** — Date de la conclusion : 6 septembre 1855. — Date de l'entrée en vigueur : 6 mars 1856. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 255.

(1) Les deux Etats s'assurent le traitement de la nation la plus favorisée pour toutes les matières qui étaient réglées par le traité, maintenant expiré, d'amitié, de commerce et d'établissement, du 11 décembre 1862, et cela jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité ou jusqu'à ce qu'une des deux parties se retire de l'arrangement provisoire. Les négociations concernant un nouveau traité sur le même pied sont ouvertes.

Grèce (1). — Date de la conclusion : 10 juin 1887. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1887. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : F. Féd. 1887, III. 70.

Iles Hawaï (Sandwich). — Date de la conclusion : 20 juillet 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 26 février 1869. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. IX. 464.

Italie : Traité de commerce. — Date de la conclusion : 23 janvier 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 15 avril 1889 (2). — Durée : 1<sup>er</sup> février 1892. — Publication : F. féd. 1889, II. 403.

Japon : Traité de commerce. — Date de la conclusion : 6 février 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 6 février 1864. — Durée : à perpétuité, soumis cependant à révision. — Publication : R. o., a. s. VIII. 618.

Japon : Convention additionnelle. — Date de la conclusion : 26 avril 1867. — Date de l'entrée en vigueur : 26 avril 1867. — Durée : à perpétuité, soumis cependant à révision. — Publication : R. o., a. s. IX. 55.

Lichtenstein (traité avec l'Autriche). — Date de la conclusion : 23 novembre 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 1889. — Durée : 1<sup>er</sup> février 1892. — Publication : R. o., n. s. X. 751.

Pays-Bas : Traité de commerce. — Date de la conclusion : 19 août 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> octobre 1878. — Durée : Jusqu'à dénonciation. — Publication : R. o., n. s. III. 495.

Perse. — Date de la conclusion : 26 juillet 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 27 octobre 1874. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 164.

Portugal. — Date de la conclusion : 6 décembre 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 30 juillet 1876. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. II. 267.

Roumanie. — Date de la conclusion : 7 juin 1886. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> juillet 1886. — Durée : 10 juillet 1891. — Publication : R. o., n. s. IX. 116.

Russie. — Date de la conclusion : 14 décembre 1872. — Date de l'entrée en vigueur : 30 octobre 1873. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. XI. 378.

Salvador. — Date de la conclusion : 30 octobre 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 7 février 1885. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., a. s. VII. 676.

Serbie (3). — Date de la conclusion : 29 mai 1880. — Date de l'entrée en vigueur : 29 mai 1880. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. V. 158.

Transvaal (république Sud-africaine). — Date de la conclusion : 6 novembre 1885. — Date de l'entrée en vigueur : 18 novembre 1887. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. X. 548.

Turquie (traité franco-turc) (4). — Date de la conclusion : 29 avril 1861. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> octobre 1861. — Durée : 28 ans (soumis à la révision. — N'est pas publié officiellement).

### *Remarques sur les tarifs appliqués dans les États contractants.*

En matière de douanes, la Suisse jouit dans tous les pays avec lesquels elle

(1) Convention provisoire ; la ratification par les parties contractantes n'a pas encore eu lieu ; mais il a été convenu que la convention entrerait en vigueur dès sa conclusion.

(2) Sous réserve de ratification.

(3) Traité de commerce provisoire.

(4) La Suisse a été comprise, en son temps, dans le traité entre la France et la Porte. Un nouveau tarif entre la France et la Suisse d'une part, et la Turquie d'autre part, a été stipulé, mais n'entrera en vigueur qu'avec le traité à conclure.

a conclu des traités de commerce, des droits de la nation la plus favorisée, sauf avec la Roumanie où ces droits sont limités.

*Allemagne.* — Tarifs conventionnels restreints : 1<sup>o</sup> avec l'Italie (4 mai 1883, durée 1<sup>er</sup> février 1892) ; les droits allemands sont liés pour le soufre, le tartre, le jus de réglisse, les raisins frais, la volaille, les fruits du midi, le riz, la soie, les cocons, les déchets de soie teinte, le corail, le marbre et les œufs ; 2<sup>o</sup> avec l'Espagne (12 juillet 1883, durée 1<sup>er</sup> février 1892) ; les droits allemands sont liés pour le plomb, le fer, les plumes pour parure, les cuirs et les peaux, le liège, les ouvrages communs en liège, les bouchons de liège, les semelles et ouvrages fins en liège, les fruits du midi, les raisins, le safran, le chocolat, les olives, le caroube, le bois de réglisse, les huiles, les huiles de poisson, le zinc, le vin, le seigle, le sel : le droit lié pour le seigle a été supprimé par la convention additionnelle du 10 mai 1885 ; en revanche, les droits d'entrée allemands pour divers fruits du midi, pour le safran et le caroube ont subi une réduction ; 3<sup>o</sup> avec la Suisse (traité principal du 23 mai 1881 et convention additionnelle du 11 novembre 1888, durée des deux traités jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892) ; le traité principal stipule la franchise de droits pour les plantes potagères et fourragères vertes, les pommes de terre, les racines fraîches, les fruits et les baies, les plantes vivantes, le foin, les feuilles, les roseaux, la paille, les terres et substances minérales brutes, les pierres brutes, les métaux précieux, la limaille de monnaies, les déchets du fer, de la verrerie, de la poterie, de la cire et du cuir, la lessive-mère des savonneries, le sang, les rognures de cornes, les sabots, les griffes, les os et la poudre d'os et les tendons d'animaux, les déchets de corroierie pour la fabrication de la colle forte, la lavure d'eau-de-vie, les marcs de raisin, les lies de vin, les tourteaux, le son, la balle, les engrais, les objets d'art, les échantillons, les objets usagés. Dans la convention additionnelle, les droits sont liés pour les fils de coton, à un bout, écus, au-dessus du n<sup>o</sup> 60 ; les fils de coton à deux bouts, à plusieurs torsions, et fils de coton retors, de tout genre, préparés pour le commerce de détail, les tissus de coton écus, minces, les broderies, différentes sortes de machines et chaudières à vapeur, l'or laminé, les montres ainsi que les mouvements et boîtes, les fromages, la filloselle non teinte, la soie à coudre, à boutonnière, etc., les fils retors de soie écrue, les articles de soie ou bourre de soie, les rubans de soie, même mélangés, la gaze à blutoir, les fils de laine, bruts, simples et doubles. Est applicable pour les autres articles ci-dessus dénommés, le tarif autonome du 15 juillet 1879, majoré en partie le 15 mai 1885 et le 21 décembre 1887, et modifié par les lois sur l'impôt du sucre et de l'alcool des 24 juin et 9 juillet 1887.

*Autriche-Hongrie.* — Tarif conventionnel avec la Suisse (23 novembre 1888, durée 1<sup>er</sup> février 1892) ; les droits sont liés pour le fromage, la poterie grossière, le cacao moulu et en pâte, le chocolat, le lait condensé, les farines pour l'alimentation des enfants, les farines pour soupes, l'extrait de bois de châtaignier, les fils de coton simples et doubles, au-dessus du n<sup>o</sup> 29 anglais, les tissus de coton, les broderies et les dentelles, la laine artificielle, les fils de laine peignée, écus, au-dessus du n<sup>o</sup> 45 métrique, la soie et la bourre de soie de tout genre, la gaze à blutoir, les tissus de soie pure, les tresses de paille, le cuir fin, les garnitures de cartes, les machines, les instruments pour usages scientifiques, les montres de poche, les boîtes et les mouvements, les horloges de clochers, les fils et plaques de métaux précieux, l'alizarine, les matières colorantes dérivées du goudron et les matières colorantes organiques, préparées artificiellement, les articles de pansement à l'usage médical, l'huile pour la teinture en rouge d'Andrinople, l'huile de ricin dénaturée ; en outre, l'exemption de droit pour le trafic frontière est stipulée pour une série de produits du sol, etc. ; avec l'Italie (7 décembre 1887, durée 31 décembre 1891). Dans le traité de commerce avec la France (18 février 1884), le droit autrichien sur le vin mousseux est lié. Pour les autres articles, c'est le tarif autonome du 25 mai 1882, avec les modifications du 21 mai 1887, qui est applicable.

*Belgique.* — Tarif conventionnel étendu avec la France (31 octobre 1881, durée 1<sup>er</sup> février 1892). Dans le traité avec le Portugal (23 février 1874), le droit belge sur les vins est lié, et dans le traité de commerce avec la Grande-Bretagne (23 juillet 1862), qui peut être dénoncé d'année en année, les droits pour le fil de coton sont liés. Dans le tarif autonome en vigueur, du 13 mai 1862, les droits conventionnels sont généralisés, c'est-à-dire adoptés comme droits généraux.

*Danemarck.* — Tarif autonome avec surtaxe de 50 0/0 pour les Etats non privilégiés. Par suite du traité de commerce, la Suisse appartient aux Etats « privilégiés » ; les marchandises suisses ne sont par conséquent pas soumises à la surtaxe. Le Danemarck n'a pas conclu de tarifs conventionnels.

L'Espagne a un tarif modéré pour les Etats contractants et un tarif élevé pour les Etats non contractants. Les droits du premier tarif sont en grande partie liés par le traité avec la France 6 février 1882). Quelques-uns de ces droits sont aussi liés par les traités suivants : 1<sup>o</sup> avec la Belgique (4 mai 1878), papiers, peaux, machines ; 2<sup>o</sup> avec l'Allemagne (12 juillet 1883), rails de chemins de fer, fils de fer et d'acier, couleurs, fils de coton teints, poissons, machines, eau-de-vie ; 3<sup>o</sup> avec l'Italie (26 février 1888), entre autres : marbre, faïence, porcelaine, manne, quinine, alun, soufre, allumettes, chanvre et fil de chanvre, cordages, tissus et dentelles de soie ou de filoselle, doutes, charbon végétal, ouvrages en paille, conserves et confitures, pâtes pour soupes, objets d'ornement en corail, articles de passementerie ; 4<sup>o</sup> avec la Suisse (14 mars 1883), extraits colorants, vernis, couleurs, ouvrages en paille et en liber, machines, pâtes alimentaires, farine lactée, etc. ; 5<sup>o</sup> avec la Suède et la Norvège (15 mars 1883), goudron, résine, brais, asphalte, verre creux, fer, tuyaux, barres de fer, fils de fer, clous, vis, couteaux, huiles de poissons, papier, bois et ouvrages en bois, pâtes de bois, rogues et autres dépouilles animales similaires, machines, poissons, eau-de-vie, bière, cidre. Tous les traités susindiqués durent jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892.

*Etats-Unis d'Amérique.* — Comme la Russie. Le tarif autonome du 3 mars 1883 est seul appliqué.

*France.* — Tarifs conventionnels étendus : avec la Belgique (31 octobre 1881) ; le Portugal (19 décembre 1881, 6 mai 1882) ; la Suède et la Norvège (30 décembre 1881) ; l'Espagne (6 février 1882), et avec la Suisse (23 février 1882) ; tous ces traités expirent le 1<sup>er</sup> février 1892. La France a en outre conclu avec les Pays-Bas un tarif conventionnel restreint (19 avril 1884, pouvant être dénoncé d'année en année) ; ce tarif comprend les articles suivants : fromages, beurre, poissons, acide oléique et stéarique, vernis, amidon, bougies, boissons distillées, faïences, tissus de coton mélangé à l'exclusion de la soie et de la bourre de soie, tissus de laine, papiers et carton. Les autres articles sont soumis au régime du tarif autonome du 7 mai 1884, majoré, pour les céréales et le bétail, les 28 mars 1885, 29 mars et 5 avril 1887.

*Grande-Bretagne.* — Le traité de commerce conclu par ce pays avec l'Espagne modifie l'échelle anglaise de l'alcool servant à la taxation du vin. Pour le reste, est applicable le tarif autonome qui ne frappe d'un droit que les articles suivants : éther, bière, hydrate de chloral, chloroforme, chicorée et autres surrogats du café, collodion, vinaigre, figues, vernis, ustensiles d'or et d'argent, iode, café, cacao, raisins de Corinthe, malt, naphte, pruneaux, pickles, raisins secs, cartes à jouer, spiritueux, extrait de sapin pour la fabrication de la bière d'épinette, tabac, thé, savon transparent, vin. Tous les autres articles sont exempts de droits. Pour les colonies, il existe des tarifs spéciaux. La clause de la nation la plus favorisée, stipulée dans le traité avec la Suisse, s'étend aussi aux colonies ; toutefois, il n'existe entre les colonies britanniques et d'autres Etats aucun traité séparé présentant de l'intérêt pour la Suisse.

La Grèce a un tarif autonome depuis le 30 avril 1887. Dans le tarif conven-



tionnel qu'elle a conclu avec l'empire d'Allemagne (9 juillet 1884, durée 10 ans), les droits ont été liés pour les articles suivants : fer et ouvrages en fer, machines, instruments et appareils scientifiques, couleurs, poterie, instruments de musique, livres, fils de laine, articles de passementerie, rubans et tresses, spiritueux. La Suisse jouit des droits de la nation la plus favorisée, ensuite de la convention provisoire de commerce conclue le 10 juin 1887.

*Iles Hawaï* (Sandwich). — La franchise de droits est stipulée pour une série d'articles par le traité de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique.

*Italie*. — Tarifs conventionnels avec : 1<sup>o</sup> l'Allemagne (4 mai 1883), les droits italiens sont liés pour les alcaloïdes, le zinc et les ouvrages en zinc, les instruments de physique et instruments similaires, le houblon ; 2<sup>o</sup> l'Autriche-Hongrie (17 décembre 1887) ; 3<sup>o</sup> la Suisse (23 janvier 1889), les ratifications ne sont pas encore intervenues. Les droits italiens sont liés pour la farine lactée, le chocolat, les fils de coton au-dessus du n<sup>o</sup> 20 jusqu'au n<sup>o</sup> 40 métrique, les tissus de coton et les broderies de coton, les articles confectionnés en coton (sacs, linge de lit et de table, mouchoirs et objets similaires), la laine artificielle, le feutre jusqu'à 3 mm. d'épaisseur et pesant plus de 500 grammes le mètre carré, la paille de bois, de paille et de matières similaires, les estampes, lithographies et étiquettes, les courroies de transmission, les machines, les appareils pour chauffage, raffinage, distillation, etc., les garnitures de cadre, les wagons, l'or et l'argent laminés, la bijouterie, les montres de poche, les orgues à cylindres et boîtes à musique, les fournitures d'horlogerie, l'extract de lait, les fromages, la passementerie, les rubans et tissus élastiques en caoutchouc et gutta-percha, certains fils et cordons électriques ; 4<sup>o</sup> l'Espagne (26 février 1888), les droits sont liés pour l'alcool, l'huile, le safran, la laine, le liège et les articles en liège, le liber, le fer, le cuivre, le mercure, les fruits, les poissons, les sardines, les plumes. — Tous ces traités durent jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892. Pour les articles autres que ceux dénommés ci-dessus, est applicable le tarif autonome du 14 juillet 1887.

*Japon*. — Le tarif conclu le 23 juin 1866 avec l'Angleterre, la France, les Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique est applicable à toutes les importations au Japon ; la Suisse est entrée le 26 avril 1867 dans l'arrangement y relatif. Le tarif dont il s'agit ainsi que les traités avec le Japon sont depuis longtemps soumis à révision ; les droits prévus dans une conférence avec les représentants des Etats contractants s'élèveraient, pour les principaux articles de l'exportation suisse au Japon, à 10-20 0/0 de la valeur.

*Pays-Bas*. — Tarif conventionnel restreint avec la France (19 avril 1884) ; il peut être dénoncé d'année en année et lie les droits néerlandais pour les tissus manufacturés en matières textiles, les extraits de bois de teinture, les huiles, les pâtes alimentaires, la mercerie, les meubles, les articles de mode, les parfumeries, les ouvrages d'or, d'argent et de bronze, les ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha, le papier, le verre, la verrerie, la poterie, les pruneaux, le vin. Les autres articles sont soumis au régime du tarif autonome du 15 août 1862, modifié dès lors sur divers points.

Pour les *Indes néerlandaises*, un nouveau tarif, applicable à toutes les importations, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1886. En vertu de son traité, la Suisse jouit, dans les colonies néerlandaises, du traitement de la nation la plus favorisée.

La *Perse* n'a conclu aucun tarif conventionnel. Les traités avec l'Allemagne, la France, la Hollande, l'Italie, l'Autriche et la Suisse reposent sur le principe de la clause de la nation la plus favorisée.

*Roumanie*. — Tarifs conventionnels restreints avec l'Allemagne (14 novembre 1877 et convention additionnelle du 1<sup>er</sup> mars 1887), la Grande-Bretagne (5 avril 1880 et traité additionnel du 26 novembre 1886), et la Russie (16 décembre 1886). Le traité avec la Suisse (7 juin 1886) est basé sur le principe de la clause de la nation la plus favorisée ; il contient toutefois une liste d'articles qui sont exceptés de ce principe, en tant qu'il s'agit de taxes qui avaient déjà été stipulées avec d'autres états au moment de la conclusion du traité suisse ;

mais la Suisse bénéficie des nouvelles conventions douanières comprenant ces articles. De telles réductions des droits conventionnels sont survenues pour les couleurs, le fil de coton et les chapeaux, par le fait que la Roumanie a conclu avec la Grande-Bretagne, en date du 26 novembre 1886, le traité additionnel que nous avons déjà mentionné. Est applicable, pour le reste, le tarif autonome du 29 mai 1886.

La Russie n'a, dans aucun de ses traités, réduit ou lié des droits. Le tarif autonome est seul appliqué.

*Salvador.* — Comme la Russie.

*Serbie.* — D'après le traité de commerce de ce pays avec la Grande-Bretagne (7 février 1880), les droits ne peuvent excéder 8 0/0 de la valeur ; sont exceptés de cette règle, les fils de laine et de coton pour lesquels un droit de 5 0/0 seulement est stipulé. La Serbie a, en outre, conclu des tarifs conventionnels étendus avec l'Allemagne (6 janvier 1883) et l'Autriche (6 mai 1881).

Le *Transvaal* n'a aucun tarif conventionnel. D'après le tarif autonome entré en vigueur le 6 septembre 1886, le droit s'élève, pour la plupart des articles, à 5 0/0 de la valeur.

*Turquie.* — En vertu des traités existant encore avec les puissances européennes, le droit d'entrée ne peut excéder le 8 0/0 de la valeur. Les tarifs spécifiques convenus autrefois sur cette base sont remplacés provisoirement depuis le milieu d'octobre 1884 par la taxation générale à raison de 8 0/0 de la valeur, attendu que les droits spécifiques qui ont été fixés il y a plus de 20 ans ne correspondent plus à la valeur actuelle de la majeure partie des marchandises. La Porte est maintenant en négociations avec les divers états pour la conclusion de nouveaux traités et de tarifs spécifiques basés sur une valeur plus élevée des marchandises. Les négociations avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont déjà terminées ; celles avec la France — pays qui négocie aussi pour la Suisse, — sont près d'aboutir.

Nous avons à faire remarquer ce qui suit sur le développement de nos relations conventionnelles en 1888 :

Les négociations déjà engagées depuis plusieurs années avec l'empire d'Allemagne, pour la revision du traité de commerce du 23 mai 1881, en vue de l'introduction de réductions de droits, sont enfin arrivées à leur terme par la conclusion de la convention additionnelle du 11 novembre 1888. Vous avez sanctionné cette convention additionnelle qui a également obtenu la ratification des autorités législatives d'Allemagne. Les actes de ratification ont été échangés à Berlin, le 26 décembre 1888, et l'entrée en vigueur de la convention a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 1889, date fixée par cette dernière elle-même (1). Ladite convention durera tout d'abord jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, jour jusqu'auquel le traité principal du 23 mai 1881 restera également en vigueur.

Les négociations, ouvertes au mois de février 1881, avec l'Autriche-Hongrie pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce, c'est-à-dire d'un traité avec tarif au lieu du traité reposant simplement sur la clause de la nation la plus favorisée, du 14 juillet 1868, ont également abouti à un résultat satisfaisant. Le 23 novembre a été signé, à Vienne, le nouveau traité que vous avez ratifié en même temps que la convention additionnelle avec l'Allemagne. L'échange des ratifications a eu lieu, le 23 décembre 1888, à Vienne, et le traité, conformément à l'une de ses dispositions, est également entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1889 (2).

Quant à de plus amples détails concernant ces nouveaux traités conclus avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, nous nous en référons au message que nous vous avons présenté le 1<sup>er</sup> décembre 1888 (3).

Dans le même message, nous vous avons expliqué la marche qu'ont prise les

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 275.

(2) V. *Archives*, 1889, I, p. 257.

(3) V. *Archives*, 1889, I, p. 278.

négociations du traité de commerce avec l'*Italie*, commencées en décembre 1887. Depuis lors, de nouvelles négociations furent entreprises et eurent un meilleur résultat, attendu que le 23 janvier de l'année courante a été conclu un nouveau tarif conventionnel qui, s'il est ratifié, entrera en vigueur le 15 avril de cette année, en lieu et place du traitement réciproque provisoire sur le pied de la nation la plus favorisée. Nous nous référons, quant au reste, à notre message y relatif du 5 mars 1889.

Les trois traités sus-indiqués peuvent être dénoncés ensemble déjà pour le 1<sup>er</sup> février 1892, et c'est également le même jour qu'échoient nos autres tarifs conventionnels, savoir ceux avec la France et l'Espagne, ainsi que tous les tarifs conventionnels importants qui existent encore actuellement entre les états de l'Europe. D'après la situation générale, on peut admettre comme probable l'éventualité de la dénonciation de tous ces traités pour le jour sus-indiqué. Par conséquent, les trois nouveaux traités se présentent comme une sorte de mesure intermédiaire avant une époque où s'accomplira, comme on peut le prévoir, une transformation générale des rapports conventionnels commerciaux entre les pays européens. Grâce aux réductions de droits et consolidations stipulées, les nouveaux traités offrent jusqu'alors à nombre de nos branches d'industrie la possibilité, d'un côté, de maintenir leur écoulement actuel et même de le développer, et, d'un autre côté, de procéder sur la base de calculs certains.

Les négociations avec la *Belgique* pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce à la place des relations provisoires sur le pied de la nation la plus favorisée, n'ont pu être terminées pendant l'année écoulée. Mais il est permis d'admettre qu'il sera possible d'arriver à une conclusion dans le courant de cette année. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné dans notre dernier rapport, il ne s'agit pas ici de convenir des tarifs, mais seulement un traité basé sur la clause de la nation la plus favorisée.

La convention provisoire de commerce, conclue le 10 juin 1887 avec la *Grèce*, qui est appliquée provisoirement depuis ledit jour, n'a pas encore été soumise à la ratification des deux pays. Avant de la présenter à votre ratification, nous aurons à vous faire rapport sur le résultat de l'enquête que nous avons ouverte, ensuite de la motion Paschoud et consorts, sur l'importation des raisins de Corinthe et leur emploi pour la fabrication du vin.

Les négociations avec le *Japon* et la *Turquie* n'ont encore abouti à aucune solution. Nous nous rapportons à ce qui a été dit dans notre rapport de l'année dernière. Pour ces deux pays, il ne s'agit pas de réductions de droits, mais de fixer conventionnellement des élévations générales de tarifs dans le but d'arriver à l'exécution de réformes financières. Les négociations entre le Japon et les diverses puissances contractantes sont en ce moment dans un état de repos complet. Celles de la Porte avec la France et la Suisse, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, sont terminées en ce qui regarde les tarifs et le sont partiellement en ce qui concerne le texte du traité; actuellement, la Porte négocie avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Le traité actuel entre la Porte, la France et la Suisse, qui est entré en vigueur le 13 mars 1862, expire le 13 mars 1890 (1).

#### CONTESTATIONS SURVENUES DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES COMMERCIALES.

Aux contestations habituelles et nombreuses avec les autorités douanières étrangères, relatives à l'interprétation des tarifs douaniers et des traités de commerce, sont venues s'ajouter en 1888 une foule de réclamations occasionnées directement ou indirectement par la guerre de tarifs entre la France et l'Italie et, en outre, par la nouvelle loi anglaise sur les marques de marchandises.

(1) V. plus haut, p. 108.



Nos relations commerciales, principalement celles avec les Etats voisins, augmentent d'une manière générale, mais la rigueur avec laquelle les administrations de douanes appliquent les tarifs douaniers augmente de même, de sorte que notre intervention en faveur d'exportateurs lésés est, d'année en année, davantage demandée. Nous devons, à ce propos, répéter ce que nous avons déjà souvent fait observer, c'est que beaucoup de ces contestations sont causées par l'inobservation de certaines formalités et pourraient, par conséquent, être évitées si les intéressés avaient soin de bien s'informer à cet égard. La division du commerce de notre département des affaires étrangères répond toujours avec le plus grand empressement aux demandes d'informations qui lui sont faites et publie en outre de nombreuses communications dans la Feuille officielle suisse du commerce éditée par elle. Bien que l'attention du public commerçant se porte d'une manière progressive sur cet organe, l'utilisation de celui-ci laisse encore beaucoup à désirer, principalement sous le rapport sus-indiqué.

A. En ce qui concerne les réclamations douanières de nature ordinaire, nous nous bornons à mentionner, comme jusqu'à présent, celles qui ont une certaine importance pratique et de principe.

*France.* — Droit de timbre pour certificats d'origine. Un exportateur suisse, de viande, a élevé une réclamation contre le fait que la douane française à Paris, soumettait au droit de timbre les certificats d'origine accompagnant les envois de viande. Nous avons eu soin de rendre l'administration des douanes françaises attentive au fait que la perception d'un tel droit était en contradiction avec l'article 13 du traité de commerce du 23 février 1882. Une décision définitive à ce sujet n'est pas encore intervenue.

Droits de timbre à St-Gingolph. Il y a deux ans, le Conseil d'Etat du canton du Valais nous demandait de faire des démarches pour que les marchandises venant de Suisse à destination de St-Gingolph-Suisse (situé avec la commune française du même nom au milieu de la frontière) fussent exonérées du timbre et de toute autre formalité douanière et fiscale française, à la gare de St-Gingolph située sur territoire français, attendu que les transactions avec cette commune suisse étaient par là rendues excessivement difficiles. Notre intervention est restée sans succès direct; mais nous avons en perspective que sous ce rapport le trafic à St-Gingolph sera facilité, en ce sens qu'il est question de modifier la loi actuelle sur les droits.

Chaises d'enfants. Les chaises d'enfants mobiles (poussettes) ne sont pas taxées, en France, comme meubles, mais bien comme bimbeloterie à 60 fr. par 100 kilogrammes. Une réclamation à ce sujet a été rejetée, bien que des envois de même espèce qui avaient été faits antérieurement aient été taxés comme meubles par le même bureau et que l'exportateur ait déclaré d'une manière identique ses envois ultérieurs. La fausse application, par une autorité douanière, d'une interprétation prescrite du tarif douanier, n'est pas considérée comme devant faire règle pour des envois ultérieurs de même espèce.

Reps. Suivant une prescription de la législation douanière française, certains produits bruts et mi-fabriqués sont, à l'importation en France, soumis à une surtaxe s'ils ne sont pas introduits directement depuis leur pays d'origine. Cette surtaxe varie entre 75 centimes et 5 fr. par 100 kilogrammes. Une maison suisse n'ayant pas connaissance de cette prescription de la loi, a eu à supporter des dommages considérables pour avoir introduit en France un envoi de reps hongrois qui avait passé plusieurs semaines dans un entrepôt suisse. Les articles principaux qui sont frappés de la surtaxe sus-mentionnée sont : les cuirs et les peaux brutes (3 fr.), la laine en masse et les crins d'animaux (3 fr. 60), les os et les cornes d'animaux (2 fr.), les graines et fruits oléagineux (2 fr.), le bois brut (1 fr.), etc.

*Italie.* — Expédition en douane à Chiasso et à Luino. Avec la mise en vigueur du nouveau tarif douanier (1<sup>er</sup> janvier 1888), les bureaux de douane de Chiasso et de Luino ont été classés par l'administration des douanes italiennes au nom-



bre des bureaux de second rang et certaines de leurs compétences pour l'expédition de divers articles leur furent retirées, entre autres pour le fil de coton retors, la toile d'emballage, les ouvrages d'or et d'argent, etc. Ce fait a eu pour conséquence que lesdits articles ne peuvent plus être dédouanés par ces bureaux, mais doivent être dirigés, dans ce but, sur Côme. Le commerce suisse s'est plaint à ce sujet, parce que le dédouanement à l'intérieur entraîne des inconvénients et principalement un surcroît de frais important, lorsque les stations destinataires comme par exemple Biella, Legnano, Gallarate, où il est livré beaucoup de fil de coton retors, n'ont pas de bureaux de douane. Cette disposition est en contradiction avec les dispositions de la convention du 23 décembre 1873 relative au raccordement du chemin de fer du Gothard avec les chemins de fer italiens, convention qui dispose expressément que les expéditions en douane de toutes les marchandises, sans exception, doivent pouvoir se faire aux stations internationales de Chiasso et de Luino.

Les réclamations que nous avons formulées en son temps sont encore pendantes; jusqu'à présent, le gouvernement italien ne s'y est pas montré favorable, car il invoque d'autres prescriptions conventionnelles.

Linons, mousseline pour doublure, châles, fils de coton, etc. Les quelques contestations, en partie pendantes depuis longtemps déjà, et se rapportant principalement aux linons (tissus de coton, bruts), aux châles ayant une légère impression à sec sur leur bord (gauffrage), aux tissus de feutres ayant jusqu'à 3<sup>mm</sup>. d'épaisseur, pour l'usage des fabriques de papier, de plus à la mousseline pour doublures, au fil de coton et aux parties de machines, ont été levées d'une manière satisfaisante par les négociations du traité de commerce récemment conclu avec l'Italie.

Camisoles. Les camisoles en laine tricotées, munies intérieurement d'un lacet étroit de soie pour y fixer les boutons, sont soumises aux droits sur la soie, en vertu d'une prescription du tarif douanier italien suivant laquelle les articles cousus sont soumis aux droits afférents à la partie la plus frappée. Plusieurs fois déjà, mais sans succès, des réclamations ont été formulées contre ces mesures exécutées par la douane italienne avec toute rigueur. L'administration douanière italienne persiste à appliquer rigoureusement à la lettre la législation douanière autonome, application qui, dans le cas présent, n'est liée à aucun traité.

Ensuite des mêmes principes de taxation d'après la matière payant le droit le plus élevé, le linge de corps (chemises, etc.), marqué de lettres initiales, est soumis au droit afférant aux broderies. Les réclamations d'un exportateur genevois, appuyées par nous, demeurèrent également infructueuses.

Parties d'armes. Les parties d'armes brutes en fonte molle (partie inférieure de la crosse, détente, etc.), ne sont pas taxées comme ouvrages en fonte, bruts, mais comme parties d'armes terminées. Sur le désir d'un exportateur suisse, nous avons réclamé avec force contre ce mode de taxation; cette demande n'a pu être prise en considération lors des délibérations sur le nouveau traité de commerce, parce qu'une réduction de droit qui avait déjà été accordée à l'origine dans l'ancien traité de 1883, a eu pour résultat que le nouveau traité ne fut recommandé par la commission du parlement italien que lorsque la Suisse eut renoncé aux réductions de droits en question, contre la concession d'autres faveurs inscrites dans un procès-verbal annexé au traité.

Doppioni. La réclamation d'une maison suisse d'expédition, relative au prélèvement du droit italien d'exportation, de 8 fr. 80 (pour déchets de soie), sur plusieurs envois de cocons doubles (doppioni), a été reconnue fondée, après de longues démarches faites par notre légation à Rome, et les droits prélevés, se montant à plusieurs milliers de francs, ont été restitués à l'exportateur. Par contre, les cocons doubles sont, dans le nouveau tarif douanier italien, explicitement classés parmi les déchets de soie et sont soumis comme tels au droit de sortie de 8 fr. 80.

*Autriche.* — Pendant l'année écoulée, des différends se sont encore élevés

avec ce pays relativement à la taxation de la poterie grossière, vernissée, telle qu'elle est produite dans le Rheintal saintgallois et exportée en assez grande quantité dans les districts-frontières limitrophes de l'Autriche ; des réclamations se sont en outre produites relativement à l'expédition de sacs à fruits, vides. Le nouveau traité de commerce conclu avec l'Autriche-Hongrie, le 23 novembre, a satisfait aux désirs des intéressés suisses.

B. Les nombreuses difficultés commerciales que la guerre de tarifs franco-italienne a occasionnées à beaucoup de nos exportateurs, se rapportent principalement au fait que l'on contestait les certificats d'origine d'autorités communales suisses, notamment du canton du Tessin, d'où il est fait de nombreux envois de soie brute, d'articles en soie, et de vin à destination de la France. D'emblée, l'administration française des douanes a voué une certaine méfiance aux envois de ce genre, provenant des districts-frontières suisses et autrichiens confinant l'Italie, et il en est très souvent résulté des saisies. Bien que ou parce que d'après les déclarations d'experts, la soie brute tessinoise ne peut être distinguée, d'après son état naturel, de la soie brute italienne, notre intervention n'a abouti, à quelques exceptions près, qu'à la restitution des marchandises au lieu de la reconnaissance des certificats d'origine, et les amendes infligées ont été atténuées par la voie réglementaire dite de la « transaction ». Nous pensons ne pas devoir entrer ici dans des détails sur ces questions. Nous nous sommes donné toute la peine possible pour éviter, d'une manière générale, les fréquentes saisies d'envois tessinois ; notre administration des péages a délégué un fonctionnaire pour procéder, de concert avec la direction des péages de Lugano, à un examen des circonstances relatives à la question ; sur la base des résultats de cet examen, certaines garanties furent offertes à l'administration française des douanes au sujet du contrôle permanent et spécial du mouvement des marchandises, ainsi que des certificats d'origine, etc., ce qui, il est vrai, n'a pas conduit à un arrangement formel, mais bien à un ordre donné aux bureaux français de douane de ne plus arrêter dorénavant les envois accompagnés de certificats d'origine du Tessin, s'il n'existait pas de point d'appui précis pour déclarer comme italiennes les marchandises dont il s'agit ; dès lors, il ne nous est parvenu que très peu de réclamations.

Du reste, les droits français de représailles ne s'appliquent passablement aux produits d'origine italienne, mais aussi à ceux qui transitent par l'Italie sans être plombés par la douane.

Un cas de ce genre, d'une importance très considérable, se rapporte à un envoi de soie brute asiatique qu'une maison zurichoise fit venir via Italie longtemps avant que la guerre de tarifs franco-italienne n'éclatât, et qui, plus tard, réexpédia cette soie de Zurich à Lyon. En raison du fait que l'envoi avait transité par l'Italie, il fut frappé de la surtaxe et en outre d'une amende de 6,000 francs. Les démarches faites par notre légation à Paris réussirent à obtenir la levée de l'amende ; par contre, la restitution de la surtaxe fut définitivement refusée. Deux autres contestations de transit se rapportent à des envois de fromage et de papier à destination du midi de la France et qui avaient été acheminés par l'Italie. Comme il s'agissait ici en partie de la détérioration des plombs de fermeture et en partie de l'inobservation des prescriptions sur le plombage, les réclamations à cet égard demeurèrent infructueuses.

Une autre conséquence de la guerre de tarifs fut aussi l'abrogation de « l'admission temporaire » de la soie brute envoyée en France pour être teinte. Il ne put être donné suite à une réclamation qui nous avait été présentée à ce sujet, l'exemption des droits pour le trafic de perfectionnement reposant sur la législation douanière autonome de la France et n'étant garantie par aucun traité.

Un allègement général qui épargna beaucoup de peine et de temps à nos maisons de commerce en relations d'affaires avec la France, fut que l'administration française des douanes répondit à notre désir non-seulement de reconnaître les certificats d'origine délivrés par un Consul français ou par un bureau de péages suisse de sortie, ainsi que cela est stipulé dans le traité de commerce

franco-suisse (art. 13), mais aussi de reconnaître ceux émanant des communes où sont établis les exportateurs intéressés. Les contestations qui surgirent dès lors au sujet de ces certificats ne se rapportèrent plus, comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, qu'à des envois provenant du canton du Tessin.

Du côté de l'Italie, les certificats d'origine donnèrent lieu à moins de réclamations. Afin de prévenir des irrégularités de formes, l'administration italienne des douanes établit, sur notre désir, un formulaire pour la rédaction de ces certificats ; ce formulaire fut ensuite porté, par la voie de la Feuille officielle suisse du commerce, à la connaissance des autorités compétentes et des particuliers intéressés. Dès lors, des contestations ne se produisirent à l'égard d'articles suisses que lorsque les certificats n'étaient pas exactement et complètement remplis ou lorsqu'ils n'étaient pas signés, ce qui, dans la hâte, est également arrivé.

Les marchandises n'étant pas de provenance suisse, et qui sont expédiées d'entrepôts privés de maisons de commerce suisses en Italie sans certificat d'origine d'une autorité compétente du pays réel d'origine, doivent toujours payer la surtaxe élevée qui frappe les articles français, lors même que ces marchandises n'auraient pas touché le sol français. Les certificats d'origine suisse qui constatent que les marchandises proviennent d'Allemagne ou d'Amérique, etc., ne sont pas reconnus. Comme la production ultérieure de certificats d'origine valables pour de telles marchandises du commerce de commission et d'expédition n'est, dans la règle, pas possible, la guerre de tarifs franco-italienne a considérablement nui à ce genre de commerce. A notre grand regret, nos démarches pour y remédier ont été inutiles. Il s'agit d'une formalité dans laquelle l'administration italienne des douanes persiste même vis-à-vis des autres pays.

C. Des désagréments semblables à ceux qui se sont produits, il y a deux ans, lorsque la France a subitement rétabli une ancienne prescription de loi interdisant l'importation d'articles munis de noms de localités françaises ou de désignations de ce genre, ont été occasionnés, vers la fin de l'année 1887 et dans le courant de 1888, par la nouvelle loi anglaise sur les marques de marchandise (Merchandise Marks Act), qui a également été mise à exécution subitement sans aucun ménagement. Toute indication en langue anglaise, même de poids et mesure, donnait lieu à une saisie de la marchandise, même de celle qui ne faisait que transiter par l'Angleterre, si elle ne portait pas en même temps d'une manière bien apparente la désignation de l'origine, par exemple «*manufactured in Switzerland* ». Ensuite de la précipitation et de la rigueur avec lesquelles la loi a été appliquée, très peu de marchandises correspondaient au début à cette exigence, de sorte qu'une foule d'envois de tous pays et notamment aussi de montres suisses, de broderies et de soieries ont été saisis et n'ont été relâchés, pour être retournés à leurs expéditeurs, qu'après de longues démarches faites par le Consul général suisse à Londres. Nous donnons des détails sur cette affaire dans le chapitre : Contrôle des ouvrages d'or et d'argent, la plupart et les plus compliqués des cas se rapportant aux montres. Le commerce étranger s'est habitué peu à peu et aussi bien que possible à ces prescriptions, et les réclamations sont ainsi devenues plus rares. Mais, dans l'intervalle, le commerce anglais lui-même, et en première ligne la Chambre de commerce de Londres, ont pris l'initiative en vue d'amener une interprétation plus libérale de la loi, et cela principalement dans l'intérêt du commerce de commission et d'expédition anglais auquel un préjudice incalculable a été causé par cette innovation qui supprime le secret précédemment gardé quant à la source d'où sont tirées les marchandises en partie destinées aux colonies.

#### STATISTIQUE.

En 1888, notre bureau de statistique commerciale a été entièrement occupé par des travaux pour les traités de commerce. Ont été imprimés, indépendamment d'un grand nombre de travaux statistiques de moindre étendue, les tableaux du trafic des marchandises de la Suisse avec l'empire d'Allemagne et



l'Autriche-Hongrie, ainsi que les tableaux de la statistique détaillée des droits et du trafic, annexés aux messages concernant les nouveaux traités de commerce avec ces états et avec l'Italie.

#### EXPOSITIONS.

Dans le domaine des expositions, nous n'avons eu à peu près à nous occuper que de l'exposition universelle de Paris.

Sous la direction habile de notre Commissaire général, M. le colonel Vögeli-Bodmer, et de son personnel auxiliaire, les travaux préparatoires ont fait sous tous les rapports, pendant cette année, de grands progrès, de sorte qu'il est hors de doute que la section suisse ne soit prête à temps.

En exécution de l'arrêté fédéral du 23 décembre 1887, les invitations à participer à l'exposition ont été envoyées en janvier 1888 par le Commissariat général, en première ligne à toutes les personnes et maisons qui s'étaient fait inscrire sur les listes ouvertes lors de l'enquête provisoire faite, avant l'arrêté fédéral, en vue de connaître le nombre des participants.

En outre, sur l'invitation du Commissaire général, la Presse suisse a publié un appel relatif à la participation à l'Exposition.

Ensuite de ces invitations, le Commissaire général a reçu près de 4,500 demandes d'envoi de formulaires pour participation et des imprimés nécessaires; sur ce nombre il n'est rentré que 4,217 déclarations, dont 107 ont encore été retirées, de sorte qu'il reste encore actuellement 1,110 exposants, parmi lesquels quelques-uns, inscrits dans différents groupes, sont comptés plusieurs fois.

En résumé, les industries principales sont représentées comme suit : horlogerie, 148; machines, 128; boissons, 85; produits alimentaires, fromages, 79; broderie, 31; bonneterie et vêtements, 27; produits chimiques, 23; soieries, 21; cuirs, 16; vannerie et articles de paille, 12; meubles, 14. Sont représentées faiblement : l'industrie du coton, l'industrie du tabac, la sculpture sur bois, l'industrie glaronnaise de l'impression sur étoffes. Ne sont pas du tout représentés : le tissage de rubans de soie, le tissage en couleurs, la teinturerie de la soie et du coton.

#### RAPPORTS CONSULAIRES.

Cette année aussi, nous avons à enregistrer une nouvelle série d'excellents travaux de nos Consuls au point de vue des rapports qu'ils nous ont présentés. Au reste, nous confirmons nos observations de l'année dernière. Nous pouvons dire que, lors même que nos Consuls ne reçoivent pas d'honoraires, ils ne présentent en général pas moins de travaux dans le domaine des relations commerciales que ceux d'autres Etats. La partie essentielle de leur activité n'est naturellement pas dans ce domaine; ils sont là, en première ligne, pour prendre soin des intérêts des ressortissants suisses dans leur district. Tandis que l'activité d'une partie de nos Consuls est entièrement absorbée par cette fonction principale, d'autres se distinguent également, chacun suivant son individualité, sa position sociale et commerciale, ses capacités et ses goûts, par des rapports utiles et quelquefois même exemplaires; en effet, plusieurs d'entre eux ne se bornent pas seulement à rédiger les rapports dits annuels, mais pendant l'année ils saisissent chaque occasion de communiquer aux autorités fédérales ce qui peut être utile sous le rapport politique, ou au commerce ce qui peut l'être au point de vue commercial. Nous mentionnons ici spécialement et avec satisfaction le fait que, par l'envoi de communications de tout genre, nombre de nos Consuls ainsi que nos légations soutiennent d'une manière réjouissante la feuille officielle suisse du commerce; en revanche, cet organe qui leur est adressé gratuitement, leur est utile sous bien des rapports. Afin que nos Consuls soient constamment au courant des conditions générales du commerce et du trafic du pays natal, nous leur envoyons aussi, indépendamment de la feuille officielle suisse du commerce, les rapports très intéressants et très utiles que publient annuellement le *vorort* de l'Union suisse du commerce et de l'industrie à Zurich, le *Directoire commercial* de Saint-Gall, la



Société commerciale de Zurich et la Chambre de commerce de Bâle, sur la marche du commerce et de l'industrie en général et de leurs diverses branches en particulier.

#### FEUILLE OFFICIELLE DU COMMERCE.

Les enregistrements des brevets d'invention sont venus se joindre, pendant l'exercice écoulé, aux publications qui, légalement, doivent être insérées dans cette feuille. Les publications obligatoires de la feuille sont maintenant les suivantes : registre du commerce, situations des Banques d'émission et des Compagnies d'assurance, titres disparus, marques de fabrique et de commerce, brevets d'invention, rapports consulaires; les publications facultatives sont : la Statistique commerciale mensuelle, les Recettes mensuelles des chemins de fer, les Tableaux de statistique des Banques, les Lois, Traités et Prescriptions de nature commerciale et économique générale, ainsi que les communications du même genre, telles que principalement celles sur les conditions douanières et conventionnelles, les relations commerciales conclues par les pays étrangers, etc., etc. Ensuite de l'augmentation considérable des matières, il est devenu nécessaire et utile de faire paraître la feuille, dans la règle, trois fois et même de temps à autre quatre à cinq fois par semaine, de sorte que cette dernière prend peu à peu le caractère d'un organe quotidien et se rend ainsi utile dans une mesure toujours croissante, aux autorités aussi bien qu'au public commercial et industriel. La partie destinée aux insertions, qui est affermée à l'imprimerie Jent et Reinert, devient peu à peu d'un meilleur rendement. Nous nous sommes sans cesse efforcés de perfectionner cet organe avec toute l'économie possible sous tous les rapports, et de satisfaire aux exigences pratiques des intéressés, et il nous est permis de croire qu'il sera toujours de plus en plus apprécié du public.

#### CONTRÔLE DES OUVRAGES D'OR ET D'ARGENT.

##### *Rapports avec l'étranger.*

Allemagne. — La loi impériale allemande, sur le titre des ouvrages d'or et d'argent, du 16 juillet 1884, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1888.

Nous rappelons que le contrôle fédéral a été reconnu par l'Allemagne comme tenant lieu des signes de poinçonnement fixés par le Gouvernement impérial, et nous constatons avec satisfaction qu'aucune contestation n'a surgi pendant l'année 1888, à notre connaissance du moins, en ce qui concerne l'application de ladite loi aux montres suisses répondant, quant à leur titre et à leur mode de poinçonnement, aux prescriptions de l'arrêté du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> avril 1887 (Rec. off., nouv. série, X, 48).

Angleterre. — Nous avons relaté dans notre dernier rapport de gestion que le Parlement anglais avait décrété une loi sur les marques de marchandises, qui est entrée en vigueur le 23 août 1887, et que le Gouvernement de ce pays avait arrêté, le 28 novembre suivant, des dispositions spéciales au sujet du contrôle des boîtes de montres. Nous ajoutons que ces dispositions nous avaient engagés à fixer un mode de poinçonnement spécial pour les montres de fabrication suisse destinées à la Grande-Bretagne, et à déterminer les conditions auxquelles ces montres seraient admises à recevoir le poinçonnement nouveau (Arrêté du Conseil fédéral du 24 décembre 1887 (Rec. off., nouv. série, X, 360), et circulaire instructionnelle du département fédéral du commerce, du 27 du même mois).

Par l'entremise du Consulat général suisse à Londres, nous avons communiqué officiellement au Gouvernement britannique l'arrêté et la circulaire susmentionnés; nous les avons en outre fait distribuer dans les cercles anglais intéressés afin que le marchand horloger de ce pays apprît à connaître notre nouveau poinçon.

Nous espérons que par l'observation des nouvelles prescriptions fédérales,

nos exportateurs seraient à l'abri de tout désagrément avec la douane anglaise, ces prescriptions répondant aux exigences posées par le « Merchandise Marks Act » de 1887. Mais, dans le courant de janvier, nous avons appris fortuitement que l'autorité douanière britannique venait de prendre, pour l'exécution de la loi dont il s'agit, des dispositions en vertu desquelles toutes les marchandises de provenance étrangère devaient être saisies en douane si elles portaient des indications quelconques en langue anglaise sans être en même temps pourvues de la désignation de leur pays d'origine.

Ces dispositions ayant été mises en vigueur immédiatement et avant que le texte en fût connu au dehors, elles ont eu, en ce qui concerne notre pays, pour conséquence de faire arrêter en douane de nombreux et importants envois suisses de marchandises, telles que des broderies sur l'étiquette desquelles se trouvait le mot « yard » ou tout autre terme technique anglais, des montres pourvues de l'une ou l'autre de nos désignations légales de titres : « 0,935 sterling silver », « 18 k. Warranted », etc.

Dès que nous avons été informés de ces saisies, nous avons chargé le Consulat suisse à Londres d'intervenir énergiquement pour en procurer la mainlevée, et de réclamer contre une mesure aussi rigoureuse appliquée sans que les pays exportant leurs produits en Grande-Bretagne eussent eu préalablement connaissance des nouvelles dispositions arrêtées.

En ce qui concerne particulièrement l'horlogerie, nous avons donné au Consulat mission de demander à l'autorité britannique :

a. Que les montres fabriquées en Suisse ne tombassent pas sous le coup des dispositions dont il s'agit, attendu que les indications en anglais telles que « warranted silver », « first silver », etc., accompagnées du titre du métal de la boîte sont exactes, ce titre étant contrôlé officiellement, et ces indications, d'ailleurs légales chez nous, étant en usage depuis fort longtemps dans notre fabrique horlogère sans qu'elles eussent jamais donné lieu à aucun inconvénient ;

b. Que, tout au moins, les récentes dispositions ne fussent mises en application que dans un délai permettant à nos fabricants de terminer et d'expédier en Grande-Bretagne les montres en cours de fabrication portant une indication en langue anglaise ;

c. Que les empreintes du poinçon fédéral fussent considérées par l'Angleterre comme désignation suffisante du pays d'origine des montres qui en sont pourvues.

Les démarches nombreuses et pressantes de notre Consulat ont abouti à la mainlevée, sous certaines conditions, des saisies opérées par la douane, mais elles n'ont eu aucun succès ni quant au délai demandé pour terminer et expédier en Angleterre les montres en ouvrage — celles-ci ayant dû néanmoins être pourvues d'une mention indiquant leur origine, — ni quant à la reconnaissance officielle du poinçon fédéral de contrôle. En conséquence, les montres portant une désignation, même technique, en langue anglaise, ont dès lors dû et doivent encore aujourd'hui, pour avoir libre accès sur le territoire du Royaume-Uni, être munies de l'une des indications « Manufactured in Switzerland », « Made in Switzerland », ou « Swiss ». Aucune distinction n'est faite à cet égard entre les montres contrôlées et celles qui ne le sont pas.

La loi anglaise précitée est rigoureusement appliquée, par la douane anglaise, à toutes les marchandises quelconques transitant par le Royaume-Uni ; en outre, il est question d'introduire aussi cette loi dans les colonies et possessions de la couronne britannique.

## TROISIÈME DIVISION

**Emigration.***Partie générale.*

1. Le 22 mars, vous avez adopté la nouvelle loi concernant les opérations des agences d'émigration. Cette loi a été publiée le 7 avril (F. féd. 1888, 1. 636), et le délai de referendum a pris fin le 6 juillet sans qu'aucune opposition ait été formulée contre la loi. En vertu de son article 27, nous l'avons déclarée en vigueur et exécutoire le 10 juillet. En même temps, nous avons édicté un règlement d'exécution de la loi; ce règlement traite principalement des patentes, des sous-agents et des cautionnements, et charge le département des affaires étrangères d'exercer la surveillance du conseil fédéral sur les agences d'émigration et le contrôle sur l'exécution de la loi. Par circulaire de même date, nous avons transmis la loi et le règlement d'exécution aux gouvernements cantonaux, et à cette occasion nous avons attiré leur attention sur le fait que l'on est complètement dans l'erreur lorsque l'on croit que l'exécution de la loi incombe exclusivement à l'autorité fédérale, et que dès le jour où une loi fédérale sur la matière a été édictée en vertu de l'article 34 de la constitution fédérale, les cantons n'avaient plus aucune mesure à prendre dans le domaine de l'émigration. Nous avons eu des raisons de rappeler aux cantons, que si, par son article 1<sup>er</sup>, la loi du 22 mars 1888, comme celle de décembre 1880, charge la Confédération de la surveillance des opérations d'émigration, cette surveillance doit toutefois s'exercer avec le concours des autorités cantonales, et nous avons de nouveau exprimé à celles-ci l'espoir que, dans l'intérêt du but humanitaire de la loi, elles auront à cœur de prendre les dispositions nécessaires pour que cette dernière soit convenablement exécutée.

2. En exécution de l'article 17 de la loi, nous avons arrêté une formule obligatoire pour la rédaction des contrats d'émigration. Nous devons vous rendre attentifs à la circonstance que nous n'avons pas pu satisfaire complètement aux dispositions de la loi relatives à l'assurance du chef de famille et du bagage de l'émigrant. En effet, ces dispositions (article 15, chiffres 5 et 6, et article 17, chiffre 4), prescrivent l'assurance, en cas d'accidents, du chef de famille ou de son représentant, et l'assurance du bagage des émigrants aussi bien contre les avaries que contre la perte, et cela, en vertu du chiffre 1 de l'article 15, jusqu'au lieu de destination indiqué au contrat, tandis que le formulaire de contrat employé jusqu'ici par les agences obligeait seulement celles-ci à assurer le chef de famille contre les accidents pour la durée du voyage jusqu'au port de débarquement, et à assurer le bagage contre la perte totale. Mais l'extension de l'obligation d'assurance selon la nouvelle loi était rendue impossible par le fait que les compagnies d'assurance contre les risques de transport n'assurent que contre la perte totale par accident (et non contre les avaries et le vol), et seulement jusqu'au port de débarquement (et non pour le voyage dans l'intérieur du pays d'outre-mer), et que les compagnies d'assurance contre les accidents ne se chargent des risques d'accidents que jusqu'au port de débarquement. La prescription en vertu de laquelle les primes d'assurance des personnes et le tarif d'assurance des bagages doivent figurer au contrat, n'a également pas pu être exécutée complètement.

Il y avait à prendre en considération :

a. Que l'on ne peut exiger des agents d'émigration de garantir un risque pour lequel ils ne peuvent être couverts par aucune compagnie d'assurance;

b. Que si les primes d'assurance devaient être spécialement indiquées et ne pouvaient plus, comme jusqu'ici, être comprises dans le prix de transport, l'émigrant aurait probablement à payer davantage qu'auparavant, attendu que,

ainsi que cela est à présumer, le prix de passage, en omettant les deux rubriques pour les primes, resterait le même que jusqu'à présent ; la stricte exécution de la loi aurait ainsi pour résultat d'augmenter les charges de l'émigrant.

Nous avons, en conséquence, décidé de maintenir les dispositions renfermées à cet égard dans l'ancien formulaire de contrat ; cette décision ne répond sans doute pas à la lettre de la loi, mais elle tient compte, dans la mesure du possible, de l'intention du législateur.

3. En exécution de l'article 25 de la loi, nous avons donné au bureau de l'émigration une nouvelle organisation. Ce bureau se divise maintenant en une section administrative et une section de commissariat ; chacune de ces sections a sa tâche spéciale indiquée en détail dans notre arrêté du 18 septembre (voir Rec. off., nouv. série, X, 675).

4. Comme vous avez disposé, par l'article 6 de la loi, que les agents et sous-agents ne peuvent être ni fonctionnaires, ni employés de la Confédération, nous avons engagé les gouvernements cantonaux, par notre circulaire sus-mentionnée, à interdire également à leurs fonctionnaires et employés de s'occuper d'affaires d'émigration. Jusqu'à aujourd'hui, les gouvernements des cantons d'Argovie, de Vaud et de Neuchâtel ont seuls donné suite à cette recommandation. Il serait très désirable que l'on procédât de la même manière dans les autres cantons, car il est aisément compréhensible que des personnes qui revêtent des fonctions communales ou cantonales peuvent faire de la propagande avec beaucoup plus de succès que des particuliers, abstraction faite qu'il peut facilement naître des conflits entre les fonctions de l'employé et celles de l'agent.

5. En 1888, de nouveau, l'émigration a considérablement augmenté par rapport à celle de l'année précédente. Le nombre des citoyens suisses et des étrangers établis en Suisse que les huit agences patentées ont expédiés hors de Suisse, s'élève à 8346, soit à 788 de plus qu'en 1887.

Mais ce serait une erreur de croire que 8346 personnes seulement ont émigré de Suisse pour des pays d'outre-mer. Un nombre assez considérable de personnes ne se servent pas de l'intermédiaire des agences suisses, soit qu'elles se rendent directement dans les ports d'embarquement, soit qu'elles soient engagées par des agents clandestins, ce qui se passe sur une grande échelle dans le canton du Tessin à en juger d'après les très nombreuses plaintes qui nous sont parvenues. Nous donnons encore ici un tableau de l'émigration pour les pays d'outre-mer pendant les 8 dernières années :

1881 :	40.935	1885 :	7.583
1882 :	41.962	1886 :	6.342
1883 :	43.502	1887 :	7.558
1884 :	9.668	1888 :	8.346

Total : 75.896 ou 9.486 en moyenne ; le nombre des émigrants de l'année écoulée est ainsi de 940 inférieur au chiffre moyen des 8 dernières années. Comme but, 6.677 ou le 80 0/0 ont choisi les Etats-Unis d'Amérique malgré une propagande démesurée, en partie clandestine, en partie publique, faite en faveur de l'émigration pour quelques Etats de l'Amérique du sud, et bien que dans les cercles compétents des Etats-Unis souffle un vent qui est hostile à l'immigration et qui s'est déjà manifesté par une série de mesures diverses.

#### QUATRIÈME DIVISION

##### Propriété intellectuelle.

*Organisation du bureau.* — En vue de la mise à exécution de la loi fédérale



sur les brevets d'invention, nous avons créé, en date du 5 octobre 1888, une quatrième division du département des affaires étrangères, sous la dénomination de « Bureau fédéral de la propriété intellectuelle ».

L'expédition des affaires résultant de l'exécution des lois fédérales suivantes incombe à cette division :

a. Loi fédérale sur les brevets d'invention ;

b. Loi fédérale concernant la protection des marques de fabrique et de commerce ;

c. Loi fédérale concernant la propriété littéraire et artistique ;

d. Loi fédérale sur les dessins et modèles industriels.

Le bureau est entré en fonctions le 15 novembre avec le personnel suivant : un directeur, un adjoint administratif, un adjoint technique, un registrateur-caissier, un commis pour le service technique, deux commis pour le service administratif.

*Protection des inventions.* — La loi fédérale sur les brevets d'invention, du 29 juin 1888, n'étant entrée en vigueur que le 15 novembre 1888, nous devons nous limiter aux renseignements qui suivent :

Dès le mois de juillet, il parvint au bureau de nombreuses demandes touchant l'époque de l'entrée en vigueur de la loi et au sujet de la possibilité de s'assurer un droit de priorité par le dépôt anticipé des pièces et modèles destinés à appuyer des demandes ultérieures. C'est là un indice de l'impatience avec laquelle la loi sur la protection des inventions était attendue par les populations industrielles de notre pays.

Il fut répondu aux intéressés que la protection ne pouvait être acquise avant l'entrée en vigueur de la loi, celle-ci n'ayant pas d'effet rétroactif.

En date du 12 octobre 1888, nous avons adopté un règlement pour l'exécution de la loi, et le 26 octobre 1888, nous avons pris un arrêté concernant la preuve de l'existence des modèles à fournir pour l'obtention de brevets d'invention.

Sur la base de ces dispositions législatives et administratives, il a été déposé 453 demandes de brevets, du 15 novembre au 31 décembre 1888. L'affluence a été particulièrement grande le 15 novembre, jour où 114 demandes furent présentées.

Parmi les 453 demandes de brevets déposées en 1888, il s'en trouve 284 pour des brevets définitifs, 165 pour des brevets provisoires et 4 pour des brevets additionnels. On a annoncé 73 des inventions pour lesquelles un brevet est sollicité, comme ayant déjà été brevetées à l'étranger.

Par pays, les demandes de brevets se répartissent comme suit, dans l'ordre d'importance du chiffre des demandes : 237, Suisse ; 102, Allemagne ; 58, France ; 24, Autriche-Hongrie ; 16, Grande-Bretagne ; 4, Belgique ; 4, Danemark ; 3, Etats-Unis de l'Amérique du nord ; 2, Espagne ; 1, chacun des pays suivants : Italie, Luxembourg, Suède.

Du 15 novembre au 31 décembre 1888, le bureau a enregistré 240 brevets.

Bien qu'il soit prématuré de porter un jugement sur l'influence de la loi, nous croyons cependant devoir relever deux faits : le premier est que le grand nombre des demandes de brevets — il dépasse les prévisions de plus du double — semble prouver que la protection des inventions répond bien à des besoins réels ; le second est que l'application de la loi n'a rencontré aucune difficulté sérieuse et que les dispositions sur la matière n'ont donné lieu à aucun recours en 1888.

*Marques de fabrique et de commerce.* — Durant le cours de l'année, il a été enregistré 391 marques suisses et 153 marques étrangères, soit en total 544 marques. Le tableau statistique ci-joint renseigne sur les branches d'industrie auxquelles ces marques se rapportent (1).

(1) Nous ne croyons pas utile de reproduire ce tableau.

Plusieurs marques étrangères ont dû être refusées, les dispositions de l'article 7, 2°, de la loi n'ayant pas été observées.

Dans un grand nombre de cas, l'enregistrement de marques suisses a présenté des difficultés, celles-ci n'étant pas conformes aux prescriptions de l'article 4 de la loi. Pour apprécier l'admissibilité des marques de cette catégorie, on s'est efforcé de rechercher si elles ne pouvaient pas servir à éluder les dispositions de l'article pré-mentionné. Cela paraît surtout être le cas lorsque la marque est constituée par une reproduction de la marchandise sur laquelle elle doit être apposée, ainsi que par une inscription qui n'est pas protégeable en elle-même. Par cette combinaison, on peut aisément porter à croire que l'inscription en question jouit de la protection légale, alors même qu'elle est simplement apposée sur la marchandise et non plus sur la marque.

Une demande de publier une marque dans l'organe officiel avec les combinaisons de couleurs sous lesquelles elle est portée dans le commerce, n'a pu être admise, parce que la loi ne reconnaît pas les combinaisons de couleurs comme des caractères distinctifs des marques.

On a également refusé l'enregistrement de marques que le déposant n'entendait pas utiliser pour ses propres marchandises ou ses propres produits, mais qu'il avait établies pour le compte de tiers.

Fréquemment, on nous a questionné sur la portée de la loi, spécialement au point de vue de l'enregistrement des marques étrangères constituées par la dénomination du produit auquel elles sont destinées. Le déposant acquiert-il par le dépôt un droit exclusif sur la dénomination dont il s'agit, telle est la demande à laquelle on nous prie de répondre. Dans des cas semblables, nous n'avons pu que rappeler l'incompétence des autorités administratives à résoudre les questions de droit ou à donner leur avis sur ces matières.

Afin d'écarter toute incertitude touchant la manière de traiter les modifications qui proviennent d'un changement apporté à la raison de commerce de maisons ayant déposé des marques, il a été décidé qu'une finance fixe de 10 francs par marque (voir rapport de gestion de 1884) sera requise des maisons dont le changement de raison est une conséquence de l'application du code des obligations (art. 902) : tandis qu'on considérera comme transfert, les changements provoqués par une modification dans le personnel des maisons en cause, cas dans lesquels on procédera selon l'article 16 de la loi sur les marques et de l'article 12 du règlement d'exécution de la même loi.

Pour faire droit à des demandes de transférer des marques enregistrées à des maisons qui n'acquerraient pas en même temps l'entreprise dont ces marques servaient à distinguer les produits ou marchandises, on a publié simultanément la radiation de l'inscription primitive et l'inscription nouvelle.

Dans 40 cas, on a appelé l'attention des intéressés, ainsi que le prescrit l'article 12 de la loi, sur l'analogie qui existait entre les marques présentées à l'enregistrement et d'autres marques déjà déposées.

Plus souvent encore, il a été procédé à un examen préalable de marques dont le projet était soumis au bureau fédéral.

Par note verbale du 21 septembre, la légation de Grande-Bretagne en Suisse nous a demandé, au nom de son Gouvernement, de lui faire connaître quelles étaient les mesures législatives prises en Suisse pour réprimer l'emploi des désignations frauduleuses de provenance. Dans sa réponse, notre département des affaires étrangères a cité les dispositions que nous avons en l'honneur de soumettre à votre sanction par message du 5 novembre 1886, concernant la ratification des articles additionnels de la Convention internationale du 20 mars 1883, et celles renfermées dans notre message du 9 novembre de la même année, touchant quelques adjonctions à la loi du 19 décembre 1879 sur la protection des marques de fabrique et de commerce.

*Protection de la propriété littéraire et artistique.* — Il a été effectué cette année 18 enregistrements obligatoires et 93 enregistrements facultatifs, soit ensemble 111 enregistrements d'œuvres suisses.

En se basant sur les dispositions des articles 2 et 5 de la Convention internationale du 9 septembre 1886, on a refusé l'inscription des œuvres étrangères. Lesdits articles stipulent, en effet, que la protection dans les Etats faisant partie de l'Union internationale est subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre.

Afin de tenir compte d'une manière convenable de la valeur des œuvres photographiques, lithographiques, etc., dont l'enregistrement est demandé, on a admis la faculté de déposer avec un titre commun et sous un même numéro, les œuvres qui présentent le caractère d'une collection et dont la publication a eu lieu en même temps.

A des demandes touchant la faculté d'admettre des airs connus dans des recueils de chants nouveaux et sur la légitimité des tantièmes réclamés des chapelles de Kurhaus, il a été répondu dans chaque cas par la citation des articles respectifs de la loi fédérale ou de la Convention internationale, en rappelant pour le surplus que seuls les tribunaux étaient compétents en ces matières.

*Protection des dessins et modèles industriels.* — Conformément aux stipulations de la Convention franco-suisse du 23 février 1882, 58 dessins et modèles d'origine française ont été enregistrés.

On nous a demandé si le fait de conférer à un fabricant suisse l'exploitation d'un modèle français, déposé en Suisse, privait le propriétaire dudit modèle de ses droits sur celui-ci. Il a été répondu de la manière usuelle que seuls les tribunaux étaient compétents pour trancher des questions de cette nature.

Par message du 12 mars, nous vous avons renseigné sur les travaux préparatoires faits en vue de l'élaboration d'une loi fédérale sur les dessins et modèles industriels. En même temps, nous vous soumettions un projet de loi sur la matière, projet que vous avez adopté, en date du 21 décembre, avec quelques modifications. Le délai d'opposition à ladite loi expire le 12 avril 1889.

## DÉPARTEMENT DE JUSTICE ET POLICE.

### Administration de la Justice (1)

#### RAPPORTS AVEC L'ÉTRANGER

*Traités et conventions.* — 1. Le traité d'extradition conclu le 28 novembre 1887 entre la Suisse et le royaume de Serbie a été approuvé par les deux Etats (F. féd. 1888, II. 303, ch. 4). Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 21 juin 1888. A teneur de l'article XIX, ce traité est entré en vigueur le 5 juillet suivant (2). Nous en avons informé les Gouvernements cantonaux par circulaire, appelant en même temps leur attention sur le fait que, d'après l'article XVIII, les deux pays se sont aussi engagés à se communiquer réciproquement les jugements en matière pénale et qu'on peut se servir à cet effet du formulaire adopté pour les autres Etats (F. féd. 1888, III. 540; Rec. off., nouv. série, X. 618 et 619).

2. La Convention d'établissement et consulaire entre la Suisse et la Serbie, signée par les plénipotentiaires respectifs, le 16 février 1888 et ratifiée ensuite par la Serbie (F. féd. 1888, III. 303, ch. 5), a également reçu la sanction des chambres fédérales le 28 juin 1888, ensuite de notre message du 4 du même mois. Les ratifications ont été échangées le 3 juillet 1888 à Vienne. A teneur de son article 7, la Convention est entrée en vigueur un mois après l'échange des ratifications (F. féd. 1888, III. 268; Rec. off., nouv. série, X. 633 et 634).

(1) Nous ne donnons que les Parties de ce Rapport qui intéressent les relations internationales.

(2) V. *Archives*, 1888, IV, p. 241.

3. Le nouveau traité d'établissement avec la Belgique (F. féd. 1888, II, 304, ch. 7) a aussi été approuvé par ce pays (1). L'échange des instruments de ratification a eu lieu à Berne le 7 mai 1888. A teneur de l'article 6, le traité est entré en vigueur le 7 juin suivant (Rec. off., nouv. série, X, 539 et 540).

4. Des négociations laborieuses, pour régler diverses matières avec la République sud-américaine de l'Equateur (F. féd. 1888, II, 304, ch. 9), ont finalement abouti à l'élaboration de deux projets de traités distincts. L'un de ces projets règle les questions d'établissement, de commerce et consulaires dans le sens de la clause de la nation la plus favorisée et prévoit la nomination de tribunaux d'arbitres pour trancher les différends entre les parties contractantes. L'autre projet, conçu sous la forme de Convention provisoire, a pour objet l'extradition réciproque des malfaiteurs et l'exécution des commissions rogatoires en matière civile et pénale. Ces deux projets ont été signés à Paris le 22 juin 1888, sous réserve des ratifications légales, par M. le ministre Lardy et M. Antonio Florès, actuellement président de la république de l'Equateur. Diverses raisons nous engagent à ne les soumettre à la ratification des chambres fédérales que lorsqu'ils auront été approuvés par le congrès équatorien.

5. La Convention d'extradition signée à Berne le 22 novembre 1887 entre la Suisse et la République argentine (F. féd. 1888, II, 302, ch. 2) n'est pas encore venue en discussion devant le congrès de cette république, celui-ci ayant eu à traiter en 1888 nombre d'affaires urgentes, ainsi que cela résulte d'une communication du ministre-résident argentin.

6. Nous sommes jusqu'ici sans réponse du Gouvernement argentin sur le projet que nous lui avons soumis pour la conclusion d'un traité d'amitié, d'établissement et de commerce entre la Suisse et la République argentine.

7. Quant aux négociations engagées avec la République sud-américaine de l'Uruguay pour lier une Convention d'extradition (F. féd. 1888, II, 304, ch. 10), elles suivent leurs cours. Le consulat suisse à Montevideo nous a transmis un projet proposé pour servir de base à la négociation. Ce projet est actuellement à l'étude dans notre département de justice et police.

8. Notre précédent rapport de gestion parlait de négociations relatives à la conclusion d'un nouveau traité d'extradition entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie (F. féd. 1888, II, 304, ch. 12). Entamées à Berne immédiatement après la nomination des plénipotentiaires respectifs, M. le conseiller fédéral Ruchonnet et l'envoyé austro-hongrois, baron Constantin de Trauttenberg, les négociations ont abouti à l'élaboration d'un projet que nous avons approuvé et qui a été signé par lesdits plénipotentiaires le 17 novembre 1888, en même temps qu'un protocole final, le tout sous réserves de ratifications. Rédigé en français à cause de la diversité des langues en Autriche-Hongrie, le nouveau traité est en somme basé sur le projet que la légation austro-hongroise nous avait soumis en 1887. A teneur de ses prescriptions, l'extradition ne sera accordée que si le fait punissable entraîne une peine d'au moins un an de prison. Quant à la marche des négociations et à la portée des dispositions convenues, voir pour plus ample informé le message que nous avons adressé à l'assemblée fédérale en lui soumettant le traité (F. féd. 1889, I, 367).

9. Tôt après la promulgation de la loi néerlandaise du 6 avril 1875, loi avec les dispositions de laquelle le ministère néerlandais désirait mettre en harmonie les traités d'extradition antérieurs, des négociations furent entamées, sur la proposition de ce ministère, pour réviser la Convention d'extradition conclue

(1) V. *Archives*, 1888, III, p. 129.



entre la Suisse et les Pays-Bas le 21 décembre 1853 (Rec. off., IV. 100). Mais, bien que convaincus de la nécessité de réviser cette convention, nous avons dû renoncer alors à suivre aux négociations, par le motif qu'elles nous auraient entraînés à faire le sacrifice de nos principes (F. féd. 1878, II. 653, ch. 4 ; 1879, II. 481, ch. 6 ; 1880, II. 598, ch. 7). La convention actuelle est fautive surtout en ceci qu'elle ne contient aucune disposition sur le mode de procéder en matière d'arrestation provisoire. Conséquence : l'arrestation provisoire d'un criminel en fuite ne peut pas être obtenue aujourd'hui dans les Pays-Bas au moyen d'un télégramme adressé directement aux autorités locales. L'expérience l'a démontré. Le Gouvernement néerlandais nous a bien proposé, il est vrai, déjà en 1884, de conclure, pour remédier à cet inconvénient, un traité additionnel. Mais nous avons jugé préférable de poursuivre la révision totale du traité. C'est, en effet, le seul moyen de donner plus d'ampleur à l'énumération trop restreinte des délits motivant l'extradition et de faire disparaître nombre d'autres lacunes et imperfections de la Convention surannée de 1853. Comme les objections soulevées jadis avaient cessé d'exister, nous avons saisi la première occasion de reprendre les négociations.

10. Il n'a pas été possible de mener à chef, en 1888, les négociations pour la conclusion d'un nouveau traité d'extradition entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique, en lieu et place des dispositions convenues sur la matière en 1850 (Rec. off., V. 189).

11. Nous avons entamé, à l'occasion d'un cas spécial, des négociations avec la Suède et la Norvège, pour conclure un traité d'extradition. Ces négociations ont dû être abandonnées en 1888, faute d'entente sur des questions de principe. Le Gouvernement du roi, à Stockholm, ne nous a pas moins donné l'assurance que, même en l'absence d'un traité d'extradition, il ferait droit à nos demandes d'extradition.

12. La Convention qui a été signée avec la France en septembre 1882, relativement à l'assistance gratuite des aliénés et des enfants abandonnés (Rec. off., nouv. série, VII. 176), devait aussi régler, ainsi qu'on l'avait projeté au début, le traitement réciproque et le rapatriement des malades et des indigents dits ordinaires.

Cet espoir ne s'étant pas réalisé, il ne restait plus, en ce qui concernait cette dernière catégorie de personnes, qu'à s'en rapporter au mode de vivre existant depuis un temps immémorial entre la Suisse et la France, mode d'après lequel chaque Etat traite les ressortissants de l'autre Etat à l'égal des nationaux et le pays d'origine est tenu, au besoin, de recevoir ses gens à sa frontière dès que le pays du domicile lui en fait la demande.

Il est vrai que quelque confusion ne tarda pas à se produire ; on prétendait étendre de nouveau la Convention de 1882 aux cas ne rentrant pas dans ses prévisions.

Les choses n'en demeurèrent pas moins en l'état jusqu'à ces derniers temps, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'on vit les autorités françaises ajourner, sous toutes sortes de prétextes, et même empêcher le rapatriement de leurs ressortissants pauvres ou infirmes. On est allé jusqu'à prétendre (cas Lœb) que les actes d'immatriculation délivrés par l'ambassade de France ne constituaient qu'une présomption et non une preuve de la nationalité française des titulaires.

Nous ne désespérons pas, toutefois, de voir ces autorités revenir à de meilleurs sentiments et considérer de nouveau l'acte d'immatriculation comme preuve de la nationalité française, plutôt que de persister à lui attribuer un caractère aussi contraire au développement historique de la question en général qu'à l'article 2 du traité d'établissement en vigueur avec la France. D'un autre côté, nous avons cru devoir ne pas laisser plus longtemps dans cet état d'incertitude la question de l'obligation de recevoir les indigents, les vieillards, les infirmes, les invalides, en un mot tous les individus dont le cas ne rentre pas

dans les prévisions de la Convention de 1882. Nous avons dès lors chargé notre légation à Paris, vers la fin de l'année 1888, d'intervenir auprès du Gouvernement français, afin que cette affaire reçoive enfin une solution.

13. Sur la proposition du Gouvernement impérial allemand, et avec le consentement de tous les cantons, nous avons conclu en 1888 avec l'Empire allemand, par voie d'échange de notes identiques, une Convention sur la reconnaissance réciproque des laissez-passer pour les cadavres qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1889. Cet arrangement s'est inspiré des prescriptions actuellement en vigueur dans l'Empire allemand sur le transport des cadavres par chemin de fer. Le texte de la Convention avec le formulaire de laissez-passer, figure au Rec. off., nouv. série, X. 738 ; quant à la liste des autorités compétentes, dans les deux pays, pour délivrer les laissez-passer pour les cadavres, elle n'a paru que dans la feuille fédérale, à cause des nombreux changements qu'elle est appelée à subir (F. féd. 1888, I. 636 ; 1889, I. 79 à 90).

14. Etablie en 1879 pour servir de base à la correspondance directe entre les autorités judiciaires suisses et celles de l'Empire allemand (Rec. off., nouv. série, III, 624), la liste des tribunaux suisses a été complétée et rectifiée en 1888, pour la conformer à l'état actuel de ces tribunaux. Quant à la liste des tribunaux ordinaires existant dans l'Empire allemand depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1879 (F. féd., 1880, II. 600, ch. 13, et 664), elle a aussi été revue par l'Allemagne ; mais nous avons renoncé à la faire imprimer, vu le peu d'importance des modifications qu'elle a subies.

15. Le formulaire employé jusqu'ici par les autorités suisses et allemandes pour opérer l'échange réciproque des extraits de jugements rendus en matière pénale a été remplacé en Allemagne par le formulaire adopté pour l'envoi des communications aux casiers judiciaires récemment institués dans ce pays. Ce formulaire n'indiquait toutefois, non plus, comme le précédent, que le lieu et la date de la naissance du condamné, nous avons obtenu que, pour satisfaire à un besoin ressenti en Suisse, les autorités allemandes complètent ces indications dans les communications à destination de notre pays par la mention, sous la rubrique « observations », du lieu d'origine et du canton d'origine de l'intéressé. On continuera par contre à expédier de Suisse les extraits d'après l'ancien formulaire (F. féd., 1874, II. 815).

#### *Cas spéciaux de nature internationale.*

16. Le cas suivant ne manque pas d'importance au point de vue de l'interprétation et de l'application de la Convention franco-suisse du 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire (Rec. off., IV, 880) ; les tribunaux suisses et français ont eu à s'en occuper.

Charles-Henri Diggelmann, d'Oberstrass (Zurich), vivait depuis de longues années à Sannois, près de Versailles. Il s'était marié à Paris avec Eugénie Götty, également d'origine suisse, sans faire de contrat. Au cours du mariage, soit en 1870, ces époux s'étaient consenti, par acte passé devant un notaire français, une donation réciproque de tous leurs biens, conformément aux articles 1094 et suivants du code civil français. Diggelmann mourut à Sannois en 1882, sans laisser de descendants. Sa veuve se mit en possession de tous les biens du défunt, se composant d'un immeuble sis à Sannois et d'un certain nombre de valeurs mobilières. Mais un frère et un neveu du défunt, domiciliés tous deux dans le canton de Zurich, protestèrent auprès des tribunaux zurichois contre cette prise de possession et réclamèrent, en leur qualité d'héritiers légaux, le partage de succession et la détermination des droits de la veuve Diggelmann conformément au code de Zurich. La défenderesse contesta la compétence des tribunaux zurichois, soutenant qu'il ne s'agissait pas, dans l'espèce, d'un cas de succession tombant sous l'application de l'article 5 du traité de 1869. La suc-

cession de son mari lui appartenait en vertu, non pas d'un titre de succession<sup>1</sup> mais bien de l'acte de donation. Les tribunaux zurichois étaient, en tout état de cause, incompétents en ce qui concernait l'immeuble situé en France et la détermination de ses droits, à elle défenderesse, résultant du régime matrimonial. Cependant le tribunal de Zurich et, en seconde instance, la cour supérieure de ce canton se déclarèrent compétents sur les trois chefs du litige. La veuve Diggelmann recourut auprès du tribunal fédéral qui, par arrêt du 10 juillet 1885, annula la décision de la cour zurichoise pour autant que, fondée sur l'article 5 précité du traité de 1869, elle avait admis la compétence des tribunaux zurichois pour déterminer le régime matrimonial des époux Diggelmann et les conséquences de droit qui en découlent, ces dernières étant étrangères au droit de succession. Quant au reste, le tribunal fédéral confirmait la compétence des tribunaux zurichois. Il s'agissait en réalité, estimait-il, d'une disposition à cause de mort, reposant, non pas il est vrai, sur un testament, mais sur un acte de donation; la contestation entre la donataire et les héritiers *ab intestat* relativement à la validité de cette disposition revêt par conséquent un caractère de droit successoral. D'un autre côté, — c'est toujours le tribunal fédéral qui l'admet dans les considérants de son arrêt, — l'article 5 précité n'a pas pour effet d'enlever au juge suisse la compétence pour connaître du chef relatif à l'immeuble sis en France, mais seulement de lui imposer sous ce rapport l'observation des lois du pays où l'immeuble est situé (arrêt du tribunal fédéral, tome XI, page 334).

Les héritiers Diggelmann s'adressèrent alors au tribunal civil de Versailles, lui demandant d'ordonner la vente aux enchères de l'immeuble sis à Sannois. De son côté, la veuve Diggelman introduisit devant le même tribunal de Versailles une instance à l'effet de faire reconnaître ses droits de femme commune et de donataire universelle. Les héritiers Diggelmann opposèrent à cette demande l'exception d'incompétence des tribunaux français. Le tribunal de Versailles se déclara incompétent sur la question de détermination du régime matrimonial auquel étaient soumis les époux Diggelmann et compétent en ce qui concernait l'immeuble sis à Sannois et la donation faite en France. Les deux parties en cause en appelèrent de ce jugement. La cour d'appel de Paris déclara, par arrêt du 29 juin 1888, la compétence des tribunaux français pour tous les chefs du litige, attendu :

1° En ce qui concernait l'immeuble sis à Sannois, qu'aux termes de l'article 3 du Code civil, les immeubles sis en France, même ceux possédés par les étrangers, étaient régis par la loi française et que l'article 59 du Code de procédure civile attribuait au juge du lieu de la situation la connaissance des actions relatives aux immeubles;

2° En ce qui touchait la donation, que cet acte avait été passé en France, devant un notaire de Sannois; qu'il avait été dressé suivant les dispositions du Code civil français; que la donation faite entre époux, au cours du mariage, était valable en France, qu'elle échappait à l'application de l'article 5 du traité diplomatique du 15 juin 1869; qu'en effet, cet article ne pouvait s'appliquer qu'à toute action relative à la liquidation et au partage d'une succession testamentaire ou *ab intestat*;

3° En ce qui concernait le régime matrimonial auquel étaient soumis les époux Diggelmann, que ces époux s'étaient mariés en France, où ils avaient habité de longues années; qu'ils n'étaient jamais retournés en Suisse; qu'ils l'avaient quittée sans esprit de retour; que la convention diplomatique du 15 juin 1869 n'avait point réservé la question de détermination du régime matrimonial des Suisses, mariés et domiciliés en France, à leurs tribunaux d'origine; que ce point avait même été jugé constant par un arrêt du tribunal fédéral suisse, rendu entre les parties actuellement en cause (voir cas analogues F. féd. 1876, II. 292 et 293, chiffres 8 et 9).

17. Un fabricant d'horlogerie de Bienne, Jules Chopard, avait été déclaré en faillite par jugement du tribunal civil de cette ville. Les créanciers entendaient



que, vu les articles 6, 7 et 8 du traité franco-suisse du 15 juin 1869, la faillite sortit ses effets à Alger, où Chopard exploitait un commerce. A cette fin, le président du tribunal de Bienne s'adressa au tribunal civil d'Alger, lui demandant, par commission rogatoire, de rendre exécutoire, à Alger, le jugement déclaratif de faillite qui accompagnait la réquisition. Le tribunal civil de première instance d'Alger fit droit à cette demande en ordonnant que le jugement dont il s'agit, rendu en Suisse, fût exécutoire en France selon sa forme et teneur. Le tribunal a admis que, vu l'article 16 du traité diplomatique sus-énoncé, il s'agissait ici d'un jugement de faillite qui avait été notifié au failli en bonne et due forme; que, d'après les lois suisses, ce jugement avait acquis l'autorité de la chose jugée; qu'il avait été rendu par la juridiction suisse compétente, et qu'il ne contredisait en rien l'ordre public international.

18. Une neuchâteloise mourut à Nice. La défunte avait fait un testament. Les autorités nicoises en ordonnèrent le dépôt au rang des minutes d'un notaire. Quant à la succession, elle s'ouvrit au lieu d'origine de la défunte, dans le canton de Neuchâtel, conformément à l'article 5 de la convention diplomatique du 15 juin 1869. Mais il y avait lieu, à teneur de la loi neuchâteloise, de produire l'original du testament. Le tribunal de l'ouverture de la succession demanda à l'autorité compétente de Nice, par voie de commission rogatoire, d'en ordonner la remise. Or, qu'arriva-t-il? Les autorités françaises refusèrent d'exécuter cette commission rogatoire, parce que, d'après la loi organique du 25 ventôse an XI, les notaires ne peuvent se dessaisir d'aucune minute, hors les cas prévus par la loi et en vertu d'un jugement. On parvint cependant à concilier les prohibitions de la loi française avec l'exigence de la loi neuchâteloise. Voici comment: Les autorités françaises permirent la reproduction photographique de l'original du testament et le juge neuchâtelois déclara se contenter de cette reproduction.

19. On nous demande quelquefois d'intervenir auprès du gouvernement français pour obtenir la cassation de jugements rendus par les tribunaux civils français contre des défendeurs suisses qui soulèvent l'exception d'incompétence en invoquant la convention franco-suisse de 1869.

Nous sommes obligés de refuser notre intervention dans les cas de cette nature, attendu que, vu le principe de la séparation des pouvoirs, le gouvernement français ne serait pas en mesure de prendre semblable demande en considération. On ne peut poursuivre la cassation d'un jugement attaqué pour cause d'incompétence du juge que devant une instance supérieure, par les voies de la procédure, et c'est à la partie intéressée à sauvegarder elle-même ses intérêts en recourant, à ses frais, risques et périls, aux moyens de droit qu'elle juge utiles.

Ce dernier cas étant donné, le gouvernement français s'est bien parfois associé, sur nos instances, à la requête de la partie suisse, en appelant, par l'entremise du ministère de la justice, l'attention du procureur général sur les actes de la procédure et en l'invitant à appuyer lui aussi la demande en cassation, mais seulement lorsqu'il s'agissait de questions tranchées par des décisions antérieures, refusant par contre toute intervention dans des questions encore douteuses.

Dans la plupart des cas, l'inobservation de la convention peut être évitée dès le début. Si le défendeur suisse croit pouvoir contester la compétence du tribunal français, il doit le faire immédiatement après la réception de la citation, soit en indiquant ses motifs sur la citation elle-même, soit en les exposant par simple lettre au juge français, le tout en invoquant l'article 11 de la convention et en se conformant aux instructions contenues dans le « protocole explicatif » annexé à cette convention (Rec. off., IX, 893, art. 11).

En tout cas, il ne faut pas, s'il veut se mettre à l'abri d'un jugement par défaut, qu'il refuse toute attention à la citation ou se borne à la renvoyer purement et simplement au juge qu'il estime incompétent.



Pour plus ample informé, voir notre message du 28 juin 1869 (F. féd. 1869, II. 493) et nos circulaires des 10 novembre 1869 (F. féd. 1869, III. 129) et 28 mai 1873 (F. féd. 1873, II. 625), ainsi que celle du ministre de la justice de la République française du 12 avril 1873 (F. féd. 1873, II. 629).

20. Un citoyen suisse, domicilié à Genève, qui s'était refusé à comparaître comme témoin devant la cour d'assises d'Annecy (Haute-Savoie), fut condamné de ce chef, en vertu des dispositions du Code d'instruction criminelle, à 100 fr. d'amende. Bien qu'ayant aussitôt fait opposition devant le procureur général d'Annecy, en invoquant l'article 14 de la convention d'extradition franco-suisse de 1869, article aux termes duquel la comparution devant une juridiction de témoins résidant dans l'autre pays est purement facultative, l'arrêt fut maintenu.

Sur notre réclamation, le gouvernement français fit annuler le prononcé de l'amende.

21. L'ambassade de France nous a transmis, en 1888, un certain nombre de procès-verbaux dressés par les gardes-pêche français à la résidence des bords du Doubs contre des personnes qui s'étaient rendues coupables, sur territoire suisse, de contraventions à la convention du 28 décembre 1880, arrêtant entre la Suisse et la France des dispositions uniformes sur la pêche dans les eaux frontières (Rec. off., nouv. série, VI. 343). Conformément à la pratique suivie jusqu'ici (F. féd. 1888, II. 308), nous avons fait juger, dans chaque cas, les inculpés par les tribunaux suisses compétents, en vertu de l'article 14 de la loi fédérale du 18 septembre 1875 sur la pêche (Rec. off. nouv. série, II. 74). Les coupables ont été frappés d'amendes souvent assez fortes. Deux d'entre eux, Alcide et Arnold Baume, à Biantfond, se sont vus condamner, par arrêt du tribunal de police du district bernois des Franches-Montagnes du 30 novembre 1888, à 300 francs d'amende chacun et solidairement aux frais; c'était la cinquième fois qu'ils encouraient une condamnation pour délit de pêche. Trois cas de ce genre étaient encore en instance à la fin de l'année.

22. En corrélation avec les explications fournies dans notre précédent rapport de gestion sur la question des impôts réclamés aux employés des stations internationales de Chiasso et de Luino (F. féd. 1888, II. 308 et suivantes), nous devons mentionner à cette place, comme offrant quelque intérêt relativement à l'interprétation de l'article 15 de la convention internationale du 23 décembre 1873, concernant le raccordement du chemin de fer du Gothard avec les chemins de fer italiens près de Chiasso et de Pino (Rec. off., XI. 467), le cas suivant :

En 1888, la municipalité de Chiasso soumit tous les propriétaires de chiens, résidant dans la localité, au paiement d'une taxe de 3 francs pour leurs chiens. Deux douaniers italiens crurent devoir invoquer l'article 15 précité pour se soustraire au paiement de cette taxe. Notre département de justice et police, au préavis duquel la question avait été envoyée, déclara mal fondée la plainte de ces employés par les motifs ci-après :

L'article 15 de la convention internationale de 1873 ne s'applique pas à la taxe sur les chiens; il ne parle en effet que des contributions directes et personnelles. La taxe sur les chiens ne revêt pas ces caractères-là; elle n'est qu'un impôt de police et a pour but tant le contrôle de la police des chiens que l'exercice de la police sanitaire, questions sur lesquelles l'intérêt de la sûreté publique ne permet pas aux autorités locales de faire des exceptions à la règle.

23. Quelle est la législation qui régit le partage de la succession d'un Suisse mort en Italie et la nomination du tuteur des enfants mineurs? Est-ce celle du lieu de domicile en Italie de la veuve et des enfants du défunt ou celle de leur lieu d'origine en Suisse? Nous avons répondu que cette question était réglée

par l'article 17 de la convention d'établissement italo-suisse de 1868 combiné avec l'article IV du protocole y relatif (Rec. off., IX. 624 et 633). C'est la législation du pays d'origine qui est applicable (voir F. féd. 1884, II, 626, chiffre 19).

24. Notre département de justice et police s'est efforcé de régler, ces dernières années, d'une manière convenable le transit des ressortissants allemands expulsés d'Italie à travers la Suisse; ainsi qu'on en avait souvent fait la remarque, ces transports étaient généralement effectués par les cantons intéressés d'une manière fort défectueuse, ne répondant pas aux exigences de la convention italo-suisse du 16 février 1881, sur le service de police dans les stations internationales du chemin de fer du Gothard (Rec. off., nouv. série, V. 522), ni à celles de la « déclaration » y faisant suite, des 11 novembre 1884/12 janvier 1885 (Rec. off., nouv. série, VIII. 63). Il en résultait de graves inconvénients, tant pour la Suisse que pour l'Italie.

Par suite du manque de surveillance, les individus expulsés s'écartaient souvent, au cours de leur transport, de la route tracée et continuaient en Suisse leur vie errante ou reentraient en Italie. Le département de justice et police a cherché, dans la mesure du possible, un remède à ces inconvénients. Ses efforts ont été couronnés de succès. Le vagabondage des individus expulsés d'Italie n'a pour ainsi dire plus soulevé de plainte ces derniers temps.

Quant aux frais qui résultent de ces transports, ils sont supportés par l'Italie, comme le dit l'article 5 de la convention de 1881. Les autorités de police des divers cantons intéressés les font dûment figurer, conformément à l'article VII de la « déclaration » de 1884/85, sur les ordres de transport qui doivent accompagner les individus expulsés. Le compte en est réglé tous les six mois. Les cantons envoient à notre département de justice et police leurs notes avec pièces à l'appui (ordres de transport et décrets d'expulsion). Le département fait la récapitulation et provoque le remboursement par son intermédiaire.

Les chiffres suivants démontrent combien il importe à la Suisse de procéder correctement à ces transports. La Suisse a transporté, en 1886, 95 Allemands expulsés d'Italie, 134 en 1887 et 110 en 1888. Les frais de transport remboursés par l'Italie se sont élevés en 1886 à fr. 2035. 35, en 1887 à fr. 2973. 95, et en 1888 à fr. 2569. 75.

25. Samuel Frasa, d'origine tessinoise et administrateur d'une plantation de cannes à sucre, mourut à Cienfuegos dans l'île de Cuba en 1884, laissant une fortune assez considérable. Ses héritiers, domiciliés pour la plupart en Suisse, réclamèrent auprès du tribunal compétent de Cienfuegos la mise en possession de la succession. Ils produisaient à l'appui de leur demande une déclaration par laquelle la commune d'origine tessinoise du défunt leur reconnaissait officiellement la qualité d'héritiers. Mais le tribunal de Cuba, préposé à la succession, refusa de faire droit à leur demande. La déclaration de la commune tessinoise était considérée par lui comme revêtant le caractère d'un jugement étranger et ne pouvant déployer ses effets sur territoire espagnol sans être munie de l'exequatur du tribunal suprême de Madrid (tribunal supremo de justicia). Il fallait donc s'adresser à ce tribunal suprême pour en obtenir l'exequatur indispensable. C'est ce que firent les héritiers Frasa, mais sans succès. Le tribunal de Madrid basa son refus sur les dispositions du code de procédure civile espagnol (livre II, titre VIII, deuxième section, article 951 à 958). A ses yeux, la déclaration d'héritiers faite par la commune tessinoise ne répondait pas aux exigences de la législation espagnole. Il n'y avait d'ailleurs pas de traité sur la matière entre la Suisse et l'Espagne; la réciprocité n'était pas non plus établie. Il n'en fallut pas davantage pour engager les héritiers Frasa à nous prier de leur venir en aide. Nous n'avons pas cru devoir rester insensibles à leurs instances, d'autant plus qu'il existe entre la Suisse et l'Espagne, déjà depuis 1841, une convention sur l'abolition du droit d'aubaine, convention qui avait sans doute été momentanément perdue de vue à Madrid. Il est vrai que, en dehors

de cela, la qualité des héritiers demandait à être constatée d'une manière plus conforme aux exigences de la procédure. Nous avons fait confirmer tout d'abord la déclaration d'héritiers par une décision solennelle des autorités judiciaires tessinoises compétentes. Il y avait lieu, en outre, de satisfaire aux exigences de la législation espagnole à un autre point de vue. A cet effet, le conseil d'Etat et le tribunal d'appel du canton du Tessin donnèrent, par des documents spéciaux, l'assurance formelle que, vu la convention hispano-suisse du 23 février 1841 sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction, convention étendue aux provinces d'outre-mer de la monarchie espagnole par déclaration du 26 novembre de la même année (anc. Rec. off., III. 338 et 346), les ressortissants de tous les pays appartenant à l'Espagne (y compris l'île de Cuba) sont en droit de prendre possession de tous les biens qui leur échoient par héritage en Suisse, dont le canton du Tessin fait partie intégrante, et cela sans être assujettis à d'autres déductions ou impositions que celles qui doivent acquitter les habitants mêmes du pays, conformément aux lois. Une fois munis des légalisations nécessaires, ces documents furent transmis, par voie diplomatique, au tribunal suprême de Madrid. Ce tribunal ne fit plus aucune difficulté pour accorder à la déclaration d'héritiers l'exequatur sollicité. Quant aux démarches qu'il y avait encore lieu de faire à Cuba, ensuite de cette décision du tribunal suprême espagnol, c'était aux héritiers Frasa à y pourvoir directement. Nous leur avons laissé ce soin.

26. Le bureau des contributions publiques de Trente (Tyrol) entendait soumettre la succession mobilière d'un St-Gallois décédé dans cette ville au droit de succession et à l'impôt scolaire. Les héritiers du défunt réclamèrent contre cette prétention; ils invoquaient l'ordonnance ministérielle du 8 avril 1854, (Bulletin officiel des lois de l'empire d'Autriche, année 1854, page 333), ordonnance à teneur de laquelle la succession d'un étranger, pour autant qu'elle se compose de biens mobiliers, est exonérée de tout impôt si la succession mobilière des sujets autrichiens l'est aussi dans le pays d'origine du défunt.

Comme on ne prélève, dans le canton de St-Gall, aucun droit de succession ni sur les ressortissants du canton, ni sur les ressortissants d'autres états, que la succession se compose de biens mobiliers ou immobiliers, les ministères des finances d'Autriche et de Hongrie, par motif de réciprocité, ordonnèrent aux autorités inférieures, une fois ce fait dûment établi par la voie diplomatique, de traiter, sans frais, la fortune mobilière des ressortissants St-Gallois qui meurent sur le territoire de la monarchie austro-hongroise.

27. Jean Dold, d'origine badoise, était gravement atteint de phtisie. La chambre de charité catholique de Sommeri (Thurgovie) le fit conduire à l'hôpital de Constance, sans en avoir donné préalablement avis à cet établissement. Ceci se passait le 16 janvier 1888, à 6 heures du soir. Dold mourut pendant la nuit. L'avis de transport du malade de Sommeri à Constance ne parvint à la préfecture de cette dernière ville que le lendemain.

Le ministère du grand-duché de Bade profita de ce cas pour se plaindre des procédés employés par la chambre de charité susdite, qu'il accusait de violer les traités. Dold avait bien été conduit à Constance, ainsi que cela résultait de l'enquête, dans une voiture confortable, bien fermée. Mais il n'en restait pas moins vrai, nous avons dû le reconnaître, que les dispositions du traité d'établissement conclu entre la Suisse et l'Allemagne le 27 avril 1876 (Rec. off., nouv. série, II. 501), avaient été gravement méconnues dans l'espèce, de même aussi que celles du protocole additionnel à ce traité, du 21 décembre 1881 (Rec. off., nouv. série, VII. 263).

Comme le malade ne se trouvait pas en possession d'un acte d'origine valable et non suspect, il fallait, avant de le conduire à Constance, faire constater et reconnaître par voie de correspondance l'obligation de le recevoir, ainsi que le prescrivait l'article 7, 3<sup>me</sup> alinéa, du traité d'établissement et le chiffre II du protocole additionnel de 1881. On a ensuite omis de donner avis en temps



voulu du prochain rapatriement de cet individu, évidemment sans ressources, à l'autorité badoise compétente, ainsi que l'exigeait le chiffre V du protocole additionnel. Enfin, la manière, en laquelle il a été procédé, est contraire aussi à l'article 10 du traité d'établissement qui dit que chacune des deux parties contractantes est tenue de pourvoir à l'entretien des ressortissants malades de l'autre état jusqu'à ce que leur rapatriement puisse s'effectuer sans danger pour leur santé ou celle d'autres personnes.

Nous avons, par conséquent, invité le gouvernement du canton de Thurgovie à faire en sorte que toutes les autorités communales soient dorénavant tenues de se conformer scrupuleusement et strictement aux dispositions sus-visées des traités, afin de prévenir le retour de cas semblables.

28. L'assistance réciproque et gratuite des ressortissants pauvres de l'autre état est stipulée par l'article 10 du traité d'établissement avec l'Allemagne (Rec. off., nouv. série, II. 501). Bien que ce même principe soit aussi mis en pratique dans nos relations avec les autres états limitrophes de la Suisse (F. féd. 1888, II. 310, chiffres 21 et suivants), il n'est pas encore entré partout dans les mœurs. Le cas suivant tend à le démontrer.

Jean Reichlin, de Pfullendorf (Bade), se trouvait en condition dans une commune suisse. Occupé à faire les foins, il fut renversé par un char qui lui passa sur le corps, lui fracturant une jambe à deux endroits. Consultée par télégramme, la préfecture badoise la plus rapprochée se déclara prête à recevoir Reichlin s'il était reconnu par certificat médical en état d'être transporté. Sur ce, le patient, sommairement enveloppé d'un bandage, fut conduit à cette préfecture; mais celle-ci refusa de le recevoir, attendu que, malgré la déclaration médicale produite, le transport du blessé dans ces conditions-là ne répondait pas aux exigences du traité d'établissement en vigueur entre la Suisse et l'Allemagne et que sa nationalité badoise n'était d'ailleurs pas établie par un des documents prévus par le traité.

Nous nous sommes refusés à réclamer auprès du gouvernement badois contre le renvoi de ce malheureux. Il résultait par trop des pièces produites qu'on avait cherché à se débarrasser de Reichlin au lieu de remplir à son égard les devoirs imposés par le traité. Nous ne pouvions d'ailleurs que partager la manière de voir de la préfecture badoise. Un homme dans l'état où se trouvait Reichlin n'est pas transportable, dans le sens du traité d'établissement précité. Nous avons d'autre part suggéré l'idée d'utiliser le temps nécessaire au rétablissement du malade pour lui procurer des papiers de légitimation répondant aux exigences du traité (art. 7) et du protocole additionnel (chiffre 2).

29. Notre département de justice et police a été appelé en 1888 à coopérer, dans 113 cas (108 en 1887 et 82 en 1886), à la transmission de commissions rogatoires adressées par des autorités étrangères aux tribunaux suisses et vice versa; ces mandats judiciaires se rapportaient à des affaires pénales dans 56 cas et civiles dans les 57 autres. — 47 de ces commissions rogatoires étaient d'origine suisse (51 en 1887 et 26 en 1886), et 66 d'origine étrangère (57 en 1887 et 56 en 1886); la Suisse en a adressé 14 à la France, 13 aux États-Unis d'Amérique, 5 à la Belgique, 4 à la Grande-Bretagne, 2 à la principauté de Monaco, 2 aux Pays-Bas, 2 à la Russie, 1 à la République argentine, 1 à l'Allemagne, 1 à l'Italie, 1 au Luxembourg et 1 à l'Autriche, tandis que l'étranger nous en a transmis, pour exécution en Suisse, savoir : la France 34, l'Autriche 12, l'Espagne 7, l'Allemagne 5, les Pays-Bas 2, la Russie 2, la Grande-Bretagne 1, l'Italie 1, le Pérou 1 et la Roumanie 1. — 7 d'entre ces dernières n'étaient pas encore liquidées à la fin de l'année.

On nous demande souvent, par simple lettre, d'intervenir au cours d'un procès civil ou pénal, à l'effet de provoquer l'audition de personnes domiciliées à l'étranger ou la constatation de faits, par un juge étranger. Comme il ne nous appartient pas, en notre qualité d'autorité administrative, de faire procéder à des opérations de nature juridique, nous ne pouvons donner suite aux



demandes ainsi formulées. Il faut en effet, pour que nous puissions intervenir, c'est-à-dire transmettre les demandes par la voie diplomatique, que ces dernières nous parviennent sous la forme de commissions rogatoires adressées au juge compétent (ou à toute autre autorité compétente) du pays étranger et signées par l'autorité judiciaire suisse requérante. La commission rogatoire doit indiquer sommairement, outre les faits de la cause, les points sur lesquels on désire obtenir un interrogatoire ou des explications, afin que le juge requis sache à quoi s'en tenir.

Il y a lieu en outre, lorsqu'il s'agit d'une commission rogatoire adressée à l'autorité d'un pays avec lequel la Suisse n'a pas de traité ou de dispositions contractuelles sur la matière, comme par exemple la Grande-Bretagne, la Russie et les Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les affaires civiles, de formuler, dans la commission rogatoire elle-même, la demande sous offre de réciprocité et de paiement des frais, puis de faire légaliser, par la chancellerie d'état du canton, la signature du fonctionnaire requérant, afin que la chancellerie fédérale et le représentant du pays étranger puissent aussi, le cas échéant, légaliser la pièce.

30. A teneur d'une loi des Etats-Unis d'Amérique en date du 3 mars 1863 (sections 4071 à 4074 des statuts révisés), les autorités judiciaires de ce pays ne peuvent être requises par les tribunaux étrangers de faire procéder à l'interrogatoire de témoins que dans les procès où il s'agit de poursuivre le recouvrement de sommes d'argent ou d'autres valeurs « in suits for the recovery of money or property » et où le gouvernement de l'état requérant intervient comme partie en cause ou paraît intéressé à un titre quelconque. Les commissions rogatoires qu'on leur transmet de ce chef doivent être adressées au tribunal de l'état (circuit court) ou à celui du district (district court) des Etats-Unis où la personne qui doit être interrogée a son domicile ou sa résidence. Elles doivent conclure en demandant la nomination d'un mandataire chargé de recueillir les dépositions voulues. On peut désigner de prime abord dans la commission rogatoire comme mandataire (commissioner) le greffier du tribunal requis, ces fonctionnaires étant compétents aux Etats-Unis pour recevoir les dépositions.

Dans tous les autres cas, et par conséquent tout particulièrement aussi en matière pénale, nous en sommes réduits à charger notre légation à Washington ou nos consulats de veiller à ce que les commissions rogatoires de provenance suisse soient exécutées au mieux des intérêts en cause. Celles-ci sont alors exécutées par nos agents eux-mêmes ou par un notaire public ou toute autre personne de confiance par eux commise à cet effet. Quant à faire exécuter les commissions rogatoires par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères (department of state), on ne peut y songer en aucun cas.

Les commissions rogatoires à destination des Etats-Unis devant être traduites en anglais, il faut veiller à ce qu'elles soient toutes soigneusement rédigées.

31. Le gouvernement d'un canton s'est cru autorisé à refuser de payer les frais que les autorités belges lui réclamaient pour avoir exécuté une commission rogatoire en matière civile. Nous avons déclaré que ce refus était mal fondé, attendu qu'il n'existe pas entre la Suisse et la Belgique de disposition conventionnelle sur l'exécution des commissions rogatoires en matière civile; nous avons en conséquence exigé que ces frais fussent remboursés par l'autorité requérante ou par les parties en cause. La gratuité réciproque pour l'exécution des commissions rogatoires n'est prévue avec la Belgique qu'en matière pénale, et cela par l'article 13 du traité d'extradition du 13 mai 1874 (Rec. off., nouv. série, I. 57).

32. Le nombre des demandes de rapatriement d'enfants abandonnés, d'aliénés et d'individus tombés à la charge de la bienfaisance publique s'est

élevé en 1888, y compris les dix cas qui étaient pendants depuis l'année précédente, à 171 (168 en 1887 et 167 en 1886), concernant 229 personnes.

La Suisse en a reçu de l'étranger 97, — savoir 93 de la France, 2 de l'Autriche, 1 de la Belgique et 1 de l'Allemagne, — concernant 106 personnes, dont 55 enfants abandonnés, 44 aliénés et 7 indigents. — 24 de ces personnes n'ont pas été reconnues; 79 ont été déclarées appartenir à la nationalité suisse et rapatriées. — 3 demandes sont reportées à 1889.

La Suisse a par contre adressé à l'étranger 74 demandes de rapatriement, — savoir à la France 50, à l'Italie 22, à la Belgique 1 et à l'Autriche 1, — concernant 123 personnes, dont 37 orphelins ou enfants abandonnés, 26 aliénés et 60 individus tombés à la charge de la bienfaisance publique. — 95 de ces personnes ont été reconnues par les états étrangers comme leurs ressortissants, tandis que, pour 7 autres, le rapatriement n'a pas été admis; à l'égard de 14 individus, on n'était pas encore fixé au 31 décembre. — 7 demandes ont été retirées par les gouvernements cantonaux avant la fin des négociations.

33. Dans un cas, où il s'agissait de rapatrier en France une mère et plusieurs enfants, le gouvernement français jugea préférable de laisser cette famille en Suisse et de lui accorder des secours réguliers, par le motif que la mère, qui était née en Suisse et n'était devenue Française que par son mariage, n'avait aucune relation en France et ne trouverait dès lors que difficilement à y gagner sa vie.

34. Une demande tendant à obtenir le rapatriement d'une famille originaire de Belgique, qui habitait le canton de Vaud et était non-seulement tombée dans une profonde misère, mais devenue absolument incapable de jamais subvenir à ses besoins (cas Constenoble), fut repoussée par le gouvernement belge en raison du fait que cette famille n'avait pas de parents en Belgique et que, dans ces conditions, elle ne serait pas assurée d'y trouver une existence meilleure que celle qu'elle avait en Suisse. Le gouvernement belge ajoutait que, d'après le système d'assistance publique en vigueur en Belgique, les Suisses qui résident dans ce pays y sont assistés d'une manière permanente, s'ils tombent dans la misère, et qu'il y avait par conséquent lieu d'observer la réciprocité à l'égard des Belges domiciliés en Suisse. Nous n'avons pu nous placer à ce point de vue et avons par conséquent dû laisser aux autorités vaudoises le soin de rapatrier la famille dont il s'agit par tel moyen qu'il appartiendrait ou de voir si elles entendaient continuer à l'assister (voir aussi F. féd. 1875, II. 626, ch. 2).

35. A l'occasion d'une demande de rapatriement formulée par les autorités françaises à l'égard d'un enfant naturel âgé de trois ans, le canton d'origine reconnut l'enfant qui avait été recueilli à Marseille, mais ne voulut pas consentir à son rapatriement, attendu que le domicile de la mère était connu et que, par conséquent, il ne s'agissait pas d'un enfant abandonné, c'est-à-dire d'un cas rentrant dans les prévisions de la convention franco-suisse du 27 septembre 1882 (rec. off., nouv. série, VII. 176). Le gouvernement français répondit que la mère de cet enfant menait une vie absolument désordonnée et n'avait aucune ressource. Les autorités administratives françaises, ajoutait-il, eussent recueilli, dans les circonstances de la cause, l'enfant d'une Française tout comme elles ont recueilli, dans son intérêt, celui dont il s'agit, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la convention susvisée de 1882; mais ce dernier étant de nationalité étrangère, il n'est pas admissible qu'il reste à la charge du fisc français. Nous avons ordonné le rapatriement de cet enfant (cas Rochat).

36. Une D<sup>lle</sup> Sutorius, originaire du canton de Fribourg, se trouvait à Téhéran (Perse), dépourvue de tout moyen d'existence. Sur sa demande, le ministre de France en Perse lui accorda un secours de route pour se rendre à

Constantinople, où elle espérait trouver à se placer. Le gouvernement français réclama par la voie diplomatique le remboursement de ces frais. Mais la commune d'origine de la fille Sutorius refusa de faire droit à cette réclamation, estimant ne point y être tenue. Nous n'avons pu nous contenter de cette décision négative. Le paiement desdits frais devait être considéré, en effet, comme une dette d'honneur qui incombait non-seulement à la commune d'origine de l'assistée, mais aussi au canton de Fribourg. C'est là ce que nous avons représenté au gouvernement fribourgeois. Il ne fallait d'ailleurs pas perdre de vue que, dans les pays non chrétiens, comme la Perse, l'assistance légale des malades et des indigents d'autres pays est chose inconnue. Les étrangers y sont simplement abandonnés à leur sort lorsque personne ne s'occupe d'eux. Il est donc du devoir de l'état chrétien d'origine d'indemniser les personnes qui, en lieu et place des autorités du pays d'origine, ont pourvu aux nécessités momentanées de ses ressortissants. Se ralliant à cette manière de voir, le conseil d'état de Fribourg effectua sans autre le remboursement des avances faites à la fille Sutorius.

37. *Le congrès international du droit commercial*, qui avait été réuni à Anvers par le gouvernement belge en 1883 (voir F. féd. 1886, I. 777, 11), a tenu sa deuxième session à Bruxelles du 30 septembre au 6 octobre 1888. Les états et les divers corps représentés au congrès d'Anvers l'étaient aussi de la même manière ou à peu de choses près à Bruxelles. Cette fois encore l'Allemagne n'y prit pas officiellement part. Nous avons délégué au congrès, pour y représenter la Suisse dans la section de la *lettre de change*, notre précédent délégué, M. le Dr Speiser, conseiller d'état et professeur à Bâle. Il y avait en outre un représentant de l'université de Genève. La section de la lettre de change prit pour base de ses délibérations un « questionnaire » dans lequel la commission d'organisation, qui l'avait élaboré d'une manière très complète, avait précisé toutes les questions abordées jadis à Anvers et plus tard dans les critiques soulevées à leur égard. Afin d'imprimer aux débats une marche rapide, la section avait institué une commission spéciale, chargée de l'étude préalable des questions les plus importantes; chaque état y était représenté par un délégué. Le résultat essentiel du congrès de Bruxelles consiste dans le fait que le principe moderne de la lettre de change, tel qu'il est énoncé dans la Wechselordnung allemande, a fini par l'emporter sur la théorie française qui avait prévalu dans les délibérations d'Anvers. D'après ce principe, la lettre de change est absolument indépendante des rapports qui peuvent exister entre le tireur et le tiré. Tout ce qui n'est pas sur la lettre de change reste étranger au droit de change. Fait caractéristique : indépendamment de la commission belge et d'éminents juriconsultes belges, un nombre important de délégués français ont déclaré ouvertement se rallier au droit de change moderne. Le congrès, qui comprenait aussi une section de droit maritime, clôtura ses travaux par l'adoption d'une résolution à teneur de laquelle le cabinet de sa majesté le roi des Belges a été chargé d'entamer les négociations diplomatiques nécessaires pour obtenir que tous les gouvernements fissent introduire dans leurs législations les principes consacrés par le congrès. Le congrès ne se réunira à nouveau que si les négociations diplomatiques en démontraient la nécessité.

#### ÉTAT CIVIL ET MARIAGE.

1. L'exécution de la loi fédérale sur l'état civil, la tenue des registres qui s'y rapportent et le mariage a passé, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1888, de l'intérieur au département de justice et police, en vertu de notre arrêté du 8 juillet 1887, concernant l'organisation des départements (Rec. off., nouv. série, X. 106).

A teneur de l'article 12 de la loi fédérale du 24 décembre 1874, les cantons sont tenus d'ordonner des inspections annuelles sur la gestion des officiers de l'état civil et d'adresser au conseil fédéral un rapport sur le résultat de ces ins-



pections. Un nombre relativement élevé de gouvernements cantonaux se sont bornés à répondre, dans ces rapports, par simple oui ou non aux questions du formulaire dont le « guide pour les officiers de l'état civil de la Suisse » recommande l'emploi pour lesdites inspections. Pour donner à ces rapports annuels une plus grande utilité pratique au point de vue des autorités fédérales, notre département de justice et police a jugé à propos d'inviter les gouvernements cantonaux à y mentionner aussi les observations faites dans le courant de l'année et les incidents relatifs à l'exécution de la loi fédérale et des règlements.

Les rapports pour l'année 1887 sont tous rentrés. Quelques-uns d'entre eux renferment, sous la forme de desiderata, des indications pratiques en vue de la prochaine révision de la loi fédérale.

2. Nous avons approuvé en 1888, par application des articles 60 et 8 de la loi fédérale, savoir :

1° Le règlement du canton de Soleure du 29 décembre 1887 sur le remaniement des arrondissements d'état civil et les appointements des officiers de l'état civil ;

2° La loi du canton de Bâle-ville du 23 avril 1888 sur les fonctionnaires et les émoluments d'état civil.

3. Aux termes d'une ordonnance du Conseil d'Etat, en date du 11 janvier 1850, les officiers de l'état civil du canton de Genève étaient tenus, avant de pouvoir les transcrire dans leurs registres, de faire traduire, par le traducteur officiel de la Chancellerie d'Etat, toutes les pièces de l'état civil rédigées dans une langue autre que la langue française, traductions pour lesquelles les intéressés devaient payer une finance de 2 à 4 francs ; cette prescription s'appliquait aussi bien aux actes d'état civil suisses qu'à ceux de provenance étrangère.

Ce mode de procéder était incontestablement contraire aux règles consacrées par le droit fédéral. D'après l'article 6 du règlement du Conseil fédéral, du 20 septembre 1881, pour la tenue des registres de l'état civil (Rec. off., nouv. série, V. 478), il n'y a que les communications venant de l'étranger et rédigées dans une autre langue qu'une des trois langues nationales de la Suisse qui doivent être accompagnées d'une traduction dont l'exactitude demande à être légalisée. Vu l'article 116 de la constitution fédérale, les intéressés ont le droit, en ce qui concerne les pièces d'état civil suisses, de les produire aux autorités suisses en langue allemande, française ou italienne. Si ces autorités ont besoin d'une traduction, elles peuvent se la procurer d'office ; mais elles ne sont jamais autorisées à réclamer de ce chef aux intéressés le paiement d'un émolument. Il va sans dire que ces derniers sont en revanche tenus de payer tous les frais de traduction des actes d'état civil qui, venant de l'étranger, sont rédigés dans une langue autre qu'une de nos trois langues nationales.

C'est fondé sur ces considérations que, à l'occasion d'un recours, l'attention du Conseil d'Etat du canton de Genève a été attirée sur l'inadmissibilité de cette prescription de l'ordonnance de 1850. Le Conseil d'Etat a alors pris un arrêté abrogeant purement et simplement la disposition critiquée.

4. Appelée à transcrire des actes d'état civil provenant de pays où le calendrier julien est en vigueur, les officiers de l'état civil suisses ont quelquefois inscrit la seule date de l'ancien style. A l'effet de prévenir les conséquences fâcheuses qui pourraient résulter de ce mode de procéder, on a donné aux officiers de l'état civil pour instruction, lorsqu'ils transcrivent ces actes, de désigner chaque date comme telle, en y ajoutant les mots « vieux style », ou bien en attirant l'attention, par une observation marginale, sur la différence qui existe entre notre calendrier et celui des pays dont il s'agit (F. féd. 1888; IV, 197).

5. Fridolin Blumer, passementier, originaire d'Engi, canton de Glaris, se



noya accidentellement, en 1884, dans les hautes eaux de la Birse, près de Bâle, sous les yeux de son frère et de plusieurs ouvriers qui travaillaient avec lui. Son corps ne fut jamais retrouvé et, par suite, le décès ne fut pas officiellement inscrit. La veuve du défunt ayant voulu se remarier en 1888, ce n'est pas sans peine que l'on parvint à se procurer l'acte de décès indispensable. Voici comment l'affaire s'est terminée. Le décès fut officiellement constaté par les dépositions authentiques des témoins oculaires de l'accident. L'autorité cantonale de surveillance de Bâle autorisa ensuite l'inscription, mais au registre B des décès, attendu que, suivant les prescriptions en vigueur, l'inscription au registre A se fait au lieu où le cadavre est retrouvé (Guide pour les officiers de l'état civil, n° 407, et F. féd. 1876, III. 667, chiffre II).

6. Alfred Winter, d'origine alsacienne, s'est marié en 1885 à Moutier (Berne), où on l'inscrivit au registre des mariages comme ressortissant de la commune d'Enges (Neuchâtel), sur le vu d'un « acte d'agrégation » en vertu duquel Winter était définitivement reconnu par le Conseil communal d'Enges, en qualité de ressortissant de cette commune. Cet acte était toutefois demeuré lettre morte, par le motif que Winter n'avait pu obtenir, du conseil fédéral, l'autorisation de naturalisation. Les autorités neuchâteloises réclamaient dès lors la rectification, par voie administrative, de l'inscription de mariage dont il s'agit, conformément à l'article 9 de la loi fédérale sur l'état civil ; mais le canton de Berne se refusait à faire droit à cette demande. On n'a pu que reconnaître le bien-fondé du refus opposé par les autorités bernoises. Il ne paraît, en effet, pas admissible d'apporter, par voie administrative, un changement à l'indication touchant l'origine, surtout pas lorsque, comme dans le cas actuel, ce changement entraînerait en même temps un changement de nationalité. Les autorités neuchâteloises ont été invitées à faire en sorte que, partout où il y avait lieu, ces « actes d'agrégation » fussent remplacés par des promesses éventuelles.

7. Des communes suisses se refusaient, dans deux cas, à reconnaître comme valable le mariage que des ressortissants de la commune avaient conclu à l'étranger avant l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'état civil ; elles alléguaient comme motif de refus que les prescriptions en vigueur au pays d'origine n'avaient pas été observées lors de la conclusion du mariage. Toutefois, après que les autorités intéressées eurent obtenu les explications nécessaires sur la portée de l'article 54 de la constitution fédérale, ainsi que sur la pratique suivie par le tribunal fédéral dans les cas analogues (arrêts du tribunal fédéral, I. 400 ; II. 32, 397 ; IV. 5, etc.), la reconnaissance desdits mariages est intervenue sans autre difficulté.

8. Nous n'avons autorisé jusqu'ici à exercer des fonctions relatives à l'état civil, en application de l'art. 13 de la loi sur l'état civil, que le consulat général à Yokohama et Tokio, le vice-consulat à Hiogo et Osaka et les consulats à Manille et Buenos-Ayres. Ces agents consulaires ont pour instruction de nous transmettre, en vue de leur conservation, les doubles de leurs registres au plus tard un mois après la fin de chaque année ; si aucune inscription n'a eu lieu dans le courant de l'année, ils doivent également nous en donner avis. A en juger d'après les doubles qui nous sont parvenus, les inscriptions faites en 1888 se répartissent de la manière suivante : Yokohama : 1 naissance (1887 : 1 naissance et 2 décès), Manille : 1 décès (1887 : 1 naissance et 2 décès), Buenos-Ayres : 10 naissances et 9 mariages (1887 : 11 naissances et 6 mariages).

9. Un Suisse s'était marié avec sa nièce devant le pasteur de la division évangélique-luthérienne de Smolensk en Russie. Avant de faire procéder à l'inscription de l'acte de mariage dans ses registres, la commune d'origine suisse désirait savoir si ce mariage était reconnu comme valable en Russie, où il avait été conclu. D'après les informations que nous avons recueillies, la loi russe per-

met les mariages entre oncle et nièce, mais il faut, pour chaque cas particulier, une autorisation spéciale du consistoire (affaire Karlen).

10. Une Anglaise, domiciliée dans le canton de Vaud, désirait intenter, devant les tribunaux de ce canton, une demande en divorce contre son mari, pour cause d'adultère. Elle dut préalablement fournir dans ce but, conformément à l'article 56 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, la preuve que le jugement rendu dans le canton de Vaud serait reconnu dans son pays d'origine, encore que le divorce fût prononcé exclusivement pour cause d'adultère. L'adultère du mari n'est en effet considéré en Angleterre comme une cause de divorce que s'il est accompagné de l'abandon pendant deux ans au moins. La demande faite à ce sujet par la voie diplomatique était accompagnée d'un exposé des faits. Elle fut répondue, par le Gouvernement britannique, dans le sens de la reconnaissance du jugement de divorce qui serait rendu en Suisse.

11. Inscrit à Bruxelles comme né en loyal mariage, l'enfant d'une ressortissante du canton de Zurich fut déclaré illégitime par jugement du tribunal compétent de ce canton. L'officier de l'état civil de Bruxelles se refusa néanmoins à faire mention de ce jugement en marge de l'acte de naissance de l'enfant. Il alléguait ne pouvoir procéder à un acte de cette nature qu'en vertu d'une décision rendue par les tribunaux belges.

Comme en France (F. féd. 1887, II, 13, chiffre 14), la transcription d'un jugement étranger de cette nature dans les registres de l'état civil est assimilée en Belgique à l'exécution d'un jugement en matière civile ordinaire. En l'absence d'une convention réglant la matière entre la Suisse et la Belgique, il faut, pour obtenir pareille transcription, se conformer aux dispositions du code de procédure belge y relatives; c'est aux intéressés à faire eux-mêmes, auprès des tribunaux belges compétents, les démarches nécessaires. Toute intervention des autorités administratives est inadmissible dans les cas de cette nature (F. féd. 4880, II, 607, chiffre 21; 1881, II, 552 chiffre 21).

12. Un officier d'état civil suisse a célébré le mariage d'un Français avec une citoyenne du canton de Vaud, mais a omis de constater à cette occasion la légitimation d'un enfant né hors mariage, que les époux se proposaient de reconnaître; il voulait auparavant se renseigner sur les prescriptions de la loi française en vigueur à ce sujet. Or, comme on sait, les enfants illégitimes ne sont, aux termes du droit français, légitimés par le mariage subséquent de leurs parents que s'ils ont été reconnus par ces derniers avant le mariage ou dans l'acte de mariage. La légitimation postérieure au mariage des parents peut dès lors être critiquée en France. On n'en a toutefois pas moins dû, vu le texte précis de l'article 45 du règlement fédéral du 20 septembre 1881 (Rec. off., nouv. série, V, 478), donner pour direction à l'officier civil en faute de recevoir, dans le cas particulier, la déclaration de légitimation encore que le mariage eût déjà été célébré.

13. Nous avons fait observer, à maintes reprises, que les sujets bava-rois ne peuvent valablement contracter mariage à l'étranger sans produire un certificat de l'autorité administrative du district de leur commune d'origine, établissant que rien ne s'oppose à la célébration du mariage. A défaut de ce certificat, le mariage conclu est nul à teneur de l'article 33, alinéa II, de la loi bavar-oise, du 16 avril 1868 sur l'origine, le mariage et le séjour, aussi longtemps que la permission de mariage n'a pas été obtenue après coup.

Par ce motif, la reconnaissance de la nationalité bavar-oise d'une femme primitivement originaire du canton de St-Gall, qui s'était mariée à St-Gall avec un Bavar-ois, en 1874, mais sans se conformer à cette exigence, s'est heurtée, en 1888, à un refus. Il n'a pas été possible d'obtenir, après coup, la validité du mariage, vu que le mari était mort dans l'intervalle (cas Sontheimer).

Pour plus ample informé, voir F. féd. 1886, II, 766; III, 37; 1887, II, 17, chiffre 23; IV, 170.

### Administration de la police

#### EXTRADITION DE MALFAITEURS ET DE PRÉVENUS.

1. *Introduction.* — Les affaires d'extradition se sont élevées, en 1888, au chiffre de 295, en augmentation de 2 sur l'année 1887, qui en comptait 293 (265 en 1886; 298 en 1885). Le nombre des extraditions demandées par la Suisse à des états étrangers est descendu de 128 en 1887 à 118 en 1888 (99 en 1886; 103 en 1885). Par contre, celui des demandes d'extradition adressées à la Suisse par des Etats étrangers est monté de 165 en 1887 à 177 en 1888 (166 en 1886; 195 en 1885).

Les demandes d'extradition adressées par la Suisse à des Etats étrangers se répartissent comme suit :

4	pour assassinat,
1	» assassinat suivi de vol,
2	» brigandage,
3	» coups et blessures,
3	» attentat aux mœurs,
1	» enlèvement de mineurs,
1	» faux témoignage,
2	» faux monnayage,
6	» banqueroute frauduleuse,
7	» falsification de documents,
16	» escroquerie,
44	» vol,
28	» abus de confiance.
<hr/>	
118	

Les demandes d'extradition adressées à la Suisse par des Etats étrangers se répartissent comme suit :

#### a. Allemagne

1	pour assassinat suivi de vol,
1	» coups et blessures,
1	» avortement,
3	» attentat aux mœurs,
1	» excitation au faux serment,
1	» extorsion,
3	» banqueroute frauduleuse,
4	» falsification de documents,
14	» vol,
16	» escroquerie,
14	» abus de confiance.
<hr/>	
59	

#### b. Autriche

2	pour falsification de documents,
3	» vol.
<hr/>	
5	

#### c. Espagne

1	pour escroquerie et abus de confiance.
<hr/>	

#### d. France

1	pour assassinat,
2	» tentative d'assassinat,

- 1 » meurtre,
- 1 » coups et blessures,
- 2 » enlèvement de mineurs,
- 4 » attentat aux mœurs,
- 5 » banqueroute frauduleuse,
- 7 » falsification de documents,
- 8 » escroquerie,
- 21 » vol,
- 10 » abus de confiance;

---

 62
e. *Italie*

- 4 pour assassinat,
- 4 » tentative d'assassinat,
- 2 » infanticide,
- 2 » meurtre,
- 1 » coups et blessures,
- 3 » attentat aux mœurs,
- 3 » brigandage,
- 1 » subornation de témoins,
- 1 » faux monnayage,
- 6 » banqueroute frauduleuse,
- 9 » falsification de documents,
- 1 » escroquerie,
- 10 » vol qualifié,
- 2 » abus de confiance.

---

 49
f. *Russie*

- 1 pour falsification de documents.

2. *Procédure.* — Seize individus ont fait opposition à leur extradition, en se bornant à invoquer leur innocence. Conformément à la pratique suivie jusqu'à présent, nous avons envisagé cette objection comme ne constituant pas, dans le sens de l'article 58 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, une contestation sur l'application du traité; nous avons, en conséquence, accordé l'extradition dans tous ces cas, sans en nantir le tribunal fédéral; les conditions du traité se trouvaient d'ailleurs remplies. C'est au juge du for du délit qu'il appartient, en effet, de décider si le prévenu est coupable ou non.

Dans deux cas, l'application du traité a été réellement contestée. C'était donc, en conformité de l'article 58 précité, au Tribunal fédéral à statuer. Le Tribunal fédéral a accordé l'extradition des deux prévenus aux autorités requérantes. On trouvera à ce sujet des renseignements plus précis dans le rapport du Tribunal fédéral sur sa gestion en 1888.

2. Au sujet de cinq déserteurs français et d'un déserteur allemand, poursuivis pour des délits communs, nous n'avons accordé l'extradition qu'à la condition que ces individus ne seraient pas punis du chef de désertion.

L'extradition d'un Italien accusé de vol qualifié et de contrebande n'a eu lieu, vu l'article 3 de la convention d'extradition avec l'Italie du 22 juillet 1868, que sous la réserve que cet individu ne serait pas recherché du chef de contrebande.

3. Chaque fois que l'extradition d'un individu est demandée à un pays non limitrophe de la Suisse, il faut obtenir en même temps de tous les pays intermédiaires l'autorisation de transit, mais sans perdre de vue que ces pays n'accordent pas le transit de leurs ressortissants.

Ainsi, des cinq individus dont la Belgique a accordé l'extradition à la Suisse



en 1888, il en est trois qui, vu leur nationalité allemande, ont dû être transportés par la France. La gendarmerie française les a reçus, ensuite d'entente préalable, des mains de la police belge, à Longwy (département de la Moselle). Quant aux deux autres individus, un Français et un Suisse, nous avons obtenu l'autorisation de transit à travers le Luxembourg et l'Alsace-Lorraine. Les transports par cette voie ont généralement lieu de la manière suivante : l'inculpé est remis par les agents belges aux autorités luxembourgeoises à Sterpenich et par ces dernières à la police alsacienne au cours du trajet de Bettenbourg à Gross-Hettingen ; la police alsacienne accompagne ensuite le transport jusqu'à Bâle.

Quant aux individus qui doivent être conduits des Pays-Bas en Suisse, via territoire allemand, la remise à la frontière néerlandaise-allemande s'en opère maintenant à Kaldenkirchen, arrondissement de Kempen (Prusse rhénane).

4. Francis Packe, sujet anglais, résidait à Paris sous le nom de George Duncan, de New-York. Il y fut arrêté en février 1886, au moment où il essayait de vendre des valeurs provenant d'un vol commis à Bâle en 1885. Packe fut extradé à Bâle par les autorités françaises et condamné ensuite, par le Tribunal criminel du canton de Bâle-ville, comme auteur du vol de valeurs qui avait été commis à Bâle en 1885, à 8 ans de réclusion. Mais, à la suite d'un alibi que Packe était parvenu à établir, le Tribunal de Bâle révisa peu après ce jugement et prononça l'acquiescement de Packe.

Il n'en demeura pas moins hors de doute que Packe avait été en relations absolument intimes avec l'auteur du vol et s'était en tout cas rendu coupable de complicité par recel. Mais comme ce délit avait été commis à Paris et que, par ce motif, les Tribunaux bâlois ne paraissaient pas compétents pour le juger, le Gouvernement français demanda la réextradition de Packe, à l'effet de le traduire devant les Tribunaux français à raison de sa complicité par recel en France du vol commis à Bâle. Packe déclara, il est vrai, s'opposer à son extradition à la France, mais celle-ci n'en fut pas moins accordée par le Tribunal fédéral en octobre 1887 (arrêts du Tribunal fédéral, tome XIII, page 457).

Renvoyé devant la Cour d'assises de la Seine par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Paris, Packe s'est pourvu en cassation. La Cour de cassation a admis son pourvoi en avril 1888 et ordonné sa mise en liberté. Elle a estimé les Tribunaux français incompétents pour juger Packe, sujet anglais coupable de s'être rendu complice par recel en France d'un vol commis à Bâle, et dont l'auteur était demeuré inconnu, incompétents parce que le recel n'est pas un délit *sui generis*, ayant une existence propre et indépendante, mais seulement un mode de complicité du vol et que, d'après l'article 5 du Code français d'instruction criminelle, un vol commis à l'étranger ne peut être déféré aux Tribunaux français que lorsqu'il a été commis par un Français.

5. Les époux Spring, Jean et Marie, originaires du canton de Berne, étaient recherchés à Bienne, le mari pour vol, la femme pour recel. On parvint à les arrêter à Cologne. L'extradition de Spring fut accordée sans autre. Quant à la femme, l'Allemagne fit observer que le traité d'extradition entre la Suisse et l'Empire allemand, de 1874, ne prévoyait pas le recel. L'extradition ne pouvait dès lors être réclamée, estimait-on, que si le fait du recel était assimilable, d'après le droit allemand, à la complicité. Tel n'est toutefois le cas, aux termes de l'article 257, 3<sup>me</sup> alinéa, du Code pénal allemand, que si le recel était convenu avant la perpétration du vol.

La femme Spring n'a pu être convaincue de recel dans ce dernier sens ; mais nous avons néanmoins considéré la demande d'extradition comme fondée, attendu que le traité d'extradition implique, au commencement de l'article 1<sup>er</sup>, toute espèce de participation ou de complicité et qu'une limitation aussi étroite de l'extradition au recel convenu avant la perpétration du délit n'avait jusqu'ici pas été mise en pratique. L'extradition de la femme Spring fut alors accordée par les autorités allemandes, en considération du fait que, la réciprocité paraissait

sant assurée de la part de la Suisse, rien ne s'opposait à ce que le mot « complicité » qui figure au commencement de l'article 1<sup>er</sup> du traité, fût interprété dans ce sens étendu.

6. Un ressortissant du canton de Thurgovie s'était réfugié en Belgique après avoir commis à Paris une escroquerie et un abus de confiance au détriment d'un citoyen suisse. Poursuivi dans le canton de Thurgovie à raison de ces délits, nous avons refusé d'intervenir auprès du Gouvernement belge pour obtenir l'extradition de cet individu. En effet, d'après l'article 1<sup>er</sup> de la convention d'extradition avec la Belgique, du 13 mai 1874, les autorités de l'Etat sur le territoire duquel l'acte incriminé a été commis ont seules le droit de requérir l'extradition. On ne peut dès lors que laisser à la partie lésée le soin d'engager les autorités françaises à faire, comme étant celles du for du délit, les démarches nécessaires auprès du Gouvernement belge.

7. Anna Wakernell, du Tyrol, fut arrêtée à Zurich en septembre 1888, au moment où elle se disposait à faire confectionner, par un procédé photographique, des billets de banque autrichiens. L'enquête pénale instruite au Tyrol permit de constater, d'un côté, que la Wakernell avait été induite à commettre l'acte en question par une paysanne de son village et, d'un autre côté, que, sur la demande qui lui en avait été faite par lettre, le nommé Jean Posch, de Gnadenthal (Tyrol), ouvrier tailleur résidant en Suisse, avait donné au fils de cette paysanne des renseignements sur les circonstances dans lesquelles il y aurait possibilité de se procurer en Suisse du papier-monnaie autrichien faux. Mandat d'arrêt fut lancé par l'autorité autrichienne compétente tant contre Anna Wakernell que contre Jean Posch. Découvert à Elgg, canton de Zurich, Posch y fut mis en état d'arrestation.

Bien que commis sur le territoire suisse, les faits reprochés à ces deux personnes n'en motivèrent pas moins, de la part des autorités autrichiennes, la demande de livrer les inculpés aux Tribunaux autrichiens. A l'appui de cette demande d'extradition, la légation austro-hongroise fit valoir qu'il s'agissait avant tout de la contrefaçon de billets de banque autrichiens, que les deux inculpés étaient en outre fortement soupçonnés de s'être également livrés en Autriche même à de tels actes, de concert avec les individus arrêtés de ce chef dans ce dernier pays, et que, cela étant, il y avait lieu, en égard aussi à la complicité de ces individus, de remettre les poursuites entre les mains d'un seul et même Tribunal. La légation faisait d'ailleurs observer que le texte du traité d'extradition de 1855 n'excluait pas non plus la possibilité d'accorder l'extradition.

Appréciant ces raisons, nous avons accordé l'extradition des deux prévenus au Tribunal d'Innsbruck.

8. L'Allemagne dans 10 cas, la France dans 7 cas et l'Italie dans 4 cas se sont, sur notre demande, chargées du jugement et de la punition de leurs ressortissants pour des crimes et délits commis en Suisse, mais pour lesquels les inculpés ayant pris la fuite n'avaient pu être punis chez nous. 4 des accusés n'ont pu être découverts dans leur pays d'origine; 10 y ont été jugés. 4 cas étaient encore pendants à la fin de l'année.

9. L'enquête ouverte en 1885 contre le nommé J.-E. Strauss, tailleur, de Klagenfurt (Autriche), a été liquidée en 1888. Strauss avait assassiné un jeune Allemand près de Rothenbrunn, canton des Grisons. Il s'était ensuite réfugié à l'étranger. Plusieurs personnes domiciliées en Suisse avaient été citées à la séance publique du jury à Eger (Bohême). Les preuves réunies contre Strauss s'étaient accumulées dès le premier jour des débats au point qu'un verdict de culpabilité ne faisait plus aucun doute. Strauss dispensa toutefois les jurés de rendre leur verdict; il s'étrangla dans sa cellule la nuit du premier au second jour des débats.

10. De leur côté, les autorités judiciaires du canton de Vaud se sont chargées, à la demande de la France, de poursuivre un Vaudois qui avait commis un meurtre à Cannes et était ensuite rentré dans son pays d'origine; elles y mirent la condition que le jugement vaudois serait reconnu en France et l'inculpé mis à l'abri d'une seconde poursuite dans ce pays, après qu'il aurait été jugé définitivement par les Tribunaux de son canton d'origine. L'accusé fut acquitté; le Tribunal a admis qu'il s'était trouvé en cas de légitime défense (cas Magnenat).

11. Il n'a pu être fait droit à une demande analogue du Gouvernement austro-hongrois, par le motif que l'inculpé, qui résidait dans le canton de Berne, n'était pas Suisse, ainsi que le Gouvernement requérant l'avait cru tout d'abord, mais Français, et que les Tribunaux suisses n'avaient dès lors aucune compétence pour le juger à raison d'un vol commis en Hongrie. Nous avons suggéré l'idée de voir si, au lieu de nous demander la poursuite de l'inculpé, on n'aurait pas dû tout simplement requérir son extradition en vertu du traité en vigueur entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie du 17 juillet 1855.

#### LOTÉRIES ET JEUX PROHIBÉS.

De nouveau en 1888 nous avons été rendus attentifs soit par la presse, soit par des communications directes (F. féd. 1888, II. 359, chiffre 21), au fait qu'on jouait au Kursaal de Lucerne des jeux prohibés. Le Gouvernement lucernois a été invité à rechercher les faits et, le cas échéant, à prendre de son chef les mesures nécessaires pour mettre un frein aux jeux de hasard. Il est résulté des recherches que, dans cet établissement, on jouait à la baraque, aux petits chevaux et au baccarat, mais seulement avec de faibles mises, de sorte que le Gouvernement de Lucerne n'a pas cru devoir prendre des mesures prohibitives. En revanche, il nous a donné l'assurance formelle que ces jeux seraient constamment surveillés à l'avenir, afin de pouvoir au besoin réprimer immédiatement les abus.

Les Comités de l'exposition internationale des Beaux-Arts et de l'exposition nationale allemande des arts industriels, expositions qui ont eu lieu à Munich en 1888, nous ont demandé la permission de placer en Suisse des billets de la loterie combinée avec ces expositions. La loterie elle-même avait été autorisée par le Gouvernement bavarois.

Nous n'avons pu entrer en matière sur cette demande. Aussi longtemps que la loi fédérale prévue à l'article 35 de la constitution fédérale n'est pas élaborée, c'est aux cantons qu'il appartient de régler sur leurs territoires respectifs tout ce qui concerne les loteries. Les demandes tendant à obtenir l'autorisation de vendre des billets doivent être adressées, dans chaque cas spécial, aux divers Gouvernements cantonaux.

#### POLICE DES ÉTRANGERS.

La légation de l'Empire allemand et les consulats de cet Empire en Suisse délivrent depuis quelques années (F. féd. 1884, IV. 202) aux ressortissants allemands qui ne se trouvent pas en possession de l'acte d'origine visé dans le traité d'établissement suisse-allemand des papiers de légitimation provisoires, valables pour séjourner en Suisse « jusqu'à ce qu'un acte d'origine ait été obtenu. »

Mais comme les jeunes Allemands, dès qu'ils sont en âge de faire leur service militaire, ne reçoivent plus d'acte d'origine et ne peuvent dès lors plus continuer à résider en Suisse qu'en vertu de papiers de légitimation provisoires, valables jusqu'à l'époque du recrutement, il n'y avait plus moyen de se servir, pour ces individus, des formulaires contenant les mots « jusqu'à ce qu'un acte d'origine ait été obtenu ». La légation impériale a dès lors établi un nouveau formulaire, en laissant ces mots de côté.

D'autre part, la légation a pourvu à ce que tous les papiers de légitimation

provisoires continssent à l'avenir, pour faciliter le contrôle et prévenir les abus, des indications plus précises que précédemment sur le lieu, l'année et le jour de naissance du titulaire, ainsi que sur sa nationalité.

Il est à remarquer en outre que ces papiers n'autorisent plus les titulaires à séjourner librement en Suisse, mais leur assignent au contraire une localité déterminée; si le titulaire vient à changer de résidence, il doit se procurer un nouveau titre de légitimation.

Nous avons porté ce qui précède à la connaissance des Gouvernements cantonaux, par circulaire du 22 décembre 1888 (F. féd. 1888, IV. 1264).

La légation impériale d'Allemagne a en outre apporté une modification au formulaire des passeports qu'elle délivre pour retourner directement en Allemagne à ceux des ressortissants de ce pays qui errent à l'aventure, échan- gent leurs papiers, etc., et sont, pour ces motifs, renvoyés de Suisse (F. féd. 1884, IV. 202). Le but que la légation poursuit est de réagir d'une manière encore plus efficace que jusqu'ici contre le vagabondage. A cet effet, elle-même et ses consulats ne délivreront plus à l'avenir que des passeports avec route forcée, c'est-à-dire assignant aux titulaires un certain nombre de localités par lesquelles ils seront tenus de passer pour se rendre le plus directement possible à la frontière et où ils devront faire viser leur passeport. On espère ainsi enlever à ces individus la possibilité de s'écarter du chemin qui leur est tracé, pour aller mendier et rôder le pays.

Comme cette mesure paraissait de nature à contribuer au maintien de la sécurité publique et à la suppression du vagabondage, nous n'avons pas hésité à inviter les Gouvernements cantonaux, par circulaire du 28 décembre 1888 (F. féd. 1889, I. 3), à en secondar l'exécution en donnant pour instruction à leurs agents de police d'apposer gratuitement leur visa au verso desdits passeports et de faire escorter jusqu'à la frontière tout individu qui se serait écarté de son itinéraire ou qui n'aurait pas fait apposer sur le passeport les visas nécessaires.

La légation suisse à Vienne nous a signalé les inconvénients provenant de ce que les passeports délivrés par les cantons ne mentionnaient pas toujours le lieu de la naissance ou du domicile. Il résultait de cette lacune nombre de difficultés chaque fois que les titulaires voulaient s'adresser à une agence suisse à l'étranger pour en obtenir n'importe quoi (aide et protection, la légalisation de documents, etc.), attendu que leur passeport ne les mettait pas en mesure de justifier de leur nationalité suisse. Comme le formulaire pour passeports à l'usage des légations et consulats avait dû être rectifié sur ce point en 1885 (F. féd. 1885, II. 137 et 252), nous avons invité les Gouvernements cantonaux, par circulaire du 21 janvier 1888 (F. féd. 1888, I. 103), à y conformer aussi les formulaires des passeports qu'ils délivrent, en ayant soin d'y mentionner toujours le lieu d'origine et la nationalité du titulaire.

Giovanni Guerini avait été remis aux autorités tessinoises avec un ordre de transport délivré par le commandant de gendarmerie de Saint-Gall pour son renvoi en Italie. Mais arrivé à Chiasso, cet individu fut reconnu atteint d'aliénation mentale. Sa remise à la police italienne ne put donc avoir lieu. Le Conseil d'Etat du Tessin s'est vu obligé de recourir à la voie diplomatique pour obtenir que l'Italie consentit à son rapatriement. Il a fallu négocier pendant des mois. Le Gouvernement tessinois nous a demandé d'intervenir auprès du Gouvernement de Saint-Gall pour en obtenir le remboursement des frais que l'entretien de cet aliéné lui avait occasionnés. Nous n'avons pu faire droit à cette demande. C'est en effet au Tribunal fédéral qu'il appartient de trancher les cas de cette nature (arrêts du Tribunal fédéral, tome VIII, page 436 et suivantes). Voir cas analogues (F. féd. 1888, II. 362, chiffre 25; 1886, I. 834, chiffre 35).



Un cas spécial (famille Gomann) a permis de constater que ces dernières années des bandes de tziganes, venant du grand-duché de Bade, avaient souvent fait irruption sur le territoire suisse, près de Stein sur le Rhin. Après en avoir été avisée par notre département de justice et police, la direction de police du canton de Schaffhouse a donné à ses agents de police, conformément aux directions antérieures (F. féd. 1888, II. 363, chiffre 26), les instructions nécessaires pour empêcher les tziganes de franchir la frontière de notre pays.

Cette direction a suggéré en même temps l'idée de s'adjoindre pour ce service de police les gardes-frontières chargés d'observer jour et nuit les routes venant de l'étranger, attendu que le corps de gendarmerie du canton de Schaffhouse, ne suffisait pas pour empêcher absolument toute irruption de la part des tziganes.

Le département des péages à qui notre département de justice et police avait soumis cette question en la lui recommandant, s'est déclaré prêt à accorder à la police du canton de Schaffhouse, dans la mesure du possible, l'appui réclamé. Il a en conséquence donné au personnel des gardes-frontières que cela concernait l'ordre d'arrêter les tziganes au moment où ils mettent le pied sur le territoire suisse et de les faire repasser la frontière, au besoin avec l'aide de la police cantonale.

#### ENRÔLEMENTS.

Le dernier rapport de gestion parle du nommé Louis Gisiger, de Hauenstein, canton de Soleure (F. féd. 1888, II. 364, chiffre 28). Cet individu a pu être arrêté en 1888. Comme il n'a pas reconnu le jugement qui avait été rendu contre lui par défaut en novembre 1887, il a fallu tenter de nouvelles poursuites. Par verdict du jury de Soleure, il a de nouveau été déclaré coupable, sous date du 9 février 1889, de plusieurs infractions à l'article 3 de la loi fédérale du 30 juillet 1859 contre les enrôlements. Le Tribunal l'a condamné à 3 mois et 18 jours d'emprisonnement, à 50 fr. d'amende et à la privation des droits civiques pendant un an.

Jacob Kummer, syndic de Hauenstein, a aussi été mis en accusation par suite des nouvelles poursuites intentées contre Gisiger. Il s'est trouvé qu'il avait aidé un citoyen de la commune de Hauenstein à s'enrôler pour le service militaire des Indes néerlandaises. Le jury de Soleure l'a condamné à 2 mois d'emprisonnement, à 50 fr. d'amende et à la privation des droits civiques pendant un an.

Les autorités bernoises sont enfin parvenues, en 1888, à arrêter le nommé Frédéric Wuthrich, de Trub, aubergiste à Harderwyk (Hollande). Cet individu tient en ce dernier lieu, et cela depuis longtemps déjà, un bureau d'enrôlements pour le service militaire des Indes néerlandaises. Il était de ce chef en relations suivies avec les deux Cottier, père et fils, Biber et autres fameux enrôleurs suisses. C'est à Wuthrich que ces derniers envoyaient les jeunes gens enrôlés en Suisse et de lui qu'ils recevaient, en échange, leur courtage.

Le Tribunal correctionnel de Berne a condamné Wuthrich le 15 novembre 1888, en application de l'article 3 de la loi fédérale du 30 juillet 1859, à une année d'emprisonnement, à 600 fr. d'amende et à la privation des droits civiques pendant 10 ans. Le condamné a interjeté appel, mais la Chambre de police de la Cour d'appel et de cassation du canton de Berne a confirmé le jugement.

En même temps que Wuthrich, le Tribunal correctionnel de Berne a jugé la nommée Anna Cottier, femme de Jean-Jacques Cottier, à Berne, enrôleur déjà souvent puni. Il l'a condamnée, du chef de coopération à l'enrôlement d'un citoyen suisse pour le service militaire hollandais, à 14 jours de prison et à 20 fr. d'amende.

#### POLICE POLITIQUE.

L'année 1888 a exigé dans le domaine de la police politique un redoublement d'activité tout à fait exceptionnel. Nous n'en voulons pour preuve que

les cinq décrets d'expulsion que nous nous sommes trouvés dans le cas de devoir prendre en application de l'article 70 de la constitution fédérale, chiffre qui n'a pas été atteint dans les exercices antérieurs. Ces cinq décrets impliquent 11 personnes; ils ont tous été publiés dans la feuille fédérale (1888, I. 153; II. 28; III. 167 et 752; IV. 104).

Quant aux circonstances dans lesquelles se sont produits les événements les plus importants de l'année, nous vous les avons exposées dans un rapport du 12 mars 1888 (F. féd. 1888, I. 511), que nous avons ensuite complété par la circulaire du 11 mai de la même année. On lit cette dernière dans notre lettre du 7 décembre 1888 à la Commission du Conseil national (F. féd. 1889, I. 120 et suivantes).

Nous avons été tenus en haleine, pour ainsi dire pendant toute l'année, par des enquêtes dont l'instruction avait pour objet des faits de nature politique. Cette circonstance suffit à elle seule pour démontrer que les manifestations de ce genre demandent à être traitées dans l'intérêt du pays avec toute l'attention et la célérité qu'elles comportent si l'on veut en faire disparaître les causes et en prévenir le retour. Nous n'avons heureusement pas de faits politiques de grande importance à signaler. La manifestation la plus regrettable qui se soit produite consiste dans le fait que des éléments étrangers, parfois appuyés par des ressortissants du pays, ont su tirer profit du mécontentement qui règne dans certaines classes de la population et l'augmenter encore par leurs excitations, ce qui aurait pu exercer une influence défavorable sur nos bonnes relations avec les Etats voisins. Il est évident que nous devons mettre la plus grande vigilance à prévenir tout acte contraire au droit international.

Nous avons été admirablement secondés dans nos efforts par plusieurs des cantons intéressés. On a apporté à différents endroits des améliorations dans l'organisation du service de la police et augmenté le personnel sans que pour cela les frais dont on avait laissé entrevoir le remboursement aient été réclamés.

Seuls deux cantons ont manifesté le désir de rentrer dans leurs débours et regu une juste indemnité que nous avons prélevée sur le crédit alloué à cet effet. Nous avons tout lieu de croire que, vu les faits qui se sont passés au commencement de 1889, nous aurons à faire face, à l'avenir, à des exigences plus grandes et non moins justifiées.

Les enquêtes auxquelles notre département de justice et police a dû se livrer en 1888 pour déterminer l'origine de personnes ou de familles lui ont donné beaucoup à faire, en raison des actes volumineux qui en constituaient ordinairement le dossier et du fait que les preuves nécessaires ne s'obtiennent que difficilement, le plus souvent après une longue correspondance. Le département a eu à s'occuper, dans près de 100 cas, de l'origine de plus de 300 personnes, sans compter les nombreux rapatriements habituels d'aliénés, d'enfants abandonnés et d'individus tombés à la charge de la bienfaisance publique, cas dans lesquels l'origine des intéressés demande aussi à être préalablement établie avec soin (voir cas spéciaux de nature internationale, chiffre 32). Ces enquêtes ont porté, d'un côté, sur des personnes domiciliées en Suisse, mais dont l'origine suisse ou étrangère était devenue douteuse et, d'un autre côté, sur des soi-disant Suisses résidant à l'étranger et que les communes suisses refusaient, pour une raison ou pour une autre, de reconnaître pour leurs ressortissants.

Dans 14 cas, concernant 33 personnes, les cantons ont spontanément reconnu les personnes dont il s'agissait, après toutefois que les preuves de leur nationalité eurent été réunies, tandis que, dans 3 autres cas, ils ont répondu par un refus. Nous avons adjugé, par des arrêts motivés pris en conformité de la procédure suivie en matière d'heimatlosat, un individu à chacun des cantons de Berne et de Genève et 84 personnes au canton du Tessin. Le Gouvernement tessinois avait interjeté, auprès du Tribunal fédéral, un recours contre un de ces arrêts, concernant la famille Tamò (82 personnes); mais il l'a ensuite retiré.

Un certain nombre d'autres enquêtes de vieille date, concernant des heimatlooses, ont reçu une impulsion nouvelle et décisive ; nous serons prochainement en mesure de les terminer. Les cas nouveaux, qui sont venus s'y ajouter, ont été immédiatement abordés ; une solution aussi prompte que possible leur sera donnée.

Dans 28 cas, y compris ceux qui étaient pendants depuis l'année précédente, nous avons dû entamer des négociations diplomatiques pour obtenir la reconnaissance de la nationalité étrangère des intéressés. Ces négociations ont été liées avec les Etats suivants : la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, la Hollande et les Etats-Unis d'Amérique. Dans 19 cas, la nationalité étrangère des 64 intéressés a été reconnue, tandis que dans 2 cas seulement, concernant 3 personnes, nos efforts n'ont pas abouti. 7 cas étaient encore pendants à la fin de l'année.

Un jeune sourd-muet avait été amené jadis à Genève par un Français Péan, qui l'y avait abandonné. La France a refusé de reconnaître ce garçon pour son ressortissant et, partant, de consentir à son rapatriement, par le motif que Péan déclarait ne pas en être le père et qu'on n'était pas arrivé à savoir qui étaient ses père et mère. Le Conseil d'Etat de Genève s'est vu obligé d'incorporer ce garçon au canton de Genève, en application de l'article 23 de la loi fédérale du 3 décembre 1850 sur l'heimatlosat.

A teneur du § 21 de la loi allemande du 1<sup>er</sup> juin 1870 sur l'acquisition et la perte du droit de cité allemand (loi reproduite dans la feuille fédérale suisse de 1870, III, 196), les Allemands qui séjournent à l'étranger pendant 10 ans consécutifs perdent par ce fait même leur droit de cité. Malgré cette disposition, les craintes que l'on a généralement de voir la population allemande si fortement représentée en Suisse, constituer, avec le temps, une nouvelle catégorie d'heimatlooses, ne paraissent pas fondées. En effet, ce délai de 10 ans ne court, pour le ressortissant allemand qui se trouve en possession d'un titre de voyage ou d'un acte d'origine. — c'est le même § 21 qui le dit, — qu'à partir du moment où lesdits papiers sont périmés ; le délai est d'ailleurs interrompu par l'inscription au registre-matricule d'un Consulat. Les fonctionnaires cantonaux préposés à la police des étrangers peuvent donc efficacement prévenir, dès le début, les conséquences préjudiciables dont le séjour prolongé des ressortissants allemands dans une localité suisse menacerait la localité. Ils n'ont à cet effet qu'à obliger ces individus à produire des papiers de légitimation valables et à ne pas leur délivrer, en échange, un permis d'établissement excédant en durée celle desdits papiers (Voir F. féd. 1888, II, 332, chiffre 15). Et ce n'est pas seulement à l'égard des Allemands que l'intérêt bien compris du service de la police des étrangers commanderait de procéder de la sorte, mais bien à l'égard de tous les étrangers indistinctement. Il faut en outre veiller, par exemple en révisant de temps à autre tous les papiers de légitimation, à ce qu'ils soient renouvelés à temps. Les autorités peuvent d'ailleurs se prémunir d'une autre manière contre tout danger ; elles n'ont qu'à engager les ressortissants allemands à se faire inscrire au registre matricule du Consulat de leur ressort. En revanche, les individus sans papiers ou en possession de papiers non valables, ou qui ne peuvent ou ne veulent pas satisfaire aux exigences de la police sous n'importe quel rapport, ainsi les vagabonds et les gens sans aveu ne doivent pas être tolérés.

Un Allemand domicilié en Suisse n'est pas heimatloose même lorsque, par suite de telle ou telle circonstance (libération définitive des liens qui le rattachaient à son pays ou séjour de 10 ans à l'étranger), il a effectivement perdu sa nationalité allemande. A teneur de l'article 7 du traité d'établissement de 1876 entre la Suisse et l'Allemagne (Rec. off., nouv. série, II, 501), le pays d'origine est tenu de recevoir ses anciens ressortissants, même lorsqu'ils ont perdu leur droit de cité d'après la législation du pays d'origine, et cela aussi longtemps



qu'ils ne sont pas devenus ressortissants de l'autre Etat ou d'un tiers Etat. Tolérer par contre ces anciens ressortissants allemands, c'est alors s'exposer, il est vrai, à créer de véritables cas d'heimatlosat. Bien que n'ayant plus de nationalité, ces personnes ont souvent réussi, par suite de la négligence des autorités, à se marier en Suisse. Dans tous les cas de ce genre, le pays d'origine allemand s'est refusé à reconnaître pour sa ressortissante la femme de son ancien ressortissant, de même aussi qu'à se charger d'elle en vertu du traité d'établissement, basant son refus sur le fait que, à l'époque du mariage, le mari ne possédait plus la nationalité allemande et n'avait par conséquent pu octroyer cette nationalité à sa femme. Les motifs par lesquels on refuse aussi de reconnaître pour ses ressortissants les enfants de parents qui ont perdu la nationalité allemande à l'époque de leur naissance et de se charger d'eux sont absolument les mêmes. Il est dès lors commandé par les circonstances d'astreindre ces anciens ressortissants, sous menace d'expulsion, à régulariser immédiatement leur position. Les intéressés n'y parviendront, dans la plupart des cas, qu'en retournant en Allemagne pour y être réintégrés, suivant la législation de ce pays, dans leur nationalité allemande.

Frédéric-Charles-Antoine Hellmoldt, légitimé comme sujet prussien par un acte d'origine qui lui avait été délivré par l'administration de la police de Halle /S., se maria à Genève en 1877 ; il y était autorisé expressément par les autorités de son pays d'origine. Quant à son séjour ultérieur en Suisse, Hellmoldt put toujours le légitimer par des papiers valables pour lui et sa femme. Ce mariage, duquel était né une fille, fut plus tard rompu, à Berne, par le divorce. La fille fut adjugée à la mère. M<sup>me</sup> Hellmoldt n'eut pas de peine à se faire délivrer en 1882, par l'administration de la police de Halle, un acte d'origine spécial, valable pour elle et son enfant. Mais lorsqu'elle voulut faire renouveler cet acte en 1887, elle fut déboutée des fins de sa demande. On lui opposait que son ex-mari avait perdu le droit de cité en Prusse déjà en 1856, par suite de sa libération des liens qui l'unissaient à ce pays, et que l'acte d'origine de 1882 avait dès lors été délivré à tort.

Nous crûmes devoir intervenir par la voie diplomatique, mais le Ministère des Affaires étrangères de l'Empire allemand refusa de reconnaître la nationalité prussienne de la famille Hellmoldt. La chose lui paraissait inadmissible en droit. Hellmoldt avait perdu le droit de cité en Prusse par sa libération survenue en 1856 ; il n'avait donc pas été en mesure de reporter ce droit sur la femme qu'il avait épousée lorsqu'il n'était déjà plus Allemand, ni sur la fille née de ce mariage. Mais comme la nationalité prussienne d'Hellmoldt avait été plus d'une fois reconnue expressément vis-à-vis des autorités suisses, par des déclarations et des certificats authentiques reposant sur des présomptions erronées, le Ministère des Affaires étrangères donna l'assurance que non-seulement Frédéric-Charles-Antoine Hellmoldt, en sa qualité d'ancien ressortissant prussien, mais aussi sa femme divorcée et sa fille, bien que ces dernières n'eussent jamais possédé la nationalité allemande, seraient reçus en Allemagne au cas où ils viendraient à être renvoyés de Suisse.

Jacques Wizemann, boucher, de Zillhausen (Wurtemberg), se maria à Oberstrass (Zurich) en novembre 1876, avec une ressortissante du canton de Zurich. Il obtint ensuite des autorités wurtembergeoises un acte d'origine en bonne et due forme. Wizemann mourut en janvier 1885, laissant une veuve et deux enfants. Les autorités du district royal de Balingen ne firent aucune difficulté pour renouveler cet acte d'origine. Mais peu de temps après, le Gouvernement royal de l'arrondissement de Reutlingen crut devoir mettre en question la nationalité wurtembergeoise de la veuve et des enfants du défunt. Il alléguait que Wizemann avait été, sur sa demande, libéré le 9 décembre 1875 des liens de nationalité qui le rattachaient au Wurtemberg et que, par conséquent, ni sa femme ni ses enfants n'avaient pu acquérir le droit de cité wurtember-



geois, puisque lui-même ne le possédait plus à l'époque du mariage et de la naissance de ses enfants.

Sur notre réclamation, le Gouvernement du royaume de Wurtemberg soutint non-seulement ce point de vue, mais refusa même de discuter la possibilité d'une réadmission au droit de cité wurtembergeois en conformité du § 21, 4<sup>e</sup> alinéa, de la loi allemande du 1<sup>er</sup> juin 1870 (F. féd. 1870, III. 196). Cette disposition législative n'était applicable, disait-il, qu'aux personnes qui avaient perdu le droit de cité national par un séjour de plus de 10 ans à l'étranger, tandis que la veuve et les enfants Wizemann n'avaient jamais possédé ce droit de cité. Il faisait observer en outre que les actes d'origine délivrés par erreur en 1877 et 1885 ne justifiaient pas non plus l'acquisition de la nationalité, la loi allemande n'admettant pas la naturalisation tacite comme conséquence de certains actes. Ensuite de nouvelles démarches et la veuve Wizemann s'étant remariée dans l'intervalle, le Gouvernement wurtembergeois se déclara en fin de compte disposé, en considération du fait que des actes d'origine avaient été délivrés, à se charger des enfants Wizemann, au cas où ils viendraient à être renvoyés de Suisse en Wurtemberg. Il leur délivra en conséquence, pour qu'ils fussent tolérés dans le canton de Zurich, un Uebernahmeschein, acte constatant son obligation de les recevoir en cas de renvoi.

Une ressortissante badoise, en service en Suisse depuis nombre d'années, avait eu un enfant illégitime à Lucerne en 1884; elle était ensuite devenue, par suite de son mariage en 1886, citoyenne du canton de Fribourg. Le district badois de Waldshut refusa de délivrer à l'enfant un acte d'origine et de reconnaître l'obligation de le recevoir au besoin. Ce refus était basé sur le fait que, à teneur du § 21 de la loi allemande du 1<sup>er</sup> juin 1870 sur l'acquisition et la perte du droit de cité allemand (F. féd. 1870, III. 196), la mère avait perdu la nationalité badoise par suite de son séjour de plus de 10 ans à l'étranger, qu'elle l'avait déjà perdue en 1884 et que, par conséquent, elle n'avait pu la reporter sur son enfant né à cette époque.

On parvint toutefois à établir que, pendant son séjour en Suisse, la mère de cet enfant avait toujours eu des papiers de légitimation badoise en bonne et due forme, jusqu'à l'époque de son mariage. Il en résultait que le délai de 10 ans prévu par le § 21 de la loi susvisée avait ainsi été interrompu. Le Gouvernement badois ne fit aucune difficulté pour reconnaître la nationalité badoise de l'enfant dont il s'agit. Il chargea le district de Waldshut de délivrer à cet enfant les papiers de légitimation nécessaires (cas Baldeschwieler).

Une ressortissante italienne était accouchée, à Neuchâtel, d'un enfant né hors mariage. Cet enfant a été reconnu par son père, un Autrichien, lors de son inscription dans les registres de l'état civil. Lorsqu'il s'est agi de son rapatriement en 1888, nous avons demandé à l'Italie d'en assurer la réception par ses autorités. En effet, la reconnaissance de l'enfant par un Autrichien ne lui confère pas, à teneur des lois autrichiennes, la nationalité. L'enfant devait ainsi être considéré comme Italien. Il avait d'ailleurs été inscrit comme tel sur le passeport délivré à sa mère par le Consulat d'Italie à Genève. Mais le Gouvernement italien a refusé de reconnaître cet enfant pour son ressortissant. D'après l'article 7 du Code civil italien, l'enfant d'une Italienne ne peut être considéré comme sujet du royaume que si son père est inconnu. Nous avons protesté contre l'application de cette disposition législative au cas spécial et fait observer que celle-ci ne saurait être obligatoire envers la Suisse. Le Gouvernement italien a persisté dans son refus (affaire Bove-Righini).

---



## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

Le gouvernement allemand a publié le 18 avril encore un *Livre blanc* relatif aux affaires de Samoa (1). Ce recueil contient deux documents importants.

Le premier est le rapport du consul d'Allemagne à Apia, M. Knappe, daté du 26 février, qui a trait aux négociations engagées avec les rebelles et qui expose la situation dans l'île.

Sous forme de remarque se trouve joint au rapport un télégramme en date du 31 janvier, adressé par le chancelier de l'empire à M. Knappe. Ce télégramme fait observer au fonctionnaire allemand qu'il n'a aucun droit de soustraire les étrangers à la juridiction de leurs consuls et que la protestation du consul britannique, à ce sujet, est fondée.

La proclamation de M. Knappe, concernant la prise de possession par l'Allemagne de l'administration de Samoa, sort des limites de ses instructions et des vues du gouvernement impérial. Il convient donc de la rapporter.

Le télégramme établit enfin que, sauf la sommation de lui livrer les individus qui se seraient rendus coupables d'agissements criminels contre l'Allemagne, M. Knappe n'a, d'une manière générale, à formuler aucune exigence sans y être autorisé.

Le second document est une note du chancelier au consul général d'Allemagne à Apia, M. Stuebel; elle est datée du 16 avril.

Dans cette note, le prince de Bismarck déclare que la conduite de M. Knappe, pendant les troubles de Samoa, est à peu près dans toutes ses parties injustifiable.

Sans avoir reçu d'autorisation spéciale, sans motifs impérieux, sans probabilité de succès, M. Knappe a fait prendre des mesures militaires qui ont amené des pertes d'hommes, rendu plus difficile la situation des colons et mis en danger la paix avec les États-Unis. En informant officiellement les représentants des puissances étrangères de son intention de désarmer les troupes de Mataafa et de Tamasese, M. Knappe dépassait ses instructions et ses pouvoirs.

En ce qui concerne les négociations engagées avec Mataafa, même si les chefs rebelles s'étaient soumis aux exigences de M. Knappe et avaient consenti à ce que l'Allemagne assumât la direction des affaires extérieures de l'île, la situation n'aurait pas été changée, attendu que la sanction des puissances à traités aurait fait défaut à cette modification de l'état de choses politique.

« Nous n'avons, écrit le chancelier, aucun ordre à donner aux Samoans en ce qui regarde leurs propres affaires; nous n'avons pas davantage besoin de

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 344; II, p. 102.

régler ces affaires. Notre tâche se borne à protéger nos nationaux et à aider au développement de leurs intérêts économiques. »

Le chancelier a fait paraître un arrêté fixant la compétence du commandant d'un navire de guerre, dont les services seraient requis par un représentant de l'empire à l'étranger.

Dans le cas où le représentant diplomatique ne pourra pas montrer un ordre spécial du département des affaires étrangères, le commandant du navire devra examiner lui-même le côté juridique ainsi que le côté politique de la demande qui lui sera adressée.

L'arrêté est motivé par les récents incidents survenus aux îles Samoa, où une réquisition de la force armée, faite sans autorisation par un agent diplomatique, a amené d'importantes pertes en vies humaines, a gravement compromis les intérêts allemands dans les îles et, de plus, a fait naître le danger d'un différend avec des nations étrangères, et cela sans qu'il y eût nécessité de l'intervention.

La conférence de Samoa s'est réunie le 29 avril, au palais de la chancellerie impériale.

Etaient présents : pour l'Allemagne, M. le comte Herbert de Bismarck et les conseillers à l'office des affaires étrangères, de Holstein et Krauel; pour l'Angleterre, sir E. Malet, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, M. Charles Scott, ministre d'Angleterre à Berne, et M. J.-A. Crowe, attaché spécial pour les affaires commerciales à l'ambassade de l'Angleterre à Paris; pour les Etats-Unis, MM. Kasson, Phelps et Bates. On a adjoint à ces délégués M. Buckingham et M. Parker, attachés militaire et de marine à la légation américaine de Paris, et M. Sewall, ancien consul des Etats-Unis à Samoa.

M. le comte Herbert de Bismarck présidait la séance, qui a duré une heure. Il a souhaité la bienvenue aux membres de la conférence dans un discours en français. Les délégués américains ont demandé à se servir de la langue anglaise pour la discussion.

On a élu ensuite deux secrétaires, un Allemand, M. d'Arendt, consul général, et un Anglais, M. Beauclerk, secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Berlin, et on a fixé l'ordre des travaux. Sur la proposition des représentants de l'Allemagne, il a été en outre décidé que le secret le plus absolu serait gardé sur les délibérations.

### La catastrophe de Samoa

Au début de la séance du Reichstag du 3 avril, le nouveau secrétaire d'Etat au département de la marine, le contre-amiral Heusner, a pris la parole et s'est exprimé en ces termes :

Un fait douloureux m'oblige à vous demander de m'accorder votre attention avant que vous passiez à la discussion de votre ordre du jour; je veux parler du grave malheur dont la marine impériale a été atteinte dans les eaux de Samoa.

Vous connaissez déjà les faits par les communications de l'amirauté et de l'administration de la marine. Vous savez, d'après les renseignements qu'on a reçus jusqu'à présent, que trois de nos navires ont été jetés à la côte par un terrible ouragan, par un de ces violents phénomènes que les forces des éléments produisent pendant la saison actuelle dans les parages en question.

Deux navires sont certainement perdus; le troisième est peut-être en état d'être sauvé, il est, dans tous les cas, sérieusement endommagé, de telle sorte qu'on ne peut pas le considérer pour le moment comme faisant effectivement partie de la flotte.

Un grand nombre de marins ont malheureusement été victimes de la catastrophe causée par les éléments.

J'exprimerai sûrement le sentiment de toute l'assemblée en manifestant ma



sympathie pour nos infortunés marins et ma compassion pour les survivants, mais je ne dois pas non plus oublier de constater que les équipages de nos navires, les officiers comme les soldats, ont donné une nouvelle preuve de la fermeté avec laquelle ils restent à leur poste, et que les marins qui ont péri sont morts en faisant leur devoir et en affirmant leur fidélité à l'empereur et à l'empire.

Les marins morts à Apia ayant péri en servant la patrie, l'administration de la marine a naturellement le devoir d'adoucir, autant que cela lui est possible, la souffrance des survivants des victimes de la catastrophe. L'administration de la marine a entièrement conscience de ce devoir et le remplira entièrement.

On a exprimé dans les journaux l'opinion que la sécurité des Européens résidant à Apia était peut-être menacée par suite de la perte des navires. Je crois qu'on ne doit éprouver aucune appréhension à cet égard.

D'un côté, les Européens sont assez forts à Apia pour réprimer, en cas de besoin, un mouvement hostile des indigènes, et d'un autre côté, ces derniers ne paraissent pas disposés à agir avec hostilité, vu que le doyen des officiers de la station ne donne aucune indication dans ce sens dans sa communication concernant la catastrophe, et que, de plus, le navire de guerre anglais la *Gallipe*, parti de Samoa le 21 mars, serait certainement resté dans ces parages, si la situation des Européens avait été dangereuse.

Néanmoins, l'administration de la marine croit qu'il est de son devoir de prendre à cet égard toutes les mesures de précautions. Le paquebot allemand doit précisément être à Apia en ce moment; il a dû y arriver le 30 ou le 31 mars, et, si les Européens étaient menacés, la présence de ce navire leur fournirait la possibilité de se mettre en sûreté; mais, pour les raisons que j'ai énoncées, il n'y a aucunement lieu de supposer que les indigènes aient l'intention d'agir d'une façon hostile.

On ne pourra avoir, d'ici à quelque temps, d'autres renseignements que ceux qui ont déjà été reçus et publiés. On ne recevra pas d'autres informations télégraphiques avant le 15 avril, date à laquelle un paquebot américain arrivera à San-Francisco, et les premières lettres ne nous parviendront qu'à la fin du mois.

Outre les devoirs envers les survivants des victimes de la catastrophe d'Apia, l'administration de la marine a différentes obligations à remplir. Il faut d'abord qu'elle songe à remplacer les forces matérielles que la marine a perdues, et l'on a déjà commencé de prendre des mesures pour combler la lacune créée par la perte de l'*Adler* et de l'*Eber*.

Quant à l'*Olga*, tant qu'on n'aura pas reçu de renseignements par lettre, on ne pourra savoir s'il sera nécessaire de la remplacer, si l'on pourra la renflouer et la remettre en état de service.

Nous devons, en outre, faire en sorte que nos intérêts et le prestige du nom allemand ne subissent aucune atteinte dans ces régions lointaines.

A cet égard, il ne serait probablement pas nécessaire de nous livrer dans ces parages à un grand déploiement de forces militaires; mais on vient d'apprendre que le gouvernement américain y envoie trois croiseurs, et, si nous y étions trop faiblement représentés au point de vue militaire, on pourrait tirer de ce fait une conclusion fautive et supposer que le gouvernement impérial ne s'intéresse plus à ces régions autant qu'il le faisait précédemment.

Aussi avons-nous déjà pris des mesures pour que notre flotte soit représentée le plus tôt possible à cette station par un nombre de navires assez grand pour faire face à toutes les éventualités. (Applaudissements.)

— La *Freisinnige Zeitung* publie une statistique fort intéressante et d'où il ressort que dans la dernière décade les charges du budget de l'empire, provenant des intérêts à payer pour les emprunts faits durant cette période, sont allées en croissant dans des proportions inquiétantes.

A la fin de 1874, grâce au paiement de l'indemnité de guerre par la France, l'empire d'Allemagne n'avait pour ainsi dire pas de créanciers. C'est de l'année

budgétaire 1876-1877 que date l'ère des emprunts; il s'agissait de couvrir les dépenses extraordinaires pour l'armée et la marine.

Voici un tableau statistique de la marche ascendante suivie par la dette de l'empire :

31 mars 1877.....	46.300.000 marcs.
— 1878.....	72.203.600 »
— 1879.....	138.860.700 »
— 1880.....	218.057.600 marcs
— 1881.....	267.786.500 »
— 1882.....	319.239.000 »
— 1883.....	348.951.500 »
— 1884.....	373.425.200 »
— 1885.....	410.000.000 »
— 1886.....	440.000.000 »
— 1887.....	486.201.000 »
— 1888.....	658.000.000 »

La *Freisianige Zeitung* calcule que, au 15 novembre 1888, on avait déjà atteint le chiffre de 818,787,000 marcs, et qu'en y ajoutant des crédits déjà votés et non encore réalisés, s'élevant à 329,435,000 marcs, plus de nouveaux crédits inscrits au budget de 1889-90, soit une somme de 90,392,517 marcs, on peut prévoir que la dette de l'empire atteindra, à la fin de 1889, la somme respectable de 1,238,614,000 marcs.

Ainsi, ajoute-t-elle, dans l'espace de dix-huit ans, les 5 milliards de l'indemnité de guerre ont été employés, et il a fallu encore faire appel au crédit pour plus de 1,200 millions.

### ALSACE-LORRAINE

A propos d'une demande d'augmentation de l'effectif de la gendarmerie locale, M. Grad a pris la parole dans la séance de la Délégation du 11 avril. Après avoir montré que depuis quinze ans les dépenses de police avaient déjà augmenté dans la proportion de 30 0 0, après avoir rappelé que sous le régime français l'entretien des gendarmes coûtait seulement 1,306 francs par homme, tandis que sous le régime allemand, cet entretien se chiffre à 2,780 fr., le député de Colmar fait un tableau saisissant de la situation en Alsace-Lorraine :

Si l'ancien Statthalter, le maréchal de Manteuffel, nous a dit qu'il ne voulait pas voir régner dans le pays le silence du cimetière, je dois affirmer qu'aujourd'hui les chicanes de la police ne nous laissent même pas la paix du tombeau. Oui, les tracasseries de la police pénètrent jusqu'au cimetière, afin de poursuivre et de pourchasser sur la tombe de nos morts des inscriptions françaises et nous contraindre à les enlever pour les remplacer. Pourquoi cette pitoyable guerre à la langue parlée au sein de nos familles? Frédéric-le-Grand n'a-t-il pas aussi écrit ses œuvres en français! Ira-t-on, pour des raisons nationales actuelles, tenter à ce grand monarque un procès de haute trahison, parce qu'il s'est permis d'écrire en langue française! (Hilarité.)

Je ne voudrais pas parler davantage de la triste mesure du passeport obligatoirement. Cette mesure a été discutée à tous les points de vue au Landesausschuss comme au Reichstag. Elle a été bien cruelle pour nous et elle nous accable encore, par le préjudice causé à nos intérêts matériels et par l'oppression de nos sentiments. Car, tous, nous avons des parents obligés de demeurer de l'autre côté de la frontière par le hasard des événements. Si nous avions un gouvernement paternel, nos sentiments et nos intérêts ne seraient pas opprimés comme ils le sont. Sa Majesté l'empereur d'Allemagne se trouve placé plus haut, trop loin de nous pour entendre nos plaintes! De son côté, le gouvernement du pays n'a pas le pouvoir de porter remède aux maux dont nous souffrons. Quand nous entrons dans cette enceinte du Landesausschuss, afin de soutenir les droits et les intérêts de nos populations, involontairement me vient à la bouche l'exclamation du Dante à l'entrée de son enfer :

*Lasciate ogni speranza, o voi ch'entrate.*

Toutefois des voix s'élèvent aussi en Allemagne pour demander moins de rigueur envers le peuple d'Alsace-Lorraine. Permettez-moi seulement de citer deux pensées de Frédéric-le-Grand, l'immortel promoteur de la grandeur de la Prusse. L'illustre monarque dit dans son livre contre *le prince* de Machiavel : « Il y a des occasions où il faut être sévère, mais jamais cruel. » Et encore : « La véritable politique des rois, fondée uniquement sur la justice, la prudence et la bonté, est préférable en tous sens au système décevant et plein d'horreur que Machiavel a eu l'impudence de présenter. »

Messieurs, je voudrais voir le gouvernement de l'empire allemand prendre en considération ces paroles de Frédéric-le-Grand dans ses prescriptions touchant l'Alsace-Lorraine et nous traiter avec plus de douceur. (Vifs applaudissements.)

### AMÉRIQUE CENTRALE

D'après divers journaux, les délégués des cinq républiques de l'Amérique centrale — Costa-Rica, Guatémala, Nicaragua, San-Salvador et Honduras — auraient signé, en avril dernier, une Convention en vertu de laquelle tout conflit qui pourrait surgir entre ces républiques devra être réglé par voie d'arbitrage. Les arbitres éventuels indiqués dans la Convention sont : les Etats-Unis, la République argentine, le Chili, le Mexique, la Suisse ou l'une des grandes puissances européennes.

Il est, en outre, stipulé dans la même Convention qu'aucune des cinq républiques n'a le droit de conclure une alliance avec une puissance étrangère sans le consentement de tous les Etats signataires de la Convention.

### AUTRICHE-HONGRIE

Le comte Jules Andrassy a prononcé, le 6 avril, dans la Commission financière de la Chambre des magnats de Hongrie un discours d'une haute importance.

L'orateur a d'abord démontré que l'école centraliste autrichienne n'a pas de raison d'être ; que l'armée commune n'a pas de motifs ni de moyens pour germaniser les soldats, qu'elle a tout intérêt à ménager et à sauvegarder le sentiment national de chaque race qui la compose, et que la variété des races constitue, même pour elle, un élément de force en lui fournissant les cavaliers incomparables de la Hongrie, les excellents chasseurs tyroliens et styriens, etc.

Ensuite, il a exposé que François Deak avait accepté le principe de l'armée commune, non point d'une façon provisoire, par indécision ou par opportunisme et à titre de compromis temporaire, mais en vue de créer un état de choses permanent, établi une fois pour toutes et amené par des motifs et des circonstances qui subsistent aujourd'hui plus qu'ailleurs.

« Oui, dit le comte Andrassy, la Hongrie a eu — il est vrai qu'il y a bien longtemps de cela — son armée indépendante, sa dynastie propre ; elle pouvait les avoir, mais dans quelles conditions ? Son voisin au nord, c'était la Pologne ; à l'est et au midi, elle avait pour voisins de petits peuples sans conscience nationale, gémissant sous la domination ottomane et ayant pour seul ennemi la Turquie ; à l'ouest, l'empire d'Allemagne, avec ses innombrables princes, dont quelques-uns convoitaient la couronne impériale, tandis que les autres se combattaient mutuellement. Cet Etat gigantesque qu'on appelle l'empire russe n'existait pas ; il était loin, et commençait à se former par l'absorption de petites tribus slaves. En fait de grande puissance militaire, il n'y avait que la

Turquie, et dans sa lutte contre celle-ci, la Hongrie pouvait compter sur l'appui de toute la chrétienté.

« Inutile de vous énumérer toutes les modifications survenues surtout dans notre voisinage. L'Angleterre, la France, l'Espagne et le Portugal n'ont pas augmenté, mais nous avons vu surgir sur nos flancs, une grande Allemagne, une grande Italie, une grande Russie ; dans les Balkans, les conditions se sont modifiées. En présence de ces Etats dont les armées se comptent par millions, les conditions pratiques de la défense nationale ont changé du tout au tout.

« Les tâches militaires de l'Etat n'ont pas moins changé. Lorsque la Hongrie avait une armée indépendante, il suffisait d'être à même de repousser une invasion. Mais aujourd'hui, à l'époque de la mobilisation à vapeur, un Etat ne saurait se défendre, avec des chances de succès, en se bornant à défendre des accès de son territoire. Le pays doit être défendu dans des parages plus éloignés.

« Pour assurer sa sécurité, un Etat doit pouvoir exercer de l'influence sur la sécurité de la paix européenne et sur le maintien de l'équilibre européen.

« Comment la Hongrie et la monarchie pourraient-elles se défendre, si l'on permettait à telle grande puissance militaire d'occuper, dans les pays qui nous entourent au sud-est, une position grâce à laquelle elle disposerait des forces armées de ces pays ? La défense de la monarchie serait doublement difficile, car la monarchie pourrait être attaquée de deux côtés.

« Dans l'état actuel de l'Europe, il est facile d'imaginer une combinaison par laquelle la monarchie se trouverait atteinte dans ses intérêts vitaux, mise hors d'état de se défendre sans qu'un seul homme de l'armée ennemie ait franchi nos frontières.

« Et si cela est vrai pour tout Etat, c'est plus vrai encore pour les deux Etats de la monarchie ; ni l'un ni l'autre ne peut se défendre sur son territoire.

« Celui qui veut défendre la Hongrie contre un ennemi venant du nord — je ne parle même pas de l'offensive qui est le meilleur système de défense — ne peut le faire que dans une province autrichienne qui s'étend au delà des Carpathes.

« Pour défendre la Hongrie de même que l'Autriche, contre un ennemi venant de l'ouest, il faut occuper les montagnes du Tyrol et les défilés de la Bohême. Les deux Etats de la monarchie ne peuvent être défendus que tous les deux à la fois et la défense intérieure n'est même pas suffisante. La sphère d'intérêts à défendre est si grande qu'elle dépasse même les forces d'un Etat supérieure à la Hongrie. Une grande puissance seule est à même de les défendre.

« La position de grande puissance n'est point une question de rang pour les dynasties, qui ne vaut à la nation que des charges. Certes, cette position impose des charges ; mais les petits Etats les supportent également ; et il est évident que, là où il s'agit de l'influence politique des nations et de la facilité de la défense, tous les avantages sont du côté des grandes puissances, les chances de succès aussi bien que le bon marché.

« Dans les grandes questions de l'équilibre européen desquelles dépend la sécurité de chaque Etat, ce sont les grandes puissances, en tant que puissances militaires, qui décident exclusivement et souvent aux dépens des petits Etats. Le petit Etat dépense pour sa force armée relativement autant que la grande puissance, mais dans la plupart des cas, ces dépenses sont inutiles, car une petite partie de l'armée d'une grande puissance suffit pour que la défense devienne impossible.

« En présence des armées gigantesques modernes, c'est la rivalité des grandes puissances qui offre aux petits Etats une sécurité momentanée. Un petit Etat, s'il veut faire valoir ses intérêts en face d'autrui, doit le faire par l'intermédiaire d'une autre puissance — et ce service n'est guère gratuit — ou bien il doit commencer une lutte sans espoir de succès. Les grandes puissances exercent sur les petits Etats le même effet que le grand capital sur la petite industrie. En cas de crise, les grands capitaux engloutissent l'épargne ou en disposent.

« Les petites armées n'offrent pas de garanties en temps de guerre, tandis



que la grande armée fait valoir son influence, même en temps de paix, pour le maintien de la paix et de l'équilibre.

« C'est une mauvaise politique que celle qui dispose de grandes armées et ne s'en prévaut que lorsque les canons sont déjà partis.

« Dans ces conditions-là, il serait absurde de dissoudre une grande puissance existante, d'en supporter les charges sans jouir des bienfaits qu'elle confère, de remplacer — à une époque de défense à grande distance — le canon par un fusil.

« Il s'ensuit que, pour les deux Etats de la monarchie, la défense commune et l'armée commune constituent une nécessité et que, *dans les conditions actuelles de l'Europe*, la défense mutuelle, le système des deux armées ne seraient guère pratiques. »

L'orateur a expliqué ensuite tous les inconvénients diplomatiques, politiques, stratégiques et tactiques du système des armées *confédérées* (système préconisé par l'extrême gauche); il en a fait ressortir les innombrables dangers; il a invité la jeunesse à se rendre compte de la grandeur de la tâche patriotique de l'armée commune et d'y occuper la place qui lui convient, et il a terminé ainsi son discours :

« Le système actuel a été créé sous l'influence de deux idées opposées.

« L'une était celle de l'armée autrichienne unitaire qui voulait ignorer l'existence de l'Etat hongrois indépendant; l'autre, c'était celle de l'armée hongroise qui voulait ignorer la monarchie.

« La première aurait privé la monarchie de cet élément : le patriotisme et l'enthousiasme de la nation hongroise qui a plus d'une fois sauvé la monarchie.

« Toutes les deux idées appartiennent au panier de l'Histoire.

« Le système actuel comprend toutes les forces qui, jadis, se combattaient. François Déak disait en 1861 : « Jetons un voile sur le passé. » C'était sage lorsque le passé était proche. Aujourd'hui ce passé est plus éloigné, et le passé n'est plus là pour qu'on jette un voile sur lui, mais pour être étudié. Le voile qui recouvre le passé cache aussi l'avenir. Soulevons-le pour voir l'avenir.

« En 1848, la Hongrie combattait les armées de l'Autriche, de la Russie et de la Croatie. L'Autriche luttait contre l'Italie et la Hongrie. Les nationalités se paralysèrent. Et quel fut le résultat ? L'Autriche était victorieuse en Lombardie. Et la Hongrie, malgré les dissentiments de ses chefs politiques et militaires, arrêta la force armée du grand empire russe.

« Aujourd'hui, toutes ces forces sont réunies en un faisceau, et j'ai la pleine conviction que, avec de bons commandants, nous pourrions dire, à l'instar de notre allié, le grand chancelier allemand, que la monarchie austro-hongroise ne craint rien au monde, et elle n'a pas à craindre Dieu, puisqu'elle ne convoite le bien de qui que ce soit et veut seulement conserver ce qu'elle possède. Abandonner, dans les conditions actuelles, le système actuel et faire des expériences avec des idées absurdes aux points de vue politique et militaire — ce serait une idée impardonnable. »

Après ce discours, qui a duré plus d'une heure, la Commission a adopté, sans modification, la loi militaire,

## ÉTATS-UNIS

Les Etats-Unis ont invité les autres pays à participer à une Conférence maritime internationale, qui se réunira à Washington dans l'automne prochain.

Voici le programme de cette Conférence :

1. Diminution des chances de collision en mer, en adoptant un système de signaux perfectionné.

2. Revision du manuel des signaux conformément aux progrès accomplis par l'art nautique.

3. Adoption du meilleur système de sauvetage ; sauvegarde de la sécurité de la vie et de la propriété en mer.

4. Enlèvement des épaves pouvant présenter quelques dangers sur les routes maritimes les plus fréquentées.

Quatorze puissances européennes ont déjà accepté l'invitation.

## FRANCE

Dans la séance de la Chambre des Députés du 30 mars, M. Salis a demandé au ministre des affaires étrangères s'il est vrai que le Gouvernement français ait pris l'initiative de renouer des relations commerciales avec l'Italie et se préoccupe de modifier les tarifs, de substituer aux tarifs de guerre un tarif général, et d'établir enfin un *modus vivendi*, sans l'assentiment ou le consentement des Chambres.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, a répondu :

Je dois déclarer à la Chambre qu'en répondant à la question qui m'est adressée par l'honorable M. Salis, je ne me considère pas comme étant aussi libre de ma parole qu'il vient de se montrer libre de la sienne.

Je me crois tenu à une très grande circonspection, à une très grande réserve, et mon intention n'est pas d'examiner après lui les circonstances qu'il vient de rappeler à la Chambre.

Je ne veux retenir des paroles de M. Salis que cette interrogation directe : « Y a-t-il des négociations engagées pour un traité de commerce franco-italien ? » A cette question, je me borne à répondre que nulles négociations ne sont engagées.

Il n'y a eu jusqu'à présent que de simples conversations, des pourparlers, un échange de vues entre les deux Gouvernements, aussi bien à Rome qu'à Paris.

M. l'ambassadeur de la République Française à Rome et le ministre des affaires étrangères à Paris ont tenu tous les deux le même langage : ils ont déclaré que la France ne pourrait voir qu'avec plaisir une détente se produire dans les rapports des deux pays entre eux.

Ils ne se repentent ni l'un ni l'autre d'avoir fait cette déclaration, et ils chercheront, parce qu'ils croient que c'est là l'intérêt commun de la France et de l'Italie, à modifier dans un sens favorable le caractère de leurs relations réciproques. C'est, pour le moment, tout ce qu'il y a, et rien de plus.

Cette explication me dispense d'entrer dans la seconde partie de la question qui m'a été posée. Je ne parle pas du *modus vivendi* qu'il s'agirait d'établir, au cas où le traité de commerce ne pourrait pas être signé, et cela, parce que les négociations ne sont pas ouvertes et que je considère qu'il est de mon devoir de ne m'engager à aucun point de vue et sur aucun point. Je n'ai rien de plus à dire à la Chambre.

Après une brève réplique de M. Salis, exprimant la ferme conviction que le Gouvernement ne faillira pas à son devoir et se préoccupera plutôt des intérêts nationaux que des intérêts étrangers, l'incident a été clos.

Le *Journal officiel* du 31 mars a publié deux décrets en date du 29 mars, dont l'un est relatif à l'échange des colis postaux avec l'île Maurice, et l'autre, à l'échange des bijoux et des objets précieux avec les colonies ou les établissements français.

Le *Journal officiel* du 3 avril a publié une loi en date du 2, portant que : « La navigation entre la France et l'Algérie ne pourra s'effectuer que sous pavillon français. »

Sous la date du 3 avril, le *Journal officiel* a publié un rapport, adressé le même jour au Président de la République par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et suivi d'un décret portant établissement d'un droit de statistique à la Guadeloupe sur les marchandises de toute nature et de toute origine, importées ou non importées.

Ce droit est fixé comme suit :

Dix centimes par colis sur les marchandises en futailles, caisses, sacs et autres emballages ;

Dix centimes par 1,000 kilogrammes ou par mètre cube sur les marchandises en vrac ;

Dix centimes par tête sur les animaux, vivants ou abattus, des espèces chevaline, mulassière, bovine, asine, ovine, caprine et porcine.

Ce droit est affranchi de toute taxe additionnelle.

### La célébration du Centenaire de la Révolution française.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, 20 avril 1889.

Monsieur le préfet,

Le Gouvernement de la République a décidé d'ouvrir les Fêtes du Centenaire de 1789 par une commémoration solennelle de la première séance des États généraux convoqués par la monarchie de l'ancien régime et qui, par la fermeté et la sagesse des élus de la nation, soutenus par l'opinion, devinrent l'Assemblée nationale constituante.

Cette commémoration sera célébrée à Versailles.

Le 5 mai, M. le Président de la République, entouré des représentants de la France et des grands corps de l'Etat, adressera la parole au pays pour exprimer en son nom les sentiments de reconnaissance que tous les Français, sans distinction d'opinion, éprouvent pour la grande génération dont les lumières, le dévouement au bien public, les efforts et l'énergie ont fondé la société moderne.

La date de 1789 rappelle, en effet, l'abolition du régime féodal privé, qui, avec ses abus, ses iniquités, ses misères, avait survécu au régime féodal politique ; la division des provinces en départements, l'organisation d'un nouveau système d'impôts assis sur l'égalité des personnes et tirés des sources diverses de la fortune privée ; les premières ébauches d'un système complet d'éducation nationale, depuis les plus humbles écoles jusqu'à l'Institut, qui résume et personifie toutes les sciences et tous les arts ; l'abolition sur le sol de toutes les anciennes inégalités et dans la famille de tous les privilèges fondés sur la priorité de la naissance ; la suppression des classes ; la division de la propriété ; l'affranchissement du travail relevé de ses longues humiliations et proclamé tout ensemble comme l'origine de toute richesse, de toute force pour l'Etat et de tout honneur pour le citoyen ; la proclamation de ces droits de l'homme et du citoyen, qui sont maintenant comme la charte de toute nation libre ; enfin, la Patrie française elle-même, surgissant des ruines de l'ancien régime et se reconnaissant elle-même dans ses fils aspirant à vivre dans la paix et dans la liberté, moins encore pour leur propre gloire que pour l'honneur et le bien de l'humanité.

De tels souvenirs sont la grandeur même de la France. A vrai dire, ils n'appartiennent à aucun parti et sont communs à tous les Français. Tous les régimes politiques, quels qu'ils fussent, tiendraient à honneur et à profit de les célébrer. C'est à la République, gouvernement nécessaire et définitif de la démocratie, fille des principes de 1789, que devait échoir cet honneur ; elle ne négligera rien pour donner aux diverses manifestations du sentiment national dans le cours de cette année tout l'éclat désirable.

En ce qui touche cette première date du 5 mai, le Gouvernement de la République attache le plus grand prix à ce que, dans toutes les communes de

France, ce grand jour soit marqué par des réunions, des réjouissances et des fêtes qui aient spécialement pour objet de ramener les esprits et les cœurs vers ces événements mémorables, d'où est sorti ce monde du travail, de l'effort et du mérite personnel qui jouit des bienfaits de la Révolution. Partout où bat un cœur français, il faut qu'il y ait un mouvement, un cri de reconnaissance, en communion avec les séances solennelles de Versailles, tenues à un siècle de distance et dans des conditions si différentes d'état politique et social, de liberté générale et de bien-être individuel.

Je vous prie, monsieur le préfet, de vous inspirer de ces considérations, soit dans les conversations que vous aurez avec MM. les maires des communes pendant la tournée de révision, soit dans les lettres et circulaires que vous voudrez bien leur adresser pour provoquer leur initiative et les inviter à réunir autour d'eux les conseils municipaux, leurs concitoyens dans une pensée commune de commémoration et de concorde ; je vous laisse le soin de rechercher et de décider, suivant les localités et les tempéraments divers des populations, les moyens les plus propres à exciter en elles les sentiments qu'il importe d'y tenir en éveil. Le 5 mai 1789 est plus qu'une fête nationale, comme celle que l'on célèbre tous les ans le 14 juillet. Sans doute, les manifestations extérieures se ressemblent beaucoup dans les deux cas, mais il y faudrait, cette fois, quelque chose de plus, et je ne saurais trop vous recommander d'étudier les manières dont on pourrait fixer les souvenirs de ce grand anniversaire dans la mémoire des générations nouvelles.

Vous voudrez bien me rendre compte des mesures que vous aurez cru devoir prendre et dont je vous laisse le libre choix.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

*Le ministre de l'intérieur,*  
CONSTANS.

Voici, d'autre part, le texte de la circulaire adressée par le ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques et consulaires de France, au sujet de la célébration de la fête du 5 mai :

Monsieur . . . ., le 5 mai prochain, M. le président de la République, entouré des grands corps de l'Etat, se rendra à Versailles pour célébrer l'anniversaire de la réunion des Etats généraux, qui sont devenus l'Assemblée constituante.

Sans rien oublier de l'admirable passé de la France, nous devons être particulièrement sensibles au souvenir d'un événement qui a ouvert avec éclat l'ère moderne. Le 5 mai 1789, nos pères se sont réunis pour proclamer la souveraineté du peuple et pour affirmer les principes qui ont rendu au pays le gouvernement de ses destinées.

Après un siècle d'efforts et de luttes, mêlé de gloires sans égales et aussi de douleurs, comme il arrive toujours dans les grandes révolutions du monde, mille siècles laborieux et fécond entre tous, nous pouvons mesurer le chemin parcouru et, au nom de la postérité que nous représentons déjà, reporter aux principes de 1789 le principal mérite des progrès accomplis par l'humanité au point de vue de sa liberté, de sa dignité et de son bien-être.

Il importe que, le 5 mai, les Français à l'étranger soient unis de cœur à leur premier magistrat. Je vous invite donc à les rassembler ce jour-là autour de vous, afin de ramener leur pensée vers la mère-patrie, aujourd'hui en pleine possession d'elle-même, sous l'égide de la République et de fêter en communauté de sentiments avec elle les mémorables souvenirs d'il y a cent ans.

Agréez, etc.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
SPULLER.

### La statistique de la France en 1789 et en 1889.

Le journal de la Société de statistique donne, dans son dernier numéro, une statistique comparative très éloquent, qui montre quel a été le développement économique, commercial, industriel et financier de notre pays dans ces



cent dernières années. Voici quelques chiffres parmi ceux qui présentent le plus d'intérêt ;

A tout seigneur tout honneur : commençons par le budget ; il a augmenté dans des proportions que quelques-uns peuvent trouver exagérées, mais qui n'en sont pas moins un indice certain de l'augmentation parallèle de la richesse publique. Les produits bruts en 1789 s'élevaient à 691 millions 363,000 francs ; d'après le budget de 1889, les recettes prévues sont de 3 milliards 11 millions 992,000 francs. Mais ce qui est plus intéressant, c'est de décomposer les éléments de ces budgets ; nous voyons alors que les contributions directes, qui étaient de 363 millions en 1789, et qui sont aujourd'hui de 444 millions, ont augmenté dans une proportion infiniment moins forte que les impôts indirects, qui rapportaient 240 millions en 1789, et qui produisent en 1889 1 milliard 843 millions. Cette augmentation énorme des impôts indirects est la différence caractéristique des deux budgets, avec l'extension considérable des monopoles ; il y a cent ans, nous ne trouvions guère, comme monopole de l'Etat, que les postes, qui rapportaient 17 millions ; au budget de 1889, les produits des monopoles montent à 584 millions.

Une constatation fort rassurante et tout à l'honneur de notre administration financière, c'est que les frais de perception, qui étaient de 113 millions pour un budget de 700 millions, ne s'élèvent qu'à 178 millions pour un budget de 3 milliards.

Et cependant, la France porte avec aisance ce fardeau énorme ; chez aucune nation, les rentrées de l'impôt ne s'effectuent plus facilement, et incontestablement le budget de l'époque était beaucoup plus lourd aux épaules des Français de 1789 que ne l'est aux nôtres le budget actuel.

C'est que les charges n'ont fait que suivre la progression de la richesse publique, qui a pris, dans cent années, un essor merveilleux. Voici encore quelques chiffres plus éloquentes que tous les développements :

Il y a un siècle, on évaluait les valeurs mobilières existant en France à une somme de 200 ou 300 millions. De nos jours, on calcule que ce total s'élève à 70 ou 80 milliards. Les dépôts dans les caisses d'épargne n'existaient pas en 1789 ; ils dépassent maintenant 2 milliards et demi. Les escomptes commerciaux, qui atteignent près de 9 milliards de francs, s'élevaient, il y a cent ans, à 503 millions de francs seulement. Le revenu foncier a passé de 1 milliard 400 millions en 1791 à 2 milliards 600 millions ; enfin, l'ensemble du revenu national était estimé, il y a cent ans, de 3 à 5 milliards ; aujourd'hui, il ne s'élève certainement pas à moins de 30 ou 35 milliards.

Une preuve palpable de cette prospérité, c'est l'accroissement considérable des échanges.

Le commerce général de la France, en 1789, était de 1 milliard 17 millions : 576 millions d'importations, 441 d'exportations.

En 1886, le commerce général de la France s'est élevé à 9 milliards 361 millions : 5 milliards 116 millions à l'importation et 4 milliards 245 millions à l'exportation. Il est à remarquer que, malgré tous les systèmes douaniers si divers qui ont été infligés à ce pays, depuis la prohibition presque absolue, en passant par le protectionnisme mitigé jusqu'au système libre-échangiste, pour en revenir au système bâtarde actuel, la proportion des importations et des exportations se retrouve, en somme, sensiblement semblable aujourd'hui à ce qu'elle était il y a cent années.

La valeur des terres a considérablement augmenté, elle aussi, depuis cent ans ; le prix moyen de l'hectare était de 500 francs ; après avoir passé par un maximum et dépassé 2,000 francs, la valeur moyenne reste encore aujourd'hui aux environs de 1,700 francs. Il y avait environ 4 millions d'hectares ensemencés en blé, qui rapportaient une quarantaine de millions d'hectolitres, soit 8,6 comme moyenne à l'hectare ; en 1886, 7 millions d'hectares ensemencés en blé ont donné une production totale de 107 millions, et une moyenne de 16 hectolitres 54.

Chose curieuse au premier abord : le prix du pain est à peu près le même, au

moins en apparence, aujourd'hui qu'il y a cent ans. En 1800, le prix du pain de quatre livres était de 0 fr. 90 : le prix actuel est de 0 fr. 85 ; à diverses reprises, en 1804, dans la période de 1832 à 1844, en 1863, le prix s'est abaissé à 0 fr. 65 et 0 fr. 60. En 1816, au contraire, il a dépassé 1 fr. ; en 1847, il a atteint 1 f. 25. Si l'on considère que la valeur vénale et proportionnelle de l'argent a considérablement baissé, et qu'un sou de 1789 en représente au moins trois d'aujourd'hui, on conclura que le prix du pain a, en fait, considérablement diminué ; de plus, depuis vingt-cinq ans, il ne subit plus ces brusques écarts qui étaient autrefois si préjudiciables aux classes ouvrières.

Les salaires de toute sorte, industriels et agricoles, ont toujours suivi une marche ascendante depuis cent ans. Les premiers ont augmenté de 150 0/0 ; pour les seconds, le salaire moyen d'un ouvrier agricole, qui était de 0 fr. 60, n'est pas moindre aujourd'hui de 2 fr. 50. Les petits employés ont vu également leur situation s'améliorer ; les traitements des hauts fonctionnaires, civils et ecclésiastiques, sont, au contraire, beaucoup moins élevés qu'autrefois ; on peut caractériser ces divers changements en disant que les petits salaires ou petits traitements ont augmenté, que les moyens sont restés stationnaires, et que les gros ont diminué.

Voici maintenant quelques prix payés, il y a cent ans, pour le transport des voyageurs et le prix des lettres :

Il fallait 13 jours pour aller en diligence de Paris à Marseille ; 8 jours, de Paris à Toulouse ; 6 jours, de Paris à Bordeaux ; 5 jours, de Paris à Lyon ; 4 jours et demi, de Paris à Strasbourg ; 2 jours, de Paris à Lille ; 1 jour, de Paris à Amiens ou à Reims.

Le prix des places pour le voyage simple était :

De Paris à Marseille . . . . .	457 livres 12 sols.
— à Toulouse . . . . .	435 — 4 —
— à Bordeaux . . . . .	424 — » —
— à Lyon . . . . .	88 — 16 —
— à Strasbourg . . . . .	98 — 12 —
— à Lille . . . . .	45 — 12 —
— à Reims . . . . .	30 — 8 —

En 1791, une lettre simple coûtait 25 centimes de Paris à Versailles, 65 centimes de Paris à Lyon, 75 centimes de Paris à Marseille.

Quant à la population de la France, en comparant les recensements de 1801 et de 1886, on voit qu'elle s'est élevée de 27 millions d'habitants à 38 millions, soit 40 0/0 d'augmentation. Paris, à la fin du siècle dernier, comptait 600,000 habitants ; en 1886, il en avait 2 millions 340,000. Toutes les villes ont vu leur population augmenter dans des proportions considérables :

Lyon avait 139,000 habitants, aujourd'hui il en compte 401,000 ; Marseille, de 76,000, a passé à 375,000 ; mais l'augmentation la plus considérable a été pour Saint-Etienne, qui a aujourd'hui 117,000 habitants et qui en comptait seulement 9,000 en 1789.

Il y a une autre population qui a augmenté en nombre parallèlement à la population générale : c'est celle des établissements d'instruction : en 1810, il y avait dans les collèges 22,000 élèves ; il y en a aujourd'hui 39,000 ; dans les lycées, la population scolaire s'est développée encore plus rapidement : elle a passé de 9,300 élèves en 1810 à 49,400 en 1881.

Enfin, pour d'autres petits détails qui ont aussi leur intérêt, il y a eu également un progrès que beaucoup seraient tentés de considérer comme un progrès à rebours : nos aïeux pouvaient monter en carrosse et se faire conduire, à l'heure ou à la course, pour le prix uniforme de 1 livre 10.

Pour une livre, on allait au théâtre il y a un siècle ; on sait qu'il en coûte aujourd'hui de 12 à 15 francs pour une place moyenne à l'Opéra. Les acteurs de l'époque savaient borner leurs vœux, et les directeurs les rendaient heureux avec quelques centaines de livres par an ; en 1889, cet oiseau rare qui s'appelle

un ténor reçoit parfois plus de 100.000 francs d'appointements annuels; quant aux appointements d'une chanteuse à la mode, ils défient toute statistique.

Ce qui ressort avec évidence de tous ces chiffres, c'est la constatation d'une amélioration générale dans le sort de tous, amélioration qui s'est produite surtout, comme c'était justice, au profit des classes ouvrière et bourgeoise, et qui en somme, malgré toutes les apparences, a créé une moindre inégalité sociale, en accroissant le bien-être et la richesse du plus grand nombre.

### L'émigration dans la République argentine.

Le ministre de l'intérieur a adressé aux préfets une circulaire pour les inviter à mettre en garde leurs administrés contre les sollicitations dont ils seraient l'objet de la part d'entrepreneurs d'émigration.

Voici ce document :

Paris. le 18 avril 1889.

Monsieur le préfet,

Grâce aux appels adressés aux émigrants français, par la voie de la presse, aux avances qui leur sont faites pour leur transport, à des offres d'emploi et à des promesses de salaires rémunérateurs, l'émigration pour la République Argentine a pris chez nous, dans ces derniers temps, une importance insolite. La Chambre des députés s'en est émue. L'autorité judiciaire et l'autorité administrative ont dû sévir contre les organisateurs de ce mouvement. L'entraînement provoqué par ces agents menaçant de se continuer en vertu de la force acquise et par l'effet de la propagande occulte, il est utile que vous interveniez à votre tour, avec le concours des administrations municipales et des agents dont elles disposent, pour mettre nos populations en garde contre les sollicitations dont elles sont l'objet.

Les organisateurs de l'émigration dans la République argentine se préoccupent de peupler de vastes territoires déserts, pour leur donner, par l'exploitation du sol, une plus-value. Leurs auxiliaires n'ont d'autre préoccupation que d'encaisser une prime sur les émigrants recrutés. L'expatriation de nos nationaux devient ainsi une affaire de spéculation.

C'est toujours une entreprise sérieuse que de quitter sa patrie pour aller s'établir dans un pays dont on ignore les lois, les mœurs, les coutumes, le langage, les conditions économiques, et où tout est nouveau, jusqu'à la manière de se nourrir et de se loger.

L'émigration prend les caractères d'une aventure pour les individus qui, comme la presque totalité des émigrants à destination de la République argentine, s'engagent sur la foi de promesses d'emploi qui n'obligent que la loyauté de ceux qui les font et ne peuvent être produites devant les tribunaux correctionnels ou civils. Même lorsqu'il y a lieu de faire fond sur la sincérité de ces promesses, il est aisé de comprendre qu'elles n'offrent qu'une garantie insuffisante, parce que, dans la République argentine comme dans les autres Etats, le travail subit la loi de l'offre et de la demande, et que si l'émigration amène une surabondance de travailleurs, l'excédent sera fatalement réduit au chômage, sans que le gouvernement local, malgré ses intentions bienveillantes, puisse remédier à cette situation.

Les recruteurs d'émigrants pour ce pays exagèrent d'ailleurs les avantages que les travailleurs peuvent y trouver. Le papier-monnaie en usage subit au change une dépréciation. Les salaires diffèrent et varient, comme dans les autres pays, suivant les circonstances et les milieux. Où le prix de la main-d'œuvre est plus élevé, la vie matérielle est plus chère. Si de grandes facilités sont offertes aux colons pour l'acquisition du sol, les conditions que les propriétaires terriens font à cette catégorie particulière de colons connus sous le nom de *métayers* sont, à certains égards, moins avantageuses que dans plusieurs de nos départements, puisque, pour prix de leurs travaux, ces derniers ne reçoivent que le tiers net du produit de la récolte. A travail égal, il ne paraît donc pas qu'il y ait intérêt, pour nos nationaux, sauf dans quelques cas parti-

culiers, à s'établir sur le territoire argentin. Les seuls qui puissent y trouver un avantage certain sont ceux qui ne trouvent pas à s'employer dans la métropole. Ceux-là mêmes se tromperaient s'ils s'imaginaient qu'il leur suffira de passer en Amérique pour échanger une position misérable contre une position aisée. Ce n'est qu'au prix de patients efforts, de privations et en s'imposant une sévère économie qu'ils pourront arriver à améliorer leur condition.

Les émigrants qui acceptent l'avance qu'on leur propose des frais de transport doivent se rendre compte qu'ils se lient envers l'Etat argentin, deviennent ses obligés en même temps que ses débiteurs, et aliènent d'avance leur liberté d'action. Ils se trouvent, dès leur arrivée, à la merci d'un créancier tout puissant, avec lequel il leur est impossible de débattre leurs intérêts. Quelques mauvaises récoltes suffiront pour les mettre hors d'état de se libérer aux échéances fixées et les maintenir dans cette sorte de servitude.

Il est utile d'appeler sur ces considérations l'attention des émigrants avant qu'ils se soient déterminés à s'expatrier. A cet effet, je vous prie de publier la présente circulaire dans le recueil des actes administratifs de votre préfecture, pour que les maires puissent leur en mettre la teneur sous les yeux lorsqu'ils viendront se pourvoir des titres et papiers administratifs dont ils ont besoin.

Vous voudrez bien, d'autre part, dans l'intérêt de la loi, inviter les commissaires de police, les commissaires spéciaux et tous officiers de police judiciaire sous vos ordres à dresser procès-verbal pour engagement illicite d'émigrants, en vertu de l'article premier de la loi du 18 juillet 1860 ou de l'article 4 du décret du 9 mars 1861, contre tout recruteur qui ne sera pas en mesure de produire, soit une autorisation en forme d'arrêté délivré par le département du commerce, soit la procuration notariée d'une agence autorisée par ledit département. Ces procès-verbaux devront être déferés aux parquets auxquels il appartiendra de saisir, suivant les cas, soit les tribunaux correctionnels, soit les tribunaux de police.

Recevez, Monsieur le préfet, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

*Le ministre de l'intérieur,*

CONSTANS.

## MADAGASCAR

Sur la demande de M. Le Myre de Vilers, ministre-résident de la République française, le premier ministre a publié une loi aux termes de laquelle tous les esclaves qui débarquent dans l'île sont affranchis de droit.

En voici le texte :

*Moi, Ranaval-Manjaka III, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, reine de Madagascar et protectrice des lois de mon royaume, etc.*

Voici ce que je vous dis, peuple : le 20 juin 1877, Ranaval-Manjaka II vous a dit : « Tous les Mozambiques qui sont venus dans mon royaume sont affranchis et deviennent mes sujets libres. »

Je ne change rien à cela et je lui donne même une plus grande portée. Ainsi, si des Mozambiques, venant d'au-delà de la mer, sont introduits à Madagascar sur n'importe quel point pour être esclaves, ils ne seront pas esclaves, mais sujets libres.

Dit : RANAVALO-MANJAKA,  
Reine de Madagascar et protectrice, etc.

Ecrit en mon palais de Masoandro, le 8 mars de l'an du Seigneur 1889.

Ce sont les véritables paroles de Ranaval-Mpanjaka, reine de Madagascar.

Dit : RAINILAIARIVONY.

Premier ministre et commandant en chef de Madagascar, etc.

Que Dieu bénisse la reine.



## GRANDE-BRETAGNE

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 1<sup>er</sup> avril*). — La Chambre des Communes reprend la discussion du projet gouvernemental tendant à augmenter les forces navales du Royaume-Uni.

Après des discours de lord Charles Beresford, ancien lord de l'Amirauté, et de M. Campbell-Bannerman, qui tous deux sont hostiles au projet du Gouvernement, M. Forwood, secrétaire de l'Amirauté, prend la défense du projet en question.

Dans son discours, il déclare que, lorsque le programme de l'Angleterre aura été exécuté, la marine anglaise comptera 77 cuirassés et 83 bâtiments protégés, tandis que la France n'aura que 48 cuirassés prêts ou en voie de construction et 14 bâtiments protégés; la Russie que 27 de la première catégorie et 13 de la seconde; l'Allemagne 40 cuirassés et 10 protégés; l'Italie 19 des premiers et 17 des seconds.

Après la clôture de la discussion générale, un amendement de M. Cremer, déclarant que l'augmentation de la flotte est inopportune en raison des relations pacifiques de l'Angleterre avec les autres puissances, est rejeté par 256 voix contre 85.

La demande du Gouvernement tendant à cette augmentation a été ensuite adoptée par 251 voix contre 75.

(*Séance du 11 avril*). — Le baron Henry de Worms demande la première lecture du bill ayant pour objet de mettre le Gouvernement à même d'appliquer la Convention abolissant les primes sur les sucres. Il défend la Convention contre les critiques dont elle a été l'objet. Il nie que l'abolition des primes doive amener une augmentation des prix; elle les fera baisser, au contraire, car elle ouvrira de nouvelles sources de production.

La colonie de Queensland, dans l'Australie, est, à elle seule, capable de produire plus de sucre que le continent tout entier. L'Angleterre n'a pas l'intention d'imposer un droit d'entrée comme représailles.

Le bill comprend quatre articles. Le premier est le plus important. Il autorise le Gouvernement à donner son effet à la décision de la majorité des puissances signataires de la Convention, par un ordre ministériel et à prohiber l'importation des sucres primés. Ceux-ci tombent dès lors sous l'application des lois de douane et sont considérés comme fausse monnaie.

Après les discours de quelques orateurs pour et contre le bill, celui-ci a été adopté en première lecture. La seconde lecture est fixée au 16 mai.

## MAROC

M. Patenôtre, Ministre de France, a été récemment présenter ses lettres de créance au Sultan. Voici le récit de sa réception, écrit par l'un des témoins, qui a paru dans le *Petit fanal oranais*.

Nous trouvâmes à Tanger les Membres de la mission. Ils étaient au nombre de neuf : MM. Patenôtre, Ministre de France; Boutiron, son premier Secrétaire; De la Forêt d'Yvonne, Attaché d'Ambassade; Collomb, Consul de Casablanca; Pyat, premier drogman; de Raymond Cahuzac, chef de bataillon; Lavis; le peintre Moreau et Julien Viaud, l'écrivain si connu sous le nom de Pierre Loti.

La mission étant au complet, on se mit en route pour Fez. Nous étions accompagnés par deux cents cavaliers marocains, qui nous faisaient escorte, en se livrant aux plus vertigineuses fantasias, jusqu'aux limites de leur territoire, où ils étaient remplacés par les cavaliers du territoire voisin.

L'étiquette veut que lorsqu'on se rend à titre d'ambassadeur, auprès du Sultan, on voyage à petites journées. Nous nous y sommes conformés et nous

avons mis onze jours pour un trajet que j'ai fait en cinq jours à mon retour.

Pour nous conformer aux usages du pays, nous nous sommes arrêtés, le onzième jour, à deux heures de marche de Fez, vers une heure de l'après-midi.

Le lendemain a eu lieu notre entrée officielle et solennelle.

Le Sultan Muley-Hassan, plein de bonnes dispositions à notre égard, avait voulu nous accueillir dignement.

Par son ordre, la population entière s'était portée aux abords de la voie que nous suivions ; les femmes elles-mêmes étaient groupées sur les mamelons voisins de l'entrée de Fez. Elles étaient au moins dix mille, enveloppées, des pieds à la tête, dans leur long voile blanc. Avec un peu d'imagination on aurait pu se croire au milieu d'une scène de la résurrection des morts. Les hommes, à pied ou montés, souvent par deux et par trois, sur des mulets, des chevaux, des ânes, des chameaux, se massaient derrière une haie de soldats qui occupait deux kilomètres de longueur.

Le matin du quatrième jour, tout le personnel de l'Ambassade s'était mis en grande tenue. Le Ministre avait endossé son plus bel habit chamarré, M. de Vialar son casque et sa cuirasse, et les autres à l'avenant.

Le Kalifat du Caïd vint chercher l'Ambassade et la conduisit jusqu'à la porte de la cour du Méchouar. Cette cour, d'une superficie de quatre ou cinq hectares, entourée de hautes murailles crénelées à la mode arabe, a la forme d'un rectangle. L'oued Fez la traverse obliquement.

Le jour de la réception officielle, les soldats que nous avons vus lors de notre entrée occupaient trois côtés ; sur le milieu du quatrième, ouvre une porte monumentale donnant accès à une voûte, qui aboutit à l'intérieur du palais.

L'Ambassade fut conduite à cent mètres de la porte, et là, nous mîmes pied à terre, personne ne paraissant à cheval devant le Sultan. Derrière nous, étaient groupés les hommes qui portaient les cadeaux, et les cavaliers des haras, qui tenaient en mains quatre magnifiques anglo-normands.

Après une ou deux minutes d'attente, la grande porte s'ouvre, le Sultan, vêtu de fines étoffes blanches, apparaît sur un magnifique syrien, entièrement blanc aussi, et couvert d'un riche harnachement de soie verte brodée d'or.

Muley-Hassan est un homme d'une cinquantaine d'années ; il a le port majestueux, la tête fine et intelligente, le regard est vague comme celui des Orientaux, mais bienveillant.

Autour de lui sont ses Ministres, le porte-parasol et sept ou huit Marocains qui agitent des foulards blancs, pour éloigner les mouches du visage du chef des croyants.

Au moment de l'apparition du Sultan, le Ministre de France se découvre, puis il remet son chapeau, et il donne lecture d'un discours en français, que M. Pyat, le premier drogman, traduit.

L'Empereur répond par quelques mots et remercie les Ambassadeurs de leur visite et de leurs cadeaux.

A l'entrée du Sultan, tous les Arabes s'étaient prosternés, et la musique, placée dans un coin du rectangle, avait entonné un air officiel.

Après sa réponse, il a été acclamé, et il s'est retiré en invitant ses visiteurs à lui rendre une visite particulière.

Le surlendemain eut lieu la réception particulière, dans une des cours intérieures.

Au moment de l'ouverture des portes, le Sultan était assis à l'orientale, sur un trône vert placé contre le mur. A côté de lui étaient ses Ministres, debout. Devant, une chaise destinée à notre Ministre, qui seul avait le droit de s'asseoir. M. Patenôtre, son premier secrétaire, le drogman, M. de Vialar et M. Colomb, ont été seuls admis.

On a longuement et sympathiquement conversé et les Ambassadeurs ont acquis la conviction que l'Empereur du Maroc était un homme supérieur, à l'esprit large et élevé.

Puis Muley-Hassan a offert différents cadeaux, entre autres deux magnifiques fusils de Sousse pour le capitaine de cuirassiers et pour le littérateur Loti, et deux sabres pour les mêmes.

Il a également chargé ces Messieurs de conduire à M. Tirman un cheval fort beau que plusieurs Oranais ont pu admirer dans les écuries du Château-Neuf, où il a passé la journée de samedi.

On s'est quitté après plusieurs heures d'entretien.

## PAYS-BAS et LUXEMBOURG

Le *Journal Officiel* de La Haye a publié, le 29 mars, l'arrêté suivant :

Le Conseil des Ministres, formé des chefs des départements ministériels,

Etant d'avis que Sa Majesté le Roi n'est pas en état de remplir les devoirs de la royauté ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 27 mars 1889 ;

Par application des articles 38 et 39 de la constitution, a décidé :

De convoquer les Etats-Généraux en séance plénière mardi 2 avril 1889, à deux heures de l'après-midi, avec invitation aux Membres des deux Chambres de se réunir à cette date dans l'enceinte de la seconde Chambre des Etats-Généraux.

Copie de cet arrêté sera envoyée aux deux Chambres des Etats-Généraux.

La Haye, 28 mars 1889.

Dans la séance plénière des deux Chambres des Etats-Généraux du 2 avril, le baron Mackay, Ministre de l'intérieur, a donné les explications suivantes :

Messieurs,

La Constitution impose aux chefs des départements ministériels l'obligation de rendre compte aux Etats-Généraux, dans une séance plénière, des circonstances douloureuses qui ont donné lieu à la présente réunion.

La longue maladie dont souffre Sa Majesté, notre vénéré Roi, a commencé par empêcher Sa Majesté de s'occuper régulièrement des affaires de l'Etat.

Déjà, dans la seconde moitié de l'année précédente, Sa Majesté s'est sentie à diverses reprises, mais pour peu de temps chaque fois, dans l'impossibilité de travailler à ses occupations ordinaires ; mais au mois de février de cette année, l'état de Sa Majesté s'est empiré au point qu'elle s'est vue forcée, depuis le 16 du même mois, de s'abstenir de tout travail, à l'exception du 9 mars, jour où elle a pu signer quelques arrêtés. L'espoir que nous avions conçu à cette occasion de voir survenir une tournure favorable dans l'état de Sa Majesté ne s'est pas réalisé ; au contraire, de fâcheux symptômes se sont manifestés depuis.

Le Conseil des Ministres s'est récemment adressé aux médecins du Roi et au savant docteur qui avait été appelé en consultation afin d'obtenir des renseignements supplémentaires.

Le Ministre donne lecture du rapport des médecins dont voici la conclusion :

Le mal chronique de Sa Majesté a produit de tels effets que le Roi n'est pas, en ce moment, en état de s'occuper des affaires du Gouvernement. L'expérience médicale et la science ne permettent certainement pas de s'attendre à un changement dans un avenir prochain. La question de savoir si l'état s'améliorera encore pour permettre à Sa Majesté de s'occuper du Gouvernement ne saurait être jugée avec pleine certitude.

Conformément à la décision de l'assemblée plénière des Etats-Généraux du 3 avril, le Conseil d'Etat a déclaré, à la date du 4 avril, accepter le pouvoir royal.

Il devait alors être procédé à l'établissement d'une Régence. Pendant qu'on

préparait les mesures nécessaires, le Roi se rétablissait. Les Chambres se sont réunies en séance plénière le 30 avril, et le Ministre de l'intérieur leur a fait la déclaration suivante :

Lorsque, à la date du 30 avril, nous avons décidé que le cas indiqué par l'article 38 de la Constitution était arrivé, nous ne prévoyions aucune amélioration de l'état du Roi.

Depuis lors une amélioration s'est produite.

Les médecins du Roi étaient cependant d'avis qu'une amélioration plus considérable devait se produire avant qu'il pût être permis à Sa Majesté de reprendre ses travaux, et le Conseil d'Etat a décidé de convoquer les Chambres pour lui soumettre des propositions relatives à la nomination d'une Régence.

Le Conseil des Ministres a, depuis, demandé aux médecins du Roi de nouveaux renseignements sur l'état de Sa Majesté en vue de savoir si Sa Majesté pouvait reprendre les fonctions de la royauté.

Les médecins ont alors déclaré que l'amélioration qu'ils avaient constatée depuis quelques jours avait fait de tels progrès qu'ils étaient d'avis que Sa Majesté était en état de reprendre ses travaux ordinaires.

Cette déclaration, qui jetait un rayon de soleil au milieu d'une longue série de jours sombres, a été communiquée au Conseil d'Etat, lequel a jugé qu'il fallait immédiatement saisir les Chambres d'une proposition déclarant que le cas prévu par l'article 38 de la Constitution n'existait plus.

De là, l'arrêté du 29 avril.

Autorisé à cet effet par le Conseil d'Etat, le Conseil des Ministres vient déclarer que le cas qui nécessitait une régence a cessé d'exister. Le Conseil des Ministres fait cette déclaration sous l'impression d'un profond sentiment de reconnaissance envers Dieu qui a rendu au Roi les forces qui lui permettent de reprendre ses fonctions. Toutes les classes de la société apprendront l'heureux événement avec la plus grande joie.

Le Ministre termine en déclarant qu'il a reçu le matin même, du château de Loo, le télégramme suivant : « Le rétablissement si particulièrement remarquable de Sa Majesté se confirme de plus en plus chaque jour.

« Signé : WINGHUYZEN. »

Le Président. — Je remercie le Ministre de l'importante et heureuse communication qu'il vient de nous faire relativement à l'état de Sa Majesté le Roi ; les Etats-Généraux ont entendu la communication du Ministère avec le plus grand intérêt.

La proposition tendant à déclarer « que le cas prévu par l'article 38 de la Constitution n'existe plus et qu'il n'y a plus lieu de procéder à la nomination d'une Régence » est envoyée aux sections.

Les Etats-Généraux réunis en séance plénière ont, le 2 mai, décidé à l'unanimité que le Roi reprendrait les rênes du Gouvernement.

Le Président proclame le résultat du vote et dit :

« Cet arrêt, que le peuple néerlandais accueillera avec la plus grande joie, sera promulgué de la façon ordonnée par la Constitution ».

Le Président termine en s'écriant : Vive le Roi ! Il répète ce cri deux fois ; l'assemblée, chaque fois, répète le cri après lui.

Il demande ensuite à l'assemblée l'autorisation de féliciter télégraphiquement Sa Majesté le Roi au nom de l'assemblée plénière à l'occasion de son rétablissement et de sa reprise des pouvoirs royaux (Bruyants applaudissements).

Le Roi des Pays-Bas étant grand-duc de Luxembourg, il y avait lieu, pour ce dernier pays, de se préoccuper de la situation créée par la maladie du Roi grand-duc.

Le Conseil d'Etat du grand-duché de Luxembourg, dans sa séance du



30 mars, se prononça pour l'entrée en fonctions du Régent désigné par les lois constitutionnelles, le duc Adolphe de Nassau.

Le Gouvernement a, en effet, estimé que rien, dans la Constitution de 1848 ni dans celle de 1868, n'abroge le pacte de famille de 1783.

Ce pacte de famille a été signé en juin 1783 entre tous les princes des maisons d'Orange et de Nassau. Le traité de Londres, du 11 mai 1867, reconnaît ce pacte dans son article 1<sup>er</sup> en déclarant que « les droits que possèdent les agnats de la maison de Nassau sur la succession, en vertu du pacte de famille de 1783, sont maintenus ».

En outre, le traité de Vienne du 9 juin 1815, en annexant le grand-duché de Luxembourg au Pays-Bas contre des territoires de la famille de Nassau, a laissé à Sa Majesté le Roi grand-duc la faculté de faire tel arrangement de famille, entre les princes ses fils, que bon lui semblerait et conforme aux intérêts de la monarchie.

Donc, aucun traité n'abroge le pacte de famille de 1783, qui sert même de base à la constitution de 1868, puisque l'article 3 déclare que : « La couronne du grand-duché est héréditaire dans la famille de Nassau, conformément au pacte du 30 juin 1783 ».

Dans la séance de la Chambre des députés du 8 avril, il a été donné lecture d'un message du duc de Nassau ainsi conçu :

Messieurs,

Les articles 6 et 7 de la Constitution du grand-duché et les articles 32 et 33 du pacte de famille de la maison de Nassau stipulent que, si le Roi grand-duc se trouve dans l'impossibilité de régner, il y a lieu à la Régence, laquelle est exercée par le plus proche agnat du souverain.

Depuis plus de six semaines, Sa Majesté est hors d'état de s'occuper de la question des affaires publiques.

Dans les Pays-Bas, sur l'initiative prise par le Gouvernement néerlandais, et l'avis conforme du Conseil d'Etat, la nécessité de l'institution d'une Régence vient d'être proclamée par le vote unanime des deux Chambres des Etats-Généraux réunis en Congrès.

Nous nous trouvons dans des circonstances bien pénibles et douloureuses ; mais de l'avis conforme du Gouvernement et du Conseil d'Etat du grand-duché, je ne crois pas pouvoir me dispenser de faire acte d'obéissance aux lois fondamentales du pays et de la maison de Nassau, et je demande à prêter, au sein de la Chambre, le serment prévu par l'article 8 de votre Constitution.

Après avoir examiné les pièces qui lui seront communiquées par le Gouvernement, la Chambre voudra donner à la présente les suites qu'il appartiendra.

ADOLPHE.

M. Eyschen, Président du Gouvernement, après cette lecture, a déclaré que la vie des peuples, comme celle de tout homme, est un tissu de douleurs et que l'intérêt public avait parfois de dures exigences.

Bien pénible, dit-il, a été l'accomplissement du devoir incombant en ce moment aux conseillers de la couronne ; mais nous n'aurions pas agi dans l'esprit qui a inspiré le long règne de notre cher et infortuné souverain, si nous avions oublié que, dans la vie publique, on ne doit considérer que l'intérêt général et la loi.

Après cette communication, la Chambre s'est réunie dans ses bureaux. A quatre heures, la séance a été reprise, et le Président a donné lecture de la résolution suivante :

La Chambre des députés,

Reconnaissant qu'il résulte des documents communiqués que le Roi est dans l'impossibilité de régner par suite de maladie ;

Que, conformément à la Constitution, il y a lieu à une Régence ;

Que, conformément au pacte de la famille de Nassau, la Régence est dévolue de plein droit au duc de Nassau ;

Recevra le serment à prêter par le Régent, en exécution de l'article 8 de la Constitution.

Personne n'ayant demandé la parole, la résolution a été adoptée à l'unanimité. Le Président a lu ensuite la déclaration suivante :

La Chambre, s'associant aux sentiments exprimés par le Gouvernement, regrette d'avoir été amenée, par une cruelle circonstance, à prendre la résolution qui vient d'être adoptée à l'égard du souverain dont le règne, qui a duré quarante ans, a procuré au pays des années de prospérité, de bonheur et de liberté.

Le 11 avril, la Chambre des députés a tenu une séance solennelle pour la prestation de serment du duc de Nassau.

Le Président a prononcé le discours suivant :

Monseigneur,

La Chambre des députés salue cordialement Votre Altesse comme Régent du Grand-Duché.

La cruelle maladie qui a atteint Sa Majesté le Roi grand-duc, notre bien-aimé souverain, a rendu nécessaire l'institution d'une Régence. Nous sommes heureux de voir qu'elle est exercée, d'après nos lois, par un prince uni par des liens étroits à la maison régnante, un prince dont l'expérience et les sentiments généreux constituent des garanties auxquelles le peuple luxembourgeois doit attacher le plus grand prix.

J'ai l'honneur de soumettre à Votre Altesse le serment prévu par la Constitution et pour la prestation duquel Votre Altesse s'est rendue dans le pays. Ce serment est ainsi conçu :

« Je jure fidélité au Roi grand-duc, je jure d'observer la Constitution et les lois du pays, ainsi Dieu me soit en aide ».

Le duc répéta la formule à haute voix. M. Servais ajouta :

« En acceptant votre serment, monseigneur, nous vous prions d'accueillir nos félicitations les plus sincères à l'occasion de votre avènement en qualité de régent.

« Nous sommes pleins de confiance dans votre dévouement aux intérêts du pays, et nous sommes certains que votre haute direction aura pour les affaires du pays les résultats les plus avantageux. »

Le duc Adolphe de Nassau répondit alors également en français :

« Je vous remercie, monsieur le président, des bonnes paroles que vous venez de me dire ; je vous remercie surtout de vous être rendu, il y a quelques jours, l'interprète des sentiments de fidélité et d'attachement du pays à S. M. le roi grand-duc et à la maison d'Orange-Nassau. Ces sentiments honorent nos populations autant que les souverains qui ont su les mériter.

« Ce n'est pas sans émotion que je prends aujourd'hui les rênes du gouvernement, des mains défaillantes de notre infortuné souverain, mon proche parent et mon ami d'enfance, qui, après avoir donné quarante années d'indépendance et de prospérité au grand-duché, est aujourd'hui la victime d'un destin impitoyable.

« J'accepte la lourde tâche de la régence que m'imposent votre Constitution ainsi que les lois de ma famille, avec l'espoir que le concours de tous ceux qui, jusqu'ici, ont si courageusement collaboré à la gestion de vos affaires publiques, me restera acquis.

« Avec vous, messieurs les députés et autres organes de la puissance publique, je servirai fidèlement et loyalement notre vénéré souverain. Je serai plein d'une respectueuse déférence envers la Constitution et les lois du pays, dont la sage pratique a si puissamment contribué à la prospérité générale.

« Dès aujourd'hui, je suis Luxembourgeois, comme vous, messieurs, Luxembourgeois de cœur et d'âme.

« Je ne demande qu'à travailler avec vous au développement moral et maté-

riel de notre patrie commune, au maintien de ses institutions et à la consolidation de son autonomie et de son indépendance !

« En agissant ainsi, je ne ferai d'ailleurs que mon devoir, et ce devoir, vous le savez par expérience, a toujours été le guide, la loi suprême de la maison de Nassau. Je me hâte d'ajouter que ce devoir concorde avec mes aspirations intimes. Et ces sentiments, je ne saurais mieux les rendre qu'en me servant de l'antique devise de la maison d'Orange-Nassau que Sa Majesté et moi nous avons adoptée, il y a plus de trente ans, pour l'ordre du Lion d'Or commun aux deux branches de notre maison, devise que tant de fois vous avez chaleureusement acclamée, et qui est en ce moment un éloge du passé et un engagement pour l'avenir ; cette devise est : *Je maintiendrai !* (Applaudissements répétés.)

Dans un banquet qui eut lieu le lendemain et qui réunit les députés et les hauts fonctionnaires, le duc de Nassau porta un toast au Roi :

« Au roi Guillaume, dit-il, au souverain que le ciel éprouve par une longue et pénible maladie.

« Le verre que nous allons vider ensemble est accompagné du vœu, de la prière, que la Providence lui donne la force de supporter avec résignation les cruelles souffrances qu'elle lui a infligées et qu'elle prolonge longtemps encore ses jours précieux. Vive le Roi ! »

Le toast a été accueilli par des bravos répétés.

Le duc reprit :

« Il y a vingt-trois ans que j'ai perdu ma patrie : aujourd'hui, j'en retrouve une nouvelle parmi vous. Je bois à son bonheur et à sa prospérité.

« Je prie Dieu qu'il me donne l'intelligence et la force de toujours trouver et de ne jamais quitter le chemin qui conduit au bien-être du pays. Je vide mon verre jusqu'à la dernière goutte et vous dirai quelques mots qui, j'espère, retentiront dans vos cœurs et dans celui de tous les Luxembourgeois : « *Mir welle bleiwen wât mir sin* ». (Nous voulons rester ce que nous sommes.) »

Ce toast a été couvert d'applaudissements frénétiques.

— Le gouvernement luxembourgeois ayant notifié aux puissances signataires du traité de Londres, de 1867, la prestation de serment, comme régent, du duc Adolphe de Nassau, a reçu, en réponse, des télégrammes de félicitations de tous les gouvernements. Le premier a été celui du gouvernement de la République française. Il est ainsi conçu :

« *M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à M. Eyschen, ministre d'Etat, à Luxembourg.*

« Le Gouvernement de la République prie Votre Excellence de faire agréer à Son Altesse les vœux pour sa personne et lui exprime l'espoir de perpétuer et resserrer encore les relations de bon voisinage et d'amitié entre la France et le grand-duché de Luxembourg. »

M. Eyschen a répondu par le télégramme suivant :

« Le duc est particulièrement touché de l'empressement mis par le gouvernement français à le féliciter. Son Altesse fera tous ses efforts pour conserver et resserrer encore les excellents rapports existant entre les deux pays et leurs populations. »

— L'empereur d'Autriche, dans un télégramme qu'il adresse au duc, félicite Son Altesse pour son avènement à la régence. L'Empereur fait des vœux pour que cette régence, confiée aux mains du duc, apporte le bonheur au pays.

L'empereur ajoute : « L'amitié sincère que Votre Altesse m'a toujours témoignée rencontrera toujours chez moi le même sentiment de réciprocité. »

L'empereur d'Allemagne a adressé un télégramme de félicitations au duc de Nassau dans lequel il déplore la maladie du Roi grand-duc, ensuite de laquelle le duc, comme le plus proche parent, est appelé à exercer le pouvoir au Grand-Duché.

L'Empereur exprime l'espoir que le Roi pourra bientôt reprendre le gouvernement et déclare sentir le besoin de cœur d'exprimer au duc les sentiments de bon voisinage et la conviction que les relations cordiales actuellement existantes entre son gouvernement et le gouvernement grand-ducal continueront durant la régence.

Le roi de Saxe a envoyé au duc le télégramme suivant :

« Aujourd'hui, où tu occupes réellement la place qui te revient, tu permettras à un fidèle ami les félicitations les plus cordiales pour le présent et l'avenir.  
Signé : ALBERT.

Le ministre d'Etat a communiqué, le 2 mai, à la Chambre, un message du duc de Nassau.

Dans ce message, le duc dit qu'il a adressé, le 27 avril, à la suite des déclarations des médecins annonçant le rétablissement du roi, une lettre au souverain, lui exprimant sa satisfaction pour ce rétablissement. Voici cette lettre :

« Sa Majesté sait, aujourd'hui, dit le duc, que sa grave maladie, pendant ces dernières semaines, a rendu nécessaire l'établissement de la régence, pour les Pays-Bas d'abord, et, plus tard, pour le grand-duché de Luxembourg.

« L'attachement du gouvernement et de la population à Sa Majesté est à toute épreuve.

« La constitution du grand-duché et le pacte de famille m'ont imposé le devoir de venir à Luxembourg ; et, après avoir prêté serment de fidélité au roi et à la Constitution, j'ai dû prendre la régence. Aujourd'hui, Sa Majesté ayant repris ses forces, je me suis empressé de lui demander si elle voulait reprendre elle-même les rênes du gouvernement, ou si elle désire que je conserve la régence, jusqu'à ce qu'il lui plaise d'en décider autrement. »

Le duc a reçu du roi de Hollande la réponse suivante :

« Cher oncle et cousin,

« J'ai reçu, avec une vive satisfaction, votre lettre du 27, m'informant que Votre Altesse a dû prendre la régence pendant ma grave maladie et qu'elle désire connaître aujourd'hui mes intentions.

« Que Votre Altesse accepte l'assurance de ma profonde gratitude pour les services qu'elle a rendus au pays.

« Dans les conditions actuelles, je suis décidé à reprendre moi-même les rênes du gouvernement du grand-duché, le même jour que dans le royaume des Pays-Bas.

« Je prie Votre Altesse d'agréer l'expression de mon attachement inaltérable et de mon parfait dévouement. »

Le ministre d'Etat, continuant sa communication à la Chambre, ajoute : « J'ai le devoir de vous réunir pour constater devant vous que le roi n'est plus dans l'impossibilité de régner et qu'il n'y a plus lieu, par conséquent, d'appliquer l'article 7 et les articles 32 et 33 du Pacte de famille. Je prie donc la Chambre, après examen des pièces, de prendre telle mesure qui conviendra. Rendons grâce à la Providence, qui a conservé le Roi à l'affection de ses fidèles sujets. »

Le Gouvernement dépose sur le bureau de la Chambre les pièces soumises aux Chambres néerlandaises.

Le président constate que la Chambre a reçu avec satisfaction la nouvelle du rétablissement du roi de Hollande.



## PERSE

Une convention consacrant l'entente entre la Perse et la Russie aurait été signée dans le courant d'avril.

La Russie reconnaît la liberté de la navigation pour toutes les puissances sur le fleuve Karoun, en échange des conditions suivantes, acceptées par le shah :

1° Le gouvernement persan soumettra au gouvernement russe tous les traités avec des étrangers pour la construction de chemins de fer en Perse, avant d'accorder définitivement les concessions sollicitées. Il donnera, en tout cas, pour les travaux de construction, la préférence aux entrepreneurs russes. Cette stipulation restera en vigueur pendant cinq ans ;

2° La Perse construira une route d'Asterabad à Ardebil ;

3° La Perse ouvrira le port de Marabad(?) à la navigation russe ;

4° La Perse achèvera la route de Khorassan à Askabad, qui traverse le pays, et continuera une route de Recht à Téhéran.

## ROUMANIE

Un ministère a été constitué sous la présidence de M. Lascar Catargi. Le portefeuille des affaires étrangères est attribué à M. Al. Lahovary.

Voici le texte de la déclaration que M. Lascar Catargi, président du Conseil, a lue, le 30 mars/11 avril, à la Chambre et au Sénat :

« Appelé, de votre sein, au gouvernement par la confiance de Sa Majesté le Roi, nous continuerons, au dehors, la sage politique qui nous a attiré la bienveillance des grandes puissances, l'amitié des Etats voisins, et qui a fait de la Roumanie un élément d'ordre et de paix dans l'Orient.

Au dedans, nous compléterons l'œuvre des réformes nécessaires que nous avons entreprise en commun.

Nous terminerons les travaux commencés pour la consolidation et le développement économique du pays.

Nous tâcherons de rétablir l'équilibre budgétaire, en faisant toutes les économies possibles, et, en respectant tous les droits, en défendant tous les intérêts légitimes, nous nous efforcerons de raffermir la foi du pays dans ses institutions, dans la légalité et dans la justice, afin de mériter ainsi la confiance du souverain et le concours éclairé des Représentants du pays (*applaudissements prolongés*).

Au moment même où les nouveaux ministres se présentaient devant les Chambres, le ministre des affaires étrangères envoyait à l'étranger une communication télégraphique ainsi conçue :

« La crise ministérielle qui vient de se dénouer en Roumanie a donné lieu, dans la presse étrangère, à des appréciations pour la plupart erronées.

« La formation du nouveau cabinet conservateur, sous la présidence de M. Lascar Catargi, est due uniquement aux exigences de la situation parlementaire et à des considérations de politique intérieure, qui ne sauraient avoir aucune influence sur les relations que le jeune royaume entretient avec les puissances étrangères. »

A la Chambre des députés, dans la séance du 30 mars/11 avril, M. Take Ionesco a développé une interpellation sur la politique étrangère du cabinet :

« Il dit que son interpellation a pour but de faire tomber les masques et d'exprimer la vérité à cet égard. Il s'agit de savoir si le président du conseil a un programme positif au sujet de cette politique, ou si le nouveau cabinet a l'intention de continuer la politique du dernier gouvernement. »

M. L. Catargi a répondu qu'il ne s'agit pas de masques à faire tomber.

« Je ne suis pas de ceux, dit-il, qui portent le masque. Je suis aujourd'hui ce que j'ai été hier et ce que je serai demain. Il est à désirer que des paroles comme celles de *à bas les masques!* ne résonnent plus dans cette enceinte. Je ne suivrai pas le préopinant sur le terrain où il a essayé de m'attirer. Je m'en tiendrai à la question en discussion. Or la déclaration qu'a faite le gouvernement au sujet de la politique étrangère est catégorique. La Roumanie ne doit provoquer aucune puissance, elle doit être reconnaissante envers toutes, car elle doit à la bienveillance et au concours de tous les Etats la situation qu'elle occupe aujourd'hui.

« M. Ionesco a rappelé une interpellation que M. Blaremborg a jadis adressée à M. J. Bratiano ; mais il n'a pas rappelé la réponse de ce dernier, qui a dit que sa politique était la neutralité. La neutralité est aussi la devise du gouvernement actuel, et elle est approuvée par le pays. Si M. Ionesco connaît des ministres qui s'en sont subrepticement départis, qu'il les dénonce, le pays les jugera. »

M. Lahovary a aussi répliqué :

« Il pense qu'il ne peut se trouver un gouvernement assez inepte pour suivre une politique contraire aux intérêts du pays. Quant à lui, il suivra la politique sage qui a assuré à la Roumanie la bienveillance de toutes les puissances et l'amitié des Etats voisins. C'est la politique indiquée par l'adresse de cette Chambre en réponse au discours du trône.

« Dans ses traits généraux, la politique suivie par M. J. Bratiano n'est pas condamnable ; mais il a dépassé la mesure dans bien des circonstances.

« Quant à la politique de M. Carp, il l'approuve, car il a gardé une stricte neutralité.

« La neutralité est la sûreté du pays et tout gouvernement vraiment national doit tout faire pour la défense de cette nationalité. Pas de complots ourdis contre la tranquillité et la mesure politique que doit garder le pays.

« En somme, dit l'orateur, qu'on s'occupe tant qu'on voudra des questions intérieures, mais qu'on n'agite pas les questions intérieures pour s'en faire une arme de parti, car c'est là une arme dangereuse ; une parole imprudente prononcée par un ministre peut compromettre non-seulement le Cabinet, mais le pays même. »

— Une convention a été conclue, avec la France, le 31 mars/12 avril, pour la protection des marques de fabrique ou de commerce. Elle a été approuvée par le Sénat roumain, dès le lendemain, 1-13 avril, à la presque unanimité, après les observations suivantes :

M. P. Gradishteano dit que cette loi ne présente aucune garantie pour le consommateur, attendu qu'il y a en France aussi des maisons qui produisent de la camelotte.

D'un autre côté, l'avantage de réciprocité que prévoit cette loi est illusoire.

Nous accordons à la France un grand avantage, mais nous n'en recevons aucun autre en échange. Nous n'avons pas de fabriques qui demanderont la protection de leurs marques en France. L'orateur demande qu'on ajourne le vote de cette loi. En politique, il faut faire abstraction du sentiment.

M. Al. Lahovary. — M. P. Gradishteano parle de sentiments lorsqu'il ne s'agit peut-être que des pastilles Géraudel. Il est souverainement injuste que le fruit du travail d'un inventeur français soit frustré sur notre territoire par une imitation.

Si une maison française vend par exemple un produit nuisible à la santé, le gouvernement roumain est en droit de l'interdire. Mais nous ne voulons pas qu'un pharmacien roumain puisse fournir à son client une drogue quelconque sous l'étiquette d'une maison française bien connue.

Cette loi n'a aucun rapport avec une convention commerciale que nous pourrions conclure éventuellement avec la France.

### La Succession au Trône.

Elle a donné lieu à divers actes officiels que nous reproduisons :

#### CAROL I

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Roi de Roumanie,

A tous, présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre président du conseil, n° 547 ;

Vu le journal de notre conseil des ministres, séance du 17/29 mars 1889, n° 1.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Son Altesse le Prince de Hohenzollern, héritier présomptif de la Couronne, portera le titre d'Altesse royale, prince de Roumanie.

Art. 2. — Le président de notre conseil des ministres est chargé de l'exécution du présent décret.

Rendu à Bucarest, le 18/30 mars 1889.

CAROL.

### Référé du président du conseil aux ministres

Messieurs les ministres,

Le Sénat, dans sa séance du 14/26 mars, a voté à l'unanimité une motion par laquelle il décide que l'héritier présomptif de la Couronne sera inscrit dans son appel nominal, Son Altesse faisant de droit partie du Sénat, conformément à l'art. 76 al. 4 de la Constitution.

Cette décision a été exécutée, ainsi qu'il résulte des adresses du Sénat à la Chambre et au soussigné.

La loi du 14/26 mars 1881 prévoit à l'article 2, que le titre de l'héritier du Trône sera celui de Prince royal; mais comme ce titre ne peut être attribué, d'après les principes monarchiques, qu'à l'héritier direct, et comme dans l'espèce il s'agit d'un héritier présomptif, il y a donc nécessité d'attribuer à Son Altesse le Prince Ferdinand de Hohenzollern un titre sous lequel Son Altesse soit désignée dans tous les actes relatifs à sa personne.

Considérant ce qui précède et pour nous mettre en absolue concordance avec le vote du Sénat, je vous prie, messieurs les ministres, de bien vouloir m'autoriser à soumettre à S. M. le Roi, pour le signer, le décret ci-joint, par lequel on dispose que Son Altesse le Prince Ferdinand de Hohenzollern, héritier présomptif de la Couronne, portera le titre d'Altesse royale Prince de Roumanie.

*Le président du conseil,*

TH. ROSETTI.

17/29 mars 1889.

### Journal du conseil des ministres

Le conseil des ministres, dans sa séance de ce jour, vendredi, 17/29 mars 1889.

Délibéré sur le référé de M. le président du conseil ;

Sur la base des motifs compris dans ce référé :

Autorise M. le président du conseil à soumettre à la signature royale le projet de décret par lequel on dispose que Son Altesse le Prince Ferdinand de Hohenzollern, héritier présomptif de la Couronne, portera le titre d'Altesse royale, Prince de Roumanie.

Th. Rosetti, G. Vernesco, G. Mano, P. P. Carp, Al. Lahovary, T. Maioresco, Al. B. Stirbey, M. Ghermani, Al. Marghiloman.

Le conseil des ministres, dans sa séance du 16 avril 1889, délibérant sur le référé de M. le président du conseil et ministre de l'intérieur (n° 693, de ce jour) dont la teneur suit :

« Par le message du Trône du 15 novembre 1880, on a soumis aux Corps législatifs la question, si importante pour l'avenir du pays, de la succession au Trône. Il été porté à la connaissance des Chambres que cette succession sera réglée conformément aux prescriptions constitutionnelles et que les actes y relatifs leur seront soumis.

« Conformément aux promesses contenues dans le Message, les actes suivants ont été communiqués aux commissions des deux Assemblées chargées de la réponse au discours du Trône :

« I. La lettre de S. A. R. le Prince de Roumanie adressée à S. A. R. le prince Charles-Antoine de Hohenzollern.

« II. La lettre de S. A. R. le prince Charles-Antoine de Hohenzollern à S. A. R. le prince Charles de Roumanie.

« III. L'acte de la famille princière de Hohenzollern.

« IV. La lettre de S. A. R. le prince Léopold de Hohenzollern à S. A. R. le prince de Roumanie.

« De ces actes il résulte qu'à défaut d'héritiers directs de S. M. le roi et par suite de la renonciation faite par S. A. R. le prince Léopold, les fils de S. A. R. le prince Léopold, l'auguste frère de Sa Majesté, sont, de par la Constitution, appelés à la succession au Trône.

« Le Sénat et la Chambre des députés, par les adresses votées dans les séances des 3 et 6 décembre 1880, prennent acte de ces importantes déclarations et constatent que la succession est réglée conformément à l'art. 83 de la constitution du pays. Guillaume, prince héréditaire de Hohenzollern, fils aîné de S. A. R. le prince Léopold, par sa lettre du 29 décembre 1886, déclara, à son tour, renoncer à ses droits éventuels de succession au Trône de Roumanie.

« Par son vote du 14 mars 1889, le Sénat a adopté, à l'unanimité, une motion portant l'inscription à l'appel nominal de la Chambre haute du prince Ferdinand, second fils de S. A. R. le prince Léopold avec le titre d'Altesse royale, prince de Roumanie héritier présomptif de la Couronne.

« Vu ce qui précède, le soussigné vous prie, Messieurs les ministres, de l'autoriser à publier dans le *Moniteur officiel* les 4 actes communiqués aux Chambres en 1880 ainsi que la lettre du 29 décembre 1886, par laquelle S. A. le prince Guillaume complète ces importantes déclarations.

« Ces actes, Messieurs les ministres, sont d'un intérêt capital pour l'avenir de la Roumanie qui se rattache aux glorieuses destinées de la famille régnante, pour la stabilité de nos institutions et pour la transmission régulière du pouvoir souverain. Ces actes établissent l'ordre de succession au Trône du pays, conformément à l'esprit et au texte de notre pacte fondamental, ce lien indissoluble entre le pays et sa dynastie. »

Approuvant les motifs de ce référé,

Décide :

Le président du conseil et ministre de l'intérieur est autorisé à publier au *Moniteur officiel* les 4 actes mentionnés dans ce référé et qui ont été communiqués aux Corps législatifs dans la session ordinaire du 15 novembre 1880, ainsi que la lettre du 29 décembre 1886 que S. A. le prince Guillaume prince héréditaire de Hohenzollern a adressée à S. M. le roi de Roumanie.

L. CATARGI, G. VERNESCO, Général  
G. MANO, AL. LAHOVARY, N. L.  
GHERASSI, C. BOBRESKO.

Le discours du Trône du 15 novembre 1880 faisait prévoir en ces termes la façon dont a été tranchée la question de la succession au Trône :

« Il y a une question, Messieurs les sénateurs et Messieurs les députés, qui a préoccupé tout le pays pendant ces dernières années; c'est celle de la succession au Trône. Je puis vous assurer qu'elle sera réglée conformément aux pres-



criptions de notre Constitution. Mon gouvernement vous fera connaître comment elle a été réglée. »

Quelque temps après on a communiqué aux Chambres les documents suivants :

## I

*Lettre de S. A. R. le prince de Roumanie adressée à S. A. R. le prince Charles-Antoine de Hohenzollern.*

Altesse Royale et très cher père,

Après mon retour en Roumanie, mon conseil des ministres m'a de nouveau exposé la nécessité de régler par un acte formel la question de la succession au trône. Cette question a été vivement agitée dans ces derniers temps dans le pays et V. A. R. connaît l'importance que les hommes d'Etat roumains attachent à sa solution, qu'ils considèrent comme une garantie puissante de stabilité pour l'avenir.

Connaissant les bonnes dispositions de V. A. R. ainsi que le vif et sincère intérêt que vous portez au pays qui m'a confié ses destinées, je n'hésite pas à faire appel en mon nom, et au nom du gouvernement, à ces sentiments, priant V. A. R. de donner son plein consentement aux prescriptions constitutionnelles qui règlent l'ordre de succession au trône de Roumanie dans la maison de Hohenzollern.

Quoique les articles de notre loi fondamentale soient d'une grande précision à ce sujet, V. A. R. reconnaîtra la nécessité de faire avant tout et pour éviter toute ambiguïté, une déclaration formelle, signée de tous les membres de notre famille princière, qui constate leur acceptation éventuelle de la succession au trône de Roumanie, avec toutes les prérogatives et restrictions qui y sont attachées. Les Chambres roumaines seront appelées à prendre acte de cette importante décision. Je suis persuadé qu'elles l'accueilleront avec une vive satisfaction et qu'elles la considéreront comme un accomplissement des desirs tant de fois exprimés par différentes assemblées du pays. Dans l'espoir que V. A. R. partage notre manière de voir et attendant une réponse favorable, je profite avec joie de cette occasion pour vous renouveler, A. R. et très cher père, l'expression du respect filial et de l'affection avec lesquels je ne cesserai d'être,

De V. A. R. le fils dévoué.

(Signé) : CHARLES.

Bucarest, le 11/23 octobre 1880.

## II

*Lettre de S. A. R. le Prince Charles Antoine de Hohenzollern à S. A. R. le prince de Roumanie.*

A. R. et très cher fils,

J'ai reçu la lettre par laquelle V. A. R. a bien voulu m'exprimer son désir et celui du conseil des ministres relativement à la nécessité de régler par un acte formel la question de la succession au trône de Roumanie. Quoique je n'aie pas perdu un seul instant le doux espoir de voir l'union de V. A. R. bénie par la naissance d'un héritier direct, je ne puis cependant oublier le devoir de contribuer à la stabilité de l'avenir d'un pays dont les intérêts touchent de si près notre cœur, et de nous conformer ainsi au désir si légitime de V. A. R. et de son peuple. Inspirés de ces sentiments, nous donnons notre plein consentement aux prescriptions constitutionnelles qui règlent l'ordre de succession au trône de Roumanie dans la maison princière de Hohenzollern. A cet effet nous avons formé l'acte ci-joint que nous remettons entre les mains de V. A. R. Nous sommes heureux de pouvoir prouver par ce consentement toute l'affection que nous portons au souverain bien-aimé de ce pays, pour le bonheur et la prospérité duquel nous faisons les souhaits les plus ardents. A l'expression de ces

souhaits j'ajoute aussi celle des sentiments paternels d'amour et d'affection avec lesquels je ne cesserai d'être, A. R. et très cher fils,

De V. A. R. le très affectionné père,  
(Signé) : CHARLES ANTOINE.

Sigmaringen, le 21 novembre 1880.

### III

#### *Acte de la famille princière de Hohenzollern.*

Nous Charles Antoine, par la grâce de Dieu prince de Hohenzollern, Burgrave de Nuremberg, comte de Sigmaringen, Veringen et Burgh, etc.

En notre propre nom et en notre qualité de chef de la famille princière de Hohenzollern, au nom de tous les membres de cette famille,

Voulant faciliter la réalisation des désirs exprimés par différentes assemblées légales de la nation roumaine et éviter toute ambiguïté, en donnant formellement notre consentement aux prescriptions constitutionnelles qui règlent l'ordre de succession au trône de Roumanie; formant malgré cela des vœux pour que la Providence divine daigne accorder au Prince et à la Princesse de Roumanie, nos chers enfants, un héritier direct qui est si vivement désiré par la nation dont ils ont gagné l'affection et la confiance;

Prenant d'un autre côté en considération la lettre que S. A. R. le prince de Roumanie nous a adressée à la date du 11/23 octobre passé, par laquelle il nous communique l'avis de son conseil des ministres sur la nécessité de régler par un acte formel la question de la succession au trône;

Voulant donner suite au désir exprimé par le souverain de la Roumanie et contribuer ainsi à assurer une garantie de stabilité pour l'avenir;

Répondant en même temps à notre désir le plus cher de voir poursuivre par un membre de notre famille la grande et glorieuse mission commencée par notre cher fils Charles de Hohenzollern et conduite avec tant de succès, grâce à l'appui patriotique et dévoué du brave peuple qui l'a élu son Souverain;

Nous déclarons et faisons connaître, tant en notre nom qu'en celui des membres de notre famille princière, que nous consentons et souscrivons entièrement et formellement à l'article de la constitution roumaine qui règle l'ordre de succession au trône, à défaut d'héritier direct, avec tous les droits, devoirs, prérogatives et restrictions contenus dans cet article dont la teneur nous a été communiquée officiellement comme il suit :

« Art. 83. — A défaut de descendance masculine en ligne directe de S. A. R. Charles I<sup>er</sup> de Hohenzollern Sigmaringen, la succession au trône reviendra au plus âgé de ses frères ou leurs descendants, selon les règles établies dans l'article précédent.

« S'il n'existait plus aucun de ces frères ou de leurs descendants, ou s'ils déclaraient d'avance qu'ils n'acceptent pas le trône, le Prince pourra alors choisir son successeur dans une des dynasties souveraines de l'Europe, avec l'assentiment de la représentation nationale, donné en la forme prescrite par l'article 84.

« Si ni l'un ni l'autre de ces deux cas n'a lieu, le trône sera déclaré vacant. »

En foi de quoi, nous et les membres de notre famille avons dressé et signé la déclaration présente, et l'avons investie de nos cachets princiers en regard des signatures.

Fait à Sigmaringen, le 2 novembre 1880.

(Signé) : CHARLES ANTOINE, Prince de Hohenzollern;  
LÉOPOLD, Prince de Hohenzollern;  
FRÉDÉRIC, Prince de Hohenzollern.

## IV

*Lettre de S. A. R. le Prince Léopold de Hohenzollern à S. A. R. le prince de Roumanie.*

A. R. et très cher frère,

« J'ai pris connaissance de la lettre que votre A. R. a adressée à S. A. R. notre très cher père relative au désir exprimé par différentes assemblées légales du pays ainsi que par V. A. R. elle-même, de voir réglées et confirmées les dispositions constitutionnelles relatives à la succession au trône de Roumanie par une déclaration formelle de tous les princes majeurs de notre maison. Comme le plus âgé des frères de V. A. R. il m'incombe donc de me prononcer sur les droits éventuels de succession.

Quoique nous ne puissions pas encore abandonner le doux espoir qui remplit nos cœurs et se réunit aux désirs de toute la nation roumaine de voir naître l'héritier direct si vivement désiré, nous acquiesçons au désir de V. A. R. pour contribuer ainsi à éviter toute incertitude dans cette question si importante pour la stabilité et la sécurité du pays dans l'avenir.

Etant le frère aîné de V. A. R. je ne serai pas dans le cas, selon les prévisions humaines, de poursuivre la mission pleine de responsabilité que V. A. R. a remplie avec un si brillant succès. Il n'y a donc pas besoin d'invoquer d'autres motifs pour expliquer ma renonciation personnelle. Malgré cela, pour le cas où notre espoir commun ne se réaliserait pas, et s'il plaît à la Providence divine qu'un de mes fils soit appelé à cette haute mission, je ne manquerai pas de l'y préparer dès à présent, en développant dans son cœur l'affection envers cette noble et brave nation, qui, après tant de siècles de luttes et de souffrances, a su reconquérir par ses propres forces une place honorable dans la grande famille des Etats européens.

Si c'est la volonté de Dieu, qu'un de mes fils soit appelé à monter sur le trône de Roumanie et à devenir un digne successeur de V. A. R., mon plus cher désir et celui qui comprend tous les autres sera que ce fils arrive à gagner dans le cœur des Roumains une aussi grande place que celle que je lui garde dans mon cœur de père.

Je suis heureux de pouvoir renouveler à V. A. R. à cette occasion l'expression de l'affection avec laquelle je suis, A. R. et très cher frère,

De Votre A. R. le frère dévoué,

(Signé) : LÉOPOLD.

Sigmaringen, le 22 novembre 1880.

*Lettre de S. A. le Prince Guillaume, Prince héréditaire de Hohenzollern, adressée à S. M. le Roi de Roumanie.*

Sire et très cher Oncle,

Votre Majesté connaît le vif intérêt que chacun des membres de notre famille a pour la consolidation du royaume de Roumanie, dont vous conduisez les destinées avec gloire et succès. Votre Majesté sait encore combien mon cœur bat pour la stabilité et la sécurité de ce noble pays.

Appelé cependant, comme prince héréditaire de Hohenzollern, à remplir vis-à-vis de Notre Maison de grands devoirs, ma conscience m'impose l'obligation de ne laisser planer aucun doute sur ma position en face des dispositions constitutionnelles relatives à la succession du Trône roumain, auxquelles notre famille a adhéré d'une façon solennelle et entière par l'acte du 12 novembre 1880.

Je me guide donc d'après ces sentiments en portant à la connaissance de Votre Majesté ma renonciation aux droits éventuels que j'ai à la Couronne de Roumanie, droits qui me seraient revenus à défaut d'un héritier direct de Votre Majesté.

En faisant cette déclaration, j'exprime le vœu que le Tout-Puissant donne à Votre Majesté et au Royaume l'héritier tant désiré.

J'ai cependant la croyance entière que si le prince Ferdinand, mon frère, était appelé à poursuivre la grande œuvre commencée par Votre Majesté, il mettra dans l'accomplissement de cette mission une volonté arrêtée, un travail consciencieux et infatigable, et son honneur, notre nom étant désormais lié au sort de cette vaillante nation qui a placé sa confiance dans Votre Majesté et dans notre famille, qui a donné des preuves éclatantes d'amour et de dévouement pour le Roi.

Je suis heureux de pouvoir, à cette occasion, renouveler à Votre Majesté l'assurance des sentiments d'amour avec lesquels je reste,

Sire et très cher Oncle, de Votre Majesté le neveu dévoué,

GUILLAUME.

Prince héréditaire de Hohenzollern.

Baden-Baden, le 12 décembre 1886.

### Des fortifications en Roumanie.

— La question des fortifications a été l'occasion d'une vive discussion dans la séance de la Chambre des représentants du 4/16 avril. Nous reproduisons, d'après l'*Indépendance roumaine*, la plus grande partie du discours prononcé à cette occasion par le prince Nicolas Bibesco :

Messieurs,

La Chambre m'avait fait l'honneur de m'élire dans la Commission chargée de recevoir les confidences de M. le Ministre de la guerre, touchant les travaux de défense du pays. Cette Commission n'a tenu qu'une séance, j'étais présent. Après que le Ministre nous eut lu un rapport et montré, puis expliqué des plans, M. Lascar Catargi, alors simple député, aujourd'hui chef du Cabinet, a eu la bonté de me croire compétent en la matière, et m'a invité à donner aussi mon opinion. J'ai refusé, Messieurs, persuadé qu'au point de vue de la discrétion, je n'étais pas plus digne que les autres mandataires du pays d'écouter les confidences ministérielles et qu'une question aussi grave que celle des fortifications, méritait d'être discutée au sein même du Parlement. M. le Ministre de la guerre a adhéré de la meilleure grâce à ma proposition; il nous a tous réunis en séance secrète, nous a donné les éclaircissements qu'il a cru devoir nous donner, — et le projet de loi, passant par les sections et par la filière habituelle, vient aujourd'hui en séance publique, où je vais avoir l'occasion et l'honneur de parler devant l'Assemblée tout entière.

L'utilité du crédit qu'on nous demande dépend naturellement de l'utilité du but pour lequel on le demande. Les fortifications, destinées à former autour de Bucarest un camp retranché, sont-elles donc utiles ou non? Si elles ne sont pas utiles, ne sont-elles pas dangereuses? Et, s'il s'agit de la défense du pays, n'y a-t-il point d'autres moyens de le défendre que de fortifier la capitale et la ligne du Sireth entre Focshani et Galatz? Là réside toute la question, que je vous prie de bien vouloir me laisser développer.

Les camps retranchés, Messieurs, ne sont pas une invention nouvelle. Souvent les Romains s'entouraient de retranchements pour abriter leurs camps, et toujours les armées ont mis à profit les ressources de la fortification de campagne ou de la fortification passagère pour résister provisoirement à l'attaque de forces supérieures. Mais, depuis quelque temps, le rôle des camps retranchés a complètement changé; ils se sont organisés d'une façon permanente, constituant des positions de premier ordre qu'il faut considérer comme les principaux éléments de la défense d'un pays.

L'initiateur le plus célèbre de ce système est le général belge Brialmont qui voit dans les camps retranchés l'unique salut des armées incapables de lutter en rase campagne. Pour le général Brialmont, le camp retranché et l'armée ont un besoin réciproque et égal l'un de l'autre; sans le camp, l'armée serait perdue, sans l'armée, le camp ne pourrait résister d'une façon sérieuse et prolon-



gée. C'est tout à fait, Messieurs, comme le soldat et son fusil : sans le soldat, le fusil ne serait qu'une machine inerte ; sans le fusil, le soldat ne serait qu'un être impropre à la lutte. Comment maintenant le général Brialmont comprend-il l'action combinée du camp retranché et de l'armée qui le défend ? Voici comment. Une armée, supposée inférieure en nombre, par rapport à l'adversaire, se retire dans un camp retranché qui se compose, en principe, d'une enceinte entourée de plusieurs forts, à une distance d'environ quatre kilomètres de l'enceinte. L'armée s'établit entre l'enceinte et les forts, attendant là les attaques de l'ennemi qu'elle n'a pas osé affronter en rase campagne.

Dans ces conditions, le général Brialmont admet :

1<sup>o</sup> Que l'armée retranchée pourra résister à toutes les attaques de l'ennemi ; 2<sup>o</sup> qu'établie sur la base d'opérations de l'adversaire, elle l'empêchera de poursuivre sa route, en menaçant ses communications ; 3<sup>o</sup> qu'elle pourra se reposer, se refaire, recevoir des renforts, se mettre enfin en état de reprendre l'offensive. Tout cela serait parfait, Messieurs, si ce n'était en contradiction avec l'expérience des guerres récentes.

Le général Brialmont est un très grand théoricien ; c'est aussi un grand ingénieur pratique ; il a construit des forteresses, mais il n'a pas eu, dans sa vie, l'occasion de les défendre, en temps de guerre, contre l'ennemi. Il n'a pas vu de ses yeux qu'aujourd'hui l'investissement de toute position fortifiée est possible, et que, plus que jamais, demeure incontestable le principe stratégique suivant : toute armée, grande ou petite, qui se retire dans un camp retranché, sera bloquée en peu de temps, et ne pourra être délivrée que par une armée de secours.

A la guerre, Messieurs, comme dans la vie, l'audacieux est celui qui prend l'offensive ; il a pour lui l'ascendant moral ; le prudent ou le faible se tient, bon gré mal gré, sur la défensive, et une armée qui se retire dans un camp retranché montre dès le début sa faiblesse.

En face du camp retranché, l'attaquant hardi fait aussi ses retranchements ; et il les fait facilement, il les fait vite, car il est libre ; et il les arme, s'il veut, de pièces de gros calibre, et il étend ses bras de droite et de gauche jusqu'à complet investissement de la position. Cependant l'assiégé, enfermé dans le camp retranché, essaie de faire des sorties ; mais s'éloignant de ses propres retranchements, il se voit arrêté par les retranchements de l'ennemi qui, pour défendre le point attaqué, a la facilité de recourir à ses groupes de combattants de droite et de gauche, et de les appeler à son secours.

L'assiégé, lui, comment et d'où recevra-t-il des secours ? Nous admettons qu'au début il réussisse à maintenir devant le camp toute l'armée ennemie pour laisser aux forces nationales le temps de s'organiser, d'accourir et de faire lever le blocus. L'ennemi, cependant, ne demeure pas les bras croisés ; dès que ses retranchements sont assez avancés pour que la position soit investie, il ne laisse plus qu'une partie de son armée autour du camp ; avec le reste de ses troupes, il parcourt le pays envahi, il coupe les communications, il détruit les bataillons de secours en formation, il répand partout l'effroi dans la population qui n'osera même plus se lever, — et enfin sonnera l'heure fatale où l'assiégé n'aura plus de quoi manger, et à cette heure-là tout sera perdu, — tout, le camp, l'armée et l'espoir dans l'avenir.

Si j'ai insisté sur ce point, Messieurs, c'est que le général Brialmont semble nier la possibilité du blocus complet d'une armée dans un camp retranché, et rêver que cette armée demeure constamment maîtresse de ses mouvements. Grande erreur, que je prouverai par des faits ; — mais d'abord veuillez me pardonner, Messieurs ; on a beaucoup parlé de modestie dans cette Chambre, et moi, au lieu d'avoir à me vanter de la mienne, je dois, en toute franchise, me déclarer moins modeste que M. le Ministre de la guerre, qui nous a dit ne point oser combattre un général aussi illustre que le général Brialmont. Moi je l'ose, Messieurs ; on peut vraiment être en état de critiquer, sans être en état d'inventer, — et critiquer un homme supérieur, ce n'est point se prétendre

supérieur à lui. J'oserais donc combattre le général Brialmont, et cela pour deux raisons :

1° Si l'on a beaucoup dit et beaucoup écrit que, tous les Etats se fortifiant, il faut nous fortifier aussi à leur instar, je sais qu'en France, où l'on s'est fortifié sur un grand pied et en hâte, à la suite des malheurs de 1870, bien des personnes instruites et compétentes se repentent aujourd'hui ; bien des officiers distingués, et faisant autorité, qui ont eux-mêmes appliqué les théories du général Brialmont relatives aux pivots stratégiques et aux régions fortifiées, avouent aujourd'hui avoir eu tort.

2° Je combats le général Brialmont comme je combattrai tout officier étranger qui viendra dans notre pays nous donner des conseils militaires, nous offrir des plans stratégiques, sans s'être préoccupé, sans avoir pu se préoccuper non-seulement de notre situation géographique, mais aussi de notre situation politique, économique, sociale, — questions élevées et délicates pour un petit pays comme le nôtre, et qui devraient être étudiées à fond et parallèlement à la question militaire.

En dehors de cela, moi je ne blâme aucunement le général Brialmont comme responsable ; il n'est pas venu ici spontanément ; on l'a appelé. Et, quand il est arrivé, lui aura-t-on dit : « Général, voici notre situation vraie ; donnez-nous « un bon conseil : en conscience, faut-il nous fortifier ou non ? » Ne lui aura-t-on pas dit plutôt : « Général, nous sommes décidés à nous fortifier, faites vos « plans ». Et il les a faits comme un ingénieur, comme un artiste, heureux d'appliquer, sur un large théâtre, les théories qu'il regardait comme l'honneur et la gloire de sa vie.

Mais nous, quelle époque avons-nous donc choisie pour prendre une pareille résolution ? Nous avons choisi l'époque d'aujourd'hui où les progrès de l'artillerie sont tellement formidables en comparaison des progrès beaucoup plus lents de la fortification que je ne sais si nos dépenses et nos travaux actuels, demain ou après-demain, ne seront pas rendus inutiles.

Savez-vous, Messieurs, ce qui est arrivé aux fortifications de Paris, élevées de 1840 à 1855 ? Alors, les canons tiraient à 1,200 mètres, et tous les forts environnant l'enceinte de Paris ont été calculés sur cette base. Vingt-cinq ans après, quand Paris fut assiégé, les canons, au lieu de tirer à 1,200 mètres, tiraient à 7,000 et 8,000 mètres ; c'étaient les balles de fusil qui portaient, en 1870, à la distance où portaient les boulets de canon en 1845. Les forts de Paris n'ont donc pas pu rendre à la Place les services qu'on attendait d'eux, et l'on a vu pleuvoir les obus ennemis jusqu'au milieu de la capitale. Que dire encore de la Place d'Anvers, cet enfant gâté du général Brialmont ? Le général n'a-t-il pas été forcé de la refaire et d'en changer l'armement à cause des progrès de l'artillerie ? Mais quelle preuve meilleure de ce que j'avance que ce qui s'est passé avec les plans mêmes de nos fortifications ? Le général n'a-t-il pas dû, par deux fois, les modifier, pour la seule raison de l'invention de la mélinite ? Peut-être la mélinite est-elle déjà dépassée ; si elle ne l'est aujourd'hui, elle le sera demain ; — et nous prétendons que nos travaux et nos dépenses seront une décharge pour les générations à venir ! Non, tant qu'une vraie compensation ne se sera pas établie entre les progrès de l'artillerie et ceux de la fortification, nos travaux si coûteux, les générations futures auront à les recommencer, à les refaire et à les modifier de nouveau.

J'aurais désiré, Messieurs, consulter le mémoire du général Brialmont dans son ensemble ; on nous en avait lu deux ou trois extraits en séance secrète, — et nous savons ce que signifient deux ou trois extraits. J'ai demandé hier ce mémoire ; on m'a répondu qu'il était par trop confidentiel ; — je ne l'ai pas vu.

J'aurais désiré lire au moins le rapport du major Schuman relatif aux retranchements entrepris entre Galatz et Focshani ; je l'ai demandé hier ; on m'a répondu qu'il n'avait guère d'importance ; — je ne l'ai pas vu. Il me semble cependant que la question des fortifications commencées sur la ligne du Sireth, — et commencées sans l'autorisation d'aucune loi — ont une grande impor-

tance, et vous me permettrez, Messieurs, de vous communiquer ce que j'ai pu apprendre par hasard ou deviner sur cette affaire.

Les retranchements entre Galatz et Focshani ont une longueur d'environ 80 kilomètres et se composent de trois groupes : l'un à Galatz, le second à Namoloasa, le troisième à Focshani. Chacun de ces groupes a une étendue de 10 à 12 kilomètres, en tout 36 kilomètres. Si nous déduisons 36 de 80, restent 44 ou 40 kilomètres non fortifiés, 20 entre Focshani et Namoloasa, 20 entre Namoloasa et Galatz.

L'armement de ces groupes se compose, à ce que je crois, de plusieurs grandes pièces tirant à 5 kilomètres et établies aux sommets des redans. Le reste de l'armement consiste en petits canons ou mitrailleuses, placés dans de petites coupoles qu'on peut voir aujourd'hui à une station voisine de Focshani, rangées à terre et à ciel ouvert ; ces petits canons ou mitrailleuses tirent à 4,500 mètres. A chaque coin, par exemple au coin de droite de Focshani vers Namoloasa, et au coin de gauche de Namoloasa vers Focshani, se trouve une grande pièce tirant à 5 kilomètres ; elles battent donc 10 kilomètres à elles deux ; il n'en reste pas moins une trouée de 10 kilomètres entre Focshani et Namoloasa et une autre trouée de 10 kilomètres entre Namoloasa et Galatz.

Derrière cette ligne qui est une première ligne de défense, on établit une seconde ligne, en ouvrages de terre, à une distance de 500 mètres de la première. Cette seconde ligne aurait à se servir, n'a-t-on dit, du même armement que la première, car les coupoles avec leurs petits canons ou mitrailleuses ne pesant pas plus d'une tonne ou mille kilogrammes, peuvent être facilement traînées par trois chevaux sur un camion de fer. Au cas où la première ligne deviendrait incapable de résister, on transporterait son armement à la seconde.

Je vous le demande, Messieurs, si les fortifications du Sireth sont attaquées par une armée résolue, ne saura-t-elle point passer par les trouées de 10 kilomètres, et tourner la position ? Et une fois la première ligne enlevée, aurons-nous vraiment le temps d'armer et de défendre la seconde ? Mais il suffira de quelques chevaux tués pour tout entraver et pour faire qu'au lieu de l'ordre nécessaire, le plus grand désordre préside à la défense.

Si je connaissais le major Schuman et que je lui adressasse les reproches ci-dessus, peut-être me répondrait-il que, chargé de faire un plan, il en a fait un, général et complet, et que ce n'est point sa faute si l'on n'applique que la moitié ou le quart de son plan. En effet, le major Schuman, paraît-il, voulait boucher par de grands forts les deux trouées entre Focshani et Namoloasa, Namoloasa et Galatz ; il plaçait aussi un ou deux forts à Galatz, et une tête de pont à Namoloasa, — mais alors, au lieu de coûter 20 ou 25 millions, cela aurait coûté le double et davantage ! On a donc mutilé le plan du major Schuman qui est en droit de dire qu'un plan bon et utile peut devenir mauvais et dangereux si vous le mutiliez.

Pour ma part, Messieurs, je ne regarde pas le major Schuman comme vraiment coupable, au point de vue militaire, de la disposition défectueuse donnée aux fortifications entre Focshani et Galatz ; mais je ne le regarde point du tout comme coupable du rôle que ces fortifications jouent dans notre politique intérieure et extérieure. Le major Schuman n'avait point à nous avertir que les retranchements entre Focshani et Galatz semblent dire, semblent crier à la Moldavie :

« Toi, Moldavie, tu as voulu te faire Roumaine. Au jour du danger, nous ne « te gardons pas, nous ne te défendons pas, nous te fuyons ! Toi, Moldavie, tu « as quitté ta capitale, tu as laissé tes intérêts, tu as abandonné ton autonomie « pour créer les Principautés-Unies ; tu t'es sacrifiée au Royaume de Rouma- « nie. En récompense, le Royaume de Roumanie te sacrifiera ! »

Ce n'était point au major Schuman à nous dire que les retranchements entre Galatz et Focshani montrent du doigt à l'Europe que c'est par là-bas, vers le Colosse du Nord, qu'est le véritable ennemi contre lequel il faut nous fortifier.



Si cette manifestation est habile de la part d'un petit pays, qui réclame sa neutralité et rêve de l'être, je laisse la conscience de chacun d'entre nous libre d'en juger — et je continue mes démonstrations stratégiques, certain cette fois que ni le général Brialmont ni le major Schuman ne sauraient nier la valeur des exemples historiques que je désire, en faveur de ma thèse, soumettre à votre attention.

En 1870, l'ex-maréchal Bazaine, à la tête d'une excellente armée de 150.000 combattants, s'est retiré dans le camp retranché de Metz. Du 15 au 23 août, Bazaine était libre de quitter la place et de sauver son armée; il ne l'a pas voulu. Peut-être a-t-il cru bien faire en l'abritant, en la reposant, après les rudes combats qu'elle avait soutenus, et a-t-il pensé pouvoir choisir, à sa guise, le moment opportun pour sortir. Beaucoup accusent Bazaine de s'être, dès le début, décidé à ne point quitter Metz et à y attendre le développement des événements de France. Quoi qu'il en soit, dix jours, Messieurs, ont suffi à l'armée prussienne pour compléter l'investissement de Metz; l'armée de Bazaine ne pouvait plus être sauvée que par l'armée de secours que lui amenait Mac-Mahon — et, après le désastre de Mac-Mahon à Sedan, il ne restait plus à l'armée de Metz, la plus belle armée de la France, qu'à mourir de faim ou à capituler!

Après Metz, Paris. On a beaucoup parlé de Paris dans cette Chambre. On y a dit que les fortifications de Paris nous avaient servi d'exemple pour fortifier notre capitale. Mais si la France ne s'était pas trouvée déjà fortifiée sur bien des points de son territoire, et sur toute sa frontière, croyez-vous que M. Thiers serait venu proposer aux Chambres françaises les fortifications isolées de Paris, et aurait réuni une majorité capable de les voter?

On a dit encore que les fortifications de Paris ont sauvé l'honneur de la France. Mais si cet honneur n'avait pas été défendu en maintes batailles, — avec ou sans bonheur, n'importe, — depuis la frontière jusque sous les murs de la capitale, la défense de Paris n'aurait certes pas suffi à le sauver. On a enfin parlé même du siège de Paris, sans l'avoir vu; laissez-moi, Messieurs, vous en parler brièvement, moi qui fus, là-bas, témoin oculaire et combattant.

Hormis une division régulière, Paris comptait, comme troupes de défense, des gardes mobiles et une population peu dressée pour la guerre, mais belliqueuse et résolue. Le désastre de Sedan eut lieu au commencement de septembre; en deux semaines, les Allemands arrivaient sous les murs de Paris; le 19 septembre se livra la bataille de Châtillon, et en deux jours, oui, Messieurs, en deux jours, les Allemands investirent Paris avec 300,000 hommes, les communications de la Capitale avec le reste de la France furent coupées — et dès lors commença ce siège fameux, cette lutte grandiose, qui a duré cinq mois, contre deux ennemis : les Prussiens et la faim!

Tant qu'on pouvait attendre une armée de secours, l'espérance dans Paris était grande; mais après la chute de Metz, après la défaite de l'armée de la Loire, après la déroute de l'armée du Nord, nous vîmes que prolonger la résistance n'était plus qu'une folie, — mais une folie héroïque, et dans ces temps de triste mais d'honorable mémoire, l'héroïsme fut poussé si loin qu'hommes et femmes mouraient de faim, sans une plainte, sans un gémissement, plutôt que de se rendre; — et, dans le dernier Conseil de guerre, auquel j'ai assisté, plusieurs d'entre nous, afin de ne pas capituler, nous demandâmes à nous enfermer dans le Mont-Valérien et à sauter en l'air avec lui. On ne nous l'a pas permis, Messieurs, parce que la discipline oblige le soldat, une fois son devoir accompli sur le champ de bataille, à en remplir un autre plus pénible, celui de courber le front devant l'humiliation finale. On ne nous l'a pas permis, — et voilà pourquoi, moi qui ai défendu les fortifications de Paris et qui ai vu ce que les fortifications veulent dire, j'ai aujourd'hui l'occasion de combattre devant vous les fortifications de notre pays.

Après Metz et Paris, Plevna! Et ici un double exemple : d'abord du profit qu'une armée solide et bien commandée peut tirer d'une position non fortifiée avant la guerre, et fortifiée par elle pendant la guerre; puis, du tort que peut



causer à des troupes, même aussi éprouvées que celles d'Osman-Pacha, un séjour assez prolongé dans un camp retranché pour avoir permis aux Russes et aux Roumains de songer à investir et à couper les communications.

Tant que les attaques de l'armée alliée ne furent dirigées que sur la rive droite du Vid, Osman-Pacha resta maître de ses positions, et résista trois fois avec succès à un ennemi supérieur en nombre. Alors l'Empereur Alexandre se souvint d'un vieux lutteur qui, par une défaite célèbre, s'était rendu plus illustre que bien des généraux par leurs victoires ; — il appela Todleben qui non-seulement avait défendu Sébastopol, mais l'avait même fortifiée, — car les plus grandes défenses de Sébastopol, comme la tour Malakoff, furent créées par lui, durant la guerre, sous les yeux de l'ennemi. Todleben, qui savait comment on défend une place et comment on la prend, conseilla d'investir et de couper les communications. Dès ce moment Osman-Pacha était condamné ; il attendait une armée de secours qui n'est pas venue, et Plevna est tombée. Sans doute le Dieu des Roumains a voulu qu'elle tombât pour que notre jeune armée y conquît de la gloire, et pût donner à notre pays l'indépendance !

À ces exemples concluants, les partisans du général Brialmont opposeront certainement deux exemples connus : les lignes de Torres-Vedras en Portugal, défendues par Wellington contre les Français en 1810, et la place d'Anvers fortifiée par le général Brialmont lui-même.

Mais les lignes de Torres-Vedras se trouvaient près de l'Atlantique ; la flotte anglaise était maîtresse de l'Océan, et remplie d'approvisionnements ; impossible aux Français d'investir par terre et par mer ; le blocus ne pouvant être complet, les Anglais de Wellington, constamment approvisionnés, devaient échapper, et ils échappèrent. Il en serait de même d'Anvers située à l'embouchure de l'Escaut. La neutralité de la Belgique, on le sait, est garantie par les Puissances, et surtout par l'Angleterre ; il suffirait de la présence, dans les eaux d'Anvers, d'une flotte anglaise pour empêcher tout investissement, et à cet effet la position d'Anvers a été parfaitement bien choisie comme sauvegarde de l'honneur et de l'indépendance de la Belgique. Mais si l'on a pris Anvers comme modèle nous autorisant à fortifier Bucarest, rien n'est plus mal à propos ; — supposons que maîtres de la mer Noire, avant à notre disposition une flotte considérable, nous établissions un camp retranché devant Constance, voilà certes une situation qui rappellerait celle d'Anvers. Mes exemples, je les avais choisis à dessein semblables à celui de Bucarest, camp retranché au milieu même d'un pays, — et comme dernier exemple, permettez-moi de vous en citer un fort remarquable par son antiquité et par son analogie avec la question qui nous occupe : je veux parler d'Alésia attaquée par César en l'an 52 de l'ère chrétienne, et défendue par le héros des Gaules, Vercingétorix.

Vercingétorix, à la tête de 80,000 combattants, s'était enfermé dans le camp retranché d'Alésia ; il avait laissé sa cavalerie battre le pays pour lui amener, le plus promptement possible, une armée de secours. En quarante jours, 250,000 Gaulois accouraient pour débloquer la place ; mais César n'avait point perdu son temps : il avait élevé, autant contre Alésia que contre les renforts qui venaient la délivrer, des retranchements si puissants que les efforts combinés de Vercingétorix et de son armée de secours demeurèrent vains ; Alésia tomba, Vercingétorix se rendit, et en un jour la vieille indépendance de la Gaule disparut !

C'est que Vercingétorix avait cru alors, comme le croyaient les Français en 1870, comme semble le croire encore le général Brialmont, qu'une armée ne saurait être investie et bloquée dans un camp retranché. Les moyens de lutte ont beau se perfectionner à l'infini, deux armées qui se combattent sont aujourd'hui, l'une à l'égard de l'autre, dans les mêmes conditions relatives que par le passé ; certaines lois fondamentales de la guerre demeurent inébranlables, — et aujourd'hui, comme il y a vingt siècles, un pays qui n'attend son salut que des camps retranchés est un pays qui s'expose à marcher vers sa perte.

Des considérations précédentes, il est facile de déduire le rôle périlleux que

joueraient nos fortifications, et le triste sort réservé à notre armée, si elle avait à les défendre, seule et sans allié, contre une invasion étrangère. L'on m'objectera naturellement que nous n'avons pas l'idée d'entrer en guerre sans allié. C'est fort bien, Messieurs ; nous proposons, Dieu disposera.

Mais je comprends que la seconde question qu'il me faut traiter est la suivante : quelle serait l'utilité de nos fortifications si, luttant contre la Russie, nous avions l'Autriche pour alliée, ou si, luttant contre l'Autriche, nous avions les Russes pour alliés ?

Messieurs, si la guerre éclate entre l'Autriche et la Russie, je ne suis pas de l'avis de ceux qui pensent que cette guerre atteindrait immédiatement notre pays. Un principe stratégique dit qu'une armée, dans son propre intérêt, ne doit se choisir qu'une ligne, une ligne principale d'opérations, et ne pas disperser sur plusieurs directions ses troupes et ses transports. Ce principe stratégique s'appuie sur le principe tactique qui veut que, pour avoir toute chance de succès, une armée arrive aussi nombreuse que possible sur le champ de bataille. Cela étant, la ligne la plus naturellement indiquée entre les armées belligérantes, autrichienne et russe, serait la ligne qui relie Moscou à Buda-Pest, et le contact probable entre les deux armées aurait lieu sur la frontière de la Galicie orientale, au nord de la Bucovine.

La guerre éclate ; nous sommes les alliés de l'Autriche, que faisons-nous ? Si nous pouvons rester neutres, chez nous, c'est pour le mieux. Il est certain toutefois que l'on nous promettrait une récompense beaucoup plus grande si nous donnions un concours plus actif et plus positif ; il nous faudrait alors laisser dans notre pays seulement un corps d'armée ou un corps et demi pour repousser les incursions de partisans, et envoyer 50,000 combattants renforcer la droite des Autrichiens au nord de la Bucovine. En cas de victoire, nous entrions avec les Autrichiens en Russie, et nous serons chargés sans doute d'occuper la Bessarabie et de garder les derrières de l'armée autrichienne, tandis que le gros de cette armée marchera en avant.

En cas de défaite, les Autrichiens s'en retourneront chez eux, et je ne regarde pas comme admissible un instant que nous ayons à les suivre dans leur retraite. Nous reviendrions aussi chez nous, n'ayant pas autre chose à faire qu'à demander la paix et à l'obtenir, même aux conditions les plus pénibles ; car si nous ne l'obtenons pas, nous rentrons dans l'hypothèse, étudiée déjà, de la Roumanie isolée, — et le dénouement serait facile à prévoir.

Sont-ce les Russes que nous avons pour alliés, au lieu des Autrichiens, les résultats seront analogues. Ou nous resterons neutres, ou nous serons forcés d'envoyer une armée de renfort vers la gauche des Russes, au nord de la Bucovine. Si nous sommes vainqueurs, nous occupons la Bucovine et protégeons les derrières de l'armée Russe ; si les Autrichiens nous battent, nous nous hâtons de rentrer chez nous, et d'obtenir une paix qui sera probablement des plus dures.

Dans ces deux cas, soit que nous restions neutres, soit que nous sortions du pays pour aller nous mêler à la guerre et renforcer notre allié, à quoi serviront nos fortifications ? A rien.

Arrivons maintenant au cas beaucoup plus important où la ligne d'opérations des armées belligérantes traverserait la Roumanie. Ici, M. le ministre de la guerre voudra bien me permettre de rappeler un proverbe connu qu'il a cité lui-même dans cette Chambre avant d'être ministre, et à la suite de son élection comme vice-président de l'Assemblée. Mécontent sans doute, de quelques partisans, il a prié Dieu de le garder de ses amis, car de ses ennemis il saura bien se garder seul. A mon tour, j'appliquerai ces paroles à notre pays, en lui souhaitant que Dieu le garde de ses alliés, car de ses ennemis il lui sera peut-être plus facile de se garder seul.

L'ennemi a le droit de tout prendre par force ; quelquefois pourtant, dans son propre intérêt, il ménage la population vaincue et lui laisse de quoi manger. L'allié croit que vous devez lui donner et le pain de la bouche et la

femme de la maison; — et si les fortifications devaient avoir pour résultat d'attirer chez nous ennemis et alliés, transformant ce pauvre pays en champ de lutte, envahi par les uns, épuisé par les autres, mais alors tout ce qui a du sang roumain dans les veines jetterait l'anathème sur elles!

Cependant, Messieurs, étudions la question de sang-froid et supposons-nous d'abord alliés des Autrichiens. Les Russes viennent; ils se fortifient sur place et empêchent la mobilisation des forces que la Moldavie nous pouvait promettre. Que faisons-nous? Une partie de notre armée, nous l'envoyons défendre les retranchements entre Galatz et Focshani; l'autre partie, nous l'abritons dans les fortifications de Bucarest jusqu'à ce que notre allié arrive, — car ce qui fait le grand orgueil de ceux qui exaltent les fortifications de la capitale, c'est qu'ils les jugent précieuses pour nous permettre d'attendre à l'abri notre allié.

L'allié vient; nous marchons avec lui et arrivons au Sireth. Tous nos retranchements entre Focshani et Galatz deviennent inutiles, car c'est à nous à passer le Sireth pour attaquer, de l'autre côté, les retranchements des Russes qui n'auront pas manqué d'amener une artillerie puissante et même un parc de siège. Si nous effectuons le passage, nous portons en Moldavie la lutte terrible de trois armées belligérantes. Si nous ne pouvons passer, nous revenons vaincus et poursuivis; sans même songer à défendre les retranchements du Sireth, nous courons à la défense de notre capitale, et nous y courons seuls, nos alliés ayant aussi à courir défendre leur propre territoire.

Mais les Russes, au lieu de nous attendre en Moldavie, peuvent fort bien continuer leur offensive, et marcher sur nos retranchements du Sireth, avant même que notre allié ne soit arrivé à notre secours. Il n'est pas douteux que le passage du Sireth ne doive être plus aisé pour eux, avec leur armée considérable, que pour nous; car la ligne entre Galatz et Focshani, pour être défendue sérieusement, réclamerait la présence de toute notre infanterie, — et, de la manière dont ces retranchements s'exécutent aujourd'hui, un ennemi nombreux et résolu est capable, en profitant des trouées qui existent, de s'en emparer sans peine.

Alors, peut-être que notre allié aussi arrive, et voilà toute la grande Valachie en feu! Où donc aura lieu la rencontre décisive? Nous imaginons-nous que, parce que nous aurons préparé un champ de bataille sur le Sireth et un autre autour de Bucarest, ce soient ceux-là que l'ennemi choisisse?

J'ai vu moi-même, à Solférino, un champ de bataille choisi et étudié d'avance par les Autrichiens; cela les a-t-il empêchés d'y être battus en 1859? Que la grande bataille se livre, je ne sais où, si nous sommes vainqueurs, nous poursuivons les Russes qui se retireront en Moldavie et s'y pourront fortifier. Ils voudront même peut-être se retirer au-delà de leur frontière. Aurons-nous la prétention de les y poursuivre, et l'Histoire ne nous a-t-elle pas appris le sort des grandes armées qui ont attaqué les Russes jusque chez eux? Si nous sommes vaincus, notre allié nous abandonnera pour aller défendre son pays, et nos fortifications ne nous garantiront pas contre une perte définitive.

Au lieu des Russes, avons-nous les Autrichiens pour ennemis, ce que j'ai dit de la Moldavie à propos des Russes, je puis le dire de l'Olténie à propos des Autrichiens. Maîtres de tous les passages des Carpathes, maîtres du Danube, les Autrichiens envahissent l'Olténie, entravent la mobilisation de notre premier corps d'armée, ne permettent à aucune de nos réserves de venir nous rejoindre et profitent des nombreuses voies ferrées que nous avons au-delà de l'Olté. Qu'ils marchent ou ne marchent pas sur Bucarest, les circonstances présenteront une analogie complète avec ce que j'ai dit en considérant d'abord les Russes comme ennemis. Quoi qu'il advienne, Messieurs, même si à la fin de cette guerre, nous devons recueillir quelque avantage, ne pensez-vous pas que notre pays resterait, pour bien longtemps, appauvri et épuisé? Et tous ces malheurs, c'est peut-être aux fortifications que nous les devons; car les armées étrangères, au lieu de tenter le sort des armes sur leurs frontières respectives, préféreront peut-être venir se mesurer chez nous, et choisir pour



champ de lutte notre pays riche et fortifié, les uns voyant dans nos fortifications une provocation, les autres y voyant un abri qui semble les appeler à nous défendre et à nous secourir.

Afin de n'oublier aucune hypothèse, j'envisagerai aussi la Bulgarie comme un terrain de combat possible pour les armées belligérantes! En ce cas, les Russes passeraient sans difficulté dans la Dobrodja; s'ils veulent occuper une partie de la Moldavie, ils l'occuperont. Quant aux Autrichiens, disposant des routes et des voies ferrées vers Sofia, ainsi que de la flottille considérable de la Compagnie Danubienne, ils n'auraient même pas besoin de traverser notre pays. Alors, à quoi nous serviront nos fortifications? Encore à rien.

De cette étude, Messieurs, je voudrais qu'il résultât pour nous un grand enseignement. Peut-être faudrait-il que nous eussions le *Moniteur* sous les yeux: j'en ai lu ce que j'en devais lire, — et j'ai vu que, le 22 février 1883, la Chambre a voté une loi émanant de l'initiative parlementaire, et accordant un crédit de 15 millions au Gouvernement pour travaux de défense du pays, équippement des troupes, etc... J'ai vu que, le 25 janvier 1886, on a soumis à la Chambre un nouveau projet de loi relatif à un crédit de 6 millions; dans ce projet, il n'était pas question seulement de la défense du pays, mais aussi des fortifications de Bucarest qui ont été votées alors, et déclarées d'utilité publique par une loi, — ce qui ne s'est pas fait, que je sache, pour les fortifications de Galatz, Namoloasa et Focshani. Le 8 février 1887, l'Assemblée a voté un nouveau crédit de 30 millions pour la défense du pays et les fortifications de Bucarest qui, suivant les promesses de la loi de 1886, devaient être achevées en l'année 1889-90.

Cette loi de février 1887 a une importance particulière; elle constate pour la première fois que nous nous proposons de défendre la *neutralité* du pays! J'ai feuilleté le *Moniteur*; j'ai cherché, dans la séance du 8 février 1887, une discussion, des explications, des éclaircissements; — rien. Il semble que, ce jour-là il ne fût pas permis à un député d'avoir sa tête; on ne lui demandait que du cœur et de l'enthousiasme. Hourra, et au vote, boule blanche dans l'urne blanche!

Je me rappelle que les Parisiens criaient, en 1870 : à Berlin! à Berlin! Eux aussi ils étaient enthousiastes, eux aussi ils ignoraient le véritable état des choses. Où l'enthousiasme irréfléchi peut conduire un grand pays, nous l'avons vu; et pour un petit pays, que serait-ce?

Mais à qui la faute? Le premier ministre a eu bien raison de dire que c'était la faute des Parlements. En vérité, je vois, Messieurs, — et ne le voyez-vous pas comme moi? — qu'il est dans la nature de tout ministre de demander de l'argent. Un homme qui, hier encore était économe, à peine s'est-il assis sur le banc ministériel que le voilà devenu dépensier. Et si quelque jour le peuple se réveille pour réclamer des comptes, je crois qu'il appellera à sa barre, non pas les ministres qui auront demandé naturellement, mais les mandataires de la nation qui auront donné aveuglément.

Messieurs, si nous marchons toujours dans cette voie, savez-vous où nous arriverons? La loi de 1887 parle nettement de défendre la *neutralité* du pays. Mais comme cette neutralité, une fois violée sur une parcelle du territoire, est censée violée sur le pays tout entier, on nous demandera sans aucun doute, un jour ou l'autre, d'achever les travaux de fortifications qui ne peuvent resler à moitié faites et doivent répondre à un plan général de défense; — et je parie avec qui voudra qu'un Gouvernement, peut-être même le Gouvernement actuel, viendra nous dire : un député qui a combattu les fortifications, a accusé les retranchements entre Galatz et Focshani d'être défectueux et dangereux parce qu'ils sont inachevés; donnez-nous de l'argent pour les compléter. La maison est bâtie, il faut la couvrir; elle est couverte, il faut la crêper; elle est crêpée, il faut la meubler pour qu'elle puisse être habitée; et ainsi, ainsi toujours jusqu'à ce qu'un Parlement se rencontre qui, dans l'intérêt du pays, osera dire : jusqu'ici, oui; au-delà, non!

La plupart des pays, Messieurs, ont commencé par fortifier leurs frontières ;



ils ont ensuite établi des fortifications dans l'intérieur, et à la fin, mais seulement à la fin, autour de leur capitale. Car, où faut-il avant tout chercher à défendre la neutralité et l'honneur de son pays? À la frontière; que cette frontière soit violée, et qu'une petite armée aille verser son sang pour la défendre, même fût-elle vaincue, il suffit qu'elle ait lutté pour que son honneur et l'honneur du pays demeurent saufs. Nous autres, ce me semble, nous avons commencé en sens inverse, et la logique des choses nous obligera à terminer par où les autres commencent, et successivement nous fortifierons la ligne de l'Olto, comme une juste compensation pour celle du Sireth, puis les bords du Danube, puis de la Dobroja, puis les Carpathes, — et toute notre vie passera en travaux de fortifications, et en demandes de crédits! Ne croyez pas, en effet, Messieurs les ministres, que personne regarde la somme demandée par vous de 70 millions comme suffisante. Pour moi, c'est une plaisanterie. Je défie en vérité tout homme de bonne foi, qui n'aura pas étudié en détail un plan général de défense, de venir me dire que l'exécution de ce plan devra coûter 100 millions plutôt que 300, que 500; — vous n'en savez rien non plus. Vous pourtant, comme Gouvernement nouveau, vous aviez pour devoir envers la Chambre de faire cette étude, de nous apporter un plan général approfondi, de nous dire : « cela coûtera tant », mais de nous le dire nettement, en conscience, en pleine franchise, sans nous rien cacher, — et alors nous vous aurions écoutés, et alors nous aurions pu décider.

Qu'est-il besoin maintenant, après vous avoir brièvement entretenus des fortifications entre Galatz et Focshani, de vous parler encore de celles de Bucarest? Qu'il y ait quelques forts plus grands, coûtant cinq millions, d'autres plus petits, à moitié prix, et entre eux des batteries intermédiaires, — que m'importe? J'ai voulu étudier le système entier, dans son ensemble, et je l'ai condamné comme inapplicable à l'état de notre pays. Au double point de vue de la Roumanie isolée dans une guerre, ou de la Roumanie alliée à l'une des puissances voisines, nos fortifications me paraissent inutiles; je les regarde même comme dangereuses, non-seulement parce que notre armée peut y être prise comme dans un piège, mais pour une autre considération suffisamment importante à la guerre : le moral du soldat.

Ah! je sais fort bien ce que l'on m'objectera, — que le soldat Roumain a précisément besoin des fortifications pour se fortifier le moral.

Il n'en est pas ainsi, Messieurs. Même une armée éprouvée, comme celle de Bazaine à Metz, si on la tient trop longtemps dans un camp retranché, se fatigue, se décourage, se dégoûte. Certes, pour le soldat vaillant il n'est point de lit de mort plus beau, plus rêvé que le champ de bataille; — le mot de l'Albanais, quand il souhaite à un ami santé, bonheur, et une balle en pleine poitrine pour la patrie! Oui, la mort par une balle en pleine poitrine, mais point la mort par la faim, point la mort par la maladie, point la mort par le désespoir!

Pour une armée jeune, c'est encore pis. J'ai vu l'armée de Paris; même après les deux journées de victoire à Champigny, tandis que nous autres officiers nous étions pleins d'espoir, les soldats, après s'être battus bravement, avaient perdu le souffle, et il nous a été impossible de les pousser plus loin; au lieu de regarder en avant où ils pouvaient espérer le salut pour l'avenir, ils regardaient toujours en arrière où ils voyaient l'abri assuré pour le présent. Ce qui s'est passé pour l'armée de Paris se passerait aussi pour la nôtre, et une fois accoutumée aux fortifications, je défie le général le meilleur, le plus aimé, de la faire sortir pour la conduire, en rase campagne, au combat et au feu.

Une chose m'étonne, Messieurs, et m'attriste; dans les projets, dans les prévisions, nous avons pensé à tout, en ce qui concerne les bases matérielles de la défense : nous avons pensé à la brique, à la pierre, à la chaux, au sable, aux canons et aux coupoles; nous avons bien peu songé à la base la plus précieuse, à la base vivante, — aux défenseurs du pays. Ces défenseurs, quels sont-ils? C'est le soldat sous les drapeaux; c'est le paysan.

Que M. le Ministre de la guerre veuille bien ne pas redouter quelque indis-

création de ma part sur ce qu'il nous a dit en séance secrète, quoiqu'il ne nous ait dit que peu de choses. Je n'ai point à mal parler de notre armée; au contraire, et je déclare qu'un grand regret de ma vie, c'est de n'avoir pas eu le bonheur de servir dans ses rangs sur le champ de bataille. Quand j'entends mettre en doute son moral, comme s'il avait besoin de fortifications et de l'appui d'un allié pour se bien conduire, je ne suis pas content. Il me semblait pourtant qu'à Plevna notre armée n'a pas eu besoin des étrangers; il me semblait même que les étrangers ont eu besoin d'elle, — et moi, je veux la défendre contre une accusation qu'on lui a faite par la parole et par la plume.

On a dit que notre armée n'est point une armée de première ligne, mais une armée de seconde ligne.

Eh bien, Messieurs, avec le service obligatoire, avec le temps de service aussi restreint qu'il l'est aujourd'hui, veuillez me dire quelles sont les armées de première ligne? Il est loin le temps de la guerre de Crimée où les armées se composaient de soldats d'élite. Les armées ont été remplacées par les nations armées; et ici se présente un facteur nouveau fort important : la race et l'es-pèce du peuple. La race Roumaine est une race militaire excellente; elle est patiente, brave, sobre, infatigable, grandes qualités à la guerre.

En vérité, les jours de bataille sont rares, ce sont des jours de fête; les journées pénibles sont celles qui précèdent la bataille, les journées de mauvais temps, de marches et contre-marches, de fatigues, de privations. A tout cela, le laboureur Roumain est préparé d'avance, et je ne crains pas que, militairement parlant, notre race n'ait le droit de porter haut la tête. Mais pour former, pour tremper le moral d'un soldat bien doué par la nature, on doit aussi s'occuper aussi de son corps. Et, au lieu d'ennuyer Monsieur le Ministre de la guerre par des questions sur l'état de l'infanterie, sur l'état de la cavalerie, je me permettrai de lui demander simplement : ne serait-il pas à propos d'emprunter quelques sommes au crédit des fortifications pour établir des hôpitaux où l'on soignerait et guérirait cette vilaine maladie que je ne veux pas nommer, et dont notre armée souffre, ce fléau terrible qui, après chaque concentration de troupes, laisse nos villages infestés, et nous menace de voir les enfants Roumains naître tous scrofuleux?

S'il s'agit maintenant de l'autre défenseur du pays, s'il s'agit du paysan pour qui nous avons voté une loi de vente des biens de l'Etat, je demanderai à tous les ministres, que pensent-ils? Ne serait-il pas à propos de distraire quelques millions des fortifications pour les prêter aux paysans, comme avances nécessaires aux maisons et aux instruments agricoles dont ils ont besoin, — afin qu'en temps de péril et de guerre notre question sociale soit au moins calmée, et que le paysan, laissant femme et enfants en tranquillité, accoure plus content et plus dévoué sous le drapeau où on l'appelle à servir et peut-être à mourir?

Demandez-nous donc, Messieurs les ministres, des millions pour compléter notre armée, pour l'exercer, pour lui apprendre à faire elle-même ses retranchements en temps de guerre, — car le Roumain s'entend bien à remuer la terre, — moi, je vous les donne. Demandez-nous des millions pour améliorer le sort du peuple, je donne, je donne. Demandez-nous des millions pour soigner et guérir les maladies des paysans et des soldats, afin que notre population, au lieu de décroître et de s'affaiblir, croisse et devienne forte, — je donne, je donne, je donne! Mais renoncez une fois à la triste habitude de nous occuper avec le superflu avant d'avoir assuré le nécessaire. Les fortifications pour nous sont du luxe, les coupoles sont du luxe; l'essai même de ces coupoles, avant qu'elles ne fussent perfectionnées, essai qui nous a coûté des centaines de mille francs, était du luxe. Au lieu de coupoles et de fortifications, donnez-nous un peuple et des soldats fortifiés de corps et de cœur, — et de même que nos ancêtres ont su, à travers les temps les plus critiques, nous transmettre un petit pays plein de vie, ainsi transmettrons-nous, avec l'aide de Dieu, à nos descendants, une Roumanie, petite mais libre, assise au dedans, respectée au dehors.

L'on me répétait dernièrement les paroles d'un personnage politique disant

que, si notre pays avait à supporter maintenant une guerre malheureuse, ceux d'entre nous qui auraient voté contre les fortifications seraient lapidés. Mais lapidés par qui ? Par les militaires ? Tous les militaires sont-ils donc partisans des fortifications ? Je ne le crois pas. Nous avons devant nous un exemple assez remarquable : M. le ministre de la guerre, qui a lui-même déclaré n'avoir pas été toujours favorable aux fortifications.

Si une partie de l'armée partage les idées d'aujourd'hui de M. le ministre, l'autre partie peut bien partager ses idées d'hier que je partage moi-même, qui me crois militaire sérieux et consciencieux. Mais avant d'être militaire, je suis Roumain et vrai Roumain, n'ayant peur ni des pierres ni de la responsabilité. Et si j'ose m'affirmer aujourd'hui contre les fortifications, si je vais plus loin, si je déclare que, désireux avant tout de voir nos troupes bien équipées, bien armées, bien exercées, dans les conditions les plus parfaites, je désire que le reste de nos moyens soit appliqué à autre chose qu'à des fortifications ou à des préparatifs de guerre ; si je dis que, l'Europe, voyant dans notre pays une bonne administration, de bonnes finances, un peuple heureux et tranquille, que l'Europe voyant en nous les premiers soldats de la civilisation orientale, comme un élément plutôt de paix que de guerre, ce serait là pour nous l'avenir le plus sûr et le plus beau, — si j'ose m'affirmer de la sorte, je ne pense vraiment pas que le public et le peuple me lapident, car j'ai eu aussi l'occasion de parler à propos des fortifications, avec des gens éclairés et des gens du peuple, avec des hommes de science et des hommes de bon sens ; et je peux dire qu'à mon gré les fortifications en Roumanie ne sont pas populaires. Si elles n'étaient qu'impopulaires sans le mériter, ce ne serait rien ; parfois un gouvernement a pour devoir de passer par-dessus l'impopularité pour atteindre un but, caché à la foule, mais utile au pays. Ici, le sens public ne s'est point trompé. Les fortifications sont impopulaires et elles méritent de l'être ; si, au point de vue militaire et politique, elles sont inutiles, au point de vue financier — que l'on consulte l'opinion du pays, — et peut-être qu'une forte majorité répondra qu'elles mangent et mangeront une part très sérieuse de nos finances et qu'il y a péché, grand péché, à jeter dans l'abîme des fortifications tant de millions qui pourraient si bien servir au développement, au progrès, au bonheur de la nation.

Maintenant, Messieurs, souhantant de cœur que les vérités, dont je me sens pénétré, réussissent à pénétrer vos esprits, il ne me reste plus qu'à conclure.

N'allez pas croire, cependant, que mon rôle d'aujourd'hui fût agréable et facile. J'ai réfléchi sérieusement ; j'ai sérieusement consulté ma conscience en lui demandant :

« Suis-je vraiment, dans mon pays, assez compétent pour traiter une question aussi grave ? — Oui ». « Etant compétent, n'ai-je point pour devoir de « mettre ma compétence au service de mes collègues ? — Oui. « Que dois-je « donc faire ? — Parler ! » — Et j'ai parlé, sans me préoccuper si, à droite ou à gauche, même parmi mes amis les meilleurs, mes paroles produiront du mécontentement ou de l'irritation. Mon unique préoccupation a été de vous montrer ce que je sentais, pensais, savais, à vous que je regarde comme le tribunal le plus haut, appelé aujourd'hui à donner sa sentence dans la cause la plus solennelle. Je ne suis entré que l'an dernier dans la vie parlementaire ; pour la première fois la question se présente à moi ; il me fallait donner mon avis, — et ma conclusion sera tout aussi franche que le reste de mon discours : où l'on voit la gangrène, il faut trancher. Les fortifications, sans utilité politique ou militaire, sont une gangrène qui ronge la bourse du pays ; — le crédit demandé, moi, je le refuse.

## SERBIE

M. Persiani, ministre résident de Russie, élevé au grade de ministre plénipotentiaire, a présenté, le 14 avril, les lettres qui l'accréditent en sa nouvelle qualité.\*

Sa réception a été entourée d'un certain éclat. Une compagnie d'honneur était rangée devant le Konak, et, dans la salle du Trône, les régents et les ministres l'attendaient, tous en grand uniforme.

M. Persiani a prononcé l'allocation suivante :

« Messieurs les régents, le tsar, mon auguste maître, a tenu à donner une preuve nouvelle et éclatante de la bienveillance dont il a été toujours animé pour le royaume de Serbie, et à montrer avec quel intérêt il vous suivait dans l'accomplissement de la tâche gouvernementale dévolue à la régence. C'est pour ces motifs que mon auguste maître a daigné m'élever à la dignité de ministre plénipotentiaire.

« De mon côté, je continuerai à consacrer tous mes efforts à rendre plus étroits encore les liens d'amitié qui existent entre les deux pays que rattachent l'un à l'autre la communauté de la religion, de la race et des traditions nationales. »

M. Ristich a répondu :

« C'est avec une vive satisfaction que la régence a appris la décision de votre auguste maître qui, dans sa bienveillance pour la Serbie et pour exprimer ses sentiments de haute sympathie pour le jeune roi, a voulu donner un éclat nouveau à la mission que vous remplissez ici depuis si longtemps. Cette mission, M. le ministre plénipotentiaire, ne pouvait être confiée, aujourd'hui surtout, à des mains plus habiles. Vous vous êtes toujours laissé guider par les sentiments de sagesse et de conciliation que la Serbie attend du représentant du tsar, à qui nous vous prions d'exprimer toute notre reconnaissance.

« Le passé nous est garant que, dans l'accomplissement de vos nouvelles fonctions, Votre Excellence se rencontrera toujours avec les régents, dont le plus vif désir est de consolider les liens d'amitié qui rattachent la Serbie à la Russie. »

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> avril. — *La reconstruction de la France en 1800*, par H. Taine (2<sup>e</sup> partie). — *L'Etat moderne et ses fonctions : l'Etat, le régime du travail et les assurances*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le prince de Ligne*, d'après ses mémoires et sa correspondance, par V. Du Bled. — *L'émigration chinoise et les relations internationales*, par Max Leclerc. (Travail très intéressant, d'un esprit alerte et bien informé, sur une question des plus actuelles.)

15. — *La reconstruction de la France en 1800*, par H. Taine (fin). — *Le Centenaire d'une constitution, le conservatisme aux Etats-Unis*, par le duc de Noailles. — *La formation spontanée d'une province à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : la Vendée*, par Emile Beaussire (le dernier travail important de l'homme qui vient de mourir, d'un libéralisme clairvoyant et sincère). — *De Bonald*, par Emile Faguet.

---

### Revue internationale.

10 avril. — Une gloire posthume : Henri-Frédéric Amiel, par A. Lo Forte-Randi. — La biographie du baron Ricasoli (à propos de la publication de lettres et de documents relatifs à l'énergique homme d'Etat).

25. — *L'Exposition universelle de Paris*, par Amédée Roux. — *Les dernières années de Michel-Ange*, par Giovanni Fornasini.

---

### Revue politique et littéraire.

6 avril. — *Les Allemands au Maroc*. — *Les échelles du Levant*, par E. Rich-tenberger (notes de voyage).



13. — *Les hautes Cours de justice*, à propos du procès Boulanger, par Ch. Benoist (rappel du procès suivi devant la Cour des Pairs contre le prince Louis-Napoléon Bonaparte à raison de l'attentat de Boulogne). — *Les principes du droit. Le principe de la souveraineté*, par Paul Janet (à propos de l'ouvrage remarquable de M. Beaussire, *Les Principes du droit*).

20. — Charles Féraud : ses missions en Tripolitaine et au Maroc. (Article très intéressant qui rend un juste hommage à un diplomate des plus distingués qui a rendu de grands services à la France.) — *Jules de Glouvet et son œuvre*, par Aug. Filon.

27. — *Les ressources budgétaires de la France* (1789, 1869, 1889), par Fournier de Flaix. — *Un poète français en Roumanie*, par Louis Leger. — *La faillite du mariage*, par M<sup>lle</sup> de Bovet (piquante étude de mœurs et de journalisme anglais). — *Les origines de la gallophobie en Italie*, par H. Mereu.

### Revue maritime et coloniale.

Avril. — *La guerre d'escadre sous le ministère de Colbert*, par Chabaud-Arnault. — *Tourville et la marine de son temps*, par J. Delarbre (beaucoup de lettres de Tourville, Colbert, Seignelay). — *Les pêches dans le golfe de Gabès*, par J. Servonnet (nécessité d'une bonne police côtière). — *Notice sur le chevalier de Langle*, le second de Lapérouse, par l'amiral Fleuriot de Langle.

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Avril. — Etude de M. Julien de Lassalle sur le régime disciplinaire en Algérie, les répressions militaires, les Commissions disciplinaires et l'indignité. — Etude de M. Jules Challemel sur la partie du projet de Code civil allemand relative aux droits réels. — Chronique législative : travaux du Reichsrath autrichien (sessions 1887-1889). — Compte-rendu de divers ouvrages.

### Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 avril. — *Le Reichstag allemand*, par André Lebon. (Suite d'études antérieures consacrées à la constitution allemande et à ses origines. L'auteur s'est proposé de rechercher ici quels sont le recrutement, l'organisation et les attributions du Reichstag, la place qui lui est assignée, la valeur qu'il possède, son caractère et ses tendances.) — *Les taxes successorales en Belgique*, par J. Passy. — *La vie municipale en Prusse : Bonn*, par Max Leclerc. — *Les origines du budget des cultes*, par Cl.-Léouzon Le Duc. (Analyse intéressante des discussions des assemblées de la Révolution.) — *L'élection de Mirabeau aux Etats-généraux* (janvier-avril 1789), par Ch. de Loménie. — Correspondance : Les partis politiques et la situation parlementaire en Autriche. — Comptes-rendus d'ouvrages.

### Revue algérienne et tunisienne.

Avril. — *Exposé théorique et pratique du système Torrens* (suite d'un rapport traduit de l'anglais). — Décisions judiciaires : application de la loi tunisienne, choix entre le rite hanéfite et le rite malékite, exercice du droit de chefâa (points de droit très curieux qui ont soulevé des difficultés politiques, il y a quelques années, à propos de l'achat du grand domaine de l'Enfida par une Société française); — procès en séparation de corps entre étrangers, mesures qui peuvent être prises par les Tribunaux français; — prescription musulmane et prescription française. — Loi tunisienne du 26 décembre 1888 sur les brevets d'invention.

### Le Droit d'auteur.

15 mars. — *L'enregistrement ou le dépôt des œuvres d'un auteur unioniste peuvent-ils être reçus dans un pays de l'Union, autre que celui de l'origine*

de l'œuvre? (Le travail est continué dans les numéros suivants.) — Loi allemande du 10 janvier 1876 sur la protection des œuvres photographiques. — *Des droits d'auteur sur les œuvres de la photographie en Italie*, par H. Rosmini. — Statistique américaine sur l'enregistrement et le dépôt des œuvres auxquelles on veut assurer le *Copyright*.

15 avril. — Mesures prises en Allemagne pour assurer l'exécution des lois sur la protection des œuvres des arts figuratifs et des photographies, ainsi que des dessins et modèles industriels. — Statistique des œuvres intellectuelles déposées en Italie dans les années 1887 et 1888.

### La Propriété industrielle.

1<sup>er</sup> mars. — Congrès international de la propriété industrielle à Paris (août 1889). — Loi serbe pour la protection des dessins et modèles (du 30 mai 1884). — Lettre de Belgique sur *le résultat industriel comme objet d'un brevet d'invention*. — Lettre des Etats-Unis sur *le droit de l'Etat d'intenter une action en révocation d'un brevet*. — Lettre d'Eug. Pouillet sur le projet de loi français sur les marques de fabrique (partie consacrée au nom commercial, à la raison de commerce, au lieu de provenance). — Décision du bureau des brevets de l'Empire allemand, sur la déchéance pour non exploitation dans le pays.

1<sup>er</sup> avril. — *Deux projets pour la révision de la loi française sur les brevets d'invention*. — Analyse de la loi anglaise de 1888 sur les brevets d'invention, dessins et marques de fabrique. — De la protection des marques de fabrique en Turquie. — Statistique britannique de la propriété industrielle pour 1887 (dessins industriels, marques de fabrique).

### Journal du droit international privé et de la Jurisprudence comparée.

1888, XI-XII. — *De la condition en Angleterre des commerçants étrangers au point de vue de l'« Income tax »*, par A. Michel. — *De la protection légale des marques étrangères en Turquie*, par Salem, avocat à Salonique (commentaire d'une loi ottomane sur la matière en date du 10 mai 1888). — *De la convention destinée à mettre fin aux difficultés résultant de l'application des lois sur le service militaire entre la France et la Belgique*, par Eug. Roche, avocat à Lille. — *La Russie et la protection internationale des œuvres littéraires et artistiques*, avec les textes de la législation russe sur la matière de la propriété littéraire et artistique. — *Le nouveau Tribunal supérieur français pour les affaires civiles de l'Andorre*, par J. Lacoïnta. — Chronique (exposé d'un certain nombre d'affaires d'un intérêt international, empruntées au compte de gestion du Conseil fédéral suisse pour 1887; nous avons publié ce compte de gestion, V. *Archives*, 1888, II, p. 319 et III, p. 53). — *Un anglais propriétaire d'un brevet français et introduisant en France des objets similaires à ceux garantis par son brevet, mais fabriqués en Allemagne, encourt-il la déchéance de son titre?* (Question d'une grande importance pratique; elle est, avec raison, résolue affirmativement dans l'article.) — Bulletin de la jurisprudence française en matière de droit international: *Brevet d'invention* (introduction en France d'objets similaires); *Caution judicatum solvi*, *Chemin de fer* (gare internationale de Modane), *compétence* (questions de nationalité), *divorce* (époux étrangers), *dommages causés par la guerre* (convention diplomatique), *émigration*, *expulsion des étrangers* (application en Algérie), *faillite à l'étranger*, *marque de fabrique* (application de la convention d'Union), *nationalité française*, *régime matrimonial*, *Société étrangère*. — Bulletin de la jurisprudence allemande (jugement étranger et marques de fabrique dans les rapports entre la France et l'Allemagne), *anglaise*, *belge*. — Faits et informations: *immigration des Juifs en Angleterre*; difficultés présentées par la loi belge pour empêcher la contrefaçon des œuvres musicales étrangères; conférence projetée entre les Etats-Unis et plusieurs Etats de l'Amérique du Sud; résolutions du Congrès de droit commercial tenu à Bruxelles en octobre 1888.

**Correspondance diplomatique de Talleyrand.** — La mission de Talleyrand à Londres en 1792: Correspondance inédite de Talleyrand avec le département des affaires étrangères, le général Biron, etc. — Ses lettres d'Amérique à Lord Lansdowne, avec introduction et notes par G. Pallain, 1 beau vol. in-8°, Paris, 1889, librairie Plon et Nourrit.

Il est probable que Talleyrand comptait sur ses *Mémoires* pour se réhabiliter aux yeux de la postérité et lui montrer qu'il n'était pas seulement l'homme dont les contemporains reconnaissent le grand esprit et la grande habileté, tout en le méprisant pour ses intrigues et sa vénalité. Que sont ces fameux mémoires? Répondront-ils à l'attente du public? Jetteront-ils un jour nouveau sur les grandes affaires auxquelles a été mêlé Talleyrand et le disculperont-ils, en partie tout au moins, des reproches sanglants que les divers partis ont été en droit de lui adresser? Nul ne peut le dire. Mais il est curieux de remarquer que depuis quelques années un revirement se produit en faveur de Talleyrand. On le jugeait mal en le prenant seulement pour un homme d'esprit, d'une dextérité incomparable, quand il s'agissait de trahir un Gouvernement qu'il avait longtemps servi. Talleyrand fut un *diplomate* de premier ordre, en prenant ce mot dans un sens plus élevé qu'on ne l'entend ordinairement. Nous ne faisons pas allusion à l'habileté qui consiste à dissimuler sa pensée, à deviner celle de son adversaire; nous avons en vue la clairvoyance, la juste appréciation de la situation de son pays et de celle des autres pays, la suite dans les idées. C'est à M. Pallain que le public doit la révélation de ce Talleyrand, homme politique supérieur, profondément pénétré des véritables intérêts de la France, patriote même, quoique cette épithète puisse sembler singulière à rapprocher du Talleyrand légendaire. Quelques privilégiés avaient pu prendre connaissance de la vaste correspondance de Talleyrand et ne l'avaient pas toujours utilisée d'une manière impartiale. Il y a quelques années, M. Pallain publia la correspondance inédite de Talleyrand avec le roi Louis XVIII pendant le Congrès de Vienne. Le succès mérité de cette publication l'a heureusement encouragé à en entreprendre une plus étendue; elle comprendra l'ensemble de la correspondance inédite de Talleyrand pendant sa longue carrière.

Le volume qui vient de paraître est consacré à la mission que remplit Talleyrand à Londres en 1792, c'est-à-dire au début de la première coalition contre la France. Il renferme des documents extraits des archives du département des affaires étrangères de France et complétés par des documents tirés de diverses archives de Londres. On verra que Talleyrand et Mirabeau, liés de longue date, membres du Comité diplomatique de la Constituante, avaient les vues les plus justes sur la politique extérieure de la France. En 1794, Talleyrand est expulsé d'Angleterre et forcé de se réfugier aux Etats-Unis où il séjourna environ deux ans. L'exil lui fut amer, mais ne lui fit rien perdre de l'étendue et de la pénétration de son esprit, comme on en peut juger par d'importantes lettres adressées par lui à un de ses amis de Londres, lord Lansdowne, et reproduites à la fin du volume.

M. Pallain a voulu se borner au rôle d'éditeur intelligent et discret. Il met les textes et les documents sous les yeux du lecteur, rapproche ceux qui s'éclairent mutuellement, donne en note les explications indispensables. Un *Index biographique* rappelle les faits principaux de la vie des personnages dont il est question dans la correspondance et renvoie aux passages où ils sont cités. Ajoutons que le volume fait honneur à la librairie Plon par le soin avec lequel il est imprimé; il contient en tête un charmant portrait de Talleyrand jeune d'après une miniature d'Isabey.

Pour donner une idée de la correspondance de Talleyrand, nous reproduisons une lettre où son talent nous semble se montrer tout entier. Elle est adressée à Delessart, alors ministre des affaires étrangères :

Londres, 17 février 1792.

« J'ai eu, monsieur, avant-hier, avec lord Grenville un entretien fort long,



fort substantiel, et que j'avais réfléchi depuis longtemps. Je l'avais déjà vu plusieurs fois, mais j'avais toujours évité d'entrer trop en matière. Outre qu'il me paraissait bien de ne pas marquer un empressement qui décelât un trop grand besoin, je tenais aussi à reconnaître auparavant la disposition des esprits, à me rendre compte à moi-même de toutes mes idées, et surtout à observer la France sous les points de vue où on ne la voit que de loin; je trouvais en cela un moyen de mieux s'entendre et je ne voulais en négliger aucun.

« Voici, à peu de chose près, quel a été le sens de ma conversation et souvent les propres mots :

« Pour entrer en matière et appeler la confiance, il m'a paru convenable de lui dire d'abord ce que j'étais et ce que je devais paraître à ses yeux.

« Si vous m'avez jugé, lui ai-je dit, sur cette multitude de papiers antirévolutionnaires dont vous avez été inondé en Angleterre, vous me connaissez bien mal. Il était impossible d'attaquer un corps tout-puissant, dont les privilèges et l'existence étaient à mes yeux incompatibles avec la liberté, sans exciter contre soi une multitude de haines; je les avais prévues : vous verrez, j'espère, quand vous me connaîtrez par vous-même, à quel point toutes les expressions de ces haines auraient dû m'être à jamais étrangères, etc., etc., etc.

« Depuis longtemps tout ce qui pense sainement en France désire un rapprochement avec l'Angleterre (c'est toujours moi qui parle à M. Grenville); on le croit raisonnable, naturel et en définitive avantageux aux deux puissances. Notre Gouvernement a désiré que je vinsse ici. Les opinions de plusieurs des agents dont il s'est servi jusqu'à présent se sont trouvées mauvaises et n'ont que trop réussi à dénaturer notre Révolution auprès des puissances étrangères. Il sait que je me suis dévoué tout entier à la cause de la liberté et de l'égalité, et à l'établissement de notre constitution monarchique, en même temps que j'ai combattu tous les désordres et toutes les intolérances par lesquels on gâtait une aussi belle cause; il sait aussi que, dans tous les temps, j'ai soutenu que l'Angleterre était notre alliée naturelle; de tout cela, il a conclu qu'en parlant de nos intérêts, j'exposerais fidèlement ses intentions et que je ne le tromperais pas dans le rapport que je lui ferais des vôtres; il a pensé de plus, et j'ai lieu de croire que ce n'est pas sans quelque raison, que l'Assemblée nationale verrait avec plaisir que je fisse ce voyage dans une telle vue. Je ne pouvais point avoir de *caractère* auprès de votre cour, notre constitution s'y opposait, mais je pouvais y présenter le vœu des Français, y manifester leurs sentiments et en appuyer l'expression des motifs les plus forts de raison, de justice et de convenance.

« Il est essentiel, avant tout, ai-je ajouté, de vous dire ce que c'est que la France aujourd'hui. On ne cesse de vous répéter que tout y est en combustion, en anarchie, etc., etc. Tout cela est au moins exagéré et sûrement travesti. Oui, sans doute, il y a des inquiétudes; il y a aussi du mal-être, car on a remué tout le royaume, et chacun y cherche maintenant sa place (1). Ce n'est pas d'ailleurs à un Anglais instruit qu'il faut expliquer comment une Révolution aussi extraordinaire, commencée il y a moins de trois ans, a laissé après elle quelques germes d'agitation; c'est un reste de lutttes entre nos anciens abus et nos principes actuels, et ce mouvement prolongé était presque inévitable dans un moment où des pouvoirs anciennement confondus viennent de se séparer et essayent de marcher ensemble.

« Cependant il existe une Constitution acceptée par le roi, jurée par toute la France, un Gouvernement dont les parties sont distinctes, des administra-

(1) M. de Talleyrand dira, sous la Restauration, dans la discussion de la loi sur la presse :

« L'art de mettre les hommes à leur place est le premier peut-être dans la science du Gouvernement. Mais celui de trouver la place des mécontents est à coup sûr le plus difficile, et présenter à leur imagination des lointains, des perspectives où puissent se prendre leurs pensées et leurs désirs, est, je crois, une des solutions de cette difficulté sociale. » (Note de M. Pallain.)



tions locales, actives et surveillées, des juges, des jurés, une grande force armée, un sol inépuisable et complètement affranchi, enfin des moyens fournis par la Constitution pour arriver à toutes réformes qui seront nécessaires. Tout cela, il est vrai, n'est point encore en pleine activité; car l'inexpérience, l'inquiétude, la mauvaise foi retardent bien des mouvements. Mais au milieu de tous ces obstacles, malgré tant d'amours-propres heurtés et jetant les hauts cris, tout ira nécessairement mieux de jour en jour; car après tout, la volonté nationale a prononcé; et il se manifeste dans toutes les occasions une énergie incalculable pour la soutenir.

« L'esprit de liberté s'est naturalisé en France: il est là pour toujours; de sa nature, il est impérissable; et, ce qui en est une suite, c'est la résolution de ne point souffrir qu'aucune puissance étrangère vienne s'immiscer dans nos affaires. Il est généralement convenu en France qu'il y a dans notre Constitution plusieurs défauts; en mon particulier, j'en suis intimement convaincu; mais ce que nous voulons tous, et rien n'est plus juste, c'est que ce soit nous qui corrigions ces défauts, à l'époque et de la manière que nous jugerons préférable pour nous; car, bien certainement, personne n'a le droit de nous dire: « Nous prétendons que vous soyez mieux que vous n'êtes. » C'est là, c'est contre tous ces principes qui n'en font qu'un, que viendront nécessairement se briser tous les efforts contre-révolutionnaires. On pourra retarder le retour de la paix chez nous; on n'y introduira jamais ni l'autorité arbitraire ni même une autre liberté que celle que nous voulons.

« ... La Révolution française est faite: on peut la contrarier, on peut la combattre; mais elle a remué trop de têtes, elle a relevé trop de sentiments pour que jamais on puisse l'anéantir.

« Voilà, ai-je ajouté, un vaste champ de méditations pour tous les Gouvernements; voilà ce qui doit tenter particulièrement un ministre digne de notre époque, lorsqu'il va traduire au tribunal de la raison tous les droits, tous les préjugés de la terre. Les puissances de la terre, les puissances du Nord qui s'agitent en ce moment devraient en conclure que c'est en vain qu'elles uniront leurs efforts contre elle: les Anglais doivent penser de plus que de telles tentatives sont injustes, sont criminelles, car, eux aussi, sont libres parce qu'ils ont voulu l'être.

« De là, après avoir repoussé toutes les idées de propagandisme qu'on nous attribue, après m'être fortifié de la pureté des intentions du roi, après avoir parlé en termes convenables de la Constitution anglaise et assuré que nous ne cesserions de voir en eux nos aînés en liberté et nos modèles de courage pour la défendre, je lui ai dit:

« Si c'était le moment d'épuiser ce que le nouvel ordre de choses présente de réflexions nouvelles à quiconque voit un peu dans l'avenir, je pourrais ajouter que ce n'est pas là uniquement que la France et l'Angleterre sont appelées à être un jour unies; que des préjugés seuls ont pu les diviser, mais que la nature irrésistible des choses et l'intérêt de tous devaient tôt ou tard les rapprocher; que la prospérité de nos deux pays étant fondée sur des bases différentes, ils sont destinés à s'entr'aider fortement de tous leurs moyens, et non à se tourmenter par des rivalités, qui, en dernier résultat, ne présentent que des efforts infructueux et même nuisibles l'un à l'autre. J'ajouterais encore que le moment n'est probablement pas loin et vous devez le sentir ainsi que moi, où cette foule de traités par lesquels on a dû lier ou bien séparer les peuples sur de misérables motifs seront sérieusement examinés, et où on ne laissera subsister que ceux qui seront réclamés par la justice et l'intérêt véritable des nations; mais, sans m'étendre davantage sur cet objet, sur lequel j'ai voulu seulement appeler vos réflexions, et très éloigné surtout de vous manifester le moindre vœu qui pût déranger vos rapports actuels avec les autres puissances de l'Europe, je vous dirai sans aucun détour que je désirerais qu'il s'établît entre nos deux nations une garantie réciproque de toutes nos possessions orientales, occidentales et européennes (M. Delessart verra sûrement là qu'en écartant toute idée de cession, j'ai touché les deux cordes

sensibles). Je pense fermement que cela serait bien et pour vous et pour nous : car, et ce serait un grand bienfait que nous vous devrions, nous trouverions là un moyen puissant d'ordonner et de raffermir notre intérieur. Pour vous, car vous y trouveriez l'assurance d'une longue paix, et, vous le savez mieux que moi, la paix est l'âme de votre commerce et de votre crédit, et le crédit est l'âme de votre Etat. Enfin, je ne vous dissimulerai point cette manière de voir dans un moment où la malveillance et la mauvaise foi ont essayé de persuader que l'Angleterre aussi se déclarait contre nous; il est digne peut-être de votre loyauté, sollicitée par la nôtre, que vous donniez par un tel moyen, qui me paraît le seul raisonnable, une preuve certaine de votre neutralité, dont au reste aucun homme sensé ne doute et dont je ne doutai jamais, etc., etc., etc.»

« Voilà à peu près ce que j'ai dit à milord Grenville; j'y avais trop pensé pour que ma mémoire ne soit pas fidèle... »

---

**Précis de droit maritime international et de diplomatie**, par A. Le Moine, capitaine de frégate, licencié en droit. Paris, 1888, librairie Berger-Levrault.

Dès que le marin a quitté les eaux de sa patrie, il se trouve sous l'empire du droit des gens, qu'il soit en pleine mer ou dans les eaux d'un Etat étranger. Il n'est donc pas étonnant que les règles de ce droit intéressent particulièrement les hommes de mer et que quelques-uns d'entr'eux aient songé à faire profiter le public de leurs études théoriques et de leur expérience. C'est ainsi que M. Théodore Ortolan a donné son ouvrage sur les règles internationales et la diplomatie de la mer qui a eu un très grand succès, mais dont malheureusement la dernière édition (la 4<sup>e</sup>) est devenue à peu près introuvable et n'est plus d'ailleurs au courant des faits et des doctrines (elle date de 1864). M. Le Moine, à la fois marin et jurisconsulte, s'est proposé de faire un exposé succinct, pouvant être utile à ceux qui vont au loin servir et défendre au besoin les intérêts de la France.

Voici l'économie de l'ouvrage. Après des *Préliminaires*, consacrés à des notions générales sur le droit des gens et les litiges internationaux, viennent trois parties : I. *Etat de paix*; II. *Etat de guerre*; III. *Diplomatie et négociations*. Nous aurions des objections à faire sur cette division et aussi sur la répartition des matières dans les divers chapitres. Par exemple, on ne se rend pas bien compte de la suite des idées dans les chapitres 2 et 3; il est question d'une manière un peu confuse des navires en pleine mer ou dans les eaux territoriales étrangères. A propos de la guerre, nous aurions vivement désiré que l'auteur discutât les nouvelles théories qui se sont fait jour au sujet de l'emploi des Torpilles, d'autant plus que dans sa préface il avait manifesté nettement sa désapprobation de certaines idées qui, si elles étaient appliquées, nous ramèneraient à la barbarie. Pour en finir avec les critiques, nous dirons que l'auteur a eu la louable pensée de faciliter les recherches au moyen d'une table analytique des matières. Mais cette table n'a pas été faite et surtout n'a pas été imprimée avec tout le soin désirable; elle n'a d'alphabétique que le nom et il y règne un véritable désordre.

Malgré ces reproches, nous pouvons affirmer qu'on lira avec fruit l'ouvrage de M. Le Moine où l'on trouvera beaucoup d'observations judicieuses, d'exemples empruntés à la pratique la plus récente. Des annexes contiennent de nombreux documents dont quelques-uns, fort intéressants, sont inédits ou peu connus.

---

Le Gérant : FÉCHOZ.

---

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

##### Déclaration concernant les relations télégraphiques des deux pays

11 décembre 1888 (1)

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté britannique, désirant assurer sur de nouvelles bases, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1889, les relations télégraphiques entre les deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

L'acte, dont copie est ci-jointe et qui a été signé à Paris-Londres le 25 juin 1888, entre M. le directeur général des postes et télégraphes de France et le « postmaster général » pour régler, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1889, les relations télégraphiques entre la France et la Grande-Bretagne, est et demeure approuvé par les deux gouvernements, qui s'engagent à l'exécuter dans toute sa teneur.

La présente déclaration sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra (2).

Fait à Londres, en double exemplaire, le 11 décembre 1888.

(L. S.) Signé : WADDINGTON.  
(L. S.) SALISBURY.

##### *Convention entre les administrations télégraphiques de la Grande-Bretagne et de la France.*

Entre les soussignés :

Le conseiller d'Etat, directeur général des postes et des télégraphes de France, agissant en sadite qualité, sous réserve de l'approbation de M. le ministre des finances,

(1) *Journal officiel de la République française* du 31 mars 1889.

(2) Les ratifications ont été échangées à Londres le 30 mars 1889.

D'une part ;

Et le postmaster général, agissant en sa dite qualité, sous réserve de l'approbation de M, le chancelier de l'Echiquier,

D'autre part ;

Considérant que les relations télégraphiques entre la France et l'Angleterre sont régies par des conventions intervenues, d'un côté, entre le gouvernement français et la « Submarine telegraph Company », et, d'un autre côté, entre le gouvernement britannique et cette même compagnie, ainsi que par la convention télégraphique conclue entre la France et la Grande-Bretagne le 28 juillet 1879, et prorogée par un arrangement en date du 11 mai 1886 ;

Que ces conventions prennent fin à la date du 12 janvier 1889,

Qu'il est dès lors indispensable et urgent de régler à nouveau les relations télégraphiques qui devront, à partir du 13 janvier 1889, être établies entre la France et l'Angleterre :

Qu'il est d'ailleurs désirable que ces relations soient rendues directes et affranchies de tout intermédiaire afin de pouvoir devenir plus régulières, plus rapides et moins onéreuses pour le public :

Il a été stipulé et convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. — Le gouvernement français et le gouvernement britannique s'engagent respectivement à ne renouveler ni proroger les concessions accordées à la compagnie privée dite « Submarine telegraph Company » pour l'établissement et l'exploitation de câbles sous-marins entre la France et le Royaume-Uni et à n'accorder aucune autre concession à une compagnie ou personne privée, que d'un commun accord.

Néanmoins il est mutuellement convenu que les arrangements actuels resteront en vigueur jusqu'au 31 mars 1889.

Art. 2. — Le gouvernement français et le gouvernement britannique procéderont de compte à demi, soit au rachat des cinq câbles suivants (Calais-Douvres, Boulogne-Folkestone, Dieppe-Beachy-Head, Havre-Beachy-Head et Piron-Jersey), soit, si ces câbles ne sont pas rachetés, à l'achat et à la pose de nouveaux câbles à quatre conducteurs, en nombre suffisant pour assurer, dans les meilleures conditions possibles, les relations télégraphiques entre les deux pays.

Les conditions et les modes de rachat desdits câbles existants, ou d'achat de nouveaux câbles à y substituer, ou de tout autre câble à poser ultérieurement, aussi bien que les conditions et arrangements pour la pose et l'entretien des câbles, feront l'objet d'une convention spéciale entre l'administration britannique et l'administration française, sur la base d'une co-propriété des câbles et du partage égal entre les deux pays des dépenses de pose et d'entretien.

Art. 3. — Les deux administrations régleront d'un commun accord, et au mieux des intérêts de la correspondance publique, le mode d'utilisation et d'exploitation des câbles.

Il sera procédé à la pose des câbles supplémentaires dès que la nécessité en aura été démontrée.

Les deux administrations s'engagent à prendre des mesures pour que, à partir du fonctionnement des relations directes, l'un des fils existants



puisse servir à la constitution d'une communication directe entre le Havre et Liverpool.

Art. 4. — A partir du 1<sup>er</sup> avril 1889, la taxe des télégrammes ordinaires échangés entre la France, d'une part et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, d'autre part, sera fixée à 20 centimes par mot, quel que soit le nombre de mots.

Les taxes afférentes au transit sous-marin dans les relations non limitrophes continueront à être perçues suivant le taux fixé par les conventions internationales actuellement en vigueur.

Art. 5. — Les télégrammes échangés entre la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande qui, par suite d'interruption des voies directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère, ne seront soumis à aucune surtaxe. Le prix de transit restera à la charge de l'administration dont les communications normales seront interrompues, dans le cas d'interruption des lignes terrestres, et à la charge commune des deux administrations dans le cas de rupture des lignes sous-marines.

Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe, sur la demande de l'expéditeur, seront soumis aux taxes et aux dispositions de la convention télégraphique internationale.

Art. 6. — Les taxes perçues de part et d'autre pour le trafic limitrophe, y compris les sommes payées par les journaux pour les fils spéciaux, les taxes des câbles pour les relations non limitrophes et celles afférentes aux conducteurs loués à des compagnies de câbles seront partagées en parties égales entre les deux pays. Toutefois, le gouvernement britannique s'engage à faire abandon à la France, pendant une période de cinq années, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1889, des 11/20<sup>es</sup> du montant total des produits du trafic direct franco-anglais, les 9/20 de ces mêmes produits devant être attribués au gouvernement britannique. Les conditions spéciales que comportent, soit le calcul des taxes par moyennes ou autrement, soit le règlement et la liquidation des comptes entre les deux offices, feront l'objet d'une convention spéciale entre ces offices.

Art. 7. — Le General Post Office s'engage :

1<sup>o</sup> A ne pas entraver l'action du gouvernement français auprès des gouvernements avec lesquels l'administration française se propose de traiter en vue de l'établissement de communications directes destinées à faciliter l'échange rapide des correspondances télégraphiques entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, d'une part, l'Autriche et l'Espagne, d'autre part.

2<sup>o</sup> A prêter à l'administration française son appui pour résoudre toutes les questions, de quelque ordre qu'elles soient, relatives à l'établissement de communications télégraphiques directes entre Londres et Rome.

3<sup>o</sup> Enfin, à prendre toutes les mesures utiles pour faire desservir, s'il y a lieu, par des appareils rapides, les fils directs que la France aurait fait établir en vertu des conventions conclues, soit avec l'Espagne ou l'Autriche, soit avec l'Italie.

Art. 8. — La présente convention demeurera en vigueur pendant une période de dix années, à partir du 1<sup>er</sup> avril mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Art. 9. — La présente convention, après avoir été approuvée par M. le ministre des finances et par M. le chancelier de l'Echiquier, sera

dressée dans la forme diplomatique et soumise à telle ratification que chaque Etat jugera nécessaire.

Fait à Paris-Londres, le 25 juin 1888.

*Le conseiller d'Etat,  
Directeur général des postes et télégraphes,*

Signé : COULON.

*Le postmaster général,*

Signé : HENRI-CECIL RAIKES.

— Le Gouvernement français, en soumettant au Parlement l'Arrangement qui précède, l'a accompagné d'un *Exposé des motifs* que nous reproduisons :

Messieurs, depuis les premières origines de la télégraphie électrique, les relations télégraphiques entre la France et l'Angleterre ont été assurées par des compagnies privées qui, propriétaires des câbles sous-marins dont elles avaient opéré l'immersion à leurs risques et périls, participaient à l'exploitation des lignes, assuraient l'entretien de ces dernières et prélevaient sur les recettes une part déterminée.

Le Gouvernement français avait dû, à cette époque, traiter de ces questions avec des compagnies privées, par ce double motif que la science de la télégraphie électrique venait de naître, qu'elle était dans la période des tâtonnements et des essais et que la construction comme l'immersion et l'entretien des câbles présentaient de tels aléas que la sauvegarde des intérêts du Trésor public imposait aux administrations d'Etat le devoir d'abandonner à l'initiative privée les risques attachés aux entreprises de cette sorte et par suite aussi les chances de bénéfices.

D'un autre côté, le Gouvernement britannique n'avait pas, à cette époque, charge d'assurer le service public de la correspondance télégraphique. En Angleterre, en effet, la télégraphie électrique, tant terrestre que sous-marine, était née et s'était développée librement, sans la moindre attache gouvernementale. Ce fut beaucoup plus tard et seulement après vingt années d'expérience, en raison de l'insécurité des échanges de la correspondance publique, en présence du trouble incessant que venaient jeter dans la marche des affaires tantôt les luttes et les rivalités des compagnies télégraphiques, tantôt les coalitions de ces mêmes compagnies, que le Gouvernement britannique résolut de revendiquer pour lui-même et au nom de l'intérêt général le monopole de l'établissement et de l'exploitation de toutes les lignes télégraphiques terrestres, en même temps qu'il décida le rachat, à l'expiration du délai de leurs concessions respectives, des principales lignes sous-marines reliant l'Angleterre aux divers pays d'Europe.

La première tentative faite pour relier, par une communication sous-marine, les côtes de France à celles d'Angleterre, remonte au 10 août 1849, date à laquelle fut signé le décret présidentiel concédant à M. Jacob Brett l'autorisation exclusive d'établir et d'exploiter une ligne télégraphique sous-marine devant atterrir, sur le littoral français, entre Calais et Boulogne.

Cette concession, après avoir fait l'objet d'une Convention supplémentaire signée le 30 novembre 1850 et d'un second décret confirmatif, en date du 19 décembre 1850, fut renouvelée, le 23 octobre 1851, par un nouveau contrat conclu entre l'administrateur en chef des lignes télégraphiques et une Société anglaise dite « Compagnie du télégraphe sous-marin », à laquelle M. Jacob Brett avait rétrocédé tous ses droits, charges et privilèges. Ce nouvel acte, qui fut approuvé par décret du 24 octobre 1851, accordait à la « Submarine Telegraph Company » le droit de « pouvoir établir et exploiter, à l'exclusion de

tous autres, pendant dix années, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1852, une ligne télégraphique sous-marine entre les côtes de France et d'Angleterre. »

Un câble à quatre conducteurs fut, à la suite de ces divers actes, immergé entre Calais et Douvres, et inauguré le 13 novembre 1851.

La Compagnie concessionnaire s'engagea, par une nouvelle convention conclue le 2 janvier 1859, à construire un second câble à six conducteurs entre Boulogne et Folkestone, un troisième câble à immerger entre un point à déterminer ultérieurement sur la côte d'Angleterre et la ville du Havre, enfin une quatrième ligne reliant à la côte de France les îles anglaises de Jersey, Alderney, Sark et Guernesey.

Cette nouvelle concession, approuvée par décret du 12 janvier 1859, était accordée pour un laps de temps de trente années à partir de cette date. Elle stipulait non plus un privilège exclusif au profit de la Compagnie, mais simplement un droit de préférence à conditions égales pour l'établissement de nouvelles lignes ayant un point d'atterrissement autres que ceux désignés dans la convention.

Le câble de Boulogne-Folkestone fut immergé dans le courant de l'année 1859.

Un câble à un conducteur fut établi en 1869 entre Coutances et Jersey.

Enfin, un câble à six conducteurs fut immergé entre le Havre et Beachy-Head dans le courant de l'année 1869.

Mais antérieurement à cette dernière opération, un nouvel entrepreneur, M. Latimer Clark, ayant sollicité du Gouvernement français la concession d'une ligne télégraphique sous-marine entre Dieppe et New-Haven, la « Submarine Telegraph Company », usant de son droit de préférence, sollicita et obtint l'autorisation de construire cette ligne entre Dieppe et Beachy-Head, ligne qui fut inaugurée en juin 1861.

Cette dernière concession devait d'ailleurs, de même que les concessions antérieures, prendre fin après le délai de trente années fixé par l'article 1<sup>er</sup> de la convention du 2 janvier 1859, c'est-à-dire à la date du 12 janvier 1889.

Tous les conducteurs sous-marins, ainsi établis, furent prolongés par des lignes terrestres, savoir :

Du côté de la France, les uns jusqu'à Lille, le Havre, Rennes, Bordeaux et Marseille, les autres, au nombre de douze, jusqu'à Paris.

Du côté de l'Angleterre, jusqu'à Londres où ils aboutirent à un bureau exploité par la Compagnie concessionnaire.

Ce fut, en effet, la « Submarine Telegraph Company » qui, intermédiaire privilégiée entre la France et l'Angleterre dans leurs relations télégraphiques, demeura seule chargée du service des échanges de la correspondance télégraphique entre la France et Londres, à l'exclusion du Post-Office lui-même qui, aujourd'hui encore, n'intervient dans les opérations qu'à Londres même, pour recevoir ou délivrer les télégrammes à destination ou en provenance des sucursales ou des localités autres que Londres.

À l'origine même, la Compagnie eut seule qualité pour débattre et fixer, de concert avec la France, le montant des taxes télégraphiques franco-anglaises, ainsi que le mode de partage du produit de ces taxes entre les deux pays. Ce fut seulement après la signature de la convention télégraphique internationale de Londres, et en vertu d'un arrangement spécial conclu le 28 juillet 1879, que le General post-office, se substituant à la « Submarine Telegraph Company », fixa, d'accord avec le Gouvernement français, la taxe des télégrammes échangés directement entre la France et l'Angleterre, décida que cette taxe serait perçue à raison de 0 fr. 25 par mot et consentirait à ce que, sur le montant des taxes ainsi encaissées, la part de la France fût fixée à 11 centimes, celle de la Grande-Bretagne à 14 centimes à charge par le post-office de désintéresser la « Submarine Telegraph Company ».

Tel était l'état des choses lorsqu'approcha le moment où la concession faite à la Compagnie submarine allait expirer.

Convenait-il de renouveler les anciennes conventions, ou bien d'en conclure

de nouvelles avec cette puissante Société, sauf à stipuler à notre profit des conditions plus ou moins avantageuses ?

Fallait-il, au contraire, accueillir les ouvertures du « general post-office » et traiter avec ce dernier, afin que les communications télégraphiques échangées entre les deux pays fussent désormais aux mains des deux administrations d'Etat, à l'exclusion de tout intermédiaire onéreux et gênant ?

Telle était l'alternative qui se posait.

C'est au second de ces partis que nous nous sommes arrêtés.

Deux raisons essentielles ont décidé de notre résolution.

La première est d'ordre international. Nous trouvant en présence de l'administration d'un pays ami qui, depuis plusieurs années, nous demandait de ne pas renouveler à une Compagnie anglaise la concession d'un privilège qui livrait à cette Compagnie les relations télégraphiques de deux grandes nations, nous avons pensé qu'il y avait lieu de déférer à des désirs souvent renouvelés.

La seconde raison est d'ordre exclusivement financier. La Compagnie submarine distribue normalement à ses actionnaires un dividende variant entre 16 1/2 et 17 1/2 p. 100.

Nous avons considéré qu'en reprenant, de compte et demi avec l'Angleterre, l'exploitation des câbles, la moitié de ces bénéfices entrerait dans les caisses du Trésor, et les calculs auxquels nous nous sommes livrés, et que nous reproduisons plus loin, ont pleinement justifié notre pensée.

En conséquence, nous avons cru devoir conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique la convention du 25 juin dernier que nous venons avec confiance soumettre à votre examen.

Aux termes de cette convention, dont la durée est fixée à dix années, les Gouvernements de France et d'Angleterre reprennent l'exploitation des câbles sous-marins qui relient les deux pays. Ils procéderont d'un commun accord et de compte à demi soit au rachat des câbles appartenant à la Compagnie submarine, soit à l'achat et à la pose de nouveaux câbles. Ils partageront les produits de l'exploitation dans une proportion déterminée et en supporteront les charges par moitié. En outre, pour permettre aux deux administrations de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'appliquer le nouveau régime, il a été entendu que la concession faite à la Compagnie submarine qui devait expirer le 12 janvier 1889, serait prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> avril suivant.

Les principaux avantages que nous recueillons de l'accord intervenu sont les suivants :

I. Abaissement de la taxe des télégrammes échangés entre la France et l'Angleterre.

II. Augmentation des bénéfices.

III. Extension du service télégraphique international.

#### I. — ABAISSEMENT DE LA TAXE.

La taxe des télégrammes échangés entre la France et l'Angleterre, telle qu'elle résulte de l'arrangement du 25 juillet 1879, est actuellement de 0 fr. 25 par mot.

Il a paru qu'il était équitable que le public sur lequel la « Submarine Company » avait prélevé pendant de longues années des bénéfices importants, profitât dans une certaine mesure de la suppression de cet intermédiaire onéreux. En conséquence, les deux Gouvernements sont tombés d'accord pour abaisser la taxe à 0 fr. 20.

#### II. — AUGMENTATION DES BÉNÉFICES.

Pour se rendre compte de l'augmentation des bénéfices qui sera le résultat de la nouvelle convention, il convient tout d'abord d'examiner quels sont les effets produits par le régime qui va expirer.

En sa qualité de propriétaire unique des lignes sous-marines franco-anglaises,



la « Submarine Company » avait seule mission d'en assurer l'entretien. En conséquence, l'administration française n'avait à supporter aucune charge.

La Compagnie devait, en outre, rembourser annuellement à l'administration française, et jusqu'à concurrence de 60,000 fr., les traitements des agents français chargés de la manœuvre des appareils desservant les câbles. Le montant des sommes remboursées de ce chef s'est élevé pour 1888 au chiffre de 54,537 fr. 74.

D'un autre côté, en raison du mode de partage du produit des taxes résultant de l'arrangement du 28 juillet 1879, et attribuant à la France les 11/25 des recettes dues au trafic direct, le Trésor a encaissé de ce chef pour l'année 1887, dernier exercice dont les résultats soient connus et vérifiés, une somme totale de 1,334,485 fr. 98 pour taxes des 12,131,087 mots échangés entre la France et la Grande-Bretagne.

Enfin, la location à divers journaux de fils disponibles pendant la nuit a produit une somme totale de 275,000 fr., dont la moitié a été bonifiée à la France, d'où un encaissement de 137,500 fr.

Il suit de là qu'en 1887 le total des sommes encaissées par la France, pour le trafic direct franco-anglais, s'est élevé au chiffre total de 1,526,500 fr.

Les résultats afférents à l'exercice 1888 qui vient d'être clos, ne sont pas encore arrêtés, il est toutefois permis d'espérer qu'ils ne seront pas inférieurs à ceux de 1887.

Quant aux produits encaissés durant la même année par la « Submarine Telegraph Company », l'administration n'a pu en connaître le montant rigoureusement exact. L'administration sait seulement qu'ils ont trois origines différentes savoir :

1 <sup>o</sup> Produit du trafic direct franco-anglais provenant de la bonification de 7 des 14 centimes qui sont attribués à l'Angleterre par l'arrangement du 28 juillet 1879. Chaque centime valant 121,316 fr., la Compagnie a dû encaisser de ce chef.....	849,212
et la moitié environ des 137,500 fr. de frais de location de fils aux journaux, soit.....	68,750

2<sup>o</sup> Produits du trafic de transit soit européen, soit extra-européen :

Comme aux termes des conventions internationales il est attribué au transit des câbles franco-anglais une part de 11 centimes et même dans certains cas de 14 centimes par mot, comme il a été transmis par ces câbles, indépendamment du trafic direct franco-anglais, 4,128,249 mots de transit soit européen, soit extra-européen, on peut affirmer que ce second trafic n'a pas rapporté à la Compagnie un produit inférieur à .....

	454.187
--	---------

La Compagnie loue à l'Eastern Telegraph Company un fil allant de Londres à la côte de France moyennant une rémunération annuelle de.....

	75.000
--	--------

Exploitation du privilège et location de fils :

La Compagnie, se prévalant des privilèges résultant de l'acte de concession, impose à chacune des trois Compagnies transatlantiques qui ont immergé dans la Manche et qui y exploitent divers câbles sous-marins, le paiement de diverses subventions annuelles qui s'élèvent pour la Compagnie anglo-française à.....

	50.000
--	--------

Pour la Compagnie française du télégraphe de Paris à New-York, à.....

	37.500
--	--------

Et pour la Compagnie commerciale, à.....

	37.500
--	--------

Soit pour les produits indirects un produit total de.....	200.000	200.000
---	---------	---------

D'où pour l'ensemble des revenus bruts que la Compagnie sous-marine a encaissés en 1887 pour les lignes franco-anglaises une somme minimum de .....

	1.572.039
--	-----------

La Compagnie disparaissant, cette somme sera perçue par les deux administrations franco-anglaises. Mais en même temps, elles auront à supporter les charges qui résulteront pour elles du nouveau régime.

Ces charges, quelles seront-elles ?

Il faut faire figurer en première ligne l'amortissement de la somme qu'il sera nécessaire de déboursier, soit pour en acheter de neufs, et en second lieu les dépenses d'entretien de ces câbles. Or, les dépenses d'entretien sont très différentes, suivant qu'elles s'appliquent à des câbles anciens qui demandent des réparations fréquentes, ou au contraire à des câbles neufs qui, dans les premières années de leur installation, n'en exigent que de peu importantes.

En conséquence, la fixation des dépenses d'entretien, comme celle des dépenses de premier établissement est subordonnée à la question de savoir si les deux Gouvernements rachèteront les câbles existants ou s'ils en achèteront de neufs et dans la première hypothèse, à la question de savoir quel est l'état de conservation des câbles de la Compagnie submarine, quelle est leur valeur électrique et leur valeur marchande.

Or, ces questions sont depuis plusieurs mois débattues entre les deux administrations, et font l'objet de leur examen le plus attentif.

Mais, s'il n'est pas possible de prévoir dès à présent, avec exactitude, quelles seront les charges qui pourront résulter du rachat des câbles, il est facile de déterminer avec la plus grande approximation celles qui résulteraient de l'achat de câbles neufs.

En effet, des renseignements recueillis, il semble que la pose de 6 câbles neufs à 4 grands conducteurs, et du câble à un fil de Coutances à Jersey, entraînerait une dépense totale d'environ 1,850,000 fr.

D'un autre côté, l'expérience démontre que les câbles neufs, s'ils sont bien construits, ne donnent lieu pendant les premières années qu'à des dépenses d'entretien insignifiantes et dues, à peu près exclusivement, aux incidents de mer ou de navigation. Si l'on évalue à 50,000 fr. les dépenses à engager de ce chef pendant chacune des cinq premières années, on arrivera à cette conclusion, que l'achat et l'entretien de câbles neufs aurait entraîné à l'expiration de la cinquième année les dépenses suivantes, savoir : 1,850,000 fr. (prix moyen d'achat), plus cinq fois 50,000 fr. ou 250,000 fr., soit en tout 2,100,000 fr., dont moitié, c'est-à-dire 1,050,000 fr., à la charge de la France.

Ces données nous permettent d'établir aussi approximativement que possible quels seront les avantages qui, au point de vue financier, résulteront pour la France de la nouvelle convention. Nous les mettons en regard, dans le tableau suivant, de ceux qui nous étaient offerts par la Compagnie submarine pour obtenir le renouvellement de sa concession :

**Tableau comparatif des produits et des charges pendant la période des cinq dernières années.**

PROPOSITIONS DE LA SUBMARINE  
COMPANY :

CONVENTION ANGLO-FRANÇAISE  
DU 25 JUIN 1888 :

*Trafic direct.*

On peut compter sur un échange minimum de 13,000,000 de mots. En 1888, le trafic direct a produit 12,981,681 mots, soit une augmentation de 849,994 mots sur 1887. Il n'est pas possible d'admettre que, la taxe étant réduite de 20 p. 100, le trafic puisse subir des réductions. Les 13,000,000 de mots doivent, dès lors, être admis comme un minimum. Au taux de 20 centimes par mot, le produit total étant de 2,600,000 fr., chaque centime représente une valeur de 130,000 fr.

A raison des 11/25 du produit total ou de 0 fr. 088 par mot, la part de la France aurait été de ..... 1.444.000 »

1/2 du produit des abonnements des journaux (325,000 fr., 1888) ..... 162.500 »

A raison des 11/20 (article 6 de la convention), la part de la France sera de ..... 1.430.000 »

Les 11/20 des abonnements des journaux (325,000 fr., 1888)... 178.750 »

*Produits indirects,*

Traitements remboursés par la Compagnie..... 60.000 »

1/2 des sommes prélevées sur les Compagnies des câbles .. 400.000 »

*Trafic de transit.*

Prélèvements sur les bénéfices..... 50.000 »

Recette annuelle.. 1.416.500 »

Soit pour la période des cinq premières années..... 7.082.500 »

1/2 des taxes afférentes au transit des câbles..... 227.053 50

Recette annuelle.. 1.935.803 50

Total des recettes après la période de cinq années..... 9.679.017 50

A déduire :

1/2 des dépenses d'achats et d'entretien de câbles neufs ci..... 1.050.000 »  
Im-  
prévu. 250.017 50

Reste net..... 8.379.000 »

Produits nets de l'exploitation directe ..... 8.739.000

Produits nets de l'exploitation avec la Compagnie.. : .... 7.082.500

Bénéfices réalisés par l'exploitation directe.. 1.296.500

Il suit de là qu'après la période prévue des cinq premières années et dans le cas où le trafic resterait rigoureusement stationnaire, ce qui est peu probable, les bénéfices qui résulteront pour le Trésor, de l'exploitation directe et sans intermédiaire des câbles franco-anglais, ne s'élèveront pas à un chiffre inférieur à 1,296,500 fr., soit 296,500 fr. par an, les frais d'acquisition des câbles étant d'ailleurs remboursés sur les produits.

Après cette première période de cinq années qui constitue, pour la France, une situation privilégiée dont nous aurions voulu, mais dont nous n'avons pu, malgré nos très vives instances, étendre les avantages à la durée totale de la convention elle-même, les deux Gouvernements se partageront par moitié les recettes et supporteront, de même, de compte à demi toutes les charges.

Dans ces nouvelles conditions, le trafic restant stationnaire, les recettes du Trésor français seront les suivantes :

1/2 des produits du tarif direct..... 1.300.000  
1/2 des abonnements des journaux ..... 162.500  
1/2 des sommes prélevées sur les Compagnies de câbles..... 100.000  
1/2 des produits du transit..... 227.050

Total..... 1.789.550

A déduire les dépenses qui résulteront de l'entretien des câbles et qui seront plus élevées parce que les câbles seront plus anciens, mais ne dépasseront pas 300,000 fr., en y ajoutant une large part d'imprévu, dont 1/2 au compte de la France.....	150.000
Reste une recette nette de.....	1.639.550
Comme le traité avec la submarine Compagnie n'aurait produit que.....	1.416.500
l'application de la convention assurera donc au Trésor français, même après la première période de cinq années, un bénéfice net annuel de.....	223.050

### III. — EXTENSION DU SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONAL.

Depuis longtemps, la ville du Havre demandait une communication directe avec Liverpool. Cette communication lui est assurée.

Mais un des résultats importants de notre entente avec le Gouvernement de la Grande-Bretagne sera d'établir entre les deux administrations des rapports plus étroits, qui faciliteront l'échange rapide des communications internationales.

Par l'article 7 de la convention, l'administration anglaise s'engage à ne pas entraver notre action en vue d'établir des communications directes par la voie de France entre la Grande-Bretagne, d'une part, l'Autriche et l'Espagne, de l'autre, et même, à nous prêter son appui en vue d'établir ces communications entre la Grande-Bretagne et l'Italie.

Tels sont, messieurs, les principaux avantages qui résultent de la convention, dont nous avons l'honneur de vous demander la ratification.

Si nous avons tardé jusqu'à ce jour à vous en saisir, c'est que nous aurions voulu vous soumettre en même temps la demande de crédits qui doit en être la conséquence. Mais l'entente n'étant pas encore arrêtée, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, sur la question de savoir si les deux Gouvernements procéderont au rachat des câbles existants ou à l'achat de câbles neufs, nous n'avons pas voulu attendre plus longtemps pour vous demander votre approbation, afin d'être en mesure de pouvoir abaisser la taxe des télégrammes échangés entre la France et l'Angleterre, à partir du 1<sup>er</sup> avril prochain.

— Voici le *Rapport* présenté à la Chambre des Députés par M. Georges Cochery au nom de la Commission chargée d'examiner l'arrangement intervenu entre les Administrations télégraphiques des deux pays :

Messieurs,

L'arrangement conclu entre les Administrations des Postes et des Télégraphes de France et d'Angleterre, que le Gouvernement soumet à notre approbation, a un double objet :

1<sup>o</sup> Faire assurer directement par les deux Etats les relations télégraphiques entre la France et la Grande-Bretagne, qui devaient jusqu'à présent emprunter les câbles d'une Compagnie anglaise la *Submarine Telegraph Company*;

2<sup>o</sup> Réduire de 0 fr. 25 à 0 fr. 20 par mot la taxe applicable aux télégrammes échangés entre les deux pays.

#### I

Les premiers essais de télégraphie sous-marine entre la France et la Grande-Bretagne datent de 1849. Un décret du 10 août 1849 autorisa l'établissement d'un câble télégraphique entre Douvres et Calais ; mais c'est seulement au mois d'octobre 1851 que la Compagnie concessionnaire a été définitivement admise à exploiter ce câble avec un privilège exclusif de dix années à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1852.



Un câble à quatre conducteurs fut, dans ces conditions, immergé entre Calais et Douvres, et mis en exploitation le 13 novembre 1851.

Mais, comme ce câble ne suffit bientôt plus aux nécessités du service, la Compagnie concessionnaire s'engagea, par une nouvelle Convention conclue le 2 janvier 1859, à construire un second câble à six conducteurs entre Boulogne et Folkestone, un troisième câble à immerger entre un point à déterminer ultérieurement sur la côte d'Angleterre et la ville du Havre, enfin une quatrième ligne reliant à la côte de France les îles anglaises de Jersey, Alderney, Sark et Guernesey.

Cette nouvelle concession, approuvée par décret du 12 janvier 1859, était accordée pour trente années à partir de cette date. C'était une prorogation du privilège de la Compagnie sous les seules réserves suivantes :

Le Gouvernement français se réserve le droit :

« 1° D'autoriser, comme il avisera, l'établissement d'une ligne télégraphique partant d'un point quelconque des côtes de France, et aboutissant directement aux côtes d'Irlande et destinée exclusivement à la transmission de ou pour l'Amérique par le câble transatlantique ;

« 2° D'autoriser également l'établissement d'une ligne télégraphique partant d'un point quelconque des côtes de France et aboutissant aux côtes d'Angleterre et aux îles de la Manche en dehors des points d'atterrissement ci-dessus désignés.

« Toutefois la Compagnie concessionnaire du télégraphe sous-marin entre la France et l'Angleterre aura un droit de préférence dans le cas où elle désirerait construire et exploiter elle-même cette nouvelle ligne à conditions égales. »

Le câble de Boulogne-Folkestone fut immergé dans le courant de l'année 1859.

Un câble à un conducteur fut établi en 1860 entre Coutances et Jersey.

Enfin, un câble à six conducteurs fut immergé entre le Havre et Beachy-Head dans le courant de l'année 1869.

Un nouvel entrepreneur ayant sollicité du Gouvernement français la concession d'une ligne télégraphique sous-marine entre Dieppe et New-Haven, la « *Submarine Telegraph Company* », usant de son droit de préférence, sollicita et obtint l'autorisation de construire cette ligne entre Dieppe et Beachy-Head ; le câble fut inauguré en juin 1861.

Cette dernière concession devait d'ailleurs, de même que les concessions antérieures, prendre fin après le délai de trente années fixé par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention du 2 janvier 1859, c'est-à-dire à la date du 12 janvier 1889.

En résumé, actuellement, 5 câbles assurent nos relations télégraphiques avec la Grande-Bretagne, savoir :

- Câble de Calais à Douvres (4 conducteurs) (1851) ;
- de Boulogne à Folkestone (6 conducteurs) (1859) ;
- du Havre à Beachy-Head (6 conducteurs) (1869) ;
- de Dieppe à Beachy-Head ( ) (1861) ;
- de Coutances à Jersey (1 conducteur) (1860).

Ces câbles sont prolongés en Angleterre par des lignes terrestres appartenant à la Compagnie, jusqu'à Londres, où le service est fait par ses employés, avec son matériel, dans ses bureaux, où elle assure elle-même le service des dépêches à destination de Londres, et ne remet au Post Office que les télégrammes à destination d'une autre partie de l'Angleterre ou ceux dont elle veut lui confier la distribution pour les parties éloignées de Londres. C'est encore un reste de l'ancienne organisation de la télégraphie électrique en Angleterre, à l'époque où elle était abandonnée dans ce pays à des Compagnies privées.

En France, au contraire, le service est assuré dans les bureaux de l'Etat, par des employés de l'Etat dont le traitement est remboursé dans certaines conditions et limites par la Compagnie. Les lignes joignant les points d'atterrissement des câbles aux bureaux de l'Etat appartiennent à l'Administration française.

Les lignes ainsi reliées aux câbles aboutissent à Paris (12 fils), à Lille, au

Havre, à Rennes, à Bordeaux et à Marseille, en sorte que la communication est établie directement entre chacune de ces villes et le bureau de la Compagnie *Submarine* à Londres.

Cette intervention obligatoire d'une Compagnie privée pour la correspondance télégraphique de deux Etats ayant des relations aussi nombreuses que la France et l'Angleterre présentait de nombreux inconvénients.

Sans parler de l'élévation des tarifs qui en résultait, point sur lequel nous reviendrons plus loin, elle avait d'abord le double défaut de mettre obstacle à l'établissement de conducteurs en nombre suffisant pour répondre aux nécessités du service, et de centraliser à Londres tous les télégrammes échangés avec la France; l'établissement de communications directes entre certaines villes de France et les villes anglaises avec lesquelles elles ont le plus de relations, eût été au contraire de nature à activer considérablement la transmission des télégrammes entre ces places et à aider ainsi au développement des relations commerciales.

On peut concevoir, à la rigueur, qu'à l'origine de la télégraphie électrique, alors que les câbles sous-marins étaient une nouveauté, on ait laissé à l'industrie privée le soin de poser, d'entretenir et d'exploiter les communications sous-marines de la Manche; cela était admissible, surtout en raison de ce que l'Angleterre n'avait pas de service télégraphique d'Etat. Mais aujourd'hui que notre administration télégraphique a depuis longtemps l'expérience complète de la télégraphie sous-marine, qu'elle possède, exploite et entretient des câbles sous-marins autrement importants, comme longueur, que les câbles de la Manche, notamment les câbles de Marseille à Alger; alors que l'Angleterre a racheté toutes les exploitations télégraphiques privées pour établir un réseau d'Etat, il a paru à l'administration française nécessaire de profiter de l'expiration de la concession accordée à la Compagnie *Submarine* des câbles de la Manche, pour faire cesser cette intervention et ce monopole d'une Compagnie privée.

Le Gouvernement anglais poursuivait, du reste, énergiquement la même pensée.

La Compagnie *Submarine* exploite, en vertu de concessions ayant la même date d'expiration, des câbles non-seulement entre la France et l'Angleterre, mais encore entre la Belgique et l'Angleterre, l'Allemagne et l'Angleterre : une résolution analogue a été prise par les Gouvernements Belge et Allemand.

La décision de l'Administration française se justifie donc amplement, et nous ne pouvons qu'y applaudir.

Dans l'Exposé des motifs du projet de loi, le Gouvernement résume ainsi les considérations auxquelles il a obéi :

« La première est d'ordre international. Nous trouvant en présence de l'administration d'un pays ami qui, depuis plusieurs années, nous demandait de ne pas renouveler à une Compagnie anglaise la concession d'un privilège qui livrait à cette Compagnie les relations télégraphiques de deux grandes nations, nous avons pensé qu'il y avait lieu de déférer à des désirs souvent renouvelés.

« La seconde raison est d'ordre exclusivement financier. La Compagnie *Submarine* distribue normalement à ses actionnaires un dividende variant entre 16 1/2 et 17 1/2 0/0.

« Nous avons considéré qu'en reprenant, de compte à demi avec l'Angleterre, l'exploitation des câbles, la moitié de ces bénéfices entrerait dans les Cais- ses du Trésor, et les calculs auxquels nous nous sommes livrés et que nous reproduisons plus loin, ont pleinement justifié notre pensée.

« En conséquence, nous avons cru devoir conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, la Convention du 25 juin dernier que nous venons avec confiance soumettre à votre examen ».

Aux termes de cette Convention, dont la durée est fixée à dix années, les Gouvernements de France et d'Angleterre reprennent l'exploitation des câbles sous-marins qui relient les deux pays. Ils procéderont d'un commun accord et en partageant les charges par moitié soit au rachat des câbles appartenant à la Compagnie *Submarine*, soit à l'achat et à la pose de nouveaux câbles. Ils par-

tageront les produits de l'exploitation dans une proportion déterminée et en supportant les charges par moitié. En outre, pour permettre aux deux Administrations de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'appliquer le nouveau régime, il a été entendu que la concession faite à la Compagnie *Submarine*, qui devait expirer le 12 janvier 1889, serait prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> avril suivant.

La Convention réservait aux Administrations française et anglaise le choix entre deux solutions pour se procurer les conducteurs sous-marins nécessaires : soit le rachat des câbles de la Compagnie, qui, par l'expiration de sa concession, perdait non-seulement son privilège, mais son droit même d'atterrissement, soit la pose de câbles nouveaux.

Votre Commission a voulu savoir si une résolution était prise pour adopter l'une de ces solutions, et si elle pouvait avoir la certitude que l'on ne risquait aucune interruption de service le 1<sup>er</sup> avril. M. le Directeur général des Postes et des Télégraphes nous a déclaré que, d'après les désirs de l'Administration anglaise, on avait d'abord cherché à s'entendre sur la question du prix de rachat des câbles ; mais, avec cette réserve : qu'en cas de non entente on procéderait à la pose de nouveaux conducteurs.

Les ingénieurs des deux offices télégraphiques sont tombés d'accord pour fixer à 350,000 francs le prix de rachat que les deux administrations pouvaient consentir à payer. Ce serait 175,000 francs qui seraient mis à la charge de la France (1).

Il y a à cet égard accord complet entre l'Administration française et l'Administration anglaise qui s'est chargée des négociations avec la « *Submarine Company* ».

Dès que la Compagnie aura fait connaître sa réponse, le Gouvernement saisira le Parlement d'une demande de crédit soit pour le rachat des câbles, soit pour la pose des câbles neufs ; au cas où il faudrait avoir recours à la pose des câbles neufs, l'Administration estime qu'il faudrait immerger 6 câbles neufs à 4 grands conducteurs, et un câble à un fil de Contances à Jersey ; ce serait une dépense maxima de 1,850,000 francs, dont 925,000 francs à la charge de la France, dépense qui serait, ainsi que nous l'indiquons plus loin, couverte en moins de cinq ans par les bénéfices résultant, pour le Trésor, de la Convention nouvelle.

Il y a sans doute un écart considérable entre le chiffre de 1,850,000 francs et le chiffre arrêté par les ingénieurs des deux pays comme représentant la valeur des câbles actuels.

Mais il faut remarquer que ceux-ci sont loin de valoir des câbles neufs ; en outre, ils entraînent des dépenses d'entretien autrement considérables que celles qu'exigeraient des câbles nouveaux dont les charges d'entretien seraient à peu près nulles les premières années. Ces câbles, au contraire, dont l'ancienneté varie de 20 à 37 ans, présentent des défauts au point de vue électrique ; le remplacement partiel ou même total de certains d'entre eux s'imposera forcément à un moment plus ou moins rapproché ; enfin ils auront sans doute besoin d'être aidés, en raison de l'augmentation du trafic qui suivra les réductions des taxes, par l'établissement de conducteurs nouveaux.

Par contre, l'achat à des conditions acceptables des câbles anciens, peut permettre de mieux échelonner les dépenses, et de ne les faire précisément qu'au fur et à mesure de l'augmentation des produits, sans être obligé d'immobiliser un capital de premier établissement.

Nous devons constater avec satisfaction que l'Administration française a profité de la convention pour stipuler l'établissement d'une communication directe entre le Havre et Liverpool ; communication qu'elle avait réclamée inutilement, depuis nombre d'années, et qu'il n'avait pas été possible d'obtenir, faute d'en-

(1) Depuis l'impression du Rapport, un chiffre définitif a été arrêté entre les deux Administrations et la Compagnie qui l'a accepté, c'est 425,000 francs, soit 212,500 francs à la charge de la France.



tente entre le Post-Office et la Compagnie. Cette communication répond à des intérêts de premier ordre. La question avait d'ailleurs été posée à la tribune de la Chambre par M. Félix Faure, qui obtient ainsi la réalisation des promesses résultant de la réponse que lui fit alors le Ministre des Postes et des Télégraphes.

Une autre disposition intéressante et utile prévoit, dans les termes suivants, l'extension des communications directes destinées à améliorer les relations télégraphiques pour lesquelles le transit se fait par les lignes françaises, à favoriser ce transit par l'accélération des télégrammes, et en même temps à simplifier notre service par la suppression de retransmissions inutiles.

Elle est ainsi conçue :

Art. 7. — Le General Post Office s'engage :

1° A ne pas entraver l'action du Gouvernement français auprès des Gouvernements avec lesquels l'Administration française se propose de traiter en vue de l'établissement de communications directes destinées à faciliter l'échange rapide des correspondances télégraphiques entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne d'une part, l'Autriche et l'Espagne d'autre part.

2° A prêter à l'Administration française son appui pour résoudre toutes les questions, de quelque ordre qu'elles soient, relatives à l'établissement de communications télégraphiques directes entre Londres et Rome.

3° Enfin à prendre toutes les mesures utiles pour faire desservir, s'il y a lieu, par des appareils rapides, les fils directs que la France aurait fait établir en vertu des Conventions conclues, soit avec l'Espagne ou l'Autriche, soit avec l'Italie.

Il appartiendra à l'Administration française, persévérant dans la voie où elle s'est engagée, de tirer de cette disposition le plus large parti en vue de ramener sur nos lignes le transit télégraphique qui leur appartient réellement.

## II

L'abaissement du tarif applicable à nos relations télégraphiques avec la Grande-Bretagne et l'Irlande, est la conséquence immédiate de la reprise, par les deux Administrations, de la télégraphie sous-marine de la Manche.

Les dispositions défavorables de la Compagnie avaient fait obstacle aux efforts tentés, il y a quelques années, à plusieurs reprises, par l'Administration française, en vue d'obtenir cet abaissement de tarif.

Jusqu'en 1879, la taxe applicable aux télégrammes échangés avec l'Angleterre n'était pas uniforme. Elle atteignait, à ce moment, 4 francs par 20 mots pour les télégrammes à destination de Londres, et 6 francs pour ceux à destination des autres localités du Royaume-Uni.

La part de la France était, dans les deux cas, de 2 francs ; elle était donc de 50 0/0 pour les télégrammes à destination de Londres et de 33 0/0 pour les autres.

À la suite de la Convention générale qui fut préparée par la Conférence télégraphique de Londres en 1879 et qui établissait le tarif par mot pour les relations internationales, un arrangement spécial fut signé avec le Post-Office à l'effet d'appliquer à nos relations avec la Grande-Bretagne une taxe uniforme par mot. Cette taxe ne put malheureusement, en raison des exigences de la Compagnie *Submarine*, être abaissée au-dessous de 0 fr. 25. Jusque-là l'Administration française n'avait affaire qu'à la Compagnie qui, sur la portion des taxes qu'elle recevait, acquittait la part du Post-Office. La règle inverse fut établie ; depuis 1879, l'Administration française n'échange de comptes qu'avec le Post-Office qui verse à la Compagnie *Submarine* la part des taxes qui lui revient. La répartition fut établie en calculant, d'après la moyenne, la proportion des parts effectives antérieures, et fixée à 11 centimes pour la France et 1½ centimes (partagés par moitié) pour l'Angleterre et la Compagnie *Submarine*.

Il n'était question, bien entendu, que des relations directes entre les deux



Etats ; les télégrammes originaires ou à destination des lignes anglaises qui transitent par la France acquittent des taxes de transit fixées par les conventions internationales et les tarifs généraux séparément pour la France, pour les Câbles, et des taxes terminales pour les lignes anglaises.

La part de la France était ainsi de.....	44 0/0
Celle de la Grande-Bretagne de.....	28 0/0
Celle des Câbles de.....	28 0/0

L'arrangement de 1879 a été prorogé et est encore en vigueur.

La part de 7 centimes attribuée à la Compagnie des Câbles ne représentait pas seulement le transit sous-marin ; elle devait également faire face aux charges d'établissement et d'entretien des fils terrestres appartenant à la Compagnie et reliant les points d'atterrissement des câbles au bureau central de Londres ; à la redevance payée pour ces fils au Gouvernement Anglais ; aux dépenses du bureau central de Londres (personnel et matériel) ; aux frais de distribution dans Londres des télégrammes distribués directement par la Compagnie, etc. Si l'on songe que les télégrammes de Londres pour la France ou de la France pour Londres représentent plus des deux tiers du trafic télégraphique direct des deux pays, on conçoit facilement l'importance de ces derniers frais.

On peut donc considérer qu'une fraction importante des 7 centimes par mot attribués à la Compagnie représentait un service qui incombera exclusivement au Post-Office, en sus de la participation par moitié aux dépenses du câble.

Nous ne pouvions donc, en concluant la convention nouvelle, avoir la prétention de partager les taxes entre les deux Etats dans la proportion actuelle de 11 à 7 ni même de maintenir cette proportion pour leurs parts relatives au transit terrestre, et de les augmenter chacune de moitié de la part ancienne de la Compagnie.

La Convention établit que les taxes seront, en principe, partagées par moitié ; mais, tenant compte de la situation actuelle, elle stipule, à titre transitoire, que, pendant cinq ans, la part de la France sera de 0 fr. 11, chiffre actuel au lieu de 0 fr. 10 ; celle de l'Angleterre de 0 fr. 09 au lieu de 0 fr. 10.

Sans doute il eût été désirable de pouvoir maintenir cette répartition pendant toute la durée de la Convention. Mais nous ne pouvons méconnaître que la question était engagée par les principes posés, à la fin de 1885, par la Conférence télégraphique de Berlin qui attribue des parts égales aux pays à grands réseaux télégraphiques comme la France et l'Angleterre.

L'Angleterre, naturellement, revendique l'application de ce principe.

Notre administration a obtenu la disposition transitoire à laquelle nous faisons allusion, et qui permettra, au moyen de la ressource spéciale provenant du produit du centime supplémentaire, de faire face aux dépenses de rachat des anciens câbles et d'établissement partiel ou total de câbles nouveaux.

Quant au public, il trouvera dans l'application du nouveau tarif un dégrèvement de 20 0/0. La taxe télégraphique applicable à nos relations avec l'Angleterre sera réduite au même taux que la taxe applicable à nos relations avec les autres grands Etats limitrophes (Allemagne, Italie, Espagne).

Ce dégrèvement est d'autant plus important, que notre correspondance télégraphique avec l'Angleterre représente le quart de notre trafic télégraphique général.

Plusieurs de nos collègues ont exprimé le vœu de voir la taxe réduite plus tard à 0 fr. 15.

C'est là une vue d'avenir. Mais quant à présent nous n'avons à statuer que sur l'approbation d'une Convention signée entre les deux Administrations, et qui doit être appliquée le 1<sup>er</sup> avril prochain ; le rapprochement de cette date ne permettrait pas d'engager de nouvelles négociations ; ajoutons que la pensée des deux Administrations a été d'éviter une diminution de recettes, surtout au moment où elles auront à faire face à des dépenses de premier établissement. Le Gouvernement aura toujours la faculté, sans attendre l'expiration de la con-

vention, si les résultats de l'application de la taxe nouvelle et le développement du trafic le justifient, de préparer une nouvelle convention.

Mais une diminution de taxe importante est dès à présent acquise ; et elle sera d'autant plus appréciée du public qu'elle coïncidera avec une accélération du service qui ne peut manquer de résulter de l'établissement de l'exploitation directe par les deux Offices ; ceux-ci pourront notamment employer des appareils plus rapides sur les câbles existants, et poser, si besoin est, de nouveaux conducteurs.

La convention ne comprend aucune indication relative à la taxe applicable aux relations entre l'Angleterre et l'Algérie. Il doit être bien entendu que la taxe applicable à ces relations sera, comme cela est stipulé dans nos conventions avec d'autres Etats, la taxe applicable aux relations entre la France et la Grande-Bretagne, augmentée de la taxe spéciale au transit sous-marin entre la France et l'Algérie. Cette taxe est fixée à 0 fr. 12 par les tarifs arrêtés en 1885 par la conférence de Berlin.

Nos autres conventions réduisent cette taxe à 0 fr. 10 afin de maintenir une perception par 0 fr. 05 ou multiple de 0 fr. 05. En l'absence de toute stipulation, la taxe télégraphique entre la Grande-Bretagne et l'Algérie ou la Tunisie sera de 0 fr. 20 plus 0 fr. 12, soit de 0 fr. 32.

Mais l'Administration française aura toujours le moyen de faire disparaître cet inconvénient en faisant usage de la disposition du règlement de Berlin qui autorise les Etats à arrondir les taxes pour la perception sous la réserve de ne pas s'écarter de plus de  $\frac{1}{15}$  du tarif normal ; la réduction de 0,02 ne représentant pas  $\frac{1}{15}$  de 0,32, il suffira d'un simple décret pour ordonner la perception d'une taxe de 0,30 en Algérie pour les relations avec la Grande-Bretagne.

Quant aux questions d'échange des comptes et de change monétaire, elles n'entrent pas dans la convention, et seront traitées entre les deux administrations.

### III

Votre Commission qui approuvait et le principe de la reprise par l'Etat des communications sous-marines entre la France et l'Angleterre, et la disposition réduisant le tarif à 0,20, devait en même temps se préoccuper des conséquences financières de la Convention nouvelle.

En ce qui concerne les recettes des relations directes, rien ne sera changé pendant cinq ans : nous percevrons, malgré la réduction des tarifs, la même part ; nous recevrons en plus 0,11 par mot sur le trafic supplémentaire important qui résultera certainement de la réduction des taxes.

Pour les recettes accessoires résultant de la location des fils de presse entre Paris et Londres (325,000 fr.), le partage se faisait par moitié : la France touchera  $\frac{11}{20}$  pendant 5 ans soit un accroissement de recettes de. 16.250 fr.

Elle touchera en outre comme produits nouveaux, moitié des produits suivants :

Transit sous-marin des télégrammes à destination ou originaires de la Grande-Bretagne transitant par la France .....	454.407 fr.
--	-------------

Location d'un fil dans les câbles à la compagnie l' <i>Eastern</i> .....	75.000 »
--	----------

Redevances payées par les compagnies des câbles transatlantiques pour leurs câbles auxiliaires de la Manche :

Anglo-américain .....	50.000 »
Paris à New-York .....	37.500 »
Commerciale .....	37.500 »
	<hr/> 654.000 fr.

dont la moitié revenant à la France est de .....	327.000 »
--	-----------

Total de l'accroissement de produits annuels .....	343.250 fr.
--	-------------

Par contre, la France cessera de percevoir le remboursement des frais de personnel qui lui étaient payés par la compagnie <i>Submarine</i> (chiffre de 1888).....	54.537 »
Reste, comme augmentation nette de produit.....	<u>288.713 »</u>

A l'expiration des cinq années, ces produits seront réduits de 0,01 par mot pour le trafic direct ordinaire et de 1/20 du produit des locations de fils aux journaux.

Le trafic étant, pour l'année 1888, 12.981.681 mots, soit en chiffres ronds 13.000.000, c'est donc une réduction de.....	130.000 fr.
A ajouter 1/20 du produit des locations aux journaux.....	16.000 »
	<u>146.250 fr.</u>

Dans cinq ans, l'augmentation nette du produit sera donc encore par an 142.463 francs.

En somme la taxe sera réduite de 20 0/0, et pendant ce temps les produits attribués à l'Administration française seront, *en admettant qu'il n'y ait pas d'augmentation de trafic*, accrus de 288.713 fr. par an pendant cinq ans, et ensuite de 142.463 francs.

Or, il est inadmissible qu'il n'y ait pas une importante augmentation de trafic.

L'année 1888 donne 12.981.681 mots en augmentation de 819.994 sur 1887 ; et cela sans aucune réduction de taxe !

L'accroissement de trafic sera donc bien plus considérable après une réduction de taxe de 20 0/0. L'expérience de toutes les réductions de taxes télégraphiques nous en donne la certitude.

Raisonnons cependant comme s'il ne devait pas y avoir d'augmentation de trafic.

En face de l'augmentation de produits, il faut placer les dépenses de premier établissement. L'hypothèse évidemment la plus défavorable au point de vue des dépenses serait celle où il faudrait poser immédiatement des câbles neufs dont le coût serait au maximum de.....	1.850.000 fr.
soit à la charge de la France.....	925.000 »

En quatre ans, la dépense serait largement amortie ; le bénéfice de 288.713 fr. par an aurait produit en effet.....	1.154.852 fr.
et il resterait un bénéfice net de.....	288.900 »
pendant un an, et ensuite de.....	142.000 »
par an.	

Le développement du trafic rendra les résultats encore plus favorables ; non-seulement il permettra de faire face à la dépense, de poser de nouveaux câbles, si les besoins du trafic l'exigent, mais il apportera encore au Trésor un produit net important.

La France n'est pas seule, bien entendu, à profiter de la cessation du privilège de la *Submarine*.

L'Angleterre en bénéficiera dans une mesure encore plus large. Nous n'avons pas les éléments d'un calcul absolument exact, ne connaissant pas les arrangements entre le Post-Office et la Compagnie *Submarine*. Mais ceux que nous avons suffisent pour établir que l'augmentation de ses recettes dépasse sensiblement tous les chiffres indiqués pour la France.

En résumé, la Convention qui nous est soumise réalise une importante amélioration. Elle fait disparaître la gêne résultant, dans nos relations télégraphiques avec l'Angleterre, de l'intervention d'une compagnie privée ; elle assure au public un abaissement de tarif de 20 0/0, et, en même temps, elle accroît les recettes du Trésor.

Nous n'hésitons donc pas à vous en proposer l'approbation.

## ÉTATS-UNIS — FRANCE

## Convention additionnelle concernant l'échange des mandats de poste

28 août 1888 (1)

Le gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis ayant jugé utile de modifier la stipulation de l'article 3 de la convention qu'ils ont conclue à Washington, le 29 décembre 1879, pour l'envoi de fonds à l'aide de mandats-poste, le comte Sala chargé d'affaires de France aux Etats-Unis, dûment autorisé à cet effet, et Don M. Dickinson, maître général des postes des Etats-Unis, en vertu des pouvoirs dont il est investi par la loi, sont convenus des dispositions suivantes :

Le droit payable par l'administration du pays d'origine des mandats à l'administration du pays de destination, aux termes de l'article 3 de la convention signée à Washington, le 29 décembre 1879, entre la France et les Etats-Unis, pour l'échange des mandats de poste, est fixé à la moitié d'un pour cent (1/2 p. 100) du montant total de ces mandats.

En foi de quoi les soussignés ont arrêté le présent arrangement, qui sera considéré comme additionnel à la convention précitée du 29 décembre 1879, et entrera en vigueur à la date dont conviendront les administrations postales des deux pays, après qu'il aura été rendu exécutoire dans l'un et l'autre Etat.

Fait à Washington, en double exemplaire, le 28 août 1888.

(L. S.) Signé : SALA.

(L. S.) — Don M. DICKINSON.

— Voici *l'exposé des motifs* présenté au Parlement par le Gouvernement Français :

Messieurs, le service des mandats de poste a été inauguré, le 1<sup>er</sup> avril 1880, dans les relations entre la France et les Etats-Unis, en vertu d'une convention conclue le 29 décembre 1879 et approuvée par la loi du 17 mars 1880.

Aux termes de l'article 2 de cette convention, l'administration du pays d'origine des mandats fixe le droit d'émission qui ne peut dépasser 1 1/2 p. 100 de la somme transmise. L'article 3 stipule que la même administration doit bonifier à l'office du pays de destination trois quarts de 1 p. 100 du montant total des mandats.

L'administration française aurait préféré la base de bonification de la moitié de 1 p. 100 du montant des mandats, ou le partage par moitié du droit perçu, ce qui lui aurait permis d'appliquer aux émissions de France le tarif de 1 p. 100. Elle venait, en effet, de mettre à exécution, dans ses rapports avec la plupart des pays d'Europe, l'arrangement du 4 juin 1878, qui comporte une taxe dérivant de la base de 1 p. 100, et qui stipule le partage par moitié de cette taxe entre les deux administrations correspondantes.

Mais le Post-Office des Etats-Unis, qui est demeuré étranger à l'arrangement général de 1878 et a préféré procéder par voie de traités particuliers, appliquait alors une taxe dérivant de la base de 1 1/2 p. 100 dans ses échanges internationaux. Il a tenu, conséquemment, d'une part, à percevoir le même droit sur

(1) *Journal officiel de la République française* du 21 avril 1879.



ses envois à destination de la France, et, d'autre part, à recevoir trois quarts de 1 p. 100 sur les mandats émis en France à destination des Etats-Unis.

Il en est résulté pour la France l'obligation de percevoir sur les mandats à destination des Etats-Unis un droit dérivant de la base de 1 1/2 p. 100, afin de garantir au Trésor français une part égale à celle qui était allouée à l'office américain. Ce droit a été fixé par le décret du 22 mars 1880 à 15 centimes par 10 francs.

Au commencement de l'année 1886, le Post-Office des Etats-Unis a abaissé le droit d'émission dans son service des mandats pour l'étranger, en substituant à la base de 1 1/7 p. 100 celle de 1 p. 100. A la suite de cette mesure, il a demandé à tous ses correspondants la réduction de trois quarts de 1 p. 100 à la moitié de 1 p. 100 de la bonification payable par le pays d'origine au pays de destination.

Nous ne pouvions que nous associer à une proposition qui devait nous permettre de réduire le taux d'émission en France des mandats sur les Etats-Unis à un taux dérivant du droit de 1 p. 100, lequel est aujourd'hui appliqué, sauf trois exceptions (Etats-Unis, Perse et Indes néerlandaises), pour les envois à destination de tous les pays avec lesquels la France échange des mandats de poste.

Comme résultat fiscal, la mesure se traduirait, d'après les émissions réciproques des dernières années, par une diminution de 3.000 fr. environ sur la quote-part revenant annuellement au Trésor français, du chef du droit perçu tant en France qu'aux Etats-Unis.

Mais il est très probable qu'une augmentation du chiffre des émissions sera la conséquence de l'abaissement du tarif. Depuis que la taxe perçue aux Etats-Unis a été diminuée d'un tiers, le montant des mandats tirés de ce pays sur la France a augmenté d'une façon sensible.

Une convention additionnelle, destinée à abaisser à la moitié de 1 p. 100 la bonification réciproque fixée par la convention du 29 décembre 1879, à trois quarts de 1 p. 100, a donc été signée à Washington, le 28 août 1888.

Le projet de loi ci-après a pour objet de soumettre cet acte à l'approbation du Parlement et de fixer à 10 centimes par 10 francs au lieu de 15 centimes par 10 francs, le droit d'émission en France des mandats à destination des Etats-Unis. Cette réduction de tarif est la conséquence de la modification apportée par l'acte additionnel dans le taux des bonifications d'office à office.

C'est, du reste, au même tarif de 10 centimes par 10 francs qu'est actuellement fixé, en vertu des lois portant approbation des conventions particulières pour l'échange des mandats avec la Grande-Bretagne, le Canada, Malte, l'Inde britannique et le Japon, le droit d'émission en France des mandats à destination de ces divers pays.



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

ETATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

---

## CORRESPONDANCE

### RELATIVE AU RAPPEL DE LORD SACKVILLE

*Suite (1)*

---

#### N° 1. — M. Herbert au marquis de Salisbury.

(Reçu le 23 Janvier)

J'ai l'honneur de vous informer que l'identité de l'auteur de la lettre Murchison a été trouvée il y a quelques jours, et il paraît que son vrai nom est Georges Osgoodby, un arboriculteur de la ville de Pomona, en Californie, d'origine écossaise, mais né aux Etats-Unis. Il est établi qu'il conçut l'idée d'écrire la lettre à Lord Sackville lui-même, et que, lorsqu'il reçut la réponse, il la communiqua avec sa propre lettre à plusieurs républicains influents à Los Angeles avec l'intention de les faire publier.

Ces Messieurs, dont l'un porte le titre de juge, et dont un autre est membre du *Californian Republican State Executive Committee*, ont maintenant adressé une lettre au Général Harrison, le Président élu, dont ci-inclus copie, rendant compte du rôle joué par Osgoodby dans l'affaire, s'étendant sur son honneur et sa probité, et réclamant pour lui les éloges et la reconnaissance « qui lui sont pleinement dûs pour son œuvre remarquable ».

Je ferai remarquer que le M. Quay auquel on fait allusion dans la lettre, est un sénateur, et a été un des principaux organisateurs du parti républicain pendant l'élection récente.

La lettre est publiée dans le « *New York Times* », il ne paraît pas qu'il y ait aucune raison pour douter de son authenticité.

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 43.

## ANNEXE AU N° I

**Extrait du New York Times du 9 janvier 1889.**

Le texte suivant est celui de la lettre écrite d'ici au général Harrison le 1<sup>er</sup> courant concernant l'affaire Murchison. La lettre est publiée dans le Times de Los Angeles de ce matin.

**Au Général Benjamin Harrison, Président-élu, Indianapolis.**

Los Angeles, Californie, le 1<sup>er</sup> janvier 1889.

« Cher Monsieur,

« Comme amis et comme républicains, nous vous saluons et vous offrons notre haute estime, de plus nous désirons porter à votre connaissance quelques faits que nous jugeons bon que vous sachiez, pour les faits en eux-mêmes, aussi bien que pour votre propre information et protection.

I. Nous ne nous adressons pas à vous comme des solliciteurs d'emplois pour nous-mêmes, ni pour d'autres, nous agissons dans l'intérêt de la vérité historique.

II. Le temps est venu où le vrai nom et l'identité de Charles J. Murchison auteur de la fameuse lettre à Lord Lionel S. Sackville West, ex-Ministre Britannique, à Washington, doivent être divulgués sinon au grand public, au moins confidentiellement au futur Président des Etats-Unis.

« III. A la requête du vrai et seul auteur de cette lettre, et d'accord avec votre propre sentiment, nous vous donnons maintenant son vrai nom, qui est Georges Osgoodby.

C'est un homme digne de foi, honorable citoyen de Pomona, de ce comté, où il a vécu nombre d'années avec sa famille. C'est un arboriculteur, propriétaire d'un domaine valant environ 2.000 dollars. Il est né aux Etats-Unis de parents Anglo-Ecossais. Ce n'est pas un politicien, ni un fonctionnaire, ni un solliciteur de fonctions, mais il a peu de sympathie pour le gouvernement anglais. C'est un homme modeste, intelligent et réfléchi, il a été dans l'enseignement. Nous le connaissons et avons confiance dans son courage, sa probité, son honneur et son patriotisme.

« IV. Nous sommes convaincus que Georges Osgoodby a conçu lui-même l'idée d'entrer en correspondance avec Lord Sackville aussi bien qu'avec d'autres hommes d'Etat de la Grande-Bretagne, et qu'il a lui-même écrit la lettre datée, Pomona, Californie, Septembre 4-1888, et signée Charles J. Murchison, lettre qui provoqua la fameuse réponse qui jeta l'étonnement dans tout le pays, révolutionna le continent au point de vue politique, et fit le tour du monde civilisé. Nous faisons allusion bien entendu à la lettre du ministre, datée Beverley, Massachusetts, 13 septembre 1888, et signée L. S. Sackville West et reçue à Pomona le 20 septembre 1888, comme le montre le timbre de la poste sur l'enveloppe. Le but de Georges Osgoodby était d'apprendre de cette façon, par une lettre non officielle, venant directement du ministre Britannique, l'attitude réelle du Gouvernement Britannique vis-à-vis des deux grands partis politiques des Etats-Unis; de provoquer une réponse qui, une fois rendue publique, mettrait fin avec autorité à la question tant discutée de savoir où vont les sympathies du gouvernement et du peuple anglais dans la grande lutte électorale alors pendante.

Murchison (Osgoodby) dit nettement dans sa lettre à Lord Sackville qu'il désirait avoir l'avis du ministre au sujet du vote, non seulement pour son usage personnel, mais aussi pour l'instruction d'autrui, et l'on prétend, que dans une entrevue ultérieure, Lord Sackville reconnut qu'il s'attendait à ce que sa lettre fût montrée. La correspondance, devenue fameuse depuis, fut d'abord remise entre nos mains le 19 octobre dernier, avec ordre de tenir secret le vrai nom de Murchison, mais avec l'autorisation de rendre les lettres publiques dans le cas où nous estimerions que les intérêts du parti



républicain et du pays justifieraient et exigeraient cette conduite. C'est le parti que nous avons immédiatement et unanimement pris; en conséquence, les lettres furent livrées au public par le *Times* de Los Angeles, le *Western Associated Press* et le *New York Associated Press* le 21 octobre.

Vous trouverez de plus amples explications de cette partie de l'affaire dans le rapport signé par nous et imprimé qui fut publié le 6 novembre au matin. Ce rapport signé est aussi véridique maintenant qu'il l'était le premier jour où il fut publié. Le vrai nom de l'auteur de la lettre Murchison n'avait pas encore été divulgué au public, par égard pour les désirs de Georges Osgoodby. Connaissant par le détail tous les faits et toutes les circonstances touchant cette affaire, ainsi que les personnes qu'elle concerne, nous nous sentons autorisés à vous dire que quiconque, excepté le seul Osgoodby, ayant réclamé, réclamant actuellement ou devant réclamer dans l'avenir la paternité de cette lettre, se rend par là coupable d'une fraude envers lui, envers le parti républicain et envers vous Monsieur, s'il vient vous demander reconnaissance de ce service allégué et quiconque se prétend l'auteur de cette lettre sans raison suffisante pour une telle prétention, se rend coupable d'une fraude envers la vérité. Notre parti croit que de telles réclamations se font en ce moment, et c'est là ce qui nous pousse à vous parler si tôt et si franchement de ce sujet.

L'auteur lui-même, après avoir accompli un acte transcendant dans ses effets politiques, acte qui l'a rendu justement célèbre, s'oppose très naturellement à ce qu'on le prive de tout l'honneur qui lui revient de droit pour son œuvre remarquable. Nous estimons qu'il est de notre droit aussi bien que de notre devoir de vous informer de ces faits incontestables, et nous vous demandons seulement de les considérer selon leurs mérites.

L'original de la lettre West fut envoyé à Quay, Président du *National Republican Committee*, par le Juge W. J. Fitzgerald, du *California Republican State Executive Committee*, mais sans aucuns pourparlers préalables, sans que ce comité en eût eu connaissance et peu de temps après que cet original était tombé entre ses mains. Des photographies de la lettre furent faites tout d'abord pour les « *Times* » de Los Angeles, et des copies de toute la correspondance furent fournies au *Republican State Committee*. Nous vous les envoyons ci-inclus outre les documents imprimés dont nous avons déjà parlé, nous vous envoyons, marquée A — une photographie de la lettre autographe de Lord Sackville. La photographie est envoyée, moins comme une preuve dont il n'y a plus besoin, que comme memento de la campagne, et nous vous prions de l'accepter avec nos compliments.

Nous sommes etc.

HARRISON GRAY OTIS, Editeur, du « *Los Angeles Times* ».  
W. J. Fitzgerald, membre du *California Republican State Executive Committee* ».

« Henry T. Gage n'était pas présent au moment de la signature, mais il donne son adhésion à la lettre.

## N° 2. — M. Herbert au marquis de Salisbury.

(Reçu le 23 janvier)

Washington, le 11 janvier 1889.

My Lord,

Au sujet de ma dépêche d'aujourd'hui qui vient de partir, j'ai l'honneur d'envoyer ci-inclus un article du *New-York Times*, qui critique sévèrement la lettre de certains républicains de Los Angeles, au Président élu, au sujet de l'auteur de la lettre Murchison.

Les journaux républicains se sont jusqu'à présent abstenus d'une façon très significative de faire allusion à ce sujet.

J'ai, etc.

Michael H. HERBERT.

#### ANNEXE AU N° II

Extrait du *New York Times* du 10 janvier 1889.

##### *Honneur parmi les politiciens.*

Nous osons dire que l'étudiant le plus attentif chercherait en vain dans toute notre histoire politique un aveu de bassesse inconsciente plus naïf que celui qui est fait dans la lettre de Harrison Gray Otis et W. J. Fitzgerald, au Président élu Harrison, publiée dans nos colonnes d'hier matin. Un de ces messieurs est l'éditeur du « Times » de Los Angeles, l'autre porte le titre de juge. Tous deux sont des politiciens républicains, le dernier nommé est membre du *California Republican State Executive Committee*. Leur lettre a été adressée à Monsieur Harrison le jour de l'an, et a ouvertement pour but de fournir au Président élu la preuve du « droit » qu'aurait un certain Georges Osgoodby à s'intituler l'auteur d'une lettre trompetuse adressée au ministre Britannique, sous un faux nom. A cette lettre ce fonctionnaire manquant à ses obligations officielles fit une réponse. Cette réponse, contrairement aux règles de convenances observées entre gentlemen, fut livrée au public par Osgoodby, grâce aux auteurs de la lettre. Ceci est un récit court, mais essentiellement complet et entièrement exact de cette transaction malpropre. Si Messieurs Otis et Fitzgerald avaient donné des renseignements sur leurs propres agissements, et sur ceux du méprisable coquin avec lequel ils avaient conspiré et cela confidentiellement et secrètement à M. Harrison, s'ils avaient expliqué leur conduite en disant que c'était d'accord avec toutes les autres ruses employées pour soutenir le candidat républicain, telles que les instructions données par M. Dudley pour la corruption des électeurs par exemple, leur conduite aurait été compréhensible. Il est vrai que, comme gentleman et comme honnête homme, M. Harrison se serait vu obligé alors de les traiter avec mépris, et même avec quelque ressentiment, mais il n'aurait pas été forcé de les démasquer, quoique son instinct de justice l'eût poussé à le faire.

Mais Messieurs Otis et Fitzgerald ont conduit leur affaire de telle façon que M. Harrison lui-même s'y trouve compromis, à moins qu'il ne préfère se dégager. Dans l'aveu si imprudent qu'ils font de leur conduite, ils s'adressent à lui parfaitement persuadés qu'il approuvera ce qu'ils ont fait avec Osgoodby, et qu'il considérera ce dernier comme un personnage fort méritant et extrêmement utile, qu'il sera très satisfait de découvrir son identité, cachée jusqu'alors sous un pseudonyme, et qu'il leur devra de la gratitude pour le secours qu'ils lui donnent en l'empêchant ainsi de « reconnaître » d'autres et de faux prétendants qui voudraient se faire passer comme ayant rendu ce « service », rendu véritablement par Osgoodby. Aucun ennemi de M. Harrison n'aurait pu imaginer une insulte plus ingénieuse et plus offensante pour lui, aucun n'aurait pu présenter une appréciation plus déshonorante pour son caractère ; cette communication venant d'un ennemi aurait manqué de la force et de la signification qu'elle avait venant d'hommes qui commencent leur lettre par « saluer » M. Harrison, et lui « offrir leur haute estime comme amis et comme républicains ». « Le temps est venu » disent-ils « où le vrai nom et l'identité de Charles J. Murchison auteur de la fameuse lettre à Lord Lionel S. Sackville West, ex-ministre Britannique à Washington, doivent être divulgués, sinon au grand public, au moins confidentiellement au futur Président des Etats-Unis ». En supposant que « le futur Président des Etats-Unis » est un homme d'honneur, cette déclaration n'est égalée que

par la demande inquiète de Dagberry qu'il soit « *writ down an ass* ». Mais manifestement Messieurs Otis et Fitzgerald sont loin de se considérer comme des ânes; ils sont également loin de considérer M. Harrison comme un homme d'honneur.

Ils continuent à nous montrer plus clairement encore quel est leur idéal de conduite. Ils informent M. Harrison que la vraie personne signant frauduleusement « Charles F. Murchison » était, contrairement à son affirmation dans la « fameuse lettre », née aux Etats-Unis, « que c'est par conséquent un citoyen compatriote, et ils déclarent : « Nous le connaissons et avons confiance dans son courage, sa probité, son honneur et son patriotisme ». La probité et l'honneur d'un homme qui écrit des lettres frauduleuses et mensongères sous un faux nom ressemblent à la bravoure de cet individu dont parle notre correspondant et qui « trembla tellement de frayeur qu'il pouvait à peine parler », quand il pensa que sa conduite pouvait être connue, et voici comment ces deux précieux personnages s'expriment, en parlant à M. Harrison du vrai caractère de cette affaire : « L'auteur lui-même, après avoir accompli un acte transcendant dans ses effets politiques, acte qui l'a rendu justement célèbre, s'oppose très naturellement à ce qu'on le prive de tout l'honneur qui lui revient de droit pour son œuvre remarquable. Nous estimons qu'il est de notre droit aussi bien que de notre devoir de vous informer de ces faits incontestables, et nous vous demandons seulement de les considérer selon leurs mérites ». Ils ont été poussés à cette déclaration par la conviction que d'autres que le vrai coquin se disaient auteurs de la lettre « Murchison » et se rendaient par là coupables d'une fraude envers lui « (le véritable coquin) » « envers le parti républicain, et envers vous Monsieur, s'ils viennent vous demander une reconnaissance de ce service allégué ».

L'inconscience effrontée de leur propre bassesse déployée par ces républicains de la Californie, et leur protégé Osgoodby, n'a toutefois que bien peu d'importance. Dans les couches inférieures des deux partis, on ne trouve que trop de tels êtres. Ce qui a plus d'importance est l'accueil que cette stupéfiante conduite recevra de M. Harrison et des organes et chefs responsables du parti républicain. Jusqu'à un certain point, on peut prédire cet accueil en se basant sur celui déjà fait à la lettre Dudley, qui a quelques points de ressemblance avec MM. Otis et Fitzgerald. Mais la turpitude de Dudley, quoique pire que celle d'Osgoodby et de ses soutiens officieux, suivait plutôt les chemins battus de la politique, et de plus elle était destinée à rester secrète. Il est vrai qu'un des principaux donateurs des « fonds » dont Dudley disposait pour corruption électorale, réclame sa part dans la bienveillance de M. Harrison, mais ouvertement il ne base pas sa réclamation sur sa connaissance de l'usage criminel qui devrait être fait de son argent. D'ailleurs, vu l'état actuel de la moralité politique du parti républicain, on peut admettre que le Président élu récompense sans infamie reconnue des acheteurs de voix, mais peut-il sans déshonneur permettre qu'on publie qu'il approuve et qu'il « considérera selon ses mérites », comme base pour « reconnaissance » de « services », un tour digne d'un *banks steerer* ou d'un marchand des quatre saisons. Le général Hancock, s'il eût été élu Président, aurait-il toléré une telle communication en faveur du « véritable auteur » de la lettre Morly ?

### N° 3. — M. White au marquis de Salisbury.

(Reçu le 18 février).

Légation des Etats-Unis, Londres, 18 Février 1889.

My Lord,

Relativement à la note de votre seigneurie à M. Phelps, du 24 décembre dernier, et sa réponse, en date du 28 de ce mois, touchant le cas de



Lord Sackville, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-inclus copie d'une dépêche que j'ai reçue aujourd'hui du secrétaire d'Etat, avec ordre de la communiquer au gouvernement de Sa Majesté.

J'ai, etc.

Henry WHITE.

#### ANNEXE AU N° III

#### M. Bayard à M. Phelps.

Washington, le 30 janvier 1889.

Monsieur,

J'ai reçu votre dépêche du 29 décembre dernier, dans laquelle vous transmettez la réponse du Marquis de Salisbury, portant la date du 24 du même mois, à votre note du 4 décembre, relative au cas de Lord Sackville. Quoique je sois, comme vous, d'avis que « les principes généraux admis par la coutume des nations à ce sujet, soient de plus grande importance que ce cas particulier », cependant avant de considérer la situation prise par sa seigneurie, à cet égard, je tiens comme essentiel de faire connaître au Gouvernement de sa Majesté plus complètement qu'on ne l'a encore fait, les vues de mon gouvernement, concernant les causes du renvoi de Lord Sackville. Il est vrai que, dans la note à laquelle j'ai l'honneur de répondre, le Marquis de Salisbury observe que l'action de mon gouvernement a fait qu'il n'est plus nécessaire que celui de sa Majesté considère le bienfondé de la plainte contre Lord Sackville. Ce n'est cependant pas et ce n'a pas été mon intention, en exposant ces raisons au Gouvernement de Sa Majesté, de provoquer la discussion de leur bien fondé. Sur ce point mon Gouvernement n'a jamais eu de doute. Mais je désire faire connaître très amicalement au Gouvernement de Sa Majesté les vues de notre Gouvernement au sujet de la mauvaise conduite de son envoyé; certaines expressions, contenues dans la note de Lord Salisbury et dans son annexe, donnent à ceci plus d'importance.

L'offense de Lord Sackville, comme il a déjà été établi, consistait en ceci que notre Gouvernement s'est vu forcé de croire qu'il a été de son intention formelle d'intervenir dans notre politique intérieure, lorsqu'il prit sur lui d'influencer par ses conseils l'action politique de personnes qui, quoique auparavant ses compatriotes et concitoyens, avaient renoncé à leur allégeance envers le Gouvernement Britannique, et, du jour où ils avaient obtenu la naturalisation de citoyens américains, avaient assumé les devoirs qu'elle entraîne et juré de garder et de maintenir fidélité, foi et allégeance au seul Gouvernement des États-Unis.

Le 12 septembre dernier, Lord Sackville, étant alors à Beverly, dans l'Etat de Massachusetts, reçut une lettre datée du 14 septembre, Pomona Californie, et signée « Charles F. Murchison », dans laquelle l'auteur se disait citoyen américain naturalisé, anglais de naissance, qui considérait encore les intérêts de « l'Angleterre, la mère patrie », comme étant les premiers, et s'appuyait sur cette préférence pour la demande de conseil qu'il faisait au Ministre Britannique touchant la ligne de conduite qu'il devait suivre pour servir les intérêts britanniques dans les affaires de son pays d'adoption. Il affirmait que beaucoup de citoyens anglais s'étaient abstenus pendant des années de se faire naturaliser, parce qu'ils croyaient « qu'aucun bien ne résulterait de cet acte »; mais que la politique de « l'Administration de M. Cleveland » avait été si « favorable et amicale pour l'Angleterre, s'était montrée si bienveillante en ne promulguant pas le *Retaliatory Act* passé par le Congrès, si sensée sur la question du libre échange, et si hostile à l'école irlandaise de la dynamite que par centaines, — voir même par milliers — ils s'étaient (se sont) fait naturaliser avec l'intention expresse d'aider à sa nouvelle élection, lui qu'ils plaçaient au-dessus de tous les politiciens américains et qu'ils



considéraient comme leur meilleur ami en même temps que celui de la patrie ». L'auteur déclarait que lui-même est un de ces « infortunés naturalisés de la sorte, que le message de M. Cleveland au Congrès sur la question des pêcheries » avait « alarmés » et obligés à « chercher de plus amples renseignements », avant de lui donner définitivement leurs (nos) votes, comme ils (nous) avaient eu l'intention de faire ». « Si, continue l'auteur, la nouvelle politique que suit Cleveland vis à vis du Canada n'est que temporaire, et dans le but d'obtenir de la popularité, et la continuation de ses fonctions pendant quatre années encore, pour cesser dès que sa réélection sera assurée au mois de novembre, et favoriser de nouveau les intérêts de l'Angleterre, alors je n'aurai plus de doutes, je voterai pour lui ». D' plus le candidat adverse, M. Harrison, était déclaré être « un partisan du tarif élevé, disait-on, prenant toujours le côté américain dans toutes les questions, et indubitablement un ennemi des intérêts britanniques en général ». Ceci dit, l'auteur s'adressait à Lord Sackville pour avoir son avis et concluait comme suit : « Comme vous êtes à la source de tous les renseignements sur cette question, que vous savez si la politique actuelle de Cleveland n'est que temporaire, et si, aussitôt qu'il aura assuré pour lui-même un autre bail de quatre ans comme Président, il ne lâchera pas cette politique pour une d'amitié et de libre échange, je m'adresse à vous secrètement et confidentiellement, pour avoir ces renseignements qui seront tenus absolument secrets. Ces renseignements me donneraient de la tranquillité, et, s'ils étaient favorables à M. Cleveland, me permettraient de persuader sous ma propre responsabilité à beaucoup de nos concitoyens, qu'ils rendraient service à l'Angleterre en votant pour Cleveland, et contre le système républicain du Tarif. Comme je l'ai déjà dit, nous ne savons quoi faire, mais nous cherchons à nous éclairer sur ce sujet mystérieux ; plus tôt nous le serons, mieux nous pourrions, en vrais Anglais, disposer de nos votes ».

Telle était la lettre adressée à et reçue par Lord Sackville, comme représentant de Sa Majesté Britannique. Qu'il y ait eu dans la fraude plus ou moins de dissimulation, cela aujourd'hui n'a qu'une importance secondaire. Mais fausse et frauduleuse ou non, elle renferme des faits qui restent indubitables et ineffaçables. Elle déclare que l'auteur agit d'après des motifs de perfidie manifeste contre les Etats-Unis. Elle attaque et diffame grossièrement les motifs du Président. Elle sollicite du fonctionnaire auquel elle est adressée une confirmation ou un démenti autorisé de ces attaques et diffamations, ses relations officielles avec ce Gouvernement faisant supposer qu'il est à même de donner ces renseignements, et ainsi d'abuser de la confiance dont il jouit.

A cette demande Lord Sackville répondit promptement le 13 septembre, que, « n'importe quel parti politique qui aujourd'hui favoriserait ouvertement la mère patrie perdrait sa popularité, que le parti au pouvoir est bien convaincu de ce fait » ; et que, en ce qui concerne les « questions avec le Canada, dont malheureusement on s'occupe de nouveau depuis le rejet du Traité des Pêcheries par la majorité républicaine du Sénat, et par le message du Président auquel vous faites allusion, il faut pour l'élection présidentielle tenir compte de la situation politique ». Et pour donner encore plus de poids à ses vues, il envoya un extrait d'un journal dans lequel on conseillait très nettement aux électeurs de voter pour la réélection de M. Cleveland.

Il est vrai que la lettre de Lord Sackville portait l'indication « Personnelle », et que son correspondant lui avait dit que ce serait tenu secret. A ce sujet le Marquis de Salisbury dit : « Des communications confidentielles, faites de bonne foi par un ambassadeur, n'ont jamais été jusqu'à présent, autant que je le sache, le sujet de plaintes internationales ».

On ne voit pas que cette observation s'applique avec grande force ou précision dans le cas actuel. Lord Sackville dit que son correspondant lui était inconnu. Donc la demande de conseil qu'il lui fit n'était pas basée sur des rapports personnels d'intimité, de devoir ou de confiance. Le correspon-

dant déclarait que son seul motif en demandant ainsi conseil était sa préférence, comme Anglais, pour les intérêts de l'Angleterre contre ceux des États-Unis. C'est en faveur de la « mère patrie » qu'il faisait sa demande. La garantie du secret était clairement une invitation au Représentant de ce pays à commettre un acte d'inconvenance, incompatible avec son devoir, et entièrement en dehors de ses fonctions. Il informait Lord Sackville très franchement qu'il lui demandait conseil, non seulement pour l'aider dans son propre vote, mais aussi pour influencer la conduite politique de « beaucoup de nos compatriotes » dans une élection qu'il affirmait être critique ; faisant allusion, sous cette désignation, à des personnes qui, comme lui-même, étaient devenues « par centaines, voire même par milliers », des citoyens américains, dans le but de « favoriser les intérêts de l'Angleterre ».

Ainsi, dans des termes qui ne laissent pas de doute, on s'adressait à Lord Sackville pour qu'il intervint dans les affaires politiques des États-Unis, et cela à un moment où l'émotion publique était intense, où des événements de grande importance dépendaient de la décision populaire. Quoique les conditions existant alors ne constituent pas l'offense de Lord Sackville, il faut néanmoins en tenir compte pour estimer sa gravité. On l'invitait à aider son correspondant et « beaucoup d'autres », à mal employer et à trahir les privilèges de leur droit de citoyens dans une élection importante d'où dépendait la dévolution du Gouvernement lui-même, non dans l'intérêt de ce Gouvernement, mais complètement dans l'intérêt d'un Gouvernement étranger.

Le caractère de l'acte de Lord Sackville n'est pas changé par le fait qu'un autre motif que celui ouvertement avoué a pu être, et probablement était contenu dans la demande. Je ne puis voir non plus qu'on puisse plaider une diminution de l'offense par la supposition que sa réponse serait tenue absolument secrète.

Au sujet de cette garantie même de son correspondant inconnu, le mot de Lord Sackville, dans son entrevue publiée dans le « New York Herald » du 23 octobre, est à remarquer. Il comprit, par la teneur de la lettre à laquelle il répondait, que sa réponse ne serait pas montrée à d'autres qu'à celui auquel elle était adressée.

Le cas ne peut pas être modifié par la considération que, par suite d'un abus de confiance de son correspondant, la lettre du ministre n'influença pas seulement la classe pour laquelle on l'avait ouvertement demandée, mais fut consultée et employée pour influencer des votants d'une classe différente. Le fait de l'offense doit être déterminé par les principes qu'elle violait sans prendre en considération les effets nuisibles qu'elle a pu produire. Sous cet aspect, la question se réduit simplement à savoir si un représentant diplomatique d'un pays étranger peut se permettre d'influencer les élections dans ce pays. Une telle usurpation est en elle-même une offense intolérable.

La correspondance que nous étudions actuellement, constituait non seulement une intervention sans précédent dans notre politique intérieure, mais elle renfermait de grossières attaques contre l'action publique du Président. Ainsi, quand même la conduite blâmable de Lord Sackville n'aurait consisté que dans sa réponse à la lettre Murchison, la situation aurait été suffisamment sérieuse ; mais par plusieurs communications qu'il fit aux représentants de la presse publique, il donna plus de force encore aux attaques contre l'action de ce Gouvernement. Au sujet de ces communications, je dirai seulement que, comme Lord Sackville a mis en doute leur exactitude d'une façon générale et s'est excusé de ne pas les contredire ou les expliquer publiquement, sous prétexte que cela n'aurait pu qu'amener « des controverses inconvenantes et peu dignes », il est grandement regrettable que sa seigneurie ait eu recours tout d'abord à de tels moyens de communication afin de commenter les sérieuses questions soulevées par la publication de sa correspondance. Que la situation fut rendue plus difficile par les publications faites par Sa Seigneurie dans la presse publique, cela est manifeste.

Cependant je remarque dans la lettre de Lord Sackville au Marquis de Salisbury, du 13 décembre dernier, un passage où il s'explique comme suit sur votre note du 4 du même mois :

« L'affirmation qu'aucune contradiction ou explication de celles-ci (ses communications aux journaux) n'a été publiée par moi, est vraie ; mais toute mention de ma lettre à M. Bayard, dont copie fut envoyée dans ma dépêche du 31 octobre, est omise ; et à ce propos je prie Sa Seigneurie de s'en rapporter à ma déclaration transmise dans la dépêche de M. Herbert du 9 novembre ».

Comme ceci fait partie de la réponse de Lord Salisbury à votre note, nous devons en tenir compte.

Il est vrai que, le 26 octobre, avant de m'écrire la lettre de cette date, Lord Sackville vint me voir et me montra la lettre Murchison. J'attirai son attention alors très sérieusement sur ses déclarations dans la « Tribune » ; mais, comme il le dit, je n'exprimai aucun ressentiment personnel contre lui. Cependant il est en même temps vrai que, dans le langage le plus énergique, je lui exprimai mon étonnement de sa conduite que je réprouvai, et lui avouai mon sentiment touchant la gravité de la situation qu'il s'était créée. Tout mécontentement personnel était mis de côté. On trouvera, en examinant la lettre qu'il m'adressa telle qu'elle est publiée par lui, qu'elle contient non pas un démenti sur tous les points du langage offensant publié dans la « Tribune », mais simplement un désaveu de l'intention d'offenser, et de l'emploi de certains mots qu'on lui attribuait dans d'autres journaux que la « Tribune ».

Ce démenti incomplet qui ne s'appliquait pas au langage sur lequel on avait attiré son attention, me fut envoyé dans une note personnelle, comme si l'issue de cette affaire était de nature personnelle entre Sa Seigneurie et moi-même ; ce point de vue n'est pas justifié et ne peut jamais être accepté.

Il est à remarquer aussi que, dans sa déclaration explicative à son propre gouvernement, à laquelle je ne ferais pas d'allusion, s'il n'en était pas question dans l'annexe à la note de Lord Salisbury, Lord Sackville continue ses attaques contre le Président, disant que « les exigences de parti l'emportaient sur la courtoisie internationale » et faisant allusion à des « télégrammes reçus à la Maison Blanche ».

Je passe maintenant à l'examen de cette partie de la note du Marquis de Salisbury qui pose la règle, qui selon lui, régit le renvoi d'Agents diplomatiques.

Dans votre note du 4 décembre, vous exposiez la position de notre gouvernement comme il suit :

« En demandant au gouvernement de Sa Majesté le rappel ou le retrait de son Ministre en s'appuyant seulement sur la portée générale de la lettre et de la déclaration ci-dessus mentionnées, le Gouvernement des Etats-Unis supposait que cette requête serait suffisante pour obtenir ce qu'il demandait, indépendamment de l'examen que ces raisons pourraient plus tard exiger ou recevoir.

« Cela impliquait de sa part que le fait d'accepter ou de retenir un ministre était une question à décider avec ou sans raisons données par le gouvernement auprès duquel il était accrédité ».

Répondant à ceci le Marquis de Salisbury observe :

« Le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas pouvoir donner son assentiment à l'exposé de l'usage international que vous faites ici. Il est, bien entendu, libre à tout gouvernement, sous sa propre responsabilité, de mettre subitement fin à ses rapports diplomatiques avec n'importe quel autre Etat, ou avec n'importe quel ministre d'un Etat quelconque. Mais il n'a pas le droit de demander que cet autre Etat se fasse lui-même l'instrument de ce procédé ou qu'il s'y associe, à moins que, par des raisons dûment exposées, il ne se soit convaincu de la justesse des motifs sur lesquels la demande s'appuie.



« Les principes qui régissent les rapports internationaux sur ce sujet paraissent avoir été posés avec exactitude par Lord Palmerston à l'occasion du renvoi subit de Sir Henry Bulwer, de la cour de Madrid, en 1848 :

« Le Duc de Sotomayor, en traitant ce sujet, paraît discuter comme si chaque gouvernement avait le droit d'obtenir le rappel d'un ministre étranger quelconque, lorsque pour des raisons à lui propres, il peut désirer qu'il soit éloigné ; mais ceci est une doctrine que je ne peux aucunement admettre. Il est bien vrai, comme l'a dit le Duc de Sotomayor, que le droit des gens et l'usage international permettent au gouvernement de faire une telle demande ; mais en même temps le droit des gens et l'usage international donnent au gouvernement, auquel on présente une telle requête, le droit de la refuser.

« Je ne voulais pas dire que, si le gouvernement étranger peut donner au gouvernement de Sa Majesté des raisons sérieuses et importantes pour l'éloignement du Ministre Britannique accrédité auprès d'un tel gouvernement, le gouvernement de Sa Majesté ne trouverait pas de son devoir de prendre de telles raisons en considération sérieuse et de les peser avec toute l'attention qu'elles pourraient mériter. Mais, dans un tel cas, c'est au gouvernement Britannique que revient le droit de décider si oui ou non la cause de plainte contre l'agent diplomatique Britannique est justifiée, et si la dignité et les intérêts de la Grande-Bretagne seraient mieux servis par son rappel ou par son maintien à son poste. »

Le cas de Lord Stratford de Redcliffe, alors M. Stratford Canning, renvoyé par le gouvernement russe sans que celui-ci ait donné des raisons pour cela, et l'acceptation de cette décision par Lord Palmerston pourraient être cités pour démontrer que la règle qu'il fixait quelques années plus tard dans le cas de Henry Bulwer, n'est aucunement inflexible, et ne peut-être appliquée qu'à ce cas particulier.

Les circonstances de ce cas brièvement exposées sont, que le 10 mars 1848 Lord Palmerston donna au Représentant de Sa Majesté à Madrid des instructions « pour recommander chaudement au gouvernement espagnol, et à la Reine-Mère, si l'occasion de ce faire se présente, l'adoption en Espagne d'une direction gouvernementale, légale et constitutionnelle » ; et Sa Seigneurie termina ses instructions par les observations suivantes : « Il serait donc sage que la Reine d'Espagne, dans l'état critique des affaires actuelles, raffermît le gouvernement exécutif en agrandissant les bases sur lesquelles l'administration est fondée, et qu'elle appelât à ses conseils quelques-uns de ces hommes qui possèdent la confiance du parti libéral ». Sir Henry, alors M. Bulwer, fit dûment connaître ses instructions, et le 8 avril 1848 en transmit une copie au Duc de Sotomayor.

Le 10 du même mois, le Duc de Sotomayor renvoya ces communications avec des commentaires amers et indignés, que je m'abstiens de reproduire et au sujet desquels je désire simplement faire observer qu'ils étaient dirigés expressément contre « le Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté Britannique » et condamna « les prétentions sans précédent de Lord Palmerston de se mêler ainsi aux affaires intérieures de l'Espagne ».

Il est vrai que, peu de temps après, lorsque le renvoi sommaire du ministre de Sa Majesté fut décidé, des objections touchant sa conduite personnelle furent comprises dans les explications du gouvernement espagnol. Mais dans cet exposé il est juste de citer, de la lettre du 30 mai 1848 de Sir H. Bulwer à Lord Palmerston, les déclarations qui ont été pleinement acceptées par le gouvernement de Sa Majesté :

« Je n'ai pas fui devant la médisance, il est encore moins probable que je m'enfuyais devant les menaces ; mais de façon ou d'autre il fallait un triomphe à mes dépens, et pas aux miens individuellement — qu'on ne l'oublie jamais — le nom de votre Seigneurie — et dans les affaires étrangères le nom de votre Seigneurie est celui du gouvernement — était constamment



uni au mien, et à travers moi on entendit frapper le gouvernement lui-même ».

Le récit de l'épisode donné dans la « Vie de Lord Palmerston » par l'honorable Evelyn Ashley, est le suivant :

« Les mariages espagnols ont été suffisamment discutés dans les histoires récentes pour justifier leur omission sans plus insister. Le général Narvaez avait été, on se le rappelle, cause du départ de Madrid de Sir Henry Bulwer, et le gouvernement anglais avait été obligé par cet affront manifeste d'envoyer à l'ambassadeur espagnol son passeport. Je dis obligé, parce que le rappel des ambassadeurs était une forme de protestation qui déplaisait à Lord Palmerston comme règle générale. Dans une lettre à Lord Howden (le 1<sup>er</sup> septembre 1850), il dit : « La rupture des relations diplomatiques me semble être un des plus mauvais moyens de montrer son déplaisir, à moins qu'on ne veuille considérer l'affaire comme prélude de guerre. L'interruption de relations entre deux Etats ayant des intérêts politiques et commerciaux en commun est extrêmement incommode pour les deux parties, et probablement autant pour l'une que pour l'autre (Vol. I, p. 46, éd. 1876). »

Si on l'applique au cas du renvoi d'un ministre à cause de sa conduite, je tiens que l'argumentation de Lord Palmerston est, pour des raisons déjà nommées, maintenant défectueuse.

Mais, en fait, la condition des affaires que Lord Palmerston discutait alors n'impliquait pas cette hypothèse. Le gouvernement espagnol se plaignait du fait plutôt de Sa Seigneurie que de son envoyé, et dans les conséquences qui se produisirent, Sir Henry Bulwer devint une victime substituée à Sa Seigneurie, ce que naturellement ce dernier n'était pas disposé à permettre. En sorte que dans cette affaire il y avait en réalité, ainsi que l'établit Lord Palmerston dans sa lettre à Lord Howden, une suspension des relations diplomatiques.

Le cas de Lord Sackville est absolument dissemblable. Dans le premier, l'objection de l'Espagne portait sur l'action de Lord Palmerston, et par présomption sur le ministre de la Grande-Bretagne, duquel Sir Henry Bulwer n'était que le canal de communication ; et d'un bout à l'autre de l'affaire, Sir Henry Bulwer reçut la pleine approbation de Sa Seigneurie.

L'offense de Lord Sackville consistait dans une faute de conduite personnelle, absolument incompatible avec ses fonctions et ses relations officielles, et jusqu'à présent aucun indice d'approbation de son gouvernement ne lui a été donné.

Ainsi la question actuelle n'est pas de savoir s'il est nécessaire qu'un souverain qui demande le rappel d'un ministre étranger, donne des raisons pour sa demande, mais si, quand, comme dans le cas actuel, ce rappel a été demandé pour cause d'intervention dans la politique du pays auprès duquel il est accrédité, la question de la culpabilité ou du degré d'une telle intervention doit être laissée, non pas à la décision du souverain offensé, mais à celle du souverain par lequel le ministre offensant était accrédité. On ne comprend pas comment le gouvernement de Sa Majesté peut soutenir cette dernière opinion comme un principe de la loi des nations, car cela équivaldrait à dire que, par une telle loi, ce gouvernement aurait le droit de déterminer jusqu'où il interviendrait dans la politique des Etats étrangers, et quel degré d'intervention de la part de ses ministres dans la politique intérieure de ces Etats, il peut lui sembler convenable de tolérer. Il vaudrait bien mieux suspendre complètement les relations diplomatiques que de continuer sur la base d'un tel droit d'intervention dans la politique domestique d'autres Etats, comme on paraîtrait vouloir l'admettre, et avec lequel, s'il était en effet admis, l'indépendance et la dignité de la nation lésée seraient annihilées.

Je trouve exposé, sous la haute autorité de Calvo, ce que j'estime être la vraie règle internationale sur ce sujet :

« Lorsqu'un gouvernement auprès duquel un agent diplomatique réside, juge bon de le congédier pour une conduite considérée comme peu conve-

nable, il est d'usage de notifier au gouvernement qui l'accrédite qu'il n'est plus acceptable, et de demander son rappel. Si l'offense commise par l'agent est d'un caractère grave, il peut être congédié sans attendre le rappel de son propre gouvernement. Le gouvernement qui demande le rappel peut, selon son bon plaisir, communiquer ou ne pas communiquer les raisons sur lesquels il base sa requête ; mais une telle explication ne peut pas être exigée. Il suffit de savoir que le représentant n'est plus acceptable. Dans ce cas, la courtoisie internationale ordonne son rappel immédiat ; et si nonobstant l'autre gouvernement n'accède pas à la requête, le renvoi s'ensuit comme une conséquence nécessaire, et est effectué par une simple notification, et l'envoi de son passeport. Le renvoi d'un agent diplomatique pour conduite malséante, soit en sa qualité individuelle, soit dans l'accomplissement de ses fonctions officielles, n'est pas un manque de courtoisie ni un acte d'hostilité vis à vis du gouvernement qui l'accréditait, et par conséquent ne peut être une raison de déclaration de guerre ». (Int. Law, vol. iii, p. 213, 4<sup>me</sup> éd. 1888).

Le moment où ce droit exclusif serait exercé — que ce fût avant le départ de l'Envoyé pour son poste, ou à son entrée en fonctions, ou à un moment quelconque, pendant leur durée -- ne pourrait pas, suivant Lord Salisbury, infirmer la doctrine qu'il a formulée.

Selon la règle qu'il a adoptée, le gouvernement qui reçoit doit accepter quiconque est envoyé ; et si, par une faute de conduite, l'Envoyé se rend inacceptable, les droits de ce gouvernement doivent être réduits à soumettre ses raisons lesquelles seront prises en sérieuse considération et pesées par le gouvernement de Sa Majesté « avec toute l'attention qu'elles méritent ».

Accepter une telle proposition comme règle des relations internationales serait absolument incompatible avec l'indépendance nationale. Je me suis par conséquent abstenu de citer d'après Calvo les cas nombreux desquels il déduit la règle posée par lui.

Un Envoyé est destiné à être l'intermédiaire confidentiel entre deux gouvernements ayant des relations amicales, et on trouvera dans la confiance de sa bonne foi la meilleure assurance d'une longue amitié et d'une bonne entente.

On ne peut donc considérer que le fait de demander le rappel d'un Envoyé dont la conduite a pu ébranler la confiance du gouvernement qui le reçoit, soit une cause d'offense internationale ; pas plus que son renvoi par ce gouvernement, lorsque celui-ci juge que, par un acte de conduite, l'Envoyé met en danger sa sécurité, son bien-être ou les bonnes relations entre les deux gouvernements.

Je renouvelle mes expressions de regret sincère, que ce que Lord Salisbury a justement appelé « un incident personnel », ait été considéré par le gouvernement de Sa Majesté, comme pouvant, à un degré quelconque, toucher à l'harmonie des rapports entre deux nations, dont les relations amicales ne sont ardemment désirées par personne plus que par le Président des Etats-Unis et tous ceux qui avec lui sont chargés d'administrer les affaires du gouvernement et du peuple des Etats-Unis.

Vous êtes autorisé à communiquer une copie de cette dépêche au gouvernement de Sa Majesté.

Je suis, etc.

T. F. BAYARD.

# CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES

*Suite (1)*

---

**Huitième Séance. — Jeudi 5 Avril 1888.**

PRÉSIDENCE DE M. HENRY DE WORMS.

La Conférence internationale sur le régime des sucres a repris ses séances le jeudi 5 avril 1888, à 3 heures, au Foreign Office, sous la présidence de M. le baron Henry de Worms, Membre de la Chambre des Communes, Sous-Secrétaire d'Etat au Colonial Office.

M. le Président prononce l'allocution suivante :

« Messieurs les Délégués et chers Collègues,

« Nous avons repris nos séances à la date proposée lors de notre dernière réunion. Je regrette que nous n'ayons pu vous remettre dans le cours du mois de mars dernier les mémoires de toutes les Puissances représentées à la Conférence ; malheureusement, nous ne les avons pas reçus à temps. Le Gouvernement de la Reine a néanmoins proposé aux divers Etats que la Conférence se réunisse aujourd'hui. Cette proposition a été accueillie unanimement. Un seul Gouvernement, celui des Pays-Bas, a suggéré un délai qui permit d'étudier plus à fond ces documents importants. La proposition était légitime, et je puis assurer MM. les Délégués des Pays-Bas que les conseils du Gouvernement Néerlandais sont toujours précieux à celui de Sa Majesté. Mais, dans les circonstances actuelles, ce dernier a cru devoir reprendre les séances aujourd'hui, parce que la grande majorité des Puissances avait déjà répondu affirmativement à la proposition du Gouvernement Britannique.

« Vous avez déjà reçu par la voie diplomatique les mémoires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark et des Pays-Bas. J'ai l'honneur de vous présenter ceux de la France et de la Russie, ainsi que les communications diplomatiques que le Gouvernement de la Reine a reçues du Gouvernement Suédois et du Gouvernement Impérial du Brésil.

« Vous aurez observé que les mémoires, et particulièrement ceux de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, exigent que tous les pays producteurs de sucre fassent partie de l'Union que nous désirons former. Il est fait mention explicitement du Brésil et des Etats-Unis.

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 35, 139 ; II, p. 48.

« Je me flatte que la Conférence trouvera dans la note du Ministre du Brésil toutes les garanties voulues.

« Quant aux Etats-Unis, je vous demanderai la permission de faire quelques remarques sur la situation de ce pays relativement à cette matière.

« La prime existe aux Etats-Unis, mais dans de très faibles proportions. M. Bayard, écrivant à la Légation britannique le 21 du mois de mars dernier, nous a expliqué que la Chambre des représentants discute la question de la revision du tarif douanier et du budget des recettes, et que, dans ces circonstances, les usages parlementaires des Etats-Unis ne permettent pas au Gouvernement d'adhérer dès à présent au projet de Convention élaboré à la Conférence. Mais M. Bayard ajoute :

« Les dispositions de l'article 7 de la Convention règlent l'adhésion des Etats non signataires ; en adoptant une attitude de réserve, nous ne portons aucun préjudice à notre liberté d'action. »

« Ces paroles me permettent de croire que les Etats-Unis ne resteront pas en dehors de l'Union, bien qu'ils préfèrent attendre le moment où les autres Gouvernements auront définitivement réglé les détails de la Convention.

« Les Etats-Unis sont de nouveau représentés à nos conférences par leur Chargé d'affaires à Londres ; quoique M. White ne remplisse pas toutes les fonctions de délégué, sa présence est une preuve de l'intérêt que son Gouvernement prend à nos délibérations.

« Du reste, les communications diplomatiques échangées entre le Cabinet de Londres et celui de Washington nous assurent que le Gouvernement des Etats-Unis ne demande pas mieux que de se mettre d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique sur la question des primes.

« L'article 8 de la Convention avait soulevé certaines craintes, lesquelles, je l'avoue, étaient parfaitement légitimes, bien que l'article en question soit inséré dans tous les traités de commerce conclus par la Grande-Bretagne. Ce sont les relations constitutionnelles de la mère patrie avec ses colonies autonomes qui le rendent nécessaire.

« Mon Gouvernement, en adhérant au projet de Convention, a parlé non seulement pour la métropole, mais aussi pour toutes les colonies qui dépendent directement de la couronne. Elles feront toutes partie de l'Union. Il me reste à parler des possessions étrangères de Sa Majesté et des colonies autonomes.

« Les Gouvernements des Indes britanniques et de toutes les colonies en question dont nous avons reçu les réponses acceptent la Convention. Nous attendons d'heure en heure un télégramme de la Nouvelle-Galles du Sud et de la Tasmanie. Ces deux réponses compléteront la liste de l'article 8 du projet. Sans aucun doute ces deux colonies accepteront la Convention. La Nouvelle-Galles du Sud est essentiellement libre-échangiste dans sa politique commerciale, et la Tasmanie ne produit pas de sucre.

« Parmi ces colonies autonomes, il y en a plusieurs qui produisent déjà le sucre et d'autres chez lesquelles cette industrie pourrait se développer ; la déclaration que je viens de vous faire m'a donc causé la plus vive satisfaction.

« Il ne nous manque à présent que l'adhésion des Colonies françaises et néerlandaises.



« Nous ne pouvons que regretter l'absence de notre M. Dickson, le Délégué suédois. La Suède nous a fait savoir par l'entremise de notre Chargé d'affaires à Stockholm qu'elle ne se fait pas représenter à cause du peu d'intérêt qu'a la question des primes pour un pays dont la production est minime. Mais le Gouvernement Suédois nous assure qu'il adhérera à la Convention, sitôt que les autres Puissances seront tombées d'accord sur la matière.

« Il me reste à faire quelques remarques sur la sanction à donner à notre Convention. Cette question a été soulevée par MM. les Délégués de l'Espagne. Il me semble qu'une clause pénale qui atteindrait les Etats non signataires soulèverait d'épineuses questions de droit international. Mais, jusqu'à présent, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de prévoir le cas d'un pays exportateur de sucre qui refuserait d'adhérer à une Convention pour la suppression des primes. Le cas ne se présente pas. Mais il incombe d'autant plus à la Conférence de trouver une formule, laquelle, tout en ne dérogeant en rien aux stipulations des traités, empêche les Etats signataires de la Convention d'en nullifier les effets.

« En résumé, le premier article du projet de Convention, qui en annonce le principe essentiel, est maintenant accepté ; les Délégués des Puissances y avaient déjà donné leur assentiment ; les Gouvernements ont ratifié l'acte de leurs Délégués. Le Brésil se rallie à ce principe. Les Etats-Unis, soyons-en sûrs, s'associeront à l'Union ; toutes les Colonies britanniques et les Indes britanniques acceptent la Convention, J'ose donc espérer que dans le cours de la session actuelle nous trouverons moyen de faire disparaître toutes les divergences.

« Il nous reste, Messieurs les Délégués, à régler l'ordre de nos discussions. Nous ne sommes plus dans le vague. Nous avons soumis le projet de Convention à nos Gouvernements respectifs. Chacun de nous est à même de signaler les changements que son Gouvernement demande. Il me paraît que le procédé le plus pratique sera de mettre à l'ordre du jour le projet de Convention et de le discuter article par article. »

M. le Président exprime en terminant l'avis que MM. les Délégués auront sans doute besoin de quelques jours pour examiner les mémoires de la France et de la Russie, qui viennent de leur être distribués. Il demande à la Conférence si elle ne juge pas convenable de s'ajourner à mardi, afin que chaque Délégué puisse, dans l'intervalle, étudier ces rapports et en référer, au besoin, à son Gouvernement.

M. Batanero appuie cette proposition. Les documents en question présentent un grand intérêt. Le délai lui paraît indispensable.

M. le Président constate que l'on est d'accord pour fixer à mardi la prochaine séance. Il propose de fixer l'heure de la réunion.

M. le Comte d'Onslow fait remarquer que les circonstances sont un peu différentes de ce qu'elles étaient précédemment. Pendant la session du Parlement, il serait difficile aux Délégués britanniques, qui en font partie, de concilier leurs obligations, si les séances de la Conférence avaient lieu dans l'après-midi.

M. le Comte d'Onslow propose, si on le juge convenable, de fixer à une heure plus matinale les réunions de la Conférence.

M. Sans-Leroy exprime l'avis que les membres de la Conférence sont à

la disposition de leurs hôtes, et voudront leur laisser le soin de fixer eux-mêmes l'heure des séances.

L'heure de 11 heures et demie, proposée par M. le Président, est adoptée.

M. Dupuy de Lome déclare que l'Espagne s'est empressée d'adhérer aux principes adoptés par la Conférence ; qu'elle est même allée au-devant de ses intentions, car le Ministère a présenté aux Cortès un projet abolissant les primes qui existaient, non pas dans la pratique, mais dans la législation.

M. Dupuy de Lome en conclut que l'Espagne n'a pas besoin de présenter le rapport demandé par le Protocole. Il suffisait, à son avis, de mettre sous les yeux de la Conférence les copies des communications échangées à ce sujet entre le Gouvernement Espagnol et l'Ambassadeur britannique à Madrid.

M. Sans-Leroy demande à présenter une observation de pure forme. La Conférence ne peut statuer que sur le texte même des dispositions législatives projetées pour l'application des principes adoptés par la Conférence.

MM. Dupuy de Lome et Batanero déclarent que leur Gouvernement est tout prêt à placer sous les yeux de la Conférence le projet de loi qu'il a présenté aux Cortès.

M. Batanero fait observer que le Gouvernement Espagnol a résolu de faire disparaître la prime, même sans attendre la ratification de la Convention.

M. Guillaume dépose sur la table de la Conférence une nouvelle description avec plan de l'appareil mesureur-compteur en usage dans les fabriques de sucre de la Belgique.

La séance est levée à 4 heures.

*Le Président de la Conférence,*

HENRY DE WORMS.

*Les Secrétaires.*

H. FARNALL, A. E. BATEMAN, E. BOIZARD.

---

### Neuvième séance. — Mardi 10 avril 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

M. le Président donne lecture d'une dépêche annonçant que la Tasmanie adhère au projet de Convention.

L'ordre du jour arrêté à la précédente séance appelle la discussion des articles du projet de Convention aux principes duquel tous les Gouvernements représentés ont adhéré. M. le Président propose de reprendre ce projet article par article et d'en faire la base des discussions de la Conférence ; quand des questions techniques se présenteront, la Conférence pourra nommer une Commission pour les examiner et lui faire son rapport.

MM. les Délégués acceptent cette manière de procéder.

M. le Président donne lecture du préambule et demande si quelqu'un a des observations à présenter.

M. Jordan fait remarquer que, dans le préambule, les parties contractantes ne sont pas nominativement désignées ; c'est là, aux yeux du Gouvernement allemand, une question d'une grande importance. On est d'avis en Allemagne que tous les pays qui produisent ou exportent le sucre devraient adhérer dès à présent à cette Convention ; on tient beaucoup à ce que les Etats-Unis et le Brésil y prennent part. M. Jordan croit qu'il est de son devoir de soulever cette question, et sera heureux si des éclaircissements peuvent lui être donnés.

M. le Comte de Kuefstein déclare que son Gouvernement partage cette manière de voir. Il attache le plus grand intérêt à ce que tous les principaux Etats producteurs et consommateurs de sucre prennent part à la Convention. Il croit qu'il est nécessaire d'obtenir l'adhésion non-seulement des Etats désignés par M. Jordan, mais encore des Colonies françaises, espagnoles et néerlandaises.

M. Batanero dit que son Gouvernement a toujours eu la pensée de traiter au nom de ses provinces et possessions d'outre-mer aussi bien qu'au nom de la Métropole. M. Batanero fait, d'ailleurs, remarquer qu'il est plus particulièrement le représentant des intérêts d'outre-mer. Il s'en réfère, du reste, à la note adressée, le 16 mars, à l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne à Madrid.

M. Jordan demande si les Colonies des Pays-Bas et de la France peuvent être également regardées comme faisant partie de la Convention.

M. Pallain dit que les Délégués français s'associent aux réserves de M. le Comte de Kuefstein, puisque, conformément à la Note distribuée à la Conférence, dans la pensée du Gouvernement français, il est indispensable que la Convention projetée, pour avoir son adhésion, ait celle de tous les pays producteurs ou raffineurs de sucres, quelle que soit l'origine de ces sucres. Il déclare, du reste, que la France a toujours entendu stipuler pour ses Colonies.

M. Verkerk Pistorius dit que son Gouvernement est disposé à adhérer pour ses colonies en tant qu'elles produisent du sucre. Il demande à faire une exception pour l'Île de Curaçao et ses dépendances, qui ne produisent pas de sucre, mais qui tirent quelques ressources d'un droit de douane sur les sucres importés et qui voudraient conserver cet impôt dans le cas où la Convention entraînerait l'abolition des surtaxes.

M. Pallain demande si cette colonie ne pourrait pas devenir un pays producteur.

M. Verkerk Pistorius répond que la nature du sol ne s'y prête pas.

M. Pallain fait remarquer qu'il pourrait toujours s'y établir une raffinerie.

M. le Président constate que cette réserve est faite uniquement pour conserver le droit d'imposer les sucres importés dans les colonies qui n'en produisent pas.

M. le Président croit qu'il convient d'en revenir à la question posée par M. le premier délégué allemand, c'est-à-dire à l'indication des puissances qui feront partie de la Convention.

M. White déclare que son Gouvernement est opposé aux primes. Il ne donne pas de primes directes ; et le ministre des finances, dans son dernier rapport au Congrès sur l'état des finances nationales, a recommandé la

suppression de la faible prime indirecte provenant de la petite différence qui existe encore entre le drawback et les droits de douane.

Toutefois l'adhésion des Etats-Unis au projet de Convention élaboré par la Conférence est actuellement impossible pour plusieurs raisons. D'abord, la signature par son Gouvernement de n'importe quelle Convention de ce genre serait contraire au droit d'initiative réservé strictement par la Constitution à la Chambre des Représentants pour toute mesure ayant pour but la création de revenus pour l'Etat. De plus, il ne saurait être question de créer un droit d'accise sur la production nationale de sucres aux Etats-Unis. Enfin, le Gouvernement ne peut pas non plus supprimer par traité un droit de douane.

Toutefois les Etats-Unis se réservent pleinement le droit de se conformer plus tard, par voie de législation parlementaire, aux règlements internationaux qui pourront être adoptés pour la suppression des primes sur le sucre.

M. le Président espère que ces explications satisferont MM. les Délégués. Les Etats-Unis sont évidemment disposés à se rallier à la Convention. En ce qui concerne le Brésil, M. le président donne lecture de la dépêche de M. le baron Penedo faisant connaître que son Gouvernement est tout disposé à prendre part à la Convention dès qu'il aura connaissance de l'accord intervenu entre les puissances représentées.

M. Pallain fait remarquer que les Etats-Unis discutent en ce moment leur tarif douanier. Cette discussion sera sans doute terminée avant l'époque fixée pour la mise en vigueur de la Convention à intervenir. Plusieurs Etats ayant demandé des délais pour supprimer leurs primes, on serait à même alors de prendre une résolution en conformité avec celle que les Etats-Unis auraient prise.

M. le Comte de Kuefstein exprime sa satisfaction d'apprendre les bonnes dispositions du Gouvernement du Brésil, mais il n'y voit pas encore un engagement absolu pour son adhésion. D'autre part, les réserves faites par le représentant des Etats-Unis ne donnent pas non plus de certitude pour leur adhésion ultérieure. On ne peut pas même en inférer que cette adhésion est probable. Les difficultés indiquées par M. White seront les mêmes dans l'avenir. M. de Kuefstein regretterait beaucoup de ne pas voir entrer dans la Convention un pays dont l'importance pour la production du sucre s'accroît tous les jours et qui est grand consommateur de sucre. Il attacherait beaucoup de valeur à une déclaration plus précise. La prime, d'ailleurs, n'est pas sans importance. D'après des évaluations faites par un spécialiste compétent, M. J. Gortz, en 1883, elle s'élèverait à quatre marks 16 pfennings par 100 kilogrammes.

M. Pallain dit que la prime des Etats-Unis paraît être actuellement, d'après la note qui a été communiquée par le bureau de la Conférence, de 2 fr. 21 les 100 kilogrammes; tout récemment encore elle atteignait le chiffre indiqué par M. le Comte de Kuefstein.

M. White explique que la réduction du drawback a été opérée après des représentations faites par la Légation des Etats-Unis à Londres en 1886.

M. Walpolé explique que le Gouvernement des Etats-Unis avait réduit le droit sans diminuer le drawback; sur les représentations qui lui avaient été faites, il a réduit le drawback, mais pas dans les mêmes proportions que les droits. D'après le rapport du ministre des finances dont a parlé



M. White, on peut espérer que le Gouvernement des Etats-Unis établira une corrélation exacte entre le droit et le drawback.

M. White répond qu'en effet le ministre des finances a recommandé que la loi soit modifiée de manière à établir une corrélation exacte entre le droit de douane et le drawback ; mais il ne saurait dire si la Chambre donnera suite à cette recommandation pendant la session actuelle.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer que, d'après des nouvelles contenues dans les journaux, une Commission de la Chambre des représentants aurait supprimé le projet de Tarif douanier qui était relatif au sucre. Il demande quelle valeur il faut attribuer à cette radiation.

M. White déclare qu'il n'a pas connaissance de ce fait, mais qu'il demandera des renseignements.

M. Pallain dit que les Etats-Unis se proposeraient, paraît-il, d'abaisser de 20 0/0 les droits d'entrée sur les sucres. Le drawback sera-t-il réduit dans la même proportion ? Voici ce que dit une dépêche de Washington, datée du 4 avril dernier :

« La Commission des voies et moyens, avant de soumettre le tarif douanier à la Chambre des représentants, y a introduit un amendement fixant à 20 0/0 la réduction des droits sur le sucre, et a éliminé l'article prohibant le paiement de la réduction sur les sucres exportés. »

S'agit-il de réduire le drawback de 20 0/0 comme l'impôt, ou bien le drawback demeurerait-il à son taux actuel, ce qui triplerait la prime ?

M. le Comte de Kuefstein demande s'il ne serait pas possible d'obtenir du Gouvernement des Etats-Unis une note sur son système d'impôt.

M. White répond que la légation des Etats-Unis a fait à ce sujet une communication au Gouvernement britannique le 13 décembre dernier.

M. le Président propose d'adopter le préambule en laissant en blanc les noms des parties contractantes.

M. le Comte de Kuefstein demande quelle valeur a ce vote.

M. le Président répond qu'il est définitif. Les Délégués sont maintenant à même d'accepter ou d'amender définitivement les articles de la Convention. Ils viennent d'en soumettre le projet à leurs Gouvernements respectifs.

M. le Comte de Kuefstein pense toutefois que le vote du préambule n'a de valeur qu'en tant que les articles suivants sont adoptés.

M. le Président confirme cette manière de voir.

Le préambule est adopté.

M. Verkerk Pistorius demande à M. White si le drawback accordé aux Etats-Unis s'applique aux sucres de la Louisiane et des îles Sandwich, lesquels ne payent pas de droits.

M. White remet sa réponse à la prochaine séance.

M. le Président donne lecture du premier article du projet de Convention et invite MM. les Délégués à présenter leurs observations.

M. Jordan s'en réfère aux observations contenues dans le mémoire présenté par son Gouvernement. Ses observations se rapportent à l'ensemble des art. 1 et 2 et visent plus spécialement ce dernier. Il se réserve donc pour la discussion de l'art. 2.

M. Batanero fait remarquer que cet article contient les mots « ..... à prendre ou à proposer les mesures » ; le fait de proposer les mesures à un Parlement ne remplirait pas l'engagement contracté.

M. le Président dit que c'est la forme usuelle ; si la Chambre rejette les mesures proposées, la Convention devient caduque.

M. Batanero demande si le rejet de la Convention par le Parlement de l'un des pays contractants n'aurait pas pour effet de laisser ce pays-là hors de la Convention.

M. le Président répond affirmativement.

M. Verkerk Pistorius se rallie à l'opinion de M. Batanero. Il croit que les mots « ou à proposer à leurs Législatures respectives » doivent être omis. Il est vrai que pour les pays parlementaires il faut une réserve. Mais cette réserve est insérée habituellement à la fin du traité ; il faut que, sauf la ratification, l'engagement soit positif.

M. le Comte de Kuefstein et M. Guillaume partagent cette manière de voir.

M. Pallain pense que M. Verkerk Pistorius a suggéré la vraie solution. Il y a lieu de prendre, dans l'art. 1<sup>er</sup>, un engagement ferme et positif, et de stipuler à la fin de la Convention la réserve relative à la sanction parlementaire.

M. le Président donne lecture de l'article 1<sup>er</sup> en supprimant les mots en litige.

M. Kamensky déclare que son Gouvernement veut conserver les primes qu'il accorde aux sucres exportés par la frontière d'Asie.

M. le Comte de Kuefstein déclare qu'à son point de vue il serait très important que la Russie renoncât à cette prime. C'est là une question qui n'intéresse peut-être pas les autres puissances autant que l'Autriche-Hongrie, mais qui cependant touche aussi dans une certaine mesure aux intérêts français. Le commerce des pays contractants rencontrerait en Orient des sucres russes primés venant des ports de la mer Noire.

M. Kamensky fait observer que ces sucres sortent surtout par la frontière de la mer Caspienne.

M. le Comte de Kuefstein répond qu'on ne sait pas quel chemin ils suivront quand ils seront les seuls sucres primés, surtout s'ils obtenaient des tarifs diminués, comme par exemple ceux que le pétrole avait obtenus un jour.

M. du Jardin constate que la prime qu'il s'agit de conserver est de 100 pour 100.

M. Kamensky répond que la loi d'après laquelle ces primes ont été réglées expirera le 1<sup>er</sup> mai 1891. Il ne croit pas qu'il soit dans l'intention de son Gouvernement de la renouveler.

M. le Comte de Kuefstein rappelle que, dans les premières séances de la Conférence, M. Kamensky s'était montré plus affirmatif.

Il ne pourrait pas se déclarer d'accord avec le maintien de la prime, même si elle n'était maintenue que jusqu'en 1891.

M. Kamensky répond qu'il doit en référer à son Gouvernement.

M. le Président fait remarquer que si la Russie accepte l'article premier, la prime en question expirera de plein droit avec la loi elle-même le 1<sup>er</sup> mai 1891.

M. Pallain dit que la question n'est pas sans intérêt pour l'industrie sucrière de la France. Marseille exporte des sucres en Arménie et en Perse.

D'une manière générale, on est fondé à dire que la prime de onze francs par cent kilogrammes dont bénéficient les producteurs russes pour leurs exportations en Asie peut leur permettre d'abaisser leur prix de vente pour l'Europe.

M. le Président fait remarquer que cette observation est très juste.

M. Pistorius déclare à son tour que les producteurs de Java exportent dans la direction du golfe Persique.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer que les frais de transport ne sont pas assez élevés pour empêcher que les sucres ne reviennent d'Asie en Europe.

M. le Président lit l'article premier en y ajoutant le paragraphe suivant :

« La Russie aura néanmoins la faculté de maintenir jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1891 les primes sur le sucres exportés par la frontière d'Asie. A cette date la prime en question disparaîtra »

M. Pallain fait remarquer que la question soulevée par M. Kamensky se rattache à celle des délais d'application que la Conférence devra examiner ultérieurement et sur laquelle la note de la France fait les réserves les plus expresses.

M. le Président propose de compléter dans ce sens la rédaction dont il vient de donner lecture.

M. Jordan dit que son Gouvernement n'avait pas encore reçu communication du mémoire russe, mais il croit que cette réserve de la part de la Russie est très dangereuse.

Une discussion générale s'engage sur ce sujet.

M. Pallain propose de reprendre l'examen des réserves formulées par la Russie lorsqu'on abordera la discussion de la date de la mise en vigueur de la Convention.

M. le Président propose l'adoption de l'article premier dans sa rédaction primitive, en supprimant les mots « ou à proposer à leurs législatures respectives », et en stipulant que les réserves formulées par le Délégué de la Russie figureront au procès-verbal.

M. Pallain présente une observation sur la rédaction de l'article. Pour rentrer dans les vues déjà exprimées par MM. Batanero et Pistorius, et pour donner à l'engagement pris une forme plus compréhensive, il propose de substituer à la rédaction de l'article primitif les termes suivants :

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer les primes directes ou indirectes accordées sous une forme quelconque pour la fabrication et l'exportation des sucres bruts ou raffinés de toute nature, et à prendre toutes les mesures nécessaires constituant une garantie absolue contre leur rétablissement direct ou détourné. »

M. Pistorius considère le dernier membre de cette phrase comme inutile.

M. du Jardin, tout en se ralliant à l'opinion exprimée par M. Pallain, adhère à l'avis émis par M. Pistorius et propose la rédaction suivante : « Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer d'une manière absolue et définitive toute prime directe ou indirecte à la fabrication ou à l'exportation du sucre. »

M. Jordan propose de revenir au texte primitif.

M. Pallain se rallie à cette manière de voir, sous la réserve qu'il sera fait mention des primes à la fabrication.

L'article 1<sup>er</sup> est adopté dans la forme suivante :

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures

qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres. »

M. le Président prononce le discours suivant :

« C'est avec la plus vive satisfaction que je constate de nouveau l'unanimité avec laquelle la Conférence, se basant cette fois sur l'autorité de tous les Gouvernements représentés, s'est prononcée définitivement en faveur de l'adoption d'un système qui offrirait les garanties les plus absolues à l'abolition complète des primes sur les sucres. Avant de passer à la discussion de l'article 2, permettez-moi de faire quelques observations sur l'importance de cet article. Il renferme, en effet, l'application pratique du principe énoncé dans l'article premier. Or il me paraît de la dernière importance que cet article soit rédigé avec une précision absolue, de sorte qu'il ne puisse se produire aucun malentendu ni aucune possibilité d'interprétation arbitraire. Mon attention et celle de mes Collègues a été spécialement appelée sur ce point par des observations qui m'ont été adressées de la part de plusieurs Gouvernements, et surtout par des passages dans les rapports présentés par le Gouvernement Allemand et par celui des deux parties de la Monarchie Austro-Hongroise. En somme, tous les Gouvernements semblent être d'accord pour demander une rédaction plus précise de l'article 2 du projet de Convention.

« Il résulte des notes que nous avons reçues de tous les Pays intéressés, et qui sont maintenant entre vos mains, qu'il y a un consentement général (à l'exception toutefois de la Belgique) quant à l'application d'un système de travail en entrepôt. Je crois donc que nous pourrions préciser en ce sens la rédaction, tant soit peu vague jusqu'ici, de l'article 2. Il s'agit, en effet, à présent, de convertir notre « Projet de Convention » en une « Convention » définitive. La rédaction et la forme dans laquelle chaque article sera adopté devront être définitives. C'est pourquoi il importe d'examiner très minutieusement toutes les considérations, toutes les difficultés que pourrait soulever une critique bienveillante.

« Quand nous aurons entendu l'avis de chacun des Délégués sur la manière dont son Gouvernement entend appliquer le système exigé par notre Projet de Convention, c'est-à-dire l'impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, il nous sera plus facile d'aborder une nouvelle rédaction de l'article 2 avec cette précision que tous les Gouvernements représentés désirent.

« J'invite donc MM. les Délégués à recommencer la discussion, pour cet article, de la même manière que pour l'article premier, c'est-à-dire en prenant successivement la parole et en nous donnant, chacun à son tour, des éclaircissements supplémentaires aux rapports communiqués par son Gouvernement. »

M. le comte d'Onslow constate qu'on en est arrivé à l'article le plus important du Projet de Convention. Après le discours de M. le Président, les Délégués voudront sans doute se réserver le temps d'étudier les modifications dont l'article 2 pourrait être susceptible. Il propose, en conséquence, d'ajourner la discussion.

M. du Jardin fait remarquer que le mémoire allemand se borne à citer les observations que le Projet de Convention a suggérées à l'industrie. Ces observations, le Gouvernement les a-t-il faites siennes ? En tout cas, ce



Gouvernement ne dit pas quelles mesures il faudra prendre pour supprimer les primes.

M. le président déclare que, d'après les communications qui lui ont été faites à Berlin, ce n'est pas l'industrie seulement, c'est aussi le Gouvernement qui se rallie aux idées formulées dans le Projet de Convention.

M. Pallain constate que, conformément au Protocole du 19 décembre dernier, les Délégués sont appelés à examiner, dans cette seconde session de la Conférence, des projets indiquant les bases de l'application du système de l'impôt sur les quantités de sucre produites, et que le mémoire dont vient de parler le Délégué de la Belgique ne peut en tenir lieu.

M. le président pense que MM. les Délégués allemands voudront bien demander à ce sujet des éclaircissements à leur Gouvernement.

M. Jordan déclare que son Gouvernement n'a pas eu le temps de compléter son mémoire, mais qu'il se réservait de donner des instructions à ses Délégués lorsqu'il connaîtra les vues des autres Gouvernements.

M. le président dit que le Gouvernement britannique se charge d'inviter le Gouvernement allemand à fournir des renseignements analogues à ceux qui ont été fournis par les autres Gouvernements.

La prochaine séance est fixée au vendredi 13 avril, à onze heures et demie.

La séance, ouverte à onze heures et demie, est levée à deux heures.

*Le président de la Conférence,*

HENRY DE WORMS.

*Les secrétaires,*

H. FARNALL, A. E. BATEMAN, E. BOIZARD.

### Dixième séance. — Vendredi 13 avril 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de la Russie.

M. le président fait à la Conférence les excuses de M. Catalani, qui ne peut se rendre à la séance.

Le procès-verbal de la huitième séance est adopté.

M. le président prononce le discours suivant :

« A notre dernière séance, M. le premier délégué des Pays-Bas a déclaré que son Gouvernement désirait adhérer à la Convention pour ses Colonies, mais qu'il voulait faire une exception pour l'île de Curaçao dans le sens où la Convention entraînerait l'abolition des surtaxes. Je prends acte de la condition « dans le cas où la Convention entraînerait l'abolition des surtaxes ». Sans anticiper sur la discussion de l'article 4, je voudrais néanmoins faire remarquer que cet article réserve à tous les Etats et à toutes les colonies la faculté de faire partie de la Convention sans devoir pour cela appliquer les principes de l'article 2, et sans devoir abolir leurs droits d'accise ou de douane sur le sucre.

« Tout membre de l'Union pourra conserver les uns et les autres sans adopter le système de l'impôt sur les quantités produites, pourvu qu'il ne

donne aucun remboursement ou décharge à l'exportation. J'ose donc espérer que le Gouvernement néerlandais adhérera pour toutes ses colonies, comme l'ont fait les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Espagne, et qu'il est entendu que l'exception demandée pour l'île de Curaçao n'aura d'effet que dans le cas où l'on arriverait à la suppression des surtaxes; question qui, du reste, n'est nullement devant la Conférence. Et, même dans ce dernier cas, je ne vois pas pourquoi l'île de Curaçao ne ferait pas partie de l'Union. Puisqu'elle ne produit pas de sucre, il ne peut y avoir de surtaxe. C'est uniquement une taxe, un simple droit de douane, dont la Convention ne pourra, en aucun cas, exiger la suppression. »

M. Verkerk Pistorius est disposé à en référer à son Gouvernement, il fait observer qu'il a cru devoir aborder ce point, bien que l'article 4 ne fût pas encore à l'ordre du jour. Quant à la question des surtaxes, à laquelle M. le Président vient de faire allusion, il se réserve d'exposer ultérieurement les vues de son Gouvernement.

M. Pallain tient à déclarer, dès à présent, que sur ce point les instructions des Délégués français sont formelles. Il est dit dans la note distribuée à l'appui du Projet pour l'application, en France, de l'impôt sur le produit fabriqué et destiné à la consommation, qu'il devra être entendu que la Convention future ne portera aucune atteinte à la faculté que chacun des Etats contractants se réserverait de fixer, suivant ses intérêts, la quotité de l'impôt intérieur et des droits de douane sur le sucre indigène et sur les sucres des colonies et de l'étranger.

La déclaration en a été faite au Parlement français dans la dernière discussion du budget par le Ministre des finances (séance du Sénat du 19 mars 1888).

La vérité, c'est que la question des surtaxes n'est pas engagée dans le programme de la Conférence.

M. Kamensky constate avec M. Pallain que la question des surtaxes n'entre pas dans le programme de la Conférence.

M. Batanero déclare qu'il adhère pleinement à cette manière de voir.

M. Jordan ne croit pas que son Gouvernement soit disposé à traiter cette question. Il ne veut pas engager sa liberté d'action.

M. le comte de Kuefstein fait une déclaration analogue.

M. le Président confirme la manière de voir des Délégués français, qui est également celle de la Grande-Bretagne.

M. Verkerk Pistorius ne partage pas cette manière de voir, et attache un grand prix à ce que la question des surtaxes ne soit pas écartée de la discussion.

M. le Président répond qu'on peut discuter la question, mais qu'elle ne doit pas être considérée comme faisant partie du programme. Cette question n'est pas du ressort de la Conférence. Chaque nation doit pouvoir régler comme elle l'entend son régime des sucres.

M. Guillaume demande que des réserves de sa part sur cette interprétation soient inscrites au procès-verbal.

M. Verkerk Pistorius fait également ses réserves. La question des surtaxes viendra en son temps. Pour procéder avec ordre, c'est l'article 2 qu'il conviendrait maintenant d'aborder.

M. le Président déclare l'incident vidé et propose d'aborder l'ordre du jour.

M. Kamensky fait observer que dans le mémoire austro-hongrois il est question d'une prime directe à l'exportation.

M. le comte de Kuefstein répond que le projet annexé au mémoire de l'Autriche-Hongrie a été élaboré bien avant qu'il ne fût question d'une Conférence sur les primes.

C'est un projet rédigé non en vue d'une future Convention sur l'abolition des primes, mais un véritable projet de loi soumis aux Parlements des deux parties de la monarchie, et déjà adopté, depuis, par la Chambre des députés de l'Autriche et par celle de la Hongrie. Il est évident que ce projet de loi, qui d'ailleurs introduit le système, accepté depuis en principe par la Conférence, n'a pas encore pu prononcer la suppression des primes, tandis que les autres pays continuent à en donner.

Mais, du moment qu'une Convention internationale aura été conclue, l'Autriche-Hongrie pourra, plus facilement que les autres Etats, supprimer les primes, en soumettant aux Chambres un projet de loi abrogeant les articles 2 et 3 de la loi.

M. le comte de Kuefstein se réfère à ce qu'il a eu l'honneur de dire à ce sujet dès le début des séances dans la première session, où il a fait observer qu'il est plus facile de faire disparaître ce qu'on voit que ce qu'on ne voit pas. Il renvoie, du reste, au dernier alinéa du Mémoire de l'Autriche-Hongrie, où il est fait allusion à cette suppression.

M. Catusse demande si l'on a reçu du Gouvernement des Etats-Unis une note sur son système d'impôt. Il y aurait intérêt à savoir comment sont traités à l'exportation les sucres de la Louisiane et des Iles Sandwich.

M. White déclare que ces sucres ne jouissent pas du drawback. Le sucre qui n'a pas payé de droit d'entrée n'est pas admis au bénéfice du drawback. Il remet, à ce sujet, un extrait du Règlement douanier sur le régime du drawback et demande que ce document soit annexé au procès-verbal (1).

M. Pallain dit qu'au sujet de la question des Etats-Unis et de sa participation non officielle à la Conférence, il a des observations à présenter sur le procès-verbal de la précédente séance. Il demande si le moment est venu de les exposer.

M. le Président répond que l'adoption du procès-verbal n'aura lieu qu'après la distribution de la deuxième épreuve. Il rappelle que la discussion de l'article 2 est à l'ordre du jour de la séance.

M. Dupuy de Lome dit que, par le projet de loi présenté aux Cortès, l'Espagne s'est placée dans les conditions prévues par l'article 4. Ce projet de loi contient deux articles. Le premier abroge toutes les dispositions antérieures qui donnaient ouverture à une prime. Le second stipule qu'il ne sera accordé dorénavant aucune prime ni restitution de droit sur les sucres exportés. Les Chambres espagnoles ont voté récemment une loi qui introduit dans ce pays le régime de l'admission temporaire.

M. Dupuy de Lome croit que le régime pourra être appliqué à l'industrie du raffinage, en l'entourant des garanties nécessaires qu'il ne soit accordé aucune prime.

M. le comte d'Onslow demande s'il a été fait une traduction de ce projet.

M. Dupuy de Lome répond affirmativement et remet la traduction.

M. le Président dit que les Délégués britanniques ont cru simplifier la

(1) Voir Annexe au présent procès-verbal.

discussion de l'article 2 en le divisant en deux articles, dont il donne lecture.

Art. 2. — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre au régime de l'entrepôt, sous la surveillance des employés du fisc, les fabriques de sucre, de même que les fabriques de glucose et les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

Art. 3. — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries au même régime que les fabriques de sucre.

M. le Président demande si les Délégués belges préfèrent formuler leurs réserves sur l'article 2 ou sur l'article 3.

M. Guillaume répond que les réserves de la Belgique s'appliquent également aux deux nouveaux articles substitués à l'ancien article 2. Elles résultent d'ailleurs de l'ancien article 3, lequel constitue une exception aux stipulations de l'article 2.

M. Catusse dit que l'article 2 soulève une observation préjudicielle. Cet article est capital, car il résume tout le travail de la Conférence et doit amener l'examen de tous les projets présentés par les Gouvernements. M. Catusse se demande s'il convient de continuer la discussion du projet de Convention article par article. Il craint que la Conférence ne s'expose ainsi à présenter une convention qui serait criblée de réserves et que l'on n'ait ainsi l'apparence d'une convention plutôt que la réalité. Si la presse, toujours trop disposée à donner au public des comptes-rendus prématurés des travaux de la Conférence, annonce, comme elle l'a fait hier, que l'on a adopté des articles sur lesquels des réserves formelles avaient été faites par un grand nombre de Délégués, il est à craindre que l'opinion publique n'en soit, en France, défavorablement impressionnée. M. Catusse se demande donc s'il ne vaudrait pas mieux modifier la méthode de travail suivie jusqu'ici. En réalité, les questions qui se posent devant la Conférence peuvent se résumer en un certain nombre de problèmes qu'il est possible d'aborder dès à présent, si la Conférence le désire. Ces principaux aspects de la question sont : la nécessité de l'adhésion de tous les pays intéressés, l'obligation du travail en entrepôt, l'emploi de la saccharimétrie, la sanction pénale que peut comporter la Convention, l'institution d'une commission arbitrale, la date d'entrée en vigueur et la durée de la Convention.

Mais il est un autre procédé qui consisterait à prendre chacun des projets présentés par les Gouvernements et à faire étudier par une Commission les différents points sur lesquels l'entente est possible, en la chargeant d'apporter à la réunion plénière le résultat de cette étude. La Commission pourrait aussi aborder la discussion des lignes générales des projets et aboutir à un accord qu'il semble difficile de réaliser si l'on met en discussion l'article 2 sans étude préalable.

M. le Président partage, dans une certaine mesure, cette opinion, et c'est pour cela qu'il a fait subdiviser l'article 2. Les grandes difficultés surgiront sur la question du raffinage.

Sauf les réserves de la Belgique, l'exercice des fabriques ne paraît pas devoir soulever d'objections.

M. le Président reconnaît que le nouvel article 3 soulèvera des questions techniques pour l'examen desquelles il sera sans doute nécessaire de nommer une Commission, mais il pensait que l'on pourrait d'abord discuter



et adopter le nouvel article 2, lequel stipule simplement que la fabrication se fera en entrepôt.

M. Pallain regrette de n'être pas entièrement d'accord avec M. le Président. Il cite le procès-verbal de la séance du 16 décembre, dans lequel il est dit :

« Il est entendu que le Gouvernement Britannique communiquera à tous les Gouvernements qui prennent part à la Conférence, non seulement les projets qui lui auront été transmis, mais encore les critiques auxquelles ces différents projets auront donné lieu. »

Cet échange de vues n'ayant pas eu lieu, il appartient à la la Conférence de procéder elle-même à l'étude des projets que les Gouvernements devaient examiner.

Elle est ainsi amenée par la force des choses à modifier la méthode de travail qui avait été tracée dans la première session de la Conférence. Les projets de lois sont les annexes nécessaires de l'article qui pose le principe de l'impôt sur les quantités fabriquées. Il ne paraît pas possible d'arriver à formuler, dans le corps même de cet article, les conditions de son application dans les différents pays intéressés. M. Pallain estime qu'après avoir adopté le principe général de l'article 2 dans la forme sur laquelle il a soumis à l'appréciation des gouvernements signataires du Protocole du 19 décembre 1887, il y a lieu de considérer les projets de lois comme les instruments nécessaires qui doivent procurer l'exécution du système d'impôt défini dans ses dispositions générales par le projet de Convention.

On pourrait alors, dans un paragraphe complémentaire de l'article 2, déclarer que les bases d'application de ce système sont déterminées dans les projets de lois qui seraient annexés à la Convention.

On placerait ainsi sous le régime conventionnel, comme cela a été proposé dans les Conférences de 1877, les *bases d'application* des projets sur lesquelles l'accord se serait établi.

M. le Président consulte MM. les Délégués sur la proposition faite par M. Pallain.

M. Jordan partage la manière de voir des Délégués français. Son Gouvernement n'a pas fourni de proposition ferme, parce qu'il voulait compléter l'étude des réponses faites par les autres Gouvernements. Comme M. Jordan l'a dit pendant la première session de la Conférence, l'Allemagne possède maintenant une nouvelle loi, exécutoire le 1<sup>er</sup> août prochain, qui est basée en partie sur le principe de l'impôt de consommation. Le Gouvernement a donc grand intérêt à régler les conditions de l'application de cette loi de manière à être sûr qu'aucun détournement de sucre ne pourra être commis. La loi elle-même contient à cet effet les prescriptions fondamentales. Il appartient maintenant au *Bundesrath* d'élaborer les instructions ou règlements destinés à préciser les détails d'exécution. Ces règlements n'ont pas encore vu le jour, ils sont encore dans la période de gestation ; il n'était pas dans le pouvoir du Gouvernement d'accélérer ce travail. Dans la pensée de M. Jordan, la Commission trouvera dans les dispositions de la loi du 9 juillet 1887 un aperçu des vues du Gouvernement allemand.

En résumé, M. Jordan se rallie à l'opinion de M. Pallain.

M. le comte de Kuefstein dit que l'Autriche-Hongrie se trouve dans les mêmes conditions que l'Allemagne ; le règlement pour l'exécution de la dernière loi n'est pas encore terminé. M. le comte de Kuefstein ajoute qu'il ne peut pas se prononcer contre la nomination d'une Commission ; mais il

fait observer que les projets de lois (et tous ne sont pas encore entre les mains de la Conférence) s'inspirent de vues quelque peu divergentes, et doivent, à son avis, être réservés en dernier lieu à l'appréciation des différents Gouvernements. Il pense que, tant que les questions de principe n'auront pas été discutées et résolues, la Commission n'aura pas de direction précise pour exercer son mandat. Il vaudrait peut-être mieux commencer par se mettre d'accord sur les principes.

M. Guillaume croit qu'il est préférable de discuter les principes généraux en séance plénière. Si tous les pays ont un Délégué dans la Commission, celle-ci ne diffèrera guère de la réunion plénière. En fait, les questions à examiner dans la Commission se trouveront préjugées pour les pays non représentés dans son sein. A défaut de procès-verbal, les arguments présentés par les Délégués ne seront pas connus. Or, les Gouvernements et les intéressés doivent être mis à même d'apprécier comment leur cause a été défendue. Aux yeux de M. Guillaume, il est donc préférable non-seulement que les questions de principe, mais les bases générales de chaque système soient décidées en séance plénière; à la Commission revient l'étude des moyens d'application.

M. de Barner préfère établir les principes en séance plénière, vu le peu d'intérêt qu'a le Danemark à être représenté dans la Commission.

M. Pallain croit qu'on peut se mettre facilement d'accord sur une méthode de travail. Ce que demandent les Délégués français, c'est que les projets de lois communiqués ou dont on attend la communication soient examinés par une Commission. Rien ne s'oppose néanmoins à ce que la Conférence poursuive en séance plénière la discussion de quelques questions générales soulevées par la Convention et indiquées par son collègue, telles que l'entente préalablement indispensable avec tous les pays producteurs ou raffineurs de sucre, le système d'impôt sur les quantités produites suivant un régime d'identité déterminé, qui assurerait une parfaite égalité de traitement aux exportateurs des Etats contractants, l'institution d'une Commission internationale, la sanction définitive, etc.

Les principes ne triomphent pas tout seuls, il faut sanctionner leur déclaration par des mesures d'exécution. M. Pallain ne croit vraiment pas que les mesures générales d'exécution dont l'étude doit être renvoyée à une Commission puissent faire l'objet d'un article incorporé dans le projet de Convention.

On reprochera toujours à une disposition générale de manquer de précision. C'est le reproche qu'on fait en ce moment à l'article 2. La précision recherchée, elle ne pourra se rencontrer et ne se rencontrera que dans les projets de lois eux-mêmes, rattachés comme annexes à la Convention.

M. Batanero croit qu'il est nécessaire de continuer la discussion des principes en séance plénière. Les conditions à remplir pour entrer dans les vues du Projet de Convention ne sont pas toutes énoncées dans l'article 2. Les dispositions de cet article sont complétées par celles des articles 4 et 5. Il y a trois moyens de ne pas donner de primes : c'est de travailler en entrepôt, de supprimer les droits, ou, si on les conserve, de n'accorder aucun drawback à l'exportation. Ces deux dernières conditions sont énoncées dans les articles 4 et 5, qui sont ainsi les compléments naturels de l'article 2.

En Espagne, ajoute M. Batanero, le régime de l'entrepôt n'est pas établi. Mais on ne donnera ni primes ni drawback ou remboursement quel-

conque à l'exportation ; quant aux provinces et possessions d'outre-mer, elles ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres.

M. Verkerk Pistorius se rallie à la proposition des Délégués français, sous la réserve que la Conférence tracera pour la Commission un programme positif. On pourrait lui donner, par exemple, le mandat d'examiner les bases d'application du régime de l'entrepôt dans les fabriques. Tout le monde est d'accord en principe sur ce système.

M. Walpole se plaint du défaut de clarté de l'article 2. Il craint qu'il ne soit difficile de s'assurer de la valeur des règlements avant de savoir quelles sont les obligations imposées par le texte de la Convention.

M. Verkerk Pistorius répond que la nouvelle rédaction énonce un principe plus précis, qui peut servir de base aux travaux de la Commission.

M. le Président dit qu'on pourrait adopter le nouvel article 2 en réservant à la Commission l'étude des détails techniques. On ferait ensuite la même chose pour le nouvel article 3. La Conférence serait d'abord appelée à adopter le principe de cet article, et examinerait ensuite s'il y a lieu d'admettre des exceptions.

M. Kamensky constate que le nouvel article 2 érige en principe le système du travail en entrepôt. Le texte primitif parlait seulement d'un système d'impôt sur les quantités fabriquées. Le sens de ces deux expressions n'est pas identique. Or, c'est le texte primitif seul qui a été soumis à l'appréciation des Gouvernements. Son Gouvernement ne l'a pas autorisé à accepter un autre système.

Une conversation s'engage entre M. le Président et M. Kamensky sur la signification des termes *exercice et travail en entrepôt*.

M. Pallain exprime l'avis qu'il conviendrait de revenir à la rédaction primitive de l'article 2.

M. Guillaume fait remarquer qu'au fond on n'est d'accord que sur un principe, celui de la suppression des primes. Les projets d'application reposent sur des bases différentes. Il insiste pour qu'on arrête en séance plénière les bases générales.

M. Verkerk Pistorius croit qu'il serait préférable d'adopter la nouvelle rédaction de l'article 2 proposée par les Délégués britanniques. La Conférence n'aurait pas besoin d'attendre, pour continuer ses travaux, le rapport de la Commission sur les moyens d'application de cet article.

M. le Président consulte la Conférence sur la rédaction qu'elle entend adopter.

M. Jordan opine en faveur de la rédaction primitive. C'est celle que son Gouvernement connaît et à laquelle se rapportent les objections indiquées dans le mémoire de son Gouvernement. M. Jordan ne sait pas si son Gouvernement préférerait la nouvelle rédaction ; toutefois il désirerait que le sens de cet article fût précisé et que son application fût entourée de garanties sérieuses.

M. le Président dit qu'alors c'est à la Commission qu'il appartiendrait de réaliser la précision demandée.

M. le comte de Kuefstein se rallie à la manière de voir du premier Délégué de l'Allemagne et réserve les observations qu'il aura à faire au sujet de l'article 2.

M. Guillaume demande si l'on renverrait l'article 2 à la Commission sans l'avoir préalablement discuté.

M. le Président répond que ce renvoi serait fait sous la réserve d'examiner ultérieurement les travaux de la Commission.

M. Dupuy de Lome se rallie à l'ancienne rédaction, mais il tient à spécifier que l'article 2 ne vise pas les pays qui n'ont pas d'impôt et qui n'accordent pas de drawback. Ces pays font partie de la Convention de plein droit, et n'ont pas besoin d'y être admis, puisqu'ils sont des puissances contractantes. Ne serait-il pas préférable de préciser la situation de ces Etats dans le texte même de la Convention, soit à l'article 2 ou à l'article 4, soit par un article additionnel? M. Dupuy de Lome se permettra de recommander une rédaction en ce sens à la Commission que la Conférence va nommer.

M. Verkerk Pistorius craint que le mandat de la Commission ne soit pas assez clairement défini. On est généralement d'accord pour trouver que l'article 2 est un peu vague; il laisse subsister des doutes sur le principe même du mode d'impôt. La Commission aurait-elle qualité pour préciser d'abord le principe, puis pour examiner les moyens de l'appliquer? Dans l'affirmative, M. Pistorius se rallie à l'ancienne rédaction.

M. Pallain dit que, si la Commission signale des lacunes dans la rédaction de cet article, elle en référera à la Conférence. Mais, pour l'instant, c'est sur le texte primitif que doivent s'ouvrir ses délibérations.

M. Jordan dit que l'article 2 du projet est le fruit des travaux antérieurs de la Conférence. Le principe qu'il énonce n'est sans doute pas assez développé. Cet article ne précise pas, en outre, les précautions à prendre pour en assurer la sincère application. Ce sera la tâche de la Commission de développer ce principe et de préciser ces précautions, en ayant égard aux observations contenues dans les Mémoires des Gouvernements.

M. Kennedy rappelle que plusieurs Gouvernements ont été d'avis que la rédaction n'est pas assez nette, qu'il y a lieu de la préciser. On doit donc demander à la Commission d'examiner le texte de l'article aussi bien que celui des projets.

M. Jusserand fait remarquer que si l'ancienne rédaction de l'article 2 est maintenue quant à présent, il appartiendra toujours au Délégué britannique de faire à la Commission telle proposition qu'il jugera convenable.

La séance est suspendue pendant un quart d'heure pour préparer le texte de la résolution à soumettre à la Conférence.

A la reprise de la séance, M. le Président donne lecture du Projet de résolution suivant :

« Considérant que plusieurs Puissances ont exprimé, dans leurs notes présentées au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, l'idée que l'article 2 du projet de Convention ne précise pas avec assez d'exactitude le principe à adopter pour réaliser la suppression des primes, la Conférence n'adopte que provisoirement l'article 2 et le renvoie, pour sa rédaction ultérieure, à une Commission (comme programme de ses travaux) ainsi que les projets de lois qui doivent définir pour chaque Etat les bases d'application.

« Les Délégués de la Belgique, toutefois, s'associent seulement au renvoi à la Commission, mais non à l'adoption provisoire de l'article 2 ».

La résolution est adoptée.

Sont désignés pour faire partie de cette Commission : MM. Jaehnigen, le comte de Kuefstein, Guillaume, de Barner, Batanero, Sans-Leroy, Walpole, Pistorius et Kamensky.



M. Pallain demande qu'il soit entendu que la Commission pourra appeler ou recevoir dans son sein les Membres qui n'en font pas partie.

En réponse à M. le comte de Kuefstein, M. White dit qu'il a reçu un télégramme de Washington annonçant que la clause ayant pour but l'abolition totale du drawback a été, en effet, supprimée par la Commission de la Chambre des Représentants dans le projet de loi sur le tarif douanier.

La prochaine séance est fixée au lundi, 16 avril, à 11 heures et demie.  
La séance est levée à 2 heures.

*Le Président de la Conférence,*  
Henry DE WORMS.

*Les Secrétaires,*  
H. FARNALL, A. E. BATEMAN,  
E. BOIZARD.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA DIXIÈME SÉANCE

**Règlement douanier des États-Unis.**

*Drawbacks à l'exportation. (Traduction.)*

Art. 819. — A l'exportation des fabrications composées exclusivement de matières importées qui ont acquitté les droits de douanes, il est accordé un drawback équivalent aux droits perçus sur les matières en question, moins 10 0/0.

La déclaration en douane est comme suit : elle doit être livrée au receveur au moins six heures avant que la marchandise soit mise à bord du vaisseau ou autre moyen de transport par lequel se fait l'exportation.

MODÈLE N° 214.

Déclaration en douane pour les fabrications exportées sous bénéfice du drawback.

Déclaration de                      fabriqué aux États-Unis de                      , d'origine et de production étrangères, à exporter par                      à bord du                      , patron, à destination de                      sous bénéfice du drawback, d'après les provisions de l'article 4 de l'acte sur le Tarif douanier du 3 août 1861.

MARQUES et NUMÉROS	NOMBRE ET NATURE DES OBJETS	QUANTITÉ	VALEUR	FABRIQUÉ par	EN DÉPOT à

MATIÈRES DONT SONT COMPOSÉS LESDITS OBJETS.

NATURE de la MATIÈRE	IMPORTÉ PAR	NOM DU VAISSEAU	DATE de l'IMPORTATION	LIEU DE L'IMPORTA- TION	LIEU D'ORIGINE	QUANTITÉ	VALEUR	QUOTITÉ des DROITS payés

, Exportateur.

*Serment ou Affirmation de l'Exportateur.*

Moi, , je solennellement, sincèrement et avec vérité, que  
 les inscrits à la déclaration ci-annexée, qui seront mis à bord du  
 , patron, sont véritablement destinés à être exportés  
 à et à n'être ni rapportés ni débarqués en dedans des limites des  
 Etats-Unis. Je , en outre, que d'après ce que je sais et ce que je  
 crois, lesdits sont fabriqués exclusivement de , d'origine  
 et de production étrangères, importés comme il est dit dans la déclaration ci-  
 dessus mentionnée; que les droits d'entrée exigés par la loi ont été payés, sans  
 réduction ou déduction quelconque pour cause de dommage ou autrement  
*(dire ici si une réduction quelconque a été accordée, et, en cas d'affirmative,*  
*en désigner la nature);* et qu'aucune partie desdits droits n'a été remboursée  
 comme drawback ou autrement.

devant moi ce jour de 18 .

---

Le propriétaire et le surveillant de la fabrique où les objets ont été fabriqués  
 fera serment comme suit, lequel serment sera endossé sur la déclaration en  
 douane ou solidement attaché à celle-ci : —

Nous, , propriétaire, et , surveillant, du ,  
 tous les deux, solennellement, sincèrement, et avec vérité, que  
 le inscrit à la déclaration ci-dedans (ou ci-annexée) a été fabriqué  
 à , exclusivement de , d'origine et de production étran-  
 gères, laquelle matière a été importée, et sur laquelle les droits ont été payés,  
 comme il est dit dans la déclaration en question, d'après ce que je sais et ce  
 que je crois.

devant moi, ce jour du mois de , 18 .

---

**Onzième Séance. — Lundi 16 avril 1888.**

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgi-  
 que, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de  
 la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

A l'ouverture de la séance, M. le Président donne lecture d'un télé-  
 gramme par lequel M. Sans-Leroy annonce son arrivée à Londres pour  
 mardi prochain.

Il propose à la Conférence d'aborder la discussion des articles non  
 contentieux, en laissant provisoirement de côté ceux dont les stipulations  
 semblent devoir soulever une discussion plus approfondie, afin de permet-  
 tre au premier Délégué de la France de prendre part à ces débats.

M. Pallain demande s'il n'y aurait pas lieu de discuter, à propos de l'ar-  
 ticle 3, la question de l'adhésion générale de tous les Etats producteurs ou  
 raffineurs.

M. le comte d'Onslow fait remarquer que cette discussion pourrait venir  
 à propos de l'article 7.

M. Guillaume pense qu'on pourrait discuter les principes des articles 2  
 et 3 après l'arrivée de M. Sans-Leroy, et renvoyer à la Commission la  
 discussion des détails seulement.

M. le Président fait remarquer que l'article 2 a déjà été renvoyé à la Commission.

M. Verkerk Pistorius exprime l'avis de se rallier à la proposition de M. le Président, c'est-à-dire de discuter les articles non contentieux et de réserver la discussion de l'article 3.

La proposition étant adoptée, M. le Président donne lecture de l'article 4 :

Art. 4. — « Seront également admis à la Convention les Etats ou les colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'article 2, n'imposent pas d'impôts sur les sucres, ou qui s'engagent à n'accorder aux sucres bruts ou raffinés qui viennent à être exportés aucun drawback, remboursement ni décharge de droits ou de quantités ».

M. le Président invite MM. les Délégués à présenter leurs observations.

M. Jordan dit que par l'article 2 tous les Etats s'engagent à percevoir l'impôt d'après une certaine forme. Mais il y a des Etats qui ne perçoivent pas d'impôt. Il faut un article pour dire que ces Etats appartiendront tout aussi bien au nombre des Etats contractants et prendront part à la Convention dès le moment de sa signature. M. Jordan craint que les mots de l'article 4 « seront admis » ne répondent pas complètement à cette nécessité.

M. Dupuy de Lome insiste sur ce qu'il a dit dans la séance précédente et demande également plus de clarté dans la rédaction de cet article, lequel paraît viser seulement les Etats qui ne sont pas dès le principe dans la Convention. Or, l'Angleterre, par exemple, fera partie de la Convention de plein droit, sans avoir besoin d'être admise, de même que l'Espagne, qui, ne donnant ni primes ni drawback, ne peut pas entrer dans les conditions de l'article 2. Il est indispensable que la Convention renferme une stipulation pour les pays qui n'ont pas d'impôt. Il lui semble que l'article 4 vise plutôt les Etats qui ne sont pas représentés à la Conférence. Il serait bon de compléter l'article 2 par une disposition visant les Etats qui n'ont pas d'impôts.

M. le comte de Kuefstein ne partage pas l'opinion de M. Dupuy de Lome. L'article 4 lui paraît être le complément naturel de l'article 2, et n'aura besoin que de modifications rédactionnelles pour répondre aux désirs très fondés qui ont été exprimés.

M. Verkerk Pistorius croit que la situation de l'Angleterre est visée par l'article 5. L'article 4 ne s'applique pas aux pays représentés à la Conférence.

M. Guillaume propose de combler une lacune qui existe à l'article 4 en ce qui concerne les glucoses. Ces sucres, étant mentionnés dans l'article 2, doivent évidemment l'être aussi dans l'article 4.

M. Jordan pense qu'on a laissé une lacune dans l'article 2. Les engagements qu'il contient ne peuvent être pris par les Etats qui n'ont pas d'impôts. Il conviendrait de stipuler que les engagements de l'article 2 visent exclusivement les Etats qui imposent le sucre. Ne pourrait-on pas inviter la Commission à tenir compte de cette observation dans la rédaction de l'article 2 ?

M. le Président dit qu'en effet l'article 2 pourrait être ainsi libellé :

« Les Hautes parties contractantes qui prélèvent un impôt sur le sucre s'engagent... »

M. Pallain demande ce qu'il faut entendre par l'expression « possessions étrangères ». S'applique-t-elle aux pays de protectorat?

M. le Président répond affirmativement. L'expression vise aussi l'Inde, qui n'est pas, pour l'Angleterre, une colonie proprement dite.

M. Dupuy de Lome dit que l'Espagne ne possède pas seulement des colonies et des possessions étrangères, mais encore ce qu'elle appelle les Provinces d'outre-mer, Cuba et Porto-Rico, par exemple. Il croit d'ailleurs qu'on pourrait laisser la rédaction actuelle de l'article 4 si l'on complétait l'article 2 dans le sens indiqué par M. Jordan.

M. Verkerk Pistorius croit que les stipulations de l'article 4 doivent également s'appliquer aux Etats visés par l'article 2, pour leur permettre de se soustraire aux obligations qu'il impose en cessant de donner un drawback. A son avis, on devra réserver la discussion de l'article 4 jusqu'à ce qu'on ait adopté une rédaction définitive pour l'article 2.

M. Jordan pense que, moyennant la rédaction qui a été proposée pour l'article 2, c'est-à-dire à la condition de compléter cet article par une disposition visant les Etats contractants qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres, l'article 2 pourrait être supprimé.

M. le comte de Kuefstein se rallie à la manière de voir de M. Verkerk Pistorius. C'est l'article 2 qui est l'essence même de la Convention; car il vise surtout les pays qui donnent des primes et qui désirent s'entendre pour les supprimer, tandis que l'article 4 concerne ceux qui ne donnent aucun remboursement ou qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres.

M. Pallain relève dans l'article 4 ces mots : « qui s'engagent à n'accorder..... aucun drawback, etc ». Il ne suffit pas que ces Etats fassent une promesse, il faut encore qu'ils apportent devant une juridiction à déterminer la preuve qu'ils n'accordent ni restitution ni décharge, comme le font ou le feront devant la Conférence les Etats représentés.

M. le Président propose de remplacer les mots « qui s'engagent à n'accorder..... », par ceux-ci : « qui n'accordent..... »

Les pays qui participent dès maintenant à la Conférence ont apporté devant elle des projets indiquant comment ils se proposent d'appliquer les principes qu'elle a adoptés. Mais les Etats qui voudront adhérer dans l'avenir n'auront-ils pas les mêmes justifications à fournir?

M. le comte de Kuefstein est d'avis que les obligations de ces Etats doivent être les mêmes que celles des Puissances contractantes.

M. Verkerk Pistorius fait remarquer que cette question se rattache à celle de la création d'un organe international qui pourra s'assurer que les Etats qui désirent adhérer à la Convention remplissent les conditions qu'elle impose.

M. le Président ne peut que se rallier à cette manière de voir. Il reconnaît l'utilité d'un contrôle sur la législation des Etats qui voudront adhérer à la Convention.

M. Batanero réclame l'insertion, dans l'article 4, des mots « Provinces d'outre-mer », car les provinces de Cuba et celle de Porto-Rico ne sont ni des colonies espagnoles ni des possessions étrangères de la Couronne. M. Batanero propose la rédaction suivante :

« Les Etats, les Provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'article 2, ne perçoivent pas d'impôts sur les sucres bruts ou raffinés, ou qui ne leur accordent, quand ils viennent à être



exportés, aucun drawback, remboursement ni décharge de droits ou de quantités, font partie de (ou pourront adhérer à) la présente Convention ».

M. Verkerk Pistorius persiste dans son opinion que l'article 4, tel qu'il est rédigé, ne s'applique pas aux Etats qui feront originairement partie de la Convention. Il demande que l'adoption de cet article reste subordonnée à la rédaction définitive de l'article 2.

M. Catalani déclare qu'il a reçu des instructions d'après lesquelles il doit formuler des réserves sur les articles 4 et 5. L'Italie entend conserver la liberté de taxer le sucre comme source de revenu. Avant de faire une déclaration plus précise, il attendra les explications qu'il a demandées par voie télégraphique.

M. Pallain rappelle que la Convention n'engage pas la liberté d'action des Gouvernements en ce qui concerne les droits intérieurs et les surtaxes de douane. C'est, pour les Délégués français, une question résolue par la déclaration même des Délégués britanniques dans la séance du 13 avril.

M. le Président confirme une fois de plus cette interprétation.

M. de Barner et M. le Comte de Kuefstein demandent des explications sur le terme « glucose ».

MM. Guillaume et de Smet font remarquer que les sucres de glucose dont parle le projet de Convention ne peuvent évidemment s'entendre que des produits saccharins extraits des matières amylacées.

La Conférence se range à cet avis.

M. Guillaume propose de remplacer, dans l'article 4, les mots « qui n'accordent aux sucres... qui viennent à être exportés, etc. », par ceux-ci : « qui n'accordent à l'exportation des sucres, etc... ? »

M. Jusserand propose également une modification de forme dans la rédaction.

M. le Président soumet à la Conférence la rédaction suivante : « Sont admis à la Convention, les Etats et les Provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'article 2, ne perçoivent pas d'impôts sur les sucres ou qui n'accordent à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés, ou de glucose, aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités. »

Cette rédaction est adoptée.

M. le Président donne lecture de l'article 5.

« Art. 5. — Dans le cas où un Etat qui n'impose pas de droits sur le sucre viendrait à en établir, cet Etat devra établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ou bien ne donner aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités ».

M. le Président demande à MM. les Délégués de présenter leurs observations.

M. le Comte de Kuefstein dit que les termes employés dans cet article : « Impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation », devront dépendre de la forme à donner à l'article 2, où la même phrase se trouve.

M. de Barner est d'avis d'admettre provisoirement cet article comme les articles 2 et 4.

M. le Président fait remarquer qu'à défaut de la stipulation contenue dans cet article, un Etat qui n'a pas actuellement de droits sur le sucre et

qui viendrait à en établir, pourrait faire ce que, par la Convention, les autres Etats se seraient interdit.

M. Pallain constate qu'il est bien entendu que cet Etat devra fournir, relativement à sa législation, les mêmes justifications que les Etats contractants.

M. Catalani appuie cette manière de voir.

M. Verkerk Pistorius se rallie à l'observation de M. de Barner. La forme et le fond même de l'article 5 dépendent de la décision qui sera prise sur l'article 2. Il constate qu'il est bien entendu que les Puissances contractantes garderont la faculté d'abolir leur impôt sur le sucre, tout en restant dans la Convention, à la seule condition de se conformer aux stipulations de l'article 5 dans le cas où ils viendraient à rétablir les droits.

M. le Président confirme cette interprétation, et, après s'être assuré qu'elle ne soulève aucune objection, il donne acte à M. Verkerk Pistorius de sa déclaration.

M. Guillaume propose de spécifier, dans l'article 5, qu'il s'applique aux Etats contractants.

L'article 5 est adopté dans la forme suivante :

« Dans le cas où un des Etats contractants qui n'impose pas de droits sur le sucre viendrait à en établir, cet Etat devra établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ou bien ne donner aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités. »

M. le Président donne lecture de l'article 6, qu'il considère comme étant de pure forme :

« Art. 6. — Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues, ou qui viendraient à l'être, dans leurs Etats respectifs, relativement à l'objet de la présente Convention. »

M. Pallain dit qu'ici encore se place la question d'une sanction internationale.

M. le Président reconnaît la justesse de cette observation.

M. Jordan demande comment se feront les communications dont il est question à l'article 6.

M. le Président répond qu'elles se feront par la voie diplomatique.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer que, pour les Etats contractants, la stipulation concernant la communication des lois déjà rendues ne paraît plus répondre à l'état actuel des travaux de la Conférence, puisque la Convention ne pourra pas être signée sans la connaissance préalable de ces lois. Il pense que les mots : « qui auraient déjà été rendues » pourraient être biffés et remplacés par une stipulation concernant les modifications qui seraient ultérieurement introduites dans les lois que la Conférence aura approuvées.

M. Dupuy de Lome pense qu'il est fait allusion, à l'article 7, aux changements de législation.

M. Pallain fait remarquer que la question soulève le point de savoir si les projets de lois indiquant les bases d'application du système de l'impôt sur les quantités de sucre produites seront rattachés à titre d'annexes au projet de Convention et placés ainsi sous le régime conventionnel, suivant le précédent des projets de Convention de 1875 et de 1877, que M. Pisto-

rius connaît bien, ou si l'on découvrira, pour la rédaction de l'article 2, une formule assez générale pour y comprendre le régime d'égalité de traitement, sans primes, qu'il s'agit d'établir entre les Etats de l'Union sucrière.

M. le Comte de Kuefstein exprime l'avis qu'il est indispensable que les Hautes Parties contractantes connaissent les garanties offertes par chacune d'elles ; il faut qu'elles puissent juger des changements qu'on pourrait vouloir apporter à une loi déjà acceptée comme suffisante.

Il propose la rédaction suivante :

« Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les modifications qu'elles se proposent d'introduire dans leurs lois respectives, afin d'être à même d'examiner si elles répondent aux dispositions de cette Convention. L'application n'en pourra avoir lieu que si, dans les . . . . mois, aucune des Hautes Parties contractantes n'aura élevé d'objections. »

M. le Président reconnaît que la question n'est pas sans importance. Elle se rattache à la question d'un Bureau international.

Il propose de laisser de côté l'article 6, pour lequel les Délégués britanniques prépareront une nouvelle rédaction, donnant expression aux idées énoncées par M. le Comte de Kuefstein et d'autres Délégués.

Il donne lecture de l'article 7 :

« Art. 7. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté Britannique et par celui-ci aux autres Etats signataires. »

M. le Comte de Kuefstein croit que l'adoption de cet article est subordonnée à la rédaction de l'article 6. Il faudra y introduire une clause analogue pour mettre les Etats contractants à même de juger si la législation des Etats qui voudront adhérer ultérieurement offre des garanties suffisantes.

M. Jordan pense que l'admission ultérieure des Etats qui n'ont pas pris part à la Conférence doit être subordonnée à l'examen de leur législation.

M. Batanero propose la rédaction suivante :

« Les Etats qui n'ont pas pris part à la Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Ils devront prouver que la législation sur le régime des sucres est d'accord avec un des systèmes établis dans les articles 2 et 4. »

M. Jordan constate qu'on ne saurait admettre les Etats sur leur simple déclaration qu'ils n'accordent pas de primes.

M. Verkerk Pistorius ne croit pas qu'on doive exiger d'un Etat qu'il modifie sa législation avant d'avoir adhéré à la Convention. Par le fait même de son adhésion, il s'engage à changer sa législation pour la mettre d'accord avec les principes de la Convention.

M. Pallain demande qui sera chargé de décider si cette obligation a été remplie.

M. Verkerk Pistorius constate que l'on en revient encore à la création d'un Bureau international.

M. le Comte de Kuefstein soumet la rédaction suivante :

« Les Etats, Colonies, etc., qui n'ont point pris part à la présente Convention, y seront admis sur leur demande dans le cas où leur législation, dont connaissance préalable sera donnée aux Hautes Parties contractantes, n'aura soulevé aucune objection. »

M. Batanero est d'avis qu'il ne suffira pas que les Etats ou Colonies qui voudront faire partie de la Convention adressent une demande en ce sens aux Etats contractants. Il faudra encore que les Puissances signataires admettent cette demande.

M. Jordon préférerait que l'article fût conçu en ces termes :

« Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande. Cette demande sera notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires. Un Etat qui perçoit des impôts sur le sucre, ne fera pas partie de la Convention avant d'avoir réglé sa législation sur les bases arrêtées par la Convention. »

M. le Président, après avoir pris l'avis de la Conférence, déclare que l'article 7 est réservé avec l'article 6.

Il donne lecture de l'article 8.

M. Pallain demande si quelqu'une des colonies visées à l'article 8 n'a rien qui ressemble à un système de primes pour l'exportation.

M. le Président répond négativement. Une colonie, qui avait eu l'intention de déroger à cette règle, a dû renoncer à son régime de faveur.

M. Dupuy de Lome pense qu'on peut supprimer l'article 8, le sort des colonies britanniques se trouvant réglé par l'article 4, tel qu'il a été adopté en dernier lieu.

Cette manière de voir étant partagée par tous les Délégués, l'article 8 est supprimé.

La prochaine séance est fixée pour mercredi, à onze heures et demie.

La séance, ouverte à onze heures et demie, est levée à une heure et demie.

*Les Secrétaires,*

*Le Président de la Conférence.*

HENRY DE WORMS.

H. FARNALL, A. E. BATEMAN, E. BOIZARD.

### Douzième séance. — Mercredi 18 Avril 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

M. le Président soumet à la Conférence un texte du projet de la Convention sur lequel sont indiqués les articles déjà adoptés et ceux restant à discuter (voir l'annexe A au présent procès-verbal).

M. le Président propose l'adoption du procès-verbal de la neuvième séance.

M. Jusserand présente une observation sur le procès-verbal déjà adopté de la huitième séance. Ce procès-verbal le désigne comme Chargé d'affaires de France. Il possède en réalité cette qualité, mais à titre absolument temporaire ; il préfère qu'on lui donne simplement son rang de Conseiller d'Ambassade.

Au sujet du procès-verbal de la neuvième séance, M. Pallain présente une observation concernant une question posée par M. Batanero, celle de



savoir si le rejet de la Convention par le Parlement de l'un des Pays contractants n'aurait pas pour effet de laisser ce pays-là hors de la Convention. Mais, dans l'hypothèse prévue, il n'y aurait plus de Convention. Les Délégués français avaient compris, et aucune autre interprétation n'est vraiment possible, que le rejet du projet par le Parlement de l'une des Puissances contractantes rendrait la liberté à celles qui avaient déjà donné leur adhésion, le concordat sucrier ne pouvant exister que par l'adhésion de tous les intéressés. M. Pallain cite, comme exemple, ce qui s'est passé en 1873, à la suite du rejet de la Convention par les Chambres néerlandaises. Or il semble résulter de l'interprétation de M. Batanero, interprétation confirmée par M. le Président, que, dans le cas précité, la Convention resterait valable dans les autres pays, ce qui ne saurait être admis de plein gré.

M. Batanero reconnaît que tel est le sens de ses paroles.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer qu'il s'agit de savoir si une seule des Puissances contractantes aurait la faculté de détruire la Convention. Il croit que cette interprétation devrait être réservée pour le moment où l'on discutera la question de la sanction pénale de la Convention. Cette interprétation dépend en effet des mesures de défense que les Puissances contractantes pourront établir contre des pays qui resteront en dehors de la Convention.

M. Dupuy de Lôme estime que, dans l'éventualité prévue, la Convention devrait être nécessairement annulée si elle ne contient pas de clause de défenses contre les Puissances non contractantes.

M. Pallain rappelle qu'il a fallu une disposition spéciale dans la Convention de l'Union postale pour déclarer que, dans le cas où une ou plusieurs Parties contractantes ne ratifieraient pas la Convention, elle n'en resterait pas moins valable pour les Etats qui l'auraient ratifiée.

M. Batanero déclare qu'il a formulé cette interprétation en vue d'amener la discussion de la sanction pénale. Il se réserve de discuter cette question au moment opportun.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer qu'il y a deux questions distinctes : celle du rejet de la Convention par un des Parlements des Puissances signataires, et celle de la résiliation de la Convention par une des Puissances contractantes après sa mise en vigueur. Dans le premier cas, une des principales conditions posées par plusieurs Gouvernements, c'est-à-dire l'adhésion de tous les Etats signataires, disparaît, et les résolutions doivent être réservées, tandis que l'autre alternative serait subordonnée à la question des mesures de défense, qui serait discutée plus tard. Chaque Etat, du reste, aura le même droit de résiliation.

M. Kennedy dit que M. Pallain a spécifié le cas dont il s'agit ici, c'est de savoir si l'entrée en vigueur de la Convention est subordonnée à la ratification par tous les Parlements, et si le défaut de cette ratification par l'un des Parlements a pour effet de dégager les autres Parties contractantes.

M. Verkerk Pistorius pense que la question ainsi posée doit être tranchée affirmativement.

La question est réservée jusqu'au moment où viendra en discussion la proposition faite par MM. les Délégués espagnols au cours de la première session de la Conférence.

Après avoir consulté la Conférence, M. le Président déclare que le procès-verbal de la neuvième séance est adopté.

M. le Président dit qu'à la suite d'une consultation entre les Délégués britanniques, ceux-ci ont pensé qu'il serait bon que les délibérations de la Commission fussent dirigées par le Président de la Conférence, en raison de l'importance capitale des questions qu'elle est appelée à résoudre.

La Conférence se rallie unanimement à cette manière de voir.

M. le Président prie MM. les Délégués de faire savoir à leurs Gouvernements que le Cabinet britannique croit que le moment est venu pour la désignation des Plénipotentiaires. Il annonce que la Reine a bien voulu nommer en cette qualité le Marquis de Salisbury et lui-même.

Les Représentants diplomatiques de la Reine donneront connaissance aux Puissances, auprès desquelles ils sont accrédités, des progrès réalisés pendant les dernières séances de la Conférence. Ils appuieront la proposition que M. le Président vient de faire pour la désignation des Plénipotentiaires.

M. Kamensky déclare que M. de Staal et lui-même ont reçu les pouvoirs nécessaires, mais son Gouvernement désirerait connaître le texte définitif de la Convention avant de procéder à la signature.

M. Jordan dit que son Gouvernement s'est réservé de nommer des Plénipotentiaires quand les délibérations lui paraîtront suffisamment avancées.

M. le Président prie M. Jordan de faire connaître à son Gouvernement l'état d'avancement des travaux de la Conférence.

M. le Comte de Kuefstein dit que ses pleins pouvoirs ne doivent lui parvenir qu'au moment où le texte de la Convention sera parfaitement arrêté. Son Gouvernement tient à connaître ce texte avant d'envoyer les pouvoirs; c'est la marche qu'il a toujours suivie en pareilles circonstances. Il peut citer, par expérience, le dernier traité de commerce avec la France qu'il avait été chargé de négocier.

M. Guillaume déclare qu'il n'a pas reçu d'instructions à ce sujet.

M. de Barner annonce qu'il a déjà reçu ses pleins pouvoirs.

M. Dupuy de Lome dit qu'en ce qui concerne l'Espagne, son Excellence M. le Ministre d'Etat a déjà annoncé, dans sa note du 21 mars, adressée à l'Ambassadeur britannique à Madrid, que les Délégués espagnols seraient pourvus de pleins pouvoirs, faisant preuve de la bonne volonté du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et de sa confiance dans le succès de la Conférence. Il voudra d'ailleurs se conformer, pour la désignation des Plénipotentiaires, à l'exemple des autres Puissances. Les Délégués de l'Espagne communiqueront le désir exprimé par M. le Président et leurs honorables Collègues à leur Gouvernement, et ils osent espérer que, si M. le Président le juge utile, le Gouvernement espagnol désignera dès à présent les personnes qui recevront les pouvoirs.

M. Guillaume demande si le Gouvernement britannique désire que la désignation des Plénipotentiaires se fasse immédiatement.

M. le Président fait remarquer que, plusieurs Puissances ayant désigné leurs Plénipotentiaires, il serait à désirer que les autres Puissances fissent de même. Elles montreraient ainsi leur désir d'aboutir à un résultat.

M. Guillaume dit qu'il fera part de ce désir à son Gouvernement.

M. Jusserand dit qu'il en référera à son Gouvernement.

MM. Catalani et Verkerk Pistorius font des déclarations analogues.

A propos de la distribution du projet de Convention, remanié suivant les

termes adoptés dans les précédentes séances, M. Pallain fait observer qu'il avait été entendu, sur la proposition même du Président, que le Préambule laisserait en blanc les noms des Puissances contractantes. Or il remarque que, dans le document distribué à l'ouverture de la Conférence (voir annexe A au présent procès-verbal), on fait une énumération des Puissances contractantes. Il doit signaler immédiatement l'omission des Etats-Unis ; il rappelle qu'il a eu déjà l'occasion de déclarer que, dans la pensée du Gouvernement français, le régime d'égalité de traitement à donner à tous les pays exportateurs devrait s'appliquer sans distinction à tous les pays qui produisent ou qui raffinent le sucre, la suppression des primes impliquant, pour les Etats contractants, la certitude que leurs sucres ne rencontreraient sur les marchés où ils les vendent d'autres concurrences que celle des sucres auxquels on aurait refusé également toute prime.

Il est indispensable que la Convention projetée ait l'adhésion de tous les pays qui produisent le sucre de betterave ou qui raffinent le sucre de toute origine, suivant une législation qui ne laisserait place à aucun excédent. Or les Etats-Unis ont une prime qui est aujourd'hui de 2 fr. 21 par 100 kilogr., qui était plus élevée il y a deux ans, qui peut être augmentée de nouveau dans l'avenir.

M. Pallain rappelle que M. White a dit, dans une des dernières séances, qu'il a été question de réduire le drawback de 20 p. 100, comme l'impôt. On aurait eu alors, pour celui-ci, 1 fr. 92 au lieu de 2 fr. 40, et pour le drawback, 2 fr. 08 au lieu de 2 fr. 60, ce qui réduisait la prime à 1 fr. 77 par 100 kilogr. au lieu de 2 fr. 21. Or on lit dans une dépêche qu'il y a quelques jours, après une séance non interrompue de trente et une heures, la Chambre des Représentants a ajourné la discussion relative aux réformes à introduire dans le régime des impôts. On ajoute, dans cette dépêche, que, dans l'état actuel de la procédure parlementaire, le bill portant réduction des droits d'importation ne pourra passer que sous une forme satisfaisant les protectionnistes, d'où il faut conclure que l'amendement introduit par la Commission des voies et moyens, et fixant à 20 p. 100 la réduction des droits sur le sucre, ne s'appliquait pas au drawback, et qu'ainsi la prime aurait été triplée.

M. Pallain rappelle que, dans la séance du 10 avril dernier, M. le Président déclarait que les Etats-Unis étaient évidemment disposés à se réclamer de la clause du Protocole ouvert et à se rallier à la Convention. Il désire partager cette confiance, et pour dissiper des appréhensions, qui sont toujours excusables de la part d'un douanier, — la douane vit d'appréhensions et meurt de confiance, — il demande à donner communication à la Conférence d'un bill présenté devant la Chambre des Représentants le 4 janvier 1888 (c'est-à-dire à une date postérieure à la signature du Protocole du 19 décembre 1887), rapporté devant la Chambre des Représentants le 9 février dernier, et voté dans la séance du 1<sup>er</sup> mai.

M. Pallain donne lecture de la traduction suivante des passages principaux du rapport de M. Mac-Creary, du Comité des Affaires étrangères, qui accompagne le bill (1) :

« Le Comité, autorisant le Président des Etats-Unis à réunir une Conférence dans le but d'encourager les relations commerciales entre les Etats-Unis et les autres Puissances d'Amérique, présente le projet de loi et en recommande l'adoption... Le ralentissement actuel des affaires et

(1) Voir l'annexe B au procès-verbal.



l'abaissement du prix des produits agricoles sont dus, en grande partie, à ce que le marché est restreint pour le surplus de nos productions. Quelques-uns des meilleurs marchés que nous puissions envisager ne sont pas loin de notre frontière méridionale. Ils sont plus rapprochés de nous que d'aucune autre nation commerçante. Les populations du Mexique et de l'Amérique centrale ou méridionale produisent nombre de marchandises qui nous font défaut, et ont besoin elles-mêmes de nos produits agricoles, minéraux ou manufacturés... Ils reconnaissent la supériorité de nos produits et souhaitent un échange d'affaires plus intime avec nous, mais le gros de leur commerce et de leur trafic se fait avec l'Europe. La République Argentine a un service régulier de 44 à 60 paquebots, naviguant de Buenos-Ayres aux ports européens... »

M. Pallain indique ici que la République Argentine constitue un des principaux débouchés de la France pour les sucres. L'exportation française en sucre à cette destination a été, pour 1885, de 6,212,937 kilogr., pour 1886 de 9,252,741 kilogr., pour 1887, de 14,653,330 kilog. Le rapport reprend :

« Nos exportations en 1884 se sont élevées à 733,768,764 dollars. Sur cette quantité, nous n'avons exporté au Mexique, à l'Amérique centrale et à l'Amérique du Sud que pour 64,719,000 dollars.

« Notre production annuelle agricole et mécanique est évaluée à environ 11 milliards de dollars, tandis que nous avons rarement vendu pour plus de 75 millions de dollars à nos voisins, qui achètent en Europe pour un chiffre au moins cinq fois aussi élevé que celui qu'ils dépensent chez nous... L'Angleterre monopolise le trafic à cause de ses moyens de transport à bon marché... Il est très important de faciliter les moyens de transport entre les Etats-Unis et ses voisins du Sud. Car, tant que le fret de Liverpool, Hambourg et Bordeaux, coûtera 15 dollars la tonne, on ne pourra pas les amener à payer 40 dollars la tonne pour faire venir les marchandises des Etats-Unis. Il n'y a pas une ville commerçante dans ces Etats où les fabricants des Etats-Unis ne puissent lutter avec leurs concurrents d'Europe dans tous les articles que nous produisons pour l'exportation.

« Le rapport de la Commission Sud-Américaine montre, d'après le témoignage des importateurs de ces pays, qu'à part la différence de prix et de facilités de transport, ils auraient avantage à acheter aux Etats-Unis, où la qualité des produits est meilleure et le prix d'achat aussi bas qu'en Europe. A cet égard, il serait important d'examiner si un étalon commun de monnaies d'or ou d'argent, égal en valeur, en poids et en alliage, dans tous les pays en question et circulant parmi eux, accroîtrait les relations de commerce et d'amitié entre eux.

« Jamais, depuis l'organisation de notre Gouvernement, on n'a été plus profondément convaincu de l'intérêt qu'il y aurait à resserrer les relations avec le Mexique, l'Amérique centrale et méridionale, et l'Empire du Brésil... »

Or, dans l'Amérique centrale, si les renseignements communiqués sont exacts, une tonne de canne de 1,000 kilogr. vaudrait, assure-t-on, de 6 à 8 fr. ; c'est le quart du prix d'une tonne de betterave riche.

M. Pallain s'excuse d'avoir fait à la Conférence une si longue citation, mais il lui semble que ce document, qui proclame, en termes si éloquents, la nécessité de l'Union douanière avec les Républiques de l'Amérique



centrale et méridionale, et qui précise en chiffres positifs les intérêts engagés dans la question, rapproché de la discussion qui a eu lieu au Sénat américain le 5 avril dernier, montre bien que son Gouvernement s'est inspiré des véritables intérêts européens en cause, en souhaitant l'entrée des États-Unis dans la Convention et en persistant à considérer son adhésion comme indispensable pour déterminer la sienne.

M. Pallain rappelle qu'il y a quelques années la prime effective des États-Unis était de 4 fr. 63 par 100 kilogr. de sucre raffiné. Sous cette législation, l'exportation pour l'Angleterre des sucres raffinés des États-Unis avait acquis une grande importance.

	kilog.
En 1884, de . . . . .	52,000,000
En 1885, de . . . . .	115,000,000
En 1886, de . . . . .	70,000,000

En 1886, la prime a été diminuée aux États-Unis ; elle a été ramenée à 2 fr. 21, et les exportations ont diminué.

Le chiffre de l'exportation pour 1887 est de 39 millions de kilogrammes ; il se réduit avec la prime.

On doit donc redouter la concurrence des États-Unis en matière de sucres, surtout en matière de sucres raffinés. Car ils auront à meilleur marché que les Européens le sucre de chacun des pays voisins, et s'ils continuent à accorder des primes, quand il n'en existera plus pour les Signataires de la Convention, ils pourront exclure la France du marché Anglais, et plus facilement encore du marché de la République Argentine, qui est l'un des meilleurs débouchés actuels de la production française.

M. Pallain ajoute qu'il avait le devoir de communiquer à la Conférence ses appréhensions et qu'il serait heureux de recevoir du Délégué officieux des États-Unis, à l'une des prochaines séances, quelques éclaircissements sur les points qu'il vient de signaler. Il remet sur le Bureau de la Conférence le rapport américain dont il a donné quelques extraits, en déclarant à son collègue, M. White, qu'il serait heureux d'apprendre que ses appréhensions doivent être dissipées, et que le bill de l'Union Douanière des États-Unis avec l'Amérique centrale et méridionale ne doit pas demeurer pour lui comme le *bill des illusions perdues*. « Nous pourrions d'ailleurs, — ajoute M. Pallain, — laisser à M. White le temps nécessaire. Les décisions que nous avons à prendre sont trop graves pour être prises avec précipitation, et nous ne saurions mieux faire que de suivre la devise partout inscrite dans cette demeure historique où nous recevions, la semaine dernière, une si brillante hospitalité : *Sero sed serio*. »

M. White répond qu'il ne manquera pas de transmettre à son Gouvernement les observations faites par son honorable Collègue, M. Pallain.

M. le Président annonce que M. Verkerk Pistorius lui a remis, en le priant de le soumettre à la Conférence, un Mémoire sur la question des surtaxes. Ce document sera imprimé et distribué (voir Annexe C au présent procès-verbal).

Pour le moment, M. le Président croit qu'il convient de réserver la discussion du Mémoire de M. Pistorius pour une date ultérieure et de continuer maintenant l'examen des articles du projet de Convention.

M. Kamensky fait remarquer que le préambule du projet de Convention,

dont le texte vient d'être distribué, ne fait pas mention de l'adhésion des Colonies.

M. le Président dit qu'il n'est pas d'usage de faire cette mention. Il y a deux sortes de colonies : les colonies autonomes et celles qui dépendent directement de la Couronne. Il est dit, aux procès-verbaux, que les premières acceptent la Convention ; les secondes sont sous la tutelle de la Métropole ; le Gouvernement a donc qualité pour traiter au nom des unes et des autres.

M. Batanero croit qu'il y aurait tout de même un certain avantage à constater dans la Convention que les métropoles ont traité pour leurs provinces d'outre-mer, possessions et colonies. Ainsi, on pourrait citer au préambule les noms des pays et dire « l'Espagne et ses provinces et possessions d'outre-mer », et ainsi de suite pour les autres Contractants.

M. Kamensky se déclare satisfait, pourvu que la déclaration de M. le Président soit inscrite au procès-verbal.

M. le Comte de Kuefstein se rallie aux observations de M. Kamensky au sujet des colonies. Comment saura-t-on quelles sont les Colonies qui adhèrent et celles qui n'adhèrent pas ?

M. le Président dit que la seule réserve est celle qui a été faite pour l'île de Curaçao.

M. Verkerk Pistorius déclare qu'il n'a pas encore reçu d'instructions nouvelles à ce égard, mais qu'il croit qu'après les explications qui lui ont été données et du moment où il est reconnu à l'île de Curaçao la faculté de prélever des droits de douane sur le sucre, l'adhésion de cette colonie ne rencontrera pas de difficulté.

M. le Comte de Kuefstein se déclare satisfait s'il est constaté d'une façon obligatoire que toutes les Colonies des Puissances contractantes adhèrent à la Convention.

M. de Barner signale une lacune à l'article 4. Il craint que cet article ne laisse aux pays qui n'imposent pas le sucre la possibilité de donner des primes.

M. le Président répond que, par l'article 1<sup>er</sup>, dont les prescriptions sont absolues et générales, toutes les Puissances contractantes s'interdisent de donner des primes.

M. Catalani dit que son Gouvernement l'a chargé d'insister sur les réserves qu'il a faites sur les articles 4 et 5. Son Gouvernement tient à conserver toute liberté pour imposer les sucres.

M. le Président explique que la question des droits intérieurs, pas plus que celle des tarifs de douane, n'est en discussion. Les Etats contractants seront libres de prélever l'impôt sur le sucre fabriqué à l'intérieur ou importé, d'après le tarif qu'il leur conviendra d'adopter. Le but que poursuit la Conférence par l'article 4, c'est uniquement la suppression du remboursement.

M. Catalani ne doute pas que ces explications ne satisfassent son Gouvernement, mais il tient à maintenir ses réserves jusqu'à ce qu'il ait reçu de Rome une nouvelle communication.

L'ordre du jour appelle la discussion de l'article 6, pour lequel les Délégués britanniques soumettent une nouvelle rédaction (voir l'Annexe A au présent procès-verbal).

M. Jordan croit pouvoir adopter *ad referendum* la rédaction proposée, qui

lui paraît répondre au *desideratum* formulé dans le Mémoire de son Gouvernement. Il pense que la proposition de nommer une Commission internationale est de nature à contribuer au succès des travaux de la Conférence, pourvu que cette Commission dispose des moyens d'action propres à donner à chaque Gouvernement des garanties sérieuses sur la manière dont la Convention sera exécutée par ses cocontractants. M. Jordan rappelle, à ce sujet, la proposition faite pendant la première session de la Conférence par les Délégués espagnols. Il leur laisse l'initiative d'en aborder la discussion ; mais il se réserve d'intervenir aux débats et tient à dire, dès à présent, que la proposition dont il s'agit a été favorablement accueillie par son Gouvernement. En principe, l'institution d'une Commission internationale est un grand pas vers un résultat favorable. Il adopte donc le principe de l'article proposé, tout en faisant des réserves sur la rédaction.

M. le Comte de Kuefstein dit que l'idée exprimée par l'article 6 est conforme aux vues de son Gouvernement. Il cite à cet égard le passage suivant du Mémoire austro-hongrois :

« Puisqu'il s'agit d'établir un état de choses tout-à-fait nouveau et dont l'épreuve n'est pas encore faite, il nous paraît indispensable, et nous pensons que cela correspondrait aux idées des autres États, que les Parties contractantes se communiquent non seulement, comme il est dit dans le Projet de Convention, les lois qui se rapportent à la matière et les modifications qu'elles auraient l'intention d'y introduire, mais aussi qu'elles mettent les États contractants, d'une façon quelconque, dans la possibilité de se prononcer contre des modifications qui violeraient les principes fondamentaux de la Convention ou qui les rendraient illusoirs. »

Mr le Comte de Kuefstein adopte donc le principe de l'article, en réservant l'examen des détails à son Gouvernement, qui, en tant qu'il peut en juger, n'aura pas d'objections de principe à présenter si la Conférence accepte la proposition.

M. de Barner n'a pas d'observation à faire sur l'article en discussion.

M. Dupuy de Lome propose seulement une modification de forme. Au lieu de dire « chacune des Hautes Parties contractantes est représentée », il propose la rédaction suivante : « chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée ». Il n'est pas nécessaire de forcer chaque Puissance à se faire représenter à la Commission.

Cette modification est adoptée.

M. Pallain estime que l'article 6, actuellement en discussion, va moins loin que l'article 16 de la Convention de l'Union postale (voir l'annexe D du présent procès-verbal), qui créa le Bureau international sur la proposition de la Belgique, alors que l'institution d'une Commission internationale, autorisée à surveiller l'application de la Convention en projet, est le complément nécessaire de l'arrangement à intervenir et fait partie des sanctions qui sont attendues pour rendre efficaces les dispositions qui seront arrêtées.

M. Jordan cite un passage du Mémoire fourni par son Gouvernement, relativement à la nécessité de prendre des mesures pour empêcher les États contractants de se soustraire à leurs obligations. Il insiste sur ces mots :

« Des mesures analogues pourraient être adoptées contre tout État qui

ne prendrait pas part à la Convention ou qui, après y avoir adhéré, s'en séparerait à l'avenir ».

C'est là une question d'une grande importance. On ne sait pas si les États-Unis et le Brésil adhéreront à la Convention; on sait même qu'ils ne sont pas disposés à y adhérer dès à présent. Le Gouvernement allemand tient beaucoup à ce que ces pays entrent dans l'Union. S'il n'est pas possible d'obtenir immédiatement leur adhésion, il faut trouver un correctif à leur abstention. C'est le sens de la phrase à laquelle M. Jordan vient de faire allusion. M. Jordan croit que la seule mesure efficace est indiquée dans la proposition des Délégués espagnols. Dans sa pensée, la Commission devrait être un Comité exécutif chargé d'instruire tous les cas de violation de la Convention qui viendraient à se produire. La Commission internationale serait ainsi investie d'une certaine autorité. Elle surveillerait l'exécution de la Convention et, sans avoir le droit de juger les infractions, elle aurait celui de les apprécier et de les dénoncer aux Gouvernements intéressés.

M. Batanero se déclare heureux de l'appui donné par le premier Délégué allemand à la proposition des Délégués espagnols. Lorsqu'il s'agira de régler les attributions de la Commission, il y aura lieu d'examiner s'il lui appartiendra d'apprécier les cas où les droits compensateurs deviendraient applicables.

M. Pallain propose de statuer sur l'organisation de la Commission avant de régler ses attributions, la création d'un organe étant préalable à son fonctionnement.

M. Verkerk Pistorius croit qu'il serait logique de régler en premier lieu les attributions. A ses yeux, la création d'un Bureau international, sur laquelle il a déjà appelé l'attention de la Conférence dans la séance du 16 décembre dernier, présente beaucoup d'intérêt non seulement pour examiner les législations des États contractants, mais aussi pour les publier ensemble avec une statistique officielle de la production et du mouvement des sucres dans les différents pays. Il n'a d'instructions que sur ce dernier point; toutefois il ne s'oppose pas au principe de la Commission internationale proposée. Son observation a pour but de faire ressortir l'utilité de définir d'abord les attributions de l'organe international qu'on désire créer, pour discuter ensuite son organisation.

M. Jordan n'apprécie pas la valeur de la distinction faite par M. Verkerk Pistorius entre un Bureau et une Commission. La Commission pourra nommer un Comité exécutif pour faire les publications statistiques. Il ne paraît pas nécessaire que la Commission elle-même soit permanente.

M. Catalani n'a pas d'observations à faire sur l'article 6.

M. Kamensky approuve le principe de cet article.

M. le Président soumet à la Conférence le principe de l'article 6 instituant une Commission pour surveiller l'exécution de la Convention, sous réserve de déterminer plus tard ses attributions.

M. Batanero annonce que les Délégués espagnols rédigeront un projet d'article relatif à la sanction pénale.

M. le Comte de Kuefstein demande si c'est la Commission, ou l'ensemble des Gouvernements, qui appréciera en dernier ressort. Il pense que la décision définitive doit toujours être réservée aux Gouvernements.

M. Pallain demande s'il ne faut pas prévoir la nécessité d'un arbitrage.

M. Kennedy dit que les Délégués britanniques avaient proposé d'établir,



en premier lieu, le principe de cet article. Il implique plusieurs questions d'une nature délicate. Un Bureau chargé de la publication d'une statistique ne serait pas un organe auquel on pourra confier les fonctions prévues par l'article 6.

D'après le nouveau projet soumis aujourd'hui à la Conférence, chacune des Puissances pourrait être représentée par un Délégué, ou par un Délégué et un Délégué adjoint. Le Gouvernement du pays où la Commission se réunit désignerait le Président de la Commission. Pour ce qui concerne la procédure, les Délégués britanniques soumettent les propositions suivantes : dans le cas où une Puissance aurait préparé le projet d'une loi que la Commission devrait examiner, ou bien dans le cas où une Puissance aurait une représentation à lui faire, la Puissance en question communiquerait ce projet ou cette représentation au Gouvernement du pays où doit avoir lieu la prochaine réunion de la Commission ; ou bien elle ferait cette communication au Gouvernement du pays où a eu lieu la dernière réunion. C'est à la Conférence de régler ce détail. Le Traité de l'Union internationale des Télégraphes donne au Gouvernement du pays où s'est tenue la dernière Conférence, le soin des communications sur les affaires de l'Union. Le Gouvernement chargé pour le moment de l'échange de la correspondance de l'Union sucrière donnerait connaissance des communications qu'il aurait reçues au Président de la Commission. Celui-ci les soumettrait à ses Collègues. On suivrait la même procédure pour les rapports de la Commission. Le Président les communiquerait au Gouvernement chargé de la correspondance ; ce Gouvernement les ferait parvenir aux autres membres de l'Union.

Les Délégués britanniques ont soumis leur proposition, même sans en avoir élaboré tous les détails, afin d'obtenir l'opinion de la Conférence sur le principe d'une Commission. Il semble que le principe est sur le point d'être adopté. C'est déjà un grand pas en avant. Les Délégués britanniques savent bien que l'article n'est pas complet ; ils proposent donc de ne statuer aujourd'hui que sur l'adoption du principe ; l'organisation et les attributions de la Commission demandent une sérieuse discussion ; la Conférence voudra probablement remettre à une séance ultérieure la discussion de ces détails importants.

M. le Président déclare qu'il s'agit d'adopter seulement le principe de l'article 6.

M. Jordan ajoute qu'il s'agit de l'adopter comme base à développer.

M. le Président confirme ces paroles. La Conférence adopte aujourd'hui le principe ; elle réglera les détails à la prochaine séance. Il invite les Délégués à présenter eux-mêmes des projets de rédaction définitive à la prochaine séance.

M. le Président donne lecture de l'article 7.

M. le comte de Kuefstein rappelle qu'il a été dit à la dernière séance que les Etats contractants devront pouvoir s'assurer que la législation des nouveaux adhérents est conforme aux principes de la Convention.

Une discussion s'engage sur la procédure qui devra être suivie par les Etats qui voudront adhérer à la Convention.

Il est entendu que ces Etats adresseront leur demande à la Puissance qui aura la présidence de la Commission. Cette Puissance renverra l'étude de leurs lois et règlements à la Commission.

M. Guillaume fait remarquer que la solution de la question dépend de la rédaction définitive qui sera donnée à l'article 6, auquel l'article 7 pourra se référer.

M. le Président lit une rédaction de l'article 7 préparée par M. Verkerk Pistorius :

« Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande, à la condition que leurs lois et leurs règlements sur le régime des sucres soient d'accord avec les principes de la présente Convention et aient été soumis, préalablement, à l'approbation des Hautes Parties contractantes dans les formes prescrites à l'article précédent ».

Cette rédaction est adoptée.

Après avoir consulté la Conférence, M. le Président annonce que la première réunion de la Commission aura lieu le vendredi 20 avril, à onze heures et demie, et que la prochaine séance de la Conférence aura lieu lundi 23 avril, à la même heure.

La séance est levée à deux heures moins un quart.

*Le Président de la Conférence,*

Henry DE WORMS.

*Les Secrétaires,*

H. FARNALL, A. E. BATEMAN,  
E. BOZARD.

#### ANNEXE A AU PROCÈS-VERBAL DE LA DOUZIÈME SÉANCE.

#### Projet de Convention.

Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer la suppression totale des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, le Très Honorable Robert-Arthur-Talbot-Gascoyne-Cecil, marquis de Salisbury, comte de Salisbury, vicomte Cranborne, baron Cecil, Pair du Parlement, chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Membre du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires étrangères, etc. ;

Et le baron Henry de Worms, Membre du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, Sous-Secrétaire d'Etat pour les Colonies, etc

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie,

Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté le Roi de Danemark,

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en son nom la Reine régente du royaume,

Le Président de la République française,

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg,

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Adopté.

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres (Adopté).

Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à adopter ou à proposer à leurs législatures respectives, un système d'impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, comme le seul qui permette d'arriver à la suppression des primes en question, et à soumettre au même régime les fabriques de glucose et les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses (Renvoyé à la Commission).

Art. 3. — La Belgique ne se trouvant pas dans les mêmes conditions au point de vue de l'application du système d'impôt sur les quantités de sucre produites, le régime actuellement établi dans ce Royaume pourra être maintenu, sauf les modifications suivantes :

La quotité de l'impôt sera ramenée de 45 francs à 25 francs à partir de la mise en vigueur de la présente Convention. La prise en charge des fabriques abonnées sera portée de 1,500 à 1,700 grammes (Réservé).

Art. 4. — Sont admis à la Convention les Etats et les Provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'article 2, ne perçoivent pas d'impôts sur les sucres, ou qui n'accordent à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés ou des glucoses, aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités (Adopté).

Art. 5. — Dans le cas où un des Etats contractants qui n'impose pas de droits sur le sucre viendrait à en établir, cet Etat devra établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ou bien ne donner aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités.

Adopté, sauf réserve pour les mots « établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation ».

Art. 6. — Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, par la voie diplomatique, les lois qui auraient déjà été rendues, ou qui viendraient à l'être, dans leurs Etats respectifs, relativement à l'objet de la présente Convention.

Elles conviennent de nommer une Commission pour l'examen de ces lois et des règlements qui en dépendent. Cette Commission est chargée de préparer un rapport sur les lois et les règlements en question. Le Gouvernement du pays où la Commission s'est réunie communique ce rapport aux autres Gouvernements contractants. Ce Gouvernement nomme le président de la Commission.

Chacune des Hautes Parties contractantes est représentée à la Commission par un Délégué, ou par un Délégué et un Délégué adjoint.

La première réunion de la Commission aura lieu à Londres dans les six mois qui suivront la signature de la présente Convention.

La Commission est chargée de préparer, à sa première réunion, un projet de règlement déterminant le lieu et la date de ses réunions ultérieures.

Elle est également chargée de préparer, à sa première réunion, un rapport sur les lois, ou les projets de lois qui lui auront été renvoyés par les Gouvernements intéressés (A discuter).

Art. 7. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer.

Ils devront soumettre à la Commission indiquée à l'article 6 leurs lois et leurs règlements sur le régime des sucres, lesquels devront être d'accord avec les principes de la présente Convention (A discuter).

Art. 8. — La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> août 1890.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des Hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant

l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard (A discuter).

Art. 9. — Chacune des provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes admises à la présente Convention conserve la faculté de se retirer de la même manière que les Puissances contractantes et dans les conditions indiquées à l'article 8.

Dans le cas où l'une de ces provinces d'outre-mer, colonies ou possessions, désirerait se retirer de la Convention, une notification à cet effet sera faite aux Puissances contractantes par le Gouvernement de la métropole de la province, colonies ou possessions en question (A discuter).

Art. 10. — La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Londres, le 1<sup>er</sup> août 1889, ou plus tôt si faire se peut (A discuter).

#### ANNEXE B AU PROCÈS-VERBAL DE LA DOUZIÈME SÉANCE.

#### **Rapport présenté par M. Mac Creary, du Comité des Affaires étrangères, au sujet d'une Conférence entre les États-Unis et les Républiques du Mexique, de l'Amérique centrale et méridionale et l'Empire du Brésil.**

Le Comité, autorisant le Président des États-Unis à réunir une Conférence dans le but d'encourager les relations commerciales entre les États-Unis et les autres Puissances d'Amérique, présente le projet de loi et en recommande l'adoption.

Il y a soixante ans, un Congrès se réunit dans le même but à Panama; nous y envoyâmes des Représentants. Cette Conférence ne fut pas stérile, mais à cette époque nous avions plutôt en vue notre commerce et nos rapports européens, et le Congrès ne prit aucune résolution. Aujourd'hui, les États-Unis sont en paix avec le monde entier et il appartient à la République la plus prospère de l'univers de provoquer la réunion d'une Conférence américaine.

Le ralentissement actuel des affaires et l'abaissement du prix des produits agricoles sont dûs en grande partie à ce que le marché est restreint pour le surplus de nos productions. Quelques-uns des meilleurs marchés que nous puissions envisager ne sont pas loin de notre frontière méridionale. Ils sont plus rapprochés de nous que d'aucune autre nation commerçante. Les populations du Mexique et de l'Amérique centrale ou méridionale produisent nombre de marchandises qui nous font défaut et ont besoin elles-mêmes de nos produits agricoles, minéraux ou manufacturés. Ces pays occupent une superficie territoriale de 8,118,844 milles carrés et ont 42,770,374 habitants. Ils reconnaissent la supériorité de nos produits et souhaitent un échange d'affaires plus intime avec nous; mais le gros de leur commerce et de leur trafic se fait avec l'Europe. La République Argentine a un service régulier de quarante-quatre à soixante paquebots naviguant de Buenos-Ayres aux ports européens et pas une seule ligne régulière la reliant aux États-Unis. Nos relations avec les autres Républiques du Centre et du Sud sont à peu près les mêmes.

Nos exportations en 1884 se sont élevées à 730,768,764 dollars.

Sur cette quantité, nous n'avons exporté au Mexique, au Centre ou au Sud, que 64,719,000 dollars.

Notre production annuelle agricole et mécanique est évaluée à environ 11 milliards de dollars, tandis que nous avons rarement vendu pour plus de 77



millions de dollars à nos voisins, qui achètent en Europe pour un chiffre au moins cinq fois aussi élevé que celui qu'ils dépensent chez nous.

Le commerce total des pays susmentionnés a été en 1883 de :

Importation . . . . .	331.100.599 dollars.
Exportation . . . . .	391.294.781 —

Sur les 331,100,599 dollars de marchandises vendues à ces Etats, la part des Etats-Unis n'était que de 42,598,469 dollars, et cependant nous sommes leurs plus proches voisins.

L'inégalité de notre commerce avec le Pérou, le Chili, la République Argentine et le Brésil est à la fois étonnant et humiliant.

Voici quelles y ont été les importations en 1886 :

IMPORTATION	De la GRANDE-BRETAGNE	Des ÉTATS-UNIS
	dollars	dollars
Pérou . . . . .	6.235.685	743.105
Chili . . . . .	11.060.880	2.211.097
République Argentine . . . . .	29.692.295	4.317.293
Brésil . . . . .	33.046.215	7.317.293

La table ci-dessous donne la population des pays susmentionnés et le chiffre de leur commerce avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis durant l'année dernière :

	RÉPUBLIQUE ARGENTINE	BRÉSIL	AMÉRIQUE CENTRALE	CHILI	COLOMBIE.
Population . . . . .	2.406.100	10.108.291	2.900.000	2.400.376	2.951.323
	dollars	dollars	dollars	dollars	dollars
Exportation en Grande-Bre- tagne . . . . .	5.793.965	23.507.165	6.526.950	12.977.465	2.166.380
Importation de Grande-Bre- tagne . . . . .	29.692.295	33.946.215	4.624.560	11.060.880	6.107.045
Exportation des Etats-Unis . . .	4.328.510	45.263.600	6.409.001	604.525	2.342.007
Importation des Etats-Unis . . .	4.347.293	7.317.293	2.762.531	2.211.007	5.583.368

  

	MEXIQUE	PÉROU	VÉNÉZUELA	URUGUAY	CANADA
Population . . . . .	9.389.461	3.050.000	2.075.242	447.000	4.750.000
	dollars	dollars	dollars	dollars	dollars
Exportation en Grande-Bre- tagne . . . . .	3.502.500	10.414.170	1.300.565	3.283.625	45.558.555
Importation de Grande-Bre- tagne . . . . .	5.415.765	6.235.685	3.028.680	8.131.640	44.727.095
Exportation aux Etats-Unis . . .	9.267.021	1.764.890	6.309.580	2.734.617	39.000.000
Importation des Etats-Unis . . .	8.340.784	742.105	3.043.609	1.682.443	50.000.000

Valeur totale des marchandises franches de droits et sujettes aux droits importées aux Etats-Unis par le Mexique, l'Amérique du Centre et du Sud, pendant l'année qui finit au 30 juin 1885, avec l'estimation des droits perçus :

PAYS IMPORTATEURS	VALEUR DES MARCHANDISES			DROITS	
	FRANCHES	IMPOSABLES	TOTAL	PERÇUS	
	dollars	dollars	dollars	dollars	c.
République Argentine.....	3.154.337	1.174.173	4.328.510	364.933	28
Chili.....	399.464	205.061	604.525	68.386	89
Mexique.....	5.173.441	4.093.580	9.267.021	635.960	72
Amérique centrale.....	6.149.873	259.142	6.409.015	140.759	88
Etats-Unis de Colombie.....	2.335.088	6.994	2.342.077	1.714	68
Venezuela.....	6.267.887	41.693	6.309.580	20.297	40
Pérou.....	1.749.632	15.258	1.764.890	5.168	06
Brésil.....	38.136.191	7.127.469	45.263.660	6.607.377	15
Uruguay.....	2.317.131	417.478	2.734.617	255.480	80
Bolivie, Equateur, Paraguay et Patagonie.	753.321	280	753.601	140	»»
<b>TOTAL.....</b>	<b>66.436.368</b>	<b>13.341.128</b>	<b>79.777.496</b>	<b>8.100.198</b>	<b>6</b>

Valeur totale des marchandises franches de droits. . . 83 38 0/0

Soumises aux droits . . . 16 72 —

Droits *ad valorem* équivalents aux taxes normales perçues :

Marchandises soumises aux droits . . . 10 15 —

Marchandises exemptes et imposables . . . 60 72 —

La consommation de coton dans l'Amérique centrale et méridionale et au Mexique, monte à environ 100 millions de dollars par an, et bien que ces Etats soient si voisins de nos cultures de coton, c'est d'Angleterre qu'ils tirent environ 90 0/0 de cette marchandise.

Les trois quarts de ces populations s'habillent de tissus de coton et il leur faut importer tout ce qui est nécessaire pour leur usage.

L'Angleterre monopolise ce trafic à cause de ses moyens de transport à bon marché et parce que ses manufactures fournissent des produits appropriés aux goûts et aux besoins des consommateurs, que nos manufacturiers n'ont jamais essayé de produire.

Il est très important de faciliter les moyens de transport entre les Etats-Unis et ses voisins du Sud ; car tant que le fret de Liverpool, Hambourg et Bordeaux coûtera 15 dollars la tonne, on ne pourra pas les amener à payer 40 dollars la tonne pour faire venir les marchandises des Etats-Unis.

Il n'y a pas une ville commerçante dans ces Etats où les manufacturiers des Etats-Unis ne puissent lutter avec leurs concurrents d'Europe dans tous les articles que nous produisons pour l'exportation.

Le rapport de la Commission sud-américaine montre, d'après le témoignage des importateurs de ces pays, que, à part la différence de prix et des facilités de transport, ils auraient avantage à acheter aux Etats-Unis où la qualité des produits est meilleure et le prix d'achat aussi bas qu'en Europe. A cet égard il serait important d'examiner si un étalon commun de monnaies d'or et d'argent égales en valeur, en poids et en alliage dans tous les pays en question, et circulant parmi eux, accroîtrait les relations de commerce et d'amitié entre eux.

Sans prétendre dicter un programme à la Conférence, le Bill ne cherche qu'à recommander à ses membres l'adoption d'un projet d'arbitrage pour le règlement des difficultés qui pourraient s'élever dans la suite entre les Gouvernements, et l'examen des mesures propres à développer le courant des affaires entre les pays, en assurant à chacun d'eux un plus grand nombre de marchés.

La voie d'arbitrage, qui peut être une chimère en matière de querelles politiques, doit devenir une réalité à notre époque en matière de différends commerciaux.

Par égard pour ceux qui réclament la réforme de nos lois sur le trafic et les tarifs, nous pensons que les grandes questions qui font l'objet du Bill ne doivent pas être ajournées, mais être promptement traitées, de façon à marcher de front avec les importantes questions susmentionnées.

On n'a pas la prétention de confier à la Conférence des pouvoirs pour faire des traités définitifs, ce qui serait en opposition avec notre Constitution; mais nous croyons qu'on ne saurait que tirer profit d'une Conférence réunie par la plus puissante et prospère nation d'Amérique qui, réunissant les procès-verbaux, communiquera un rapport aux autres Gouvernements.

Le Bill stipule que les Commissaires remettront les procès-verbaux au Président qui les transmettra au Congrès, et on peut croire qu'il ne sortira rien d'autre que le bien commun de cette Conférence.

Jamais, depuis l'organisation de notre Gouvernement, on n'a été plus profondément convaincu de l'intérêt qu'il y aurait à resserrer les relations avec le Mexique, l'Amérique centrale et méridionale, et l'Empire du Brésil.

Le rapport dressé par les Commissaires de ces pays en 1884 montre qu'ils sont animés de la même conviction.

#### ANNEXE C AU PROCÈS-VERBAL DE LA DOUZIÈME SÉANCE.

##### Surtaxes entre les Pays contractants.

*Propositions des Délégués des Pays-Bas.* — En traçant, par sa circulaire du 2 juillet 1887, le programme de la Conférence future, le Premier Ministre de Sa Majesté Britannique a indiqué, comme premier point à examiner, « les moyens propres à remédier au dérangement qu'ont subi les industries de la fabrication et du raffinage du sucre, en tant que ce dérangement est dû à l'action des Gouvernements ». Il est vrai que, dans la même circulaire, il est plusieurs fois fait mention de la suppression des primes comme but à poursuivre, mais il appert toutefois du passage précité que lord Salisbury n'a pas eu l'intention de limiter les travaux de la Conférence à cette seule question, et qu'en tout cas, au point de vue de ladite circulaire, sur laquelle la Conférence s'est réunie, il convient de prendre le mot « primes » dans le sens le plus large, de manière à résumer tous les avantages pécuniaires accordés par l'effet de la loi fiscale à l'exportation des sucres, et qui apportent le trouble dans l'industrie en général.

Or, il est avéré que, parmi les circonstances qui ont jeté le désarroi dans le marché des sucres, et dont l'industrie de tous les pays a ressenti le contre-coup, les surtaxes élevées sur les sucres étrangers, établies dans certains pays, ont joué un rôle considérable. En haussant outre mesure les prix sur le marché intérieur, ces surtaxes ont stimulé à l'excès la production, et les fabricants ont été obligés de chercher d'autres débouchés pour leur surplus, ce qui leur a été d'autant plus facile que les surtaxes étaient plus élevées. En effet, cette surtaxe, pourvu que les fabricants s'entendent entre eux pour frustrer la concurrence, est la seule limite des prix qu'ils puissent imposer au marché national.

Il est évident qu'il y a là un effet de l'action gouvernementale; la seule différence qu'il y ait sous ce rapport, entre les primes proprement dites et le jeu des surtaxes trop élevées, c'est que le montant de la prime est repris par le fisc sur

les contribuables au moyen des impôts, tandis que, dans les pays à surtaxes, la loi permet aux industriels de se rattraper sur les consommateurs de leur pays pour les sacrifices qu'ils sont forcés de faire à l'extérieur.

Les conséquences d'un pareil état de choses pour la marche régulière de l'industrie sont manifestes. La Conférence connaît le fameux « sugar trust » aux Etats-Unis, où les trois quarts des raffineurs se sont réunis dans une puissante organisation ayant pour but de limiter la fabrication et de régler les prix; et les faits qui se sont produits, il y a quelque temps, en Russie, où les fabricants s'étaient engagés entre eux à exporter une partie de leur production à tout prix, afin de débarrasser le marché intérieur. Une combinaison du même genre a été proposée un de ces jours en Autriche-Hongrie. Aux yeux du Gouvernement des Pays-Bas, il y a là non-seulement une question d'ordre intérieur, mais une véritable prime à l'exportation, et il importe, pour que la Conférence fasse une œuvre complète et durable, que les surtaxes qui permettent de semblables combinaisons soient, sinon abolies de suite ou graduellement, ce qui serait le plus équitable, en vue de l'abolition complète des primes, du moins limitées au montant nécessaire pour assurer aux fabricants le marché national, sans leur permettre de taxer outre mesure les consommateurs de leur pays. D'autre part, il importe que les pays qui n'ont pas de surtaxes s'engagent à maintenir le *status quo*. L'établissement éventuel de nouvelles surtaxes de nature à préoccuper vivement les intérêts considérables qui, pour presque tous les pays représentés à la Conférence, se rattachent au marché de Londres, surtout au moment où la Grande-Bretagne vient nous demander d'abolir nos primes à l'exportation.

Il est bien entendu que les relations entre la métropole et ses colonies ne seraient pas comprises dans la stipulation, chaque pays restant libre de suivre, à cet égard, le système qui lui convient.

C'est en se fondant sur ces considérations que les Délégués des Pays-Bas proposent, au nom de leur Gouvernement, de stipuler, à l'exemple de la Convention du 11 août 1873, entre ce Royaume, la Belgique, la France et la Grande-Bretagne (article 4), que les sucres importés de l'un des pays contractants dans un autre ne pourront être assujettis à des droits de douane ou d'accise supérieurs aux droits qui sont ou seraient établis sur les sucres similaires de production nationale.

Subsidiairement, pour le cas où cette proposition ne réunirait pas tous les suffrages, les Délégués des Pays-Bas proposent d'insérer à la Convention un article de la teneur suivante :

« Les surtaxes sur les sucres importés directement de l'un des pays contractants dans un autre ne dépasseront pas                    fr. par 100 kilogr. Les pays où de pareilles surtaxes n'existent pas n'en établiront pas ».

#### ANNEXE D AU PROCÈS-VERBAL DE LA DOUZIÈME SÉANCE.

### L'article 15 et l'article 16 du Traité concernant la création d'une Union générale des Postes, signé à Berne, le 9 octobre 1874.

Art. 15. — Il sera organisé, sous le nom de Bureau international de l'Union générale des Postes, un office central qui fonctionnera sous la haute surveillance d'une administration postale désignée par le Congrès, et dont les frais seront supportés par toutes les administrations des Etats contractants.

Ce bureau sera chargé de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes, d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses, d'instruire les demandes de modification au règlement d'exécution, de notifier les changements adoptés, de faciliter les opérations de la comptabilité internationale, notamment dans les relations prévues à l'article 10 ci-dessus, et,



en général, de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

Art. 16. — En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs Membres de l'Union relativement à l'interprétation du présent Traité, la question en litige devra être réglée par un jugement arbitral; à cet effet, chacune des administrations en cause choisira un autre Membre de l'Union qui ne soit pas intéressé dans l'affaire.

La décision des arbitres sera donnée à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisiront, pour trancher le différend, une autre administration également désintéressée dans le litige.

(*A suivre.*)



## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### FRANCE

#### Décret réglant les attributions du personnel supérieur de l'Indo-Chine

9 mai 1889 (1)

Le président de la République française,  
Sur le rapport du président du conseil, ministre du commerce, de  
l'industrie et des colonies, et du ministre des affaires étrangères ;  
Vu l'art. 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

Décète :

Article premier. — Le gouverneur général de l'Indo-Chine a sous ses ordres, pour le seconder dans l'administration de la Cochinchine et des protectorats du Tonkin, de l'Annam et du Cambodge :

Un lieutenant-gouverneur à Saïgon ;

Un résident supérieur à Hué ;

Un résident supérieur à Hanoï ;

Un résident supérieur à Pnom-Penh.

Art. 2. — Le lieutenant-gouverneur exerce les attributions qui lui ont été conférées par le décret du 29 octobre 1887.

Art. 3. — Le résident supérieur à Hué et le résident supérieur à Pnom-Penh exercent, par délégation du gouverneur général, les pouvoirs qui sont conférés au représentant du gouvernement de la République française par la loi du 15 juin 1885 portant approbation du traité de Hué et par la loi du 17 juillet 1885 portant approbation de la convention passée avec S. M. le roi du Cambodge.

Art. 4. — Le résident supérieur à Hanoï remplit les fonctions précédemment dévolues au résident général de l'Annam et du Tonkin dans les provinces non comprises dans les limites fixées par l'art. 3 du traité du 6 juin 1884.

Art. 5. — Le traitement du lieutenant-gouverneur de la Cochinchine et des résidents supérieurs à Hué, à Hanoï et à Pnom-Penh est fixé comme suit :

(1) *Journal officiel* du 10 mai 1889.

S O L D E	S O L D E	FRAIS
d'Europe	coloniale	de représentation
15.000	30.000	10.000

Ces fonctionnaires auront, au point de vue de la retraite, l'assimilation de commissaire général de la marine.

Art. 6. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mai 1889.

CARNOT.

— Ce décret est motivé, comme suit, par le rapport adressé au Président de la République, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies :

Monsieur le Président,

L'administration du protectorat de l'Annam et du Tonkin est actuellement confiée à un résident général officiellement installé à Hué et ayant sous ses ordres pour l'administration du Tonkin, un fonctionnaire résidant à Hanoï. Le résident général est lui-même placé sous la haute autorité du gouverneur général de l'Indo-Chine, à qui il doit en référer pour toutes les questions importantes. Les décisions à prendre, la correspondance destinée à l'autorité métropolitaine, préparées à Hanoï, dirigées ensuite sur Hué pour être soumises au résident général, ne sont acheminées sur Saigon, où est le siège officiel du gouvernement général, qu'après avoir subi des retards qu'augmente la difficulté des communications entre Hué et Hanoï, et qui sont très préjudiciables à la bonne expédition des affaires. Aussi en est-on venu, dans la pratique, à rendre le fonctionnaire chargé de l'administration du Tonkin presque indépendant du résident accrédité auprès du roi de l'Annam. L'expérience de ce système, indiquée en 1887 dans les instructions adressées au gouverneur général de l'Indo-Chine, avait donné à cette époque d'excellents résultats et avait été favorablement accueillie aussi bien à la cour de Hué que par la population européenne et les fonctionnaires indigènes du Tonkin.

La constitution de l'union indo-chinoise a eu, en effet, pour objet de concentrer entre les mains du gouverneur général tous les pouvoirs politiques et administratifs précédemment dévolus, tant en Cochinchine qu'au Cambodge, en Annam et au Tonkin, aux différents fonctionnaires chargés de représenter le gouvernement de la République.

C'est le gouverneur général qui est, en réalité, le représentant du gouvernement de la République accrédité à Pnom-Penh et à Hué par la convention du 17 juin 1884 et le traité du 6 juin de la même année. Les fonctionnaires installés en permanence auprès du roi d'Annam et du roi du Cambodge n'agissent, en réalité, que suivant les ordres que leur adresse le gouverneur général et dans la limite de la délégation qu'il leur confère.

En se plaçant à ce point de vue, qui est le seul conforme à la réalité des choses, il y a tout intérêt à consacrer l'indépendance de l'agent politique que nous entretenons à Hué et du fonctionnaire chargé de diriger l'administration du Tonkin.

Cette organisation, que des nécessités d'ordre pratique commandent, est loin d'être contraire à l'esprit des arrangements diplomatiques par lesquels nous sommes liés. L'Annam proprement dit, en vertu même du traité de 1884, est soumis à un protectorat qui diffère essentiellement du régime adopté pour le Tonkin. Les conventions postérieures, et notamment l'ordonnance qui a investi



le kinh-luoc des pouvoirs royaux au Tonkin, ont encore accentué cette séparation.

Il appartiendra, d'ailleurs, au gouverneur général, de qui relèveront directement les résidents supérieurs de Hué et Hanoï, de maintenir l'unité de vues dans la direction des affaires intéressant le protectorat.

En supprimant l'emploi de résident général en Annam et au Tonkin, en attribuant au fonctionnaire accrédité auprès de la cour de Hué le titre plus modeste et le traitement moins élevé de résident supérieur, il nous a paru logique de donner la même désignation au représentant de la France au Cambodge, qui jouit actuellement des mêmes émoluments que le résident supérieur de Hanoï.

La suppression de la résidence générale de Hué permet de réaliser une économie de 40,000 fr. sur le traitement du personnel civil de l'Indo-Chine.

Enfin, le projet que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation supprime le directeur du service local dont les attributions n'ont jamais été définies et rend au fonctionnaire chargé, sous la haute autorité du gouverneur général, de diriger l'administration de notre colonie de Cochinchine le titre de lieutenant-gouverneur qu'il avait antérieurement, et les attributions qui lui avaient été conférées par le décret du 29 octobre 1887.

---



## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

Dans la séance du 18 mai, le Reichstag allemand a discuté en troisième lecture le projet de loi relatif à l'assurance des ouvriers contre la vieillesse et les accidents.

A cette occasion le prince de Bismarck a prononcé le discours suivant :

« On dépense ici beaucoup d'éloquence. A ma grande satisfaction j'ai constaté que mon estimable collègue, M. de Boetticher, avait encore trouvé assez de force pour intervenir dans le débat et défendre le projet de loi efficacement. Je n'ai été nullement surpris de voir le parti démocrate socialiste attaquer ce projet.

• Une correspondance parlementaire disait, hier soir, que le parti socialiste prenait cette mesure, parce qu'il ne voyait aucun profit pour lui dans la mesure dont il s'agit. A mon avis, on confond ici deux choses différentes : les socialistes présents ici au Reichstag et ceux qui constituent la masse du parti.

« Quand la masse est mécontente de quelque chose, elle vote avec les socialistes pour manifester son mécontentement. Messieurs les députés socialistes se placent à un tout autre point de vue ; toute leur force repose sur le mécontentement des masses qu'ils dirigent ou plutôt qu'ils fourvoient. Avec ces députés nous ne nous trouvons pas dans la situation de gens qui discutent tranquillement ; nous sommes bien plutôt en état de guerre comme avec des Français.

« Il est donc naturel qu'à leur tour ils combattent tout ce qui peut les empêcher de constituer des bataillons ouvriers qui livrent assaut à l'ordre établi. Le mécontentement leur est nécessaire.

« Je n'ai pas été davantage étourdi de voir se prononcer contre le projet messieurs les progressistes qui, certainement, en faisant naguère opposition à la loi militaire, n'agissaient pas uniquement dans un intérêt de parti.

Le chancelier, se tournant du côté des progressistes : « Je qualifierais d'impudente l'exclamation que je viens d'entendre ; mais je me considère comme l'objet de votre haine toute particulière : comme chrétien, je veux supporter cette haine ; comme chancelier, je la combats.

« Je ne m'étonne pas non plus que les Polonais ne veuillent pas du présent projet de loi qui contribuera à la consolidation de l'empire. Les conservateurs participent à cette opposition. Il convient de rappeler ici le mot du poète : « Il y a longtemps que cela me fait de la peine de te voir dans cette société. »

« On est souvent tenté de pousser les conservateurs à l'extrême. J'en ai déjà fait maintes fois moi-même l'expérience. On oublie alors la Patrie et même le véritable intérêt du parti auquel on appartient. Comment, vous, conservateurs, pouvez-vous vous placer à un point de vue d'intérêt local dans une question qui importe, comme pas une, à la totalité du pays ! J'ai été profondément affligé

lorsque j'ai lu qu'un conservateur s'était plu à déclarer à un adversaire politique que c'était par suite de considérations d'intérêt local qu'il attaquerait le projet, c'est-à-dire l'intérêt de l'Empire. Ce n'est pas agir en conservateur ; ce n'est pas comprendre comme on le doit son mandat de député.

Le chancelier aborde ensuite les objections présentées, hier, par M. Holtz, au nom des intérêts agricoles. « M. Holtz, dit le prince de Bismarck, n'aurait pas dû employer cet argument que le projet ne rencontrerait que peu de sympathie parmi ses électeurs.

« Le plus grand nombre de cas d'invalidité ne résulte pas d'accidents, mais bien plutôt de maladies. Jamais à la campagne la misère ne détermine de suicides.

« Cependant l'agriculture même ne saurait se passer de cette loi. En parlant comme je le fais, je suis mû surtout par la crainte que, dans le cas où le projet viendrait à échouer, on ne soit amené à me calomnier en me citant parmi ceux dont l'abstention aurait contribué à cet échec.

« J'ai également à cœur que cette loi ne reste pas en suspens jusqu'aux prochaines élections, car nos adversaires décomposeraient l'ensemble de l'œuvre et se serviraient de certaines de ses parties détachées pour nous combattre dans la lutte électorale.

« Au contraire, si la loi est votée, toutes ces questions n'auront plus d'influence sur les élections. En attendant une année encore, nous ne pouvons pas savoir si nous disposerons alors d'autant de loisirs qu'en ce moment.

« Aux conservateurs je demande, à titre d'ancien collègue et comme leur ancien (actuellement je n'appartiens à aucun parti), de ne pas se diviser sur cette question.

« Je compte, au nombre des conservateurs, Messieurs du parti de l'Empire et du Parti national-libéral, et ils voudront bien me le pardonner. (Hilarité.) Je les tiens comme tels parce qu'ils veulent réellement maintenir l'Etat et lui être utiles.

« Je prie les conservateurs de répudier toute solidarité avec les socialistes, les Polonais, les Guelfes, les Français et les progressistes ».

— Le 4 mai, on a publié un nouveau Livre Blanc concernant les affaires de Samoa, qui contient : 1° un rapport du consul Knappe, qui s'attache à réfuter les assertions des journaux des Etats-Unis, qui ont dit que l'intervention des navires de guerre allemands avait porté atteinte à la propriété des citoyens américains ; 2° un rapport relatif à l'ouragan qui a sévi du 15 au 17 mars, aux affaires d'Apia, à l'interdiction de fournir des boissons alcooliques aux marins américains résolue par le consul des Etats-Unis, et à l'avis publié par ce fonctionnaire, et 3° un rapport concernant la situation politique à Apia.

Au sujet du manque d'union des partisans de Mataafa, le Livre Blanc dit qu'un certain nombre d'indigènes qui obéissaient à ce roi se sont séparés de lui et ont fait, pour leur propre compte et à leurs risques et périls, des incursions dans les plantations allemandes, où ils ont commis des actes de violence.

Le Livre Blanc contient, en outre, un rapport relatif aux efforts faits pour amener les insurgés à abandonner les positions qu'ils occupaient dans le voisinage des plantations allemandes, et une lettre du commandant de l'escadre américaine, en date du 11 mars, concernant les instructions données à cet officier supérieur.

## AUTRICHE-HONGRIE

A la Chambre des Députés autrichiens, dans la séance du 16 mai, le comte Taaffe, répondant à une interpellation de M. Carneris sur les opinions émises au second Congrès des catholiques autrichiens au sujet du pouvoir temporel du Pape, a fait les déclarations suivantes :



« Le Gouvernement n'avait aucune raison de faire des déclarations ou de donner des explications à l'occasion du Congrès des catholiques, auquel n'ont assisté que les personnes invitées, où il n'y avait pas, par conséquent, de représentant du Gouvernement et dont les résolutions n'ont été connues de ce dernier que par la voie des journaux. Les personnes qui ont participé à ce Congrès n'ont, en effet, fait usage que du droit d'exprimer librement leur opinion, qui leur est garanti par les lois; le Gouvernement n'a aucune prise sur ces opinions.

« D'autre part, les discours tenus dans une réunion privée ne peuvent avoir aucune influence sur la politique extérieure de l'empire austro-hongrois, laquelle n'est guidée que par le soin des intérêts de la Monarchie.

« En ce qui concerne, en particulier, nos relations d'étroite amitié avec l'Italie, le Ministre des Affaires étrangères, responsable, les a fait connaître à plusieurs reprises et en lieu convenable, de manière à dissiper tous les doutes ».

En réponse aux assertions contenues dans l'interpellation de M. Vergani et relatives à la conduite du Gouvernement envers les antisémites, le Président du Cabinet a déclaré que le Gouvernement accorde la même protection à toutes les confessions religieuses reconnues par la loi, et qu'il s'opposera énergiquement à toute tentative contraire à ce principe.

« Au reste, a ajouté le comte Taaffe, il appartient aux citoyens de se montrer une déférence et une tolérance réciproques, lorsqu'ils sont séparés par des divergences de vues sur le terrain de la religion ou sur celui de la politique; c'est ce que réclame notre état de civilisation ».

## BULGARIE

Le 1/17 mai, ont été inaugurés les travaux de construction de la ligne de chemin de fer Bourgas-Yamboli.

Le Prince Ferdinand a prononcé un discours dont nous empruntons la traduction au journal « *La Bulgarie* » :

« Messieurs,

« Depuis mon avènement au Trône de Bulgarie, non-seulement la paix, la tranquillité et le contentement ont été rétablis dans notre pays, mais encore d'importantes entreprises ont été exécutées, pleines de conséquences matérielles et de résultats tendant au développement de la Bulgarie.

« La ligne Tzaribrod-Vakarel nous a rapprochés, par la voie de terre, du monde extérieur. Maintenant la ligne Bourgas-Yamboli nous mettra en communication avec les routes séculaires des mers, et créera ainsi, pour l'échange de nos produits et de nos marchandises, un véhicule économique et accessible à tous.

« Au début des travaux, je considère de mon devoir d'exprimer mes remerciements aux habitants des départements de Slivno et de Bourgas pour les peines et les privations qu'ils auront à subir provisoirement pour l'exécution de cette œuvre utile à la Nation tout entière.

« Je remercie particulièrement mes pionniers pour le concours qu'ils apporteront à cette œuvre nationale, qui constituera une page brillante dans leur histoire.

« Je me glorifie, Messieurs, de penser que cette ligne, comme celle de Sophia-Vakarel, sera construite uniquement par nous autres Bulgares, par nos propres forces et avec nos seules ressources. Je n'en doute pas, le monde civilisé pourra, en cette occasion aussi, apprécier plus équitablement et plus exactement les incroyables et nobles efforts que nous déployons pour notre développement et notre progrès.

« Dans le courant de cette année même, s'il plait à Dieu, le chemin de fer

pourra être prêt, et, d'une extrémité à l'autre, notre Bulgarie sera unie aux rivages de la Mer Noire.

« Premier citoyen Bulgare, je mets le premier la main à la pioche, ce parlant symbole du Peuple Bulgare, j'implore la bénédiction divine sur ce nouveau triomphe bulgare et prie pour le couronnement de l'œuvre commencée.

« Vive la Nation Bulgare ! »

## ESPAGNE

Dans la séance du Sénat espagnol, du 20 mai, M. Marcoartu a développé une interpellation sur la politique extérieure de l'Espagne. Il a félicité le marquis Vega de Armijo d'avoir été le premier ministre espagnol qui ait obtenu que l'Espagne prit place dans les Congrès internationaux tenus en Europe.

Il a appelé l'attention du Gouvernement sur les avantages qu'aurait la neutralisation de la Méditerranée, et il a surtout demandé qu'on négocie avec l'Angleterre la neutralisation du détroit de Gibraltar sur les mêmes bases que celles du canal de Suez. M. Marcoartu regrette que l'Angleterre n'exécute pas fidèlement le traité d'Utrecht à propos de Gibraltar. L'Espagne devrait aussi déclarer qu'Algésiras est un port franc, pour combattre la contrebande autour de Gibraltar.

Le marquis Vega de Armijo, sans répondre à M. Marcoartu sur tous les points soulevés, a affirmé que tous les ministres espagnols ont inutilement essayé de donner à la question de Gibraltar une solution conforme aux aspirations nationales. Il a ajouté que les relations de l'Espagne sont actuellement excellentes avec toutes les puissances, comme l'a prouvé la visite des escadres étrangères à Barcelone en 1888.

## FRANCE

### Célébration du Centenaire de 1789.

Dans la cérémonie qui a eu lieu à Versailles, le 5 mai, pour célébrer l'anniversaire de la réunion des Etats-Généraux, M. Carnot, Président de la République, a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

C'est avec une émotion profonde, c'est le cœur pénétré de gratitude envers nos ancêtres et rempli d'une ardente espérance en l'avenir que je salue, comme premier magistrat de la République, dans ce palais élevé par l'ancienne Monarchie, les représentants de la nation française, en pleine possession d'elle-même, maîtresse de ses destinées, et dans tout l'éclat de sa force et de sa liberté.

Notre première pensée, dans cette réunion solennelle, doit s'élever vers nos pères, vers cette immortelle génération de 1789, fille du dix-huitième siècle, qui, à force de courage et de persévérance, au prix de tant d'efforts et de sacrifices, nous a conquis les biens dont nous jouissons et dont nous transmettrons à nos fils le précieux héritage. Jamais notre reconnaissance, jamais celle de notre postérité n'égale la grandeur des services rendus par nos pères à la France et au genre humain.

« D'illustres penseurs avaient proclamé les principes de justice, d'égalité et d'indépendance qui contenaient en germe la Révolution française. Nos pères assumèrent la tâche héroïque de faire de ces principes la base même de la Société et de fonder un régime nouveau sur la raison et sur la justice.

« Gloire à eux ! gloire à ces généreux lutteurs ! Ils surent affronter tous les périls, supporter toutes les épreuves pour laisser à leurs descendants un précieux patrimoine qui n'est le monopole d'aucun parti, dont tous les Français

peuvent revendiquer leur part et qui est devenu le domaine commun du monde civilisé!

« Le 5 mai 1789, les Etats Généraux, convoqués à Versailles pour la première fois depuis soixante-quinze ans, étaient invités à pourvoir aux besoins financiers de la Monarchie française.

« Mais telle n'était pas la mission que le pays leur avait confiée. La résistance aveugle des privilégiés, paralysant les meilleures intentions de la royauté et les efforts éclairés d'un grand ministre, avait fait échouer toutes les tentatives de réformes. L'heure de la Révolution avait sonné.

« On le vit bien, dès la réunion de ces élus de la Nation qui, écartant les anciennes appellations, se déclarèrent *Membres de l'Assemblée Nationale* et jurèrent de ne se séparer qu'en laissant à la France une Constitution de ses droits et de ses libertés.

« Le Pays lui-même avait dressé le programme de leurs travaux.

« Il est, tout entier, inscrit dans ces cahiers approuvés par six millions d'électeurs, où la modération du langage fait ressortir la force et l'élévation de la pensée, où l'on voit apparaître cette belle devise de « Liberté, Egalité, Fraternité », qui est devenue celle de la République, et dont la surprenante unanimité atteste à la fois la clairvoyance et l'unité morale du peuple français en dépit de la division des provinces.

« Plus de provinces, disait-on déjà, la patrie!

« Faire une nation forte, unie, respectée, vivante et libre en abaissant les barrières qui découpent le territoire de l'ancienne France, en supprimant des privilèges incommodes et blessants; assurer à cette nation un droit uniforme, un gouvernement représentatif exercé au nom de tous et contrôlé par les élus du peuple; fonder l'égalité devant la loi, garantir la liberté individuelle et l'indépendance des opinions religieuses et politiques, et effacer toutes les traces de la féodalité et du servage.

« Ainsi se résument les principes de 89, épars dans les cahiers et coordonnés dans la déclaration des droits de l'homme. Tâche grandiose devant laquelle nos pères n'ont pas reculé et qu'ils ont su accomplir avec une admirable persévérance, sans se laisser ébranler par les plus redoutables obstacles.

« Condamnée à soutenir, contre l'ancien monde, une lutte gigantesque, la France a traversé des temps douloureux, où tous les partis ont successivement cédé à des entraînements à jamais regrettables. Elle n'a pas dévié de la voie qui, dès la première heure, lui fut tracée par les hommes de 89: Constituante, Législative, Convention, autant d'étapes, autant de relais sur la route du progrès; constitutionnels, girondins, montagnards, tous architectes du même édifice qui s'est achevé à travers les régimes successifs et qui abrite aujourd'hui tous les Français sans distinction d'opinions ni de partis.

« Du même cœur, avec la même reconnaissance, nous devons tous nous retourner vers ceux qui, il y a cent ans, ont gravé dans les institutions de notre pays l'égalité des citoyens devant la loi et des enfants devant l'héritage, l'abolition des privilèges et le droit pour tous les Français d'accéder aux emplois publics et aux grades de l'armée, la liberté du travail, l'équitable répartition de l'impôt annuellement consenti, l'indépendance de la pensée, la liberté du travail, l'équitable répartition de l'impôt annuellement consenti, l'indépendance de la pensée, la liberté des opinions religieuses et la souveraineté de la nation, d'où émane toute autorité légitime.

« La Révolution dont nous célébrons l'aurore a fait éclore en un jour les germes féconds accumulés par un labeur dix fois séculaire et échauffés par le souffle des grands penseurs du dix-septième et du dix-huitième siècle.

« Elle a ouvert une ère nouvelle dans l'histoire. Elle a fondé la Société moderne sur d'immuables assises; elle a créé la France démocratique, inébranlable dans son attachement aux principes de 89, à travers les régimes politiques qu'elle a vus se succéder depuis un siècle.

« Il était réservé à notre génération de donner à cette démocratie son gouvernement nécessaire, une organisation politique assurant à la nation l'exercice de

la souveraineté qui réside en elle, offrant à la liberté, à l'ordre et au progrès les garanties qui sont la condition première du travail et de la paix.

« La fondation de cette République est le couronnement de l'œuvre impérisable qui a été commencée ici il y a un siècle. Elle est le but que devait atteindre, après bien des secousses, après de cruelles épreuves, qui lui laissent une inconsolable douleur, cette généreuse nation française, si passionnée pour l'égalité et si jalouse de sa liberté.

« Elle a définitivement rompu avec le pouvoir personnel d'un homme, quel que titre qu'il prenne, et ne reconnaît plus d'autre souverain que la loi délibérée par les élus du peuple dans leur pleine indépendance.

« Telle est, messieurs, l'œuvre d'un siècle, le résultat acquis par cent années de travail politique, de réflexion et d'expérience.

« Qu'il nous soit permis, en ces lieux mêmes où nos glorieux ancêtres ont apporté les premières revendications de la France, d'élever vers eux nos cœurs reconnaissants, de mesurer du regard le chemin parcouru, de comparer la patrie à cent ans de distance, de montrer ce qu'ont pu réaliser les efforts d'un grand peuple, armé des vivifiants principes dont 89 a éclairé le monde.

« J'en appelle à vous tous, Français de 1889, à vous, représentants de la Nation, à qui le suffrage universel a confié la haute mission de faire les lois du pays !

« A vous, grands corps de l'Etat français, qui avez la charge d'appliquer ces lois, d'assurer le respect de nos institutions, de garantir les droits et la liberté de tous !

« A vous, officiers et soldats de l'armée nationale, qui portez si haut le sentiment de vos devoirs, et ce respect de la discipline qui fait la force de la patrie.

« A vous, chers élèves de nos grandes écoles, filles de la Révolution ; à vous, l'élite de notre jeunesse ; à vous, généreux initiateurs de toutes les œuvres de prévoyance et de bienfaisance qui sont nées de la liberté de la pensée et des confessions ; à vous, écrivains et artistes ; à vous, travailleurs de tout ordre qui nous montrerez demain les merveilles enfantées par l'esprit fécondant de 1789 ; à vous tous, je fais ici un appel qui sera entendu de votre patriotisme !

« Ce que nous sommes, nous le devons à ceux que nous venons glorifier aujourd'hui. Ils nous ont laissé d'admirables exemples dont nous devons savoir nous inspirer. Soyons prêts à parfaire leur œuvre. Sachons retrouver les élans généreux de cette grande époque, nous élever au dessus des mesquines passions, des querelles de partis, des divisions d'écoles.

« Sous l'égide de la République, qui est le droit constitutionnel, cherchons dans l'esprit d'apaisement, de tolérance mutuelle, de concorde, cette force irrésistible des peuples unis.

« Le siècle glorieux que nous célébrons dans cette pieuse et grandiose cérémonie doit être couronné par la réconciliation de tous les Français dans la commune passion du bien public au nom de la liberté, au nom de la patrie.

« Et la France aura toujours son rang à l'avant-garde des nations.

« Honneur à nos pères de 1789 !

« Vive la France !

« Vive la République ! »

### Ouverture de l'Exposition universelle.

Elle a eu lieu le 6 mai. Voici le discours prononcé à cette occasion par le Président de la République :

Messieurs,

La France glorifiait hier l'aurore d'un grand siècle qui a ouvert une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité.

Aujourd'hui, nous venons contempler dans son éclat et dans sa splendeur l'œuvre enfantée par ce siècle de labeur et de progrès.



Nous venons saluer les travailleurs du monde entier, qui ont apporté ici le fruit de leurs efforts et les productions de leur génie. Nous venons tendre une main amie à tous ceux qui se sont faits nos collaborateurs dans l'œuvre de paix et de concorde à laquelle nous avons convié les nations.

Nous venons souhaiter la bienvenue aux visiteurs qui déjà, de tous les points de l'horizon, en deçà ou au-delà des frontières, arrivent, sans compter les distances, pour prendre part à nos fêtes.

Ils trouveront ici une terre hospitalière, une ville heureuse de les accueillir, et verront ce que valent les calomnies dictées par des passions aveugles auxquelles le respect même de la Patrie ne sait pas imposer silence.

Notre chère France est digne d'attirer à elle l'élite des peuples. Elle a le droit d'être fière d'elle-même et de célébrer, la tête haute, le centenaire économique comme le centenaire politique de 1789.

Elle a su se relever, avec une indomptable énergie, après les plus cruelles épreuves, et n'a jamais désespéré de la fortune. Par sa bonne foi dans les engagements publics et par sa loyauté, elle a inspiré une juste confiance. Elle a trouvé dans ses institutions la force de vivifier le travail, de ranimer l'activité du commerce et de l'industrie, de rendre courage à l'agriculture atteinte par de redoutables fléaux ; l'épargne nationale a reçu la plus admirable impulsion ; et jamais il ne s'est produit plus de généreuses initiatives, plus de recherches passionnées dans toutes les branches de la bienfaisance publique et privée.

Je le répète avec fierté : la France poursuit, dans le calme et dans la paix, son œuvre de progrès, et le siècle laborieux qui s'achève laissera dans son histoire une trace lumineuse.

Quel chemin parcouru, Messieurs, depuis que François de Neufchâteau installait, en 1798, cent dix exposants dans le Temple de l'Industrie !

Quel admirable essor a pris l'activité humaine, affranchie de toutes les entraves du passé ! Quel développement de la richesse publique sous l'influence du travail émancipé, du commerce libéré, des douanes intérieures supprimées !

Au point de vue social, on peut traduire le progrès par cette éloquente formule : la vie humaine accrue, la mortalité abaissée.

Dans l'atmosphère fortifiante de la liberté, l'esprit humain retrouve son initiative, la science prend son essor : la vapeur et l'électricité transforment le monde. Un siècle qui a vu de pareils miracles devait être célébré.

On ne saurait mieux le faire que par cet admirable concours des peuples qui, venus de toutes les parties du monde, se donnent rendez-vous pour rassembler les merveilles de l'industrie et les splendeurs de l'art de notre époque.

C'est dans ces fêtes grandioses du travail que les nations peuvent se rapprocher et se comprendre, et que doivent naître les sentiments d'estime et de sympathie qui ne manqueront pas d'influer heureusement sur les destinées du monde en avançant l'heure où les ressources des peuples et le produit de leur travail ne seront plus consacrés qu'aux œuvres de la paix.

Aussi, Messieurs, l'appel de la France a été entendu, et le concours spontané et indépendant que les peuples eux-mêmes ont voulu apporter à cette manifestation de fraternité internationale vient encore ajouter à la grandeur morale de cette fête.

Son état matériel, vous en jugerez tout à l'heure. Vous verrez quelles surprises ménageaient à notre génération les merveilleux progrès de la science, comme les ressources inépuisables de l'industrie humaine et les trésors artistiques qui jettent sur notre époque un si brillant éclat.

Vous connaissez déjà le cadre où se déploient ces merveilles. Vous avez pu apprécier, en entrant ici, la belle ordonnance de cette grande exposition, où ingénieurs, architectes et constructeurs ont réalisé de science, d'activité, de dévouement pour présenter au monde une œuvre digne du génie de leur pays.

Au nom de la France je les remercie, eux et leurs collaborateurs. Ils n'ont pas vaincu sans combat : il leur a fallu triompher et du temps et de la matière, et, par dessus tout, des mauvais vouloirs persistant à ne pas comprendre que l'Exposition n'est pas une œuvre de parti, mais l'œuvre de la France. Ces hom-

mes de cœur ont su répondre à la confiance de la République et tenir fidèlement tous ses engagements. Après avoir été à la peine, ils ont le droit d'être à l'honneur.

Et maintenant, Messieurs, nous allons visiter ensemble les trésors que le monde a accumulés dans ces palais et ces jardins, en donnant à notre pays un si éclatant témoignage de confiance et de sympathie.

Après avoir, de nouveau, souhaité une cordiale bienvenue aux hôtes de la France,

Je déclare ouverte l'Exposition de 1889.

— Dans la séance de la Chambre des députés du 17 mai, en réponse à la question d'un député, M. Lyonnais, le Ministre des affaires étrangères a donné des explications au sujet de la Conférence qui doit se réunir à Berne pour étudier les questions relatives au travail dans les fabriques :

J'ai à faire connaître à la Chambre que M. le Ministre de la Confédération helvétique m'a remis, au nom du Conseil fédéral, une invitation à prendre part à un Congrès, ou plutôt à une Conférence qui se tiendrait à Berne dans le courant du mois de septembre, et qui serait préparatoire d'un Congrès où seront examinées les conditions d'une législation internationale du travail dans les fabriques.

A cette communication de M. le Ministre de la Confédération suisse, j'ai répondu par une acceptation dont voici le passage principal, qui vous fera connaître l'esprit dans lequel le Gouvernement a accepté l'invitation qui lui était faite.

« Le Gouvernement de la République porte un trop vif intérêt à toutes les questions sociales, particulièrement à celles qui concernent la production industrielle et l'amélioration des conditions de la vie de l'ouvrier, pour ne pas accueillir avec une sympathie particulière les ouvertures du Conseil fédéral. »

Et j'ajoutais, Messieurs, dans la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à M. Lardy : « Le Gouvernement français ne se dissimule pas les difficultés de l'entente dont il s'agit de poursuivre la réalisation ; mais la marche indiquée dans la note que vous avez bien voulu me transmettre au nom du Gouvernement de la Confédération paraît être la meilleure pour les aborder et pour en poursuivre la solution. »

La question qui sera examinée par cette Conférence préparatoire n'est pas nouvelle pour les représentants de la démocratie française. Ainsi que le rappelait tout à l'heure M. Lyonnais, la Chambre est saisie, depuis 1885, d'une proposition spéciale ayant précisément pour objet de poursuivre l'œuvre d'une législation internationale du travail. L'initiative prise par la Confédération suisse d'une Conférence dont le programme répond si bien à vos propres préoccupations a donc été, comme elle devait l'être, accueillie sur tous les bancs de l'Assemblée avec une grande sympathie.

M. Lyonnais ne m'eût pas interrogé aujourd'hui, que, à son défaut, la question eût été portée à la tribune par M. le comte de Mun qui m'avait manifesté l'intention de connaître quelles sont, à ce sujet, les dispositions du Gouvernement de la République. Il y a donc, on peut le dire, unanimité sur les bancs de la Chambre pour associer le Gouvernement français à la recherche des solutions que de telles questions commandent.

Quant à l'esprit des instructions que je devrai donner aux différents délégués que nous enverrons à Berne, je le trouve indiqué dans les discussions si intéressantes auxquelles a donné lieu ici même, pendant les mois de janvier et de février, l'examen du projet de loi sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures : le mandat de nos délégués sera tout naturellement de rechercher les solutions de nature à concilier les intérêts que vous avez vu se manifester ici, avec une égale autorité mais en sens bien contraire, je veux dire l'intérêt de la liberté du travail et les intérêts non moins sacrés de la dignité morale des ouvriers et de leur bien-être matériel.

Le Conseil fédéral s'est réservé d'adresser à ses agents un programme détaillé des travaux de la Conférence. Dès à présent les ouvertures qu'il nous avait faites ont été accueillies, et ce n'est qu'après avoir pris connaissance de ce programme détaillé que nous aurons nous-mêmes à donner aux délégués que nous enverrons là bas des instructions précises et complètes.

Mais, pour ce qui est des intentions de la Chambre, elles sont dès à présent assurées de recevoir pleine et entière satisfaction, et je n'hésite pas à déclarer au nom du Gouvernement qu'il s'associe de plein cœur aux vœux généreuses qui ont été exposées par l'honorable M. Lyonnais, et qui ont trouvé sur tous les bancs de la Chambre un accueil si sympathique (Très bien ! très bien !)

— Le comte Albert de Mun a donné quelques explications sur le même sujet.

Je m'associe pleinement au désir que M. le Ministre a exprimé de voir la France représentée à la Conférence internationale de Berne.

A ce sujet, j'ai peut-être quelque droit de rappeler que depuis plusieurs années je n'ai, de concert avec beaucoup de mes amis, manqué aucune occasion de réclamer une législation internationale du travail et de répéter que l'entente sur les points principaux entre les nations industrielles était le seul moyen de remédier aux abus de la concurrence, et de rendre possible et efficace la législation de chaque pays.

Mais je veux ajouter, et tout le monde ici le comprendra, qu'il m'est impossible d'admettre que le grand mouvement qui porte les nations européennes à rechercher, dans l'entente commune, la solution des questions du travail soit considéré comme un triomphe de la libre pensée (Interruptions à gauche. — Très bien ! très bien ! à droite.)

Oui, Messieurs, c'est un grand tort d'introduire, dans de pareilles discussions, des éléments qui nous divisent, tandis qu'elles nous offrent, au contraire, le terrain sur lequel nous pouvons le mieux nous réunir.

Et j'ai le droit, puisqu'on a essayé pour ainsi dire de confisquer ce mouvement au profit de la libre pensée, de dire que les catholiques n'ont pas été les derniers, mais, bien plus, qu'ils ont été très souvent les premiers à prendre, dans ces questions, l'initiative la plus large. Aussi, sans insister, par une réserve naturelle, sur le rôle qu'ont pu jouer à cet égard les catholiques français, j'ai le droit de rappeler, tandis que je suis à la tribune pour féliciter M. le Ministre des affaires étrangères de l'adhésion qu'il a donnée à la proposition du Gouvernement fédéral, que dans les autres pays de l'Europe, ce sont aussi les catholiques qui ont demandé à leur Gouvernement de s'y associer. En Autriche, c'est le prince de Lichtenstein, un des chefs du parti catholique autrichien ; en Belgique, c'est également un des représentants du parti catholique belge, et en Suisse enfin, d'où la proposition nous est venue, s'il est vrai que M. Favon l'a très vigoureusement soutenue, il ne l'est pas moins qu'elle est née de motions répétées et de la propagande infatigable d'un catholique ardent, M. Decurtins. Et hier, tout le monde a pu lire dans les journaux la lettre de félicitations qui lui était adressée au nom du Souverain Pontife (Interruptions sur divers bancs à gauche. — Applaudissements à droite.)

Comment ? Pourquoi protestez-vous ? En quoi peut-il vous déplaire que la plus grande autorité morale qui soit dans le monde, que l'autorité qui peut agir le plus fortement, le plus efficacement sur l'esprit et les résolutions des catholiques, le manifeste, dans un acte solennel, pour leur recommander de prendre en mains la défense des intérêts des travailleurs, pour les féliciter quand ils le font, pour les presser de se placer de plus en plus à la tête de ce grand mouvement social, d'où doit sortir, non pas le triomphe de la libre pensée, mais celui de la justice et de la paix.

Telles sont les quelques paroles que je désirais faire entendre à la Chambre pour rétablir la véritable position de la question. Ce devoir rempli, je me réjouis, je le répète, de voir la France représentée à la Conférence internationale de Berne, et j'espère que M. le Ministre des affaires étrangères, tout en fai-

sant les réserves qu'il a cru nécessaires, donnera à ses envoyés des instructions telles qu'ils feront faire un pas décisif à la grande question de l'entente internationale pour la protection des travailleurs (Très bien ! très bien ! à droite.)

### L'immigration française aux Colonies.

M. Elienne, sous-secrétaire d'Etat des Colonies, vient d'adresser la circulaire suivante au Président de la Chambre de commerce de Paris et aux Présidents des Chambres syndicales, au sujet des mesures à prendre pour encourager et diriger l'immigration française aux Colonies :

Paris, le 8 mai 1889.

Monsieur le Président,

A la date du 22 septembre 1887, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître quelles étaient les vues de mon administration au sujet de l'émigration de nos nationaux et du peuplement de quelques-unes de nos possessions d'outre-mer par l'envoi de colons français.

Je vous ai indiqué en même temps quelle méthode j'entendais appliquer dans l'exécution du programme de colonisation que j'avais projeté.

Je sais, Monsieur le Président, que vous avez compris l'intérêt de premier ordre que j'attache à cette importante question, au point de vue de la mise en valeur de notre domaine colonial et aussi du développement de l'industrie nationale.

Sil les circonstances ont fait obstacle à la réalisation du projet que j'avais conçu, je n'ai pas renoncé à l'espoir d'en assurer le succès avec le concours de toutes les bonnes volontés, et tout particulièrement avec la vôtre.

Le nombre des émigrants n'a pas diminué dans ces dernières années; tout au contraire, sous l'empire de certaines nécessités économiques et sociales, il s'est accru; mais le courant s'est porté avec plus d'intensité vers les pays étrangers. Ce courant, il faut le détourner, dans la mesure du possible, vers celles de nos colonies qui, par la nature du sol, la douceur du climat, peuvent offrir un champ favorable à l'activité de nos nationaux.

Dans les îles de l'Océan Pacifique soumises à la France, en Nouvelle-Calédonie particulièrement, la terre ne manquerait pas à qui voudrait, ou mieux, pourrait l'aller féconder par le travail.

Il y a place dans cette colonie pour une population européenne plus dense qui y vivrait et s'y développerait à l'aise en y prospérant. Aujourd'hui comme naguère, je pense que la Nouvelle-Calédonie ne doit pas être exclusivement une colonie pénitentiaire et que les forces de la transportation et de la relégation doivent être employées, en partie, à préparer les voies à la colonisation libre par la confection de routes, par le défrichement des terres cultivables, et l'achèvement des travaux d'intérêt général.

Je tiendrai la main à ce que l'administration pénitentiaire accomplisse toute la tâche que lui a imposée le législateur de 1854, et vienne en aide, à l'avenir, dans une mesure plus large que par le passé, aux volontaires de la colonisation.

Ceux-ci ne manquent pas, je le constate chaque jour avec le regret de ne pouvoir satisfaire aux demandes d'émigration qui affluent.

Pourquoi donc est-il si difficile de donner aux colonies les bras qu'elles demandent et de procurer aux prolétaires le travail qu'ils attendent ?

Pourquoi ceux qui veulent chercher le gagne-pain de leur famille vont-ils, de préférence, vers les pays étrangers, où ils ne trouvent pas toujours le bien-être rêvé, au lieu de se rendre dans les pays français d'outre-mer ? Sans doute, par la raison que les transports sur mer leur sont assurés gratuitement et largement par les Gouvernements qui ont intérêt à utiliser leur travail. Certaines nations même ont compris que l'émigration est un moyen d'assistance sociale, en même temps qu'un moyen d'influence politique; en Angleterre, par exemple, les paroisses s'imposent des taxes spéciales de bienfaisance, dont le produit sert à favoriser le départ des familles nécessiteuses pour les colonies anglaises.



D'une façon générale, à l'étranger, mille facilités sont offertes à qui veut émigrer ; en France, il n'en est pas ainsi. Il en pourrait être de même, j'en ai la conviction profonde, si tous ceux qui ont souci de la prospérité du pays, et tous ceux qui ont à cœur le soulagement de la misère, — et ils sont nombreux, — voulaient unir leurs efforts dans une pensée commune d'assistance par l'émigration.

Pour atteindre ce but, que faudrait-il ? Le concours de l'Etat ? Il ne fera pas défaut. J'estime, quant à moi, que le Gouvernement a le devoir, d'abord de prémunir, par de sages avertissements, les colons français désireux de s'expatrier contre les déceptions qui les attendent souvent ; ensuite, de leur signaler les régions qui pourraient offrir des ressources à leur activité, de guider leur choix, de favoriser leur départ à bon escient et de protéger leur établissement au loin.

Dans quelle mesure doit s'exercer cette intervention des pouvoirs publics ? Quels sont les moyens les plus efficaces d'aider l'émigration ? La question est complexe, autant que controversée. Aussi bien l'étude va en être faite avec toute autorité par les hommes les plus compétents : un des Congrès internationaux, institués à Paris à l'occasion de l'Exposition universelle de 1889, a, en effet, pour mission de rechercher sous quelle forme peut ou doit se manifester l'action de l'Etat en cette matière.

Sans préjuger la solution qui sera donnée à la question posée, je n'hésite pas à penser que les Gouvernements, quels qu'ils soient, ne peuvent pas suppléer à l'initiative des particuliers, toujours si puissante dans notre pays quand elle se met au service d'une idée généreuse et patriotique. C'est ici le cas : l'œuvre de colonisation est de celles qui doivent séduire les patriotes et les philanthropes. Pourquoi l'initiative de quelques-uns d'entre eux ne se donnerait-elle pas la tâche de créer une caisse de l'émigration ? Dans ces six dernières années, l'esprit d'association en France a donné naissance à des institutions moins utiles peut-être que celle qui nous occupe. Je ne doute pas que, si demain un appel était fait, dans ce sens, par des hommes ayant autorité pour se faire entendre, le pays tout entier, sans distinction de parti ou d'opinion, ne réponde à cet appel avec une faveur significative.

Naguère, la Chambre de commerce de Paris, en instituant la Société d'encouragement pour le commerce d'exportation, a montré de quelle légitime influence elle jouissait sur l'opinion publique ; en quelques semaines, elle a reçu un capital important, qui assure la pérennité de son installation.

Ce précédent heureux me donne la confiance, Monsieur le Président, que vous ne refuserez pas le concours de votre expérience à l'entreprise nouvelle, dont je vous sou mets l'idée.

Le champ d'action est plus vaste, mais le but est le même : le développement de l'action commerciale de la France au dehors.

En peuplant de Français nos possessions, nous y importons nos mœurs, nos goûts, nous habituons au bien-être les populations indigènes par un contact plus fréquent, par l'exemple, et, peu à peu, nous augmentons le nombre des consommateurs de nos produits, en même temps que nous apprenons nous-mêmes à tirer le meilleur parti des produits coloniaux. Partant, nous ouvrons dans l'avenir, à notre industrie nationale, les débouchés nouveaux qu'il ne faut pas se lasser de disputer à nos rivaux.

Je connais, Monsieur le Président, les sentiments de patriotisme qui vous animent, ainsi que vos collègues.

Je suis certain que l'œuvre dont il s'agit ne peut manquer de captiver les hommes d'élite groupés autour de vous, et que vous voudrez bien soumettre à leur examen cette question de haute importance.

Recevez, Monsieur le Président, les assurances de ma considération la plus distinguée,

Signé : Eugène ETIENNE.

— Le 21 mai, le Président de la République a reçu en audience publique M. Whitclaw Reid, qui lui a remis les lettres qui l'accréditent près le Gouverne-

ment de la République Française en qualité d'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique.

La présentation a eu lieu avec le cérémonial d'usage.

Voici la traduction des paroles prononcées en anglais par le Ministre des Etats-Unis :

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter les lettres par lesquelles le Président des Etats-Unis m'accrédite comme envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la République Française. Tous mes efforts auront pour objet d'entretenir et de développer les sentiments de haute estime et d'amitié que le Président des Etats-Unis éprouve pour le Gouvernement et le Peuple français, sentiments que nourrit, comme moi, le Peuple américain tout entier.

Les Etats-Unis viennent de célébrer le centenaire de leur Constitution et de l'installation de leur premier Président Georges Washington, et c'est une bonne fortune pour moi d'avoir le devoir de représenter mon Gouvernement ici, au moment où la France elle-même célèbre le centenaire d'un événement non moins considérable.

Nous n'oublions pas que vous nous avez donné le concours qui a permis le succès de notre Révolution. C'est un souvenir qui accroît aujourd'hui l'intérêt sympathique que nous prenons à ce magnifique déploiement des arts de la paix, par lequel vous couronnez si noblement votre Centenaire.

Mes instructions portent qu'entre les deux grandes Républiques il n'existe pas l'ombre d'un différend qui puisse obscurcir leur amitié historique, aujourd'hui vieille d'un siècle. Nous espérons qu'elle durera toujours, et je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments de profond respect.

Le Président de la République a répondu :

Monsieur le Ministre,

Je reçois bien volontiers les lettres par lesquelles le Président des Etats-Unis vous accrédite en qualité d'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la République Française. J'ai, en effet, la certitude que, à l'exemple de vos honorables et sympathiques prédécesseurs, vous consacrerez tous vos soins à entretenir et à resserrer encore les relations déjà si cordiales qui unissent deux Républiques entre lesquelles, comme vous le constatiez si justement tout à l'heure, il y a tant d'affinités sans l'ombre d'un différend.

Vous rappeliez aussi le Centenaire de Washington que viennent de fêter les Etats-Unis. Cette coïncidence avec le Centenaire que nous célébrons nous-mêmes en ce moment établit un lien de plus entre les deux Peuples.

Aussi avons-nous applaudi aux progrès éclatants accomplis depuis un siècle par la grande République américaine, comme vous applaudissez à l'œuvre de paix à laquelle nous avons convié le monde entier.

Animés des mêmes sentiments, attachés aux mêmes institutions, poursuivant un idéal commun de progrès démocratique et de justice sociale, nous ne pouvons cesser de nous entendre sur le terrain des rapports internationaux.

Votre tâche sera donc facile, Monsieur le Ministre : soyez le bienvenu parmi nous.

## GRANDE-BRETAGNE

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 2 mai*). — Sir J. Fergusson, répondant à une question relative aux mesures prises, en Suisse, à l'égard de Mlle Stirling, dit que le Gouvernement n'a pas pu intervenir officiellement pendant le procès devant les tribunaux helvétiques ; toutefois, le Cabinet a fait des représentations officielles sur la sévérité de la pénalité, et aussi à propos de l'état de santé de Mlle Stirling dans sa prison.

Il y a quelques années, le Gouvernement anglais a examiné avec soin les mesures prises en Suisse à l'égard des Salutistes, et il a reconnu que l'Angleterre n'avait pas de moyens d'intervenir, puisque la loi suisse est également appliquée aux nationaux et aux étrangers.

Répondant à M. Buchanan, sir J. Fergusson dit que M. Rankin aurait constaté qu'il existe un chenal praticable à l'embouchure du Zambèze. On fait à cet égard de nouvelles recherches en ce moment.

D'autre part, rien n'est connu des intentions du Gouvernement Portugais sur cette question ; mais si la découverte a vraiment une valeur, les conséquences en seront importantes en ce qui concerne la navigation dans les eaux supérieures et dans les lacs.

Le Gouvernement maintient, à ce propos, ses déclarations antérieures relativement à ses droits de navigation sur le Zambèze.

La Chambre aborde le budget des dépenses. Elle discute le chapitre relatif au ministère des affaires étrangères.

M. Cameron demande une réduction de 400 livres sterling sur le traitement du marquis de Salisbury pour protester contre la politique du Gouvernement au lac Nyassa, au Zambèze et dans les autres parties de l'Afrique.

Sir J. Fergusson réplique. Il dit que le Gouvernement maintient la politique qu'il a suivie au Soudan ; elle a réussi : c'est une politique, non d'agression, mais d'abstention.

Le Gouvernement n'est pas insensible aux intérêts anglais sur le lac Nyassa, mais il ne saurait assumer la responsabilité d'entreprendre une action militaire dans ces régions, car il est incontestable que le Portugal, vu la souveraineté qu'il possède sur les côtes, a le droit de l'exercer dans l'intérieur des terres. Toutefois l'Angleterre a fait connaître au Portugal qu'elle ne pourrait voir avec indifférence tout acte de sa part qui mettrait en péril la sécurité des Colonies anglaises dans l'intérieur de l'Afrique.

Le Gouvernement anglais pourrait encore moins autoriser des démarches de la part du Portugal, qui n'auraient d'autre but que de contrecarrer les entreprises légitimes des nationaux anglais. L'Angleterre maintient son droit de naviguer sur le Zambèze. Mais la découverte d'un passage navigable à l'embouchure de la rivière peut changer grandement la situation. S'il y a un passage navigable, nous jouirons de cet avantage. Toutefois, dans les régions que traverse le Zambèze et qui sont soumises à la souveraineté d'une autre puissance, il est évident que cette puissance peut lever sur les marchandises un petit droit d'entrée.

En ce qui concerne le blocus de Zanzibar, ce blocus a réussi à supprimer la traite des esclaves par mer. Il faut souhaiter que les mesures semi-guerrières qui ont été prises cessent, et qu'on établisse une police de la côte. Cependant on ne peut admettre que des opérations pareilles, conduites par des puissances comme l'Angleterre et l'Allemagne, puissent prendre fin sans avoir abouti à de plus énergiques dispositions en vue d'empêcher la traite et de laisser à cette partie du monde un motif d'espérer un avenir plus heureux.

La motion de M. Cameron est rejetée par 198 voix contre 84.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 7 mai*). — Sir J. Fergusson, répondant à M. Channing, dit que le Gouvernement n'a reçu aucune confirmation, que Mussa-Bey, chef kurde, ait saisi et brûlé plusieurs notables d'un village arménien.

Il croit que les récits d'enlèvements fréquents de jeunes filles arméniennes sont exagérés.

L'ambassadeur anglais à Constantinople ne manquera pas d'adresser à la Porte des représentations au sujet de tous les événements de ce genre, s'il peut espérer agir dans l'intérêt de ceux qui souffrent.

Sir J. Fergusson, répondant à M. Cameron, dit que le Gouvernement n'a pas encore reçu la confirmation des paroles prononcées samedi par le Ministre des Affaires étrangères du Portugal, au sujet de la navigation du Zambèze. Il préfère ne pas exprimer d'opinion sur cette prétendue déclaration qui, peut-être, n'a pas été exactement rapportée.

Répondant à une autre question de M. Cameron, le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères annonce qu'il est inexact que le consul anglais à Quillimane ait été mis en prison. L'incident qui a eu lieu sur ce point se borne à ceci : M. Ross, vice-consul non payé, avait demandé, en sa qualité de négociant et à titre privé, l'admission de quelques fusées envoyées par la Société des lacs. Sur l'ordre des autorités, ces fusées furent placées dans le dépôt gouvernemental.

Quelques jours après, M. Ross fut arrêté sous l'inculpation d'avoir introduit des explosifs dangereux ; mais il fut relâché immédiatement moyennant caution.

Des représentations ont été adressées au Gouvernement portugais au sujet de cet incident et du refus d'autoriser l'entrée du matériel destiné à la défense des colons anglais du lac Nyassa.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 9 mai*). — Répondant à M. Buchanan, sir J. Fergusson déclare que le Gouvernement anglais n'a jamais contesté le droit du Portugal de contrôler la navigation dans les eaux traversant les territoires qui lui appartiennent ; mais il a réclamé pour les navires anglais le droit de naviguer sur le Zambèze, là où il est navigable. Le Gouvernement anglais n'a jamais nié non plus le droit du Portugal d'étendre à l'intérieur du pays la sphère de sa Colonie et de son Gouvernement ; mais il ne souffrirait pas que les colonies anglaises fussent troublées par une action quelconque du Portugal dans les régions sur lesquelles celui-ci n'a pas exercé, jusqu'à présent, sa souveraineté ou son protectorat.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 10 mai*). — Sir M. Hicks-Beach, président du *Board of Trade*, répondant à une question de sir W. Harcourt, dit que la France a signé la convention pour l'abolition des primes sur le sucre et qu'elle a pris part aux travaux de la conférence. Les représentants de la France ont, eux-mêmes, proposé l'article supprimant la clause de la nation la plus favorisée.

Sir J. Fergusson, répondant à M. Bristowe, dit qu'aucune remontrance n'a été faite contre l'augmentation des droits d'entrée en Cochinchine sur les tissus de coton, car il n'y a pas de raison, en l'absence d'un traité, de faire des remontrances, surtout quand il s'agit d'une mesure permanente prise après délibération. Quant à savoir si les marchandises actuellement en route doivent être soumises à l'augmentation des droits d'entrée, c'est une question de règlements. Sur ce point, des informations seront prises à Paris, et la réponse reçue sera communiquée aussitôt à la Chambre.

CHAMBRE DES LORDS (*Séance du 13 mai*). — Lord Carnarvon demande si les nouvelles publiées par les journaux sur l'état des choses en Arménie sont exactes.

Lord Salisbury répond que le Gouvernement n'a aucun renseignement à cet égard. L'ambassadeur de Turquie n'attache aucune croyance aux bruits de cruautés commises, en tant qu'ils se rapportent au Gouvernement ottoman. Il admet que les tribus nomades, passant par la frontière de Perse, puissent de temps en temps se rendre coupables d'atrocités que les autorités turques déplorent profondément, mais sont impuissantes à punir, parce que ces tribus repassent immédiatement la frontière.

Sans doute, l'Angleterre a une responsabilité considérable que lui ont créée ses engagements, mais il faut se rappeler que les remontrances sont une épée



à deux tranchants, qu'elles peuvent aggraver la situation de ceux que l'Angleterre voudrait aider, ou diminuer la sympathie que l'on peut avoir pour eux.

Lord Salisbury engage donc les amis de l'Arménie à examiner ces questions avec soin et avec prudence, et à ne pas presser le cabinet d'agir sur le Gouvernement turc, à moins de cas de force majeure. Lord Salisbury ajoute qu'il est convaincu que les observations de l'Angleterre produiront l'effet qu'on en attend et que le Gouvernement ottoman désire sérieusement gouverner le pays avec justice et maintenir l'ordre ; toute l'influence de l'Angleterre sera employée à réaliser ce désir.

CHAMBRE DES LORDS (*Séance du 28 mai*). — Lord Salisbury répond à une question de Lord Halifax sur les difficultés que rencontrent les missionnaires anglais dans l'Afrique orientale du fait des compagnies allemandes de colonisation.

Nous sommes à présent, dit le premier ministre, en face de cette situation que le Gouvernement allemand déclare que, pour son honneur militaire, ses intérêts coloniaux et le maintien de son prestige, il est essentiel pour l'Allemagne de rétablir la suprématie sur ces points de la côte, où elle a subi un échec. Le résultat de ces opérations militaires a naturellement causé une agitation violente dans tous les pays environnants ; malheureusement il y a près de la côte une mission. Il n'est pas permis de parler de la noble tâche de ces missionnaires sans manifester le plus grand enthousiasme, mais ces missionnaires ont méconnu tous les avertissements qui leur étaient donnés, en disant que des devoirs plus élevés les forçaient à rester. Il est impossible de vanter, comme il convient, l'esprit qui dicte des actes semblables, mais la position des autorités devient extrêmement difficile.

Les missionnaires refusent de quitter le district, livrés à une agitation qui leur fait courir les plus grands dangers, et en même temps leurs amis demandent pour eux la protection des autorités anglaises.

L'orateur ne croit pas que le christianisme fasse un devoir de s'exposer constamment au danger quand on peut raisonnablement l'éviter.

L'orateur ne veut pas juger si ces missionnaires ont pris le parti le plus sage et le plus chrétien, mais le Gouvernement ne peut pas envoyer une armée sur les lieux ni une flotte dans la Méditerranée pour arrêter les opérations du capitaine Wissmann. Le seul moyen d'éviter des malheurs c'est, pour les missionnaires, de se retirer, dans le plus bref délai, de la dangereuse situation résultant des opérations militaires, situation qui cessera aussitôt que les opérations seront terminées.

Le ministre ne peut que demander au Gouvernement allemand de prendre toutes les précautions possibles et il espère que les missionnaires ne souffriront pas de la situation qu'ils se sont, en quelque sorte, faite par leur conduite inopportune.

Lord Salisbury propose le vote, en seconde lecture, du projet relatif à l'augmentation de la flotte, déjà voté par la Chambre des Communes ; le ministre déclare qu'en 1894 la flotte anglaise sera supérieure à celle que les autres pays d'Europe pourraient lui opposer si deux puissances du continent s'alliaient, excepté toutefois si la France et l'Allemagne se coalisaient contre l'Angleterre ; celles-ci pourraient mettre en ligne 88 bâtiments contre 77 bâtiments anglais. Lord Salisbury dit ensuite que les manœuvres de l'escadre ont démontré, l'année dernière, que le système de blocus employé comme moyen de protection n'est plus celui auquel l'Angleterre peut se fier pour se défendre. L'orateur ne partage pas l'avis du général Wolseley d'après lequel l'Angleterre devrait craindre une grande et soudaine invasion, mais il faut se prémunir contre une descente. C'est pourquoi il est nécessaire de garder le canal. Lord Salisbury croit au désir ardent des souverains d'éviter la guerre, mais on ne peut pas assurer

que les monarques régnants seront encore les mêmes dans cinq ans. Pourquoi l'Angleterre négligerait-elle de se préparer comme les autres nations ? Il est des autorités qui estiment que les charges financières doivent amener une nation qui se débat sous leur poids à faire la guerre. Ne me dites donc pas, conclut lord Salisbury, que les peuples arment sans être convaincus de la nécessité de ces armements. Nous avons attendu jusqu'au dernier moment pour entrer dans la voie des dépenses d'armement et encourager ainsi les autres pays dans une politique économique de nature à provoquer le retour de terribles calamités pour le monde. Je ne dis pas qu'il y ait un danger imminent, mais il y a un risque contre lequel le Gouvernement est bien obligé de se prémunir, et le cabinet est sûr qu'il ne fera pas, en vain, appel au patriotisme du Parlement pour la sauvegarde de l'Angleterre.

Lord Grandville critique le bill, mais il ne veut pas assumer la responsabilité de s'y opposer.

La seconde lecture est votée et la séance levée.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 28 mai*). — La Chambre, étant formée en comité de subsides, plusieurs libéraux ont demandé au Gouvernement pourquoi lord Lytton, ambassadeur d'Angleterre auprès de la République française, avait quitté Paris au moment de l'ouverture de l'Exposition, et ils ont vivement critiqué cette abstention.

Le Gouvernement a répondu en citant l'exemple de divers autres pays monarchiques, entre autres la Belgique, qui se sont également abstenus de se faire représenter officiellement à Paris en cette occasion.

M. Robertson, député libéral de Dundee (Ecosse), prenant la parole, a qualifié la Belgique de « misérable petite monarchie ».

M. Gladstone, intervenant ensuite dans le débat, n'a pas tardé à relever cette attaque :

« L'honorable préopinant a fait allusion à « la misérable petite monarchie belge ». Je m'étonne qu'un membre de cette Chambre — et un libéral surtout ! — qualifie la Belgique de « misérable petite monarchie ». (Applaudissements).

« Il n'est pas, dans toute l'Europe, de monarchie dont l'exemple soit plus salubre ; il n'existe pas sur la carte de localité où les principes constitutionnels aient été plus vénéérés et observés avec plus de fruits qu'en Belgique (bruyants applaudissements) depuis l'époque où le prince Léopold fut choisi comme premier roi de ce pays jusqu'à l'heure présente, où le souverain régnant, Léopold II, marche sur les traces de son père, pour le plus grand bonheur de son pays (*to the immense benefit of the country*).

« Si c'est là une « misérable petite monarchie », alors que Dieu ait pitié du genre humain ! (*God help mankind !*) Il n'y a rien de plus bienfaisant que la Belgique parmi tous les pays où se pratiquent les institutions monarchiques, et je crois être le fidèle interprète des sentiments de cette Chambre, en déclarant que la Belgique et son souverain jouissent de toute notre sympathie (applaudissements), et peuvent compter sur notre appui (vifs applaudissements) chaque fois qu'il conviendra (*on every proper occasion*). »

La fin de ce discours a été saluée de vivats prolongés.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 31 mai*). — Répondant à M. Sydney Buxton, sir J. Fergusson déclare que le Gouvernement anglais est entré sans retard en communication avec le Gouvernement belge, qui va prendre l'initiative d'inviter les puissances à une conférence au sujet de la traite des esclaves.

Les deux Gouvernements s'occupent actuellement de régler les questions de détail préliminaires. Des communications seront également échangées avec les autres puissances intéressées.

On croit généralement que la conférence aura lieu dans l'année courante.

## ITALIE

## Débats de la Chambre des Députés sur la politique extérieure.

*Séance du 3 mai.* — MM. Louis Ferrari, Pantano et Cavalotti ont interpellé hier M. Crispi au sujet du congé accordé ces jours-ci au général Menabrea, ambassadeur à Paris :

C'est au Président du Conseil, et non au Ministre des Affaires étrangères que je m'adresse, dit M. Ferrari, pour savoir si notre diplomatie représente encore à l'étranger l'Italie des manifestations de la volonté nationale et du droit populaire. Il n'y a pas besoin d'être ami de la France pour déplorer le congé de l'ambassadeur ; il suffit de constater que l'Italie imite timidement les Etats féodaux.

Ce qui est légitime pour certaines puissances ne peut l'être pour notre Etat plébiscitaire.

M. Pantano a demandé au Président du Conseil si, en accordant le congé à M. Menabrea, il s'est inspiré des principes auxquels le Gouvernement italien a obéi lorsqu'il a refusé de participer officiellement à l'Exposition de 1889. Si oui, il le prie d'en expliquer clairement la signification politique.

M. Crispi, répondant aux interpellateurs, dit qu'ils sont dans l'erreur, car le Gouvernement français n'ayant pas invité les ambassadeurs étrangers aux fêtes du Centenaire de 1789, le général Menabrea n'était pas obligé d'y assister. M. Menabrea a demandé spontanément son congé.

Chaque pays a ses dates mémorables, ajoute le Président du Conseil, et chacun fait bien de les célébrer. La France a le 3 mai et la nuit du 4 août ; nous avons, nous, la date célèbre du 20 septembre 1870, qui marqua en Italie l'abolition de ce qui restait de féodalisme politique. Nous n'avons jamais demandé aux autres peuples les dates qu'ils entendaient célébrer, et je ne comprends pas l'empressement que l'on peut avoir à fêter les fêtes d'autrui, alors que nous en avons de si glorieuses.

MM. Ferrari et Pantano ont déclaré que la réponse de M. Crispi ne les satisfaisait pas ; mais ils n'ont présenté aucune motion.

*Séances des 7 et 8 mai.* — Diverses interpellations sur la politique coloniale ont été discutées.

M. Sonnino-Sidney a demandé pourquoi on n'a pas profité des derniers événements qui se sont produits en Abyssinie, pour s'assurer une frontière nécessaire à la sûreté des territoires occupés par l'Italie et au bien-être des garnisons.

M. de Breganza a déclaré qu'il ne faut pas lier les mains au Gouvernement.

M. Roux a combattu toute idée d'expansion en Afrique, et demandé qu'on y établisse un Gouvernement civil.

M. Arbib s'est dit partisan du développement commercial et agricole de la colonie de Massouah.

Le Ministre de la guerre a déclaré qu'il n'a donné aux autorités militaires de Massouah qu'un seul ordre : celui de recueillir les informations nécessaires au Gouvernement pour se tracer une ligne de conduite.

M. Della-Valle est d'avis qu'il ne faut pas abandonner Massouah, mais persévérer dans le programme entrepris, en laissant au Gouvernement, en qui il a confiance, le soin de l'accomplir.

M. Sprovieri veut qu'on aille de l'avant : les raisons politiques, économiques, militaires et morales le conseillent.

M. Riccio croit que l'Italie doit se concentrer à Massouah.

M. Bonghi pense qu'il n'est ni juste ni utile de songer à la conquête d'une partie de l'Abyssinie. Il est au contraire de l'intérêt de l'Italie et de l'Europe de maintenir intacte et forte l'Abyssinie qui est le seul boulevard contre les Musulmans, et que ni l'Italie ni les autres puissances ne sauraient remplacer dans cette mission. M. Bonghi conclut en conseillant au Gouvernement d'entamer des négociations de paix avec l'Abyssinie aussitôt qu'on le pourra. L'Italie donnera ainsi des preuves de civilisation et de grandeur.

M. Crispi fait observer que tous les députés interpellateurs, sauf M. Bonghi, ont cru devoir applaudir jusqu'ici l'action du Gouvernement relativement à l'Afrique. Mais, ajoute-t-il, M. Bonghi était lui-même, en 1887, favorable à l'occupation de territoire qu'il combat aujourd'hui.

M. Crispi répète que le Gouvernement ne veut pas faire de conquêtes. Lui-même l'a maintes fois déclaré à la Chambre.

Mais, dit le Président du Conseil, les conditions dans lesquelles se trouvait alors l'Abyssinie sont radicalement changées. Le successeur du roi Jean n'est pas vu d'un bon œil par la population. Ménelik, proclamé roi des rois, s'avance pour s'emparer du pouvoir suprême. Il a pour nous la plus cordiale amitié. Il faut laisser au Gouvernement la faculté de juger ce qu'il convient de faire. Il n'y a aucun danger à attendre les événements.

Je ne puis dire ce que fera le Gouvernement, mais je dois déclarer que les dissensions que l'on prétend exister à ce sujet entre les Membres du Cabinet ne sont que des inventions de journaux.

M. Crispi a ajouté que le Cabinet s'inspirera toujours de l'idée de sauvegarder les intérêts, le nom et la dignité de l'Italie.

Les orateurs qui ont pris part à la discussion ont déclaré qu'ils ne présenteront pas de motion, et M. Crispi les a remerciés de cette résolution qui témoigne que tout le monde comprend qu'il y a certaines questions qui doivent être discutées le moins possible.

M. Baccarini et dix autres députés ont déposé une motion déclarant avoir confiance que le Gouvernement n'entreprendra aucune action en Afrique sans présenter au préalable un projet de loi.

M. Crispi dit que cette motion est inconstitutionnelle; assurément, le Gouvernement ne peut pas engager de dépenses sans un vote de la Chambre; mais il ne faut pas oublier, dit-il, que nous sommes en Afrique à l'état de guerre et que, partant, le roi a le droit de faire ce qu'il croira opportun, dans la limite de ses prérogatives et dans l'intérêt de la nation.

M. Nicotera, acceptant les arguments de M. Crispi, a demandé le renvoi de la motion Baccarini à six mois. Ce dernier a demandé à cet égard l'avis du Gouvernement, et le Président du Conseil a répondu que le Gouvernement s'abstenait et laissait la Chambre libre de décider.

En présence de cette neutralité du Gouvernement, M. Baccarini a retiré sa motion.

*Séance du 10 mai.* — M. Bonghi demande au Ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour améliorer la situation économique des Pouilles et assurer la vente des vins de cette province, qui n'ont pas d'acheteurs depuis la rupture du traité de commerce avec la France.

M. Imbriani, connu pour ses opinions républicaines et irrédentistes, et élu récemment député des Pouilles, traite le côté politique de la question dans un discours très véhément.

M. Imbriani dit qu'il a été élu pour être le porte-parole de la misère de ces populations. Ce qui ruine les Pouilles, c'est la politique de M. Crispi.

« C'est par servilisme envers l'Allemagne et l'Autriche, déclare l'orateur, que nous avons fait de la politique antifranaïse ». Aux rumeurs de la Chambre il répond en élevant la voix : « Soyez sourds si vous voulez; mais, quand le peuple veut, il sait se faire entendre. A quoi nous sert l'alliance avec les puissances centrales? A rien; mais elle nous oblige à faire la volonté de nos maîtres ».



Protestations du Président, qui invite l'orateur à tenir un langage plus parlementaire.

M. Imbriani répond : « Ce langage est tellement parlementaire qu'il fut tenu ici-même par M. Crispi, dans la séance du 18 mai 1886, quand il dit que nous étions les gendarmes de la Sainte-Alliance ». Ce rappel soulève l'hilarité et un mélange d'approbations et d'interruptions.

Vive agitation encore lorsque M. Imbriani dit qu'il représente aussi Trieste et le Trentin. Le Président lui ayant objecté qu'il représente seulement les Pouilles : « Pardon ! réplique-t-il, la loi qui confère aux citoyens trentins et triestins les mêmes droits civils qu'aux autres Italiens porte la signature de M. Crispi. Du reste, ici je représente l'Italie, et j'ai juré de faire de mon siège un poste de combat contre l'Autriche. »

Il répond à M. Crispi, qui avait dit que 20,000 francs avaient été envoyés aux populations malheureuses des Pouilles, que cette somme est bien mesquine quand on dépense 400,000 francs pour le train royal qui doit aller à Berlin.

M. Imbriani termine en disant qu'il est nécessaire de persuader à la France que nous ne complotons rien contre elle. « Vous devez la convaincre que vous n'avez pas garanti à l'Allemagne la possession de l'Alsace-Lorraine, comme vous n'avez pas garanti à l'Autriche la possession du Trentin et de Trieste. Alors seulement vous pouvez espérer un traité de commerce. Il faudrait croire la France bien ingénue pour fournir des armes contre elle. »

Le Ministre de l'agriculture assure M. Bonghi de toute la sollicitude du Gouvernement pour la situation économique des Pouilles.

M. Crispi répond à son tour qu'il déplore cette crise agricole, qui sévit non-seulement sur les Pouilles, mais sur l'Italie entière et même sur l'Europe.

« Notre politique étrangère, ajoute M. Crispi, c'est-à-dire nos rapports internationaux, nos alliances, ne sont pour rien dans la crise des Pouilles, qui est un fait économique. »

M. Crispi croit qu'on ne peut faire un grief au Gouvernement de la non-conclusion du traité de commerce avec la France, car, dit-il, la Chambre sait bien qu'elle ne nous est pas imputable. Il ajoute que M. Spuller en était convenu lui-même.

Le Président du Conseil regrette que le malaise économique serve de prétexte à des excitations factices, tandis que le Gouvernement a fait et continuera de faire son devoir.

Il a ajouté qu'il ne répondra pas aux arguments politiques formulés par M. Imbriani. Il a la conscience d'avoir toujours maintenu ses idées et rempli ses promesses. Il a favorisé l'alliance avec les puissances centrales, parce qu'elle est utile à l'Italie, sans méconnaître pour cela les droits des peuples, comme il l'a montré dans la presqu'île des Balkans.

M. Bonghi insiste sur la gravité de la crise dans les Pouilles, tout en admettant que la politique étrangère et la volonté du Gouvernement ne sont pour rien dans les conditions de cette province.

*Séance du 11 mai.* — M. Cavallini, député du centre, a développé une interpellation sur les Congrès catholiques. Il appelle l'attention de M. Crispi sur la tolérance des Gouvernements étrangers en ce qui concerne les manifestations de ces Congrès, qui demandent la restauration du pouvoir temporel du Pape :

Nous poussons, ajoute-t-il, les égards jusqu'au scrupule ; nous avons donc droit à la réciprocité. Si, dans nos meetings, on vient à parler des terres italiennes qui sont sous la domination des Habsbourg, la police ordonne le silence. Maintenant qu'en Autriche on laisse proclamer le *Finis Italia*, nous ne pouvons plus jouer le rôle de gendarmes de l'irrédentisme en Autriche.

M. Païs, député de l'extrême-gauche, a parlé dans le même sens. Une nouvelle levée de boucliers du parti ultramontain, dit-il, ne l'effraye ni ne le sur-

prend. Il veut la liberté de la parole, même pour les catholiques ; seulement il demande à M. Crispi s'il ne devrait pas y avoir, entre des puissances amies et surtout alliées, réciprocité de devoirs et de droits. En effet, l'Italie, de son côté, a respecté scrupuleusement ses engagements et les convenances internationales ; mais l'Autriche ne lui rend pas la pareille.

M. Pais allègue certains faits tendant à prouver la complicité du Gouvernement austro-hongrois dans toutes les manifestations catholiques de l'empire. Il demande donc quelles sont les intentions de M. Crispi devant l'attitude de l'alliée de l'Italie, s'il se sent disposé à se déclarer libre de tous égards envers l'Autriche et s'il n'empêchera pas les démonstrations dirigées contre l'unification de la Patrie.

M. Crispi a répondu à l'interpellation :

Il a fait observer que les Congrès catholiques ont commencé en France et ont continué en Angleterre et en Belgique, et que dans ce dernier pays, comme en Espagne, ils étaient présidés par des représentants de la nation ou par des fonctionnaires de l'Etat. Il ajoute que le Congrès de Vienne a été une réunion privée, composée presque entièrement de Membres du bas clergé, car pas même le quart de l'épiscopat austro-hongrois n'y a pris part. Les discours prononcés ont été moins violents que dans les Congrès précédents.

C'est une grave erreur de croire que ces manifestations ont été provoquées par les Gouvernements locaux. Le Gouvernement italien n'avait aucune raison de s'en occuper, parce qu'il est trop jaloux de sa propre indépendance pour s'immiscer dans les affaires des autres Etats, d'autant plus que les Congrès catholiques n'ont eu aucun écho dans l'opinion publique de leurs pays respectifs. Loin de les seconder, les Gouvernements étrangers ont déclaré que la question papale est une question italienne, et ils s'efforcent sans cesse, par leur attitude, de dissiper les illusions des promoteurs de ces réunions.

Le 20 septembre 1870 a élevé à Rome une barrière entre le passé et l'avenir, et le passé ne peut plus renaître.

L'Italie ne craint pas ces tentatives inutiles, et elle est assez forte pour faire respecter ses droits.

M. Pais a dit qu'il ne peut pas se déclarer satisfait des explications du Président du Conseil qui a inopportunément mis en cause la France pour une agitation à laquelle il se trouve qu'elle n'a jusqu'ici pris aucune part.

*Séance du 21 mai.* — M. Cavalletto parle du cordial et splendide accueil fait par l'Empereur et le Peuple allemands au roi d'Italie et au prince de Naples. C'est un honneur pour l'Italie dont ses représentants doivent se montrer reconnaissants.

M. Cavalletto propose de rendre publics ces sentiments de la Chambre.

Le Président dit que la Chambre a appris avec la plus vive satisfaction l'heureux voyage du roi et du prince royal et l'accueil très cordial qu'ils ont reçu à Berlin.

Il envoie au roi, au nom de la Chambre, ses hommages les plus affectueux, et à l'empereur, à la ville de Berlin et au peuple allemand, l'expression de sa gratitude, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple suisses pour les démonstrations affectueuses faites au roi pendant sa traversée du territoire de la Confédération.

Le Ministre du commerce s'associe, au nom du Gouvernement, aux sentiments de M. Cavalletto et du Président de la Chambre envers l'empereur, le Gouvernement et le peuple allemands et envers le Gouvernement et le peuple suisses.

Les paroles du Président et du Ministre sont très applaudies.

— Le Roi Humbert a rendu à l'Empereur d'Allemagne la visite qu'il avait reçue de lui. Dans un grand dîner qui a eu lieu à Berlin le 22 mai, les deux Souverains ont prononcé les paroles suivantes :

Voici le toast que l'Empereur Guillaume a porté en allemand au roi d'Italie :

Que Votre Majesté accepte l'expression de ma gratitude et de celle de mon peuple pour l'amitié qu'elle me témoigne en m'honorant de sa visite.

Aussi mes soldats sont-ils fiers et reconnaissants d'avoir été passés en revue par Votre Majesté.

Plein du souvenir joyeux de la revue grandiose que j'ai passée à Rome, je lève mon verre et je bois à la santé de Votre Majesté, à celle de la reine et de vos braves troupes. Je bois aussi à l'amitié immuable qui nous lie avec la maison de Savoie dont la devise : *Sempre avanti, Savoia*, a permis d'accomplir l'unité italienne.

Vive Sa Majesté le Roi Humbert !

Le Roi Humbert a répondu en italien :

C'est avec une profonde émotion que je remercie Votre Majesté des sentiments qu'elle exprime à mon égard. La reconnaissance me faisait un devoir de vous rendre, à Berlin, la visite que vous m'avez faite. En parlant ainsi, je suis convaincu d'être l'interprète des sentiments de l'Italie.

L'alliance de nos deux peuples est un gage de paix pour l'Europe. Nos armées, la vôtre que j'ai pu admirer, celle de l'Italie que vous avez jugée si favorablement, sauront remplir leur grande tâche.

Je bois à la santé de Votre Majesté, à celle de l'impératrice et de tous les Membres de l'illustre famille des Hohenzollern, à la glorieuse armée prussienne et à la prospérité de l'empire allemand.

### L'immigration italienne dans la République Argentine.

Le Ministre des Affaires étrangères a reçu la statistique des actes et des affaires qui se sont développés en 1888 près le Consulat italien à Buenos-Ayres.

Les chiffres sont une preuve éloquente de l'accroissement extraordinaire du courant d'immigration et des rapports établis entre la République Argentine et l'Italie.

La population italienne dans la République Argentine dépasse le chiffre d'un demi-million, dont 120,000 dans la seule ville de Buenos-Ayres.

A Buenos-Ayres sont attachés à la légation royale un Ministre et deux Secrétaires ; au Consulat un Consul, deux Vice-Consuls et sept commis. Malgré cela le personnel devient chaque jour plus insuffisant.

Nous transcrivons, à titre d'échantillon, la statistique des actes notariés reçus dans le Consulat de Buenos-Ayres pendant le dernier décennat :

Année	1878	actes	notariés	N.	1273
—	1879	—	—	—	1568
—	1880	—	—	—	1609
—	1881	—	—	—	1718
—	1882	—	—	—	1813
—	1883	—	—	—	1898
—	1884	—	—	—	2040
—	1885	—	—	—	2547
—	1886	—	—	—	3127
—	1887	—	—	—	3781
—	1888	—	—	—	4515

Le 12 mai, a été inauguré à Rome le Congrès de délégués des Comités italiens de l'Association de paix et d'arbitrage international.

Trente-neuf Comités avaient envoyé leur adhésion et 98 délégués étaient présents. Parmi les assistants, on remarquait le Ministre Seismit-Doda, plusieurs députés et sénateurs.

M. Bonghi, nommé président, a affirmé la nécessité de lutter contre l'invasion du militarisme. Il a déclaré que les classes ouvrières étaient de plus en plus rétives vis-à-vis des régimes qui leur coûtent si cher, et il a invité les radicaux socialistes et les cléricaux modérés à s'unir pour faire pénétrer l'esprit de paix parmi les nations, de manière à modifier la politique des Gouvernements qui se trouvent dans une voie sans issue. Il a conclu en disant qu'il est digne du peuple italien de se faire le promoteur du mouvement en faveur de la paix et de l'arbitrage.

La réunion a adressé des télégrammes de sympathie à MM. Hodgson Pratt et Frédéric Passy, et elle a entendu la lecture d'une proposition du marquis Pareto, tendant à déléguer au Pape l'arbitrage de la paix, après la réconciliation de l'Eglise avec l'Italie.

## LUXEMBOURG

Le duc de Nassau a quitté Luxembourg le 4 mai. Une foule nombreuse se trouvait à la gare et a acclamé le duc qui, dans un discours, a demandé que le pays lui conserve son amitié, et a affirmé que lui restera toujours un bon Luxembourgeois. En terminant, il a exprimé le vœu que les Luxembourgeois restent longtemps encore les fidèles et loyaux sujets du roi Guillaume.

Le Conseil d'Etat lui avait remis l'adresse suivante :

« Quelque court qu'ait été le séjour de Votre Altesse dans le Grand-Duché, il ne manquera pas de porter ses fruits.

« Votre Altesse a inspiré à la population des sentiments d'affection et de vénération qui ne s'effaceront pas.

« Vous avez admirablement compris la situation politique du pays, le caractère particulier de son autonomie et les droits de sa souveraineté.

« Le pays a vécu pendant deux siècles de son existence propre. Quoique attaché à différents Etats, il a toujours conservé ses mœurs et son attachement au sol natal.

« Le traité de Londres a tenu providentiellement compte de ces antécédents et aspirations en même temps que de la paix européenne.

« Nous possédons depuis une autonomie complète ne pouvant porter ombrage à aucun de nos puissants voisins.

« Notre dernier vœu, au moment du départ de Votre Altesse, est que Dieu protège la santé de Votre Altesse et de votre auguste famille. »

## MEXIQUE

Le quatorzième Congrès mexicain a ouvert, le 2 avril, sa deuxième session ordinaire.

M. le Président de la République a prononcé devant les Chambres réunies le discours d'ouverture. Nous en reproduisons la partie concernant les relations extérieures :

Aucun événement n'est venu troubler la paix et l'harmonie qui caractérisent depuis quelque temps nos relations extérieures. Nos rapports avec les Etats-Unis n'ont souffert aucune altération, et les deux Gouvernements, guidés par le même esprit, ne cessent de donner des preuves du désir qui les anime de resserrer leurs liens de sympathie et de bon voisinage, soit en donnant une solution satisfaisante aux légères difficultés qui surgissent à la suite de plaintes contre leurs nationaux, soit en accordant l'extradition des criminels qui cherchent l'impunité en se réfugiant sur le territoire du voisin.

Dans mon précédent message, j'ai manifesté l'espoir que le Congrès des Etats-Unis cherchera le moyen d'éviter le triomphe définitif de la fraude com-



mise sur les réclamations de Weil et La Abra. Cet espoir commence à se réaliser. Le Sénat de ce pays a décidé que sa commission des relations extérieures recevra de l'une et de l'autre partie des preuves relatives au cas de la Compagnie minière La Abra. Une enquête impartiale ayant été faite, la majorité de la Commission a rendu, comme résultat de ses investigations, un rapport dans lequel elle déclare que cette réclamation avait un caractère frauduleux et reposait sur des preuves mensongères. Il y a de sérieux motifs de croire que le Sénat américain, pénétré de la justice qui anime le Mexique dans cette affaire, prendra une décision tendant à empêcher la consommation d'une fraude démontrée.

Le 15 février dernier, on a signé à Mexico une Convention portant des additions et des réformes à celle passée avec l'envoyé spécial de Guatemala pour trancher les réclamations des citoyens des deux pays. Elle sera soumise opportunément à la revision du Sénat.

On a appris officiellement qu'un représentant de la République Argentine est parti de Buenos-Aires pour venir à Mexico en qualité de ministre résident, afin de nouer des relations diplomatiques entre notre pays et cette République sud-américaine, qui éveille un si grand intérêt dans le monde civilisé par ses remarquables progrès.

Suivant les instructions de son Gouvernement, la légation espagnole a demandé à négocier avec le nôtre un traité d'amitié, de commerce et de navigation, sur certaines bases que le ministère des finances a commencé à étudier.

On s'occupe de négocier avec le chargé d'affaires de la République française un traité pour l'échange de colis postaux ; le chef de la section des postes au ministère a été chargé de ces négociations.

Le 22 janvier de l'année courante, a eu lieu l'échange des ratifications du traité d'extradition conclu avec la Grande-Bretagne ; le 11 février ont été échangées celles du traité d'amitié, de commerce et de navigation passé avec la même puissance, et le 15 du mois dernier a été signé avec son représentant un traité postal qui va être soumis à la revision du Sénat.

Je suis heureux de vous annoncer que les négociations, quelque peu prolongées, en vue de passer un traité général avec l'empire du Japon, se sont heureusement terminées à Washington : notre ministre en cette ville, nommé plénipotentiaire *ad hoc*, et le ministre japonais, revêtu du même caractère par son Gouvernement, ont signé un traité d'amitié et de commerce qui sera soumis sans retard au Sénat. Cette Convention internationale mérite d'appeler l'attention du Congrès pour divers motifs ; entre autres, parce qu'elle vient établir des relations, très utiles pour l'avenir, avec un pays aussi intéressant par son histoire que par ses récents et rapides progrès dans le sens de la civilisation moderne.

---

## PARAGUAY

La session législative a été ouverte le 1<sup>er</sup> avril par le Président de la République. Nous donnons la fin du Message présidentiel, qui a trait aux relations internationales :

Nos relations avec les nations étrangères continuent à être amicales et cordiales et l'un de mes soins les plus constants sera toujours de m'employer à ce qu'elles se fortifient, en mesurant sans cesse la conduite du Gouvernement aux scrupuleuses observances des principes du Droit International et des stipulations contenues dans les traités.

Malheureusement, ce n'est pas ce qui a eu lieu pour celles qui nous liaient avec la République voisine de Bolivie. Le Ministre des Relations Extérieures vous donnera des détails des antécédents qui ont motivé la suspension de relations entre cette République sœur et le Paraguay (1).

(1) V. plus haut, p. 135 et suiv.

Je suis heureux, cependant, de vous déclarer que cet incident déplorable, quelque non motivé qu'il ait été de notre part, n'est en rien venu changer les bonnes dispositions du Gouvernement pour arriver à une solution honorable de la question de limites pendante entre les deux pays. Et la meilleure preuve, c'est que je me permets d'insister auprès de vous pour que vous dépêchiez promptement et favorablement le traité de limites conclu dans cette ville entre les deux Républiques, sans que la circonstance que le terme accordé pour son approbation soit expiré, vous paraisse un obstacle ; d'autant plus que, selon une nouvelle officieuse, ledit traité aurait été approuvé par le Congrès bolivien.

Ainsi se trouvera terminée la seule question de limites qui soit encore pendante, et s'établira entre les deux Nations un échange d'idées et de produits, de sentiments et de travaux, qui ne manquera pas de contribuer à nous unir étroitement par des avantages aussi grands que positifs pour les deux peuples.

J'éprouve le plus grand plaisir à vous annoncer que nous avons conclu un traité d'amitié, commerce et navigation avec la République française, lequel vous sera opportunément soumis.

Je suis aussi heureux de vous apprendre que les ratifications du traité que nous avons conclu avec l'Allemagne, sur la base de la concession réciproque des droits de la nation la plus favorisée, ont été échangées à Buenos-Aires. De cette manière, nos relations d'amitié avec cet empire se resserrent de plus en plus, grâce aux liens d'une sincère cordialité.

Les Gouvernements des Républiques de l'Uruguay et Argentine ont eu l'amicale déférence d'inviter la République de prendre part au Congrès international sud-américain qui s'est réuni le 25 août 1888 dans la ville de Montevideo ; l'invitation a été acceptée avec plaisir et deux plénipotentiaires ont représenté le Paraguay à cette Conférence.

C'est avec le même plaisir que le Gouvernement a accepté la délicate et cordiale invitation que celui des Etats-Unis lui a adressée d'assister à une Conférence qui aura lieu à Washington, le 2 octobre 1889, dans le but principal d'éviter l'emploi de la force pour trancher les questions qui pourraient surgir entre pays américains. Le délégué qui aura à représenter le Paraguay à cette Conférence devra être accrédité en temps opportun.

Ce même Gouvernement des Etats-Unis, un peu plus tard, a eu l'attention d'inviter celui de la République à une autre Conférence qui aura lieu dans la capitale de l'Union Américaine dans le cours de ce mois, pour traiter de la révision des règlements destinés à empêcher les rencontres en mer au moyen de signaux en temps de brouillard, ainsi que d'autres matières maritimes. Il lui a été répondu que nous acceptions l'idée avec plaisir, et que nous nous réservions d'adhérer, après un sérieux examen préalable, aux résolutions qui seraient adoptées dans cette Conférence.

C'est avec le plus profond regret que je vous fais part de la mort de l'Empereur allemand Frédéric III, survenue le 15 juin dernier. Le Gouvernement, désireux de témoigner à une nation amie qu'il prenait part à sa douleur pour un événement si triste et si irréparable, a décrété un deuil national pour honorer la perte d'un si noble et si illustre monarque.

Comme je vous l'avais annoncé dans mon précédent rapport, en vertu de l'invitation officielle que nous a adressée le Gouvernement espagnol, et que nous avons acceptée, le pays a pris part à l'Exposition Universelle de Barcelone. A en juger par les prix que le jury a accordés aux exposants paraguayens, sous forme de médailles d'or, d'argent et de bronze, le résultat de notre participation à ce concours n'aurait pu être plus satisfaisant. La Commission chargée de la direction de la section paraguayenne, en suite des importants services qu'elle a rendus au Paraguay, a droit à la gratitude nationale.

Messieurs les Sénateurs,  
Messieurs le Députés,

L'ensemble des faits, dont je viens de vous présenter un résumé sommaire, vous démontrera que les améliorations morales et matérielles de la Nation, de

même que le développement progressif de la richesse publique, suivent une marche ascendante, qui répond aux efforts du Gouvernement et à la coopération efficace que vous lui prêtez constamment. J'ai l'espoir que cette coopération ne sera pas interrompue, parce que je suis convaincu que votre indispensable concours ne me manquera pas à l'avenir pour appliquer les mesures salutaires qui doivent provoquer le développement et la prospérité de la République. La bonne harmonie des pouvoirs publics entre eux constitue une des conditions essentielles pour la bonne marche de l'administration, et une garantie de félicité et de progrès pour le Paraguay.

En faisant des vœux sincères pour le bon succès de vos travaux législatifs, je déclare solennellement ouverte la présente période de vos sessions.

PATRICIO ESCOBAR.

## PORTUGAL

Un Congrès juridique, auquel ont pris part des jurisconsultes espagnols et portugais, s'est ouvert à Lisbonne le 28 avril.

Les questions soumises à la discussion du Congrès sont multiples et embrassent à la fois les matières du droit public visant l'arbitrage en fait de questions internationales, et la réglementation internationale du travail des enfants, des matières de droit civil, la filiation des enfants adultérins et la recherche de la paternité, les matières de droit commercial, la réglementation internationale de l'assistance maritime et de sa rémunération, et enfin le droit criminel et le système pénal.

Le Congrès a été ouvert solennellement par le roi, qui a souhaité la bienvenue aux membres espagnols et exprimé des vœux pour les résultats pratiques de cette manifestation nouvelle des sympathies qui existent entre les deux nations de la péninsule.

## ROUMANIE

Le Prince héritier est venu prendre séance au Sénat le 9/21 mai.

Le général Floresco, président du Sénat, a prononcé le discours suivant :

C'est une belle journée que celle dans laquelle le principe de l'hérédité du trône, cette ancienne aspiration des Roumains, consacré par la Constitution, est réalisé par la présence de Votre Altesse Royale parmi nous.

Après tant d'orages qui ont passé sur le pays, les Roumains étaient avides d'ordre et de stabilité.

Il a été donné à S. M. le Roi de réaliser ce grand et légitime désir, lorsqu'il y a 23 ans il est venu dans notre pays pour consacrer sa vie à l'indépendance et au bonheur de la patrie. (*Applaudissements prolongés.*)

Votre Altesse peut facilement se rendre compte de toute l'importance de cet acte.

L'impatience avec laquelle vous étiez attendu par le pays tout entier, Vous l'avez pu constater par les manifestations de sympathie qui ont éclaté dans toute l'étendue de la Roumanie.

L'attitude de la population est la preuve la plus manifeste qu'elle comprend toute la portée de cet acte pour l'avenir de notre nation. (*Applaudissements unanimes.*)

Tout le monde a acquis une nouvelle preuve de la force avec laquelle le peuple roumain est attaché à la monarchie et à la dynastie.

Comme héritier du trône, Vous aurez toujours pour modèle de la foi jurée Sa Majesté le roi. (*Applaudissements prolongés.*)

Vous trouverez dans Sa Majesté la Reine la noble femme qui, à côté de son illustre époux, a partagé les bons et les mauvais jours du pays, la plus haute

expression des talents qui donnent de l'éclat au trône et des vertus qui le font aimer! (*Triple salve d'applaudissements.*)

Vous suivrez ces beaux et patriotiques exemples.

Telle est notre croyance et soyez assuré, Prince, de toute la confiance et de l'amour du peuple roumain. (*Salve d'applaudissements.*)

— Le Prince a répondu :

Monsieur le président,

Messieurs les sénateurs et collègues,

Profondément ému des paroles flatteuses de notre honorable président et de votre accueil chaleureux, je suis heureux de venir aujourd'hui prendre place dans cette haute assemblée, ainsi que le prévoit l'article 76 de la Constitution. Je me rends parfaitement compte de l'importance de cette disposition de notre loi fondamentale.

Le régime monarchique représentatif — sans contredit, la meilleure forme de Gouvernement, car elle donne au peuple toutes les garanties — exige cependant du souverain qui veut l'appliquer avec sincérité une grande expérience et une connaissance approfondie des institutions et des hommes du pays.

C'est là la raison pour laquelle notre Constitution proclamant l'héritier de la Couronne sénateur de droit, à l'âge de 18 ans, a voulu que le futur souverain apprit de bonne heure à manier les affaires de l'Etat, à ne travailler et à ne parler que conformément aux intérêts nationaux et aux sentiments roumains. (*Applaudissements prolongés.*)

Je suivrai donc avec la plus vive attention vos travaux et je tâcherai d'étudier dans tous ses détails le mécanisme politique de notre cher pays, en prenant part de toute mon âme à la belle mission dévolue au Sénat depuis 23 ans.

L'accueil que la capitale et le peuple roumain m'ont fait à mon arrivée, m'est une preuve que la nation, satisfaite des résultats que la monarchie constitutionnelle héréditaire a donnés jusqu'ici à la Roumanie, veut le maintien et la consolidation de ce régime pour l'avenir.

Il est par conséquent de mon devoir de travailler sans relâche à cette fin et je promets que, en embrassant avec chaleur les institutions que le pays s'est données en toute liberté, j'approuverai et j'appuierai seulement ce qui est entièrement conforme aux sentiments du peuple.

Je confondrai ainsi l'existence du pays avec la mienne; en moi vous trouverez un collègue fier de collaborer à tout ce qui donnera de la force et de l'éclat à notre patrie indépendante.

Tel a toujours été le désir de notre Roi, mon cher oncle, sur les traces glorieuses de qui je m'efforcerai de marcher.

Encore une fois, monsieur le président, messieurs les sénateurs et collègues, je vous remercie de l'affection que vous m'avez témoignée depuis le jour de mon inscription parmi vous, comme héritier présomptif de la Couronne, et je prie la Providence, qui a protégé la Roumanie dans toutes les circonstances, de m'exaucer et de me soutenir afin que je puisse répondre entièrement à l'attente du Roi et de son cher peuple.

Vive la Roumanie! (*Salve d'applaudissements.*)

## RUSSIE

### Rapport du vice-consul russe au Caire sur l'incident de Sagallo.

(20 février 1889) (1).

Votre Excellence a bien voulu m'envoyer à Suez pour assister au trans-

(1) Ce rapport a été publié par le *Messageur officiel* de Russie à la suite de la traduction des documents français que nous avons reproduits, *Archives*, 1889, I, p. 87.



bordement d'Atchinoff et de ses compagnons des navires français qui les avaient amenés à bord du clipper impérial *Zabiaka*. De retour au Caire, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence le rapport suivant sur l'objet de ma mission.

Arrivé à Suez le 17 du mois courant, j'ai été reçu à la gare par M. Labosse, vice-consul de France, qui m'a annoncé que, par ordre de M. le comte d'Aubigny, il se mettait à ma disposition pour le cas où j'aurais à lui faire quelque demande au sujet des émigrés russes dont on attendait l'arrivée d'Obock.

Le lendemain, pendant que j'étais en visite chez le vice-consul, on nous fit savoir que les croiseurs français *Seignelay*, battant pavillon amiral, et *Primauguet* venaient de jeter l'ancre dans la rade.

En exécution des ordres de Votre Excellence, je me rendis immédiatement chez le contre-amiral Olry, qui me reçut de la façon la plus aimable, en me demandant qui était chargé de se faire remettre les passagers russes qui se trouvaient à bord de ses navires. Je lui répondis que le clipper *Zabiaka* était parti dans ce but de Port-Saïd et arriverait le lendemain au point du jour.

L'amiral commença alors à parler en termes brefs, mais bien sentis, de ce qui venait de se passer, et quand il en arriva à ce que l'insolente opiniâtreté d'Atchinoff avait été la cause de la mort de trois enfants, de deux femmes et d'un homme, victimes innocentes, sa voix tremblait et les larmes lui vinrent aux yeux.

D'après le récit de l'amiral Olry, il était arrivé à Obock le 4 (16) février et, ayant appris de M. le gouverneur Lagarde qu'Atchinoff, en dépit de ses représentations deux fois répétées, avait refusé d'obéir aux injonctions de l'autorité française de la côte, il donna ordre au capitaine du croiseur cuirassé *Primauguet* de se rendre, dès le lendemain matin, devant Sagallo et de faire une troisième fois à Atchinoff les sommations suivantes :

- 1° Amener le pavillon russe ;
- 2° Evacuer le blockhaus ;
- 3° Livrer les armes, à l'exception de celles qui étaient nécessaires à la défense personnelle.

En cas de nouveau refus d'Atchinoff, ordre avait été donné d'en finir avec lui coûte que coûte dans le courant de la journée. Le chef de l'escadre se trouvait forcé de rester à Obock à cause d'avaries de la machine du vaisseau-amiral.

Comme preuve des sentiments amicaux du gouverneur d'Obock envers nos compatriotes, l'amiral ajouta que M. Lagarde avait donné lui-même des guides aux deux personnes que l'archimandrite Païssi expédiait en Abyssinie le lendemain de son arrivée à Sagallo. Mon interlocuteur termina en constatant qu'il avait appris par télégraphe seulement, le second jour après le bombardement de Sagallo, l'intention du cabinet de Paris, de s'entendre avec le gouvernement impérial sur l'affaire Atchinoff.

A mon départ, l'amiral Olry réitéra l'expression de ses regrets de la mort des victimes en ajoutant que les personnes tuées avaient été inhumées à Sagallo, par les marins français dans des cercueils faits exprès par ses derniers et que les personnes grièvement blessées étaient restées à l'hôpital militaire d'Obock.

Le même jour, le chef de l'escadre me rendit ma visite.

En le quittant, j'allai à bord du croiseur *Primauguet* dans l'espoir de me

procurer, chez le capitaine Véron, de plus amples détails sur le bombardement. Cet espoir se trouva complètement réalisé.

Le capitaine du *Primauguet* vint me recevoir sur le pont de son navire, me fit dire qu'il m'attendait avec impatience et exprima incontinent son profond regret d'avoir été forcé de tirer sur des Russes, d'autant plus que les victimes étaient en majorité des enfants et des femmes, que bien entendu, il n'avait pas pu voir pendant le feu.

Après cela, son journal de bord à la main, il me raconta ce qui suit :

Nos sommations écrites furent communiquées deux fois à Atchinoff, notamment le 21 janvier (2 février) par la canonnière le *Pingouin* et le 30 janvier (10 février) par l'avisos *Météore*. Quand j'arrivai le 3 (17) février devant Sagallo, j'envoyai une troisième fois à Atchinoff, par le drogman du gouverneur, une lettre contenant nos sommations, en y ajoutant que, s'il n'obéissait pas dans le courant d'une demi-heure après la réception de cette lettre, je bombarberais le blockhaus, dans la direction du pavillon qui y était hissé. De la passerelle de mon navire, j'ai vu moi-même notre drogman remettre à Atchinoff ma lettre à deux heures sept minutes de l'après-midi, et remonter dans son canot, qui reprit le large. Le terme fixé expirait à deux heures trente-quatre minutes, mais j'attendis jusqu'à trois heures dix neuf minutes. J'ordonnai alors de faire feu, une première fois en visant très haut, dans l'espoir d'effrayer ceux qui se trouvaient dans le blockhaus. En réponse, le pavillon fut amené à moitié, puis hissé de nouveau, ce qui était une insolente bravade. J'attendis cinq minutes et ordonnai ensuite d'ouvrir à une distance de mille mètres le feu de mes pièces de quatorze centimètres.

Après onze coups de canon, à trois heures vingt-huit minutes, un pavillon blanc fut arboré sur le blockhaus. Le feu cessa immédiatement et j'envoyai à terre un officier en négociateur. Quand le canot arriva à la côte, le pavillon russe fut enfin amené, mais Atchinoff répondit qu'il ne consentirait jamais à quitter le blockhaus. Apprenant qu'il y avait des tués et des blessés, j'ordonnai immédiatement d'y envoyer le médecin du bord, avec tout le nécessaire, mais M. Lagarde, qui m'accompagnait, me fit remarquer qu'il ne garantissait point la vie de mes subordonnés. En présence de cette déclaration, je fis retarder l'envoi des secours de la médecine et je donnai l'ordre au *Météore* de faire savoir à Obock, à l'amiral, que, puisqu'on avait obéi à un seul point de nos sommations (le pavillon amené), je ne prenais pas sur moi d'agir sans nouvel ordre en son absence.

J'ai préféré le bombardement à une descente, continua le capitaine Véron, parce que les marins débarqués auraient pu rencontrer de la résistance à main armée de la part d'Atchinoff et que cela aurait amené inévitablement une catastrophe. Convenez que je ne pouvais faire autrement et qu'à ma place vous auriez agi comme moi, n'est-ce pas.

Le lendemain, 6/18 février, à midi, l'amiral arriva à Sagallo avec toute notre escadre, se composant du *Seignelay*, du *Scorpion*, du *Météore* et du *Pingouin*. Ces navires prirent position en face du blockhaus, et, à quatre heures, sur un signal de l'amiral, ils envoyèrent à terre 300 marins, qui occupèrent le blockhaus sans la moindre résistance de la part d'Atchinoff. On commença immédiatement à embarquer les hommes et les bagages, mais, comme la mer était houleuse, l'opération dura jusqu'au lendemain matin. Le père Païssi fut embarqué le dernier. Quand tout le monde se trouva à

bord de nos navires, on fit sauter le blockhaus à la dynamite, par ordre de l'amiral, et l'escadre arriva à Obock le 7/19 février au soir.

Les Russes furent débarqués et restèrent à terre jusqu'au 12-24 février. L'immense majorité paraissait contente de retourner dans sa patrie, à l'exception du père Païssi, d'Atchinoff et de quelques autres, qui protestèrent contre notre intention de les emmener à Suez. Dans la matinée du 12/24, les Russes furent embarqués à bord de mon navire, à l'exception de douze hommes partis à bord du *Seignelay*. Le même jour, nous levâmes l'ancre pour nous rendre à Suez. L'archimandrite Païssi, sur mon invitation, logea dans une cabine et partagea ma table pendant toute la traversée. Je n'ai pas eu à me plaindre de la conduite de mes passagers, à l'exception d'Atchinoff, qui nous exaspérait tous par son insolence.

Quand le capitaine eut terminé son récit, il me proposa d'aller voir mes compatriotes. J'y consentis avec plaisir et me rendis avant tout chez l'archimandrite Païssi, visitant ensuite les blessés qui se trouvaient à bord et qui, heureusement, étaient en pleine convalescence; je terminai ma visite par les autres. La plupart exprimaient leur joie d'un prochain rapatriement. Ils étaient évidemment satisfaits de la manière dont on les avait traités.

Les compagnons d'Atchinoff se divisaient en deux partis; les uns le considéraient encore comme leur supérieur et avaient pleine confiance en lui; les autres, et ce sont pour ainsi dire les plus instruits, ne rêvaient qu'une chose, se débarrasser d'Atchinoff le plus tôt possible. Un des compagnons d'Atchinoff, Siméon Bélaïew, m'a déclaré que tous les documents adressés par les autorités françaises à Atchinoff étaient lus par la femme de ce dernier, et que la lecture des documents avait lieu dans une chambre où s'enfermaient expressément Atchinoff, sa femme et le père Païssi. Au dire de Bélaïew, pendant que ces personnes se réunissaient en conseil, la porte de la chambre était gardée par des hommes armés qui formaient une garde du corps d'Atchinoff et ne laissaient approcher personne.

D'autre part, les partisans d'Atchinoff m'ont présenté une déclaration écrite, accusant un grand nombre de leurs compagnons d'avoir trahi la cause commune. Cette déclaration porte un grand nombre de signatures, entre autres, celle d'un soi-disant capitaine Nicolas Nestérow, qui serait, dit-il, attaché à l'état-major général comme surveillant du mouvement des troupes. C'est l'adjoint principal d'Atchinoff.

L'archimandrite Païssi m'a déclaré que les Français n'avaient fait aucune sommation et que le bombardement avait été tout à fait inattendu pour lui. Il m'a dit que la mission religieuse, placée sous sa direction, se composait de 41 hommes et que le lendemain de leur arrivée à Sagallo, il avait envoyé par Djébouti, Biacabouba et Herré à Angobar, chez les négous (?), deux moines abyssins, arrivés avec lui de Russie, avec mission de prier le roi d'Abyssinie de lui envoyer des prédicateurs indigènes afin de pouvoir s'avancer dans l'intérieur du pays.

Atchinoff, après m'avoir confirmé les déclarations de ses partisans et du père Païssi, a ajouté que le territoire occupé par lui n'appartenait en aucun cas aux Français, mais bien au sultan de Sagallo, Mahomet Loïda, qui a cédé, par une déclaration écrite, à Atchinoff, toute la baie de Tadjourah et dont le sultan de Tadjourah serait le vassal. Atchinoff a particulièrement insisté sur le fait qu'il aurait été pillé par les Français et que l'argent et les bagages qui lui auraient été soustraits valaient 45.000 roubles au moins.



Il m'a prié d'ouvrir ses valises en présence du commandant du *Primauguet* et de dresser procès-verbal afin de constater les dommages qu'il prétend avoir subis. J'ai formellement refusé de me prêter à cette démarche, à laquelle je ne me croyais nullement autorisé, d'autant moins que je me trouvais à bord d'un navire étranger.

Après avoir quitté les navires français, je me suis occupé des préparatifs nécessaires pour le transbordement de nos compatriotes sur le clipper *Zabiaka*. Ce navire est arrivé le lendemain matin à Suez. Je me suis immédiatement rendu à bord du clipper, auprès du capitaine Davydow, et je l'ai mis au courant de toutes les mesures que j'avais prises afin de faciliter le transbordement de nos compatriotes et de leurs bagages. Je l'ai accompagné, sur son désir, chez l'amiral Olry et chez le capitaine Véron. Dès notre retour à bord du *Zabiaka*, on a commencé le transbordement qui, par suite du mauvais temps, ne s'est terminé qu'à six heures du soir.

Pendant le transbordement, on a constaté, qu'outre les bagages, Atchinoff et ses compagnons étaient porteurs de 150 sabres, d'autant de fusils avec baïonnettes, de plusieurs fusils de chasse, d'un grand nombre de caisses de cartouches et de poudre et, à ce qu'on m'a dit, d'un obusier. Sur la proposition de M. Davydow, l'archimandrite Païssi et Atchinoff ont consenti à ce qu'on laissât à Suez plusieurs sacs de farine moisie et d'autres comestibles inutiles. Tous ces objets ont été consignés à M. Corte, gérant de notre vice-consulat à Suez.

Quand on a eu terminé le transbordement, j'ai demandé à M. Davydow s'il jugeait opportun que je me rendisse à bord du clipper jusqu'à Port-Saïd. Sur sa réponse négative, je me suis retiré, tout en appelant l'attention de M. Davydow sur le fait que les deux partis des compagnons d'Atchinoff étaient très excités l'un contre l'autre et qu'une surveillance rigoureuse était indispensable.

Le clipper *Zabiaka* a pris la mer à six heures du soir et s'est dirigé sur Port-Saïd.

---

## SERBIE

Nous empruntons à la *Revue de l'Orient*, du 28 avril, le texte des deux documents suivants :

Une circulaire du président du Conseil, adressée aux représentants de la Serbie à l'étranger et relative à la politique économique du pays, puis un rapport concernant la politique nationale serbe.

### *Circulaire de M. Grouitch.*

Monsieur le Ministre,

Comme j'ai eu l'occasion de vous le faire savoir dans ma première circulaire, le Gouvernement de la Régence Royale s'est imposé, entre autres, la tâche de mettre de l'ordre dans les finances de l'Etat, tâche à laquelle il attribue une importance capitale. Pour atteindre complètement le but qu'il se propose, le concours du pouvoir législatif lui est indispensable, mais le Gouvernement considère qu'il est de son devoir de prendre, même avant la convocation de l'Assemblée Nationale, toutes les dispositions pouvant contribuer au succès de son entreprise. Je crois utile, monsieur le ministre, de vous faire connaître les mesures préliminaires que le Gouvernement se propose d'adopter. Vous n'ignorez pas que la dernière Assemblée Nationale a été close avant d'avoir voté le budget dont elle était saisie. L'ancien budget pour l'exercice 1886-87 est, par



suite, resté en vigueur. Voici donc, par conséquent, déjà la troisième année que nous marchons avec un budget dans lequel était prévu un déficit important lors même de son adoption. Les faits ont démontré que ce déficit a varié d'année à année entre sept et huit millions. Le cabinet actuel, en arrivant au pouvoir, savait qu'il ne pouvait disposer en réalité de tout le chiffre des crédits qui étaient prévus au budget, vu que les dits crédits se trouvaient dépasser de beaucoup les revenus effectifs ; c'est pourquoi son premier souci a été de bien se rendre compte de la situation budgétaire trouvée à son arrivée et au moyen d'économies introduites dans toutes les branches de l'administration, de réduire dans la plus grande mesure possible, le déficit prévu. Chaque ministère, dans les limites des possibilités légales, a dû faire certains sacrifices à ces exigences financières.

Les sacrifices les plus lourds ont été imposés au ministère de la guerre. Le Département, dont la direction m'a été confiée, a dû également sacrifier à cette nécessité : j'ai été obligé de laisser provisoirement vacantes trois missions, celles de Londres, de Rome et d'Athènes. De cette façon, en limitant l'emploi des crédits alloués au strict nécessaire, le Gouvernement compte pouvoir réduire, de moitié pour l'exercice courant, le déficit prévu.

Tout en s'occupant de réaliser des économies partout où faire se peut, le Gouvernement met également ses soins à augmenter les revenus de l'Etat. Vous n'ignorez pas, monsieur le ministre, que le Gouvernement a, dans ce but, racheté l'année dernière le monopole des tabacs de la Société fermière étrangère. Bien que les revenus du monopole aient, dès ce moment, augmenté sensiblement, ils n'ont pas cependant atteint le chiffre auquel ils seraient certainement arrivés si le Gouvernement avait pris en ses mains tous les services du monopole des tabacs, ce qui, d'ailleurs, était prévu par la loi du rachat. M. le ministre des finances a adopté les mesures nécessaires pour que non-seulement la fabrication, mais aussi la vente des tabacs, soit reprise par l'Etat et a décidé la résiliation du marché pour fourniture de tabac brut si préjudiciable aux intérêts de l'Etat, ce qui sera une nouvelle garantie de revenus.

En s'efforçant d'améliorer la situation financière, le Gouvernement s'applique également à remplir scrupuleusement les obligations incombant à l'Etat vis-à-vis de tierces personnes. L'amortissement des emprunts contractés à l'étranger se fait régulièrement, sauf pour l'emprunt contracté en Russie, qui compte des arriérés. Mais, là aussi, les mesures sont prises pour que l'annuité courante soit versée.

Si le Gouvernement est pénétré de l'importance qu'il y a à amortir la dette publique extérieure au point de vue du crédit et du prestige de la Serbie, il ne perd pas de vue combien le paiement de la dette contractée dans le pays est salutaire au développement de l'économie nationale.

Etant donnée la crise économique que le pays traverse actuellement, le Gouvernement, malgré la situation financière difficile où l'Etat se trouve, met tous ses efforts à répondre à une obligation contractée dans le pays, à savoir à payer les sommes dues pour expropriation de terrains à l'occasion de la construction de chemins de fer de l'Etat, sommes dont le montant est de un million environ. M. le ministre des finances a pris les dispositions nécessaires pour assurer, dès à présent, le paiement de la moitié au moins de cette dette.

Vous connaissez, monsieur le ministre, les relations financières du Gouvernement serbe avec le Comptoir d'Escompte de Paris, et la catastrophe qui a atteint cet établissement financier si important. Heureusement, grâce à la prévoyance de nos agents intéressés, l'Etat n'a subi aucun préjudice de ce fait.

En terminant ce court aperçu de la situation actuelle de nos finances, je dois vous mentionner, Monsieur le ministre, la nouvelle rassurante que nos valeurs publiques subissent dans les derniers temps une hausse constante, ce qui prouve que le changement qui s'est opéré légalement et sans secousses sur le trône de Serbie, a créé chez nous un nouvel état des choses qui inspire, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, une confiance légitime et de bon augure.

Veillez agréer, Mousieur le Ministre, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

### *La bataille de Cossovo.*

(Rapport de M. Grouitch.)

Messieurs les Régents,

Le 15 juin de cette année, il y aura 500 ans révolus depuis que la couronne royale de Serbie s'est noyée dans le sang serbe sur le champ de Cossovo. A cette journée fatale se rattache le souvenir pénible, mais glorieux, de l'esprit de sacrifice et de patriotisme qui régnait sur le trône de l'ancien Etat serbe et parmi les rangs de la nation entière. Le souvenir de ce sublime patriotisme a, de tout temps, rempli d'orgueil les cœurs serbes. Il a été chanté dans des chants nationaux, glorifié dans les traditions populaires; il a soutenu notre courage dans l'esclavage, tenu en éveil l'idée de l'unité serbe et nous a inspiré l'espoir que le soleil de la liberté, qui s'était éclipsé dans la journée de Cossovo, finirait par luire de nouveau. C'est cet espoir réveillé par la *gouzla*, qui chantait le souvenir de Cossovo, qui fut l'aurore de la nouvelle liberté serbe. Au seuil du cinquième siècle de l'époque écoulée depuis Cossovo, l'indépendance serbe a été de nouveau proclamée. Aussi, le cinquième anniversaire de Cossovo a-t-il une double signification pour la race serbe. Il nous rappelle les anciennes gloires nationales et le réveil final de la nation asservie.

L'initiative privée, enthousiasmée par ces souvenirs, s'est déjà occupée, en Serbie et en dehors du royaume, de célébrer de la manière la plus digne cet anniversaire. Mais, dans cette solennité, le premier rôle revient au jeune royaume serbe, et le Gouvernement royal considère comme son devoir de se mettre à la tête de la nation pour que cet anniversaire soit célébré de la façon la plus digne. J'ai donc l'honneur de soumettre, au nom du Gouvernement royal, à l'approbation de la Régence royale les propositions suivantes :

1<sup>o</sup> Le 15 juin de cette année sera consacré, dans le pays tout entier, à la mémoire de *Knez Lazare* et des héros tombés pour la foi et la patrie.

2<sup>o</sup> Ce jour-là, on procédera, à *Krouchevatz*, à la pose de la pierre fondamentale d'un monument érigé en l'honneur des héros de Cossovo, en signe visible de la vénération de leurs descendants. Ce monument sera élevé aux frais de la Nation par voie de souscription publique.

3<sup>o</sup> On imprimera, aux frais de l'Etat, un livre (*Kosovska Spomenica*), qui contiendra un recueil de chants nationaux sur la bataille de Cossovo, avec des illustrations représentant les héros et les événements.

4<sup>o</sup> Il sera créé l'ordre du *Knez Lazare*, qui ne pourra être conféré qu'aux souverains serbes et à leurs héritiers majeurs.

5<sup>o</sup> A l'occasion de la fête commémorative de Cossovo, S. M. le roi Alexandre 1<sup>er</sup> recevra, le 20 juin, l'onction sainte au monastère de *Jitch*.

Enfin, il sera institué, sous la présidence du ministre des Cultes et de l'Instruction publique, un Comité chargé de l'organisation de cette fête commémorative.

Si vous approuvez, Messieurs les Régents, cette proposition, veuillez la confirmer par votre signature.

Belgrade, le 8 avril 1887.

S. GROUITCH,

Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères.

Approuvé : J. RISTITCH, K. S. PROTITCH, J. BÉLI-MARKOVITCH.

### SAINT-SIÈGE

Le Pape a adressé la lettre suivante à l'archevêque de Brescia qui lui avait écrit au sujet d'une brochure. *Rome et l'Italie et la réalité des choses* :

« Vénérable Frère, salut et bénédiction apostolique.

« Sachez que votre lettre nous a été agréable ; car nous avons pu y voir un nouveau témoignage de votre vigilance épiscopale et, en même temps, du zèle particulier avec lequel vous persévérez dans votre culte filial envers nous et dans la disposition à vouloir et à souhaiter l'intégrité des droits du Siège Apostolique. S'il se présente quelque occasion d'exprimer vos sentiments, nous vous voyons l'accueillir avec joie et ne pas la laisser facilement échapper. Il en a été ainsi récemment, lors de l'apparition de l'opuscule dont vous parlez, qui, s'il vous déplait, comme vous l'écrivez, vous déplait à bon droit.

« Bien plus, il n'est pas d'honnête et juste appréciateur des choses qui ne soit, sur ce point, pleinement d'accord avec vous. Qui considérerait, en effet, comme supportable que des questions de la plus haute importance, intimement liées avec le pouvoir du Souverain Pontife, avec la liberté même de sa charge apostolique, soient audacieusement soumises à son jugement personnel et publiquement tranchées par un homme privé, n'ayant aucune autorité pour cela ?

« Or, la cause a été jugée par le Souverain Pontife lui-même ; car il a plusieurs fois et clairement déclaré, sur ce sujet, et ce qu'il pensait et ce que les autres devaient penser. Est-il permis, sans offenser le devoir, d'endoctriner le peuple dans un autre sens ? Mais ce qui est plus arrogant et plus absurde encore, c'est de donner au Siège Apostolique des conseils sur la conduite à tenir et de vouloir lui montrer ce qu'il y a de mieux à faire.

« Au fond, les dissertations de ce genre se réduisent à peu près à ceci : qu'il conviendrait et qu'il serait utile que nous acquiescions tranquillement et pacifiquement aux choses et aux temps nouveaux ; c'est-à-dire que l'on voudrait que ce qui a été accompli par la violence et l'injustice fût ratifié par notre volonté, comme s'il n'était pas évident que la situation à laquelle nous sommes depuis longtemps réduit est entièrement contraire à la dignité du Pontife romain et inconciliable avec sa vraie liberté ; de telle sorte que nous devions non pas l'accepter, mais la subir par force, tant qu'il plaira à Dieu, le dispensateur souverainement sage des choses humaines.

« En outre, le pouvoir temporel des Pontifes romains n'a pas été violé par la volonté des peuples, mais bien plutôt par l'audace des sectes perverses ; celles-ci, en effet, s'étant conjurées pour ruiner le pouvoir spirituel, ont commencé par la ruine de la souveraineté temporelle, afin que, ce rempart une fois enlevé et renversé, elles pussent diriger contre ce pouvoir leurs efforts et leurs coups. Combien ouvertement et obstinément elles le font déjà, les faits le disent eux-mêmes. Il est donc opportun et grandement utile de prémunir avec soin les esprits contre les écrits de ce genre, d'autant plus dangereux que, la plupart du temps, ils en imposent à la multitude par des semblants de modestie et une fausse apparence de religion.

« Comme gage des dons célestes, et en témoignage de notre bienveillance, nous vous accordons, très affectueusement, dans le Seigneur, à vous, Vénérable Frère, à votre clergé et à votre peuple, la bénédiction apostolique.

« Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 31 mars 1889. De notre Pontificat, la douzième année.

« LÉON XIII, PAPE. »

## SUISSE

Des difficultés ont surgi entre la Suisse et l'Allemagne à propos de l'arrestation et de l'expulsion d'un fonctionnaire allemand.

Voici les faits qui paraissent établis.

M. Wohlgenuth, inspecteur de police à Mulhouse, avait fait la connaissance d'un nommé Lutz, bavarois, tailleur à Rheinfeld, aux environs de Bâle. Il correspondait avec lui et le visitait même pour se renseigner sur l'agitation socia-

liste dans les milieux ouvriers de Suisse, d'Alsace-Lorraine et du grand-duché de Bade.

On a publié les lettres suivantes qui auraient été échangées entre eux.

*Première lettre (timbrée d'Uehlingen, grand-duché de Bade, le 26 février 1889).*

« Monsieur B. Lutz, maître-tailleur, Bâle, Weissgasse, n° 18.

« Je me permets par la présente de vous demander discrètement si vous seriez disposé à me renseigner moyennant salaire convenable sur l'activité politique des associations existant à Bâle. En cas de réponse affirmative, je vous prie de me faire savoir, en vous servant de l'enveloppe ci-jointe, quel jour et à quelle heure je puis vous rencontrer à la gare badoise à Bâle ou à Leopoldshöhe. Vous me reconnaîtrez à un mouchoir de poche blanc que je tiendrai à la main droite. Je ne suis pas connu là-bas. Je vous promets d'avance que le silence le plus absolu sera gardé et que votre personne ne courra aucun risque.

« Je compte recevoir de vous une réponse, sous l'enveloppe ci-jointe, dans le délai de huit jours. Je vous rendrai votre lettre. Vous n'avez pas besoin de la signer de votre nom.

« Communiquez-moi en toute confiance vos propositions et soyez assuré qu'aucun piège ne vous sera tendu.

« Votre dévoué,

J. KAMM (nom fictif). »

*Deuxième lettre (timbrée de Bâle, 20 mars 1889).*

« Monsieur Lutz, à Bâle,

« En réponse à votre lettre, je vous fais savoir que je vous attends dimanche prochain 24 courant à la gare de Rheinfelden, dans le buffet ou la salle d'attente des premières. J'aurai un billet de chemin de fer blanc à mon chapeau brun. Je vous envoie un mandat de poste de dix francs pour vos frais de voyage.

« Si vous ne pouviez pas venir, je vous prie de m'en informer jusqu'à vendredi, 22 courant, poste restante à Dornach, cercle de Mulhouse, Alsace.

« Votre dévoué,

J. KAMM. »

*Troisième lettre (timbrée de Dornach (Alsace) et de Bâle, 23 mars 1889).*

« Monsieur Lutz, maître-tailleur à Bâle,

« Vous devez avoir reçu ma lettre expédiée à Bâle le 20 courant, avec un mandat de 10 fr. pour vos frais de voyage. Je vous attends, en conséquence, à la gare de Rheinfelden demain dimanche entre 3 et 5 heures après-midi. Vous me reconnaîtrez au billet blanc à mon chapeau.

J. KAMM. »

Ces trois lettres ne paraissent pas, à la différence des suivantes, être de l'écriture de Wohlgemuth. Mais ce dernier a reconnu devant l'autorité du district de Rheinfelden que ces trois premières lettres avaient été dictées par lui.

*Quatrième lettre (timbrée de Mulhouse, le 29 mars 1889).*

« Cher monsieur Lutz,

« Ci-joint des enveloppes à employer par vous. Plus tard, je vous enverrai des adresses fictives. J'espère que vous m'enverrez chaque semaine un rapport; grâce à votre connaissance complète des choses, la matière ne vous fera pas défaut. Signalez-moi, comme nous en sommes convenus, tous les faits qui concernent le parti socialiste d'ici et de là-bas, soit du grand-duché de Bade, son organisation, sa direction, l'agitation qui s'y fait, la propagation des brochures. Il est de mon propre intérêt que votre personne ne soit pas compromise. Vous serez rétribué d'après les services rendus et de manière à ce que vous soyez satisfait.

« Votre dévoué,

X. »



*Cinquième lettre (timbrée de Mulhouse, le 5 avril 1889).*

« Honoré monsieur Lutz,

« Sous l'enveloppe ci-incluse vous trouverez les 200 marks que vous avez demandés et dont je vous prie de m'accuser réception, ainsi que des 80 marks que vous avez déjà reçus. Vous avez insisté dans notre entretien sur un traitement fixe de 200 fr. par mois qui doit vous être garanti, en sorte que vous seriez maintenant payé jusqu'au 1<sup>er</sup> du mois prochain; nous ne voulons pas parler des 40 marks de surplus. Cela n'exclut pas l'éventualité que vous receviez à côté des 200 fr. des gratifications spéciales selon les services que vous rendrez, et cela sera mon affaire. Mais dès maintenant j'attends de vous des rapports réguliers et détaillés, chaque lundi, en dehors des communications particulières plus promptes.

« Ainsi, dès maintenant, il faut agir ouvertement vis-à-vis de moi et désigner des noms propres; en premier lieu vient l'agitation électorale. Quel est donc l'heureux Alsacien qui doit mettre en déroute avec la majorité des voix le pauvre Schmidt à Dornach? Tenez-moi constamment au courant et continuez gaiement votre travail souterrain, mais prenez garde que mes lettres ne viennent à tomber dans des mains étrangères. Ecrivez-moi quelque chose de plus précis au sujet de votre communication verbale prochaine. Venez à la station de Lutterbach ou à celle de Dornach, ou bien aussi le soir à mon bureau (direction de cercle, chambre n° 8), ou encore le soir dans mon domicile, mais non de jour, et mettez une fausse barbe afin que vous ne soyez pas reconnu ici. Le meilleur serait que vous vinssiez à mon domicile, mais seulement la nuit; vous n'y serez vu de personne. — On m'a rapporté que, dans une maison du Rebberg, il y avait des réunions de la Société d'ici. Est-ce exact?

« Mes meilleures salutations.

X. »

*Sixième lettre (timbrée de Mulhouse, au-dessous n° 286, le 16 avril 1889).*

« Honoré monsieur Lutz,

« Donc je vous rencontrerai dimanche de Pâques, 21 de ce mois, à Rheinfelden.

« L'heure et le local, comme autrefois, à moins que vous n'en décidiez autrement. J'apprends que le 9, le gendarme d'Huningue a pincé le compagnon Vogel, Schaffhouse, avec des écrits socialistes. Avez-vous pris part à l'expédition de ces brochures? Quel est donc le fabricant qui tient à disposition des fonds pour l'agitation électorale? Cet homme-là peut se donner aussi ce plaisir: il est naturellement libre de faire de son bien ce que bon lui semble, mais la chose est cependant intéressante.

« Qui est maintenant le chef de la Société d'ici? Ecrivez-moi une simple quittance; elle ne vaut que pour moi, comme preuve de la dépense faite et pour le bon ordre. Informez-vous encore une fois d'une manière détournée de la date et du lieu des assemblées. Je crois savoir avec une quasi certitude que c'est à l'auberge du Vieux-Texas, dans le Rebberhe, où déjà précédemment ont été tenues des réunions.

« Que fait Jonas à espionner par ici? Je ne crois pas à ses visites prétendues à des parents ou à des connaissances.

« En attendant votre réponse, je reste votre

X. »

— Conformément à cette dernière lettre, Wohlgemuth se rendit à Rheinfelden; à peine arrivé, il fut arrêté avec Lutz. Ils restèrent en prison huit jours et furent ensuite expulsés du territoire suisse en vertu de l'arrêté suivant du Conseil fédéral :

Le Conseil fédéral,

Attendu qu'Auguste Wohlgemuth, inspecteur de police à Mulhouse, a com-

mis sur le territoire Suisse un acte dont les résultats sont de nature à compromettre la sûreté intérieure et extérieure de la Suisse ;

Attendu que l'embauchage de Balthazar Lutz, de Bavière, demeurant à Bâle, a eu pour but de créer de l'agitation dans les milieux ouvriers de Bâle, d'Alsace-Lorraine et du duché de Bade ; qu'entre autres manœuvres Wohlgemuth écrivait à Lutz d'agir sans scrupule ;

Arrête :

Wohlgemuth sera expulsé du territoire suisse.

D'autre part,

Considérant que Lutz, tailleur à Bâle, a accepté le rôle d'agent provocateur à lui proposé par Wohlgemuth, ainsi que des sommes à lui payées à diverses reprises, pour agiter les milieux ouvriers de Bâle, d'Alsace-Lorraine et du duché de Bade ; qu'il a accepté de faire des rapports et qu'il a effectivement fourni des rapports à Wohlgemuth,

Arrête :

Lutz sera expulsé du territoire Suisse.

Wohlgemuth, remis en liberté, a aussitôt été appelé à Berlin. Le *Reichsanzeiger* du 7 mai a publié le procès-verbal suivant dressé au ministère des Affaires étrangères de Berlin, sur la déposition de Wohlgemuth, faite sous serment :

« Dans l'arrondissement de Mulhouse, il y a un grand nombre de démocrates socialistes qui entretiennent des relations très actives avec le parti démocrate socialiste en Suisse.

« C'est par Mulhouse que le journal *Freiheit* et d'autres écrits socialistes ont souvent été introduits en Allemagne.

« Depuis 1874, la direction de la police de cette ville se trouve en relations avec la préfecture de police de Berlin pour la surveillance des démocrates socialistes.

« Le 1<sup>er</sup> mars 1888, je fus chargé de la direction de la surveillance. Depuis des années, la police se servait d'un ouvrier qui était en relations avec le tailleur Lutz, de Bâle, connu comme homme de confiance du comité central de Zurich, et comme un des principaux agents chargés de l'introduction des écrits socialistes en Allemagne.

« Avec l'approbation de l'inspecteur de police Hartenstein, mort aujourd'hui, je me suis mis en rapport avec Lutz par l'intermédiaire de cet ouvrier. J'ai écrit à Lutz, sous le nom de Kamm, pour obtenir de lui des informations sur le parti socialiste en Alsace-Lorraine. J'étais préparé à voir ma lettre publiée dans le *Sozialdemokrat*. Ceci n'ayant pas eu lieu, et Lutz ayant au contraire accepté mes offres, j'eus confiance en lui.

« Je l'ai rencontré pour la première fois à Rheinfelden ; je portais, conformément à notre arrangement, au chapeau une carte blanche. Lutz me dit qu'il me connaissait déjà ; il me montra des lettres de M. Liebknecht et du comité central ; il se déclara prêt à me fournir des informations sur le mouvement socialiste.

« Je lui ai absolument défendu d'agir en agent provocateur, en ajoutant que cela pourrait le compromettre auprès du parti et en même temps auprès des autorités ; d'ailleurs, lui-même m'a dit qu'il ne le ferait jamais, parce qu'il craignait trop les dangers que cette façon d'agir pourrait entraîner pour lui.

« Mes lettres, à Lutz, prouvent que, si j'ai entretenu des relations avec lui, c'était uniquement pour obtenir les informations dont j'ai parlé. Il est vrai que, dans une lettre du 5 avril, j'ai écrit la phrase suivante : « Tenez-moi perpétuellement au courant ; allez-y gaiement avec votre agitation. » Par ces mots, je ne voulais nullement exciter Lutz à faire de l'agitation. Je voulais que Lutz cherchât de tous les côtés pour me trouver des informations ».

(Cette partie de la déposition repose sur le double sens du mot allemand *wühlen*, qui signifie « agiter », et aussi « déterrer » ou « fouiller la terre ».)

« Ma lettre même prouve que je demandais uniquement des informations sur l'agitation électorale en Alsace-Lorraine, et plus particulièrement sur les candidats de Dornach, ainsi que sur le lieu où se réunissaient les socialistes de Mulhouse.

« Je n'avais nullement l'intention de faire accomplir, par Lutz, la besogne d'un agent provocateur; d'autant plus que, lors de notre première entrevue, il avait été parfaitement convenu entre nous que de tels agissements seraient absolument inopportuns. Je pouvais donc me croire sûr que Lutz comprendrait la phrase en question dans le sens que j'ai indiqué, et non pas dans un sens qui aurait impliqué une action dirigée contre le Gouvernement suisse. Dans toute ma correspondance avec Lutz il n'y a rien qui pourrait faire conclure que j'ai voulu me servir de lui comme d'un agent provocateur.

« La meilleure preuve de cela consiste dans le questionnaire, écrit au crayon, qui m'a été enlevé lors de mon arrestation et qui se trouve au dossier. Voici les questions auxquelles Lutz devait répondre : elles se rapportent au voyage de M. Liebknecht en Suisse; à l'introduction des écrits socialistes en Allemagne ainsi qu'à certains coreligionnaires politiques d'Alsace-Lorraine, aux candidats dans les élections et à l'agitation électorale.

« Lorsque Lutz eut en mains plusieurs de mes communications, je lui donnai rendez-vous à Rheinfelden pour le jour de Pâques. Je voulais obtenir des informations précises sur l'introduction des écrits socialistes. Lutz a accompli sa trahison de concert avec le fonctionnaire de Rheinfelden. Pour le prouver, il suffit de rappeler :

« 1<sup>o</sup> Que j'ai été arrêté dès que je fus entré dans l'auberge où j'avais rendez-vous avec Lutz. Nous avons à peine causé durant trois minutes.

« 2<sup>o</sup> Que pendant mon premier interrogatoire, le lendemain, 22 avril, le fonctionnaire suisse fit allusion à un paquet de lettres que j'aurais soi-disant écrites à Lutz; or, ce fut seulement pendant mon second interrogatoire, lequel eut lieu, le 23 avril, en présence du directeur de police du canton d'Argovie, que le magistrat de Rheinfelden me montra les lettres en me déclarant qu'on les avait trouvées la veille, durant une perquisition opérée chez Lutz.

« 3<sup>o</sup> Que Lutz, lui-même, a été arrêté en même temps que moi, mais mis en liberté immédiatement après.

« Quant à la coupure de l'*Arbeiter-Chronik*, je l'avais emportée dans le but de demander à Lutz des renseignements sur l'ouvrier Meise. Celui-ci a été expulsé de France comme agitateur socialiste; il travaille, à l'heure qu'il est, à Saint-Louis, près Bâle, et Lutz devait le surveiller. Meise ayant participé à la réunion de Riehen, je voulais apprendre ce qu'il y avait fait. Je déclare, sous serment, que je ne me suis, en aucune façon, mêlé de ladite réunion de Riehen et que je n'en ai été informé que par le compte-rendu de l'*Arbeiter-Chronik*.

« C'est à ce sujet que se réfère la question 11 de mon questionnaire.

« Je n'ai pas d'objection à faire à ce que ma correspondance avec Lutz soit publiée : les socialistes doivent la connaître déjà; ils la publieront peut-être dans le *Sozialdemokrat*.

« Déjà, pendant mon interrogatoire à Mulhouse, j'ai dit que j'avais été traité à Rheinfelden comme un vulgaire criminel.

« Le directeur de la police d'Argovie a même comparé mon trousseau de clefs à des crochets et aux instruments dont se servent les voleurs; il m'a soupçonné d'une manière injurieuse.

« Mon expulsion m'a été signifiée par écrit et ma détention a duré en tout dix jours ».

Ce procès-verbal a été signé par Wohlgenuth et rédigé par le conseiller intime de légation, M. Kayser.

— A la date du 7 mai, le Conseil fédéral a ordonné l'expulsion de treize adhérents du parti terroriste russe par des motifs ainsi formulés :

« Considérant que, le 6 mars 1889, deux Russes, Jacques Brynstein, Alias

Nachtigalow, Gutmann ou Dembo, de Bernersk, né en 1863, et Alexandre Dembsky, membres du parti terroriste russe, faisant au Peterstobel, près Zurich, des essais sur des matières explosibles, deux bombes ont éclaté en leurs mains, les blessant grièvement tous deux ;

« Que Brynstein est mort, peu après, des suites de ses blessures, tandis que Dembsky est en voie de guérison ;

« Que l'enquête, tout en écartant complètement l'idée d'un complot et démontrant même que les essais de Brynstein et Dembsky étaient encore dans la période des premiers tâtonnements, ne permet cependant pas de douter que ces essais n'eussent pour but d'ajouter des armes nouvelles aux moyens d'action du parti terroriste russe ;

« Considérant que Georges Prokofiew et Marie Gunzburg, membres actifs du parti terroriste russe, paraissent avoir eu connaissance des essais de Brynstein et Dembsky ;

« Qu'outre ces personnes, d'autres étrangers domiciliés aussi en Suisse, notamment (*suivent les noms*) ;

« Sont convaincus, sinon d'avoir eu connaissance de ces essais, tout au moins de se rattacher à l'organisation terroriste dont les chefs, habitant hors de Suisse, proclament la légitimité des moyens d'action expérimentés par Brynstein et Dembsky,

En application de l'article 70 de la constitution fédérale ;

Arrête :

I. Sont expulsés du territoire de la Confédération Suisse (*suivent les noms*).

II. Le présent arrêté sera communiqué aux Gouvernements des cantons de Zurich, Vaud et Genève. Ces Gouvernements en feront part aux expulsés et leur donneront connaissance de l'article 63, lettre a, du code pénal fédéral de 1853.

III. Le département fédéral de justice et police est chargé de surveiller l'exécution du présent arrêté.

## RENSEIGNEMENTS DIVERS

### L'Heure universelle.

M. Cesare Tondini de Quarenghi, missionnaire barnabite, qui a été nommé par l'Académie des Sciences de Bologne son représentant auprès des Gouvernements et des corps savants étrangers pour l'adoption d'une heure universelle, saisit la Société de Géographie (séance du 10 mai), au nom de cette Académie, des moyens pratiques d'arriver, cette année même, à la solution de la question. Ce serait le complément de l'unification des poids et mesures ; or, ce couronnement de l'édifice, se produisant au centenaire même des premières mesures qui aboutirent au système métrique, réaliserait le pronostic du savant astronome Struve, qui prévoyait pour 1890 l'établissement de l'heure universelle.

M. Tondini fait observer que l'heure, dite universelle, est déjà appliquée de fait. Est-ce que l'heure de Paris n'est pas déjà universelle, c'est-à-dire d'un usage universel sur tous les chemins de fer français ? Rien de plus chimérique, d'après lui, que la crainte qu'on n'aille attenter à l'heure locale. L'heure universelle ne profitera qu'à ceux qui voudront s'en servir dans les relations internationales et les usages scientifiques ; pour les autres, tout marchera comme auparavant. Moyennant une projection à la lumière oxydrique qui offre la distribution des heures sur tous les points du globe, M. Tondini montre les inconvénients pouvant résulter de la différence d'heure et de date des télégrammes, et il explique, par d'autres projections, un cadran particulier, pouvant s'appliquer à toutes les horloges et donnant l'heure universelle combinée avec l'heure locale. Quand on connaît deux de ces trois données : heure locale, heure uni-



verselle et longitude, le modèle complet de ce cadran indique la troisième. Pour les édifices publics, il peut être grandement simplifié.

A l'aide d'une dernière projection, M. Tondini explique un indicateur universel de toutes les heures du globe, qu'il vient de soumettre au Gouvernement français pour tous les bureaux télégraphiques et autres y ayant intérêt. Rien de plus simple. On fait peindre sur le mur une grande carte géographique du monde entier, d'après la projection de Mercator. En tête, une bande qui pourrait être en toile cirée, porte les 24 heures distribuées de 15 en 15 degrés, et occupe ainsi tout le haut de la carte. Cette bande est mue par un mécanisme d'horlogerie d'Est en Ouest (direction du mouvement apparent du soleil), en raison de 15 degrés par heure. L'appareil montre ainsi, à tout moment du jour ou de la nuit, l'heure locale, l'heure du méridien initial, l'heure universelle et celle de tous les autres points du globe.

Pour ce qui est du méridien initial de Jérusalem, l'Académie des Sciences de Bologne a exposé les raisons de ce choix dans un mémoire adressé aux principaux corps savants du monde entier.

En terminant sa communication, le P. Tondini donne connaissance, de la part de l'Académie des Sciences de Bologne, des propositions suivantes soumises déjà aux savants et aux Gouvernements étrangers :

« I. — Qu'on se hâte d'appliquer l'heure universelle à la télégraphie, vu que le besoin en est plus généralement senti, à cause des embarras résultant, en certains cas, de la différence non-seulement d'heure, mais aussi de date, et qu'on se réserve d'en étendre l'application au fur et à mesure qu'on en éprouvera le besoin, et quand le public, déjà habitué à l'usage de l'heure universelle dans les relations télégraphiques internationales, en aura mieux saisi les avantages.

« II. — Que, pour éviter toute perturbation dans les administrations et toute confusion dans le public, l'on se borne à indiquer, d'une façon bien distincte, sur chaque télégramme, à côté de l'heure locale, l'heure du méridien initial ou heure universelle. De cette façon, ceux qui n'éprouvent ni le besoin ni le désir d'innover, trouveront que tout marche comme par le passé, tandis que les banquiers, les commerçants, les météorologistes, les hommes politiques, les journalistes, etc., auront l'avantage de pouvoir constater, sans difficulté, l'instant de la remise d'une dépêche, celui d'un fait relaté comme venant d'arriver, celui de la hausse ou de la baisse des valeurs; enfin la durée de la transmission.

« III. — Que, pour en finir avec les contestations relatives au méridien initial, on adopte le méridien de Jérusalem, qui a déjà le suffrage d'éminentes autorités scientifiques et se recommande par des considérations scientifiques, pratiques et historiques. »

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> mai. — *Souvenirs diplomatiques : la mission de M. de Persigny à Berlin en 1850; la France et la Prusse au sortir de la Révolution de 1848*, par G. Rothan. — *La liberté religieuse en Russie. Les cultes non chrétiens : Juifs et Musulmans*, par An. Leroy-Beaulieu. — *Du Danube à l'Adriatique : le sol. — La correspondance de M. Thouveret et du duc de Gramont*, par G. Valbert.  
15. — *Le gouffre financier*, par Cuheval-Clarigny. — *Du Danube à l'Adriatique : les races. — Souvenirs diplomatiques : la démission de M. de Persigny. D'Erfurt à Olmutz*, par G. Rothan. — *La femme aux Etats-Unis*, par C. de Varigny.

### Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> mai. — *Renaissance internationale*, par Eugène Rendu. — *La Macédoine*, par le comte Paul Vasili. — *En Corse il y a trente ans*, par le comte Colonna Ceccaldi. — *Recherches historiques sur l'étymologie du titre impérial russe de « tsar »*, par Ulrich. — *Talleyrand*, par L. Richard (à propos de la publication récente d'une partie de sa correspondance).

### Le Correspondant.

10 avril. — *L'archiduc Rodolphe*, par M<sup>me</sup> B. de Bury. — *Les Allemands aux îles Samoa*, par A. de Ganniers. — *Emin Pacha et le continent noir*, par A. Villamus.

25. — *L'épiscopat français à la veille de la Révolution*, par l'abbé Sicard. — *L'Inde et l'Europe en 1889*, par Claudio Jannet.

10 mai. — *Berryer sous la Restauration*, par Ch. de Lacombe. — *La croisade noire : sa ligne d'opérations, son organisation stratégique*, par le marquis de Bonardi du Ménil. (Conditions de l'extinction de la traite en Afrique.) — *L'épiscopat français à la veille de la Révolution (2<sup>e</sup> partie)*, par l'abbé Sicard. — *Les hôtels et les salons de Paris en 1789*, par Albert Babeau.

25. — *Berryer sous la Restauration (2<sup>e</sup> partie)*, par Ch. de Lacombe. — *La lutte actuelle entre le Vatican et le Quirinal. Rome et le nouveau régime*, par François Carry. — *L'épiscopat français à la veille de la Révolution (fin)*, par l'abbé Sicard. — *La France au Niger*, par Ed. de Fontbonne.

### Revue britannique.

Avril. — *Le comte de Cavour, ses lettres, son journal*. (Article traduit de *The Quarterly Review*.) — *L'avenir des chemins de fer en Chine* (d'après un article du *Blackwood's Magazine*). — *Le prince de Metternich*, par Ed. de Bonnal (à propos de l'ouvrage de M. de Mazade). — *La crise agraire en Italie*, par G. d'Orcet. — *Souvenirs d'un canonier de l'armée d'Espagne*, par Germain Bapst (extrait de notes rédigées par un ancien soldat).

Mai. — *Le Centenaire de 1789* (article de la *Revue d'Edimbourg*). — *La diplomatie française en 1889* (à propos de l'ouvrage de M. de Chaudordy). — *L'Australie centrale et la pose du télégraphe transcontinental australien*.

### Revue internationale.

10 mai. — *Nouvelles lettres inédites du comte de Cavour*, par Pierre Baldi (à propos d'un ouvrage récent qui complète la correspondance publiée antérieurement). — *Revue des publications allemandes*, par Ernest Tissot. (Cette revue est le commencement d'une série; dans ce premier travail, l'auteur s'est proposé, au sujet de Frédéric III, d'éclaircir la querelle de ses médecins et d'indiquer les principaux traits du caractère du souverain.)

25. — *La Conquête de l'Europe par l'Amérique*, par Henri de Kalhermatten. (La lutte entre l'Europe et les Etats-Unis, à une époque plus ou moins éloignée, est inévitable et fatale; dans cette lutte, l'Europe succombera fatalement, parce que l'avenir appartient aux jeunes et aux forts, et que l'Europe est vieille et affaiblie. La conquête de l'Europe par l'Amérique se fera-t-elle par la force des armes ou aura-t-elle un caractère pacifique? L'Europe trouvera-t-elle le moyen d'opposer à l'envahisseur une digue assez puissante pour éluder la déchéance de son influence? Telles sont les graves questions que se pose l'auteur. Pour les résoudre, il détermine l'importance et les conditions de l'immigration aux Etats-Unis, puis les progrès rapides de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de l'Union; il les met en regard des conditions politiques et économiques de l'Europe.)

### Le Droit d'auteur.

15 mai. — *L'enregistrement ou le dépôt des œuvres d'un auteur unioniste peuvent-ils être requis dans un pays de l'Union, autre que celui de l'origine de l'œuvre?* (fin du travail). — Traité signé le 11 janvier 1889 par sept États de l'Amérique du Sud pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. — Ordonnance du Prince de Monaco sur la protection des œuvres littéraires et artistiques (27 février 1889). — *De la protection des œuvres photographiques en France*, par Eug. Pouillet. — La question de la reproduction de la Tour Eiffel. — Comptes-rendus bibliographiques (à signaler diverses publications relatives à l'*International Copyright* aux États-Unis).

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Mai. — Note de M. F. Cambuzat, relative à la déduction des dettes et au quantum des droits de succession dans les principales législations étrangères. — Etude par M. R. Saleilles sur la théorie générale des obligations d'après le projet de Code civil pour l'Empire allemand (dernière partie d'un travail fort remarquable). — Chronique législative : Cortès espagnoles (décembre 1887-mars 1889); Chambres françaises (session ordinaire de 1889).

### Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge.

Janvier. — *Le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Croix-Rouge*. (Compte-rendu des solennités qui ont fêté cet anniversaire mémorable dans les fastes de l'humanité; on y trouvera notamment un très intéressant discours de M. Gustave Moynier qui a rappelé les faits principaux d'une histoire dans laquelle il a joué un rôle prépondérant.) — Projet de loi belge pour assimiler l'association de la Croix-Rouge de Belgique aux Sociétés de secours mutuels.

Avril. — *Organisation générale et programme de la Croix-Rouge*. (Résumé des décisions prises dans les diverses Conférences internationales par les fondateurs et les représentants de la Croix-Rouge). — *Formation d'une Société congolaise et africaine de la Croix-Rouge*. — *Des adhésions à la convention de Genève*, par G. Moynier. — Célébration au Japon du 25<sup>e</sup> anniversaire de la Croix-Rouge. — Statuts des Sociétés d'Espagne et du Congo.

### Le Mémorial diplomatique.

6 avril. — *Les poursuites contre le général Boulanger*. Le projet de loi allemand d'assurances contre la vieillesse.

13. — *La Régence du grand-duché de Luxembourg*. (Conclusion : La « question » du Luxembourg a vécu.) — La loi militaire de l'Empire austro-hongrois.

20. — *La trêve de l'Exposition et la politique extérieure*.

27. — *Les crises danubiennes et balkaniques*. — Convention franco-roumaine concernant les marques de fabrique (elle est du 12 avril 1889 et n'est pas ratifiée). — Règlement russe sur les taxes postales et télégraphiques.

4 mai. — *Souhait à propos du Centenaire de 1789*. (Il faut que la politique, chez nous, redevienne un moyen et cesse d'être le but final.) — *Congrès catholiques*. (Analyse des résolutions prises par les Congrès qui se sont réunis presque simultanément en Espagne, en Portugal, en Autriche et en Belgique.)

11. — *La manifestation pacifique de la France*.

18. — *Le roi d'Italie et l'Exposition de Paris*. — *Les Grèves en Allemagne*.

25. — *Le roi d'Italie à Berlin*. — *La traite des noirs*.

### L'Économiste français.

2 mars. — *Les conversions de dettes et la situation des capitalistes*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le Danemark : l'industrie, l'agriculture, le commerce, les finances*, par J. Chailley.

9. — *La situation du syndicat du cuivre et la place de Paris*, par P. Leroy-Beaulieu. — *L'assistance publique en Allemagne*, par Ch. Grad. — *Le mouvement social et économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley (le commerce extérieur, les projets de lois restrictifs de l'immigration, érection de territoires en Etats). — *Le cabotage en 1887*.

16. — *Les lois de l'évolution économique*, par P. Beauregard. — *La France au Soudan*, par J. Chailley. — *Le peuple allemand*, par G. Michel (d'après un livre de M. Charles Grad publié sous ce titre). — Lettre d'Angleterre (l'émigration britannique en 1888; un peu moins considérable qu'en 1887).

23. — *Le budget de l'année 1890 et la situation financière générale*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (le message présidentiel, mesures projetées contre les syndicats d'accaparement). — La production et le prix du cuivre dans le monde depuis 10 ans.

30. — *Le contrôle du budget et la nécessité de limiter les attributions de l'Etat*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le Royaume de Siam : Pays, coutumes, commerce, influence des nations européennes*, par J. Chailley. — *La banque impériale d'Allemagne*, par Arthur Raffalovich. — Le commerce extérieur de l'Egypte en 1888.

6 avril. — *Les vices de l'administration des Sociétés anonymes*, par P. Leroy-Beaulieu (article malheureusement trop de circonstance; critique non de la loi, mais de la pratique). — *Les lois de l'évolution économique*, par P. Beauregard. — Le mouvement économique et social aux Etats-Unis, par J. Chailley (progrès sensibles du divorce, traité de commerce entre les Etats-Unis et le Japon). — Lettre d'Autriche (attitude économique de l'Allemagne à l'égard de l'Autriche-Hongrie; le commerce français à l'est de l'Europe; analyse d'un travail ayant pour but de démontrer que l'étendue des possessions territoriales est toujours la plus haute expression de la puissance politique).

13. — *Les comptes de liquidation et les budgets extraordinaires de la guerre*, par Ch. Gomel. — *La Chine et les missionnaires*, par J. Chailley.

20. — *Les projets de renouvellement du privilège de la Banque de France*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La France en 1789*, par G. Michel (à propos de l'ouvrage de Paul Boiteau). — *Le droit d'association et l'arbitraire officiel*, par Hubert-Valleroux. — Le mouvement économique et social aux Etats-Unis, par J. Chailley (les travaux du dernier Congrès et les solliciteurs de places). — Lettre de Suisse (le budget fédéral, la session des Chambres). — *La situation économique de la Turquie*, par Dem. Georgiades.

27. — *La France en 1789*, par G. Michel (organisation coloniale et commerciale). — *Le Portugal : ses ressources, sa situation, ses chances d'avenir*, par J. Chailley.

### Revue de droit international et de législation comparée.

1889, I. — *Capacité civile des corporations étrangères*, d'après le projet de revision du Code Napoléon soumis aux Chambres belges, par Van Berchem, conseiller à la Cour de cassation de Belgique. (Commentaire de l'article 13 du projet de la Commission extraparlamentaire, ainsi conçu : « les Etats étrangers, les provinces et les communes étrangères, ainsi que les établissements qui leur sont subordonnés, exercent en Belgique les droits civils que la loi étrangère leur reconnaît. Ils ne peuvent, toutefois, y recevoir des dons ou des legs qu'avec l'autorisation du Gouvernement belge. — Sauf disposition contraire dans les lois ou dans les traités, les autres corps moraux constitués à l'étranger, n'ont d'existence légale en Belgique que si les institutions similaires établies dans le royaume y jouissent du privilège de la personnification civile. Dans ce cas, ils sont admis à exercer les droits civils qu'ils tiennent de la loi étrangère, sous les conditions et sous les restrictions imposées en Belgique aux corps moraux du même genre. ») — *Introduction au cours de droit international professé à l'Université de Cambridge*, par J. Westlake. — *Des délits*



*commis à l'étranger*, d'après les dispositions du nouveau Code pénal italien, par L. Olivi. — *Quatre utopistes au XVI<sup>e</sup> siècle*, par Ern. Nys. — *L'année 1888 au point de vue de la paix et du droit international*, par Rolin-Jaequemyns. (Les Empereurs allemands et la triple alliance, les voyages de Guillaume II, agitation en faveur du pouvoir temporel du Pape, la Russie en Asie, question bulgare, incidents franco-italiens sur les archives consulaires et les capitulations à Massouah, la convention de Suez, importance des armements.) — Notices diverses : *Enseignement du droit international en Chine; l'union internationale de droit pénal; les Sociétés de la paix scandinaves* (projet d'un traité d'arbitrage entre les trois pays scandinaves, projet de neutralisation de ces trois pays).

### Bulletin de statistique et de législation comparée.

Avril. — *France* : Lois modifiant le tarif général des douanes (seigles et sels); relations télégraphiques entre la France et la Grande-Bretagne; l'amortissement depuis 1871; la consommation du café et du thé; les recettes des chemins de fer pendant le 1<sup>er</sup> trimestre de 1888 et de 1889 (cinq millions 1/2 de différence en faveur de la présente année); le commerce des colonies françaises en 1887; la révision du régime douanier au Sénégal. — *Angleterre* : Exposé budgétaire du chancelier de l'échiquier; le mouvement des affaires et ses fluctuations annuelles (extrait d'un important travail publié en Angleterre, qui permet de suivre de 1854 à 1887 les variations de toute une série de faits économiques ou commerciaux intéressant le mouvement général des affaires dans le Royaume-Uni, par le prix et la quantité des marchandises importées, le taux de l'escompte, le nombre des Sociétés enregistrées, des faillites déclarées). — *Belgique* : La révision du régime des sucres (loi du 2 avril 1889 avec l'analyse de la discussion parlementaire, loi provisoire ayant pour but de régler la situation avant que l'on sache ce qui sortira de la Conférence de Londres). — *Allemagne* : Le budget et les crédits extraordinaires pour 1889-1890. — *Autriche* : Loi sur les titres d'emprunts à primes et sur les billets de loterie. — *Italie* : Le buget rectificatif de l'exercice 1888-89; la suppression de la caisse des pensions; les *dazi di Consumo*. — *Roumanie* : Projet de réforme monétaire. — *Russie* : Recettes et dépenses de l'Empire en 1888; le contrôle financier de l'Empire. — *Europe* : Régime douanier des cafés. — *Union postale universelle* : Résultats financiers du service postal en 1887.

**Les confessions d'une abbesse du XVI<sup>e</sup> siècle, d'après un manuscrit de la bibliothèque de Ravenne**, par A. Gagnière, 1 vol. in-12, Paris, 1888, Paul Ollendorff, éditeur.

M. Gagnière, à qui on doit un livre curieux sur *La Reine Marie-Caroline de Naples*, nous reporte au xvi<sup>e</sup> siècle, mais reste en Italie. Grâce à des documents inédits ou peu connus, surtout en France, il nous montre d'une façon saisissante ce qu'était Ravenne au xvi<sup>e</sup> siècle; s'il ne produisait pas de preuves irrécusables, on ne pourrait croire que des crimes, comme ceux qu'il raconte, pussent être commis impunément et au grand jour. Il y avait là une famille Rasponi dont les exploits pourraient être comparés à ceux des Borgia. Le titre de l'ouvrage a peut-être été calculé pour piquer la curiosité : il s'agit bien d'une abbesse, membre de cette famille Rasponi, dont l'auteur croit avoir trouvé l'autobiographie; mais il n'y a pas les détails scandaleux que l'on pourrait supposer. Nous voyons l'intérieur d'un couvent, les abus qui s'y commettaient, les réformes introduites par le Concile de Trente et les difficultés qu'elles soulevèrent. Des extraits bien choisis de documents authentiques éclairent plus que toutes les déclamations et mettent en pleine lumière les scandales d'une pareille époque. L'ouvrage aurait gagné à ce que les commentaires nécessaires fussent quelquefois rédigés plus simplement.

**De l'exécution des jugements étrangers d'après la jurisprudence française**, par Charles Lachau et Christian Daguin, avocats à la Cour de Paris, 1 vol. in-8°, Paris, 1889, librairie Larose et Forcel.

Les deux auteurs déclarent n'avoir pas voulu faire un livre de doctrine, mais simplement mettre à la portée des hommes d'affaires le plus grand nombre possible de décisions judiciaires relatives à cette matière spéciale. L'un d'eux a, du reste, écrit antérieurement ce livre de doctrine en traitant de *l'autorité et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, en France et dans les divers pays*. Le présent ouvrage est plus modeste; il n'en rendra pas moins de grands services non-seulement aux hommes d'affaires, mais aux hommes de science. C'était une tâche difficile que de rassembler toutes les décisions judiciaires sur la matière, de les classer, de les rapprocher les unes contre les autres, d'en faire ressortir la portée. Elle a été menée à bien par MM. Daguin et Lachau dont l'ouvrage est le tableau le plus complet de la jurisprudence française. De plus, le texte des principaux arrêts et jugements étant rapporté, l'étude est singulièrement facilitée. Remarquons enfin qu'au sujet des conventions internationales conclues par la France pour l'exécution des jugements, les auteurs rapportent aussi la jurisprudence de l'autre pays contractant.

---

**L'Empereur Guillaume II et la première année de son règne**, par Edouard Simon, 1 vol. in-18, Paris, 1889, librairie Hinrichsen.

M. Edouard Simon continue, dans ce livre la série de ses études sur l'histoire contemporaine de l'Allemagne. L'auteur des ouvrages sur l'Empereur Guillaume, sur le prince de Bismarck et sur l'Empereur Frédéric, a appliqué son talent d'historien à la physionomie si curieuse du troisième Empereur d'Allemagne, que la mort de deux souverains a brusquement porté en avant sur la grande scène du monde. Comme le dit l'auteur, le passé de Guillaume II n'appartient qu'en partie à la vie publique. Son âge ne lui a pas permis d'assister comme témoin et encore moins comme acteur aux événements qui ont marqué le règne de son grand-père. Il s'est vu élevé sans transition au faite du pouvoir et, à l'heure présente, il vient à peine de terminer la première année de son règne. Il s'agit donc surtout de savoir ce qu'était l'Empereur avant son avènement, quelles sont les dispositions de son esprit, ses aptitudes, ce qu'on peut attendre de son règne. Sur tout cela, M. Ed. Simon donne les renseignements les plus abondants, puisés aux meilleures sources. Il a réuni en appendice les documents les plus importants émanés du nouvel Empereur.

---

**L'occupation des territoires sans maître. Etude de droit international :** la Conférence de Berlin, la question africaine, — Colonies et protectorats, — droits des indigènes et droits de la civilisation; traités passés avec les indigènes, — chartes coloniales, lettres de protection. — Compagnies de commerce et Sociétés de colonisation, par Ch. Salomon, docteur en droit, 1 vol. in-8°, Paris, 1889, librairie A. Giard.

Nous recommandons vivement la lecture de ce livre à tous ceux qui s'intéressent au droit international ou aux questions coloniales. Les difficultés si nombreuses, qui ont été soulevées surtout dans ces dernières années en ce qui concerne l'occupation de territoires sans maître, sont étudiées avec une abondance de renseignements, une connaissance des principes généraux, un esprit judicieux et libéral tout-à-fait remarquables. Les documents diplomatiques des divers pays ont été soigneusement analysés; les diverses opinions des auteurs sont exposées et discutées. Nous ne connaissons pas d'ouvrage qui contienne

une étude aussi approfondie et aussi complète de ce sujet qui paraît de plus en plus à l'ordre du jour. L'auteur a donné un appendice d'importants documents, notamment le traité du 28 avril 1888 entre le sultan de Zanzibar et la Compagnie allemande de l'Afrique Orientale, la charte octroyée le 3 septembre 1888 par la Reine d'Angleterre à la Compagnie de l'Afrique Orientale. — Des tables bien faites terminent ce livre et rendent les recherches faciles. L. R.

---





# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Pages

1887

Mai . . . .	31	<i>Grande-Bretagne</i> . Sir R. Morier au marquis de Salisbury ( <i>Affaires de Bulgarie</i> ). . . . .	23
Juin . . . .	4	<i>Serbie — Turquie</i> . Convention pour le raccordement de lignes de chemins de fer. . . . .	12
—	5	<i>Grande-Bretagne</i> . M. O'Conor au marquis de Salisbury. . . . .	24
Juillet . . .	5	M. O'Conor au marquis de Salisbury (Election du prince de Cobourg). . . . .	29
—	10	Sir A. Paget au marquis de Salisbury. . . . .	27
—	13	Sir R. Morier au marquis de Salisbury. . . . .	31
Août . . . .	10	Prince Ferdinand de Saxe-Cobourg à sir A. Paget. . . . .	33
—	12	<i>Grande-Bretagne</i> . M. O'Conor au marquis de Salisbury. . . . .	37
—	14	<i>Turquie</i> . Saïd Pacha à Rustem Pacha. . . . .	35
—	20	<i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au marquis de Salisbury. . . . .	38
—	25	Le marquis de Salisbury à sir R. Morier. . . . .	39
—	31	M. O'Conor au marquis de Salisbury . . . . .	40
Septembre .	4	<i>Bulgarie — Serbie</i> . Convention pour le raccordement des lignes de chemins de fer. . . . .	5
—	13	<i>Grande-Bretagne</i> . Sir R. Morier au marquis de Salisbury . . . . .	41
Octobre . .	12	<i>Grande-Bretagne</i> . M. O'Conor au marquis de Salisbury. . . . .	42
—	27	<i>Bulgarie</i> . Discours du prince de Cobourg. . . . .	45
Novembre .	4	— Adresse de la Chambre au Prince de Cobourg. . . . .	46
Décembre .	16	<i>Conférence des sucres</i> . Sixième séance . . . . .	48
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> . Sir R. Morier au marquis de Salisbury . . . . .	47
—	19	<i>Conférence des sucres</i> . Septième séance. . . . .	53
—	—	Projet de convention sur les sucres. . . . .	59

1888

Mars. . . .	17	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Lytton à M. Flourens. . . . .	60
—	29	<i>France</i> . M. Flourens au comte de Lytton (note sur la question des sucres) . . . . .	61
Avril . . . .	4	M. Flourens au comte de Lytton (note sur la question des sucres) . . . . .	63
—	5	<i>Conférence des sucres</i> . Huitième séance. . . . .	289
—	10	Neuvième séance . . . . .	292
—	13	Dixième séance. . . . .	299
—	16	Onzième séance. . . . .	308
—	18	Douzième séance . . . . .	314
Mai . . . .	5	<i>France</i> . M. Goblet à M. Waddington (instructions sur la question des sucres) . . . . .	65
—	26	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Lytton à M. Goblet. . . . .	65
—	30	Note sur la question des sucres. . . . .	68

		Pages
Juillet . . .	6 <i>France</i> . Note sur la question des sucres . . . . .	69
Août. . . .	5 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Lytton à M. Goblet. . .	71
—	28 <i>Etats-Unis</i> — <i>France</i> . Convention additionnelle concernant l'échange de mandats de poste . . . . .	274
Octobre . .	1 <sup>re</sup> <i>Bolivie</i> . Note du chargé d'affaires au ministre des affaires étrangères du Paraguay (question des limites). . .	135
—	3 <i>Paraguay</i> . Note du ministre des affaires étrangères . .	136
—	15 <i>Bolivie</i> . Note du chargé d'affaires. . . . .	137
Novembre .	3 <i>Paraguay</i> . Note du ministre des affaires étrangères. .	140
Décembre .	11 <i>France</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . Déclaration concernant les relations télégraphiques. . . . .	257
—	16 <i>Haïti</i> . Constitution. . . . .	81
—	18 <i>Belgique</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . Convention concernant l'établissement du service des mandats-poste. . .	129
1889		
Janvier. . .	1 <sup>re</sup> <i>Belgique</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . Convention relative aux correspondances télégraphiques. . . . .	131
—	11 <i>Grande-Bretagne</i> . Le chargé d'affaires à Washington à Lord Salisbury (incident Lord Sackville). . . . .	277
—	30 <i>Etats-Unis</i> . M. Bayard, secrétaire d'Etat, au chargé d'affaires à Londres . . . . .	282
Mars . . .	4 <i>France</i> . Rapport de l'amiral Olry au ministre de la marine (incident de Sagallo). . . . .	87
—	6 Rapport supplémentaire de l'amiral Olry. . . . .	95
—	15 Note circulaire concernant la conclusion d'une convention internationale sur le travail dans les fabriques. . . . .	77
Mai . . . .	9 Décret réglant les attributions du personnel supérieur de l'Indo-Chine. . . . .	333
	<i>Suisse</i> . Compte de gestion du Conseil fédéral pour 1888. Département des affaires étrangères. . . . .	153
	Département de justice et police . . . . .	181

---

Le Gérant : FÉCHOZ.



